

**Institut d'études politiques de Paris**  
**ECOLE DOCTORALE DE SCIENCES PO**  
**Programme doctoral de sociologie**  
**Observatoire Sociologique du Changement (FNSP – CNRS UMR 7049)**  
**Convention de co-tutelle avec l'Università degli studi di Milano-Bicocca**  
  
**Doctorat en sociologie**

## « Pour vivre heureux, vivons cachés »

*Pratiques résidentielles et styles de vie des classes supérieures  
du pôle privé*

Lorraine Bozouls

*Thèse dirigée par MM Marco Oberti et Fabio Quassoli*

Soutenue le 11 décembre 2019

Composition du jury :

Mme Alberta ANDREOTTI, Professeure associée à l'Université Milano-Bicocca

Mme Céline BESSIERE, Maîtresse de conférence à l'Université Paris-Dauphine  
(rapportrice)

Mme Marie CARTIER, Professeure à l'Université de Nantes

M. Marco OBERTI, Professeur des universités à Sciences Po (directeur)

M. Fabio QUASSOLI, Professeur associé à l'Université Milano-Bicocca (directeur)

Mme Sylvie TISSOT, Professeure à l'Université Paris 8 (rapportrice)



# Sommaire

<b>Sommaire.....</b>	<b>2</b>
<b>Introduction.....</b>	<b>4</b>
<b>Partie 1 Enquêter sur le pôle privé des classes supérieures.....</b>	<b>26</b>
- <b>Chapitre 1 Les ménages aisés résidant dans des quartiers de banlieue homogène au cœur du pôle privé des classes supérieures.....</b>	<b>29</b>
1. Appartenir aux classes supérieures du pôle privé .....	29
2. Saisir l'hétérogénéité au sein du groupe.....	37
3. Espaces résidentiels des classes supérieures du privé .....	40
Conclusion.....	47
- <b>Chapitre 2 Accéder au monde privé des classes supérieures du privé : enjeux méthodologiques d'une enquête « intrusive ».....</b>	<b>48</b>
1. Enquêter sur le privé des classes supérieures .....	49
2. Rapports de pouvoir en situation d'entretien .....	56
Conclusion.....	63
<b>Partie 2 La construction du privilège local à l'échelle du quartier .....</b>	<b>64</b>
- <b>Chapitre 3 Les frontières de l'entre-soi : délimiter symboliquement et matériellement le groupe d'appartenance .....</b>	<b>69</b>
1. Choisir un quartier marqué par l'entre-soi .....	73
2. Les habitant·e·s face aux politiques municipales de préservation de l'entre-soi .....	106
3. Les espaces enclavés à l'échelle locale : des « ghettos de riches » ? .....	121
Conclusion.....	144
- <b>Chapitre 4 S'approprier l'espace du quartier et en tirer des ressources.....</b>	<b>147</b>
1. Les entreprises de patrimonialisation des quartiers d'entre-soi .....	151
2. L'espace local comme pourvoyeur de capital social.....	169
3. Combiner des logiques d'ancrage et de mobilité .....	199
Conclusion.....	224
<b>Partie 3 Le repli sur l'espace du foyer .....</b>	<b>228</b>
- <b>Chapitre 5 Investir de grandes maisons. La propriété et l'aménagement du logement comme moyen de distinction.....</b>	<b>232</b>
1. Accumuler du capital économique en se forgeant un patrimoine immobilier .....	235
2. Acquérir la maison idéale.....	251
3. Faire une maison à son image .....	261
Conclusion.....	284
- <b>Chapitre 6 Ce que le genre fait à la classe : des femmes au foyer privilégiées ?</b>	<b>287</b>

1. L' « inactivité » chez les femmes de classes supérieures .....	290
2. Des femmes en charge du travail du style de vie .....	310
3. Échapper au stigmate.....	337
Conclusion.....	360
<b><i>Partie 4 La privatisation de services publics.....</i></b>	<b>364</b>
- <b>Chapitre 7 Prendre en charge sa sécurité .....</b>	<b>369</b>
1. Des quartiers « sécurisés, sécurisant » (Catherine Bousquet) .....	370
2. Ignorer – sinon dénigrer – la police et prendre en charge sa sécurité .....	378
Conclusion.....	385
<b><i>Conclusion générale .....</i></b>	<b>386</b>
<b><i>Bibliographie.....</i></b>	<b>389</b>
<b><i>Annexes .....</i></b>	<b>410</b>
Annexe A – Annexes du chapitre 4 .....	412
Annexe B – Annexes du chapitre 5 .....	413
Annexe C – Annexes du chapitre 7 .....	416
<b><i>Table des matières.....</i></b>	<b>419</b>

# Introduction

« Où vivent les riches ? » : c'est à cette question que répond régulièrement la presse spécialisée économique et financière dans des articles sur les espaces français les plus sélectifs socialement<sup>1</sup>. Cette interrogation recoupe la médiatisation du processus de « sécession » documenté par le rapport de la fondation Jean-Jaurès « 1985-2017 : Quand les classes favorisées ont fait sécession » (Fourquet, 2018), ou l'essai de Thierry Pech *Le Temps des riches. Anatomie d'une sécession* (2011). Ce constat médiatique est en concordance avec les taux de ségrégation élevés et en augmentation des classes supérieures (Préteceille, 2006). Mais ce mouvement de repli dans certains quartiers homogènes est peu documenté empiriquement et l'on sait relativement peu de choses des individus et des espaces concernés. Cette thèse s'intéresse à la fraction méconnue des classes supérieures du pôle privé au cœur de ce processus. Au croisement entre la sociologie des classes sociales et la sociologie urbaine, elle s'intéresse à des espaces de banlieue résidentielle peu étudiés et analyse le rôle du quartier mais également celui du logement dans la formation de ce groupe social.

Cette recherche s'inscrit à la suite d'un véritable essor des études sur les classes supérieures, qui concernent de plus en plus leur monde privé. En effet, les classes supérieures ont longtemps été appréhendées à partir de la sphère professionnelle (Boltanski, 1982 ; Godechot, 2007 ; Laurens, 2015 ; Offerlé, 2017). Les travaux portant sur les capitaux scolaires des classes supérieures font un pont entre les mondes privés et professionnels. Un pan important et dynamique de la littérature sur les classes supérieures concerne leurs stratégies reproductives et leur rapport à l'école (Gombert, 2008 ; Henri-Panabière, 2010 ; Lignier, 2012 ; Barrault-Stella, 2017) ainsi que leurs ressources scolaires de prestige (Bertron, 2016 ; Delespierre, 2016 ; Favier, s. d.). On peut noter le dynamisme récent des études portant sur les pratiques des classes

---

<sup>1</sup> On fait notamment référence aux articles suivants : « Où vivent les riches ? », [lexpress.fr](http://lexpress.fr), 27 juin 2007 ; « Villes: où vivent les plus riches? », [bfmbusiness.bfmtv.com](http://bfmbusiness.bfmtv.com), 16 juillet 2013 ; « ISF : où vivent les Français les plus fortunés ? », [Atlantico.fr](http://atlantico.fr), 7 mars 2014 ; « Où vivent les riches en France ? », [journaldu.net](http://journaldu.net), 14 juin 2017 ; « Les 15 grandes villes les plus riches de France », [businessinsider.fr](http://businessinsider.fr), 15 avril 2019.

supérieures avec la justice, qui recourent également l'étude de leur monde privé (Barrault-Stella et Spire, 2017 ; Lascoumes et Nagels, 2014). Les travaux s'interrogent aussi sur les liens des classes supérieures à la sphère du pouvoir (Denord, Lagneau-Ymonet et Thine, 2011 ; Dudouet et al., 2014) ainsi qu'à leur rapport à la politique de manière plus générale et ordinaire (Agrikoliansky, 2014 ; Geay, 2019). Enfin, la sociologie urbaine a contribué à déplacer la focale de l'étude du monde professionnel vers celle de la sphère privée (Pinçon et Pinçon-Charlot, 1989 ; Cousin, 2008 ; Tissot, 2011 ; Andreotti, Le Galès et Moreno Fuentes, 2016). C'est cette dernière que nous suivons ici, avec l'idée que le statut résidentiel est un élément central pour étudier la condition et la position des ménages aisés propriétaires de maisons dans des quartiers d'entre-soi.

Dans cette introduction, nous verrons donc ce que signifie une telle entrée pour l'analyse des classes supérieures. Pour cela, nous commencerons par revenir sur la place du capital économique, et du patrimoine immobilier, dans les recompositions des classes supérieures. Nous détaillerons ensuite le rôle joué par l'espace dans la définition des positions sociales. La suite sera une réflexion sur les échelles d'analyses, où nous défendrons l'intérêt de placer la focale sur l'espace domestique pour étudier le monde privé des classes supérieures, et l'importance de mettre les logiques de genre au cœur de l'analyse. Nous développerons ensuite la problématique générale, avant de présenter la méthodologie qui nous a permis d'y répondre. Nous terminerons par l'annonce du plan de la thèse.

## **La place du capital économique dans les recompositions des classes supérieures**

Durant la dernière décennie, les inégalités de richesse sont réapparues sur le devant de la scène. Les analyses de Thomas Piketty montrent le rôle primordial des inégalités de patrimoine qui se creusent depuis les années 1980 et se conjuguent à celles de revenus (2013). Le nombre de millionnaires augmente en France ainsi que le volume de leur richesse. Les travaux de recherche s'intéressent au rôle des classes supérieures (Pinçon et Pinçon-Charlot, 2010 ; Sherman, 2017), de leurs conseillers patrimoniaux (Herlin-Giret, 2016), des dynamiques d'héritage (Bessière, 2017) ou encore d'imposition (Spire, 2012) dans la (re)production des inégalités. Cet intérêt pour les ressources matérielles permet de s'intéresser au rôle du capital économique, moins

étudié que celui du capital culturel, dans la recomposition et la reproduction des classes supérieures.

Les différenciations au sein des classes supérieures françaises, ainsi que les processus de recomposition à l'intérieur de ce groupe sont peu connus. L'usage du terme « élite » renforce cette impression d'homogénéité des classes supérieures, et renvoie davantage à un concept indigène (Denord, Lagneau-Ymonet et Thine, 2011) qui entérine l'intérêt de préserver l'intégration du groupe (Goblot, 2010) afin de défendre au mieux leurs propres intérêts (Pinçon et Pinçon-Charlot, 2010). Ce risque d'homogénéisation, conjugué à la prégnance du système capitaliste qui justifie une lecture en termes de classes (Andreotti, Le Galès et Moreno Fuentes, 2016), nous amène à préférer le terme de classes supérieures plutôt que celui d'élite. Le terme de bourgeoisie employé dans les travaux de Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot permet de mettre en lumière le rôle de la reproduction et des lignées familiales dans le positionnement social, mais ce faisant, il contraint le caractère dynamique de la formation des groupes et néglige la place des individus en ascension sociale (Naudet et Oberti, 2012). L'utilisation de la notion de classes supérieures au pluriel, permet de mettre l'accent sur la différenciation entre fractions de classe au sein du groupe dominant et de saisir les principes de division sur lesquelles elle repose.

On l'a dit, l'étude de ces sous-groupes au sein des classes supérieures et de leurs fondements est peu développée en France, contrairement à l'analyse des classes populaires (Cayouette-Remblière, 2015 ; Siblot et al., 2015 ; Beaumont, Challier et Lejeune, 2018). Pourtant, la démarche proposée par Bourdieu dans *La Distinction* (1979) consistait justement à définir les classes supérieures comme un ensemble hétérogène. Il construit en effet un espace social structuré par le volume de capital des individus et le type de composition de leur capital (économique ou culturel). Les classes supérieures se définissent alors comme la région supérieure de cet espace social, et sont elles-mêmes traversées par des différences de volume et de structure des capitaux. Ainsi, les variantes du goût dominant s'expliquent par l'ancienneté dans les classes supérieures et la composition du capital (Bourdieu, 1979, p. 296). En particulier, ces classes supérieures apparaissent comme clivées par la dotation inversement proportionnelle de capital culturel et économique – sauf pour les ménages les plus dominants qui cumulent tous les types de ressources. Les patrons de commerce, relativement plus dotés en capital économique, apparaissent ainsi comme socialement éloignés des professeurs

supérieurs et des producteurs artistiques, les professions libérales occupant une position intermédiaires. Ces différences de positionnement au sein des classes supérieures recoupent des divisions en termes de modes de vie, de pratiques culturelles, d'aspirations et de valeurs.

L'actualité et fécondité de cette approche ont été confirmées par de nombreux travaux internationaux, qui ont cherché à dresser un portrait de leur espace social national, en différenciant notamment entre différentes fractions des classes supérieures. Ces travaux s'inspirent très directement de l'approche développée par Pierre Bourdieu, en mettant en œuvre des analyses quantitative sur des données d'enquête. Ainsi, les travaux autour de Mike Savage (2015) à partir des données de la *Great British Class Survey* mettent en lumière des formes de division sociale de la société britannique proches de celles identifiées dans la France des années 1970. Les travaux de Magne Flemmen sur les divisions internes de la «classe supérieure» norvégienne (2012), révèlent une différenciation entre propriétaires et employés, et selon la profession et le secteur. Cela l'a conduit à opérationnaliser dans une nomenclature une tripartition des classes supérieures entre « cultural upper class », « balanced upper class » et « economic upper class » (Flemmen et al., 2017). Des oppositions similaires s'observent dans le cas de l'Allemagne (Waitkus et Groh-Samberg, 2017). De même, dans son ouvrage sur la comparaison des valeurs des cadres étatsuniens et français, Michèle Lamont identifie d'autres clivages que ceux basés sur la nationalité et elle sépare les « spécialistes des domaines sociaux et culturels » des « travailleurs tournés vers le profit » (1995). Cette division recoupe selon elle une fracture entre les intellectuels et les non-intellectuels<sup>2</sup>. Enfin, l'étude des classes sociales à l'échelle européenne permet de mettre en lumière la scission entre les personnes travaillant dans le secteur public et celles du secteur privé, qui est particulièrement prégnante en France (Singly et Thélot, 1989 ; Hugrée, Penissat et Spire, 2017).

L'objet de ce travail sera de s'intéresser aux fractions du pôle privé des classes supérieures qui correspondent à des ménages très aisés, davantage dotés en capital économique que culturel, dont au moins un des membres occupe une position professionnelle à responsabilités dans le secteur privé. Dans les rares travaux qui distinguent des fractions au sein des classes supérieures, celle-ci est parfois qualifiée de « nouvelle » (Wagner, 1998 ; Gombert, 2008). En

---

<sup>2</sup> En plus de ces deux frontières dressées au sein des classes supérieures de chaque groupe national, Michèle Lamont identifie un principe de différenciation en fonction de la pente de la trajectoire sociale mais aussi en fonction de l'ancienneté de l'appartenance aux classes supérieures (1995).



effet, des facteurs structurels de transformation de l'économie accompagnent ces divisions sociales et le creusement des inégalités : c'est le cas de la tertiarisation et de l'augmentation du nombre de cadres mais également de la financiarisation de l'économie et de l'explosion des revenus salariaux des cadres supérieurs du secteur financier qui en découle (Godechot, 2007). De plus, l'accélération de la mondialisation est également un facteur structurant de la recomposition des classes supérieures puisqu'elle multiplie la nature et la portée de leurs ressources (Wagner, 1998 ; Andreotti, Le Galès et Moreno Fuentes, 2016). Si le terme de bourgeoisie met trop l'accent sur la permanence, celui de « nouvelles » classes supérieures est trompeur car les personnes profitant de ces transformations sont en majorité issues des classes supérieures. En effet, l'analyse de la mobilité sociale en France montre qu'en 2014, 43 % des cadres avaient un père cadre (Hugrée, 2016).

Si elle n'est pas nouvelle, cette fraction des classes supérieures est au cœur des recompositions des sociétés capitalistes. Parce qu'elle est définie par sa possession de capital économique, cette partie de la population joue un rôle central dans l'accroissement des inégalités de revenus et de patrimoine. Elle correspond en effet en partie au 1 % des ménages les plus riches<sup>3</sup>, largement composé de chefs d'entreprises et de hauts cadres du secteur privé (Godechot, 2013 ; Keister, 2014). Pourtant elle ne s'y réduit pas, car elle correspond à cette « élite ordinaire » (Savage, 2015), largement plus dotées que le reste de la population, mais regroupant tout de même une part importante de la population. En Grande-Bretagne, cette élite économique n'est pas une classe supérieure clairement démarquée (comme l'est une aristocratie), en ce qu'elle n'a pas de consommation ou de préférences culturelles distinctes des groupes sociaux moins dotés. Son principal trait distinctif réside dans la concentration géographique de ces très hauts revenus autour de l'ouest londonien (Savage et al., 2017). En France également, les hauts cadres du secteur de la finance et de la banque sont aujourd'hui des représentants importants de ces « gens du privé » particulièrement présents dans les quartiers de banlieue aisée de la métropole parisienne (Godechot, 2013).

Cela pose la question de la place de la résidence et du logement dans la fabrique des inégalités économiques. D'une part, en tant que composante du patrimoine économique, le logement est

---

<sup>3</sup> Le terme « riche » sera utilisé pour décrire ces ménages du pôle privé fortement dotés en capital économique en tant qu'adjectif mais pas comme nom en raison des connotations négatives qu'il véhicule sous cette forme.

un analyseur des inégalités. Au-delà du « privilège du propriétaire » (Bugeja-Bloch, 2013), la possession d'un bien immobilier de valeur joue un rôle central dans la reproduction des inégalités au fil des générations (Bessière, 2017 ; Flemmen et al., 2017). D'autre part, on sait que le patrimoine immobilier ne constitue qu'une part du capital économique des ménages les plus aisés, part d'autant plus faible que le ménage est plus riche (Ferrante, Guillas et Solotareff, 2016). On se demandera donc quel rôle joue le logement dans la fabrique des inégalités sociales au sein des classes supérieures les plus aisées ? Au-delà de la valeur du patrimoine immobilier, qu'est-ce que le logement implique comme rapport à l'espace au pôle privé des classes supérieures ?

## **L'espace au cœur de la définition des positions sociales**

Saisir le rôle des classes supérieures dans les inégalités sociales passe également par l'analyse de leur contribution à la ségrégation résidentielle. Si les quartiers « moyens-mélangés » sont les plus fréquents en France, les taux de ségrégation de certaines fractions des classes supérieures sont très élevés et en augmentation constante (Préteceille, 2006). La réalisation de monographies urbaines permet de comprendre les mécanismes d'embourgeoisement des espaces qui reposent à la fois sur la conversion d'anciens quartiers populaires en quartiers supérieurs (Collet, 2015), l'extension des quartiers bourgeois sur des espaces refondés (Cousin, 2008) et la défense de l'entre-soi et des « beaux quartiers » (Pinçon et Pinçon-Charlot, 2010). L'approche localisée permet donc à la fois de saisir le rôle des classes supérieures dans les inégalités sociales mais également de préciser les frontières des sous-groupes appartenant aux classes supérieures. En effet, en comparant ces monographies on peut notamment distinguer les ménages habitant les quartiers gentrifiés de la banlieue parisienne et lyonnaise, davantage dotés en capital culturel qu'économique (Collet, 2015) des ménages habitant les quartiers « refondés » de l'Ouest parisien qui sont souvent cadres du secteur privé, primo-accédant et vivent en appartement (Cousin, 2008). Il semble donc que les dynamiques de ségrégation résidentielle sont étroitement associées aux types de ressources des ménages qui les portent.

L'analyse de ces fractures urbaines pose la question du rôle de l'espace dans ces processus. La ségrégation résidentielle découle-t-elle simplement de la position sociale des ménages concernés ou y participe-t-elle ? En dehors de ces situations de changement du profil social des quartiers accompagnant des opérations de revalorisation immobilière, comment se forment les

quartiers supérieurs homogènes ? S'installer dans un quartier homogène de la banlieue marqué par des prix de l'immobilier élevés dénote-t-il simplement une forte dotation en capital économique ou implique-t-il des aspirations résidentielles et familiales particulières ? De plus, une fois choisi, le quartier a-t-il un effet sur les individus qui l'habitent ?

Malgré l'omniprésence des références topographiques dans la sociologie de Pierre Bourdieu, le rôle de l'espace physique dans la production des groupes sociaux est peu développé dans ses travaux (Ripoll, 2013). Si certains écrits soulignent le rôle primordial de l'espace (Bourdieu, 1972, 2000) il n'est jamais théorisé de manière systématique. Dans le chapitre de *La misère du monde* consacré aux « effets de lieu » (1993), Pierre Bourdieu considère l'espace comme le reflet des positions et des inégalités sociales. La forme physique de ce reflet réifie la domination à l'instar de la distance qui sépare les grands ensembles des centres urbains où se concentre le pouvoir. De ce point de vue, l'accroissement de la socialisation résidentielle suivrait l'accroissement des inégalités sociales, selon un phénomène de « renforcement de l'incarnation spatiale de la distance sociale ». Ainsi, « quelles que puissent être les formes de standardisation des loisirs, de la culture, des pratiques alimentaires ou des usages vestimentaires, les conditions de maîtrise de l'espace et les contraintes d'accès au logement constituent ainsi de puissantes forces de rappel de la stratification sociale des styles de vie, ainsi que le signalait déjà Maurice Halbwachs dans les années 1930 dans son cours sur les classes sociales » (Coulangeon, 2011, p. 137-138).

Pourtant, certaines approches plaident pour un rôle plus actif de l'espace dans la formation et la reproduction des positions sociales. À la suite des travaux de l'école de Chicago, de la monographie de Michael Young et Peter Wilmott (2010) ou encore de celle de Norbert Elias et John L. Scotson (1997), les recherches combinant espace et analyse des groupes sociaux connaissent un regain en France à partir des années 1980. Des monographies prêtant une attention particulière aux contextes locaux et à leurs effets sont réalisées afin de saisir l'inscription des rapports sociaux dans l'espace. Selon ces approches, l'espace n'est pas seulement un cadre où se déroule la vie sociale, ni même un reflet des positions mais participe par exemple à la production d'un espace ouvrier (Verret, 1979), à la structuration des sociabilités d'une petite ville de province (Bozon, 1984), à la formation d'un groupe au sein des classes moyennes (Bidou-Zachariasen, 1984), et à la domination de membres de la grande bourgeoisie (Pinçon et Pinçon-Charlot, 1989). Depuis, nombreux sont les travaux qui

s'intéressent à la manière dont l'espace et la position résidentielle façonnent les positions sociales et réalisent des monographies dans des contextes socio-spatiaux très divers allant des logements sociaux (Gilbert, 2014 ; Schwartz, 2012), aux quartiers gentrifiés (Tissot, 2011 ; Giraud, 2014 ; Collet, 2015) ou de cadres supérieurs (Cousin, 2008) en passant par l'habitat pavillonnaire de classes moyennes et populaires (Cartier et al., 2008 ; Lambert, 2015) et les espaces ruraux (Retière, 1994 ; Renahy, 2005 ; Laferté, 2018). L'espace peut donc être analysé comme une instance de socialisation (Authier, 2012) qui participe à l'intériorisation de dispositions socialement situées.

Cette perspective spatiale d'analyse du monde social est particulièrement développée au sujet des classes supérieures. En effet, les approches croisant espace et classes supérieures sont nombreuses et montrent la manière dont ces groupes dotés se servent de l'espace comme d'une ressource. Elles montrent l'importance des frontières et la maîtrise des classes supérieures sur les jeux d'échelles. Ainsi, ces groupes bénéficient des dynamiques d'internationalisation qu'ils articulent à des logiques d'ancrage (Wagner, 1998 ; Andreotti, Le Galès et Moreno Fuentes, 2016). L'ancrage résidentiel et le contrôle de l'espace local sont mis à profit par les membres des classes supérieures pour asseoir leur pouvoir (Tissot, 2011 ; Laferté, 2018). La forme la plus aboutie de contrôle de l'espace local dans les quartiers de classes supérieures est celle de la fermeture résidentielle et de la matérialisation de « frontières urbaines » (Elguezal, 2015).

La littérature internationale croisant la sociologie urbaine et l'étude des classes supérieures accorde une place importante aux configurations spatiales fermées et à l'analyse des *gated communities*, forme achevée et matérialisée de la ségrégation résidentielle. Étudié aux États-Unis dans les années 1970 et en croissance sur l'ensemble du continent américain, ce type de quartier se caractérise par sa fermeture physique et par son homogénéité sociale (Caldeira, 2000 ; Capron, 2004 ; Low, 2004). En Europe, la fermeture résidentielle est relativement récente et moins aboutie que sur le continent américain. Pourtant elle se développe en France depuis les années 2000 (Billard et Madoré, 2010), notamment dans les quartiers de banlieue résidentielle (Loudier-Malgouyres, 2013), et il est important de comprendre les fondements de cette fermeture et pas seulement ses effets. Les mécanismes qui entraînent la fermeture résidentielle sont-ils différents de ceux qui conduisent à la formation de quartier d'entre-soi ? Les travaux européens montrent que les quartiers fermés correspondent à un désir d'exclusivité et d'intimité. Si cela a été renforcé par le développement de discours sécuritaires, les travaux

montrent également que l'insécurité ne figure pas toujours dans les raisons principales (Sabatier, 2005 ; Blandy, 2009 ; Loudier-Malgouyres, 2013). De plus, les ensembles résidentiels fermés sont régulièrement habités par des classes moyennes (Frantz, 2000 ; Atkinson, 2006). Quelle est donc la spécificité de l'entre-soi des classes supérieures par rapport aux quartiers fermés des classes moyennes ?

Cette thèse se propose donc d'analyser le rôle de l'espace dans la formation de la fraction du pôle privé des classes supérieures habitant dans la première couronne de la banlieue parisienne. En quoi ces espaces résidentiels particuliers contribuent-ils à la formation de cette fraction de classe ? L'espace local participe-t-il à l'intériorisation de dispositions de classe et de genre ? Les travaux mentionnés qui analysent le rôle de l'espace dans la formation des positions adoptent souvent le quartier comme échelle d'analyse privilégiée (Authier, Bacqué et Guérin-Pace, 2007a). En plus de l'étude de ces quartiers de banlieue résidentielle de la première couronne de la métropole parisienne, mon travail s'intéressera également au rôle du logement, en l'occurrence de grandes maisons dont ces ménages sont propriétaires. Le logement et le quartier sont à la fois les produits de socialisations antérieures et des instances de socialisation qui fabriquent ou renforcent des dispositions et permettent leur transmission (Bonvalet et Gotman, 1992 ; Authier, 2012).

## **Placer la focale sur l'espace domestique et le monde privé des classes supérieures**

Le logement est le lieu du privé et du domestique (Lambert, Dietrich-Ragon et Bonvalet, 2018). Enquêter sur le privé des classes supérieures revient à s'interroger sur ce que recouvre l'acception du terme privé. Norbert Élias montre comment ce qui relève des « aspects privés de l'existence » (2008, p. 58) est le fruit d'une construction progressive suivant un processus de civilisation, qui différencie notamment la société de cour des sociétés industrielles modernes marquées par les normes bourgeoises. Dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, la consécration de l'espace privé par la bourgeoisie va de pair avec l'investissement de l'espace physique du foyer (Duby, Ariès et Perrot, 1987 ; Davidoff et Hall, 2014), avant de s'étendre à l'ensemble de la société à partir des années 1960, grâce à l'amélioration des conditions de logement (Gilbert, 2014) – plutôt que par un effet mécanique de mimétisme. Bien que les classes supérieures soient à l'origine de la constitution d'un espace privé, il existe peu de travaux sur le logement des classes supérieures.

Hormis les études pionnières de Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, aucune des enquêtes portant sur les quartiers homogènes de classes supérieures en France ne cible l'analyse à l'échelle du logement. Il y a de manière générale peu de recherches qui prennent pour objet l'espace domestique, et celles qui se développent le plus ces dernières années concernent plus souvent les classes populaires ou moyennes, à quelques exception près (Chalvon-Demersay, 1984 ; Collet, 2015 ; Laferté, 2018).

Pourtant, le logement est également un espace de pratiques et un support des représentations. Il est donc le lieu d'enjeux matériels et symboliques inextricables et rend les dispositions de classe particulièrement saillantes (Bourdieu, 2000). Les recherches de Florence Weber (1989) et Olivier Schwartz (2012) ont montré l'importance de l'espace domestique dans la formation des groupes sociaux. L'espace domestique est donc un point d'entrée privilégié pour l'analyse des classes sociales (Gilbert, 2016a) et permet de saisir les arrangements familiaux et les rapports de genre (Lambert, Dietrich-Ragon et Bonvalet, 2018). Qu'en est-il pour les classes supérieures ? Étudier les espaces domestiques permet de replacer l'analyse des individus au sein des ménages où ils vivent afin de saisir la fonction de ce dernier et son rôle dans la reproduction des inégalités, notamment de genre. En effet, le ménage est le « creuset des liens sociaux les plus élémentaires » et c'est en son sein que se forment et se transmettent les représentations ainsi que les positions des femmes et des hommes, qui aboutissent à la formation des inégalités (Amossé et De Peretti, 2011). Placer la focale à l'échelle du ménage est notamment déterminant pour les femmes au foyer, à temps partiel ou occupant un emploi peu valorisé, dont la position personnelle ne reflète pas celle du ménage.

Au sein des ménages, et plus largement des familles – dont les membres ne cohabitent pas forcément contrairement au ménage – les individus accumulent du capital économique, culturel, social et symbolique qui fonde sa position sociale. La contribution de chacun-e à cette accumulation ainsi que les modalités de circulation de ces capitaux au sein des familles feront l'objet d'une attention particulière tout au long de ce travail. Le ménage est à la fois un lieu où les individus élaborent des stratégies, définies comme des procédés conscients tournés vers une fin (Héran, 1990), notamment au sujet des choix résidentiels et scolaires qui seront abordés au

cours de ce travail, mais c'est aussi une instance de socialisation qui contribue à l'intériorisation de disposition de genre, de classe et de race<sup>4</sup> qui viennent forger l'habitus des individus.

Ce travail propose donc une étude du monde privé des classes supérieures. De la même manière qu'Olivier Schwartz le fait au sujet des familles ouvrières du Nord de la France récemment installées en grand ensemble, ce travail analyse les degrés et les modalités de fermeture du privatif sur le collectif. Olivier Schwartz distingue le privé du familial : si la famille est « le lieu fondamental du privatisme », c'est également une communauté au sein de laquelle un séparatisme plus prononcé centré sur les individus est possible (2012). Cette distinction permet de ne pas attribuer à la famille une « existence autonome qui transcende les individus » (2012). Dans ce travail l'étude du monde privé recoupera davantage celle des logiques familiales et sera moins centrée sur les individus et leurs ambitions, désirs ou rancunes personnels permise par l'ethnographie au long cours d'Olivier Schwartz. Sans lui conférer une intentionnalité propre, le ménage sera donc ici considéré comme une entité au sein de laquelle se nouent des relations stables qui se matérialisent sur le plan résidentiel et économique.

Se centrer sur l'espace domestique et l'économie qui s'y développe revient également à s'intéresser à la « maisonnée », concept d'anthropologie importé à la sociologie française par Florence Weber pour mettre en évidence la « parenté pratique » (Weber, 2005). La maisonnée définit un groupe de personnes qui interagissent dans un cadre spatial délimité (bien qu'elles ne sont pas forcément cohabitantes) et qui sont mobilisées autour d'une cause commune (Gollac, 2003), surtout si la survie matérielle du groupe est en jeu. Au sein de la maisonnée, le ménage est considéré à la fois comme une entité de production et de consommation (Bessière, 2004). Avoir recours au concept de maisonnée permet d'évaluer le rôle du groupe familial sans en présupposer les contours et permet également de ne pas non plus postuler l'existence d'une opposition entre les sphères professionnelles et domestiques – puisque la maisonnée est une entité de production, avec par exemple le travail domestique mais également celui des indépendants.

---

<sup>4</sup> Sur la socialisation raciale au sein des familles dans le contexte français, voir le travail pionnier de Solène Brun (2019).

Une entrée par l'espace domestique permet également d'étudier le ménage comme une entité de consommation. Chez les classes supérieures, les pratiques de consommation ont surtout été analysées à travers leur aspect ostentatoire (Veblen, 1979) ou distinctif (Bourdieu, 1979), rendu possible par le volume important de capital économique. Pourtant, Camille Herlin-Giret montre que ces pratiques ne résument pas les normes entourant la consommation des plus fortuné·e·s, qui se caractérisent par des pratiques plus ascétiques, qui rappellent celles de l'élite capitaliste protestante (2016). Si les classes supérieures ne convertissent pas leur tout leur stock de capital économique en signes de prestige, c'est parce qu'elles s'engagent dans des pratiques d'accumulation. Le domestique est ainsi le lieu de l'accumulation des différentes formes de capitaux, et de la reproduction sociale. Quel est le rôle joué par le logement dans ces logiques de reproduction sociale et quelle part y prennent les différents membres du ménage ? Cette approche demande de considérer l'espace domestique comme plus large que le seul logement. Il intègre en effet les espaces de consommation et de reproduction sociale, tels que l'école, les lieux d'achat alimentaire, etc. Cette recherche, qui combine à la fois l'analyse du rapport au quartier avec celle de l'appropriation du logement, s'inscrit dans un ensemble de travaux récents qui articulent ces deux échelles (Chalvon-Demersay, 1984 ; Lambert, 2012 ; Gilbert, 2014 ; Giraud, 2014 ; Collet, 2015 ; Laferté, 2018).

On s'intéressera particulièrement à l'articulation entre l'investissement dans l'espace du foyer et l'intégration à une communauté. De nombreux travaux montrent l'importance des logiques communautaires chez les classes supérieures (Goblot, 2010 ; Pinçon et Pinçon-Charlot, 2010) qui bénéficient d'un important capital social leur permettant de défendre leurs intérêts et d'assurer leur position (Cousin, 2008 ; Andreotti, Le Galès et Moreno Fuentes, 2016 ; Lenoir, 2016). Cette appartenance sociale à un groupe est-elle compatible avec la forte valorisation de l'espace domestique et du foyer ? Ce questionnement en recoupe deux autres transversaux de la sociologie. Tout d'abord l'appellation du pôle « privé » n'est-elle pas antinomique avec celle de classe ? Les classes supérieures ainsi délimitées sont-elles seulement une « classe en soi » selon la tradition marxiste ou encore une « classe sur le papier » (Bourdieu, 1984) ou sont-elles mobilisées pour leurs propres intérêts et constituent une « classe pour soi » ? On peut notamment se demander si le statut de propriétaire d'un logement de valeur agit comme un vecteur d'appartenance à un groupe social. En effet, à la façon de groupes de statut qui se définissent chez Max Weber par le prestige (1971), on sait que le statut résidentiel est un élément important du positionnement social subjectif des individus (Gilbert, 2014 ; Lambert,



2015). Est-ce que le statut résidentiel est au cœur de l'appartenance de classe de cette fraction des classes supérieures ?

Questionner le lien entre le repli sur le foyer et l'intégration à une communauté permet également de se confronter à l'opposition faite par l'École de Chicago entre la ville et la famille (Wirth, 1938) selon laquelle le cadre urbain est décrit comme producteur d'anomie et de relations sociales superficielles et secondaires. Si nombre de recherches ont montré l'importance des relations sociales forgées à l'échelle locale, on peut se demander s'il existe une forme de repli résidentiel chez les classes supérieures, en particulier celles qui résident dans les quartiers fermés. On sait que l'importance accrue de la propriété du logement dans les classes populaires a conduit à une forme de privatisation des modes de vie (Schwartz, 2012), marquée notamment par un déplacement des sociabilités vers le domicile (Coquard, 2016). Observe-t-on un phénomène similaire pour les classes supérieures ? Les relations de voisinage dans ces quartiers homogènes suivent-elles une logique d'« entre-soi mais chacun chez soi » mis en lumière par Bruno Cousin dans les quartiers refondés (2014) ? Il s'agira de remettre en question l'opposition entre monde privé et relations de voisinage afin d'analyser comment les logiques urbaines et celles familiales, et plus largement communautaires, s'articulent.

## **Placer au cœur de l'analyse les logiques de genre**

Historiquement, les femmes sont associées à l'espace privé et domestique, selon des modalités différentes en fonction des époques et des classes sociales. Dans les sociétés de cour étudiées par Norbert Élias, les femmes bénéficiaient d'une importante « marge d'indépendance » (2008, p. 27) qui se retrouvait notamment dans l'aménagement de l'habitation des « grands » composée de deux appartements strictement séparés et identiques pour le maître et la maîtresse de maison. Mais avec le développement des nouvelles formes domestiques bourgeoises au XVIII<sup>e</sup> siècle et la valorisation du monde privé et du foyer, les femmes se retrouvent assignées à domicile, en particulier dans les classes supérieures (Duby, Ariès et Perrot, 1987 ; Davidoff et Hall, 2014). Aujourd'hui encore, les femmes sont les principales responsables de l'espace domestique et une conséquence du faible intérêt à son sujet est que les femmes sont largement invisibilisées au sein des travaux sur les classes supérieures. Tout se passe comme si les études portant sur les classes supérieures cherchaient à saisir les mécanismes au fondement du pouvoir et s'intéressent alors aux hommes, qui occupent davantage des positions à responsabilités que

les femmes et qui sont également mieux payés que ces dernières. C'est particulièrement clair pour les travaux sur les individus les plus riches, qui sont en majorité des hommes en raison de la ségrégation sexuelle dans le monde du travail, qui constitue un « plafond de verre financier » (Yavorsky et al., 2019). Toutefois, les femmes ne sont pas moins dotées en capitaux scolaires que les hommes, et certains travaux s'intéressent aux trajectoires des femmes qui en sont fortement dotées (Druez, 2016 ; Favier, s. d.).

Cette invisibilisation des femmes dans les travaux sur les classes supérieures transparait par exemple du concept d'« élite au pouvoir » de Charles Wright Mills (2012), qui cible les personnes appartenant ou siégeant dans de puissantes institutions. Cette méthode permet au chercheur de ne pas présupposer les contours *a priori* d'une élite, ni d'imposer un seuil de richesse à la constitution d'une population d'enquête, mais elle laisse dans l'ombre les membres du ménage qui partagent une partie du statut, voire même y contribue, sans être nécessairement au pouvoir. Le travail de Michèle Lamont sur le marquage des frontières morales, économiques et culturelles chez les classes moyennes et supérieures – traduit comme des « cadres » en français – est symptomatique de cette invisibilisation des femmes (1995). En effet, l'autrice justifie de n'interroger que des hommes pour des raisons de faisabilité étant donné leur plus forte présence au sein des professionnels de classes supérieures (cadres, chefs d'entreprise et professions libérales). Cependant, malgré la conduite d'une enquête ciblant les hommes, les résultats sont formulés à l'échelle du groupe des classes moyennes et supérieures, et une très faible attention est portée aux logiques de genre (contrairement à celles relatives à l'ancienneté au sein de la classe ou à la pente de la trajectoire sociale développées dans l'ouvrage). Pourtant, on peut faire l'hypothèse que ce protocole d'enquête non-mixte a des effets sur les résultats obtenus et notamment que le très faible intérêt porté à la sphère familiale et aux relations amicales des « individus » ainsi que la prédominance de la sphère professionnelle dans le marquage des frontières morales est une conséquence d'avoir ciblé des hommes pour l'enquête, et qui plus est de les avoir recruté sur le critère de leur profession.

Cette invisibilisation des femmes de classes supérieures est de plus renforcée pour les femmes au foyer, à temps partiel ou occupant des emplois peu valorisés, dont la situation contraste avec la position sociale du ménage. La méthodologie de cette recherche, fondée sur une entrée par l'espace domestique et le logement, permet de cibler, non pas un type de profession, mais un type d'espace : les quartiers homogènes résidentiels de la banlieue parisienne. Elle est donc

originale et vient combler ce manque de travaux sur les femmes des classes supérieures. Les travaux étatsuniens – qui s'intéressent davantage aux femmes de classes supérieures, notamment celles au foyer – ont montré la contribution de ces femmes à la position et la reproduction du ménage à travers leur travail domestique, symbolique et social (Ostrander, 1984 ; Kendall, 2002 ; Sherman, 2017). Par exemple, dans son étude sur les ménages new-yorkais aisés de classes supérieures, Rachel Sherman met en lumière le « labor of lifestyle » des femmes au foyer : aux activités domestiques de base dont elles ont la charge ou qu'elles délèguent, s'ajoute un travail de consommation propre à leur niveau de revenus, qui entérine l'appartenance de classe du ménage (2017).

On s'interrogera ainsi sur la nature de la contribution des femmes au positionnement social du ménage. Les travaux sur la question ont montré le rôle des femmes dans l'accumulation de capital scolaire et culturel (Bessière et Gollac, 2007). Il s'agira de prolonger ces études et d'analyser également leur rôle vis-à-vis du capital économique, ressource dominante pour les ménages du pôle privé des classes supérieures. Plus précisément, le fait d'être au foyer pour certaines implique-t-il un éloignement vis-à-vis du capital économique ? L'approche en termes de classe gagne à être articulée à d'autres principes de différenciation sociale comme le genre, la race ou encore la génération. Dans cette thèse, une attention particulière sera portée à l'articulation des rapports sociaux de classe et de genre. Dans une optique intersectionnelle, on s'interrogera sur la spécificité de l'expérience vécue par les femmes de classes supérieures aisées. Quelles formes prennent la délégation du travail domestique, la prise en charge des possessions économiques du ménage, et l'entretien des sociabilités mondaines ? Est-ce que la position privilégiée de ces ménages implique une forme spécifique de différenciation des rôles de genre ?

## **Une fraction de classe marquée par le mouvement de privatisation**

Ce panorama bibliographique sur les classes supérieures met en lumière un certain nombre de phénomènes concomitants. 1 une place accrue du capital économique dans la structure sociale et l'accroissement de ces inégalités au sein des classes supérieures également 2 une ségrégation résidentielle portée par les catégories supérieures, en particulier les cadres du secteur privée, vecteur d'entre-soi. Comment s'articule cette dynamique de ségrégation résidentielle au renforcement des inégalités économiques ? Alors que beaucoup de recherches abordent cette

question à travers la sphère professionnelle ou l'école, cette thèse propose d'y répondre à partir d'une étude des pratiques résidentielles des classes supérieures aisées résidant dans des quartiers supérieurs en banlieue parisienne. Elle part de l'étude de leur monde privé pour enquêter sur un monde du privé. La problématique au cœur de ce travail est la suivante : dans quelle mesure l'entre-soi des banlieues aisées génère-t-il une privatisation des modes de vie des classes supérieures du pôle privé ? Comment saisir cette privatisation par l'étude des pratiques résidentielles et des styles de vie ?

La thèse défendue est que les ménages aisés étudiés sont caractéristique d'une fraction de classe spécifique, située au pôle privé des classes supérieures. Les conditions d'existence de ce groupe social se fondent principalement sur de ressources privées. Leur revenu professionnels, leur logement, et leur sécurité sont issus du secteur privé. Leur rapport au monde, centré sur l'occupation de logements confortables dans des quartiers homogènes, peut se définir par un degré élevé « privatisme » (De Leonardis, 1997). Par cette notion, nous désignons une prise de distance consciente et voulue à l'égard des modes collectifs de subsistance et des services publics<sup>5</sup>

L'objet de ce travail n'est pas de dresser un portrait trop lisse et homogène de la fraction de classe étudiée mais de donner à voir les principes structurants de son positionnement afin d'affiner la représentation du monde social. Dans cette optique, je m'intéresserai également à la manière dont certains ménages s'éloignent de ces principes structurants afin de ne pas sous-estimer l'hétérogénéité au sein de mon groupe d'enquêté·e·s. Tout au long de l'analyse, je chercherais à mettre en avant d'autres principes de différenciation, moins centraux dans mon travail que ceux liés aux rapports sociaux de genre et de classe, en pointant notamment le rôle des contextes locaux, de la génération, de l'appartenance religieuse, raciale et du positionnement politique. Cette analyse se fera dans une perspective relationnelle des classes sociales et je m'attacherais à montrer comment les classes supérieures se distinguent entre elles mais également ce qui les différencie d'autres groupes plus éloignés. Afin de ne pas

---

<sup>5</sup> Cette notion est proche de l'idée d'une tendance au « privatisme » des politiques sociales en Italie, c'est-à-dire « à la réduction de la question sociale à des questions de choix, d'actions, d'intérêts, de relations et de vertus morales privées » (de Leonardis et Vitale, 2002). Toutefois, dans notre travail elle ne renvoie pas à un cadre d'ensemble des politiques publiques, mais à un rapport des individus à ces politiques.

essentialiser les différences entre classes sociales mais au contraire les documenter, et situer la fraction de classe étudiée dans un espace social plus large, des travaux sur d'autres groupes sociaux, et notamment sur les classes populaires, seront mobilisés au cours de ce travail.

## **Réaliser des monographies de quartiers pour saisir les modes de vie**

Pour étudier les modes de vie des classes supérieures du pôle privé, j'ai mis en œuvre une enquête localisée entre juin 2015 et mai 2017 dans les quartiers les plus aisés de deux communes de la banlieue parisienne : Rueil-Malmaison et Saint-Maur-des-Fossés. L'essentiel de ce travail s'appuie sur les soixante entretiens conduits dans ces deux communes (30 entretiens dans chaque commune). J'ai réalisé six entretiens avec un couple, 40 avec une femme et 14 avec un homme (66 personnes interrogées). Les premiers contacts ont été obtenus en assistant à des réunions publiques et grâce à mon réseau de connaissance. Après avoir trouvé cinq ou six points d'entrée différents pour chaque commune, j'ai progressé par recommandations au sein des réseaux d'interconnaissance des enquêté·e·s.

Les hommes actifs des ménages enquêtés sont dans une large majorité des hauts cadres du secteur privé, des professions libérales ou encore des chefs d'entreprise, dont les épouses sont très souvent femmes au foyer. C'est en grande partie avec elles qu'ont été réalisés les entretiens. Les ménages disposent tous d'un important capital économique, cristallisé dans des logements de grande valeur, des résidences secondaires, et parfois des possessions immobilières supplémentaires. Plus de deux tiers des ménages enquêtés ont un patrimoine immobilier estimé supérieur à un million d'euros, et font donc partie des 3 % des ménages les plus dotés de France. La plupart des enquêté·e·s ont grandi dans des ménages aisés, propriétaires d'une maison, dont le père était également cadre, ingénieur, médecin ou encore chef d'entreprise. Plus d'un tiers des mères des enquêté·e·s étaient femmes au foyer.

Les entretiens ont duré en moyenne deux heures et se sont déroulés dans la plupart des cas au domicile des personnes. Ils ont donné lieu à une observation partielle mais attentive du domicile, et notamment des pièces conçues pour la réception (salon, salle à manger, cuisine et parfois bureau) et des espaces extérieurs. J'ai interrogé les personnes enquêtées sur leur trajectoire résidentielle et plus précisément sur la maison occupée au moment de l'entretien, sur les relations de voisinage, les engagements associatifs, les déplacements, les choix scolaires et

enfin, sur la politique municipale, leurs pratiques en matière de sécurité et le rapport à la police. À travers ces entretiens, j'ai donc saisi le rapport entretenu par les personnes enquêtées à leur logement et leur quartier et j'ai pu reconstituer leur bassin de vie.

En parallèle de la conduite de ces entretiens avec des habitant·e·s des quartiers aisés, j'ai également réalisé des entretiens informatifs et exploratoires avec des élus et fonctionnaires municipaux ainsi que des observations de réunions publiques<sup>6</sup>. Au tout début de mon terrain, en juillet 2015, j'ai également passé une journée d'observation au poste de police municipale de Rueil-Malmaison, où j'ai pu mener différents entretiens informels non-enregistrés, patrouiller avec les agents en charge de l'Opération Tranquillité Vacances et observer la salle de retransmission de la vidéo-surveillance de la commune. Malgré mes demandes, cette journée n'a pas pu être prolongée par un stage au sein de la police municipale, ni être reproduite à Saint-Maur-des-Fossés, en raison de l'opposition des maires des deux villes. Ces moments où je débute mon enquête de terrain, où je passais beaucoup de temps dans les quartiers étudiés et où j'ai fait feu de tout bois, m'ont permis de recruter certain·e·s enquêté·e·s et de mieux connaître l'espace local, ce qui a facilité la conduite des entretiens et l'adoption d'une démarche compréhensive. Ce travail s'appuie également sur l'analyse de sources écrites telles que le journal municipal des deux communes, dans le but de saisir l'action municipale, notamment les politiques de sécurité et de logement. Enfin, j'ai réalisé des traitements statistiques sur les profils des deux espaces à partir des données localisées de l'Insee.

À la différence des enquêtes par entretiens dispersés dans l'espace, l'enquête par monographies de quartier a l'avantage de permettre d'analyser les mécanismes sociaux à l'aune du contexte local, géographique et politique. En cela, la thèse tire pleinement partie d'une confrontation entre deux communes de taille similaire dans la première couronne parisienne. Toutefois, ces communes ont été choisies en raison de leur appartenance à un même type d'espace bien précis : la banlieue résidentielle aisée de la métropole parisienne. La méthode diffère donc de

---

<sup>6</sup> Ainsi à Rueil-Malmaison j'ai rencontré le maire adjoint à la sécurité, un cadre municipal responsable du pôle « cadre de vie et sécurité » et le chef de la police municipale tandis qu'à Saint-Maur-des-Fossés j'ai fait un entretien avec une élue municipale de l'opposition. J'ai également réalisé de nombreuses heures d'observation dans les quartiers étudiés et, en parallèle des simples visites, j'ai notamment assisté à quatre conseils de village à Rueil-Malmaison ainsi qu'à trois réunions d'information (deux à Saint-Maur-des-Fossés et une à Rueil-Malmaison) organisée par les municipalités et j'ai visité plusieurs expositions sur l'espace local (dans des centres culturels et artistiques, aux archives municipales de Saint-Maur-des-Fossés et à la médiathèque de Rueil-Malmaison).

l'approche en vigueur dans la recherche urbaine comparée, qui procède par comparaison systématique à l'œuvre dans de villes qui diffèrent selon un certain nombre de variables (Le Galès, 2019). Ici, le fait de réaliser deux monographies dans des espaces ayant un profil social proche m'a permis de confronter deux cas et d'éclairer la montée en généralité au sujet des espaces résidentiels du pôle privé des classes supérieures. Ce travail met en lumière certains mécanismes redondants dans les deux communes, qui seront souvent analysés comme des effets de la résidence dans un type d'espace spécifique (les quartiers d'entre-soi de la banlieue huppée) et de l'appartenance de genre ou de classe. Cependant, il pointe également les spécificités locales qui dépendent des appropriations et des représentations de l'espace.

Bien que la méthodologie ne permette pas d'observer les pratiques des habitant·e·s et encore moins les processus de socialisation à l'œuvre, ces entretiens, construits autour des trajectoires résidentielles, permettent de replacer le rapport au logement dans les biographies familiales et professionnelles et de montrer le rôle de l'espace dans le travail de positionnement social. Ici, l'intérêt porté aux pratiques résidentielles met au cœur de l'analyse la manière dont elles créent ou renforcent des dispositions de classe et de genre. Ainsi, plus qu'une étude des discours et des représentations, l'enquête par entretiens est ici conçue comme une manière d'approcher les pratiques concrètes de la sphère privée, pratiques qui se laissent difficilement approcher par des méthodes d'observation plus directes, notamment chez les classes supérieures qui ont plus de ressources pour résister aux intrusions extérieures<sup>7</sup>. Ainsi, enquêter par entretiens ne reviendra pas à s'arrêter aux discours des personnes rencontrées, mais consistera davantage à saisir leurs pratiques sociales. Cette volonté de saisir les pratiques a parfois pu freiner mon enquête de terrain en raison de la résistance des enquêté·e·s à en parler (comme nous le montrerons dans le chapitre 2) et les classes supérieures semblent plus à l'aise à livrer leurs opinions que les modalités concrètes de leur organisation familiale et domestique. Pourtant, il apparaît important de ne pas s'arrêter aux discours, aux représentations ou aux valeurs des mieux dotés, et de ne pas réserver l'auscultation des pratiques aux groupes que le sociologue domine.

---

<sup>7</sup> On peut faire l'hypothèse que cela explique en partie le peu d'enquêtes sur le monde privé de classes supérieures en comparaison des nombreux travaux sur leurs activités professionnelles (qui sont par ailleurs souvent des activités à forte visibilité sociale).

## Plan de la thèse

Cette thèse étudie les styles de vie des classes supérieures du pôle privé et plus particulièrement la manière dont ils se cristallisent au sein de l'espace du quartier et du logement. Il s'agira d'analyser les frontières sociales, physiques et symboliques qui entourent ces différents espaces et de montrer comment elles s'articulent et participent au mouvement de privatisation de ces fractions de classe.

La première partie de cette thèse justifie l'appellation de « pôle privé » pour décrire la fraction de classe étudiée. Dans le premier chapitre nous montrerons que les ménages enquêtés sont très aisés, davantage dotés en capital économique que culturel, avec au moins un des membres qui occupe une position professionnelle à responsabilités dans le secteur privé. Cette appartenance au pôle privé recoupe des divisions en termes d'aspirations et de valeurs différentes, mais également des modes de vie particuliers, cristallisés dans le fait de vivre dans des espaces de banlieue résidentielle que nous présenterons. Le deuxième chapitre revient sur les conditions de production de l'enquête qui elles-mêmes éclairent l'appartenance de genre et de classe des enquêté·e·s et mettent en lumière l'importance des frontières qui entourent le monde privé, qu'il s'agit pour elles·eux de protéger vis-à-vis d'une enquête perçue comme « intrusive ».

La deuxième partie analyse le privilège de l'entre-soi à l'échelle du quartier, afin de mettre en avant les principes qui favorisent l'homogénéité et ses effets sur le positionnement social des ménages. Le chapitre 3 s'intéresse au pouvoir qu'ont les habitant·e·s sur le façonnement des frontières physiques et symboliques qui entourent le quartier et assurent son homogénéité. Le chapitre 4 montre davantage comment les enquêté·e·s s'investissent à l'échelle locale dans les relations de sociabilité et dans des entreprises de patrimonialisation et de préservation, dont elles·ils tirent des ressources, à la fois en termes de capital social, symbolique et économique.

La troisième partie s'intéresse à l'investissement des ménages enquêtés dans leur espace domestique et au rôle du logement dans la formation et la reproduction des positions sociales. Le chapitre 5 analyse le rapport au patrimoine immobilier chez ces ménages souvent multi-propriétaires, à travers le processus d'acquisition, d'aménagement et de décoration de leur logement. Le chapitre 6 démontre que l'espace domestique est un lieu privilégié pour étudier l'articulation des rapports sociaux de classe et de genre. Il porte sur les femmes au foyer et



analyse comment elles prennent en charge le travail du style de vie, combinant travail domestique et travail de consommation, et contribuent ainsi à l'appartenance de classe du ménage.

Enfin, nous montrerons dans la quatrième partie comment ce repli sur l'espace du quartier et du foyer se prolonge dans la distanciation vis-à-vis de l'État et des politiques publiques. Les conditions matérielles d'existence très avantageuses des enquêté·e·s et leur socialisation de classe sont à l'origine de besoins et d'attentes particuliers, qui s'incarnent dans une défiance vis-à-vis des services publics et dans un investissement dans les services privés. Ce mouvement de privatisation a été largement documenté au sujet des stratégies scolaires de ces ménages et nous montrerons dans le chapitre 7 comment il s'incarne dans le rapport à la sécurité des enquêté·e·s.



## **Partie 1**

### **Enquêter sur le pôle privé des classes supérieures**



Enquêter sur la recomposition au sein des classes supérieures et sur le rôle de l'espace dans la (re)production des positions sociales implique d'avoir accès à l'espace physique de ces dernières et de comprendre les frontières de leur espace social. Cette thèse cherche à montrer la particularité des styles de vie des classes supérieures du pôle privé habitant dans des quartiers résidentiels de la banlieue de la métropole parisienne. Ces styles de vie se cristallisent à la fois dans le rapport au quartier de ces ménages, mais également au logement et plus généralement aux services publics locaux. Avant d'aborder ces différentes facettes des styles de vie des classes supérieures, il est important de s'interroger sur la consistance de la fraction du pôle privé ainsi que sur ses principes structurants. Les frontières sociales qui entourent cette fraction recoupent des frontières spatiales qui isolent des quartiers homogènes. Il s'agira de montrer comment ces caractéristiques sociales et spatiales se renforcent et s'articulent dans la formation du pôle privé des classes supérieures.

Cette première partie démontre la validité de l'appellation de classes supérieures du pôle privé et s'intéresse aux conséquences des caractéristiques de ce groupe sur le déroulé de l'enquête. Il s'agira de montrer comment la forte dotation en capital économique, la proximité au secteur privé et le fait d'habiter des quartiers peu mixtes sont au cœur de la définition du pôle privé des classes supérieures, tandis que l'âge, le genre et la forme des trajectoires sont des principes structurants de différenciation interne au groupe (chapitre 1). Il est nécessaire de revenir sur les conditions de production d'une enquête perçue comme « intrusive » par les personnes enquêtées qui ont souvent mobilisé leurs ressources afin de se livrer le moins possible à l'enquêtrice et ainsi protéger les frontières de leur monde privé (chapitre 2).Intro de partie

## **Chapitre 1**

### **Les ménages aisés résidant dans des quartiers de banlieue homogène au cœur du pôle privé des classes supérieures**

Nous nous appuyerons sur la polysémie du terme « privé » mise en avant par Olivier Schwartz afin d'expliquer les différentes facettes de cette appellation (2012). Dans une première partie, nous détaillerons les principes structurants du pôle privé des classes supérieures qui reposent sur le statut professionnel d'au moins un des membres du ménage dans le secteur privé, la prédominance des possessions matérielles dans la définition du statut social comparativement aux ressources scolaires et enfin, l'adoption de formes conjugales fondées sur le principe de division sexuée du travail conjuguées à un attachement fort à la famille (1). Ces principes structurants identifient le pôle privé mais ils ne doivent pas cacher l'hétérogénéité présente à l'intérieur du groupe où les individus se différencient en fonction de facteurs structurels comme le volume de capital, le genre ou la génération mais aussi en fonction de la forme de la trajectoire sociale (2). Enfin, la fraction du pôle privé est marquée par des taux de ségrégation élevés et en croissance et nous justifierons donc le fait de l'approcher à travers le prisme de quartiers de banlieue homogènes (3).

#### **1. Appartenir aux classes supérieures du pôle privé**

Dans cette première partie, il s'agit de mettre en avant les traits de ce qui fonde l'homogénéité de la fraction de classe étudiée et de justifier en quoi il est pertinent de la nommer « pôle privé ». Nous nous intéresserons en premier lieu au statut professionnel des enquêtés, qui les ancrent dans le secteur privé. Puis nous verrons qu'ils disposent d'un volume élevé de capital économique, au cœur de la définition de leur statut social, alors que leurs capitaux scolaires sont incertains. Nous verrons enfin que la composition de ces ménages témoigne d'un attachement aux formes conjugales traditionnelles.

##### **1.1 Des statuts professionnels ancrés dans le secteur privé**

*Les professions hautement qualifiées des hommes dans le secteur privé*

Les hommes des ménages enquêtés occupent (ou ont occupé lorsqu'ils sont retraités) des positions stratégiques au sein d'entreprises du secteur privé en France. Ils sont une majorité à être cadres supérieurs, occupent des fonctions de direction et travaillent souvent dans les secteurs financiers et bancaires. Leurs positions sont en partie liées aux transformations de l'économie, comme la tertiairisation ou la financiarisation, qui ont entraîné la multiplication et la diversification des postes de cadres (Bouffartigue et Gadea, 2000). Ces cadres ont d'importantes responsabilités qui impliquent souvent des horaires de travail extensifs, une forte mobilité à l'échelle internationale mais aussi d'importantes rémunérations. Ils sont aujourd'hui des représentants majeurs des « gens du privé » (Singly et Thélot, 1989), particulièrement présents dans les quartiers de banlieue chic de la métropole parisienne (Andreotti, Le Galès et Moreno Fuentes, 2016 ; Godechot, 2013). Parmi les hommes des ménages enquêtés on trouve aussi des professions libérales (dentiste, médecin, avocat, architecte, expert-comptable) et des chefs d'entreprise, situations parmi les plus rémunératrices au sein des emplois non-salariés (Amar, 2010). Hormis un directeur de recherche CNRS en physique, aucun des hommes des 60 ménages rencontrés ne travaille dans le secteur public.

#### *Une majorité des femmes investies dans l'espace privé*

Les femmes sont davantage assignées à la gestion de l'économie domestique et à l'éducation des enfants. Plus d'un tiers des femmes des ménages enquêtés sont au foyer, auxquelles s'ajoutent près d'un autre tiers travaillant à domicile, à temps partiel et/ou dans l'entreprise de leur mari<sup>8</sup>. Si la majorité des femmes sont au foyer et n'occupent pas des positions de pouvoir au sein des arrangements conjugaux, l'analyse du travail de positionnement social fait à l'échelle des ménages permet de mettre en avant leur contribution dans les mécanismes de reproduction sociale (Ostrander, 1984) et dans la prise en charge du « travail de style de vie » (Sherman, 2017).

Contrairement à ce que l'appartenance du ménage au pôle privé des classes supérieures laisse penser, neuf femmes des ménages rencontrés travaillent dans le secteur public. Dans ces cas, c'est leur appartenance de genre qui a joué, et les a doublement contraintes dans leurs carrières professionnelles et dans la nécessité de leur prise en charge de l'économie domestique. Leur entrée dans le secteur public, malgré leurs réticences initiales, leur a permis de conserver un

---

<sup>8</sup> Le peu de femmes actives rencontrées peut s'expliquer par la difficulté qu'ont ces femmes à se dégager du temps libre pour l'entretien en raison de la charge que constitue encore leur deuxième journée de travail (Hochschild et Machung, 2012).

emploi tout en prenant en charge l'organisation familiale. Évelyne Fourcade<sup>9</sup> finit par exemple, malgré ses réticences, à travailler dans le secteur public. Née en 1959 d'un père ingénieur et d'une mère au foyer, elle a grandi à Neuilly-sur-Seine puis a fait une maîtrise de mathématiques et d'informatique à l'université. Elle est mariée à un médecin spécialiste, né d'un père administrateur colonial et d'une mère au foyer, ayant grandi dans le XV<sup>e</sup> arrondissement, avec qui elle a deux enfants. À l'issue de son diplôme de maîtrise (Bac+4), Evelyne Fourcade est recrutée pour faire de la formation dans une entreprise d'informatique, à un poste où elle acquiert rapidement des responsabilités et dont elle me parle avec enthousiasme et détails. Mais elle est poussée à la démission au moment de sa première grossesse : « et après, après eh ben j'ai attendu un bébé... drame ! (rires) parce qu'alors là ben j'ai été punie. ». Elle ne parvient pas à retrouver d'emploi salarié et travaille plusieurs années comme prestataire pour une grande entreprise française en tant qu'indépendante. À la recherche de meilleures conditions de travail, elle décide de postuler pour un poste de chargée de mission à la Mairie de Paris, sans être convaincue par ce potentiel nouvel employeur :

*Évelyne Fourcade* – J'ai vu un chasseur de tête qui m'a vendu le truc, je voulais pas y aller au départ. [...] Elle m'a vendu le truc. Je lui ai dit « mais je veux pas... », elle m'a dit « vous pouvez y aller trois ans et puis après rebondir », je l'ai écouté et j'y suis toujours. Voilà. Et ça fait plus de 20 ans (rires).

Evelyne Fourcade est contractuelle en CDI mais n'a jamais eu envie de passer le concours de la fonction publique en interne.

Ce portrait illustre les réserves que certaines femmes appartenant aux fractions du privé peuvent avoir vis-à-vis d'emplois publics, ainsi que l'importance dans la réalisation de leurs choix professionnels de leur appartenance de genre, entraînant leur assignation à des tâches domestiques et éducatives. Pour les femmes concernées, le secteur public n'est pas un débouché que leur socialisation familiale les a amené à envisager, et peu de personnes de leur entourage travaillent dans le secteur public. Ce choix témoigne d'un positionnement sûrement moins central au sein des fractions du privé<sup>10</sup>, mais il ne le remet pas en question, ce qui laisse penser

---

<sup>9</sup> Afin de garantir l'anonymat des personnes enquêtées, leurs noms et prénoms ont été modifiés. D'autres informations mineures ont pu être modifiées.

<sup>10</sup> Comme le laisse penser d'autres indices, tel que les études à l'université d'Evelyne Fourcade, même si elles adviennent après un échec dans des études médicales, ou encore son rapport très décontracté à la sécurité, contrairement à certain·e·s de ses voisin·e·s.



que les emplois des femmes, de même qu'ils sont secondaires dans le volume des revenus des ménages de ces fractions de classe (Amar 2010), engagent moins le ménage, son statut social et son appartenance de classe que la profession du mari.

## **1.2 La richesse comme élément prédominant dans la définition du statut social**

Les ménages interrogés appartiennent au pôle privé des classes supérieures au sens où leurs possessions matérielles occupent une place importante dans la définition de leur statut social. Si l'enquête n'a pas permis d'objectiver de manière exhaustive leur dotation en capital économique<sup>11</sup>, les informations récoltées permettent une estimation *a minima* des revenus salariaux, ainsi que du patrimoine immobilier.

Les positions professionnelles des maris sont fortement rémunératrices, et elles sont souvent présentées comme un élément majeur de la progression des carrières résidentielles des ménages. Valérie Devaux<sup>12</sup> (née en 1969, femme au foyer, mariée à un directeur commercial, trois enfants) parle ainsi du « step financier » qu'a constitué l'expatriation de son mari et qui leur a permis d'acquérir une maison secondaire à Trouville. Christian Lesage (né en 1944, retraité chef d'entreprise, marié à une femme au foyer, veuf, deux enfants) met en scène sa réussite économique à différents moments de l'entretien et notamment lorsqu'il esquisse sa trajectoire résidentielle :

*Christian Lesage – Alors j'habitais la maison de gardien du Manoir au début ! J'avais pas de sou moi ! Après j'ai gagné beaucoup de sou, mais après. Bon donc c'est la maison qu'habite un de mes fils maintenant et on a agrandi, après j'ai fait un tennis et une pool house qui est ici, une véranda. (son téléphone sonne) Excusez-moi c'est La Baule [où il a une résidence secondaire].*

Le patrimoine immobilier est la partie du capital économique la plus visible et également celle où j'ai obtenu le plus d'information, l'entretien portant principalement sur les pratiques résidentielles et se déroulant dans la quasi-totalité des cas au domicile. Ainsi, en comparant les

---

<sup>11</sup> Sur la difficulté d'aborder les questions d'argent et de patrimoine au cours d'enquêtes auprès des classes supérieures voir notamment les travaux de Camille Herlin-Giret (2018) et Rachel Sherman (2017).

<sup>12</sup> Afin de garantir l'anonymat des enquêtés, leurs noms et prénoms ont été modifiés.

prix du foncier avec les dates d'achat et les caractéristiques des maisons principales<sup>13</sup>, ajoutées à celles des maisons secondaires, je peux avoir une estimation approximative du patrimoine immobilier des ménages enquêtés. D'une manière générale, la quasi intégralité des ménages interrogés sont propriétaires d'une maison principale d'une valeur comprise entre 900 000 et trois millions d'euros. La majorité d'entre eux possèdent également des biens immobiliers supplémentaires, qui leur servent de résidences secondaires ou qu'ils louent, leur apportant alors des revenus supplémentaires.

La propriété immobilière est importante pour ces ménages. Ils reproduisent une stratégie d'accumulation de capital, puisqu'ils s'inscrivent dans des lignées familiale de propriétaires (Davidoff et Hall, 2014), et qu'ils mettent en œuvre dès leur jeune âge. Il est important de ne pas s'arrêter aux signes extérieurs de richesse afin d'appréhender le capital économique des plus riches (Herlin-Giret, 2018) et de prendre en compte, autant que possible dans l'analyse, les richesses mobilières, qui expliquent une grande partie des disparités au sein des classes supérieures. Les possessions immobilières sont tout de même un bon témoin du volume de capital économique des ménages enquêtés, puisque chez les classes supérieures le patrimoine immobilier reste bien supérieur au patrimoine mobilier (Ferrante, Guillas et Solotareff, 2016). De plus, sachant que les ménages interrogés ne figurent pas parmi les plus grandes fortunes de France ni les plus anciennes, on peut faire l'hypothèse, surtout pour les cadres qui participent rarement au capital de leur entreprise, que leurs patrimoines ne sont pas parmi les plus diversifiés.

### **1.3 Des capitaux scolaires incertains**

Les possessions matérielles des personnes enquêtées occupent une place prédominante dans la définition de leur statut social car elles sont davantage dotées en capital économique qu'en capital scolaire. Le capital scolaire est un pilier dans la structuration des groupes sociaux dominants (Passeron et Bourdieu, 1964). Son importance dans les mécanismes de reproduction sociale conjuguée à sa difficulté d'acquisition, et au contraire sa très forte intériorisation par les

---

<sup>13</sup> Les éléments les plus importants pris en compte pour estimer la valeur des maisons sont sa localisation, sa taille, sa date de construction, et la présence d'équipement comme une piscine par exemple. S'y ajoutent d'autres éléments observés au domicile, comme par exemple la décoration, ou captés lors des entretiens avec les questions relatives aux habitudes, loisirs et vacances. Ces points renseignent sur leurs styles de vie et leurs moyens financiers.

enfants dont les parents en sont dotés, en font un atout majeur des classes supérieures. Le rapport au capital scolaire de la fraction de classe étudiée illustre une certaine ambivalence de leur position. Alors que leur situation dominante les amène à accorder une importance particulière à l'acquisition de ce capital pour leurs enfants, leurs propres ressources, davantage économiques, les poussent à privatiser les carrières scolaires de leurs enfants pour assurer la reproduction sociale et parfois contrebalancer un niveau scolaire moyen.

Le capital scolaire de mes enquêté·e·s et de leurs conjoint·e·s se structure autour de quatre pôles de taille à peu près équivalente. Le premier pôle, le plus prestigieux, regroupe des individus diplômés de grandes écoles, souvent de commerce, ou ayant fait des cursus longs menant à des professions libérales comme médecins ou avocats. Un second groupe rassemble les personnes ayant fait des écoles de commerce ou d'ingénieur privées et moins prestigieuses, souvent localisées en province. Le troisième groupe concentre les individus diplômés de l'université, avec un niveau compris entre Bac+3 et Bac+5, souvent en management ou en gestion, dans des formations sélectives de la région parisienne. Enfin, le dernier quart des enquêté·e·s a suivi des formations courtes de type BTS action commerciale, DUT vente, école d'infirmière ou encore ont un niveau Bac/Certificat d'études. Ainsi, au-delà du volume, la structure des capitaux scolaires positionne également socialement mes enquêté·e·s du côté des fractions du pôle privé des classes supérieures. En effet, on constate la prééminence des études de commerce et, dans une moins mesure, des études scientifiques d'ingénieur ou de médecine.

De fortes variations de genre et de générations sont visibles dans la répartition des enquêté·e·s entre ces pôles, puisque les hommes et les enquêté·e·s les plus jeunes sont les plus diplômé·e·s. Pour les femmes, un plus faible niveau d'étude peut entraîner un statut professionnel marginal puisqu'elles sont souvent femmes au foyer, ou occupent des emplois à temps partiel, à domicile ou encore de manière intermittente. Les hommes les moins qualifiés des ménages enquêtés, qui sont également les plus âgés, sont généralement devenus chefs d'entreprise (le plus souvent en réinvestissant des capitaux familiaux) ou bien ont fait une carrière interne qui leur a permis de devenir des « cadres maison ».

Cette structure particulière du capital scolaire des enquêté·e·s se répercute dans celle de leurs enfants. Elle illustre particulièrement bien la position ambivalente et parfois marginale de ces fractions de classe. En effet, leur reproduction sociale est moins assurée que celle de leurs homologues davantage dotés en capital culturel, dont les enfants font plus massivement des

classes préparatoires après le bac et ont plus tendance à être diplômés de grandes écoles. Les ménages enquêtés accordent ainsi une attention particulière au parcours scolaire des enfants, qui fait l'objet d'un investissement familial important (Le Wita, 1988). Cet investissement se fait d'abord en temps et concerne le choix des établissements, le suivi des devoirs, mais aussi l'implication comme parents d'élève (Gombert, 2008). Ce suivi est principalement porté par les femmes, d'autant plus qu'elles sont au foyer. Elles abordent en effet longuement et en détail les parcours scolaires de leurs enfants au cours des entretiens. Ces fractions du pôle privé ont cependant des « attentes et [des] pratiques à dominante instrumentales » (Gombert et van Zanten, 2004) vis-à-vis de l'institution scolaire et de ses représentant·e·s. Un exemple de ce rapport instrumental à l'école est l'importance cruciale accordée aux mathématiques, qui peut être interprété comme une manière d'anticiper la sélection et d'assurer la rentabilité des diplômes. Les parents rencontrés s'investissent auprès des enseignant·e·s (Le Wita, 1988) par exemple pour assurer leur passage dans une filière scientifique, y compris lorsque cela déclenche un conflit, ou entraîne un retour vers l'école publique ou un redoublement. Malgré cet investissement, les parents doivent souvent se confronter au niveau moyen de leurs enfants, voire à des situations d'échec scolaire. Pour ces fractions du pôle privé, la gestion d'un patrimoine immobilier et l'attention portée par les parents à l'accumulation de capital économique (voir ci-dessous) peut venir interférer avec l'acquisition d'un capital culturel et scolaire légitime (Henri-Panabière, 2010). Ces échecs sont souvent interprétés en des termes médicaux ou d'inadaptation liée à des qualités intrinsèques de l'enfant (Lignier, 2013).

Pour peser sur ces parcours scolaires, qui sont parfois en-deçà des attentes des parents, l'investissement réalisé par les parents se fait également en argent, puisque beaucoup d'enfants fréquentent des écoles privées pendant leur scolarité (Oberti, 2007), jusqu'à leurs études supérieures. Une écrasante majorité des enfants des ménages enquêtés, en âge de faire ou d'avoir fini leurs études supérieures au moment de l'enquête, sont en formation ou diplômé·e·s d'écoles privées de commerce ou d'ingénieur post-bac. Au contraire, très peu d'entre elles et eux vont en classes préparatoires. Les écoles privées fréquentées permettent d'éviter l'université, qui fonctionne comme un véritable repoussoir pour ces fractions de classe du pôle privé. Mais ces écoles souvent récentes sont chères, ainsi que moins prestigieuses et renommées que celles accessibles après une classe préparatoire. De plus, l'offre de ces « petites écoles » est en très forte croissance (Blanchard, 2015), ce qui nuit à la diffusion d'une information claire et fait planer le spectre d'une rentabilité du diplôme incertaine et d'une reproduction sociale non

assurée. Cette structure particulière du capital culturel des fractions de classe enquêtées les place dans une situation marginale vis-à-vis de ménages plus dotés, cumulant un capital économique à des ressources scolaires plus prestigieuses et à un capital culturel plus diversifié.

#### **1.4 Attachement aux formes conjugales traditionnelles**

La grande majorité des ménages rencontrés adhère à une vision traditionnelle de la famille et à une conception différencialiste des rôles de genre, dont on sait qu'elle est très marquée aux deux extrêmes de l'espace social (Darmon, 2010). La conception différencialiste du point de vue du genre des rôles familiaux et l'attachement à des formes familiales traditionnelles sont aujourd'hui des dispositions bourgeoises avant d'être religieuses, étant donné que des ménages non religieux y adhèrent. Elles forment ainsi les bases de ce qu'on peut définir comme un familialisme bourgeois. Mais ces dispositions bourgeoises sont renforcées par l'appartenance religieuse qui a un effet sur les formes familiales et sur les rôles de genre assignés au sein de la sphère domestique.

L'appartenance religieuse est d'abord un élément déterminant des formes de configurations familiales (Davidoff et Hall, 2014 ; Lamont, 1995). Les familles rencontrées sont très souvent nombreuses (jusqu'à six enfants, en moyenne trois enfants par ménage), et les enquêtés sont souvent eux-mêmes issus de familles nombreuses et reproduisent cette forme familiale particulière. Evelyne Fourcade (née en 1960, chargée de mission à la mairie de Paris, mariée à un gastroentérologue, deux enfants), investie dans la paroisse de son quartier, elle-même issue d'une famille chrétienne, me confie regretter de n'avoir que deux enfants et se réfère au cours de l'entretien à sa large fratrie (sept enfants) et à ses nombreux cousins et cousines côtoyés dans la maison de famille pendant les vacances :

*Evelyne Fourcade – Moi j'ai beaucoup de frères et sœurs donc forcément je trouve ça, je trouvais ça un peu dommage de n'avoir que deux enfants et je trouvais sympa qu'il y ait toujours plein de gamins à la maison.*

Cette plus forte prévalence des familles nombreuses parmi les ménages pratiquants contribue à expliquer l'éloignement des femmes des emplois rémunérateurs. En effet, un tiers des femmes des ménages interrogés sont femmes au foyer. Une dizaine d'autres femmes travaillent à domicile ou sont embauchées à temps partiel dans l'entreprise de leur mari. La plupart des mères des hommes et des femmes des ménages enquêtés étaient elle-même au foyer. Cette importance accordée à la famille est donc un facteur fort de reproduction sociale, notamment

pour les femmes, en charge de la gestion de l'économie domestique. En plus de cette forte représentation des femmes à la maison, les familles enquêtées sont remarquables par leur stabilité conjugale. L'appartenance religieuse peut être vue comme une garantie pour les femmes au foyer des ménages de classes supérieures contre le risque de divorce (Biland et Mille, 2017), qui facilite peut-être l'acceptation du fait d'être monétairement dépendante de leur mari.

## **2. Saisir l'hétérogénéité au sein du groupe**

Bien que les ménages enquêtés aient une forte ressemblance dans leur composition et dans la structure de leurs capitaux, l'enquête fait apparaître une réelle hétérogénéité au sein du corpus. Prendre en compte cette hétérogénéité est important pour compléter le portrait de cette fraction de classe. Elle rappelle que, même s'il présente les caractéristiques d'un groupe social, le pôle privé des classes supérieures est lui-même traversé par les principes de division qui structurent les classes supérieures dans leur ensemble. Ainsi, nous verrons que les ménages diffèrent selon le volume de ressources qu'ils possèdent, et que ces différences s'articulent à des divisions selon le genre et l'âge. Nous verrons également que leur position sociale au sein du pôle privé des classes supérieures est au débouché de trajectoires sociales diversifiées, qui témoignent d'un ancrage plus ou moins long dans les classes supérieures. Nous terminerons en montrant que ces principes de division se traduisent par des différences marquées dans les valeurs exprimées en entretien.

### **2.1 Les facteurs structurels qui organisent la diversité au sein des classes supérieures du pôle privé**

#### *Volume de capital*

On a vu plus haut que les ménages se différenciaient selon leur niveau d'étude. Ce n'est pas le seul facteur d'hétérogénéité au sein du corpus d'enquêtés. Bien que la quasi-totalité des ménages ait un niveau de vie très élevé, leur capital économique diffère parfois considérablement. Cela illustre le très grand étalement des revenus et des patrimoines en haut de la distribution, par comparaison avec les ménages plus modestes. Ainsi, un petit nombre de ménages disposent de revenus très élevés liés à des postes de direction dans des grandes entreprises, et des patrimoines de plusieurs millions d'euros. À l'inverse, une part minoritaire des ménages enquêtés sont à la frontière inférieure des classes supérieures.

### *Genre et âge*

Un principe de différenciation commun à la quasi-totalité des ménages est le genre. En effet, comme on l'a vu, les femmes des ménages enquêtés ont généralement des positions professionnelles moins rémunératrices et dominantes que les hommes. Par ailleurs, l'âge des individus explique en partie l'hétérogénéité au sein du corpus. L'âge est à la fois un marqueur de la génération de naissance et de la position dans le cycle de vie. Les ménages les plus âgés sont ainsi plus souvent propriétaires que les ménages les plus jeunes. Ils sont également retraités ou à l'aboutissement d'une trajectoire professionnelle ascendante, alors que les individus plus jeunes sont parfois en milieu de carrière.

## **2.2 Trajectoires**

La plupart des enquêté·e·s sont dans une situation de reproduction sociale : elles·ils ont grandi dans des ménages aisés, propriétaires de leur logement, dont le père était également cadre, ingénieur, médecin ou encore chef d'entreprise. Mais les personnes enquêtées ne sont pas pour autant des descendant·e·s de la grande bourgeoisie, davantage étudié·e·s par la sociologie et dont une part importante de la vie est rendue publique par la lignée familiale ou encore par des annuaires mondains (Grafmeyer, 1992). Nombre de leurs parents étaient d'ailleurs eux-mêmes dans une situation d'ascension sociale. Leur position sociale fait davantage de ces ménages des « new ordinary elites » (Savage, 2015). Pour nombre d'entre eux, leur trajectoire professionnelle leur a permis de rentrer ou de connaître une petite ascension sociale au sein des classes supérieures. Leur statut professionnel comme leurs revenus sont fréquemment supérieures à ceux de leurs parents. De plus, ces ménages n'héritent pas dès le début de leur trajectoire. L'héritage vient consolider leur patrimoine immobilier mais il ne le constitue pas principalement. Leur capital économique résulte donc d'abord d'un processus d'accumulation progressive permettant aux enquêté·e·s de se positionner aux marges du groupe des élites et de tenir des discours de privation.

## **2.3 Valeurs**

La centralité de la religion dans la culture bourgeoise est un phénomène ancien. Dans *Family Fortunes : Hommes et femmes de la bourgeoisie anglaise*, Leonore Davidoff et Catherine Hall montrent comment la bourgeoisie naissante en Angleterre cherche à se différencier de l'aristocratie et la *gentry*, notamment grâce à la religion : « L'appartenance religieuse devint de plus en plus souvent le socle sur lequel reposait la culture de la bourgeoisie » (Davidoff et Hall,

2014, p. 90). La religion catholique est également intrinsèquement liée au groupe de la bourgeoisie en France, notamment par la place prise par les principes éducatifs jésuites dans l'enseignement secondaire privé (Le Wita, 1988). Dans l'analyse des styles de vie de la bourgeoisie, démêler les pratiques et les dispositions qui relèvent de l'appartenance religieuse de celles liées à la classe est donc très difficile : les logiques religieuses et celles de classes s'entretiennent mutuellement. On ne peut toutefois pas se restreindre à une lecture homogénéisante de l'appartenance religieuse bourgeoise. En effet, être croyant·e et riche à la fois peut amener les individus à se confronter à des contradictions entre deux systèmes de valeurs différents, qu'il s'agit pour les enquêté·e·s a minima de faire apparaître dans les discours, les luttes intérieures étant en soi des gages de moralité (Sherman, 2017).

La question de la religion a émergé de l'enquête de terrain. En effet, alors qu'aucune question de mon guide d'entretien ne portait sur l'appartenance religieuse, une grande partie de mes enquêté·e·s m'a spontanément parlé d'appartenance religieuse en me détaillant leurs choix résidentiels, scolaires et plus généralement familiaux. Plus de vingt personnes rencontrées se déclarent croyantes<sup>14</sup> dont quatorze sont pratiquantes et investies au sein de leur communauté religieuse.

Si la pratique religieuse catholique contribue à la formation de l'appartenance de classe au sein de l'espace local, elle est également un facteur de différenciation à entre plusieurs sous-groupes de la fraction des classes supérieures du privé : entre croyant·e·s et non-croyant·e·s mais également entre croyant·e·s et pratiquant·e·s, et enfin, au sein des pratiquant·e·s entre plusieurs courants religieux. L'expression « grenouille de bénitier » est ainsi revenue plusieurs fois au cours de l'enquête, à la fois pour se distancier de catholiques pratiquant·e·s comme Colette Prévost, ou pour se distinguer des paroissien·ne·s les plus conservateurs·trices comme le fait Evelyne Fourcade.

*Colette Prévost* – Bon je suis pas tous les dimanches à la messe, je suis pas grenouille de bénitier mais j'y vais pour les messes les plus importantes : Noël, Pâques, les Rameaux, et puis on a bien un ou deux mariages dans l'année, communion, des choses comme ça. (née en 1950, retraitée secrétaire à mi-temps dans l'entreprise de son mari, un enfant)

---

<sup>14</sup> Parmi cette vingtaine d'enquêtés, une personne se déclare protestante, une autre juive et toutes les autres catholiques.



*Evelyne Fourcade* – Après, comme dans toute petite communauté, y'a des gens qui sont moins agréables. Qui sont plus petit bout de la lorgnette, grenouille de bénitier, voilà des gens bien-pensants. Mais y'en a qui ont une plus grande ouverture d'esprit, donc voilà. Je prends ce qui me plaît et je laisse ce qui me plaît pas.

Ainsi, pour certain·e·s enquêté·e·s l'attachement aux valeurs catholiques va de pair avec une mise à distance des rapports les plus traditionnalistes au dogme. Marie Bertin (née en 1964, professeure des écoles, mariée à un directeur général, trois enfants), se déclare catholique et était auparavant impliquée dans sa paroisse à Saint-Maur-des-Fossés. Elle m'explique la diminution de son engagement en raison des controverses au sujet du mariage pour tous au sein de sa paroisse :

*Lorraine* – La paroisse du coup vous êtes plus trop impliquée?

*Marie Bertin* – Non non, le cathé [cathéchisme] je l'ai fait beaucoup jusqu'à y'a deux trois ans, mais le mariage pour tous, pfiou, moi ça m'a fait partir en courant. Voilà (petit rire). [...] Je sais pas si c'est un sujet que vous connaissez, qui vous intéresse mais moi je trouve que ça laisse des traces. Même entre potes, entre super potes, entre proches, entre famille, mais ça a tendu les relations... horrible. Alors qu'on a un pape qui est super ouvert. [...] Alors je sais pas si c'est religieux, si c'est politique, mais y'a une tendance à vouloir se refermer sur soi. Et en découdre, et en découdre au lieu d'accueillir. Et puis les donneurs de leçon, pour moi c'est pas possible. Mais bon y'a pas que les cathos.

L'appartenance religieuse permet donc de nuancer une vision trop homogénéisante des classes supérieures en faisant apparaître des luttes de classement et des jeux de différenciations internes. Les différences dans le rapport à la religion traversent également les ménages eux-mêmes, étant prises dans la division inégale du travail de reproduction entre les conjoints.

### **3. Espaces résidentiels des classes supérieures du privé**

L'angle d'attaque adopté lors de cette recherche place la question du logement au cœur de la définition du groupe social étudié. En choisissant de mener une enquête dans des quartiers résidentiels homogènes en banlieue parisienne, j'ai approché un groupe social défini par une forme de ségrégation résidentielle élevée. Cette ségrégation est un phénomène répandu et en croissance dans la métropole parisienne. Elle est notamment tirée par les classes supérieures, et particulièrement par celles les plus dotées en capital économique. Nous verrons dans un deuxième temps que l'analyse des lieux de résidence de ces fractions de place fait ressortir un ensemble de communes au profil assez similaire, qui témoigne d'une homologie importante

entre positionnement dans l'espace social et localisation dans l'espace métropolitain. Enfin, bien que se dessine un ensemble cohérent de quartiers homogènes en banlieue, nous verrons que ces espaces présentent des différences à l'échelle de la commune ou du quartier. Ces spécificités locales tiennent notamment à l'homogénéité plus ou moins élevée des quartiers.

### **3.1 Des espaces de banlieue homogènes**

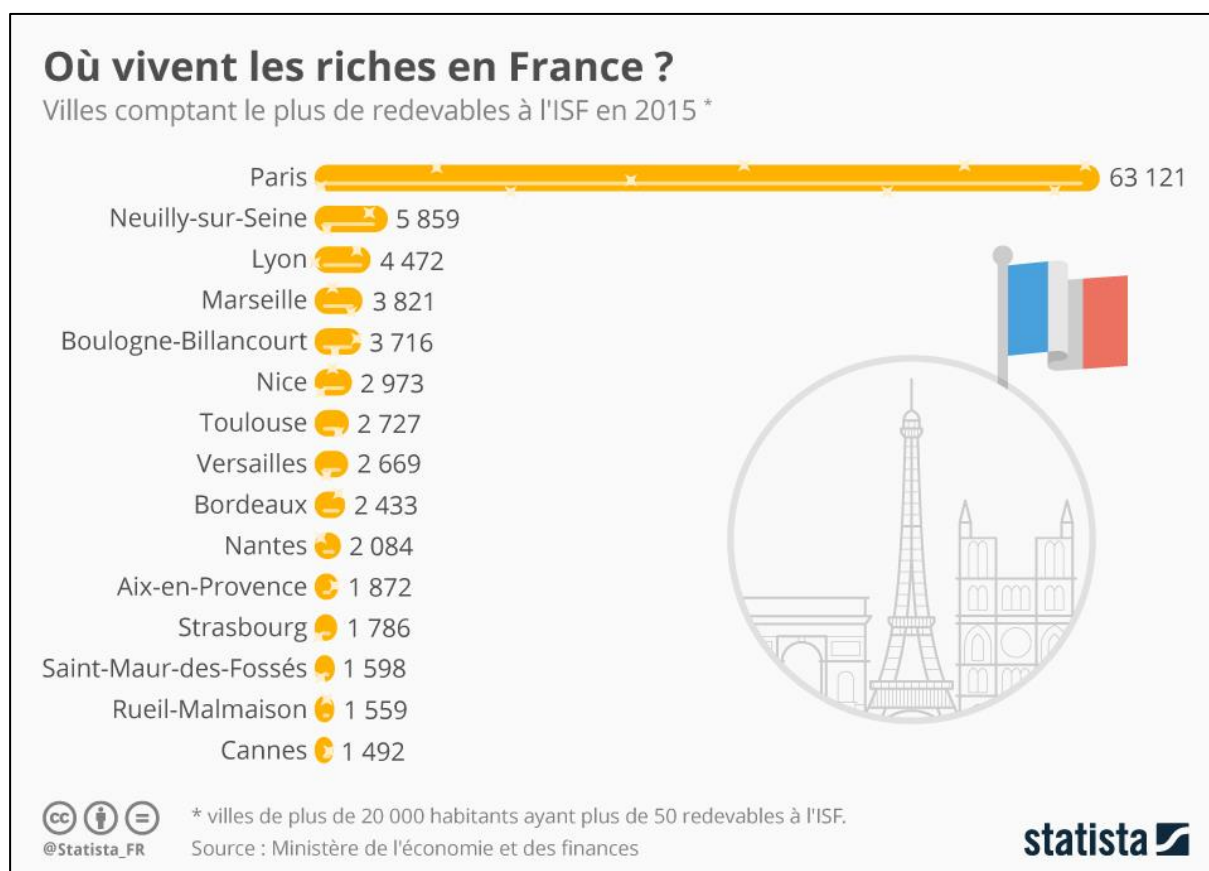
L'étude des grands centres urbains, et notamment de la métropole parisienne, se justifie car c'est en son sein que l'on observe les plus fortes concentrations de classes supérieures, de cadres et de hauts revenus (Oberti, Préteceille, 2011). Les deux communes choisies pour mon enquête de terrain ont un profil comparable : elles ont sensiblement le même nombre d'habitants (environ 80 000 habitants chacune) et une part importante de classes supérieures et de ménages à hauts revenus. En 2011, 1 358 ménages étaient redevables de l'Impôt sur la Fortune (ISF) à Saint-Maur-des-Fossés et 1 273 à Rueil-Malmaison<sup>15</sup>. À titre de comparaison, il y en avait 184 à Nanterre pour 92 000 habitants et 199 à Montreuil pour 104 000 habitants.

Les quartiers retenus pour l'enquête, saisis à travers le découpage en IRIS (Îlots Regroupés pour l'Information Statistique) appartiennent aux « espaces de la bourgeoisie à prédominance de chefs et cadres d'entreprise » (SBE) identifiés par Edmond Préteceille (2006). Ils sont marqués par leur morphologie urbaine pavillonnaire, leur fort taux de cadres et leurs habitants aux revenus bien supérieurs à la moyenne francilienne [voir Tableau 1]. En moyenne, les quartiers à Rueil-Malmaison sont plus riches et ont des taux de cadres plus élevés, ce qui témoigne de la spécificité de l'Ouest parisien, espace traditionnellement bourgeois et à proximité de La Défense.

---

<sup>15</sup> À titre d'exemple, deux villes des Hauts-de-Seine légèrement plus peuplées comme Asnières-sur-Seine ou Colombes, ont respectivement 638 et 424 ménages contribuant à l'ISF.

**Figure 1.1 : Palmarès des communes de plus de 20 000 habitant·e·s comptant le plus de redevables à l'ISF en 2015**



Source : Statista

**Tableau 1.1 : Caractéristiques des espaces locaux où résident les ménages enquêtés**

	Revenu annuel des ménages par UC en euros (2014)		Taux de propriétaires (2012)	Part de cadres (2012)
	Médiane	D9		
IRIS n°1 RM	58 212 €	169 472 €	88,3%	59,5%
IRIS n°2 RM	43 298 €	81 550 €	57,2%	62,6%
IRIS sup. SMDF**	39 369 €	89 223 €	71,1%	46,7%
IRIS moy. SMDF***	32 357 €	66 223 €	64,8%	37,6%
Aire urbaine de Paris	20 150 €	46 100 €*	44,9%	30,4%

Source : INSEE

\* Donnée valable pour l'Ile-de-France en 2012.

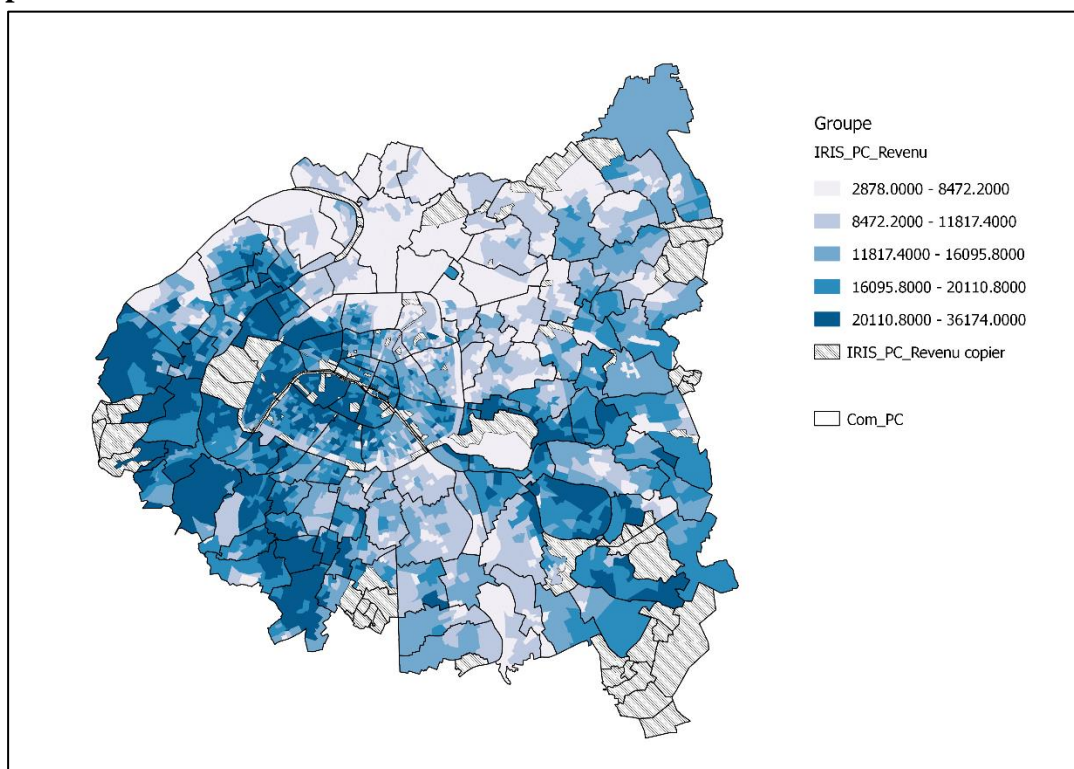
\*\* Moyenne pour les 5 IRIS les plus supérieurs regroupant 14 ménages enquêtés

\*\*\* Moyenne pour 9 IRIS regroupant 13 ménages enquêtés

### 3.3 Des spécificités locales

Les espaces étudiées montrent toutefois des spécificités locales importantes. C'est surtout leur inscription dans la métropole parisienne qui diffère, comme le montre la carte du revenu par unité de consommation par IRIS que j'ai réalisé grâce aux données INSEE de 2012. On voit que Rueil-Malmaison est très proche des quartiers d'affaire de La Défense et qu'elle s'inscrit dans un département de l'Ouest parisien traditionnellement bourgeois, qui se prolonge en 2<sup>ème</sup> couronne, alors que Saint-Maur-des-Fossés a un environnement plus mélangé (limitrophe de Créteil, Champigny-sur-Marne...) dans un département nettement moins riche.

**Figure 1.2 : Carte du revenu par unité de consommation par IRIS pour Paris et sa première couronne**

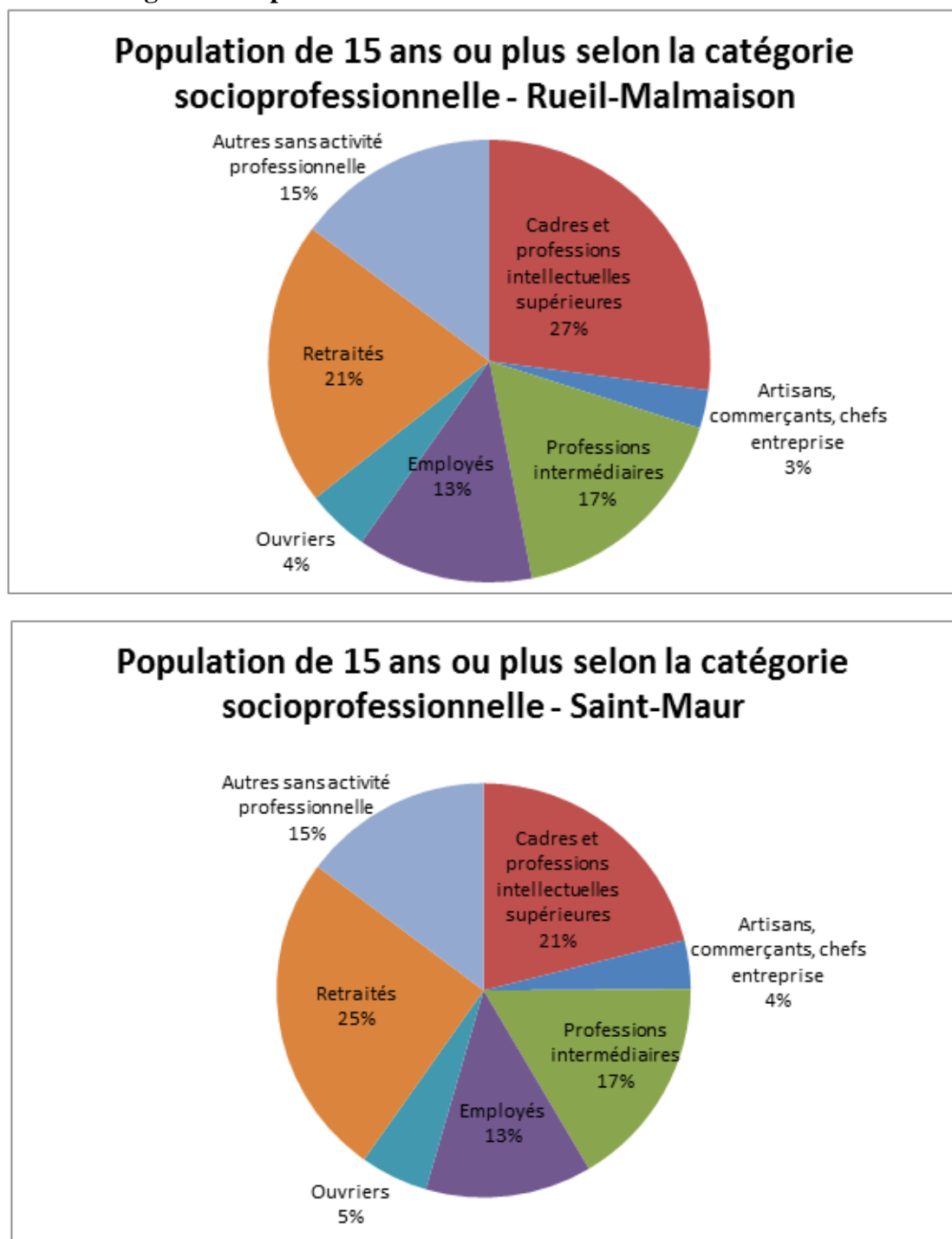


Source : Recensement 2012, Insee, traitements de l'autrice

Cette inscription métropolitaine différenciée a des conséquences sur la structure de la population : la ville de Rueil-Malmaison accueille plus de cadres et moins de retraités que Saint-Maur-des-Fossés (cf. graphique), mais aussi sur le type d'entreprises présentes sur le territoire communal. En effet, si les deux villes ont à peu près le même nombre d'entreprises (4126 à Rueil-Malmaison et 4440 à Saint-Maur-des-Fossés), ce ne sont pas du tout le même type d'établissement : il y a 133 établissements de plus de 50 salariés à Rueil contre 32 à Saint-Maur

et seulement 9 établissements de plus de 100 salariés à Saint-Maur contre 79 à Rueil, et notamment les sièges sociaux d’American Express, de Vinci Construction, d’Heineken ou encore de Novartis Pharma.

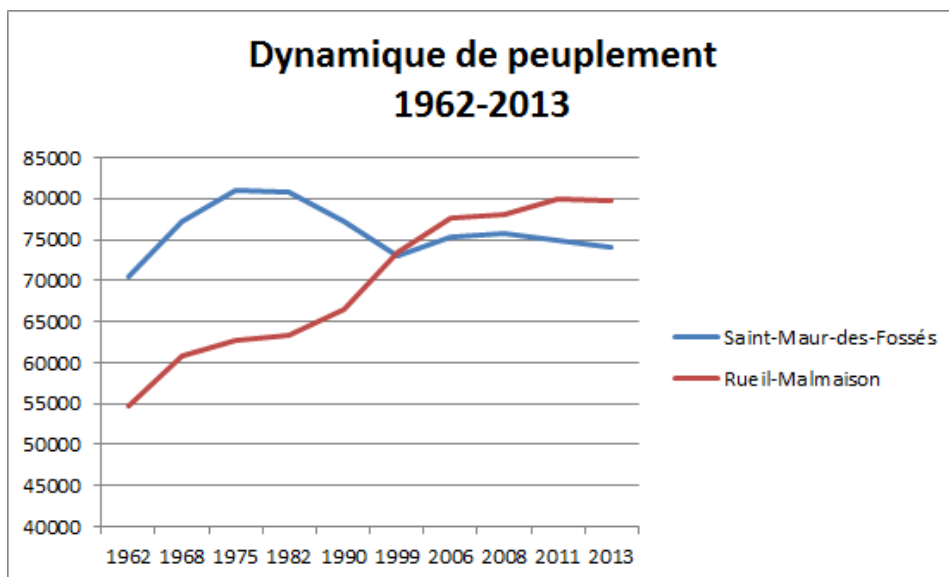
**Figure 1.3 : Répartition de la population de Rueil-Malmaison et Saint-Maur-des-Fossés selon la catégorie socioprofessionnelle**



Source : Insee 2012, traitements de l’auteur

Ces différences s’observent également très clairement au niveau des dynamiques de peuplement, puisque Rueil-Malmaison connaît une forte croissance démographique, ce qui n’est pas le cas de Saint-Maur-des-Fossés qui stagne après avoir décru [Figure 1.4].

**Figure 1.4 : Evolution de la population de Rueil-Malmaison et Saint-Maur-des-Fossés selon entre 1962 et 2013**



Source : Insee, traitements de l’auteurice

Enfin, deux dernières différences entre les deux communes, d’une part Saint-Maur-des-Fossés est une des communes d’Ile-de-France avec le moins de logement social, contrairement à Rueil-Malmaison qui respecte les quotas SRU. D’autre part, Rueil-Malmaison est beaucoup moins dense et dispose de plus d’espaces verts (notamment le Bois de Saint-Cucufa et le Parc de Bois Préau).

Par leurs histoires urbaines différentes, ces deux communes montrent une morphologie urbaine différente. Elles se retrouvent également au niveau des quartiers des deux communes. L’enquête a porté d’une part sur des lotissements privés, parfois fermés, principalement à Rueil-Malmaison (cf. chapitre 3), et d’autre part dans des maisons individuelles plus classiques.



**Figure 1.5 : Photographie d'un lotissement résidentiel à Rueil-Malmaison**



Source : Autrice

**Figure 1.6 : Photographie d'une maison individuelle à Saint-Maur-des-Fossés**



Source : Autrice

## **Conclusion**

Les ménages enquêtés sont davantage orientés vers des logiques d'accumulation de capital économique, au cœur desquelles la propriété immobilière occupe une place centrale. Ils accordent une importance à l'institution scolaire mais sont relativement moins dotés en capitaux culturels et scolaires que d'autres fractions des classes dominantes, notamment au niveau des titres scolaires du supérieur. Ils ont également choisi de vivre dans des quartiers homogènes de la banlieue résidentielle parisienne, où les prix élevés garantissent la sélectivité sociale et la rentabilité de leur investissement. Derrière ces capitaux et ce statut résidentiel, il y a un travail qui est souvent pris en charge par les femmes afin de les entretenir et de favoriser leur transmission – à travers la gestion du patrimoine immobilier et des locations le cas échéant, par l'éducation des enfants ou encore le travail d'aménagement intérieur des maisons.



## **Chapitre 2**

### **Accéder au monde privé des classes supérieures du privé : enjeux méthodologiques d'une enquête « intrusive »**

Les travaux portant sur les classes supérieures mettent en lumière la difficulté à enquêter sur ces groupes favorisés, à « s'imposer aux imposants » (Chamboredon et al., 1994) et à les amener à dévoiler leurs réseaux et leurs privilèges (Pinçon et Pinçon-Charlot, 2005). Ces individus maîtrisent en effet souvent bien leur discours et peuvent parfois exercer un rapport de domination vis-à-vis de l'enquêteur. Étant donné la situation de domination renversée par rapport aux enquêtes plus nombreuses sur les classes moyennes et populaires, les interviewés ont traditionnellement occupé une place plus importante dans les retours méthodologiques des travaux portant sur les classes supérieures. Ce chapitre vise à la fois à mettre en avant les pratiques des enquêté·e·s – et non pas seulement celles de la·du sociologue (Demazière, 2008) – et à analyser l'« envers » de l'entretien (Bastin, 2012) en abordant la question de sa négociation et de son déroulé, qui renseignent sur les frontières des espaces étudiés (Darmon, 2005), en l'occurrence celles de la sphère privée.

Il est en effet particulièrement délicat d'accéder au monde privé des classes supérieures. Sylvain Laurens note à quel point il est difficile de poser des questions « personnelles » qui dépassent le « rôle institutionnel » de l'enquêté, pourtant nécessaires pour comprendre sa trajectoire sociale (Laurens, 2007). Ces barrières expliquent en partie le faible nombre d'enquêtes sur les styles de vie, les modes d'habiter et la vie familiale des classes supérieures, comparativement à celles sur leurs parcours scolaires, leurs sphères professionnelles ainsi que sur leurs opinions, leurs valeurs (Lamont, 1995) et leurs discours (Paugam et al., 2017 ; Sherman, 2017). Les classes supérieures n'ont pas le monopole de la protection de leur monde privé, espace du secret et de l'intime que les individus protègent avec soin et cherchent à préserver du regard extérieur, qui plus est de celui du chercheur (Schwartz, 2012). Cependant, les classes supérieures ont plus de ressources pour résister aux tactiques et aux manœuvres du chercheur en quête de données et leur position sociale stable et valorisée les rend moins dépendantes du désir de reconnaissance, véritable « moteur de la relation » d'enquête (Schwartz, 2012, p. 42).

En parallèle d'autres retours réflexifs qui seront associés à l'analyse au fil de cette thèse, il s'agira ici de mettre en lien le repli général sur la sphère privée des ménages de la fraction du pôle privé des classes supérieures avec les réticences qui m'ont été opposées en détaillant les réactions des enquêté·e·s à l'enquête. L'objet de ce chapitre est donc de revenir sur les conditions de production de mon enquête, en montrant pourquoi elle a souvent été perçue comme intrusive et ce que cela révèle sur les frontières du monde privé que ces enquêté·e·s cherchent à préserver ainsi que sur les ressources dont elles·ils disposent pour mener à bien cette entreprise de protection. Les frontières érigées par les enquêté·e·s structurent ainsi l'espace des rapports sociaux et viennent entériner la domination de cette fraction de classe. Les rapports de domination ne découlent pas mécaniquement de l'appartenance de classe des personnes enquêtées, puisque les rapports de genre jouent également un rôle important – et peuvent créer une certaine proximité avec des enquêtées et au contraire exacerber l'asymétrie avec les enquêté·e·s. De plus, j'étais sur mon terrain généralement mieux dotée en capital scolaire et culturel que les personnes enquêtées.

À travers l'étude des trajectoires résidentielles, des configurations familiales, des choix scolaires, mais aussi des sociabilités locales et plus généralement des manières d'investir le logement, je pénètre le monde privé des enquêté·e·s. En effet, on l'a vu en introduction, le logement est le lieu de l'intime et le support du projet familial et de l'économie domestique. Une première partie reviendra sur l'entrée sur le terrain en explicitant le rôle des recommandations dans la négociation de l'entretien et dans son déroulé, d'autant plus difficile à réaliser qu'il aborde le privé de ces familles et notamment leur patrimoine (1). La deuxième partie du chapitre analysera les marges de manœuvre des enquêté·e·s, les stratégies qu'ils mettent en place pour éviter les questions intrusives et leurs effets sur mes propres pratiques (2).

## **1. Enquêter sur le privé des classes supérieures**

Cette première partie reviendra sur la construction de l'enquête et son déroulé afin de mieux situer le propos de cette thèse et d'analyser en quoi les conditions de production de l'enquête renseignent sur la formation de la fraction du pôle privée des classes supérieures.

## 1.1 Contourner les barrières en se faisant recommander

Les possessions matérielles des classes supérieures du privé les incitent à fixer des barrières importantes à la pénétration de leur monde privé. Le président d'un conseil de quartier à qui je demande des contacts me répond : « les gens de La Varenne pour arriver à les faire parler, alors ça surement pas », plus tard il rajoute : « déjà rien que le nom de votre profession ça va leur foutre la trouille alors ! ». Cette méfiance est exacerbée quand il s'agit de l'espace domestique et de la propriété privée. De nombreux·es·x enquêté·e·s se méfient selon leurs propres mots des « démarcheurs », des « faux éboueurs », des « rabatteurs » ou encore des livreurs. Certains ont, par exemple, fait la démarche auprès de *Google Maps* de faire flouter leur maison. Dans ces conditions, demander un entretien au domicile qui aborde les enjeux de sécurisation de logement et les trajectoires résidentielles et biographiques des individus, paraît difficilement réalisable en faisant du porte à porte ou en abordant les personnes directement dans l'espace public. Les entretiens obtenus dans ces conditions pourraient pâtir du manque de confiance ressenti par l'enquêté (Weber et Beaud, 2010).

Afin de mettre toutes les chances de mon côté, à la fois pour le recrutement des personnes enquêtées et la qualité des entretiens, j'ai donc commencé mon travail de terrain en interrogeant des personnes dont j'ai obtenu les coordonnées par mon réseau de connaissances<sup>16</sup>, ou que je rencontrais à des réunions publiques organisées par la mairie que j'observais. Ma progression sur mon terrain s'est ensuite faite en demandant à mes premier·ère·s enquêté·e·s de me recommander auprès de leurs ami·e·s ou de leurs voisin·e·s. Cette technique dite « boule de neige » est très efficace dans le milieu étudié car les enquêté·e·s disposent d'un important capital social et sont pris·es dans un ensemble de services réciproques (Pinçon et Pinçon-Charlot, 2010) dans lequel vient s'insérer ma demande de recommandation. Ces recommandations permettent de rassurer les enquêté·e·s et d'augmenter les chances d'acceptation de l'entretien – j'ai essuyé peu de refus, de non-réponses ou d'entretiens décommandés à la dernière minute – et aussi d'augmenter les chances de sa réalisation au

---

<sup>16</sup> Étant donné des critères de sélection géographiques assez restrictifs, les contacts ont été difficiles à obtenir et comportaient souvent plusieurs intermédiaires, les enquêté·e·s pouvant être les parents d'ami d'une connaissance, la sœur de la voisine d'une amie, etc.

domicile<sup>17</sup>. Pour certain·e·s, comme Bernard Mangin (né en 1942, chef d'entreprise, marié avec une femme au foyer, trois enfants) c'est décisif :

*Bernard Mangin* – Non mais vous avez eu une clef sésame qui était [son voisin]<sup>18</sup>, parce que je le connais bien et pour lui rendre service je vous ai reçue, mais honnêtement si vous m'aviez pas parlé de [son voisin] je vous aurais pas reçue (rires) !

Les enquêté·e·s me demandent également des précisions dès le début de l'entretien qui sonnent comme des recherches de signes d'appartenance de classe, notamment sur mon réseau d'interconnaissance (comment je connais les personnes qui m'ont recommandée), et sur mon lieu de résidence ou mon lien avec la commune étudiée. Ces questions ont pu être embarrassantes et mettre en lumière ma faible insertion puisque je ne connaissais jamais directement les personnes qui m'avaient recommandée et que je ne connaissais pas non plus avant l'enquête les communes étudiées, ni d'autres espaces de la banlieue parisienne. À d'autres moments une certaine proximité perçue par mes enquêtée a pu être utile, comme c'est le cas avec Christine Laroche (née en 1968, co-gérante avec son mari d'une entreprise, trois enfants) qui me dit avoir hérité d'une résidence secondaire sans me préciser sa localisation pendant l'entretien ; à la fin de l'entretien je lui dis que je suis bordelaise, elle me dit adorer cette ville qu'Alain Juppé a rendu « magnifique », et me précise spontanément que sa résidence secondaire est à Arcachon.

Mais la recommandation ne règle pas pour autant complètement la question de la confiance comme nous allons le voir tout au long de ce chapitre. En effet, certain·e·s enquêté·e·s restent méfiant·e·s, et ce d'autant plus qu'elles·ils ne savent pas ce qu'est une thèse<sup>19</sup>, ne connaissent pas la sociologie et ne comprennent pas véritablement l'objet de l'enquête<sup>20</sup>. Pour se rassurer certains demandent des précisions sur l'objet, la finalité et l'utilisation de la thèse.

---

<sup>17</sup> Sur les 60 entretiens réalisés, neuf ne se sont pas tenus au domicile : six sur le lieu de travail de l'enquêté pour des questions souvent pratiques de gain de temps – une salariée et cinq chefs d'entreprise ou professions libérales – et trois dans des cafés ou bar d'hôtel. Dans un cas, le refus de faire l'entretien à domicile était ouvertement pour des raisons de protection de la vie privée et l'entretien fut difficile à conduire malgré sa longueur (quatre heures).

<sup>18</sup> Pour que les enquêté·e·s ne puissent pas se reconnaître entre elles·eux, je ne dévoile pas les noms anonymisés des personnes qui m'ont recommandée.

<sup>19</sup> Beaucoup d'enquêté·e·s parlent de moi comme d'une étudiante faisant un « stage », un « mémoire » ou encore un « rapport ».

<sup>20</sup> La quasi-totalité des enquêté·e·s ont fait des études scientifiques ou de commerce et ne sont pas familiers des sciences humaines et sociales. Mais une partie du malentendu repose sur le fait que je n'ai

Avant que l'entretien commence avec Brigitte Coste (née en 1960, femme au foyer, mariée à un chef d'entreprise, trois enfants)

*Brigitte Coste* – [Elle me demande qui choisit mon sujet de thèse, et combien de temps dure l'enquête] Et c'est, je suis curieuse, c'est un travail que vous faites pour vous dans le cadre de vos études ? Ou ce sont des travaux aussi qui sont utilisés après... pour des études, des statistiques, la politique pourquoi pas, enfin vous voyez ce que je veux dire...

*Lorraine* – C'est pour moi, enfin non...

*Brigitte Coste* – Pour votre diplôme.

De plus, la recommandation à des voisins ou des amis peut être exposante pour les enquêté·e·s les plus doté·e·s en capital économique, ou celles·ceux qui cherchent le plus à protéger les frontières de leur monde privé (Herlin-Giret, 2018). C'est pourquoi certaines personnes enquêtées ont décidé de ne pas me recommander auprès d'autres personnes. C'est le cas notamment de Bernard Mangin ou encore de Sylvie Toussaint (née en 1964, femme au foyer, mariée à un chirurgien, trois enfants) qui me répond à propos de ses voisins avec qui elle dit avoir de très bonnes relations :

*Sylvie Toussaint* – Ils sont un peu sauvages, pas ouverts sur les autres. Ils sont ... (mime un geste de repli). Ils vont être gênés de vous recevoir chez eux et de répondre aux questions.

Enfin, progresser sur le terrain par chaîne de recommandations paraît réduire considérablement le spectre des profils sociaux rencontrés mais permet en fait d'enquêter plus en profondeur des réseaux d'interconnaissance (Sherman, 2017). Dans mon cas, la conjugaison de mon objet d'étude, le monde privé, et de ma méthode d'enquête, la progression par recommandations, a entraîné une surreprésentation des femmes parmi mon groupe d'enquêté·e·s. J'ai rencontré 66 personnes dont 40 femmes, 14 hommes et six couples hétérosexuels. Les seuls hommes que j'ai rencontrés sans leur femme occupent une responsabilité à l'échelle locale (conseil syndical, conseil de quartier) ou sont des points d'entrée initiaux dans les chaînes de recommandations. Ensuite, mes enquêté·e·s, hommes ou femmes, m'ont exclusivement recommandée à des femmes. Cette focalisation sur les femmes s'explique pour plusieurs raisons : d'une part elles sont perçues comme ayant plus le temps de répondre à l'enquête, et ce d'autant plus qu'elles sont au foyer, mais d'autre part c'est également à cause du sujet de l'entretien, relatif au logement et donc au monde de l'intérieur auquel elles sont assignées. En effet, qu'elles soient

---

pas cherché à clarifier les enjeux de la discipline, ni à préciser mon objet de recherche, n'étant pas sûre au début de l'enquête de terrain de la direction qu'allait prendre mon travail mais aussi ne voulant pas crispier mes enquêtés en dévoilant mon étude sur leurs modes de vie.

actives ou non, ce sont elles qui sont en charge de l'économie domestique et du maintien des sociabilités familiales et amicales et qui sont donc les plus à même de parler du privé et d'en délimiter les frontières. Cette surreprésentation a finalement été source d'une grande richesse dans l'analyse et a permis d'appréhender avec plus de précision le groupe des femmes ainsi que l'importance du clivage genré au sein de l'espace domestique. L'analyse des pratiques de ces femmes vient également combler un vide, puisque les femmes sont souvent invisibilisées au sein des enquêtes sur les classes supérieures, en particulier les femmes au foyer, dont le statut social ne découle pas de l'activité professionnelle.

## **1.2 Aborder le privé des gens aisés**

C'est donc grâce aux recommandations que j'ai réussi à accéder aux personnes recherchées et à négocier avec elles un entretien qui s'est déroulé à leur domicile. Les situations d'entretiens étaient doublement inhabituelles : l'aspect toujours intrusif de cette interaction sociale était ici renforcé par la méfiance des personnes enquêtées vis-à-vis des questions sur leur monde privé. En effet, si les personnes enquêtées sont étonnées c'est également qu'elles n'ont pas l'habitude d'être sollicitées sur des sujets personnels, surtout les hommes qui occupent des postes à responsabilités. Les tensions qui ont accompagné les entretiens étaient directement liées à la nature de mes questions sur les trajectoires biographiques et résidentielles, jugées trop personnelles. Alors que je contacte par téléphone Valérie Devaux (née en 1969, femme au foyer, mariée à un Directeur commercial, trois enfants) de la part d'une enquêtée, elle me dit : « oui [son amie] m'a dit que c'était assez intrusif au niveau des détails ». Cet avertissement permet à son amie de la prévenir, d'anticiper son malaise et de ne pas lui laisser croire qu'elle-même ne l'a pas ressenti, les personnes enquêtées pouvant être gênées d'exposer leurs proches (Sherman, 2017). Beaucoup d'enquêté·e·s, même parmi les plus coopératif·ve·s, notent l'exhaustivité de l'entretien à la fin de ce dernier. Nadine Trajin (née en 1960, retraitée ancienne professeure agrégée du secondaire mariée à un directeur de recherches dans l'industrie pharmaceutique, quatre enfants) se demande à quoi son témoignage va servir et me dit en soupirant : « Vous en savez des choses sur moi ! ». C'est également le cas de Valérie Devaux avec qui je me suis entretenue à son domicile pendant plus de deux heures, qui répond à ma question sur son lieu et son année de naissance en me disant : « Vous saurez tout hein ! Je vous donnerai pas mon poids ! ».

Les sujets les plus difficiles à aborder n'étaient pas toujours faciles à anticiper. De manière générale, les enquêtés n'ont pas eu de problème à parler de la recherche de leur résidence principale ainsi que des choix scolaires faits pour leurs enfants, et ont souvent détaillé avec précision ces décisions discutées en famille et qui leur tiennent à cœur. Il en va autrement pour les éléments plus factuels permettant de déterminer leur position sociale, ainsi que la pente de leur trajectoire. C'est le cas pendant les premières minutes de l'entretien avec Estelle Guérin (née en 1962, consultante à domicile, mariée à un directeur financier avec deux enfants) :

*Lorraine* – [on parle de son mari] Et il fait quoi ?

*Estelle Guérin* – Il est directeur financier. Ah c'est intrusif votre questionnaire ! Moi qui aime pas raconter ma vie (rires). Enfin j'aime pas la raconter... je la raconte facilement mais je fais pas le choix de le faire normalement (rires).

Dans ce cas, le rire – jaune – est utilisé afin de souligner l'intrusion, de montrer sa désapprobation sans pour autant mettre fin à l'interaction. Christian Lesage (né en 1944, retraité chef d'entreprise, veuf, deux enfants) aborde sans problème sa fonction de président du conseil syndical ou même son ancienne entreprise (« J'ai eu la chance d'avoir une vie professionnelle sensationnelle. [...] C'était toute une saga, et je vais pas commencer là-dedans parce que je vais en pleurer de bonheur ») mais est beaucoup plus rétif à parler de sa trajectoire biographique :

*Lorraine* – Vous venez d'une grande fratrie ?

*Christian Lesage* – Euh non on est deux. C'est amusant, vous rentrez dans le détail des gens que vous interrogez.

*Lorraine* – Comme ça je comprends mieux !

*Christian Lesage* – L'évolution des intérêts et des besoins... d'accord.

[...] *Lorraine* – Est-ce que ça vous va si on continue un petit peu sur votre... sur l'aspect plus en tant qu'habitant... [par rapport à sa fonction de président du conseil syndical]

*Christian Lesage* – Bon j'aime pas trop me livrer mais allons-y. S'il faut y passer par là.

[...] *Lorraine* – Ils sont nés en quelle année [ses enfants] ?

*Christian Lesage* – Euh pfff j'en ai un de 51 ans et l'autre il a 44. Celui de 44 a trois filles et celui de 51 a deux enfants, un garçon, une fille. Mais en quoi ça peut vous intéresser (agacé) ? Parce que ça fait partie de votre méthodologie ? De connaître les gens que vous avez interviewés ?

*Lorraine* – Oui.

*Christian Lesage* – D'accord.

[...] *Lorraine* – Et après ils ont fait ?

*Christian Lesage* – Oh ben vous en voulez des choses ! Y'en a un qui est à la direction financière d'une filiale de Vinci.

Cette volonté de se soustraire aux questions jugées trop personnelles montre l'importance des frontières qu'elles·ils érigent autour de leur vie privée.

Si certains sujets étaient acceptables pour la plupart des enquêté·e·s et en crisaient d'autres (comme la profession du conjoint), il en va différemment des questions relatives au patrimoine et à la richesse qui cristallisaient de manière unanime les tensions autour de la protection du monde privé. Colette Prévost (née en 1950, secrétaire à mi-temps dans l'entreprise de son mari constructeur, un enfant) qui refuse de me recommander à ses connaissances, explicite ce tabou lorsque je lui demande des contacts :

*Colette Prévost* – Je sais pas, je vais réfléchir, je vais voir, je vais voir. Parce que y'a des gens vous savez qui veulent pas trop parler d'eux.

*Lorraine* – Oui, bien sûr.

*Colette Prévost* – Parler de ...

*Lorraine* – Généralement ça se passe plutôt bien, les gens ...

*Colette Prévost* – Oui oui mais dans toutes vos questions y'en a certaines qui sont un peu... on va dire indiscretes si vous voulez. J'y ai répondu parce que je n'ai absolument rien à cacher mais y'a des gens, je sais pas si tout le monde le ferait. Vous comprenez ce que je veux dire?

*Lorraine* – Bien sûr, bien sûr.

*Colette Prévost* – Eh oui y'a des questions qui sont ... Et y'a des gens qui aiment pas trop parler non plus de leur patrimoine ! De leur patrimoine, ou de leurs manières de vivre, de leur... Plein de gens comme ça. Plein de gens.

L'argent et le patrimoine sont en effet très difficiles à aborder en entretien avec les classes supérieures (Herlin-Giret, 2018 ; Sherman, 2017). Léonie Oudot (née en 1966, mère au foyer mariée à un chef d'entreprise avec trois enfants) me dit ne pas savoir combien ses voisins payent de charges de copropriété pour leur lotissement privé car : « c'est un peu indiscret je trouve de poser la question ! ». Cette remarque intervient juste après que je lui ai posé la question à deux reprises sur le montant de ses propres cotisations, et peut être interprétée comme un rappel à l'ordre. Alors que la question de la recherche, de l'acquisition et de l'aménagement des résidences principales n'a jamais été un problème, il n'en n'a pas été de même pour les résidences secondaires ou les autres biens immobiliers. L'entretien avec Agnès et Luc Jacob (née en 1957, femme au foyer et né en 1956, expert-comptable, 4 enfants) montre leurs réticences à aborder ces sujets à la fin de l'entretien :



*Agnès Jacob* – En fait on a eu entre guillemets plusieurs projets immobiliers à mener de front ce qui va vous éclairer la raison pour laquelle on n'avancait pas très vite nos travaux ici parce que (elle regarde son mari) ... Voilà.

*Lorraine* – Vous économisiez pour... ?

*Agnès Jacob* – Entre autres. [...]

*Lorraine* – Donc vous avez un appartement à Saint-Maur et un à Paris ?

*Agnès Jacob* – (petit rire) Oui alors on en a plus que ça !

*Luc Jacob* – On en a plus que ça. Si vous voulez tout savoir.

*Agnès Jacob* – De toutes façons c'est confidentiel (elle montre l'enregistreur).

*Luc Jacob* – On a deux studios à Paris, et à Saint-Maur on a deux appartements.

Les styles de vie des classes supérieures du privé sont difficiles à pénétrer étant donné les frontières que ces derniers érigent autour de leur monde privé. L'étude de l'« envers » de l'entretien (Bastin, 2012), et notamment de sa négociation, permet de révéler ces barrières alors que la technique de la recommandation cherche à les amoindrir. On peut supposer que nombre d'enquêtes sociologiques sont perçues comme intrusives par les enquêté·e·s devenus sujets d'une analyse scientifique, et ce, quelle que soit leur position sur l'échelle sociale. Cependant, dans le cas des classes supérieures, les enquêté·e·s disposent de ressources particulières pour faire obstruction à l'enquête.

## **2. Rapports de pouvoir en situation d'entretien**

Les enquêté·e·s appartenant aux classes supérieures bénéficient souvent d'une grande maîtrise du discours oral et des interactions, et peuvent opposer à l'enquêtrice des actes de « résistances et de défiance » (Laurens, 2007), qui renseignent sur leur perception de leur sphère privée et sur leur volonté d'en protéger les frontières. De plus, ces personnes sont moins dépendantes d'un désir de reconnaissance qui peut venir contrebalancer le sentiment d'intrusion. Il s'agit de détailler ces rapports de pouvoir qui s'instaurent entre l'enquêtrice et ses enquêté·e·s, d'en comprendre les ressorts genrés et de voir les conséquences sur la pratique de la recherche.

### **2.1 Résister à la démarche d'enquête et protéger son monde privé**

On l'a vu, les questions les plus délicates sont celles ayant trait à la richesse et au patrimoine des enquêté·e·s. Trois stratégies, qui peuvent être combinées, sont mises en œuvre par les enquêté·e·s afin de ne pas avoir à se livrer : la concision, la montée en généralité et la moquerie.

La première stratégie consiste à adopter une position de réserve, en ne répondant pas vraiment aux questions, ou alors de manière évasive, ce qui a été particulièrement visible en ce qui concerne les attributs de la richesse. Les enquêtés répondent par l'affirmative ou la négative, sans développer plus avant, malgré les silences pesants que je laisse s'installer. Alors que Sandrine Vignolles (née en 1970, femme au foyer, mariée à un cadre supérieur, trois enfants) me parle longuement de ses enfants et de ses cambriolages, elle se montre très évasive au sujet de sa future résidence secondaire en cours d'acquisition :

*Lorraine* – Vous avez une maison secondaire ?

*Sandrine Vignolles* – Pas encore. C'est en cours.

*Lorraine* – C'est un projet ?

*Sandrine Vignolles* – Oui.

*Lorraine* – Vous aimeriez en avoir une ? C'est un projet ?

*Sandrine Vignolles* – Oui, imminent là.

*Lorraine* – Et ce sera où ?

*Sandrine Vignolles* – Ce sera à Saint-Malo.

*Lorraine* – Vous allez déjà à Saint-Malo en vacances et vous voudriez...

*Sandrine Vignolles* – Oui. (Silence)

*Lorraine* – Du coup avoir un point plus fixe pour vous retrouver ?

*Sandrine Vignolles* – Hmmm.

Les réponses monosyllabiques se transforment à la fin en un simple acquiescement. Cette stratégie de la concision était également très présente lors de l'entretien avec Gilles Marzin (né en 1950, architecte, marié à une radiologue, deux enfants), qui se montre évasif quand les questions ont trait à des attributs de sa richesse. Tout comme Sandrine Vignolles, il ne souhaite pas parler de sa ou ses résidence(s) secondaire(s) et me dit posséder un bateau sans me donner plus de détail. De plus, il omet de me dire qu'en plus du gardien de son lotissement privé, il emploie une gardienne pour sa propre résidence, et ce alors que l'entretien porte en grande partie sur l'aménagement de sa maison et sa perception de la sécurité. Il va finalement me le dire à la fin de l'entretien, après plusieurs relances de ma part :

*Lorraine* – Est-ce que vous percevez un risque de cambriolage ?

*Gilles Marzin* – Ben on a un système d'alarme qui est relié au Parc, au gardien du Parc, donc c'est simple, donc si y'a effraction on est soit prévenu directement par téléphone, parce que mon alarme m'appelle, ou appelle le gardien du Parc.

[Plus tard dans l'entretien] *Lorraine* – Est-ce que vous vous rendez des services entre voisins?

*Gilles Marzin* – C'est possible. Mais bon, c'est pas... C'est possible, il est possible que les gens se rendent service c'est sûr.

*Lorraine* – Mais est-ce que vous par exemple quelqu'un a votre clef ? Ou est-ce que vous avez la clef de quelqu'un ?

*Gilles Marzin* – Non. (Silence)

*Lorraine* – Et est-ce que des gens rentrent votre poubelle ou la sortent ?

*Gilles Marzin* – Non, (rires) non non. Nous avons quelqu'un qui... La femme qui travaille chez nous, habite dans la petite maison à l'entrée. Donc c'est elle qui gère ça.

*Lorraine* – La maison à droite ?

*Gilles Marzin* – A droite. Donc c'est aussi une raison je pense pour laquelle on est plus en sécurité. Donc j'ai quelqu'un qui est sur place. Qui vit sur place. Qui s'occupe de la maison et qui vit sur place.

En effet, avoir du personnel à domicile est de plus en plus rare chez les classes supérieures françaises vivant en France, et c'est un attribut symboliquement fort de richesse. Cette volonté de ne pas répondre aux questions, et cette capacité à ne pas développer quand les silences s'installent obligent l'enquêteur à de multiples relances, et favorisent l'autocensure de ce dernier, comme nous le verrons plus loin.

Quand Gilles Marzin estime qu'« il est possible que les gens se rendent service », il illustre parfaitement la deuxième stratégie qui consiste à « monter en généralité » (Laurens, 2007) en laissant le voile sur ses propres pratiques. L'entretien sociologique est une interaction hors norme, notamment pour les hommes occupant des positions professionnelles à responsabilités qui ne sont pas habitués à être dans une position de sujet qui répond à des questions. Christian Lesage (né en 1944, retraité chef d'entreprise, niveau Bac, veuf avec deux enfants) se montre dubitatif au début de notre rendez-vous : « Ben j'espère que je serai une pierre à votre édifice, bien que je ne vois pas bien en quoi ça va l'être mais écoutez, si vous le jugez bon, c'est pas un hasard que vous soyez là. » Pour atténuer cette position d'enquêté, ils vont essayer de renverser la situation d'enquête afin de devenir des « interlocuteurs » (Le Wita, 1988). Pour ce faire, ils me posent des questions sur mon avis à propos de mes objets de recherche ou ils répondent à mes questions de manière générale comme Gilles Marzin à propos de ses relations de voisinage. Christian Lesage me parle par exemple des possibilités qu'offre sa commune sans entrer dans le détail de ses propres pratiques :

*Lorraine* – Est-ce que vous avez des loisirs ?

*Christian Lesage* – Ah oui oui, tennis, cheval, équitation, tout ça. On a tout !

Il est difficile d'obtenir un récit sur les pratiques des personnes enquêtées, qui sont plus prompts à monter en généralité ou à exprimer des opinions. Les hommes interrogés ont préféré parler de

leur responsabilité locale, quand ils en avaient une, signe aussi de leur moindre investissement dans la gestion de l'économie domestique.

Enfin, le troisième ressort des enquêté·e·s pour déstabiliser la relation d'enquête est de moquer l'intellectualisme de l'enquêtrice. La plupart des enquêté·e·s ne me posent pas de questions sur mon parcours scolaire et ceux qui sont les moins dotés en capital scolaire peuvent parfois montrer des signes d'hostilité à l'encontre de l'institution scolaire que je représente, sous forme de petites piques, comme le fait Colette Prévost (née en 1950, secrétaire à mi-temps dans l'entreprise de son mari constructeur, un enfant) :

*Colette Prévost* – Vous connaissez actuellement la rumeur qui circule en plagiant la phrase de Victor Hugo dans les Misérables, le petit qui est tué sur les barricades "Je suis tombé dans le ruisseau c'est la faute à Rousseau, je suis tombé par terre c'est la faute à Voltaire". Ben au jour d'aujourd'hui on dit « si la France est tombée dans le ruisseau c'est la faute à Sciences Po ! » (rires) [...] C'est ce qui se dit actuellement !

Le deuxième entretien que j'ai réalisé pour ma thèse était assez symptomatique de cette hostilité, synonyme d'une certaine dévalorisation de l'activité intellectuelle, courante chez les patrons (Chamboredon et al., 1994), et que Michèle Lamont nomme le « mépris des hommes d'affaires vis-à-vis de l'intellectualisme » (1995). Tout au long de l'entretien Bernard Mangin (né en 1942, chef d'entreprise, marié avec une femme au foyer, trois enfants) utilise beaucoup d'expressions comme « tout bêtement », « simplement », « de manière évidente », à la fois pour clore le débat mais peut-être aussi pour rappeler l'évidence du bon sens face à l'univers intellectuel et académique.

*Lorraine* – Comment ça s'est passé quand vous avez cherché des maisons?

*Bernard Mangin* – Tout bêtement le journal. [plus loin, on parle des prix du foncier dans le quartier et je lui demande si on a des regrets lorsqu'on vend un bien immobilier très vite] Ça dépend, vous savez la valeur des choses c'est la valeur de réutilisation, si ce que vous avez vendu vous suffit pour financer le bien suivant, ben vous avez pas de regrets, simplement vous vous dites c'est bête j'aurai pu vendre plus cher, c'est tout. Ça va pas plus loin.

[...] *Lorraine* – C'est quoi les principales difficultés quand on gère un domaine en tant que président du conseil syndical?

*Bernard Mangin* – C'est une question bateau à laquelle je sais pas répondre.

[...] [il m'explique qu'il n'a pas les plans des réseaux de son lotissement – ce qui pose de gros problèmes de maintenance – car le constructeur a fait faillite. Je m'en étonne]

*Bernard Mangin* – Non mais attendez, vous avez jamais vu comment c'est une boîte qui

fait faillite ? Une boîte qui fait faillite, c'est simple, les gens qui étaient dans la boîte, ce qui compte pour eux c'est de trouver du boulot, donc les archives ils en ont rien à foutre.

Gilles Marzin a également un petit rire tout au long de l'entretien qui peut être interprété, sinon comme sarcastique, du moins comme une manière de montrer la trivialité de mes questions (comme au sujet des poubelles dans l'extrait cité plus haut). Ces moqueries sont une manière explicite de résister à l'enquête et complètent la panoplie des ressources langagières mises en œuvre par les personnes enquêtées. Contrairement aux autres stratégies – éluder les questions ou monter en généralité – ce sont davantage les hommes enquêtés qui ont moqué l'enquêtrice ou ses questions, témoignant ainsi de la prégnance des rapports de genre au sein de l'enquête.

## **2.2 L'aspect genré des réactions à l'enquête**

Ces éléments de résistance sont le signe d'une relation d'enquête dégradée, qui peut tout de même être efficace pour le chercheur ou la chercheuse. Cette coopération difficile s'explique également par le moindre « désir de reconnaissance » (Schwartz, 2012) ressenti par les enquêté·e·s de classes supérieures, pour qui le chercheur est moins utile en tant qu' « instance de légitimation ». En effet, le positionnement social de ces fractions aisées est plus légitime, et les enquêté·e·s recherchent alors moins l'approbation de l'enquêtrice, qui même dotée d'un important capital scolaire<sup>21</sup>, reste une jeune étudiante.

Néanmoins, cette remarque ne s'applique pas uniformément au sein de mon groupe d'enquêté·e·s et des fractures genrées s'observent dans les réactions à l'enquête, le genre masculin étant une ressource pour résister à l'enquête. D'une manière générale, les hommes ont été beaucoup plus nombreux à ne pas se prêter à l'exercice de l'entretien et à ne pas se montrer désireux d'une quelconque reconnaissance, acceptant davantage l'interaction par obligation sociale ou par intérêt pour leurs fonctions occupées à l'échelle locale. Les entretiens avec eux étaient en moyenne plus courts, et ces enquêtés ont opposé davantage de résistances, et ce de manière plus efficace, contrairement à des femmes ayant montré des réticences – comme Colette Prévost ou Estelle Guérin précédemment citées – qui acceptent par la suite de se livrer. De plus, les enquêtés hommes ont généralement accentué la relation de domination à l'œuvre durant l'interaction et ont appuyé leur posture de supériorité, en jugeant davantage mon objet

---

<sup>21</sup> Plus que le doctorat qui n'était pas souvent assimilé à une poursuite d'études au-delà du master, c'est l'étiquette « Sciences Po », où j'ai réalisé mon master et ma thèse, qui a marqué mes enquêtés.

d'étude (Darmon, 2005) ou en citant de multiples noms pour entériner l'étendue de leur capital social. Enfin, le « script sexuel caché » de la relation d'enquête (Clair, 2016) a également rendu plus difficile la conduite des entretiens avec les hommes, pouvant aller jusqu'à une sexualisation manifeste de l'enquêtrice comme c'est le cas avec Richard Honoré (né en 1938, retraité opticien, marié à une femme au foyer, trois enfants). Il appuie l'ambiguïté de notre interaction en choisissant de faire l'entretien dans un café pour ne pas être dérangé par « Madame », puis de s'installer à une table à l'écart « en amoureux », avant de me confier au moment de s'asseoir qu'il est « un peu déçu » que je ne porte pas de « talons hauts » ni de « bas résille ».

Au contraire, les femmes, et plus spécifiquement les femmes au foyer, ont semblé plus intéressées – au double sens du terme – par la proposition d'entretien. Elles ont été nombreuses à avoir mis en scène l'entretien auprès de leurs enfants et de leurs proches qui les appelaient ou qui arrivaient au domicile, en mettant en avant mon appartenance à Sciences Po. La fille de Marie Valois (née en 1968, femme au foyer, mariée à un ingénieur commercial, trois enfants) l'appelle à midi pour lui dire qu'elle arrive pour déjeuner avec des amis à elle et lui dit : « Je pensais que tu dormais... ». Sa mère lui répond : « Non mais tu plaisantes ou quoi ? Non mais t'es quand même gonflée, je suis en rendez-vous, en rendez-vous à la maison. » Au vu du doute qui plane socialement et au sein de la famille sur les activités des femmes au foyer (Sherman, 2017), ces enquêtées ont eu davantage tendance à rendre plus solennel l'entretien, qui devenait une obligation se rapprochant de contraintes professionnelles. Les femmes enquêtées ont été également plus intéressées par mon travail, m'ont posé davantage de questions et m'ont plus souvent remercié à la fin de l'entretien que leurs homologues masculins. On peut faire l'hypothèse que les enquêtées femmes au foyer, même des classes supérieures, ont un besoin de reconnaissance plus important que celles et ceux ayant une activité professionnelle, et ont donc une plus forte propension à se livrer à l'enquêtrice.

## **2.3 Contrer l'autocensure**

Ces difficultés d'accès à ce que les enquêté-e-s considèrent comme trop personnel ou trop intime ont un effet sur le travail de recherche. Ces entraves rendent parfois la situation d'entretien tendue et difficile à gérer, et cette tension combinée aux relations de pouvoirs pouvant s'exercer conduit à des pratiques d'autocensure, courantes dans les enquêtes sur les classes supérieures (Pinçon et Pinçon-Charlot, 2005 ; Laurens, 2007 ; Sherman, 2017). Pour ma

part, c'est en retranscrivant mes premiers entretiens que je me suis rendu compte que je n'osais pas aborder des sujets liés au patrimoine par peur de la réaction des enquêté·e·s. La retranscription permet d'objectiver les relations d'enquête, parfois de matérialiser et de figer les rapports de domination, notamment dans la maîtrise du discours oral. Mais il ne suffit pas de se rendre compte que l'on s'autocensure pour régler le problème, étant donné la prégnance de cet autocontrôle et de l'anticipation des interactions difficiles.

Des stratégies peuvent alors être mises en place pour contourner à la fois les barrières érigées par les enquêté·e·s et les effets de l'autocensure. Une pratique méthodologique courante est notamment de commencer l'entretien par les questions les moins conflictuelles, en l'occurrence la recherche de la maison, les relations de voisinage et les déterminants des choix scolaires. De plus, je gardais pour la fin de l'entretien un « questionnaire » qui me permettait d'avoir des informations factuelles que les enquêté·e·s ne me donnaient généralement pas pendant l'entretien, comme la profession des parents. J'ai enfin appris à « revenir à la charge » (Laurens, 2007), poser plusieurs fois les mêmes questions de manière un peu différente, avec le risque de se confronter à des remarques désagréables, comme exposé plus haut.

Cette stratégie est parfois payante puisque certain·e·s enquêté·e·s lâchent progressivement prise. La confiance qui s'instaure entre enquêteur·trice et enquêté·e·s est un résultat courant des enquêtes ethnographiques qui se déroulent sur le temps long. Dans le cadre de mon enquête, cela a parfois été visible – dans une moindre mesure – à l'échelle d'un entretien. Christian Lesage qui était sceptique au départ (voir plus haut) finit l'entretien en me disant :

*Christian Lesage* – Mais vous êtes très agréable en contact, c'est vrai, vous savez poser vos questions ouvertes, non c'est très bien, vous menez bien votre truc. Vous maîtrisez bien votre interview. [...] On voit que vous êtes assez à l'écoute et que ça rentre bien. [...] Ce que je pensais être un *pensum* s'est révélé très agréable.

Signe d'une atmosphère qui se détend au cours de l'entretien, certaines personnes enquêtées m'ont proposé quelque chose à boire à la fin de l'entretien. C'est le cas de Christiane Joubert (née en 1961, salariée dans l'industrie hospitalière, Bac+4 en Droit, mariée à un médecin, trois enfants) qui témoigne de sa méfiance et de son manque d'intérêt au moment de négocier l'entretien. En effet, elle insiste pour le faire par téléphone, souligne ses contraintes de temps et me redemande à plusieurs reprises comment j'ai eu ses coordonnées. Le jour de l'entretien, à son domicile, elle envoie dès le début des signes d'agacement, mais finalement me propose à

la fin de l'entretien de boire un café, de me faire visiter l'intégralité de sa maison et de me raccompagner au RER, propositions assez rares sur mon terrain pour être notées.

## **Conclusion**

L'enquête sociologique est perçue comme intrusive par les membres du pôle privé des classes supérieures, et ce d'autant plus qu'elle s'intéresse en partie aux attributs de la richesse et au patrimoine. Les personnes enquêtées s'appuient sur des ressources langagières propres aux classes supérieures afin de mieux maîtriser la situation d'entretien. Les hommes enquêtés bénéficient de surcroît de leur appartenance de genre, de la socialisation qu'elle implique et des positions de pouvoir qui y sont généralement associées. Ces ressources compliquent le travail d'enquête et peuvent provoquer l'autocensure de l'enquêtrice. Les résistances opposées à l'enquête renseignent sur l'importance de la sphère privée pour ces fractions de classes dotées en capital économique, qui en protègent attentivement les frontières. Cet attachement à ce qu'elles·ils considèrent comme leur intimité et à la privatisation de leur sphère familiale renforce la pertinence du concept de classes supérieures du privé.

L'enquêteur devenu stratège, organise le « vol » des enquêté·e·s (Schwartz, 2012, p. 51) et pose la question éthique de savoir où le sociologue place les frontières du privé qu'il ne franchira pas. La propriété privée est un sujet sensible, comme en témoignent les travaux portant sur l'argent, mais également les tensions qui existent autour des données fiscales et plus récemment au sujet de la publicisation des déclarations de patrimoine. Les membres des classes supérieures attendent que l'on respecte cette pudeur, cette convention sociale. Or, mettre à plat la domination implique de passer outre ces barrières et donc de s'exposer à des réactions hostiles de la part des enquêté·e·s.



## **Partie 2**

### **La construction du privilège local à l'échelle du quartier**



Le quartier est un élément central des choix résidentiels (Authier, Bacqué et Guérin-Pace, 2007b). Les quartiers étudiés à Rueil-Malmaison et Saint-Maur-des-Fossés se caractérisent par leur forte sélectivité sociale, poussée par les prix de l'immobilier, mais également par la nature de l'offre immobilière qui comprend de nombreux logements spacieux adaptés aux familles nombreuses, particulièrement présentes dans la fraction de classe étudiée. Cette non-mixité combinée à la localisation en banlieue et à la spécialisation des espaces conduisent à la production de l'entre-soi à l'échelle locale. Cependant l'entre-soi n'est pas un état mécaniquement produit, il se travaille et influence à son tour les styles de vie des habitant·e·s, comme nous allons le voir dans cette partie.

Un débat récurrent au sujet des habitants des quartiers marqués par leur entre-soi est de savoir si leurs membres sont poussés ou non par une volonté de sécession. Un collectif de chercheuses travaillant sur des espaces non-mixtes à Los Angeles montre, en comparant différentes configurations, que l'homogénéisation ne va pas forcément de pair avec une volonté de sécession, entendue ici au sens strict de volonté d'indépendance politique, possible aux États-Unis pour certaines communautés fermées (Boudreau, Didier et Hancock, 2004). En France, l'état des politiques nationales et locales rend peu probable l'autonomisation de telles communautés mais il est possible d'établir si le déplacement dans des espaces homogènes s'accompagne ou non du rejet des politiques publiques et de la participation à leur financement. Un ouvrage collectif récent, *Un monde à la carte*, conclue à l'absence d'une « véritable volonté de sécession » des ménages de cadres étudiés (Andreotti, Le Galès et Fuentes, 2013, p. 188). Les auteur·trice·s avancent trois raisons : d'une part, les ménages enquêtés par ce collectif prennent en compte la localisation des membres de leur famille pour choisir leur quartier et d'autre part ils s'investissent à l'échelle locale. De plus, les auteur·trice·s mettent en avant la partialité de l'« *exit* » de ces cadres qui développent des stratégies d'utilisation intensive de certains services publics à l'échelle locale et de privatisation d'autres services – comme l'école. Parce qu'il est « partiel », cet *exit* nuance la volonté de sécession, qui dans sa définition stricte ne souffrirait pas de tels compromis.

Plusieurs éléments invitent pourtant à questionner davantage les effets ségrégatifs de la prise en compte de la famille dans les choix résidentiels et de l'investissement à l'échelle locale. En effet, faire sécession peut aller de pair avec le fait de s'investir localement pour maintenir les

intérêts du groupe et se rapprocher de membres du groupe familial peut être synonyme d'entre-soi dans les cas de reproduction entre les générations, majoritaires au sein du groupe d'enquêté·e·s. Il faut également tenir compte des discours des habitant·e·s de ces quartiers marqués par l'entre-soi : on verra que certain·e·s enquêté·e·s ont recours à des métaphores guerrières et à un vocabulaire de l'enclavement pour décrire leur situation résidentielle, qui les rapprochent de la sécession, et ce d'autant plus lorsqu'elles·ils vivent dans des espaces fermés. Cependant, l'analyse des choix résidentiels et des entreprises de patrimonialisation à l'échelle du quartier qui seront développés dans cette partie ne constituent qu'une partie du cadre analytique nécessaire à l'étude de ce désir ou non de faire sécession. Le caractère politique d'une telle volonté implique en effet de s'intéresser aux rapports de ces ménages aux politiques publiques qui seront étudiés dans la quatrième et dernière partie de cette thèse, au travers de deux exemples structurants à l'échelle locale que sont la sécurité et l'école ainsi que leur éventuelle privatisation.

Plutôt que celui de sécession, c'est donc le terme de privilège qui sera au cœur de cette partie. Les enquêté·e·s déclarent souvent en entretien vivre dans un quartier « privilégié » ou se sentir « privilégiés » d'y vivre. Le terme de privilège, tout comme celui d'élite, les place dans un régime d'exception, en dehors du droit commun. C'est également une expression médiatique, moins connotée que celle de « riche » ou d'« entre-soi ». Qu'est-ce qui fonde le privilège à l'échelle locale ? Les personnes enquêtées travaillent-elles à son maintien ? Comment en tirent-elles des ressources ? Pour répondre à ces questions il est nécessaire d'analyser le récit qu'elles·ils font du choix de leur quartier, les discours qu'elles·ils portent sur ses frontières symboliques et matérielles ainsi que leur investissement à l'échelle locale. C'est à travers l'analyse de ces discours et de ces pratiques qu'il est possible de mettre en lumière le travail de construction du privilège à l'échelle locale qui repose principalement sur l'entre-soi.

Il s'agira ainsi d'analyser comment les ménages vivent « entre soi et les autres » (Tissot, 2014) et quelles frontières délimitent leur communauté. Ces frontières font l'objet d'un travail de marquage, qui consiste non pas seulement à définir qui appartient au groupe, mais également qui en est exclu. L'entre-soi résulte en effet d'un double mouvement de rejet et d'agrégation affinitaire dont il faut préciser les mécanismes. L'analyse de telles frontières donnera à voir l'articulation des rapports sociaux de classe, de genre et de race dans une perspective intersectionnelle. Cette partie s'intéresse en outre aux relations qu'entretiennent entre eux les

membres du groupe : il s'agira donc à la fois de montrer comment les sociabilités à l'échelle locale sont productrices de capital social mais également comment les conflits autour de la mise en place de dispositifs de fermeture résidentielle marquent à leur tour des frontières au sein du groupe de voisin·e·s selon des logiques générationnelles, mais aussi de classe.

Cette partie étudie le pouvoir que les habitants ont sur le quartier : celui de choisir de s'y installer, de définir qui en est exclu et de matérialiser son enclavement par des barrières physiques (chapitre 3). Elle s'intéresse ensuite au pouvoir de l'espace, véritable pourvoyeur de capital social et de prestige symbolique grâce aux entreprises de patrimonialisation et aux logiques d'ancrage (chapitre 4). Nous analyserons ainsi les investissements à l'échelle locale qui sont réalisés et les ressources qui peuvent en être tirées. La prise en compte de la famille dans les choix résidentiels ou l'engagement au sein des écoles, des paroisses et des conseils syndicaux montrent en effet que les ménages étudiés ne sont pas dans une bulle hermétique à l'échelle de leur famille mononucéaire mais au contraire que leurs pratiques sont modelées par leur lieu de résidence et leur appartenance de classe.

## **Chapitre 3**

### **Les frontières de l'entre-soi : délimiter symboliquement et matériellement le groupe d'appartenance**

Lorsque nous décidons de l'entretien par téléphone, et contrairement à la plupart des personnes enquêtées, Valérie Devaux est enthousiaste et bienveillante : elle me remercie de me déplacer à son domicile, me propose de venir me chercher au RER et me demande si elle doit préparer quelque chose. En arrivant chez elle dans le Domaine de la Vervolière à Rueil-Malmaison, je constate que sa maison est davantage rénovée que les cinq autres du même lotissement que j'ai vues jusque-là. Le style vestimentaire de Valérie Devaux contraste également avec celui des autres enquêtées : elle a les cheveux courts décolorés blonds et porte un pantalon noir ajusté ainsi qu'une veste en cuir noir. Elle me dit m'avoir attendue pour boire le café et nous sert des biscuits. Elle a 46 ans, a grandi en appartement à Bordeaux, sa mère étant femme au foyer et son père ingénieur. Elle a habité dans une résidence étudiante à Rennes pendant ses études en IUT puis en école d'ingénieur publique post-bac. Elle déménage ensuite à Paris, pour rejoindre son mari qui a fait une classe préparatoire ainsi qu'une grande école d'ingénieur – il est cadre dirigeant au moment de l'entretien –, devient ingénieure et loue avec lui un studio pendant deux ans. À 25 ans, les époux achètent leur premier appartement à Issy-les-Moulineaux. Leurs deux premiers enfants y naissent, puis cinq ans plus tard, en 1999, ils achètent la maison dans laquelle je la rencontre, où naît leur troisième enfant. Entre l'achat de la maison et notre entretien, la famille déménage aux États-Unis pour les besoins professionnels du mari. À la suite de ce déménagement, Valérie Devaux, qui a enchaîné les congés parentaux depuis son deuxième enfant, démissionne et devient femme au foyer (cf. chapitre 6 sur le rôle de l'expatriation dans les carrières des femmes au foyer).

Valérie Devaux souligne l'importance du rôle des endroits où l'on grandit, véritables instances de socialisation résidentielle (Authier, 2012), lorsqu'elle me confie : « Pfff il a fallu que je traîne mon mari en banlieue parce que c'est un parisien depuis quatre générations. Donc ça a été dur. » C'est un « coup de cœur sur une résidence » qui la rapproche de son travail qui le convainc de

passer le périphérique pour leur premier achat à Issy-les-Moulineaux. Elle mentionne également cette socialisation résidentielle, non plus au sujet de la localisation, mais des formes d'habitat dans lesquelles elle et son mari ont grandi. En effet, elle souligne que la maison est pour le couple un « cap » étant donné qu'elle·il ont toujours vécu en appartement. Le couple décide de déménager à Rueil-Malmaison à la suite des recommandations de la belle-sœur de Valérie Devaux, qui vante le calme de la commune et surtout la qualité des écoles, élément déterminant pour les époux Devaux malgré le jeune âge des enfants. Le couple achète donc une maison dans le Domaine de la Vervolière, ayant à nouveau un « coup de cœur par rapport au quartier ». Elle apprécie toutefois le fait de former une « communauté » à l'échelle de son lotissement partiellement fermé au moment de l'enquête, qu'elle compare à un « petit village ». Elle est attachée au calme de son quartier et elle est consciente que l'« attrait certain » qu'il représente tient au niveau de vie de ses habitant·e·s. Elle déplore ainsi les sollicitations de « faux éboueurs », de divers vendeurs, et met en cause le système des encombrants qui « draine une population un peu différente de ce qu'on a l'habitude de voir ». Pour préserver le calme du quartier et protéger ses biens, Valérie Devaux est investie dans le projet d'ajout d'une quatrième barrière et de fermeture complète de la résidence, qui crée selon elle un « conflit » entre les « anciens », hostiles au changement et les « jeunes », qui souhaitent renforcer la sécurité de la résidence. Elle soutient son mari, membre de la commission « sécurité » du conseil syndical, et développe en entretien les avantages qu'aurait cette prise en charge collective de la sécurité et le peu de contraintes qu'elle générerait, grâce à l'utilisation des nouvelles technologies pour gérer à distance l'ouverture et la fermeture du lotissement.

Ainsi que ce chapitre le détaillera, la notion d'entre-soi est déterminante pour comprendre les trajectoires des époux Devaux et plus largement des ménages enquêtés. Comme plusieurs travaux l'ont montré, elle renvoie à la fois à des espaces privilégiés comme « instruments à la domination », mais également à des « foyers de résistance » pour des groupes opprimés qui bénéficient de la non-mixité (Tissot, 2014). Dans le cas des quartiers de banlieues résidentielles étudiés, l'homogénéité socio-économique et raciale observée à l'échelle locale indique que l'on a affaire à un entre-soi de classes supérieures blanches. Mais l'entre-soi n'est pas un état de fait. D'une part, cet entre-soi n'est pas définitif, il est mouvant et peut être menacé, et il faut donc travailler, voire parfois se mobiliser, pour sa perpétuation (Tissot, 2014). D'autre part, cet entre-

soi est poreux puisque des employé·e·s subalternes y pénètrent quotidiennement pour accomplir le travail d'entretien et de surveillance nécessaire à son maintien (Elguezabal, 2015).

Ces travaux invitent à analyser le rôle des frontières qui entourent l'entre-soi à l'échelle locale et qui façonnent le double processus d'auto-agrégation et de rejet de l'altérité. Le chapitre étudie ainsi les frontières sociales de l'entre-soi qui distinguent les personnes appartenant à la « communauté » (Valérie Devaux) des personnes extérieures à cette dernière, qui incarnent l'altérité contre laquelle l'entre-soi est construit, à l'instar de la « population un peu différente » « drain[ée] » par les encombrants. Ces frontières peuvent être symboliques mais aussi matérielles : elles se dessinent dans les discours des enquêté·e·s, se matérialisent dans les prix et s'érigent parfois physiquement autour de certains lotissements. En France, des travaux soulignent la progression de la fermeture résidentielle à l'œuvre dans certaines banlieues (Billard et Madoré, 2010 ; Loudier-Malgouyres, 2013). Dans ces travaux, ce sont davantage les effets sur les configurations locales qui sont étudiés que les processus de fermeture. Pourtant, l'analyse de ces derniers montre que la fermeture n'a pas le même sens ni la même importance pour tou·te·s les enquêté·e·s et qu'elle entraîne des conflits entre les habitant·e·s, comme c'est le cas au Domaine de la Vervolière où habite Valérie Devaux.

Cette étude des frontières nous permettra de contribuer à la littérature sur les trajectoires résidentielles (Authier et al., 2012) et sur les espaces périphériques supérieurs. Contrairement aux quartiers centraux de classes supérieures et aux quartiers gentrifiés, on connaît peu les ressorts de la localisation en banlieue résidentielle des classes supérieures. À la différence des groupes sociaux moins dotés, cette localisation ne s'explique pas par un éloignement du centre motivé par des contraintes économiques. En effet, la plupart des ménages enquêtés pourrait acquérir un appartement de haut standing dans un arrondissement central parisien étant donné leur patrimoine immobilier (cf. chapitre 1 et 5<sup>22</sup>). Le récit des « choix » résidentiels faits par les enquêté·e·s, et notamment la justification du choix du quartier, permet d'appréhender les logiques de regroupement ou d'« agrégation affinitaire » (Cousin, 2014) et de valorisation de

---

<sup>22</sup> J'estime le patrimoine immobilier moyen des ménages enquêtés à environ un million d'euros. Au moment de l'enquête, cette somme permettait par exemple d'acquérir un appartement d'une centaine de mètres carrés dans les XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> arrondissements de Paris.



l'entre-soi. Derrière l'idée de « choix » résidentiels se mêlent en réalité des préférences (pouvant être à l'origine de stratégies), des dispositions incorporées et un état de l'offre immobilière à l'échelle francilienne. Ces aspirations résidentielles sont vécues comme individuelles, isolées ou fortuites par les ménages enquêtés, mais elles renforcent et accélèrent la dynamique de ségrégation à l'échelle francilienne (Préteceille, 2006). Elles sont également confortées par des politiques municipales de laissez-faire ou même favorables à l'entre-soi.

Les aspirations résidentielles des ménages enquêtés sont ainsi révélatrices de leur appartenance de classe et de la volonté d'être proche de ménages qui leur ressemblent, sans pour autant s'accompagner d'une revendication de repli communautaire. Au contraire, l'homogénéité à l'échelle locale est parfois euphémisée dans les discours recueillis, en parallèle d'autres discours qui vantent les mérites de la mixité sociale. Dans cette perspective, travailler sur les discours et les pratiques de fermeture permet de saisir les représentations sociales qui guident les choix résidentiels. Les frontières qui se dessinent dans les discours sont principalement des frontières de classe mais les personnes enquêtées opèrent parfois des glissements dont l'analyse permet de mettre au jour l'articulation des frontières de classe et de race, qui s'imbriquent et se renforcent.

Dans une première partie nous détaillerons donc les trajectoires résidentielles des enquêté·e·s, marquées par leur socialisation résidentielle, de genre et de classe, qui les conduisent à se rapprocher de ménages socialement proches – et notamment de leur famille comme Valérie Devaux – et à mettre à distance d'autres « populations » trop éloignées (1). Nous analyserons ensuite le rôle des politiques municipales dans le marquage des frontières de l'entre-soi par les enquêté·e·s (2). Il s'agira enfin de voir comment l'entre-soi est renforcé et réifié dans certains cas par des dispositifs de fermeture résidentielle, dont il est important de ne pas présumer qu'ils font l'objet d'un consensus à l'échelle locale (3). En effet, si les habitant·e·s de ces quartiers se démarquent par leur relative homogénéité sociale, les débats sur la fermeture dessinent des clivages qui divisent le groupe à l'échelle locale, sur des critères générationnels mais également de classe.

## **1. Choisir un quartier marqué par l'entre-soi**

L'ensemble des personnes interrogées à Rueil-Malmaison et à Saint-Maur-des-Fossés disent vivre en première couronne de la banlieue parisienne afin de profiter de grands espaces dans un cadre agréable et vert. Au-delà des goûts exprimés, il s'agira dans cette première partie de comprendre les différents types de trajectoires résidentielles qui conduisent à ces quartiers homogènes. Nous montrerons que l'entre-soi à l'échelle locale découle d'une double volonté de la part des ménages enquêtés : d'une part, se rapprocher de personnes qui leur ressemblent et évoluer dans un cadre rassurant et propice aux stratégies de reproduction, et, d'autre part, mettre à distance les classes populaires en stigmatisant leurs intrusions dans l'espace du quartier.

### **1.1 Des trajectoires résidentielles conduisant aux banlieues**

Quels sont les facteurs qui poussent les ménages enquêtés à vivre en banlieue ? Dans leurs discours, ce choix est souvent résumé par la volonté d'avoir de l'espace. Nous montrerons dans cette section cette position résidentielle excentrée s'explique en partie par leur socialisation résidentielle qui se fait au sein du groupe familial et qui comporte une dimension genrée. On questionnera également les configurations familiales particulières auxquelles cette recherche d'espace correspond ainsi que l'attrait du modèle de la maison individuelle (Cartier et al., 2008). Plus généralement, il s'agira d'interroger les critères structurels, dont le rôle a été souligné par les travaux de démographie et de sociologie urbaine et des choix familiaux, qui jouent sur les trajectoires résidentielles, en sus de la forte dotation en capital économique des ménages enquêtés. Les « choix » résidentiels des classes supérieures du privé sont ainsi contraints à plus d'un titre et l'enquête met en lumière trois ensembles de facteurs. Les choix dépendent des endroits où ont grandi les individus, mais également leur conjoint, lorsqu'ils sont en couple – comme c'est le cas de la quasi intégralité des enquêtés·e·s. La localisation d'autres membres du groupe familial élargi joue également un rôle dans la structuration des trajectoires résidentielles. Enfin, le poids de ces expériences résidentielles passées et des localisations familiales n'est pas le même pour les deux membres du couple, les rapports sociaux de genre pesant sur la forme prise par les trajectoires résidentielles.

### *Diversité des trajectoires résidentielles*

Si la majorité des ménages enquêtés n'ont pas fait le choix de la banlieue par défaut et ont eu « envie de quitter Paris » (Ricardo Santos) ou de ne pas s'y établir (comme Brigitte Coste qui « n'a même pas pensé à aller à Paris »), la localisation des ménages dans les quartiers étudiés résulte de trajectoires résidentielles diverses. Il est possible d'identifier trois types de trajectoires pour les ménages enquêtés, en fonction des endroits où les personnes ont grandi et ont habité successivement. Le premier type de trajectoire résidentielle est celui des personnes « ancrées », qui ont grandi à Rueil-Malmaison ou à Saint-Maur-des-Fossés et pour qui la proximité résidentielle avec d'autres membres de leur famille est souvent déterminante. Ce type de trajectoire est minoritaire : quatre enquêté·e·s sont né·e·s à Saint-Maur-des-Fossés, et une enquêtée est née à Rueil-Malmaison – dans la maison où elle vit toujours – ainsi que trois dans des communes limitrophes de la banlieue ouest parisienne. Ces personnes connaissent bien l'espace local, notamment l'offre résidentielle, scolaire et commerciale. Par ailleurs, l'ancrage de ces individus est souvent facilité par le prêt ou la location préférentielle d'un logement en début de trajectoire résidentielle par un membre de la famille multi-proprétaire (cf. chapitre 5). Cet ancrage renforce le sentiment d'appartenance locale et de légitimité à vivre dans cet espace (cf. chapitre 4 pour les entreprises de patrimonialisation) comme l'exprime Marie-Laure Guillet (née en 1955, présidente d'une association, célibataire), dont la famille vit à Saint-Maur-des-Fossés depuis trois générations – elle-même y ayant toujours vécu – lorsque qu'elle me dit en riant : « ça doit faire 200 ou 300 ans que je suis là ! ».

Le deuxième type de trajectoire - un peu moins d'un quart des enquêté·e·s - est celui des « Parisien·ne·s », soit des personnes qui ont grandi à Paris. Elles·ils ont généralement plus de mal à quitter Paris que les personnes venant de banlieue ou de province et ayant habité Paris pendant leurs études ou au début de la vie active, à l'instar du mari de Valérie Devaux, dont on a tracé le portrait dans l'introduction. Pour ces personnes, c'est le fait d'avoir plusieurs enfants et donc davantage besoin d'espace, ou la volonté de leur conjoint, qui les pousse à déménager en banlieue et à acquérir une maison (Bonvalet, 2005 ; Brun et Fagnani, 1991).

Enfin, le dernier type de trajectoire, largement majoritaire au sein des ménages enquêtés, est celui des personnes franciliennes ou ayant grandi en province. Dans ce cas de figure, les

personnes interrogées n'ont pas quitté Paris avec regret lorsqu'elles y ont habité à un moment de leur trajectoire. Elles disent être attachées à l'espace et à un cadre verdoyant – même pour les personnes ayant grandi en ville. Plus de la moitié des enquêté·e·s rencontré·e·s a ainsi grandi en province. Elles·ils sont venu·e·s en Île-de-France pour faire leurs études<sup>23</sup>, pour leur premier emploi ou encore pour se rapprocher de leur conjoint, ce qui confirme le rôle central de l'offre éducative supérieure et du marché du travail de la métropole parisienne dans l'explication des mobilités. Ces personnes mettent souvent en avant leur socialisation résidentielle passée et identifient les endroits où elles ont grandi comme des « espaces de référence » ou des « espaces fondateurs » (Gotman, 1999). C'est le cas d'Isabelle Fabre qui me dit en entretien : « Pour moi, qui suis au départ provinciale, qui ai vécu à New-York et à Londres, Paris n'est pas vert pour moi. » Afin de saisir ces espaces de référence, il faut prendre en compte dans l'analyse les résidences principales mais aussi les résidences secondaires, surtout dans ces fractions des classes supérieures souvent multi-propriétaires (cf. chapitre 5). Évelyne Fourcade qui a grandi à Neuilly, note l'importance qu'ont eus pour elle les séjours en « maison de week-end », comme elle appelle les résidences secondaires familiales :

*Évelyne Fourcade* – Je suis une fille de la campagne, enfin de la campagne entre guillemets, à La Rochelle tous les étés on vivait dehors, voilà, et donc j'ai besoin de cet espace-là.

Les personnes originaires de province ont enfin une trajectoire résidentielle marquée par leur manque de connaissance de la banlieue parisienne : elles font davantage référence au hasard (cf. *infra*) ou à l'importance des conseils de leur proches et aux réputations des quartiers.

Pour les deux derniers types, dont aucun membre ne connaissait précisément l'espace local avant d'emménager à Rueil-Malmaison ou à Saint-Maur-des-Fossés, les ménages s'ancrent généralement dans un second temps. Une fois la commune découverte, lorsqu'ils changent de logement pour progresser dans leur carrière résidentielle vers l'acquisition de biens plus prestigieux (cf. chapitre 5), ils en viennent à cibler leur recherche à l'échelle d'un quartier. C'est

---

<sup>23</sup> Néanmoins, relativement peu d'enquêté·e·s sont venu·e·s à Paris pour faire leurs études. On peut faire l'hypothèse qu'elles·ils sont moins nombreuses·x que dans les fractions des classes moyennes supérieures les plus dotées en capital scolaire qui viennent à Paris pour la concentration des grandes écoles et des établissements supérieurs de prestige.

le cas de Sophie Caron (née en 1968, médecin, mariée à un cadre dirigeant, 3 enfants) qui a grandi en banlieue parisienne, dont le mari a grandi en province. Le ménage a d'abord habité en banlieue sud avant d'acheter leur premier appartement à Rueil-Malmaison. Au moment de l'achat de leur maison, le couple souhaite rester dans le même quartier :

*Sophie Caron* – Alors pourquoi on voulait pas partir de Rueil? D'abord parce que la banlieue est juste magnifique, et voilà. Deuxièmement, parce que nos enfants, [...] quand on a voulu acheter une maison, en 2006, ils avaient respectivement huit ans, onze ans et quinze ans et que eux pour le coup se voyaient pas aller ailleurs vu qu'ils avaient leur lycée, leur collège, leurs copains, voilà. Et puis moi aussi j'étais installée dans un cabinet médical à Vaucresson donc je me voyais pas partir loin.

Cet ancrage dans un second temps peut même se faire à l'échelle d'un lotissement comme pour Christian Lesage (né en 1944, retraité chef d'entreprise, veuf avec 2 enfants) qui a grandi dans le 1<sup>er</sup> arrondissement de Paris, qui déménage à ses 18 ans dans le Parc de la Vervolière avec ses parents, puis qui y achète une maison avec sa femme quelques années plus tard. Au sujet de sa volonté de vivre dans le même lotissement que ses parents, il affirme en entretien : « J'étais un convaincu ».

#### *Le poids des localisations familiales dans les trajectoires résidentielles*

Contrairement à l'idée reçue selon laquelle les individus sont de plus en plus mobiles et choisissent leur lieu de résidence selon des logiques purement individualistes, la famille est un autre déterminant important des trajectoires résidentielles. En effet, les individus prennent en compte la localisation de leurs enfants – lorsqu'ils ont décohabité –, de leurs parents, mais aussi du groupe familial extérieur à la parentèle – notamment les frères et sœurs – pour s'établir à un endroit, en jouant à la fois sur la proximité et la distance (Andreotti, Le Galès et Fuentes, 2013 ; Bonvalet et Lelièvre, 2005). Sur mon terrain, les logiques familiales jouent surtout un rôle dans la construction des trajectoires résidentielles des ménages dont au moins un membre a grandi en Île-de-France, et qui profitent de l'enracinement familial dans la métropole (cf. chapitre 4 pour une analyse plus fine des rétributions de l'ancrage intergénérationnel). Pour les ménages parisiens, l'influence familiale s'exerce davantage sur le choix entre banlieue est ou ouest. Les ménages provinciaux étaient généralement plus libres dans le choix de leur commune de résidence.

L'importance des logiques familiales est particulièrement visible dans la trajectoire de Sylvie Toussaint (née en 1964, femme au foyer, mariée à un chirurgien-dentiste, 3 enfants), qui vit aujourd'hui dans une vaste maison sur les bords de Marne à Saint-Maur-des-Fossés, et qui dit être une « banlieusarde<sup>24</sup> par excellence » :

*Sylvie Toussaint* – Alors moi déjà je suis une banlieusarde par excellence. C'est-à-dire que j'ai habité d'abord dans l'Ouest parisien, pas loin de Rueil justement parce que j'étais à Garches. Donc j'ai habité plus de vingt ans dans les Hauts-de-Seine.

Elle et son mari, qui a grandi dans le XVI<sup>e</sup> arrondissement, louent pendant deux ans un appartement à Paris près de la Porte de la Chapelle qu'ils quittent à cause du cadre de vie dans un quartier qu'elle juge « folklorique ». Le couple déménage dans un appartement en location à Saint-Mandé avant d'acheter une maison à Saint-Maur-des-Fossés. Sylvie Toussaint explique avoir choisi de déménager à Saint-Mandé par rapport à la localisation de sa famille :

*Sylvie Toussaint* – Alors d'abord, c'est assez horrible ce que je vais dire, mon mari aussi a ses parents qui habitent Paris Ouest et on voulait de toutes façon ne pas habiter, ni l'un ni l'autre, proche de nos parents réciproques à l'époque. Et Saint-Mandé, parce que la sœur de mon mari et mon beau-frère habitaient Saint-Mandé, avaient trouvé un appartement à Saint-Mandé et comme on s'entend très bien... même s'ils sont plus ensemble, on avait trouvé que le cadre, on venait les voir et le cadre, on habitait devant le bois, voilà c'était génial.

Ici, la famille fonctionne à la fois comme une entité qui rapproche et qui éloigne. Sylvie Toussaint et son mari cherchent à s'éloigner de leurs parents respectifs mais à se rapprocher de la sœur de ce dernier. L'effet de la famille sur les trajectoires résidentielles n'est donc pas linéaire : il dépend du moment dans le cycle de vie et des besoins des membres de la famille. Trente ans plus tard, Sylvie Toussaint décide ainsi d'installer sa mère dans un appartement à 200 mètres de chez elle pour pouvoir plus facilement lui venir en aide.

#### *Le genre des contraintes pesant sur les trajectoires résidentielles*

Les différents types de trajectoires développés mettent en lien les endroits où les enquêté·e·s ont grandi avec ceux où elles·ils vivent. Mais les deux membres du couple n'ont pas toujours

---

<sup>24</sup> On peut noter ici l'usage peu répandu dans les discours des enquêté·e·s de l'adjectif « banlieusard », à contre-pied des usages péjoratifs médiatiques que l'on peut analyser comme une volonté de réappropriation des représentations sur la banlieue pour les rapprocher des « *suburbs* » américaines.

connu la même socialisation résidentielle et n'ont donc pas les mêmes préférences en termes de localisation. Le choix de s'installer en banlieue dépend de l'état des rapports de pouvoir au sein du couple. Ces aspirations différentes et parfois contradictoires ne débouchent pas forcément sur un compromis ; d'après l'enquête, ce sont plus souvent les préférences des hommes qui priment. Ces négociations et ces contraintes ne sont pas faciles à saisir en entretien car les couples reconstruisent *a posteriori* leurs choix résidentiels pour faire de l'acquisition de leur maison un « projet conjugal » (Lambert, 2016, p. 62). Toutefois, les femmes des ménages enquêtés décrivent parfois la contrainte exercée par leur mari sur leur trajectoire résidentielle<sup>25</sup>. C'est le cas de Gisèle Fradin (née en 1950, retraitée assistante de direction, mariée à un retraité ingénieur, 3 enfants). Elle et son mari ont connu des socialisations résidentielles très différentes puisqu'elle a passé son enfance dans une grande maison en province alors qu'il a grandi dans un petit appartement à Paris, ce qui a provoqué selon ses propres dires un certain « traumatisme » et un « besoin d'espace » exacerbé. Gisèle Fradin me dit au sujet de son mari qu'il n'est « pas tellement fan de faire des grands voyages » mais également qu'il a besoin d'un environnement direct vert, en précisant : « lui s'il a pas son oxygène... ». Pour répondre à ces besoins, le couple s'installe dans le Val d'Oise. Cependant, cette localisation en grande banlieue ne convient pas à Gisèle Fradin et elle évoque les efforts qu'elle entreprend alors pour que la famille s'installe dans une zone plus accessible :

*Gisèle Fradin* – Lorsque je me suis mariée nous avons habité dans le Val d'Oise, dans un pavillon, dans un endroit qui était quand même relativement mal desservi [...]. Lorsqu'on a eu notre deuxième, puis troisième enfant et que j'ai dû travailler, je me suis dit qu'il était plus possible de devoir systématiquement me retrouver en face des grèves de la gare du Nord [...] et de ne pas pouvoir rentrer à l'heure pour la nourrice. Je trouvais que les transports pouvaient être épuisants quand on avait une deuxième journée en rentrant avec les enfants. Donc c'est moi qui ai fait pression pour que nous quittions le Val d'Oise.

---

<sup>25</sup> Pierre Bourdieu note que ces rapports de pouvoir au sein des couples sont particulièrement visibles pour les biens tels que le logement et qu'ils sont « déniés » : « Les biens communs, surtout lorsqu'ils sont de quelque importance économique et sociale, comme l'appartement ou le mobilier, [...] sont [...] la résultante de ces rapports de force (déniés) qui définissent l'utilité domestique » (1979, p. 121). Cette contrainte qui s'exerce sur le choix de la localisation peut se prolonger dans le choix de la maison, comme nous le montrerons dans le chapitre 5.

L'emménagement à Rueil-Malmaison témoigne du pouvoir qu'a Gisèle Fradin au sein des arrangements conjugaux, mais également de la précarité de ce dernier puisque ce déplacement n'est qu'un rééquilibrage d'une situation asymétrique dans laquelle lui incombait la deuxième journée de travail et de longs trajets entre son travail et son domicile. Au moment de l'entretien elle déclare que sa situation résidentielle, proche de Paris, lui convient :

*Gisèle Fradin* – J'adore Paris. Et j'ai trouvé le bon équilibre, [...] j'ai que le bon côté de Paris parce que je prends mon RER pour une expo ou pour mes cours, pour mes activités, ou pour aller faire du shopping et je rentre au vert ici et au calme.

Mais elle souligne à plusieurs reprises au cours de l'entretien son attrait – inverse de celui de son mari – pour les villes et leurs activités :

*Gisèle Fradin* – Le centre-ville [de Rueil-Malmaison] s'est métamorphosé en vingt ans, pour devenir un bijou. Je détesterais pas habiter le centre-ville. Peut-être le même scénario que si j'habitais Paris, peut-être que je serai... Mais c'est encore... je sais que mon fils a trouvé un appartement en centre-ville, quelquefois je l'envie.

Le cas de la famille Jacob illustre une autre forme de contrainte de la part des hommes sur les trajectoires résidentielles des femmes. Luc Jacob est né et a grandi à Saint-Maur-des-Fossés, il fait partie des « ancrés » décrits plus haut, alors qu'Agnès Jacob a grandi en province dans la ferme de ses parents agriculteurs. Quand elle me parle de son emménagement à Saint-Maur-des-Fossés – avant que son mari ne se joigne à nous pour l'entretien – elle me confie qu'elle aurait préféré ne pas habiter si près de ses beaux-parents :

*Agnès Jacob* – C'est vrai qu'on ... J'avais posé la question, enfin on s'était posé la question, enfin c'est moi au départ, ça c'est un petit peu plus intime entre guillemets, j'ai dit "non non pas trop près de ma belle-famille", c'était bon la petite boutade quoi, bon et puis mon mari lui qui connaissait quand même assez bien Nogent, Vincennes, tout ça, tenait à... plus sur Saint-Maur.

Agnès Jacob, qui habite finalement à quelques rues du pavillon de ses beaux-parents, est gênée de déconstruire ce « projet » familial et résidentiel. Elle minimise la portée de cette confidence en parlant de « boutade ». Mais elle dira à la fin de l'entretien à son mari : « Tu es arrivé à me convaincre qu'il fallait que je vienne habiter à Saint-Maur », laissant ainsi échapper le fait que ce choix ne lui convenait pas initialement.



Enfin, l'exemple de la famille Valois montre également comment l'état des rapports de force au sein du couple se conjugue à la socialisation résidentielle des individus dans le choix de leur localisation résidentielle commune. Marie Valois appartient en effet au deuxième type mis en avant plus haut : elle a grandi dans différents appartements à Paris, principalement dans le VIII<sup>e</sup> arrondissement, et est très attachée à la vie animée de la capitale. Son mari appartient pour sa part au troisième type : il a vécu jusqu'à ses six ans dans un appartement à Versailles puis dans une maison dans une commune bourgeoise à proximité avant de rencontrer sa femme. Les époux ont vécu ensemble en appartement dans une location à Levallois-Perret, puis ont acquis une maison à Nanterre avant d'acheter la maison à Rueil-Malmaison où ils habitent au moment de l'entretien. Marie Valois m'explique que cette forme résidentielle convient davantage à son mari :

*Marie Valois* – Ce qui m'a plu aussi c'est le côté, alors ça c'est surtout mon mari, c'était le côté calme, on n'est pas sur la rue. Moi qu'il y ait du bruit ça me gêne pas, j'aime bien quand ça vit autour de moi, ce qui n'est pas trop le cas ici.

Elle me parle de Paris à plusieurs reprises, par exemple quand elle répond en plaisantant à ma question sur les nuisances ressenties : « Énorme nuisance : on n'est pas dans Paris (elle rit) ! ». Elle indique également avoir le projet de revenir à Paris, même si sa configuration familiale et conjugale empêche sa concrétisation :

*Marie Valois* – Alors moi mon ambition depuis pas mal de temps mais qui est aussi limitée par la taille de notre famille c'est de rentrer dans Paris.

Cette volonté d'avoir de l'air, de l'espace, du calme, se retrouve chez de nombreux hommes des ménages enquêtés, ce qui en fait une préférence masculine<sup>26</sup>. On peut faire l'hypothèse, non pas que les femmes aiment moins le calme et l'espace, mais qu'elles paient plus cher l'éloignement géographique que ces formes d'habitat résidentiel supposent. En effet, ce sont généralement elles qui sont en charge de l'économie domestique et ce sont également elles qui prennent le plus souvent en charge les mobilités des enfants (Coutras, 1987). La densité des centres urbains est également synonyme d'une plus forte concentration de services et de

---

<sup>26</sup> Cette préférence ne concerne pas uniquement les hommes de classes supérieures, puisqu'on la retrouve dans les propos d'une enquêtée d'Anne Lambert, appartenant aux fractions stabilisées des classes populaires et disant de son mari : « Il voulait son petit espace vert » (Lambert, 2015, p. 455) .

relations sociales facilitant cette prise en charge. On verra que ce choix d'installation en banlieue a notamment des conséquences particulières pour les femmes au foyer et contribue à leur enfermement domestique (cf. chapitre 6).

## 1.2 Qui se ressemble s'assemble ?

Lorsqu'ils évoquent leurs choix résidentiels, les ménages enquêtés soulignent qu'habiter là où ils sont est un « privilège » et disent bénéficier d'un cadre de « rêve ». Mais les enquêté·e·s tentent aussi d'euphémiser ce privilège de l'entre-soi dans leurs discours en mettant par exemple en avant le rôle joué par le hasard dans leur trajectoire ou en comparant l'espace local à un simple « village ». Il est donc nécessaire de déconstruire les discours afin de définir les frontières de l'entre-soi qui entourent le quartier mais également les écoles publiques et privées des environs.

### *Révéler les préférences pour l'entre-soi*

Il s'agit dans cette section de s'interroger sur la manière dont les personnes décrivent ou justifient leurs choix résidentiels en entretien. Bruno Cousin montre la récurrence des techniques de déni dans les discours, afin d'éviter de nommer l'homogénéité sociale de certains quartiers refondés (2008). C'est également le cas dans mon enquête. Les personnes enquêtées explicitent rarement la volonté de vivre près de personnes qui leur ressemblent et ne disent pas explicitement avoir cherché un quartier homogène ou marqué par l'entre-soi. La moitié des personnes interrogées dit par contre en entretien vivre dans un espace étant « privilégié » – dont la racine laisse sous-entendre que c'est indu – et à six reprises, des enquêté·e·s mentionnent un quartier « bourgeois ». Ces déclarations se font souvent sur la forme de la concession : le quartier et ses habitants sont « *un peu* privilégié(s) » (Jean-Claude Loison, Pascale Desmoulins, Sabine Rochet, Roland Allouch, Christine Laroche) ou « *quand même* privilégié(s) » (Philippe Calvetti, Gilles Marzin, Renate Fournel) et parfois même sur un mode interrogatif : « Je sais pas si on peut dire qu'on est privilégié ou pas » (Agnès Jacob). De plus, les enquêté·e·s utilisent souvent le qualificatif « privilégié » pour mettre en avant le fait qu'elles-ils ne ressentent pas de nuisance – sur lesquelles je les interroge – mais très rarement comme une motivation les ayant poussé·e·s à s'installer dans le quartier.

L'impression que ce privilège est une aubaine ressort également du recours très fréquent au terme de « hasard » pour parler des choix de localisation par les ménages non-ancrés, dont aucun des membres n'a grandi à Rueil-Malmaison ou à Saint-Maur-des-Fossés. C'est le cas de Sylvie Toussaint (née en 1964, femme au foyer, mariée à un chirurgien-dentiste, 3 enfants) :

*Sylvie Toussaint* – Mais voilà le hasard fait vraiment les choses. On n'est pas venu là par choix on est venu là par le hasard en rencontrant des gens en vacances.

Alors qu'elle insiste sur le fait qu'elle n'a pas « choisi » d'habiter à Saint-Maur-des-Fossés, cet extrait d'entretien nous indique également qu'elle n'a pas décidé d'une commune de manière aléatoire, mais en étant conseillée par des connaissances de vacances. C'est également le cas de Sophie Caron (née en 1968, médecin, mariée à un cadre dirigeant, 3 enfants) dont le ménage correspond au troisième type mis en avant dans la première partie. Elle a en effet grandi de part et d'autre de la frontière entre la Seine-Saint-Denis et la Seine-et-Marne, avant de rencontrer son mari qui a grandi dans le Nord de la France. Ensemble, le couple s'installe en location dans la proche banlieue au sud de Paris à proximité de Cachan. Comme Sylvie Toussaint, c'est également en vacances que Sophie Caron entend parler de Rueil-Malmaison pour la première fois alors qu'elle cherche à acheter son premier appartement :

*Sophie Caron* – Je connaissais pas du tout ce coin-là ! Vous voyez mon parcours, j'arrive du 9-3 quoi ! 92... Et mon mari il est valenciennois. Il connaissait pas la région parisienne. [...] On a été au mois de juillet en vacances en Corse chez cette amie qui nous a dit « Regardez à Rueil-Malmaison, y'a de plus grands espaces, y'a des grandes familles dans ce coin-là, gnagnagnagna ». Et au mois d'août il a trouvé, alors que moi ça faisait 18 mois que je cherchais entre Bagneux, Bourg-la-Reine, Cachan... Enfin Bagneux on voulait pas trop quand même.

L'amie de Sophie Caron pointe la composition sociale de la commune en faisant référence à la présence de « grandes familles », c'est-à-dire de familles nombreuses, ce qui a un effet sur l'offre résidentielle mais aussi sur le profil des habitant·e·s. Cette précision est un indicateur d'entre-soi, ou du moins de la présence de franges aisées et attachées à des valeurs traditionnelles des classes supérieures, qui sont souvent des familles nombreuses.

Les ami·e·s jouent donc un rôle clé dans la structuration des choix résidentiels des non-ancrés, dont ils assurent l'homogamie. De nombreuses·x enquêté·e·s mentionnent des ami·e·s leur

ayant conseillé de chercher un logement à Rueil-Malmaison ou à Saint-Maur-des-Fossés, comme c'est le cas de Sophie Caron, ou alors ont le souvenir d'avoir découvert la commune en allant chez des ami·e·s. Dans les deux cas, cette mention n'empêche pas d'avoir recours à la notion de hasard. Les enquêté·e·s de Sabine Chalvon-Demersay, récemment installé·e·s dans le triangle du XIV<sup>e</sup> arrondissement de Paris, insistent également sur le caractère fortuit du choix du quartier et le rôle du hasard. La sociologue note à ce propos que : « cela conduit à s'interroger sur la distance qui existe entre la perception individuelle des choix et les logiques et stratégies collectives qui les dirigent » (Chalvon-Demersay, 1984, p. 28). Pour les ménages étudiés, invoquer le « hasard » est une manière de se défendre d'une volonté délibérée d'auto-agrégation et de minimiser le déterminisme des propriétés sociales de l'espace. Le fait d'y être arrivé par « hasard » vient nuancer la portée d'une localisation dans un quartier d'entre-soi, marqué par des prix du foncier élevés et des formes d'habitat peu denses et homogènes – en majorité des maisons.

Ce recours au « hasard » dans les discours des enquêté·e·s est peut-être aussi lié au fait que les quartiers étudiés sont moins étiquetés comme bourgeois que d'autres qui leur sont proches géographiquement. En effet, ces communes, et Rueil-Malmaison surtout<sup>27</sup>, n'appartiennent pas aux espaces traditionnellement bourgeois et ont été transformés par le processus d'embourgeoisement à l'œuvre dans la métropole parisienne (Préteceille, 2006). Isabelle Fabre parle par exemple des « banlieues qui se sont faites avant Rueil » pour désigner les communes bourgeoises de la banlieue ouest. Les ménages non-ancrés qui arrivent dans ces communes identifient davantage les communes de Saint-Germain-en-Laye à l'Ouest ou de Vincennes à l'Est comme des espaces des classes supérieures. C'est ce faible marquage des espaces étudiés comme riches et supérieurs qui accentue l'aspect de « hasard » dans les récits des trajectoires résidentielles. Évelyne Fourcade (née en 1960, chargée de mission à la mairie de Paris, mariée à un gastroentérologue, 2 enfants), qui a grandi à Neuilly, puis a vécu comme étudiante jeune mariée à Saint-Cloud, semble étonnée du standing de la commune, où elle décide de s'ancrer dans un second temps de sa trajectoire :

---

<sup>27</sup> Saint-Maur-des-Fossés était un lieu de villégiature pour les classes supérieures parisiennes depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, mais l'Est francilien est moins marqué comme bourgeois que l'Ouest.

*Évelyne Fourcade* – Alors, en fait on était à Saint-Cloud et on est venu à Saint-Maur parce qu'on venait travailler de ce côté-là de Paris. [...] On est tombé sur Saint-Maur complètement par hasard, parce qu'en fait on cherchait plutôt vers Vincennes, etc. [...] On ne connaissait pas et en fait, et ben l'environnement nous a vraiment plu et quand on a cherché à acheter, du coup on a cherché à acheter à Saint-Maur.

Certain·e·s enquêté·e·s font toutefois preuve d'un regard critique envers ce hasard qu'elles·ils mobilisent. C'est le cas de Gisèle Fradin (née en 1950, retraitée assistante de direction, mariée à un retraité ingénieur, 3 enfants) qui reprend son mari :

*Paul Fradin* – Enfin j'ai trouvé cette résidence tout à fait par hasard, je m'étais perdu, je cherchais un pavillon qui était à vendre que j'avais vu sur une annonce et je me suis perdu dans Rueil et je suis tombé sur le projet [...] Y'a un aspect hasard dans cette affaire.

*Gisèle Fradin* – Oui mais y'a aussi...

*Paul Fradin* – Oui on prospectait sur la ligne du RER.

Gisèle Fradin remet en cause cette logique du « hasard », qui contraste ses propos en début d'entretien selon lesquels elle avait « bille en tête l'idée qu'[elle] irai[t] sur la ligne A du RER », qu'elle considère comme « la ligne la plus en même temps bourgeoise, en même temps sécurité ». Sa détermination paraît en effet peu compatible avec l'évocation du hasard.

L'évocation du « hasard » est souvent prolongée dans les discours par le « coup de cœur » pour le quartier (Valérie Devaux, Sabine Rochet) ou pour une maison (Colette Prévost, Renate Fournel, Christine Laroche, Marie Valois, Christelle Duprez). La référence au « coup de cœur » renforce elle aussi l'impression que les choix résidentiels s'imposent aux enquêté·e·s. Alain Fournel (né en 1958, chef d'entreprise marié à une femme au foyer, 2 enfants) s'interroge lui-même sur cette notion de « hasard » qu'il mobilise en parallèle du « flash » qu'il dit avoir eu pour le quartier. Il fait d'ailleurs preuve d'un fort engagement pendant l'entretien et cherche à être réflexif lorsqu'il m'expose sa trajectoire. À 26 ans, il cherche à devenir propriétaire avec sa femme, alors qu'il vit avec elle en location dans un appartement dans le XIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Ils appartiennent également au troisième type dégagé plus haut, lui étant provincial et elle, étrangère. C'est cette méconnaissance de la banlieue parisienne qui les amène à parler de « hasard » :

*Alain Fournel* – On s'est promené, moi j'ai un souvenir de m'être promené à Montrouge dans le 92, Hauts-de-Seine, on a visité des appartements, on n'était même pas fixé sur appartement/maison, on était vraiment des jeunes complètement perdus dans la vie parisienne. Et un samedi tout à fait par hasard, en se promenant on tombe sur Saint-Maur, qu'on trouve extrêmement agréable. [...]

*Lorraine*: Et du coup les agents immobiliers, ils vous ont parlé des écoles?

*Alain Fournel* – Non, on connaissait pas la sociologie du tout de Saint-Maur, est-ce que c'est un... enfin on le voit quand même, vous savez, si vous vous promenez dans les rues. [...] On a flashé, on s'est plu, on a vu la tête des gens, on a vu la tête des maisons, les quartiers...

*Renate Fournel* – On avait une bonne étoile en fait.

Alain Fournel mentionne le fait que l'homogénéité sociale du quartier est visible, à la fois sur « la tête des gens » et celle des « maisons ». Même sans connaître précisément le profil social d'une commune, les ménages enquêtés identifient les quartiers comme résidentiels et homogènes. Une recherche rapide sur les résultats de la commune au baccalauréat peut les conforter dans cette intuition, comme l'évoque par exemple Sophie Caron (« après c'est pas difficile, vous tapez sur Internet taux de réussite au bac à Rueil-Malmaison, voilà vous voyez que c'est mieux qu'à Bagneux pour le coup »). Ainsi, davantage qu'une « bonne étoile »<sup>28</sup>, les ménages enquêtés disposent d'un bon « radar » et peuvent faire confiance au sentiment d'être parmi les siens qu'ils expérimentent en découvrant la commune.

### *Mettre au jour la blanchité de l'entre-soi*

Que lit Alain Fournel sur la « tête des gens » ? Quels aspects de leur appartenance sociale y décèle-t-il ? La littérature étatsunienne sur l'entre-soi montre comment des fondements raciaux s'ajoutent aux frontières de classe dans le processus de ségrégation résidentielle. Setha Low déconstruit notamment les adjectifs englobants sans charge raciale apparente utilisés par des personnes vivant dans des *gated communities* pour décrire leur quartier, et montre comment la référence récurrente au caractère « sympa » (*nice*) des lotissements est une référence implicite à l'homogénéité de classe mais aussi à la « blanchité » (*whiteness*) des quartiers (2009). Sans importer mécaniquement le modèle étatsunien où la question raciale occupe une place

---

<sup>28</sup> Cet « ajustement apparemment miraculeux » de la position sociale et résidentielle fait penser au mécanisme similaire mis en avant par Pierre Bourdieu au sujet de l'ajustement entre les dispositions et les professions auxquelles les personnes accèdent en suivant leur « vocation » (1979, p. 123).

particulière (Galonnier, 2017), on peut se demander si de telles frontières raciales entourent l'entre-soi des quartiers étudiés. Mettre au jour les frontières raciales qui entourent l'entre-soi est toutefois une entreprise délicate pour au moins deux raisons. Tout d'abord, la race ne se dit pas aisément et les condamnations morales des jugements raciaux expliquent le peu de discours racialisant recueillis. Au sujet de la race, « les mots se dérobent » (Fassin, 2006, p. 19) et le discours a la particularité de se faire « à mots couverts, par approximation ou euphémisme » (Brun, 2019, p. 120). De plus, les enquêté·e·s utilisent d'autant moins de termes racialisants que l'entre-soi fonctionne et qu'ils sont peu en contact avec des personnes racisées, contrairement à des situations plus mixtes (Tissot, 2011) ou d'« expatriation » extra-européenne (Cosquer, 2018), où la perturbation de l'entre-soi rend essentiel le travail de marquage des frontières.

Cependant, on peut esquisser les frontières raciales qui entourent l'entre-soi et renforcent celles de classe, en analysant la manière dont les enquêté·e·s décrivent les quartiers mixtes desquels ils ont voulu s'éloigner. On peut alors saisir, en creux, la blanchité du quartier. C'est le cas lorsque Roland Allouch (né en 1958, chirurgien-dentiste, divorcé, 6 enfants) compare son quartier à Saint-Maur-des-Fossés avec le XX<sup>e</sup> arrondissement de Paris, où il vit partiellement dans l'appartement sa nouvelle compagne et de leurs deux enfants :

*Roland Allouch* – Mais n'empêche que moi ça me dérange pas quoi, quand je me balade dans les rues... Surtout quand je viens du XX<sup>e</sup> arrondissement, c'est très coloré. Pour dire les choses un peu... ! C'est moins coloré ici, c'est peut-être moins sympa, c'est-à-dire qu'il y a moins de vie de quartier... Là où je suis [dans le XX<sup>e</sup>], y'a des librairies, vous pouvez sortir, y'a des cafés, des machins, y'a une vraie petite vie de quartier avec des gens qui sont devenus nos amis.

L'homogénéité à La Varenne ne le « dérange pas », « surtout » en comparaison avec la vie du XX<sup>e</sup> arrondissement. Cette homogénéité a des fondements raciaux puisque le quartier est moins « coloré ». Roland Allouch sait d'ailleurs qu'il transgresse un interdit en utilisant un adjectif marqué racialement puisqu'il s'empresse de revenir lui-même sur ses propos (« Pour dire les choses un peu... ! »). Il cherche peut-être à atténuer ce jugement racialisant en reliant le quartier « coloré » à une vie de quartier plus dynamique – même s'il fait référence aux commerces les plus gentrifiés, comme les librairies. De la même manière, les ami·e·s mentionné·e·s ne sont

pas le reflet de la diversité du quartier, puisqu'au contraire il pointe l'homogamie de son cercle amical qui correspond à un « monde » auquel n'appartiennent pas par exemple les « femmes qui sont voilées » :

*Roland Allouch* – Les amis qu'on a là-bas c'est tous des gens qui ont ... à une exception près, mais c'est même pas une exception, je veux dire y'a des femmes qui sont voilées, qui accompagnent leurs gamins à l'école, on les fréquente absolument pas, ni les enfants, ni nous. On n'est pas dans le même monde.

Le processus d'altérisation mis en œuvre par Roland Allouch est d'autant plus marquant qu'il porte sur des femmes musulmanes dont les marqueurs religieux sont un support à des jugements racialisants, comme l'a montré l'enquête de Juliette Galonnier auprès de personnes blanches converties à l'islam (Brun et Galonnier, 2016). Comme Roland Allouch, Françoise Lapierre (née en 1951, retraitée informaticienne, mariée à un retraité informaticien, 2 enfants) tente également d'échapper à la condamnation morale des jugements raciaux tout en exprimant son souhait de vivre dans des quartiers racialement homogènes. Pour ce faire, elle valorise la diversité du quartier et en fait donc un état contradictoire. Le « *melting pot* de populations » est à la fois ce qui la pousse à déménager du XIX<sup>e</sup> arrondissement de Paris – où sa famille venue d'Auvergne pour travailler dans le secteur de la restauration est ancrée depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle – tout en étant « extraordinaire » et « fabuleux » :

*Françoise Lapierre* – [à qui je demande pourquoi elle a déménagé du XIX<sup>e</sup> arrondissement] Ça devenait très ... c'est un melting pot de populations extraordinaire par contre, si on veut voyager sans bouger de chez soi on a un mélange de cultures, de religions, dans le XIX<sup>e</sup> qui est fabuleux.

Si les quartiers mixtes font voyager, c'est qu'ils ne sont pas tout à fait français. Cette référence au voyage témoigne d'un processus d'essentialisation puisque Françoise Lapierre ne connaît pas la nationalité des personnes de son quartier et que c'est donc sur la base d'une identification ethno-raciale qu'elle suppose l'étrangeté nationale. Cette idée du « voyage » est également présente dans l'adjectif « folklorique » utilisé par Sylvie Toussaint pour décrire le XVIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris, qu'elle quitte sans regret (cf. *supra*). Ce « folklore » local met en lumière le fait que le quartier tranche avec la norme, en l'occurrence la couleur de peau blanche mais également les traditions, la « culture » et la religion qui lui sont associées.



En dehors de la comparaison avec des quartiers plus mixtes où les enquêté·e·s n'habitent pas, la mise au jour d'une racialisation des frontières du quartier est possible en analysant un exemple de perturbation de l'entre-soi venant de l'intérieur. C'est le cas lorsque Gisèle Fradin me parle du locataire de ses voisins partis en expatriation :

*Gisèle Fradin* – Ils ont mis quelqu'un du corps diplomatique africain, il devait avoir deux femmes et dix enfants. On a enregistré le bruit, mais on pouvait plus sortir dans le jardin.

*Paul Fradin* – Ils faisaient plus de bruit dans cette maison-là que dans toute la résidence.

*Gisèle Fradin* – C'était juste effrayant. [...] Je me suis rendu compte y'avait deux gamins qui avaient le même âge donc il fallait trouver l'erreur et il y avait différentes femmes (elle rit) ! C'était un peu de folklore.

Gisèle Fradin utilise elle aussi le terme de « folklore » pour témoigner de la perturbation de l'entre-soi blanc de son lotissement. Elle déduit de marqueurs raciaux – la couleur de peau – et de la ressemblance entre deux enfants le caractère polygame de son voisin. L'étrangéité qu'elle mentionne (« africain ») se répercute donc sur les modes de vie – à travers le bruit et les pratiques conjugales qu'elle soupçonne – et témoigne d'un processus d'essentialisation.

#### *Comparer l'espace local à un village*

À côté de l'évocation du hasard et du caractère « sympa » des quartiers, un autre lieu commun des discours portés sur les choix résidentiels est apparu dans la comparaison du quartier de résidence à un « village ». Cette comparaison est revenue à de nombreuses reprises lors des entretiens, et est également signalée dans plusieurs enquêtes portant sur les localisations résidentielles (Cartier et al., 2008 ; Young et Willmott, 2010). C'est notamment le cas des habitant·e·s du triangle du XIV<sup>e</sup> arrondissement de Paris qui y voient une référence à un espace à la fois « préservé » et « protecteur » (Chalvon-Demersay, 1984). C'est le cas également dans les quartiers étudiés où la comparaison au village signifie qu'« on se sent bien », comme le dit Christelle Duprez (née en 1968, agente immobilier, mariée à un cadre dirigeant dans la finance, 3 enfants) :

*Lorraine* – Qu'est-ce qui vous a plu quand vous êtes arrivée à Saint-Maur?

*Christelle Duprez* – Je pense que c'est un peu entre guillemets l'esprit village. On est dans une grosse ville et malgré tout, Saint-Maur c'est huit petits villages, c'est à échelle humaine. C'est calme, on se sent bien.

Dans cette comparaison au village, on peut lire plusieurs caractéristiques de ces quartiers résidentiels essentielles aux yeux des habitant·e·s interviewé·e·s : l'enclavement, l'environnement boisé et les faibles densités (« petits », « échelle humaine »). L'environnement vert, vanté par la plupart des enquêté·e·s, est à ce titre un élément-clé en ce qu'il participe à la hausse des prix du foncier et à la baisse de la densité des quartiers étudiés, ce qui contribue ainsi à l'homogénéité sociale à l'échelle locale. Cette comparaison charrie aussi des représentations familialistes qui correspondent bien aux formes familiales des ménages enquêtés. Par ailleurs, la référence au village charrie les mêmes caractéristiques de clôture, d'homogénéité et de non-mixité raciale que l'entre-soi, tout en ayant une connotation plus positive. En effet, les représentations liées au village font penser à des espaces marqués par leur simplicité plutôt que leur caractère supérieur. Cette comparaison permet donc aux enquêté·e·s de réifier l'entre-soi de manière positive et d'explicitier leurs préférences résidentielles sans avoir à assumer l'attrait pour la non-mixité.

Ce caractère « préservé » et « tranquille » du village renvoie enfin à la localisation en banlieue, qui accentue l'effet de clôture. Ces quartiers sont très spécialisés dans la fonction résidentielle – contrairement aux centres urbains caractérisés par la mixité de leurs fonctions – et sont le lieu de peu d'échanges et de peu de passages. Cet enclavement est renforcé à Rueil-Malmaison, qui est moins accessible en RER que Saint-Maur-des-Fossés. En effet, alors que la commune est plus étendue (14,7 km<sup>2</sup> contre 11,25 km<sup>2</sup> pour Saint-Maur-des-Fossés) elle ne comporte qu'une seule station de RER – de surcroît excentrée – tandis que Saint-Maur-des-Fossés en compte quatre. Ainsi, les maisons des ménages enquêtés à Rueil-Malmaison sont entre 20 et 45 minutes à pied du RER, alors qu'à Saint-Maur-des-Fossés elles ne sont pratiquement jamais à plus de dix minutes à pied. Contrairement à la situation des quartiers populaires, dont le manque d'accessibilité en transport est vécu comme un isolement néfaste, le rapport à la distance au RER est ambivalent dans les espaces de classes supérieures. Pour les ménages qui en profitent, la proximité au RER est mise en avant. C'est également un élément qui joue de manière positive sur les prix de l'immobilier. Cependant, l'éloignement aux réseaux de transports franciliens peut également être valorisé par les ménages enquêtés comme facteur de tranquillité. On peut alors le considérer comme un instrument au service de l'entre-soi, et ce d'autant plus que leurs membres utilisent peu les transports en commun.

*Catherine Bousquet* – Vous voyez, on est dans la verdure, on n'est pas trop près du RER, on est quand même tranquille.

Catherine Bousquet, qui vit près du Parc de la Vervolière et se trouve à une trentaine de minutes à pied de la station de RER de Rueil-Malmaison, rapproche cet éloignement à la tranquillité du quartier.

Dans ces quartiers « sympas » où le cadre est « bucolique » (Cécile Lambert), les prix de l'immobilier élevés fonctionnent comme des barrières à l'entrée et garantissent l'homogénéité sociale à l'échelle locale. En plus d'entériner l'entre-soi, les prix élevés l'objectivent parfois dans les discours des enquêtés. C'est le cas de Catherine Bousquet (née en 1960, femme au foyer mariée à un Directeur financier, 5 enfants) qui me dit à propos du Parc de la Vervolière, proche de son domicile à Rueil-Malmaison :

*Catherine Bousquet* – C'est réservé à une certaine élite je dirais, à une certaine catégorie de gens qui vont pouvoir, qui ont suffisamment d'argent pour acheter ces maisons-là.

Il est intéressant de noter que Catherine Bousquet préfère ici parler de ce lotissement huppé en particulier, où elle n'habite pas, plutôt que du quartier en général, où les prix du foncier sont un peu inférieurs mais également très élevés. De cette manière, cela lui permet de se distinguer de l'« élite » qui habite le Parc de la Vervolière, alors même qu'elle dit en entretien avoir hésité à y déménager et qu'elle habite dans une rue adjacente, où elle est propriétaire de deux maisons – la sienne disposant d'une piscine – en plus de sa résidence secondaire.

#### *Entre-soi résidentiel et entre-soi scolaire*

L'entre-soi résidentiel est également recherché pour l'entre-soi scolaire qu'il implique. Le choix d'habiter un quartier d'entre-soi en banlieue permet également de contrôler les conditions de socialisation des enfants en s'assurant de l'homogénéité sociale à l'école, principal cadre, avec le logement, à l'intérieur duquel se déroulent leurs interactions. La recherche d'un entre-soi scolaire a été beaucoup moins euphémisée dans les discours des ménages enquêtés. L'importance accordée à l'éducation des enfants justifie en effet la volonté de non-mixité et permet une explicitation franche de la dimension scolaire des choix résidentiels.

Les travaux de sociologie portant sur la question ont montré l'interdépendance des choix résidentiels et scolaires (Oberti, 2007 ; Van Zanten, 2009). Les familles façonnent leurs choix résidentiels en fonction du niveau et du profil social des écoles à proximité (Fack et Grenet, 2009), et ce, dès le plus jeune âge des enfants, comme c'est le cas de Valérie Devaux, présentée dans le portrait introductif de ce chapitre. Tout comme elle, beaucoup de personnes interrogées disent avoir pris en compte la qualité des écoles dans le choix du quartier. L'entre-soi des quartiers étudiés garantit l'entre-soi scolaire en assurant l'homogénéité sociale du public des écoles. C'est ce qu'exprime Lucie Dubreuil (née en 1964, assistante de direction, en instance de divorce avec son mari ingénieur, 4 enfants) qui a considéré vivre dans un environnement socialement mixte mais qui a finalement reculé à l'idée de la mixité scolaire engendrée. En effet, elle, dont la belle-famille est ancrée dans l'Ouest parisien entre Saint-Cloud et Versailles, avait hésité avant d'acheter une maison à Rueil-Malmaison à s'installer dans un quartier plus mixte proche du travail de son mari à Cergy-Pontoise. Lors de leurs recherches, le couple trouve une « petite maison de ville assez sympa dans un petit lotissement » mais la proximité avec « des grands ensembles, des tours, des énormes immeubles » ainsi que « l'insécurité » leur font abandonner ce projet :

*Lucie Dubreuil* – C'est des endroits où on n'avait pas envie d'élever nos enfants. [...] L'insécurité, même si on arrive à la gérer autour de chez soi, se retrouve dans la cour de récréation.

Certains enquêtés notent la difficulté à mener à bien l'éducation des enfants dans un contexte mixte où la distance existant entre l'appartenance sociale du ménage et le profil moyen du quartier introduirait une gêne, inexistante dans les contextes d'entre-soi, marqués du sceau de l'évidence. Marie Valois (née en 1968, femme au foyer, mariée à un ingénieur commercial, 3 enfants), qui a fait l'expérience de la mixité scolaire au début de sa trajectoire de propriétaire, alors qu'elle vivait à Nanterre, souligne en entretien avec franchise l'importance de scolariser ses enfants dans une école bien fréquentée afin de s'assurer de leurs conditions de socialisation et de leur incorporation de dispositions congruentes avec leur milieu d'origine :

*Marie Valois* – Le niveau était dégueulasse. Les petits amis c'était pas forcément ce dont on avait vraiment envie pour eux. Les gens étaient très... Enfin les enfants en tout cas étaient très différents. [...] Même si j'ai adoré justement cette mixité sociale qui est très marquée à Nanterre où y'avait des femmes africaines qui habitaient dans des foyers Sonacotra qui scolarisaient leurs enfants dans la même école que mes enfants et qui

passaient leurs hivers en tong et en boubou [...]. En avoir conscience sans forcément, alors ça peut paraître enfants gâtés, mais voilà, pour mes enfants j'ai assez envie qu'ils restent dans leur milieu, qu'ils élèvent leurs enfants un peu comme nous, qu'ils aient les mêmes codes que les gens qui les entourent.

L'évocation des « femmes africaines [...] en tongs et en boubou » montre que les frontières de classe qui délimitent l'entre-soi sont redoublées dans le discours de Marie Valois par des frontières raciales. L'entre-soi résidentiel, et la ségrégation scolaire qui en découle, favorisent les fréquentations homogames. L'école, ainsi que les activités extra-scolaires (Tranchant, 2016), sont des instances de socialisation majeure pour les enfants, où ils apprennent les « codes » du « milieu » auquel ils appartiennent (Le Wita, 1988). À la différence des fractions des classes supérieures les plus dotées en capital culturel, qui ont notamment recours aux fausses adresses pour compenser leur plus faible ségrégation et pouvoir ainsi contourner la carte scolaire (Barrault-Stella, 2017), les fractions du privé utilisent l'espace comme pourvoyeur de capitaux d'excellence, les quartiers étudiés étant des « pôles scolaires d'excellence » (Oberti, 2007)<sup>29</sup>. Cette non-mixité résidentielle et scolaire permet aux enquêtés et à leurs enfants d'évoluer dans un entre-soi confortable et de s'y sentir comme des « poisson[s] dans l'eau » (Bourdieu et Wacquant, 1992). Néanmoins, la socialisation des enfants par l'entre-soi ne découle pas que de l'homogénéité sociale des quartiers : elle tient aussi à des stratégies scolaires au niveau du choix des établissements que nous détaillerons dans le chapitre 8, en même temps que le rapport entretenu à l'école et à sa privatisation, ainsi que les stratégies de reproduction mises en œuvre.

En fin de compte, les trajectoires résidentielles des ménages enquêtés sont opposées à celles des « pionniers » (Chalvon-Demersay, 1984 ; Tissot, 2011 ; Collet, 2015) ou des « aventuriers » (Bidou-Zachariasen, 1984) qui s'installent dans des quartiers socialement mixtes et doivent travailler à transformer leur image. Grâce à leur dotation en capital économique et suivant leurs aspirations résidentielles, ils s'installent dans des espaces

---

<sup>29</sup> Les lycées publics des quartiers étudiés, Richelieu à Rueil-Malmaison, Condorcet et Marcellin Berthelot à Saint-Maur-des-Fossés, ainsi que les lycées privés, le centre Madeleine Daniélou et la Salle Passy Buzenval à Rueil-Malmaison et Theilhard de Chardin à Saint-Maur-des-Fossés, sont parmi les établissements les plus réputés de la banlieue parisienne et concurrencent directement les lycées prestigieux parisiens.

homogènes fonctionnant comme des valeurs sûres. Il s'agit alors moins de redorer le quartier que d'en atténuer la richesse aux yeux de l'observatrice extérieure. Néanmoins, valoriser le quartier en tant que « village » va bien de pair avec l'hostilité à l'égard des politiques de construction, en particulier de grands ensembles. Les frontières raciales de cet entre-soi marqué par sa blancheur, souvent implicites, deviennent alors explicites face à la menace de la construction de nouveaux logements, d'une certaine mixité dans les écoles publiques ou d'une intrusion dans l'espace physique du quartier.

### **1.3 Mettre à distance l'altérité**

L'entre-soi ne résulte cependant pas seulement d'un processus d'agrégation affinitaire, de construction d'espaces homogènes, verts et protégés ; il découle aussi d'un processus de rejet de certains groupes. Pour comprendre contre qui est créé cet entre-soi nous nous intéresserons à deux figures qui représentent l'altérité de classe, et parfois également de race, pour les personnes enquêtées : les personnes suspectes prises pour des cambrioleur·se·s et les « jeunes ». Elles incarnent une altérité de classe, et parfois également de race, contre qui est créé l'entre-soi. Nous verrons en outre que la mise à distance de l'altérité ne se fait pas seulement dans les discours et les choix résidentiels puisque l'entre-soi se prolonge dans le rapport aux transports en commun, qui cristallise pour certaines personnes enquêtées la proximité à ce qu'elles cherchent à mettre à distance.

*« Ces malfrats qui nous surveillent » : intrusion dans l'espace du quartier et suspicion de vol*  
Malgré la volonté d'enclavement des ménages enquêtés, les espaces étudiés ne sont pas complètement fermés (cf. *infra*). L'entre-soi est donc poreux et des personnes circulent dans les rues. Certaines personnes sont identifiées comme n' « [ayant] rien à foutre là » (Bernard Mangin) et paraissent suspectes aux résident·e·s qui craignent les cambriolages. Certains ménages se sentent ainsi « surveillés » (Isabelle Fabre, Sandrine Vignolles, Jean-Claude Loison, Christine Laroche, Alain et Renate Fournel) ou incriminent des personnes venant « repérer » (Pascale Desmoulins, Bernard Mangin, Salomé Mercier, Gilles Marzin et Christiane Joubert). Ces enquêté·e·s estiment que si l'occasion se présente durant ces « repérages », les intrus commettent des vols d'opportunité. L'idée que le quartier fait l'objet d'un repérage ou d'une surveillance est également véhiculée, d'après les enquêté·e·s, par les employé·e·s de

sociétés de sécurité privée ou par les policier·ère·s, qui tiennent ces discours auprès des habitant·e·s.

Les personnes enquêtées sont donc attentives aux individus qu'elles croisent, notamment ceux qu'elles ne reconnaissent pas ou qui ne ressemblent pas à la population du quartier, blanche et de classe supérieure. J'ai moi-même fait l'objet de regards insistants alors que j'observais l'espace local avec attention ou que je prenais des photographies, mais jamais lorsque je me rendais simplement aux entretiens, grâce à mon statut de jeune fille blanche habillée selon des codes classiques. Ces intrusions sont perçues d'autant plus fortement que l'entre-soi dans lequel vivent les personnes enquêtées est fort et qu'elles sont peu confrontées à des expériences de mixité sociale. Ainsi, ce n'est pas seulement parce que les individus ont cette peur de l'intrusion qu'ils habitent dans ces quartiers mais c'est également le fait de vivre dans ces quartiers homogènes qui renforce la perception de l'intrusion.

Des personnes travaillant dans le quartier sont suspectées d'être en repérage et d'être des cambrioleur·e·s en puissance. Certain·e·s enquêté·e·s ciblent ainsi les « livreurs », les « démarcheurs » ou encore les « faux éboueurs », à l'instar de Léonie Oudot (née en 1966, mère au foyer mariée à un chef d'entreprise avec 3 enfants) qui pense prioritairement aux « livreurs » et aux « ouvriers » pour expliquer son cambriolage :

*Léonie Oudot* – Non. Je pense que ça devait être des livreurs de pizza qui étaient rentrés dans la maison, ou des ouvriers, à l'époque on avait pas mal d'ouvriers qui venaient pour terminer des travaux à la maison et qui voyaient qu'on avait toujours toutes nos affaires posées sur le bar. Et qui savaient aussi qu'on fermait pas les portes, ils savaient comment on vivait.

La présence de personnes appartenant aux classes populaires est vécue sur le mode de l'intrusion, dont on ne peut pas certifier des motivations. Cette impression d'intrusion et la vigilance qu'elle entraîne sont visibles dans l'anecdote avec un « faux éboueur » que me raconte à contrecœur Delphine Garnier (née en 1976, femme au foyer, mariée à un directeur financier, 6 enfants) alors que je lui demande si elle a déjà appelé la police :

*Delphine Garnier* – C'était des éboueurs qui venaient vendre leur calendrier et j'ai cru que c'était des faux éboueurs (petit rire), parce que ça arrive parfois, du coup j'ai appelé la police pour savoir si... si ils étaient au courant ou je sais pas quoi. En fait l'éboueur il

avait un comportement un peu bizarre du coup ça m'avait un peu... [...] Il avait pas d'uniforme, en fait y'a un moment il m'a pris l'argent, il m'a pas donné la carte et tout ça, je me suis dit « c'est bizarre », il était bizarre (petit rire). Enfin bon. Et en fait c'était vraiment un éboueur que je connaissais pas. Et après j'étais un peu toute gênée parce que j'avais appelé la police pour rien.

*Lorraine* – Mais comment vous avez su que c'était vraiment un éboueur?

*Delphine Garnier* – Non parce que la police est venue, ils sont allés voir l'éboueur, ils m'ont fait venir, ils m'ont dit « Est-ce que c'est eux que vous avez vu? » Et du coup voilà... Enfin on a vu que c'était vraiment les éboueurs et puis que moi... J'ai reconnu que c'était une erreur.

Cette anecdote de Delphine Garnier montre la force de l'entre-soi à l'échelle locale. Les personnes enquêtées voient peu de personnes extérieures au quartier, ce qui peut les conduire à appeler la police pour la simple raison qu'elles ne reconnaissent pas quelqu'un. Elle témoigne également de la mythification du risque parfois à l'œuvre dans ces quartiers. En effet, certain·e·s habitants surestiment les dangers et reprennent à leur compte des anecdotes dont on peut se demander si elles ne sont pas simplement des rumeurs. Plusieurs enquêté·e·s (à l'instar de Valérie Devaux présentée en introduction) me parlent ainsi de « faux éboueurs » qui opèreraient dans le voisinage, mais sans en avoir jamais démasqué. La seule fois où une enquêtée a confronté ce jugement à la réalité (Delphine Garnier), la personne s'est avérée être véritablement un éboueur. Cela conduit à s'interroger sur la distance entre le risque et sa perception, que nous approfondirons davantage au chapitre 7.

Les enquêté·e·s évoquent également plus explicitement plusieurs figures de « malfrats qui nous surveillent » (Jean-Claude Loison). À côté des personnes travaillant dans le quartier, certain·e·s enquêté·e·s font mention de personnes supposées « Roms » ou « Romanichel ». Ces labellisations sont hésitantes, à l'instar de Salomé Mercier (née en 1966, femme au foyer mariée à un cadre dans la banque, 3 enfants) qui décrit des personnes « un peu genre roms ou je sais pas quoi », et se font donc à partir de marqueurs raciaux :

*Salomé Mercier* – Je sais qu'une fois y'a un monsieur du Domaine qui a attrapé deux petites gamines, un peu genre roms ou je sais pas quoi, qui en fait qui venaient de voler, et il en a chopé une, elles étaient rentrées, je sais pas, elles avaient forcé une maison, elles étaient rentrées dans la maison, elles avaient volé des trucs.

Le même type d'histoires a été raconté plusieurs fois au cours de l'enquête. Le peu de précisions



temporelles ou spatiales qui entoure à chaque fois ces anecdotes laisse planer le doute quant à leur véracité et apparente ces histoires à des « rumeurs », instrument majeur de la romophobie (Wieviorka, 2019). Ces enquêté·e·s essentialisent le lien entre les personnes supposées « Roms » et l'insécurité dans leur quartier :

*Sylvie Toussaint* – Plus on aura des populations aussi qui migrent, voilà ici on a pas mal de gens de l'Est, qui viennent de plus en plus, y'a beaucoup de gens autour de chez nous où j'entends parler de cambriolages, de saucissonnage, d'agressions de plus en plus violentes, voilà.

*Jean Ritter* – Les romanichels qui chapardent, qui chapardent, qui volent, qui font des effractions, les gars ils connaissent toutes les combines.

Le fait que Sylvie Toussaint parle des « gens de l'Est » montre le niveau de contrôle qu'elle exerce sur son langage pour éviter les expressions justement perçues comme racistes. Malgré cette précaution de langage, le procédé d'essentialisation se fait de manière claire et sans détour, peut-être car la romophobie est « la dernière forme acceptable de racisme » (McGarry, 2017). L'intrusion des « Roms » dans le quartier est parfois perçue par les camionnettes qui circulent le jour du ramassage des encombrants, comme c'était le cas pour Valérie Devaux présentée en introduction, et dont les passager·ère·s profiteraient de leur tournée pour repérer les maisons.

*Pascale Desmoulins* - Je stigmatise un peu les ramassages des encombrants. [...] Vous avez là des populations qui arrivent dans des fourgonnettes, et ça tourne, et ça tourne, et ça repère... Tssss moi j'ai un petit peu tendance à faire un rapprochement, après je sais pas si c'est très politiquement correct de faire ce rapprochement (elle rit). [...] Ils se promènent quand même avec des types de véhicules tout à fait reconnaissable, le petit fourgon, blanc poisseux, avec dix frigos, ou quatre frigos sur le toit, de la ferraille qui sort de partout, ils sont quand même assez identifiables... Après c'est difficile, on tombe... C'est très délicat comme sujet, parce qu'on va pas tomber dans le délit de faciès, là c'est pas un délit de faciès, c'est un délit de véhicule.

Pascale Desmoulins (née en 1965, sans activité, célibataire) utilise sciemment le vocabulaire de la discrimination raciale, lorsqu'elle mentionne le « délit de faciès ». Cet usage lui permet d'euphémiser la stigmatisation – puisqu'elle revendique le « délit de véhicule » plus « politiquement correct » que le délit de faciès – mais il introduit dans le même temps une charge raciale dans son discours. En évoquant le « délit de faciès », elle reconnaît elle-même que ce qu'elle fait s'y apparente, puisqu'elle déplace simplement le marqueur de signes

physiques à la possession d'un véhicule.

À côté des « malfrats » qui commettraient des vols d'opportunité, les enquête·e·s vivant dans les espaces les plus prestigieux, et notamment dans le Parc de la Vervolière, mentionnent également des cambrioleurs « professionnels » qui ont une approche ciblée. Un certain savoir-faire leur est reconnu, à la différence de ceux qui « chapardent » et qui « tournent ».

*Gilles Marzin* – Il y a eu un ou deux problèmes ces dernières années mais sur des gens qui étaient vraiment ciblés. Donc c'est pas le même banditisme. C'est pas du tout la même catégorie de... c'est ciblé. [...] Ils viennent pour certaines choses, la dernière fois c'était chez un de mes amis ils étaient attirés par la voiture, ils avaient sûrement un contrat sur sa voiture. [...] Donc ça a duré un certain temps. Là il y a eu prise d'otage à l'intérieur de la maison. Ils ont eu le temps de faire partir la voiture. C'est la voiture et puis après y'a le bonus. C'est-à-dire que le temps que la voiture s'en aille, je suppose qu'ils vont, ils demandent les cartes bleues, ils reviennent, ils cherchent si y'a un coffre, ils prennent les valeurs qu'ils peuvent prendre. Et au bout de cinq-six heures ils repartent. Un coup de bombe dans la chambre des enfants pour que les enfants continuent à dormir. Mais c'est vraiment ciblé. On a eu un diamantaire également, lui c'était ciblé aussi.

En creux, les discours des enquête·e·s permettent ainsi d'identifier les frontières de l'entre-soi et celles·ceux qu'elles excluent. Si la menace des cambriolages – réelle ou fantasmée – revient à plusieurs reprises au cours des entretiens, c'est plus généralement une peur de l'intrusion qui est rapportée. L'ensemble des personnes étrangères au quartier sont alors suspectées, et en particulier les populations (supposées) Roms ou originaires d'Europe de l'Est.

Ces figures de l'altérité cristallisent les angoisses relatives à l'intrusion et à la préservation de l'entre-soi chez les enquête·e·s. On notera que des angoisses similaires peuvent être suscitées par la présence d'employés domestiques (Elguezabal, 2015), ce que mon enquête n'a que peu mis en évidence. En effet, les employé·e·s domestiques, qui sont d'après mes observations en grande majorité des personnes racisées dans les espaces étudiés, pénètrent quotidiennement les quartiers d'entre-soi. Leur travail participe au maintien du *standing* de l'espace local et domestique, leur présence est donc à la fois une condition de possibilité de cet entre-soi riche et blanc et une perturbation de celui-ci. Certaines stratégies peuvent être déployées à l'échelle locale pour marquer le statut subalterne des employé·e·s domestiques et les invisibiliser, comme c'est le cas dans les copropriétés fermées de Buenos Aires étudiées par Eleonora

Elguezabal (2015). Dans mon cas, j'ai recueilli très peu de discours sur les employé·e·s domestiques et je n'ai pas observé une gestion particulière de leur circulation dans l'espace local<sup>30</sup>. Par contre, une dernière figure de l'altérité présente dans le discours des personnes enquêtées est celle des « jeunes » de classes populaires.

*Les « jeunes » en « sweat-capuche » : figures d'un antagonisme social*

Les « jeunes », présentés dans les discours des enquêté·e·s comme de jeunes hommes, habillés en « sweat-capuche » et appartenant aux classes populaires, cristallisent une altérité sociale perturbatrice. Les enquêté·e·s font référence à eux collectivement : ils existent en tant que « bandes » dans les représentations. L'utilisation du pluriel témoigne d'une montée en généralité et de la vision uniformisante des « jeunes » dans l'espace médiatique et politique, considérés à l'origine des « problèmes » des quartiers éponymes (Tissot, 2007). Pour les personnes enquêtées, ils représentent une menace car ils « rackettent » mais également ils « traînent » et dévalorisent l'image de leur quartier et son calme du fait de leurs « incivilités » (Jean-Claude Loison, Catherine Bousquet, Nathalie Champemont).

Ces bandes de « jeunes » représentent une altérité d'abord fondée sur des marqueurs de classe et de niveaux de vie, comme l'exprime Lucie Dubreuil (née en 1964, assistante de direction, en instance de divorce avec son mari ingénieur, 4 enfants) lorsqu'elle oppose les « gamins » aux « bourgeois » :

*Lucie Dubreuil* – Y'a des gamins, bon ça les amuse beaucoup de faire un peu de vandalisme chez les bourgeois entre guillemets, donc moi j'ai déjà eu deux baies vitrées qui ont été cassées par jets de pierre, voilà ça les amuse beaucoup, ils partent en courant, ils rigolent.

Lucie Dubreuil réside à Rueil-Malmaison dans un lotissement résidentiel, c'est une des rares enquêtées à habiter à proximité d'une résidence comprenant des logements sociaux. Dans ses

---

<sup>30</sup> On peut faire au moins trois hypothèses pour expliquer cela : d'une part les employé·e·s domestiques que j'ai croisé·e·s étaient déjà très discret·ète·s et avaient sans doute intériorisé cet impératif de discrétion, d'autre part les ménages enquêtés faisaient assez confiance aux employé·e·s pour les laisser pénétrer l'espace privé de leur domicile (contrairement aux employé·e·s étudiés par Eleonora Elguezabal qui travaillent majoritairement dans les espaces collectifs des copropriétés) et enfin, car les personnes enquêtées étant souvent mal à l'aise en me parlant de leurs employé·e·s domestiques, cela aurait été encore davantage le cas à propos de l'encadrement de leurs déplacements.

propos, elle témoigne d'une interprétation particulière de ces interactions : les violences décrites ne sont pas celles de cambrioleurs motivés par l'appât du gain, elles sont faites pour s' « amuse[r] » et briser – en raison d'un antagonisme de classe – la tranquillité et l'évidence de l'entre-soi « bourgeois ». Hormis Lucie Dubreuil, ce sont principalement les enquêté·e·s habitant à Saint-Maur-des-Fossés qui ont fait mention de ces « jeunes » au cours des entretiens. Comme on l'a vu dans le chapitre 1, Saint-Maur-des-Fossés est non seulement plus accessible en transports en commun mais elle est aussi insérée dans un département beaucoup plus pauvre que celui de Rueil-Malmaison. Les gares de RER à Saint-Maur-des-Fossés sont identifiées par les personnes enquêtées comme un espace de confrontation avec ces « jeunes » de classes populaires, à l'instar d'Évelyne Fourcade (née en 1960, chargée de mission à la mairie de Paris, mariée à un gastroentérologue, 2 enfants) :

*Évelyne Fourcade* – Je me méfie quand même beaucoup de la station de RER de La Varenne, parce que, peut-être que c'est moi qui suis parano hein, mais j'ai quand même l'impression que y'a un certain nombre, y'a quand même des gens... des jeunes, qui sont dans des quartiers moins favorisés que les nôtres, qui cherchent à, qui sont pas très occupés et donc c'est très facile pour eux de venir avec le RER, et de venir un petit peu se moquer des gens qui sont là et voir éventuellement s'ils peuvent pas faire peur à quelqu'un ou même, c'est des gens qui sont moins favorisés, y'a des choses qui peuvent leur faire envie et si c'est trop facile à prendre et ben on peut comprendre qu'ils aient envie de les prendre.

Évelyne Fourcade décrit son malaise au contact de ces « jeunes » qui pourraient chercher à se « moquer » d'elle ou à lui « faire peur ». Au-delà d'une peur pour les biens et les personnes, il semble que la simple présence des « jeunes » dérange les personnes enquêtées. En effet, elle incarne un antagonisme entre la « bourgeoisie » à laquelle elles s'identifient et des classes populaires qui lui seraient hostiles, produisant ainsi un malaise car elle les rappelle à leur propre entre-soi.

Les « jeunes » des autres quartiers représentent également une menace car ils sont identifiés comme venant « racketter » les enfants des classes supérieures. Sylvie Toussaint (née en 1964, femme au foyer, mariée à un chirurgien-dentiste, 3 enfants) déclare que les différences de revenus entre parents créent des « jalousies et des tensions » chez les « zonards », à l'origine du racket :

*Sylvie Toussaint* – Bien que nos enfants ont pas eu des problèmes de racket, effectivement on est proches de banlieues plus défavorisées et que ils savent que en descendant sur La Varenne, à la sortie de l'école ils vont piquer des blousons, des baskets, des portables... Le racket existe aussi bien dans les banlieues défavorisées que dans les banlieues plus privilégiées. [...] Le fait aussi que les gamins... les parents ont un peu de blé, ça crée des jalousies et des tensions. Et puis y'a la gare aussi ! Bon là ça va mieux parce qu'il y a eu la police qui est venue plusieurs fois [...] mais de temps en temps on a des sortes de zonards qui sont là en fin de journée, on sait pas s'ils regardent pas quel est le gamin qui va rentrer seul à la sortie du RER...

Le « racket » des enfants et adolescent·e·s des quartiers étudiés cristallise ainsi tout particulièrement cet antagonisme de classe, dont la responsabilité est reportée sur ces « jeunes ». Alors qu'aucun·e enquêté·e n'a été victime d'une agression dans son quartier, les enfants d'au-moins sept ménages (et souvent à plusieurs reprises au sein des fratries) ont fait l'objet d'une agression ou d'un vol dans l'espace public – deux à Rueil-Malmaison et cinq à Saint-Maur-des-Fossés. Ce constat rejoint celui plus général de la « survictimation violente des jeunes » âgés de 15 à 24 ans révolus (Zauberman, Robert, Beck, et al., 2013). Les auteur·trice·s notent notamment la plus faible propension des adolescent·e·s et jeunes adultes à rapporter leur agression à la police, excepté en Île-de-France où elles·ils préviennent autant la police que les adultes. Les auteur·trice·s envisagent que cette tendance plus forte des jeunes en Île-de-France à prévenir la police est peut-être liée au degré plus élevé de gravité des agressions. Dans le cadre de mon enquête, toutes les violences, sauf une qui n'avait pas donné lieu à un vol, ont été rapportées à la police. Dans deux cas, elles l'ont été directement par les adolescent·e·s après leur agression. Les parents ont porté plainte à quatre reprises et deux cas ont été jugés au tribunal. Il semblerait que ce soit davantage l'appartenance sociale qui soit déterminante dans le rapport des incidents à la police que la gravité des agressions, qui ont toutes été modérées (sans interruption temporaire de travail).

Pour les parents interrogés, ces expériences de racket sont étroitement liées à l'appartenance de classe et aux signes extérieurs de richesse de leurs adolescent·e·s, visibles dans leur adresse, leur tenue vestimentaire ou encore dans le prix de leurs équipements, comme en témoigne Nadine Trajin (née en 1960, retraitée professeure de chimie, marié à un cadre dirigeant, 4

enfants) habitant à Saint-Maur-des-Fossés et dont les trois fils ont été victimes de vols avec violence.

*Nadine Trajin* – Il s'est fait attaquer en fait, en sortant du RER. Et c'est vrai, bon, on l'avait dit à la police et tout, mais la police lui avait dit : « T'as vu comment t'es habillé ? », ils savent... puis de toute façon [...] à la gare on peut sortir du côté Champigny ou du côté Saint-Maur. [...] Ils les attendent dans la gare en fait. Ils savent très bien... de quel côté ils sortent, et du coup ils les suivent.

Nadine Trajin identifie à son tour la gare de RER comme l'espace où les frontières sont les plus poreuses avec les classes populaires et où la menace est donc la plus forte, et ce d'autant plus que l'entre-soi résidentiel fait de l'adresse – ou de la sortie empruntée – un témoin de l'appartenance aux classes supérieures. Le lien entre richesse et risque de racket est détourné par Lucie Dubreuil au profit d'une moralisation de la richesse – et donc en creux d'une stigmatisation de la pauvreté – lorsqu'elle me parle des agressions de ses enfants :

*Lucie Dubreuil* – Sur Rueil, il y a eu trois agressions pour mes deux fils et un qui s'est fait agresser aussi à Châtelet-les-Halles. Alors délit de quoi? Mes garçons ils sont propres sur eux, ils font peut-être un peu trop... J'en sais rien. Ce sont des gentils, ça se lit peut-être sur leur visage ? Ils sont non-violents, gentils, intelligents, sympas quoi. Est-ce que ça énerve ? J'en sais rien.

Lucie Dubreuil mentionne des marqueurs physiques qui témoignent de l'appartenance de classe de ses enfants (« ça se lit peut-être sur leur visage »). Mais, selon elle et contrairement aux propos de Nadine Trajin, ce n'est pas seulement parce qu'ils sont riches que ses fils sont la cible de racket, mais car ils possèdent des qualités morales (« non-violents, gentils, intelligents, sympas ») qui « énervent » les « gamins » de classes populaires. En faisant ce lien, Lucie Dubreuil essentialise les classes supérieures, auxquelles elle associe des qualités morales, et de manière indirecte elle fait de même avec les classes populaires, qui ne supporteraient pas ces qualités morales. Plusieurs recherches ont par ailleurs montré que cette essentialisation et cette moralisation des classes populaires sont des éléments récurrents des représentations des classes supérieures (Paugam et al., 2017).

Cette essentialisation des « jeunes » de classes populaires témoigne, enfin, d'un glissement qui s'opère également dans le passage des frontières de classe à celles de frontières raciales. Dans

les propos recueillis, les « jeunes » sont la plupart du temps identifiés par leur manière de s'habiller :

*Pascale Desmoulins* – Mais vous avez des gens qui tournent, alors je stigmatise le sweat-capuche, parce que c'est facile on les repère pas. [...] On voit le bout du nez, c'est assez difficile de les reconnaître, évidemment.

Tout comme elle le faisait avec les camionnettes des encombrants, Pascale Desmoulins utilise une fois encore le vocabulaire de la stigmatisation, dont elle déplace les marqueurs cette fois au niveau de la tenue vestimentaire. La tenue vestimentaire est en effet une composante fondamentale des classements sociaux. Une enquête collective étatsunienne sur les catégorisations raciales montre que la perception de la race se fait selon des marqueurs physiques tels que la couleur de peau mais également en fonction de facteurs contextuels tels que les vêtements, en fonction des stéréotypes qui y sont associés (Freeman et al., 2011). Une autre enquête collective menée cette fois sur les contrôles de police à Paris montre la plus forte prévalence des contrôles pour les personnes habillées dans un « style urbain » et conclut également sur l'articulation entre des marqueurs de classe et de race dans la production de la discrimination (Jobard et al., 2012). Plus qu'une simple addition, les deux se renforceraient ainsi, sans qu'il soit toujours possible de distinguer ce qui relève d'un processus d'essentialisation lié à la classe et d'un processus de racialisation. On assiste en effet, comme le montre Marwan Mohammed, à une racialisation des « bandes de jeunes » dans les discours médiatiques et politique, en particulier depuis les années 2000 (Mohammed, 2011). Cette imbrication des rapports sociaux de classe et de race est visible dans l'utilisation du terme « faune » par Luc Jacob :

*Luc Jacob* – Ah si si on peut parler quand même de la sécurité, place de la gare, y'a quand même une certaine faune qui traîne.

*Agnès Jacob* – (à voix basse) Enfin une faune, t'exagères enfin!

*Luc Jacob* – Un peu moins maintenant parce qu'ils ont mis des caméras partout depuis qu'ils ont refait la place mais avec le RER y'a quand même une certaine faune.

*Agnès Jacob* – Oui oui, oui oui, ça trafiquote un peu, oui c'est sûr.

*Luc Jacob* – Du trafic de stupéfiants. Mais ça ça doit être quelque chose de récurrent sur toutes les gares.

La référence au monde animal dans les propos de Luc Jacob témoigne d'un processus d'essentialisation : les « jeunes » ainsi désignés se retrouvent animalisés et amalgamés au sein

d'une masse collective sans individuation et menaçante. Le processus d'animalisation étant un mode récurrent de construction de l'altérité de classe aussi bien que de race, il reste toujours malaisé de distinguer absolument les deux rapports sociaux dans la production des frontières symboliques de l'entre-soi.

Quoique les discours des enquêté·e·s construisent une distance sociale où se mêlent mépris de classe et racialisation, les mentions faites de ces « jeunes » n'ont ni la récurrence ni la violence de celles de l'enquête de Bruno Cousin dans des quartiers refondés de Courbevoie et de Levallois-Perret<sup>31</sup> (2008). On peut faire l'hypothèse non seulement que les enquêté·e·s ont fait preuve d'hypercorrection face à moi, mais également que si les ménages rencontrés mentionnent moins cette altérité, c'est que l'entre-soi fonctionne davantage et qu'il est plus affirmé que dans les quartiers étudiés par exemple par Bruno Cousin. En effet, les ménages enquêtés sont de manière générale plus dotés et habitent plus loin de quartiers mixtes ou populaires que ceux de Bruno Cousin. D'ailleurs, les enquêté·e·s les plus virulent·e·s, vivent souvent à proximité d'une station de RER ou d'une résidence comprenant des logements sociaux, où la nécessité de préserver les frontières de l'entre-soi est donc exacerbée pour elles·eux.

Cette volonté de mise à distance de l'altérité ne s'observe pas que dans les discours et les choix résidentiels tournés vers les espaces homogènes. En effet, le choix de l'entre-soi se prolonge pour une partie des personnes enquêtées dans le fait de ne pas utiliser les transports en commun dans la métropole parisienne.

---

<sup>31</sup> Les expressions « faune » et « racaille » ne sont revenues respectivement qu'une seule fois par exemple au cours des soixante entretiens. Bruno Cousin indique quant à lui dans une note la liste des qualificatifs employés par ses enquêté·e·s : « « jeunes plutôt colorés », « jeunes des HLM », « jeunes gars », « désœuvrés », « branleurs », « marlous », « loubards », « loulous », « cacous », « voyous », « petits voyous », « petits délinquants », « petites frappes », « groupes de jeunes », « bandes », « gangs », « pègre », « racaille », « UV » (pour « ultra-violents »), « racketteurs », « drogués », « dealers » (en référence à une consommation de cannabis supposée ou avérée) et le très récurrent « faune » » (2008, p. 94).



### *Usage de la voiture et privatisation des déplacements*

De la même manière que les gares de RER cristallisent les tensions et incarnent la menace, le rejet des transports en commun par certaines personnes enquêtées donne à voir le peu d'appétence pour la mixité et les préférences pour un transport privé. À Rueil-Malmaison, une majorité d'enquêté·e·s ne prend pas les transports en commun, notamment le RER A pour aller à Paris. À Saint-Maur-des-Fossés, elles·ils représentent un peu plus d'un tiers des enquêté·e·s. On observe un lien entre l'accessibilité en transports et l'usage des transports – puisque les enquêté·e·s de Saint-Maur-des-Fossés, la commune la mieux reliée, utilisent davantage le RER<sup>32</sup>. En entretien, les personnes enquêtées sont souvent gênées de ne pas prendre les transports en commun et leurs réponses comprennent une charge morale importante liée à la pollution qu'elles produisent. Cécile Lambert émet un jugement moral négatif au sujet de ses déplacements en voiture (« c'est pas bien »), pour les justifier elle incrimine d'abord la distance de sa maison au RER, avant de se reprendre et de m'avouer ne pas être « une grande fan des transports en commun » :

*Cécile Lambert* – Mais bon cela dit, je suis pas une grande fan, c'est pas bien, c'est pas écologique mais je suis pas une grande fan des transports en commun. Même quand j'habitais à Suresnes, j'habitais juste au-dessus de la gare et je la prenais pas, je me servais pas beaucoup plus des transports en commun. Je dirais que c'est pas ... la vraie raison n'est pas vraiment l'éloignement de la gare.

Le mari de Delphine Garnier (née en 1976, femme au foyer, mariée à un directeur financier, 6 enfants) qui travaille à Paris et qui a pourtant choisi avec sa femme une maison à proximité du RER, « n'aime pas trop » non plus ce moyen de transport :

*Delphine Garnier* – Non. Il aime pas trop le RER. Donc c'est pas très écologique mais il prend sa voiture. Il part à sept heures et demie, parce que souvent il est chargé aussi donc ça, et puis il revient ... C'est vrai que le soir c'est plus simple aussi en voiture. Et puis parfois il a des déplacements aussi...

Les personnes enquêtées ne prenant pas les transports en commun invoquent en effet la simplicité de la voiture, les horaires tardifs mais aussi les incidents, les problèmes techniques

---

<sup>32</sup> Sans qu'il soit possible d'établir un lien de causalité puisque les personnes ne prenant pas les transports en commun ont pu privilégier des localisations éloignées des stations de RER.

et les grèves qui ralentissent le trafic du RER, comme c'est le cas d'Isabelle Fabre (née en 1968, mère au foyer mariée à un directeur financier, 3 enfants) :

*Isabelle Fabre* – Le RER A c'est bien mignon mais ça fonctionne pas toujours très bien, c'est la ligne la plus saturée d'Europe, y'a quand même souvent des problèmes et vu les horaires de mon mari qui part à sept heures le matin et qui rentre jamais avant neuf heures le soir, le RER c'est pas cool.

Cependant beaucoup d'entre-elles·eux – et notamment les femmes au foyer et les retraité·e·s – utilisent leurs voitures en journée pour aller faire des courses, et ce alors que le choix de la voiture n'est pas toujours le plus rapide. Jean-Claude Loison (né en 1947, retraité chef d'entreprise, femme retraitée ayant travaillé dans son entreprise, 1 enfant) dit avoir le « réflexe bagnole » mais me dit également qu'il devrait parfois « se faire violence » et prendre le RER pour ne pas perdre trop de temps dans les embouteillages. De la même manière Christian Lesage (né en 1944, retraité chef d'entreprise, veuf avec 2 enfants), qui n'a pas pris le métro depuis l'obtention de son permis à ses 18 ans, me dit qu'il est allé chez son notaire la veille de notre entretien, qu'il a mis deux heures alors que son fils a mis 20 minutes en transport, il conclue : « à con, con et demi ». Marie-Laure Guillet est également réaliste sur la rationalité du choix de la voiture : « Depuis quelques années, je suis avec ma voiture, même si je sais que je vais avoir des heures, être bloquée dans les encombrements, ben je prends ma voiture. »

Si ces enquêté·e·s préfèrent la voiture alors même qu'elle oblige à partir plus tôt et/ou à rentrer plus tard et qu'elle n'est pas toujours plus rapide, c'est surtout que le trajet est plus agréable. Roland Allouch (né en 1958, chirurgien-dentiste, divorcé, 6 enfants) habite La Varenne et se rend tous les jours à son travail à Paris en voiture, il « aime bien prendre [s]a voiture » et son trajet de retour est une véritable « détente » pour lui. L'aisance dont jouissent les classes supérieures du pôle privé dans leurs grandes maisons de banlieue (cf. chapitre 5) se retrouve dans leur voiture où les personnes enquêtées se sentent à l'aise. Les transports en commun sont au contraire une expérience corporelle désagréable – d'où l'idée de Jean-Claude Loison de « se faire violence » pour les prendre. Sabine Rochet (née en 1962, consultante à domicile, mariée à un cadre dirigeant, 3 enfants) en témoigne lorsqu'elle dit que dans le RER qu'elle « [s]e sen[t] opprimée ». Pascale Desmoulins (née en 1965, sans activité, célibataire) témoigne aussi de cette expérience corporelle désagréable (« j'ai chaud ») qui se conjugue à la peur pour sa

personne et ses biens :

*Lorraine* – Est-ce que vous prenez les transports en commun?

*Pascale Desmoulins* – J'avoue que non. Alors là je me sens pas très rassurée... D'abord j'ai chaud. Et puis, c'est bête, mais c'est peut-être plus à cause des attentats [entretien le 10/11/15]. J'ai des jolis bijoux, j'ai pas envie d'être obligée de ... Je reconnais que je le prends pas. Je l'ai pris hein, bien sûr, quand j'allais à l'école à Paris, j'y allais pas en taxi.

Alors qu'elle compare la vie à Paris et au Luxembourg, où vit son fils, Sylvie Toussaint (née en 1964, femme au foyer, mariée à un chirurgien-dentiste, 3 enfants) parle elle aussi du « sentiment d'insécurité » dans les transports en lien avec le fait d'arborer des signes extérieurs de richesse :

*Sylvie Toussaint* – Quand vous vous baladez dans Luxembourg Ville vous pouvez vous balader avec un beau sac ou des bijoux vous avez pas ce sentiment d'insécurité que vous avez en allant prendre le métro.

Le fait de prendre pour modèle le Luxembourg confirme l'attrait de cette enquêtée pour l'homogénéité sociale et l'entre-soi, qui contraste avec la mixité sociale des transports en commun parisiens. Les déplacements en voiture prolongent l'entre-soi résidentiel mis en avant dans cette partie. Ils permettent d'éviter le mélange, d'être à l'aise dans l'espace privé de sa voiture et sont un marqueur de l'éloignement aux services publics de la fraction de classe du pôle privé.

Dans le prolongement de ces aspects, le rejet des groupes sociaux perçus comme menaçants, qui constitue une des faces de l'entre-soi développé dans cette partie, se cristallise dans la question des logements sociaux. Les enquêté·e·s entretiennent un rapport ambivalent à la mixité sociale, qu'elles·ils ne peuvent pas rejeter en bloc du fait du « mot d'ordre » qu'elle constitue (Tissot, 2010a) mais qu'elles·ils expérimentent peu dans leurs pratiques résidentielles.

## **2. Les habitant·e·s face aux politiques municipales de préservation de l'entre-soi**

La mise à distance de l'altérité sociale se prolonge dans la vision qu'ont les personnes enquêtées des logements sociaux et de leurs habitant·e·s. Les quartiers étudiés se caractérisent par

l'absence de logement social en leur sein. Cette absence repose sur des politiques municipales favorables à l'entre-soi. Toutefois, les politiques mises en œuvre à l'échelle locale ne sont pas les mêmes vis-à-vis des logements sociaux. Elles entraînent des positionnements différenciés au sujet de la mixité sociale de la part des personnes enquêtées selon leur commune de résidence, et également selon leur positionnement politique et leur appartenance religieuse.

## **2.1 Des politiques locales comme garante de l'entre-soi**

Les communes étudiées sont ancrées à droite politiquement et ont toutes les deux connu un maire au pouvoir durant plusieurs décennies. Dans la communication autour des politiques locales mises en œuvre par ces équipes municipales, on retrouve la comparaison au « village » présente dans le discours des enquêté·e·s. Elle met en exergue la volonté de préservation d'un cadre traditionnel et l'opposition à la densification, qui est elle-même garantie par les politiques de logement et d'habitat.

### *La politique des villages*

Les deux communes étudiées ont connu un maire emblématique entre les années 1970 et les années 2000 : Jacques Baumel, maire RPR puis UMP à Rueil-Malmaison, élu de 1971 à 2004, et Jean-Louis Beaumont, maire divers droite à Saint-Maur-des-Fossés, élu de 1977 à 2008. Les deux communes – et encore davantage les quartiers étudiés (cf. chapitre 1) – sont des bastions traditionnels de la droite, où les maires arborant cette étiquette politique sont élus sans difficulté<sup>33</sup>. Les enquêté·e·s témoignent de cette idée de bastion, comme c'est le cas d'Isabelle Fabre qui parle de Rueil-Malmaison comme d'un endroit « à forte connotation politique » où « si vous avez l'étiquette du parti vous êtes élu ». Si les maires sont « élu[s] d'office » (Isabelle Fabre) c'est également parce qu'ils mènent une politique identifiée à droite, reprise par leurs successeurs : Patrick Ollier à Rueil-Malmaison élu UMP puis LR depuis 2004 et Sylvain Berrios à Saint-Maur-des-Fossés élu UMP puis LR depuis 2014.

---

<sup>33</sup> C'est davantage le cas à Rueil-Malmaison, car il a existé des oppositions entre différents courants de la droite à Saint-Maur-des-Fossés durant ces quarante dernières années – amenant par exemple Jean-Louis Beaumont à perdre sa députation en 1997 ou encore à ne pas réussir à imposer son successeur en 2008.

À Saint-Maur-des-Fossés, Jean-Louis Beaumont a théorisé et mis en œuvre la « politique des villages » après avoir fondé son propre parti des Villages dans la Ville pour les élections municipales de 1977. Cette politique se veut cohérente avec le caractère résidentiel de la ville, elle s'appuie sur une vision « nostalgique » et un programme conservateur sur le plan urbanistique (Eldin, 2016). Elle consiste principalement à préserver de faibles densités en limitant les constructions en hauteur, à planter des arbres et à rejeter les populations étrangères<sup>34</sup>. Cette politique des villages a été le cheval de bataille de Jean-Louis Beaumont pendant de nombreuses années et elle a également été l'occasion pour lui de s'opposer à la politique nationale mitterrandienne de grands projets urbains. À Rueil-Malmaison, Jacques Baumel a davantage misé sur le développement économique de sa ville, profitant de la proximité à La Défense pour augmenter le dynamisme local. Il a créé par exemple un quartier dévolu au secteur tertiaire près de la station de RER où se sont établis de nombreux sièges sociaux – Rueil 2000 – ou encore il a mis en œuvre une politique de services de qualité à destination des habitants (cf. chapitre 4) notamment la petite enfance, le sport et la culture.

Malgré ces différences d'orientations politiques, le maire de Rueil-Malmaison a repris lui aussi le terme de « village » dans sa communication politique. En effet, le lieu commun rassurant du village est repris par les municipalités des villes étudiées qui ont toutes les deux décidé de découper leurs communes de 80 000 habitant·e·s, non pas en quartiers mais en « villages ». Comme on l'a vu dans la partie précédente, le terme de village recoupe certaines caractéristiques de l'entre-soi, telles que l'enclavement, l'environnement vert et les faibles densités. En valorisant la forme du village, les maires envoient un signal à leurs administré·e·s sur l'attention qu'ils portent à la préservation de l'espace local et par conséquent de son homogénéité. Brigitte Coste est satisfaite de la préservation de Saint-Maur-des-Fossés, qui est selon elle un attendu de la part de l'« électorat » local :

*Brigitte Coste* – Bon les maires se sont succédés et la ville a quand même été toujours assez bien préservée. On a un cadre de vie c'est vrai qu'il faut préserver. Mais, franchement, je trouve que ça a été fait correctement. Jusqu'à maintenant en tout cas.

*Lorraine* – Tous les élus vous ont paru respecter...

---

<sup>34</sup> L'exemple le plus frappant de ce rejet est celui de l'expulsion illégale en 1980 d'un foyer malien installé sur le territoire de la commune.

*Brigitte Coste* – Oui. Je pense qu'ils sont élus pour ça et je pense qu'ils ont un électorat qui est très très attentif à ça.

La refonte du PLU de Saint-Maur-des-Fossés au moment de l'enquête, et plus largement la question des attributions de permis de construire, étaient source d'inquiétude pour certain·e·s enquêté·e·s qui mettaient en avant la nécessité de « préserver » l'espace local, sa morphologie mais aussi par conséquent son homogénéité sociale. De la même manière, le rôle que peut avoir l'État dans les politiques locales inquiétait parfois les personnes enquêtées – et ce d'autant plus que le gouvernement était socialiste au moment de l'enquête – comme en témoigne Sabine Rochet :

*Sabine Rochet* – C'est vrai que Rueil a toujours essayé de préserver un peu le côté vert, et a essayé de préserver un petit peu ce côté, bah, de ville de l'ouest de Paris, où il est bon vivre, où c'est pas tout bétonné... Mais à un moment donné ils sont obligés de le faire. Et avec les nouvelles politiques territoriales, je pense qu'ils vont imposer de plus en plus des quotas au niveau des communes.

Sabine Rochet ne parle pas explicitement de logements sociaux mais y fait probablement référence en parlant de « quotas ». En effet, la politique de logement social est une composante décisive de l'attitude favorable vis-à-vis de l'entre-soi à l'échelle locale.

#### *Les politiques locales vis-à-vis du logement social*

Les quartiers étudiés se caractérisent par leur faible densité : il y a en leur sein peu d'immeubles et plus particulièrement, très peu de logements sociaux<sup>35</sup>. Cette situation similaire dans les deux communes étudiées résulte de deux politiques locales très différentes vis-à-vis des logements sociaux. À Rueil-Malmaison cette absence de logement social dans les quartiers les plus aisés est compensée dans d'autres quartiers. En effet, la commune dispose en 2016 de 24,55 %<sup>36</sup> de

---

<sup>35</sup> Pour Saint-Maur-des-Fossés, voir la carte sur la répartition des logements sociaux par quartier dans le Val-de-Marne réalisée par l'APUR (2015, p. 36) où l'on voit que le quartier de La Varenne ne comprend pas de logements sociaux et que le quartier du Parc en comprend très peu (moins de 5 %). Pour Rueil-Malmaison, voir le tableau des logements sociaux par quartier en 2000, réalisé par Marco Oberti (2007, p. 172) où l'on peut voir qu'il n'y en a pas dans le quartier Jonchères-Malmaison-Saint-Cucufa et qu'il y en a 7 % dans le quartier Bords-de-Seine.

<sup>36</sup>D'après les chiffres de l'Open Data des Hauts-de-Seine, voir : <https://opendata.hauts-de-seine.fr/explore/embed/dataset/taux-de-logements-sociaux/table/?disjunctive.commune&q=rueil-malmaison&refine.annee=2016&sort=annee> (consulté le 25/07/2019).

logements sociaux et respecte donc les quotas fixés par la Loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain (SRU) du 13 décembre 2000 (20 % porté à 25 % par la loi ALUR de 2014). La politique communale en matière de logement social, portée par la droite depuis les années 1970, a été double : d'une part concentrer les logements sociaux dans certains quartiers – le principal étant le quartier de La Fouilleuse rebaptisé Le Clos des Terres Rouges – d'autre part, privilégier le logement social de type intermédiaire<sup>37</sup> (Oberti, 2007 ; DRIHL Hauts-de-Seine, 2016). Cette double politique a permis de maintenir des quartiers résidentiels aisés et homogènes tout en respectant la loi.

À Saint-Maur-des-Fossés au contraire, l'absence de logements sociaux dans les quartiers étudiés résulte plus généralement d'une politique communale d'opposition aux logements sociaux. Avec 7 % de logements sociaux en 2017, la ville fait partie des neuf grandes villes françaises (de plus de 34 000 habitant·e·s) qui ne respectent pas les quotas imposés par la loi<sup>38</sup> (Fondation Abbé Pierre, 2018). Elle est considérée par la Fondation Abbé Pierre comme « multi-récidiviste » étant donné qu'elle construit très peu de logements sociaux depuis la mise en place de la loi SRU et ne cherche pas à rattraper son retard. La commune a donc payé en 2018 une amende de 6,4 millions d'euros à l'État, en raison de son stock déficitaire de logements sociaux mais aussi de la forte carence de construction récente.

Ces deux politiques illustrent deux manières différentes de faire des politiques municipales favorables à l'entre-soi, en fonction d'une catégorisation de la désirabilité des populations qui est au cœur des politiques de peuplement (Desage, Morel Journel et Sala Pala, 2014). Elles sont connues des personnes enquêtées qui les prennent en compte dans leur discours vis-à-vis des logements sociaux.

---

<sup>37</sup> Parmi les logements sociaux à Rueil-Malmaison, le type majoritaire est celui le « moins social », le type PLS, qui représente un peu plus de 40 % de l'offre de logements sociaux (DRIHL Hauts-de-Seine, 2016).

<sup>38</sup> Les autres villes franciliennes de cette catégorie sont : Neuilly-sur-Seine avec 6 % de logements sociaux, Vincennes avec 11 % et Boulogne-Billancourt avec 15 %.

## 2.2 La politique des villages à l'échelle des discours des enquêté·e·s

Ces différentes politiques menées à l'échelle locale ont des répercussions dans les discours des enquêté·e·s au sujet des logements sociaux. Tout d'abord, il est important de préciser qu'en entretien, les enquêté·e·s parlent peu d'elles·eux-mêmes des politiques de construction à l'échelle du quartier. Je les y invite généralement vers la fin de l'entretien en leur demandant leur avis vis-à-vis de telles politiques. La plupart d'entre elles·eux sont contre l'idée d'une densification de leur quartier qui mettrait en péril son homogénéité sociale. Elles·ils évoquent souvent la question des logements sociaux qui incarnent physiquement la menace de l'altérité. En effet, les grands ensembles font office de figure repoussoir en raison de leur morphologie urbaine (Collet, 2015) et de la forte distance sociale entretenue avec leurs habitants. Cependant, la manière dont les personnes enquêtées parlent des logements sociaux dépend à la fois de leur profil – notamment en termes de préférences politiques ou d'appartenance religieuse – et des politiques municipales mises en œuvre à l'échelle locale. Les personnes enquêtées les plus à droite politiquement sont celles qui rejettent le plus ouvertement les logements sociaux en entretien. De manière générale, les habitant·e·s de Saint-Maur-des-Fossés sont davantage sensibilisé·e·s à la question du logement social qu'elles·ils savent quasiment inexistant dans leur commune alors qu'à Rueil-Malmaison, le respect des quotas SRU semble aller de pair avec un positionnement de principe favorable à la mixité sociale, en déconnexion avec les pratiques résidentielles des personnes concernées.

### *Rejet des grands ensembles et racialisation de leurs habitant·e·s*

Indépendamment de la position de leur commune, certains enquêté·e·s, tenant des discours ancrés politiquement à droite, affichent leur hostilité à l'égard des logements sociaux de manière affirmée. C'est le cas de Christian Lesage (né en 1944, retraité chef d'entreprise, veuf avec 2 enfants) :

*Christian Lesage* – Et on est en plus en bonne position en termes de mix social au niveau habitat. On est dans les normes. Et alors on a un coup de pot alors génial, vraiment un coup de pot, c'est que y'a un plateau vers le Mont Valérien où y'avait tout un centre Renault de recherche, mais sur des hectares et des hectares, qui est réservé maintenant pour la ville et ça va être un éco-quartier avec ... donc en termes de lotissement sociaux et tout, on est peinarde, on est peinarde, on n'a pas besoin d'être envahi ici ! (rires) On repousse les limites un peu plus loin (rires) !



Christian Lesage se réjouit de l'homogénéité sociale de son quartier, le Parc de la Vervolière à Reuil-Malmaison, et ce d'autant plus que la commune est « en bonne position » vis-à-vis des quotas SRU. Il profite d'une commune de résidence « dans les normes » sans avoir à être « envahi » dans son quartier. Le choix de ce dernier terme indique la nature de la menace extérieure, sinon barbare, *a minima* étrangère, et peut être reliée à la comparaison de Saint-Maur-des-Fossés à une forteresse, faite par d'autres enquêté·e·s (cf. *infra*). En parlant de « limites », Christian Lesage fait un travail de marquage des frontières qui entourent l'entre-soi. Roland Allouch relie également la tranquillité de son quartier à l'absence de logements sociaux à Saint-Maur-des-Fossés résultant pour lui d'un « choix politique » :

*Roland Allouch* – C'est un cadre entre guillemet un peu... pas idyllique... mais c'est encore protégé je pense. Mais c'est protégé pour de simples raisons, faut pas leurrer, c'est parce que la mairie a refusé, et ça coûte très cher à la commune, les logements sociaux par exemple. [...] La mairie préfère payer des amendes à l'État plutôt que ... C'est un choix, c'est un choix politique.

L'expression « faut pas se leurrer » peut être analysée comme la mise en avant d'un principe de réalisme par Roland Allouch, qui s'opposerait aux arrangements discursifs d'une partie des habitant·e·s, valorisant la mixité tout en profitant de l'entre-soi (cf. *infra*).

L'opposition aux logements sociaux peut se faire de manière plus large – et moins en lien avec le contexte local – sur la base d'un positionnement politique ancré à droite et opposé au prétendu « assistanat » des classes populaires :

*Sylvie Toussaint* – Je crois qu'il était question de faire des logements sociaux. Si c'est pour mélanger et faire des petites unités avec des logements tradi et des logements sociaux, pourquoi pas. Si c'est pour faire que du logement social, non. Parce que d'abord je trouve pas ça normal qu'il y ait des gens qui ont des petits revenus mais qui ont des revenus assez importants pour pas bénéficier de logement social et qu'ils bénéficient pas de logements qui ont été construits dans un cadre agréable. Trop de social tue le social pour moi ! Y'a un moment donné les gens qui se lèvent tous les matins qui vont bosser je trouve qu'ils ont le droit à un tout petit peu de considération, un petit peu plus peut-être que ceux qui attendent que d'être assisté et qui vont pas bosser parce que finalement la différence est pas si grande pour aller bosser et se lever tous les matins, que de toucher le chômage. C'est peut-être un peu cru ce que je dis mais voilà.

Sylvie Toussaint (née en 1964, femme au foyer, mariée à un chirurgien-dentiste, 3 enfants) opère ainsi un glissement dans son discours entre une forme de logement – le logement social – et un type de population – les « assisté·e·s ». La référence à l’assistantat recherche la cause de la pauvreté dans la nature des êtres : elle permet donc de justifier la pauvreté et de « neutraliser la compassion » à l’égard des pauvres (Paugam et al., 2017). Habitant une commune pointée du doigt pour son manque de logements sociaux, elle sait que son discours politique est « cru ». Ce discours est marqué politiquement à droite, et elle souligne en entretien ce qu’elle considère comme la franchise et le réalisme de sa position en me disant : « Les logements sociaux, c’est encore du politiquement correct. »

Christine Laroche (née en 1968, agente immobilière à mi-temps, mariée à un agent immobilier, 3 enfants) mobilise quant à elle son expérience professionnelle comme agente immobilière pour me donner son avis sur la politique de construction à Saint-Maur-des-Fossés. Ce faisant, elle explicite à la fois le caractère « appréciable » de vivre dans une commune « privilégiée », mais aussi l’altérité sociale provenant de l’« émigration » qu’il s’agit de maintenir à distance :

*Lorraine* – Que pensez-vous de la politique de construction ? [...]

*Christine Laroche* – Euh... je suis, comment le dire... on est dans une commune qu’on dit, et que je considère un peu privilégiée... et je ne m’en porte pas plus mal. C’est même quelque chose que je trouve plutôt appréciable. [...] Qu’on construise des logements sociaux là où y avait de vieilles constructions qu’on puisse surélever etc., je trouve ça très bien, mais pour garder le cadre de vie et préserver cette vie très agréable qu’on a, il est important de proposer ces logements à des gens qui sont prêts à comprendre comment fonctionne Saint-Maur. Voilà. Et pas se retrouver... avec des bandes qui vont tout casser, qui vont cambrioler, etc. Enfin là je décris un truc pas très sympa mais moi je suis confrontée à la réalité de par mon métier. Et moi qui gère quand même des logements sur Champigny, sur Bonneuil etc., je vois qu’y a une vraie fracture sociale. Quand on passe là-bas. Pour certaines communes, attention, pas toutes. Chennevières, Ormesson, y a aucun souci. Et c’est une réalité. C’est pas du tout... ni... ni du racisme, ni autre chose de ma part mais je le vois au niveau de mon travail. C’est véritablement une réalité. Sans généraliser, je le vois euh... on va être cités ou pas ? Notre nom etc. ?

*Lorraine* – Non, non, je change les noms, je change tous les noms... [...]

*Christine Laroche* – J’ai pas de souci. Oui, voilà, je veux bien être honnête et foncièrement honnête à votre égard mais il faut pas que ça nous attire des ennuis derrière... [...] Dès qu’on part sur des communes où on est sur des prix de marché de

loyers un peu inférieurs, avec des gens qu'ont des situations et une solvabilité plus modeste, euh... Alors qui dit solvabilité plus modeste, euh... ne dit pas forcément que les appartements sont mal tenus et mal entretenus, mais c'est par rapport à une certaine catégorie de personnes. Et notamment... mais ça, je ne veux pas que vous le notiez mais c'est pour la compréhension, je pense que vous l'avez compris, c'est tout ce qui est émigration. Ça, ça me pose, ça pose un problème.

Christine Laroche essentialise la classe lorsqu'elle pointe les problèmes de compréhension des locataires de logements sociaux vis-à-vis du mode de vie des habitant·e·s de classes supérieures. Selon elle, le problème n'est pas qu'elles·ils n'ont pas les moyens financiers pour s'adapter mais qu'elles·ils n'en sont pas capables. La précision de Christine Laroche sur le fait que la moindre solvabilité des personnes n'entraîne pas forcément un mauvais entretien de leur appartement fait écho aux propos de Sylvie Toussaint pour qui « l'éducation c'est pas une question d'argent, c'est une question de mentalité ». Ces propos témoignent une fois encore de l'essentialisation des qualités morales associées aux positions de classe. Cette essentialisation n'est pas seulement de classe mais également de race. En effet, en évoquant elle-même que ce qu'elle dit pourrait être « raciste », elle rend claire la racialisation de son propos. Ce qu'elle confirme à la fin de l'extrait d'entretien en pointant l' « émigration »<sup>39</sup>. À nouveau, on peut souligner que l'enquêtée n'est pas à l'aise du fait de la charge raciale de son discours, comme le montre le fait qu'elle revérifie les conditions d'anonymisation que je lui avais exposées en début d'entretien. Contrairement aux demandes de l'enquêtée, je choisis ici de mentionner ses propos sur le « problème » de l' « émigration ». D'une part, car nous n'avions pas fixé de conditions de possibilité d'un « off » lors de cet entretien enregistré et anonymisé. D'autre part, car cette précision que Christine Laroche souhaite soustraire à l'analyse est jugée à la fois importante pour la « compréhension » et en même temps évidente (« je pense que vous l'aurez compris »). Analyser cet extrait d'entretien est donc crucial pour mettre au jour les fondements raciaux de rapports de domination, et ce d'autant plus qu'ils transparaissent rarement dans les discours du fait de la prégnance des condamnations morales qui y sont associées. Comme le

---

<sup>39</sup> Les discours de Sylvie Toussaint et Christine Laroche au sujet des habitants des logements sociaux font écho à ceux des élus locaux étudiés par Fabien Desage. Au sujet de la distinction entre des populations désirables et indésirables, il note : « Se rejoue également dans ces oppositions la distinction entre les « pauvres méritants » et les autres, qui traverse les politiques sociales depuis deux siècles (Topalov, 1994), et prend ici une tournure ethnicisée. » (2016, p. 107)

note Sylvain Laurens à propos de son enquête sur les hauts fonctionnaires et l'immigration, respecter ces « off » ne répond pas à un « idéal de neutralité » mais fait au contraire primer la volonté des « imposants » et se fait au détriment de la connaissance scientifique (2007).

Cependant, l'hostilité manifeste contre les logements sociaux est assez rare en entretien. Pour la plupart des enquêté·e·s, les configurations locales et la nature des politiques mises en œuvre jouent un rôle sur la nature des discours tenus.

### *Regretter « un peu » le manque de mixité à Saint-Maur-des-Fossés*

Les positions des enquêté·e·s vis-à-vis du logement social dépendent en effet fortement du contexte local. La médiatisation à l'échelle locale et nationale de la situation en matière de logements sociaux de Saint-Maur-des-Fossés entraîne une sensibilisation de ses habitants au sujet des politiques d'habitat. Ainsi, les enquêté·e·s à Saint-Maur-des-Fossés me parlent beaucoup plus systématiquement de la politique de la ville qu'à Rueil-Malmaison. La plupart d'entre elles·eux n'ignorent pas que la commune, bien que surendettée, paye de lourdes amendes à l'État. Cette situation entraîne une reconnaissance plus forte de l'entre-soi en entretien qui est comme objectivé par la position de la ville vis-à-vis du logement social. On peut faire l'hypothèse que les pratiques de « naming and shaming » (Hassenteufel, 2011) mises en place par les associations comme la Fondation Abbé Pierre et reprises par les médias, pour pointer les élu·e·s des communes réticentes à construire des logements sociaux (Desage, 2016) se répercutent également, par extension, sur leurs habitant·e·s. En effet, à Saint-Maur-des-Fossés cette situation oblige les enquêté·e·s à prendre position en entretien au sujet des logements sociaux et à davantage se défendre d'une volonté de sécession que les personnes rencontrées à Rueil-Malmaison. Une partie des enquêté·e·s cherche ainsi à justifier la position de la ville vis-à-vis des logements sociaux. L'idée que l'on ne peut pas agrandir la ville, qui n'est pas « extensible » en raison de la frontière « naturelle » tracée par la boucle de la Marne (Roland Allouch, Luc Jacob), est aussi revenue à plusieurs reprises. L'opposition aux logements sociaux se fait aussi d'après des arguments de préservation du patrimoine architectural, écologique et historique du quartier (cf. chapitre 4), comme le fait Luc Jacob (né en 1956, expert-comptable mariée à une femme au foyer, 4 enfants) en reliant la construction de logements sociaux à la destruction de « beaux pavillons » à Saint-Maur-des-Fossés :

*Luc Jacob* – Et quand même un point important c'est que pendant de nombreuses années la municipalité n'a pas fait son quota de logements sociaux. Donc on a des pénalités énormes, vous savez avec la loi Gayssot des pénalités qui sont énormes, je sais plus, c'est plus de dix millions d'euros. C'est vrai que ... bon la commune est pas extensible non plus, les logements sociaux c'est des beaux pavillons que tu détruis puis on construit des immeubles dessus. Ça c'était pas la volonté du maire.

Les enquêté·e·s s'opposent de manière plus générale à la densification de leur quartier en raison du manque de services afférents et/ou d'infrastructures adaptées et des problèmes de circulation et de stationnement engendrés.

D'autres enquêté·e·s à Saint-Maur-des-Fossés affirment cependant en entretien qu'elles·ils souhaiteraient voir plus de logements sociaux construits dans la ville, à l'instar de Janine et Pierre Merle (née en 1944, retraitée femme au foyer et né en 1945, retraité chef d'entreprise, 2 enfants), ou encore de Suzanne Guillet (né en 1936, retraitée femme au foyer mariée à un retraité ingénieur, 4 enfants) :

*Pierre Merle* – Bah, faut pas faire un ghetto...

*Janine Merle* – Ça c'est ce que certains voudraient mais nous c'est pas ce qu'on veut.

*Lorraine* – Mais c'est une préoccupation pour certains, le logement social ?

*Janine Merle* – Oh oui, ben oui, bien sûr.

*Pierre Merle* – Nous on trouve qu'il pourrait y en avoir un petit peu plus... Faut les faire intelligemment, mais du temps de Beaumont c'était... c'était interdit.

*Janine Merle* – C'est une préoccupation pour certaines... pour certaines personnes, mais euh, nous on considère que on peut pas vivre sans qu'y ait un mélange de populations.

*Suzanne Guillet* – Ce que je regrette un peu c'est que la politique du logement soit si... Je sais bien qu'ici localement tous les gens sont contre les logements sociaux. C'est ça qui est terrible, ils veulent avoir une femme de ménage mais ils veulent pas de logements sociaux. Et pourtant y'a des logements sociaux qui sont corrects, c'est pas de la racaille obligatoirement.

Pour ces enquêté·e·s saint-maurien·ne·s, au positionnement davantage progressiste, il est important de témoigner de leur relatif regret vis-à-vis de l'homogénéité sociale du quartier. Leur volonté de voir davantage de mixité à l'échelle locale est cependant assez mesurée (« un petit peu plus », « un peu ») et elle ne les empêche pas d'apprécier leur quartier et d'avoir cherché activement à s'y ancrer – dans un deuxième temps pour Pierre et Janine Merle qui sont arrivés

de province à 30 ans pour le travail du mari et depuis plusieurs générations pour la famille du mari de Suzanne Guillet. On peut alors noter une relative déconnexion entre leurs discours et leurs pratiques.

D'autres enquêté·e·s à Saint-Maur-des-Fossés, plus rares, sont également favorables aux logements sociaux mais font preuve de davantage de réalisme au sujet de l'attrait qu'elles·ils éprouvent pour l'homogénéité sociale de leur quartier d'habitation et déclarent se sentir en contradiction avec leurs idéaux de mixité. Ces personnes se rapprochent du groupe d'enquêté·e·s de Rachel Sherman se comparant à moins doté qu'elles·eux (« *downward-oriented* ») qui expérimentent plus de conflits moraux au sujet de leur richesse et de leur position (2017). À Saint-Maur-des-Fossés, ce sentiment complexe et explicite vis-à-vis des logements sociaux se retrouve d'autant plus que les personnes sont croyantes et pratiquantes. L'appartenance religieuse semble nourrir une position favorable aux logements sociaux mais aussi une démarche plus réflexive sur la situation paradoxale entre l'attachement à des valeurs catholiques d'accueil et le fait d'apprécier vivre dans un quartier d'entre-soi.

*Marie-Laure Guillet* – Saint-Maur est une ville qui paye une forte amende pour la loi SRU parce qu'on n'a pas le quota de logements sociaux. Alors là-dessus moi je suis très mal, je suis très mal parce que je fais partie de ces gens qui s'occupent des gens en situation de grande difficulté et puis qui sont très contents d'être dans des beaux quartiers. Donc point de vue éthique je suis mal. Je suis pas en accord avec ma morale !

Marie-Laure Guillet (née en 1955, présidente d'une association de réinsertion, célibataire), admet que son attrait pour son quartier est en partie lié à cette non-mixité et que cela la place dans une position inconfortable. Florence Chapuis (née en 1971, retraitée ingénieure, mariée à un ingénieur, 3 enfants) me parle également de « contradiction » : elle n'est « pas d'accord avec [la] politique de logement social » mais elle admet qu'il est « compliqué de critiquer et d'être content d'être à Saint-Maur ». Ces deux enquêtées sont croyantes et investies dans la pratique religieuse. Elles décrivent le quartier avec des mots très explicites qui ont été peu entendus durant l'enquête comme « beaux quartier » et « entre-soi ».

#### *Vivre dans l'entre-soi et promouvoir la mixité à Rueil-Malmaison*

L'intérêt porté à la question des logements sociaux et la réflexivité sur l'homogénéité sociale à l'échelle locale était beaucoup moins présente à Rueil-Malmaison. Le fait que la commune

respecte ses quotas SRU nuance la perception de l'entre-soi qui existe à l'échelle du quartier. Cela permet plus facilement à certain·e·s habitant·e·s de se rallier au « mot d'ordre de la mixité » (Tissot, 2010a). Pourtant, ce respect des quotas de logements sociaux n'est pas forcément un signe d'une diminution des inégalités socio-résidentielles, comme l'a montré Fabien Desage à travers l'étude de la politique d'allocation des logements sociaux d'une commune résidentielle supérieure de la métropole lilloise, qui prolonge les discriminations en privilégiant les logements intermédiaires de type « PLS » – comme c'est également le cas à Rueil-Malmaison – et en cherchant à capter une demande « issue de leur commune » (2016).

Isabelle Fabre (née en 1968, mère au foyer mariée à un directeur financier, 3 enfants) vit dans le Parc de la Vervolière, espace étudié le plus sélectif et le plus fermé. Elle prône la mixité de manière théorique – et peu risquée, puisqu'il s'agit essentiellement de ne pas s'opposer à la construction de logements sociaux qui n'est de toute façon pas prévue - et elle ne rapproche jamais cette vision de sa propre situation résidentielle, ce qui lui permet de condamner avec violence Saint-Maur-des-Fossés :

*Isabelle Fabre* – Je trouve qu'au niveau de la politique justement de HLM, je crois qu'on est proche des 20 % de la loi SRU, ben ce côté-là ben c'est bien. [...] Je trouve qu'il faut continuer dans ce sens. Parce que je pense que pour avoir une cité harmonieuse il faut de tout. Il faut pas faire de ghettos. [...] Maintenant en France pour revenir en arrière ça demanderait des moyens qu'on n'a pas. Mais cette loi SRU et cette histoire des HLM, on peut toujours faire mieux, mais ils ont plutôt fait un bon boulot. Quand tu vois qu'une ville aussi riche que Rueil est à 20 % de SRU là où ils sont même pas à 3 % à Saint-Maur-des-Fossés. [...] Personnellement je trouve ça lamentable. Y'a pas d'autre mot pour qualifier ça.

Dans le cas d'Isabelle Fabre, ce positionnement favorable à la mixité sociale peut être interprété comme un instrument pour se distinguer de ses voisin·e·s et de leurs préjugés contre les habitant·e·s des logements sociaux.

Un de ses voisins, Gilles Marzin, (né en 1950, architecte, marié à une radiologue, 2 enfants), se rallie également à cet idéal de la mixité, en soutenant cette fois qu'elle existerait au sein même du Parc de la Vervolière :

*Gilles Marzin* – La mixité de la population c'est intéressant. Sinon on arrive à des quartiers qui sont pas sympas. Est-ce que vous aimeriez habiter dans le XVI<sup>e</sup> ?

*Lorraine* – Moi ? Non.

*Gilles Marzin* – Dans le XIV<sup>e</sup> ? Oui.

*Lorraine* – Oui oui oui.

*Gilles Marzin* – Dans le XIV<sup>e</sup> mais pas dans le XVI<sup>e</sup>. Donc il faut un peu mixer.

*Lorraine* – Mais il faut aussi trouver l'échelle parce que les gens qui sont venus ici c'est justement pour pas être dans un endroit de mixité.

*Gilles Marzin* – Où ? Ici ?

*Lorraine* – Dans le Parc.

*Gilles Marzin* – Le Parc c'est autre chose je pense. C'est pas un bon exemple parce que bon, c'est le Parc. Mais y'a pas que des gens... Y'a des petites maisons dans le Parc avec des gens qui ont pas beaucoup de moyens. Y'a une petite maison qui s'est vendue y'a quatre-cinq ans, qui s'est vendue à un couple qui bon n'a pas des moyens importants. [...] Lui il est taxi, elle je sais pas ce qu'elle fait mais lui on voit son taxi donc je sais qu'il est taxi. Donc y'a une mixité quand même qui existe. C'est pas le seul exemple. Je prends cet exemple parce qu'il est récent. Mais vous avez pas que des grosses maisons dans le Parc. [...] Avenue Martin, sur le côté droit y'a des plus petites maisons. Donc automatiquement les prix sont moins importants et donc c'est accessible à plus de monde. Donc ça apporte une mixité, elle est restreinte certes, mais elle existe.

Cet extrait d'entretien est riche à plus d'un titre. Tout d'abord, Gilles Marzin, est sous le joug d'une injonction forte à la mixité qui lui fait surestimer les différences sociales à l'œuvre dans cet espace fermé. Ensuite, d'un point de vue plus réflexif sur l'enquête, il faut noter que je sors ici de ma réserve habituelle<sup>40</sup> pour pointer l'entre-soi de son quartier à Gilles Marzin. Cet écart à la posture adoptée pendant l'enquête peut s'expliquer pour au moins deux raisons : Gilles Marzin me pose à son tour des questions, il cherche à devenir un interlocuteur (Le Wita, 1988) (cf. chapitre 2) et à transformer l'entretien en discussion ; de plus, le fait qu'il soit architecte me laisse penser qu'il aura un point de vue professionnel sur la question, plus objectif et plus réflexif, alors que pour lui « le Parc, c'est autre chose ».

Au-delà de ces discours portés sur les grands ensembles et leurs habitants, les personnes enquêtées se mobilisent peu pour protéger l'entre-soi des quartiers étudiés, ou favoriser la

---

<sup>40</sup> Cette réserve m'amenait habituellement à ne pas pointer les contradictions des enquêté·e·s ni à exprimer une opinion contraire, les échanges contradictoires pouvant être source d'incompréhension (Avanza, 2008) et donc facteurs de risques pour l'enquête.



mixité sociale pour les plus progressistes. Elles-ils sont également assez peu au courant des opérations immobilières de construction ou de rénovation à proximité, du reste relativement peu nombreuses. Le seul exemple de mobilisation entendu sur le terrain a été une pétition rédigée quelques mois avant l'enquête par des habitant·e·s du Parc de la Vervolière contre le projet d'une petite résidence comprenant quelques logements sociaux à proximité du lotissement. Cependant, les deux enquêtées qui mentionnent cette pétition – Béatrice Cartier et Isabelle Fabre – ne l'ont pas signée et elles en parlent au contraire pour se distancer de ces pratiques. Isabelle Fabre moque les motivations de ces habitant·e·s dont elle cherche à se distinguer fortement en entretien : « On est plus entre... On a acheté dans cet endroit et on veut pas perdre de sa valeur, en gros c'est ça l'idée. » Au moment de l'enquête, la mobilisation s'est arrêtée, aucun enquêté·e du Parc ne connaissait le calendrier de l'opération immobilière en question et personne ne semblait s'en inquiéter. Cette faible mobilisation pourrait paraître paradoxale, mais en réalité si peu de personnes se mobilisent pour défendre le quartier c'est qu'elles n'en perçoivent pas la nécessité : l'entre-soi est fort et ses frontières sont peu menacées. De plus, les enquêté·e·s ne se mobilisent pas directement pour contrôler le peuplement à l'échelle locale, mais elles-ils peuvent voter pour des maires engagés dans la préservation des quartiers aisés (cf. *supra*).

Que conclure de cet examen des frontières de l'entre-soi ? Ce dernier est difficile à saisir dans les discours des enquêté·e·s, qui revendiquent finalement peu l'homogénéité en entretien. Mais les figures de l'altérité que certain·e·s enquêté·e·s évoquent et le positionnement vis-à-vis des logements sociaux permettent de repérer des marqueurs de classe qui se doublent parfois de marqueurs raciaux. Cependant, les frontières qui entourent l'entre-soi n'apparaissent pas seulement dans les discours, elles peuvent aussi se matérialiser dans les prix et dans l'espace physique du quartier. De ce point de vue, une véritable dynamique de fermeture résidentielle s'observe dans certains quartiers étudiés. Si elle peut être analysée comme une manière de marquer encore davantage les frontières, cette fermeture n'est en même temps pas consensuelle et apparaît ainsi comme un processus qui trace d'autres frontières au sein des ménages enquêtés.

### **3. Les espaces enclavés à l'échelle locale : des « ghettos de riches » ?**

Fermer un lotissement est une façon de marquer physiquement les frontières qui entourent l'entre-soi, et ce afin de le renforcer. Cette fermeture s'impose aussi au chercheur et à la chercheuse et peut en partie expliquer pourquoi le phénomène est relativement peu étudié dans la métropole parisienne. Nous allons nous intéresser ici aux rapports des habitant·e·s des quartiers étudiés à la fermeture résidentielle. Nous analyserons dans une première partie les dynamiques de fermeture à l'œuvre dans les quartiers étudiés et les tensions qu'elles entraînent au sein des lotissements, définies dans les discours comme des « conflits de génération ». Dans un second temps, nous nous intéresserons aux cas de deux lotissements à Rueil-Malmaison dont l'analyse du processus de fermeture résidentielle renseigne sur la différenciation interne au sein de la fraction de classe étudiée, qui ne se fait pas uniquement sur des critères générationnels mais plus largement sur des enjeux d'appartenance sociale.

#### **3.1 Dynamique de fermeture résidentielle**

Les travaux sur la fermeture résidentielle en France se sont inspirés des recherches anglo-saxonnes sur les *gated communities*. Il s'agira dans cette sous-partie de détailler l'apport de ces travaux précurseurs et d'étudier l'état de la fermeture en France et dans les quartiers étudiés. Les formes de fermeture sont diverses et ne sont pas toujours consensuelles au sein des habitant·e·s. La fermeture est aussi moins aboutie en France que sur le continent américain, en raison de l'impossibilité d'une véritable sécession sur le plan politique et fiscal et de la nécessité de trouver des accords avec les municipalités au sujet de la fermeture résidentielle.

##### *État de l'art sur les gated communities : des effets aux processus*

Bien que les formes résidentielles enclavées aient toujours existé (Porcu, 2013), les « *gated communities* » ont commencé à être étudiées dans les années 1990 (Blakely et Snyder, 1997 ; Low, 1997). Le but était alors de décrire cette nouvelle forme résidentielle qui se répandait aux États-Unis depuis les années 1970 et dont l'aspect le plus remarquable était sa clôture. Plusieurs travaux de recherche ont ensuite été entrepris pour décrire les facteurs de la fermeture résidentielle, ses formes physiques ainsi que la vie en communauté à l'œuvre dans les *gated communities* aux États-Unis – en particulier dans la Sun Belt – (Le Goix, 2003 ; Low, 2004),

les *condominio fechado* au Brésil (Caldeira, 2000) ou encore les *barrio cerrados* dans le reste de l'Amérique latine (Capron, 2004 ; Elguezabal, 2015).

Il existe de multiples définitions de ces formes résidentielles qui peuvent être résumées en deux aspects essentiels et deux autres secondaires. Les *gated communities* sont clôturées par des barrières – ou tout autre dispositif physique de fermeture – et leur accès est contrôlé (par du gardiennage et/ou de la vidéosurveillance) : elles sont donc fermées et surveillées. De plus, certaines définitions mettent l'accent sur l'offre de loisirs et de services financés et utilisés par les habitant·e·s dans une logique de club ainsi que sur la présence d'un règlement contraignant les usages et les transformations bâties, mis en application par une association de copropriétaires.

Depuis le continent américain, ces programmes de logement fermés se sont répandus dans le monde entier au cours des années 2000 (Webster, Glasze et Frantz, 2002), y compris dans certains pays d'Europe comme le Royaume-Uni (Atkinson et Flint, 2004 ; Blandy, 2009), la France (Billard et Madoré, 2010 ; Loudier-Malgouyres, 2013 ; Sabatier, 2005), le Portugal (Raposo et Cotta, 2009) ou encore la Hongrie (Cséfalvay, 2009)<sup>41</sup>. Ce mouvement n'est pas celui d'une importation stricte du modèle américain et il est crucial de prendre en compte les spécificités nationales et locales (Glasze, Webster et Frantz, 2006). En effet, l'histoire des villes européennes (Le Galès, 2003) et celle des États-Providence a entraîné un niveau d'inégalités plus faible que sur le continent américain, ainsi qu'une meilleure péréquation à l'échelle locale, deux facteurs supposément contraires aux *gated communities* (Cséfalvay et Webster, 2012). Les travaux montrent que les ensembles fermés en Europe répondent à un désir d'exclusivité et d'intimité (« vivre cachés ») ayant toujours existé, mais qui a été renforcé par le développement et la médiatisation de discours sécuritaires. Ils montrent également que l'insécurité ne figure pas toujours dans les raisons principales (Sabatier, 2005 ; Blandy, 2009 ; Loudier-Malgouyres, 2013). Souvent pensés comme réservés à une élite, les ensembles résidentiels fermés sont en fait fréquemment habités par des classes moyennes (Frantz, 2000 ; Atkinson, 2006 ; Loudier-

---

<sup>41</sup> Tandis que les *gated communities* semblent absentes d'autres pays européens, comme par exemple la Belgique (Teller, 2009).

Malgouyres, 2013) et on peut faire l'hypothèse que c'est d'autant plus le cas que ce sont des programmes nouveaux construits dans le périurbain, plutôt que des espaces fermés *a posteriori*.

En France, des travaux de recherche ont essayé de quantifier la dynamique de fermeture et ont conclu à l'impossibilité de chiffrer précisément le phénomène tout en démontrant la banalisation des ensembles résidentiels fermés dans le paysage résidentiel national (Sabatier, 2005 ; Billard et Madoré, 2010 ; Loudier-Malgouyres, 2013 ; Dorier et Dario, 2018). Ces ensembles résidentiels fermés sont généralement plus modestes que ceux du continent américain, à la fois en taille, caractérisée par la superficie et le nombre de logements, mais aussi relativement au degré de sécurité et à l'offre de services. Ces travaux montrent l'importance de l'effet d'offre et le rôle des promoteurs immobiliers dans la progression de la fermeture résidentielle (Sabatier, 2005). La plupart des travaux s'intéressent en effet à des ensembles résidentiels nouveaux, construits fermés.

D'autres travaux, moins nombreux, mettent l'accent sur des formes résidentielles fermées plus spontanées, résultant *a posteriori* de la mobilisation des copropriétés (Dorier et Dario, 2018). Ces dynamiques de fermeture *a posteriori* se font notamment dans des espaces plus proches des centres urbains où il n'y a plus la place de développer de grandes opérations immobilières. Ce sont ces situations qui ont été le plus souvent rencontrées dans les quartiers étudiés. Même dans le cas de l'étude de ces copropriétés fermées *a posteriori*, les travaux en sociologie arrivent souvent « après la bataille » (Bourdieu, 1979, p. 273) et s'intéressent à ce que produisent les barrières sur l'espace physique de la ville et sur les relations sociales. L'accent est souvent mis sur l'intensification ou le délitement du lien social – aussi bien à l'intérieur des communautés fermées qu'avec les populations extérieures – en ignorant les luttes qui ont pu précéder leur mise en place. Mon travail permet de placer la focale sur les *processus* de fermeture et non pas seulement sur ses effets.

#### *Enclavement et fermeture résidentielle à Rueil-Malmaison et Saint-Maur-des-Fossés*

Rueil-Malmaison et Saint-Maur-des-Fossés constituent deux modèles contrastés d'entre-soi résidentiel. À Saint-Maur-des-Fossés, l'urbanisation plus ancienne et plus dense que celle des quartiers étudiés à Rueil-Malmaison rend difficile la fermeture résidentielle, qui est quasiment

inexistante dans les quartiers étudiés au moment de l'enquête. Dans les quartiers étudiés à Reuil-Malmaison au contraire, de nombreuses voies privées sont fermées. L'urbanisation relativement récente de ces secteurs au Sud de la commune, datant davantage de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle et consistant majoritairement à construire sur des terrains agricoles – souvent de maraîchage – ou des friches, a entraîné la multiplication des voies privées et a facilité la dynamique de fermeture. Cette dernière se matérialise principalement par des grilles ou par des barrières, moins coûteuses et produisant également moins d'enclavement puisqu'elles arrêtent les voitures mais peuvent être facilement contournées par les piétons – auxquels elles laissent même généralement un passage sur le bas-côté de la voirie.

L'enclavement résidentiel n'est ainsi pas nécessairement matérialisé par des dispositifs de fermeture. En effet, si la ville de Saint-Maur-des-Fossés est moins touchée par la fermeture résidentielle, elle dispose toutefois elle aussi d'une barrière physique perçue comme protectrice par certains enquêté·e·s. En effet, la ville est lovée dans une boucle de la Marne, qui, en plus de fournir des espaces verts agréables, constitue une barrière naturelle et renforce l'impression d'enclavement comme l'exprime Alain Fournel (né en 1958, chef d'entreprise marié à une femme au foyer, 2 enfants) qui la compare à la presqu'île de Manhattan :

*Alain Fournel* – Il faut que vous ouvriez un passage sur la Marne [dans ma thèse], parce que c'est une sécurité entre guillemets naturelle. [...] Cette Marne qui enserme, qui entoure complètement Saint-Maur... vous savez c'est un peu l'histoire de Manhattan, si vous connaissez Manhattan qui est une presqu'île, on est presque sur une presqu'île parce que le seul passage en fait pour rentrer sur Saint-Maur, si vous voulez pas prendre un pont, c'est Joinville et tout le reste c'est entouré d'eau, c'est des ponts. Et évidemment les ponts sécurisent parce que si jamais y'a quoique ce soit, il suffit de fermer les ponts pour... c'est l'histoire de Paris avec les remparts du Louvre, etc.

D'autres enquêté·e·s à Saint-Maur-des-Fossés me parlent également de « presqu'île » (Ricardo Santos), ou encore de la « boucle » de la Marne (Colette Prévost, Brigitte Coste) qui permet à la ville d'être « totalement cerclée » (Roland Allouch). Alain Fournel va plus loin, en disant qu'il serait facile (« il suffit ») de transformer cet entre-soi en autarcie, en « ferm[ant] les ponts », la Marne faisant office de « rempart ». D'après un autre enquêté, ces ponts ont justement été fermés pendant les émeutes de 2005, ce qui montre bien que cet enclavement est conçu, au moins dans les esprits, comme une protection vis-à-vis des « jeunes » des grands

ensembles (cf. 1.3). Christine Laroche (née en 1968, cadre à mi-temps dans l'entreprise conjugale, marié à un chef d'entreprise, 3 enfants) compare elle aussi la situation géographique de Saint-Maur-des-Fossés à celle d'une forteresse :

*Christine Laroche* – Ces histoires de rondes [de police] la nuit, au niveau des ponts, un peu comme si on était dans une forteresse (rires). Non, non, mais je trouve ça... franchement je trouve ça super bien.

L'analyse de ces extraits d'entretiens permet de mettre en lumière la vision positive, d'au moins certain·e·s enquêté·e·s, de l'enclavement. Le vocabulaire guerrier et médiéval de l'invasion témoigne de la frontière nette qui sépare le quartier d'une altérité dangereuse et étrangère, et exprime un désir de sécession de la part de ces enquêté·e·s. D'autre part, l'analyse du cas de Saint-Maur-des-Fossés montre qu'il n'est pas nécessaire d'avoir recours à des dispositifs physiques de clôture pour être enclavé. La mention du terme « forteresse » par Christine Laroche fait penser aux travaux éponymes fondateurs sur les *gated communities* (Blakely et Snyder, 1997 ; Low, 1997), alors même qu'en l'occurrence elle ne fait pas référence à des systèmes de fermeture résidentielle construits.

À Rueil-Malmaison au contraire, il existe un nombre de plus en plus important de lotissements fermés, de taille variable. J'ai interrogé huit personnes habitant au Domaine de la Vervolière, où trois entrées sur quatre sont fermées, huit personnes habitant au Parc de la Vervolière, lotissement complètement fermé, et quatre enquêtées supplémentaires habitaient également dans des lotissements clos au moment de l'enquête : Delphine Garnier dans une voie privée fermée par une barrière, Pascale Desmoulins dans un lotissement d'une cinquantaine de maisons fermé par des barrières, Marie Valois dans une petite allée privée regroupant six maisons fermée par un portail électrique et Lucie Dubreuil dans un ensemble résidentiel enclavé composé de dizaines de maisons et de deux immeubles dont la fermeture venait d'être décidée en assemblée générale de copropriétaires au moment de l'entretien. Ce rapide panorama des configurations résidentielles des enquêté·e·s montre la diversité des formes de fermeture résidentielle à l'œuvre à Rueil-Malmaison, qui dépendent à la fois de la volonté des copropriétaires et des possibilités concrètes offertes selon l'organisation physique et l'emplacement de l'ensemble résidentiel.

Bruno Sabatier met en avant le rôle de l'offre immobilière – et donc des promoteurs – dans le développement de copropriétés fermées dans la métropole toulousaine (2005). On peut voir également cet effet d'offre sur mon terrain à Rueil-Malmaison, puisque plusieurs enquêté·e·s qui habitent une communauté fermée disent en entretien que ce n'était pas un critère au moment de la recherche du logement. Parfois même au contraire, le fait d'être en copropriété pour gérer l'entretien du dispositif de fermeture et la lourdeur administrative que cela entraîne, peuvent inquiéter les futur·e·s propriétaires, comme ça a été le cas pour Marie Valois et son mari (née en 1968, femme au foyer, mariée à un ingénieur commercial, 3 enfants). Cependant, si la plupart des ménages ne recherche pas activement une maison dans un ensemble clos, c'est une forme résidentielle qui ne les choque pas : quand je demande à Marie Valois pourquoi les anciens copropriétaires ont installé un portail à l'entrée de son ensemble de six logements elle me répond que c'est « pour être chez eux sans doute ». Ce sont les jugements extérieurs qui font office de force de rappel quant à la banalité ou non de cette forme résidentielle, notamment pour Marie Valois quand ses frères se moquent d'elle en lui disant qu'elle vit dans une « *gated community* » ou à « Wisteria Lane<sup>42</sup> ».

Mais le développement de ces formes résidentielles fermées n'est pas que le produit d'un effet d'offre. En effet, la plupart des lotissements étudiés ont été fermés suite à la mobilisation des copropriétés et de leurs habitants. Le Domaine et le Parc de la Vervolière sont des lotissements précurseurs à l'échelle des quartiers étudiés, puisqu'y sont installées des barrières dès la fin des années 1980, comme nous allons le voir plus précisément. La diffusion de ces formes résidentielles fermées semble s'être faite par contagion ou par propagation, par un effet d'imitation – et ce d'autant plus que ce sont les espaces les plus sélectifs qui sont les premiers à se fermer – mais aussi de protection. En premier lieu, on peut ainsi identifier un effet d'imitation de la part des promoteurs qui construisent de nouveaux lotissements mais également de la part de copropriétés qui se mobilisent pour fermer leur espace. Le développement des formes fermées est un argument qui vient « naturellement » plaider en faveur de la fermeture, qui serait une nouvelle norme à l'échelle locale. Valérie Devaux, qui souhaite voir renforcées

---

<sup>42</sup> Nom du lotissement où vivent les protagonistes de la série « Desperate Housewife », qui est sûrement également une référence au statut de femme au foyer de Marie Valois.

la sécurité et la fermeture du Domaine de la Vervolière (cf. *infra*), énonce ce constat en entretien :

*Valérie Devaux* – Vous verrez dans Rueil tout ce qui se construit de nouveau, d'ailleurs en sortant vous verrez y'a une résidence qui a été rénovée, tout est clôturé maintenant. Maintenant systématiquement les résidences elles sont clôturées donc là c'est le grand débat pour ce domaine.

De plus, la dynamique de fermeture est poussée par une volonté de protection relativement aux autres copropriétés. En effet, la fermeture de lotissements à proximité est analysée par les enquêté·e·s comme augmentant la vulnérabilité des espaces non sécurisés<sup>43</sup>. C'est ce que m'explique Lucie Dubreuil (née en 1964, assistante de direction, en instance de divorce avec son mari ingénieur, 4 enfants), qui vit à Rueil-Malmaison dans un lotissement privé, enclavé en forme de boucle, qui est sur le point d'être fermé suite à la décision majoritaire de l'assemblée générale quelques semaines avant notre entretien :

*Lucie Dubreuil* – On avait regardé toutes les résidences autour de nous sur le plateau de Buzenval et qu'elles étaient toutes fermées, on s'est dit « Ben finalement la nôtre est la seule qui est ouverte donc s'ils doivent en choisir une ce sera la nôtre ». Voilà.

On peut donc observer un mécanisme d'entraînement mais également de renforcement de la fermeture résidentielle : une fois ces dispositifs de sécurité mis en place, il y a une tendance chez les habitants à les renforcer au fil du temps. Ainsi, les quatre ensembles résidentiels étudiés étaient en discussion au moment de l'enquête pour achever leur fermeture résidentielle ou la renforcer en remplaçant par exemple les barrières par des grilles.

Mais les dispositifs de fermeture résidentielle peuvent également véhiculer des connotations négatives en ce qu'ils matérialisent l'entre-soi. La fermeture clive et amène les enquêté·e·s, qu'elles·ils soient pour ou contre la fermeture, à utiliser des mots qui réifie la situation d'exclusion comme : « circuit fermé » (Sabine Rochet), « forteresse » (Isabelle Fabre, Christine Laroche), « Fort Knox » (Philippe Calvetti, Pascale Desmoulins, Béatrice Cartier), et « ghetto » (Jean-Claude Loison, Jean Ritter, Janine Merle, Isabelle Fabre, Pascale Desmoulins).

---

<sup>43</sup> Certaines personnes enquêtées font le même raisonnement à l'échelle individuelle au sujet de la fermeture des volets de leur maison en disant que si elles sont les seules à ne pas les fermer, elles seront la cible des cambriolages.



*Pascale Desmoulins* – J'ai des amis qui habitent près du bois [à Rueil-Malmaison]. Alors eux c'est Fort Knox.

Pascale Desmoulins (née en 1965, sans activité, célibataire), qui est pourtant favorable à un renforcement de la fermeture du lotissement où elle habite, compare le lieu d'habitation de ses ami·e·s au fameux camp militaire étasunien – et prolonge ainsi les métaphores guerrières. Ces qualificatifs tranchent avec les euphémisation sur l'homogénéité sociale à l'échelle locale (cf. *supra*). L'usage de ces termes structure les débats au sein des lotissements sur la nature et le degré de fermeture :

*Pascale Desmoulins* – Chez nous, nous on a des barrières mais c'est ouvert sur les côtés. Et alors moi j'aimerais bien qu'on ferme, mais on est à peu près 50-50 à vouloir fermer. [...] Le leitmotiv de ceux qui ne veulent pas, c'est ça qui me... qui m'agace, on nous répond que nous allons ghettoïser, on va faire un « ghetto de riches », on n'est pas forcément riches d'ailleurs, malgré tout. J'ai dit, de toutes façons y'a les maisons et les cartons de grandes télés en plus devant chez moi (rires) on voit bien que c'est quand même un quartier un peu privilégié et c'est un quartier très convoité donc voilà. C'est l'anecdote, moi je pars du principe que fermer, c'est fermer.

Les propos de Pascale Desmoulins montrent comment les débats sur la sécurité prêtent le flan à des distinctions sur des bases socio-économiques – être ou non riche en l'occurrence<sup>44</sup>. La fermeture résidentielle n'est donc pas consensuelle car elle marque symboliquement les espaces, mais également car sa mise en œuvre entraîne des coûts, financiers et organisationnels, pour ses habitant·e·s. En référence à ces coûts, et prolongeant le débat sur les niveaux de richesse, Pascale Desmoulins dit d'ailleurs à propos des opposant·e·s à la mise en place d'une grille plutôt qu'une barrière : « Ils ont des sous mais ils aiment pas trop les lâcher. » Enfin, beaucoup de ces copropriétés comportent des logements en bordure de leur ensemble qui débouchent directement sur l'espace public et qui ne peuvent donc pas être fermés. Cette

---

<sup>44</sup> La position de Pascale Desmoulins est spécifique à ce sujet : c'est une héritière de la grande bourgeoisie dont la famille a été déclassée comme je le comprends lorsqu'elle m'explique que ses grands-parents ont dû vendre la propriété familiale en Aveyron ou encore que ses parents ont divorcé et qu'elle a été élevée par sa mère chimiste. La trajectoire de Pascale Desmoulins accentue ce déclassement puisqu'elle est célibataire, ne travaille pas et vit chez sa mère. Le décalage entre cet héritage et sa position renforce son impression d'être désargentée – elle me dit connaître des « revers de fortune », elle me dit également au sujet d'une formation : « j'ai dépensé une fortune, qui n'était pas la mienne d'ailleurs ! » ou encore elle accepte sans détours ma proposition de lui offrir sa consommation au bar de l'hôtel de luxe qu'elle a choisi pour notre entretien.

différence de statuts entre les maisons entraîne des problèmes de gestion au sein des copropriétés.

#### *Une fermeture tolérée par les autorités locales*

La théorie selon laquelle ces franges des classes supérieures réaliseraient un « *exit* partiel » plutôt qu'une sécession totale (Andreotti, Le Galès et Fuentes, 2013) est confirmée par l'étude des formes de fermeture mises en place à l'échelle locale. En effet, cet *exit* se fait en coopération avec les pouvoirs publics et la majorité des copropriétés fermées – c'est le cas de toutes celles étudiées – signe une charte avec la municipalité de Rueil-Malmaison afin d'encadrer les principes de la fermeture. Cette charte permet notamment à la police municipale de pouvoir pénétrer à l'intérieur des résidences, sans devoir attendre l'appel d'un habitant pour déclencher une intervention. De plus, la commune paie l'entretien et l'alimentation de l'éclairage – mais pas des voiries par exemple – en échange de quoi les copropriétés laissent l'accès libre aux piétons sur leur territoire pendant la journée. Ces espaces ne sont donc pas « coupés » de la vie communale et la municipalité est en contact régulier avec les présidents des conseils syndicaux – le maire se rend par exemple tous les ans au pot suivant l'assemblée générale des copropriétaires du Parc de la Vervolière.

Cependant, cette adaptation à la fermeture résidentielle n'est pas sans coût pour la municipalité et pour ses prestataires de service et l'intervention des services publics dans ces espaces privés et protégés est en pratique assez lourde à mettre en place. Les véhicules concernés (police, éboueurs, etc.) doivent en effet avoir tous les boîtiers qui permettent d'ouvrir les barrières ou les grilles des différents espaces fermés, comme me l'explique Christophe Ferry, directeur du pôle Cadre de Vie de la municipalité de Rueil-Malmaison en entretien :

*Christophe Ferry* – Mais c'est vrai que là ça se développe plus vite que nous, donc c'est vrai que là on commence à être pris de vitesse. Parce que c'est vrai qu'on voit une explosion des fermetures. [...] Mais ça pose problème. Ça pose problème parce que nous, ben pour les boîtes d'accès ils sont à la police municipale donc nous quand on doit intervenir faut qu'on aille récupérer un bip d'accès pour y aller.

La fermeture résidentielle contraint l'action de la police municipale mais également celle d'autres prestataires de services publics, notamment les services de ramassage des ordures ménagères. En vertu de la charte municipale, les employé·e·s de ces services doivent s'adapter

à la fermeture résidentielle et réaliser leur tournée à l'intérieur des voies privées des plus grands lotissements – comme c'est le cas au Domaine et au Parc de la Vervolière – ce qui n'est pas toujours évident au vu de leur configuration spatiale. Dans ces espaces, qui n'ont pas été conçus pour être fermés, l'étroitesse des rues, l'absence de trottoir et la fermeture même, compliquent le trajet des camions de ramassage des ordures ménagères. C'est ce que montre l'anecdote que me relate le président du conseil syndical du Domaine de la Vervolière :

*Président* – Y'a EDF qui nous a démoli la barrière de la rue X, ça devait être mardi ou lundi je sais plus ...

*Lorraine* – Ah bon?

*Président* – Oui oui c'est régulier. La poubelle nous avait démoli y'a six mois celle de la rue Y. [...] Ben par exemple [cette barrière] elle a été cassée deux fois l'année dernière à l'automne, une première fois par la poubelle, par malchance pour le chauffeur de la poubelle et Véolia, c'est qu'il y avait un copropriétaire qui suivait qui tout de suite a pris des photos donc il n'a pas pu nier l'évidence. Et donc Véolia a pris en charge la réparation, par contre j'avais pas réparé depuis huit jours qu'il y a quelqu'un qui me l'a recassé, et là il a pas laissé d'adresse et donc ça on l'a payé. [...] La poubelle c'était différent c'est que, parce que lui il a la télécommande de la barrière donc il peut l'ouvrir mais c'est un chauffeur qui était intérimaire depuis le matin même donc probablement il a pas dû trouver la télécommande, il s'est pas emmerdé, il a fait son demi-tour devant mais un camion c'est gros, et il a mal vu, et il s'est balancé le pilier de maintien. Alors là y'en avait pour 3 000 euros parce qu'il a cassé, pas seulement la lisse mais le pilier de maintien de la barrière et toute la télécommande.

Malgré les contraintes organisationnelles et techniques que la fermeture entraîne pour la municipalité et les entreprises ainsi que pour leurs employé·e·s, la ville de Rueil-Malmaison ne cherche pas à ralentir la dynamique de fermeture résidentielle. En effet, Christophe Ferry m'explique en entretien que cette prise en charge individuelle des questions de sécurité est une aubaine pour la municipalité qui fait face selon lui à une triple contrainte : l'étendue de son territoire, les coupes budgétaires étatiques et les demandes exigeantes des Rueillois·e·s en termes de sécurité – que nous analyserons notamment vis-à-vis de la police municipale et nationale dans le chapitre 7. À Rueil-Malmaison, la politique municipale favorable à l'entre-soi consiste donc d'une part en une politique de concentration des logements sociaux (cf. *supra*) et d'autre part une politique de laissez-faire vis-à-vis de la fermeture résidentielle.

La fermeture résidentielle est contraignante pour la ville et ses prestataires mais elle l'est également pour les copropriétaires, dont certain·e·s s'opposent à la fermeture de leur espace. En effet, la fermeture et son entretien sont coûteux, comme le montre l'exemple des barrières du Domaine de la Vervolière. Les processus de fermeture résidentielle et les conflits qu'ils charrient vont être étudiés à l'aune de deux études de cas à Rueil-Malmaison.

### **3.2 Renforcer les frontières physiques et buter sur des frontières sociales**

Analyser le processus de fermeture et les conflits autour de la fermeture résidentielle met en lumière les frontières sociales que cachent les débats sur les frontières physiques. Ces frontières délimitent des sous-groupes au sein de la fraction du privé des classes supérieures. Nous exposerons ces débats à travers les cas des deux plus grands lotissements fermés étudiés : le Domaine et le Parc de la Vervolière. La réalisation d'entretiens au sein d'un réseau d'interconnaissance et de voisinage – grâce à la méthode dite boule de neige (cf. chapitre 2) – permet de saisir par l'enquête les liens qu'entretiennent les enquêté·e·s et la manière dont elles·ils parlent des un·e·s et des autres. Cela permet d'identifier les rapprochements mais également les luttes de classement, les efforts de distinction et les conflits. Sur mon terrain, la question de la sécurité a cristallisé les conflits entre voisin·e·s, et les a amené·e·s à se différencier les un·e·s des autres. Ces distinctions sont d'autant plus notables que j'ai recueilli par ailleurs peu de discours dépréciatifs sur les voisin·e·s, à la différence de ce qui a été observé dans des espaces plus mixtes, où les individus peuvent être davantage pris dans des luttes de classement (Cartier et al., 2008 ; Lambert, 2015). Dans les quartiers résidentiels supérieurs, au contraire, une logique de nivellement est à l'œuvre dans les discours afin d'insister sur l'homogénéité locale (Goblot, 2010). Plus une communauté est intégrée – en termes d'ancienneté et de normes communes – et plus les profits tirés de l'espace sont importants, notamment en réputation et en capital social (Elias et Scotson, 1997), comme nous le verrons dans le chapitre suivant.

Les deux lotissements concernés sont non seulement très proches géographiquement mais ont aussi une morphologie urbaine et un profil social très différent. Le Domaine de la Vervolière est l'espace le moins supérieur, il regroupe des maisons mitoyennes qui ont été construites à l'identique dans les années 1980 par un promoteur immobilier. Le Parc de la Vervolière est

quant à lui composé de maisons – davantage appelées « propriétés » par ses habitants – qui disposent toutes d'un large terrain et qui ont été construites progressivement depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et la vente des terrains du parc du château de la Vervolière mitoyen. Ces deux lotissements sont plus grands que la moyenne française en termes de nombre de logements et de superficie (Billard et Madoré, 2010). Selon la typologie d' Edward J. Blakely et de Mary Gail Snyder, ils sont à cheval entre les « *prestige communities* », où la fermeture symbolise la position sociale, et les « *security zones* », espaces fermés suite à la mobilisation de leurs habitants en lien avec leur sentiment d'insécurité<sup>45</sup> (1997). Nous allons voir que le développement des équipements de sécurité au sein de ces deux espaces donne lieu à des débats qui témoignent des visions différentes qu'ont les habitant·e·s de leur espace de vie et qui recourent des distinctions de génération mais aussi de classe.

#### *Transformer un lotissement « convivial » en un « ghetto de riches » dans le Domaine de la Vervolière*

Le Domaine de la Vervolière est un ensemble résidentiel de 199 maisons mitoyennes construites en 1982 par le promoteur Bréguet, qui importait le modèle résidentiel des banlieues américaines<sup>46</sup>. Cet ensemble résidentiel est relativement sélectif dès ses origines<sup>47</sup>, comme en atteste la taille des maisons – faisant entre 200 et 250 mètres carrés et ayant entre 300 et 700 mètres carrés de terrain. La valeur économique des maisons a augmenté au fil du temps avec l'explosion des prix de l'immobilier, notamment dans cette banlieue proche de Paris et de La Défense. Au moment de l'enquête, le prix de vente d'une maison est d'environ un million

---

<sup>45</sup> La typologie comprenant également les « *lifestyle communities* » qui proposent des services et des activités commerciales ou récréatives, type beaucoup moins courant en France (Blakely et Snyder, 1997).

<sup>46</sup> Le Domaine de la Vervolière est de la même forme résidentielle que les « lotissements village » construits à Gonesse après les « pavillons en bande » étudiés dans *La France des petits-moyens* (Cartier et al., 2008). D'ailleurs le récit des efforts financiers réalisés par les ménages arrivés en 1982 – notamment les époux Ritter et Frandin – rappelle les efforts des « pionniers » installés aux Peupliers. Cependant, l'environnement social et géographique est relativement différent, les lotissements à Gonesse étant au sein d'espaces plus mixtes socialement, plus éloignés à Paris et souffrant du bruit causé par l'aéroport Roissy Charles-de-Gaulle.

<sup>47</sup> Les pavillons neufs coûtaient 1 300 000 francs en 1982.

d'euros<sup>48</sup>. Un terrain de tennis et un terrain de squash sont intégrés au lotissement et sont financés par les habitant·e·s<sup>49</sup> selon une logique de club (Charmes, 2011). Comme me l'explique le président du conseil syndical, la copropriété a un budget annuel de 100 000 euros : 40 000 euros pour le jardinage des espaces collectifs et notamment l'entretien des platebandes fleuries, 20 000 euros pour l'entretien courant (voirie, tennis, matériel) et 40 000 euros pour des travaux représentant des investissements importants, qui varient selon les besoins (réfection de la voirie, des sols des tennis, remplacement des arbres, installation de la vidéo-surveillance, etc.).

Le Domaine de la Vervolière est un ensemble semi-fermé qui comporte quatre entrées dont trois sont fermées au moment de l'enquête par une barrière empêchant les voitures d'entrer mais laissant un chemin pour les piétons (voir photo). Les deux premières barrières ont été installées en 1987 pour empêcher les voitures de traverser le Domaine et éviter ainsi qu'il se transforme en voie de délestage de la route nationale souvent embouteillée. En 2008, une troisième barrière est installée suite à la construction d'une résidence d'immeubles à proximité. Le système de semi-fermeture du Domaine de la Vervolière permet de ne pas avoir les contraintes d'une fermeture totale en laissant livreurs, taxis, ambulances, etc. accéder au lotissement par la quatrième entrée laissée ouverte.

Comme dans les pavillons en bande à Gonesse, la standardisation du bâti, la mitoyenneté des maisons et l'homogénéité des valeurs immobilières sont autant de « signes matériels d'égalité » (Cartier et al., 2008). Mais cette impression d'égalité cache des différences plus fines, notamment en fonction des dates d'arrivée des ménages, qui se cristallisent autour des questions de sécurité et de fermeture. Au moment de l'enquête un débat est en cours pour installer une quatrième barrière, voire des dispositifs de fermeture empêchant tout passage, ainsi que des caméras de vidéo-surveillance dans tout le Domaine. Ce débat oppose deux groupes qui sont

---

<sup>48</sup> Grâce aux données « Demande de valeur foncière » on peut établir qu'il y a eu 25 transactions entre le 01/01/2014 et le 31/12/2018 et que le prix de vente moyen d'une maison est de 1 029 000 €, avec une très faible dispersion des valeurs autour de ce prix moyen.

<sup>49</sup> Les terrains sont financés par l'ensemble des habitants, selon le principe que leur présence, et donc leur entretien, participe à la valeur de tous les biens immobiliers du Domaine et ne concerne donc pas seulement celles et ceux qui les utilisent.

généralement définis par les enquêté·e·s sur une base générationnelle (les « jeunes » et les plus « vieux »), et qui recoupe la frontière entre nouveaux et anciens habitants. En effet, la plupart des « anciens » – au deux sens du terme – sont arrivés avec leur famille au moment de la mise en vente des pavillons en 1982. Cette différence générationnelle et de position dans le cycle de vie, est structurante dans les discours des habitant·e·s comme par exemple chez le président du conseil syndical, appartenant lui-même à l'ancienne génération, qui m'explique le désir de fermeture des « nouveaux » qu'il définit par leurs « idées toujours bien arrêtées » :

*Président* – Alors les nouveaux qui arrivent, qui ont 40 ans, ont des idées toujours bien arrêtées sur un certain nombre de choses, ils connaissent pas encore le Domaine et reposent les mêmes problèmes que dix ans avant, ou cinq ans avant. [...] Tout le monde raisonne par analogie, les idées que vous avez c'est parce que vous avez vécu telles situation, telles choses. Donc les gens souvent viennent d'une copropriété où c'était, par exemple c'était complètement fermé, y'en a pas mal des copropriétés comme ça sur Saint-Cloud, etc. Où vous avez une seule entrée d'ailleurs [par rapport au Domaine qui en a quatre].

Il n'est « pas favorable » au projet de quatrième barrière qui est trop contraignant selon lui et qui risque de fracturer le Domaine entre les ménages d'accord et ceux qui ne le sont pas, mais également entre les maisons pouvant ou non être physiquement protégées :

*Président* – Quand on habite comme moi ici, fermer le Domaine effectivement c'est très bien, on peut fermer le Domaine, moi je serai dedans. Mais y'en a plein qui seront pas dans le Domaine [maisons qui bordent le Domaine et donnent sur une rue publique], donc qu'est-ce qu'ils font? Ils font sécession? Ils vont refuser de payer les charges? Ils vont dire : « Moi je suis pas ... » Alors on va devenir... alors qu'on a ici un état d'esprit très convivial. [...] Donc pour conserver effectivement cet état d'esprit il faut que les gens aient l'impression d'adhérer au même projet et la quatrième barrière c'est pas un projet commun. Voilà. Donc pour l'instant la quatrième barrière a beaucoup animé la dernière AGO [Assemblée Générale Ordinaire] ...

Valérie Devaux (née en 1969, femme au foyer, mariée à un directeur commercial, 3 enfants), présentée en introduction et mariée à un membre du conseil syndical qui porte le projet d'un renforcement de la fermeture et de la protection du Domaine, reprend elle aussi la division entre « anciens » et « nouveaux » :

*Valérie Devaux* – En fait y'a un espèce de conflit entre ceux qui habitaient et qui sont venus y'a 25 ans et les nouveaux, enfin les nouveaux, les plus jeunes on va dire. Je pense qu'ils n'ont pas la même idée de la vie dans le Domaine. Les anciens veulent pas clôturer

alors que les nouveaux, les jeunes, les nouveaux arrivants, eux ils veulent fermer. Y'a tout un historique aussi.

En parlant d' « historique », Valérie Devaux fait sûrement mention à l'ancrage des ménages qui vivent dans le Domaine depuis 32 ans (comme c'est par exemple le cas des époux Mangin, Ritter et Fradin interrogés pour l'enquête). Elle parle de « conflit » et ses propos sur le choix entre équipement individuel et collectif font écho à ceux de Jean Ritter, et prolongent sûrement les échanges « animés » de l'assemblée générale à laquelle fait référence le président du conseil syndical :

*Valérie Devaux* – Parce que souvent les gens ils disent « Vous avez qu'à mettre une alarme dans votre voiture, vous avez qu'à mettre une alarme dans votre maison ». À partir de là c'est à celui qui protège le mieux sa maison par rapport à son voisin. Donc ça c'est un peu l'état d'esprit des anciens. Et les nouveaux c'est plus : « Protégeons le plus grand nombre pour qu'il nous arrive rien individuellement ». Vous voyez ? Et ça moi j'y crois.

*Jean Ritter* – Moi je dis les gens s'ils veulent se protéger, ils se mettent leur alarme, ils mettent leur alarme perfectionnée dans leur maison, ils mettent des alarmes perfectionnées dans leur bagnole, ils font ce qu'ils veulent.

Les similitudes entre les discussions montrent que les termes du débat sont relativement ancrés. Toutefois, la distinction reprise dans tous les entretiens entre « anciens » et « nouveaux » ne paraît pas totalement opérante. En effet, en entretien, Valérie Devaux se rattache au groupe des nouveaux, avec qui elle partage la même volonté de fermeture, alors qu'elle habite le Domaine depuis une quinzaine d'années. Son cas montre que le groupe des nouveaux est plus hétérogène qu'il n'y paraît. De plus, le coût des dispositifs de fermeture oriente le débat en fonction des niveaux de vie des ménages. Ainsi, les débats sur la fermeture résidentielle distinguent également les ménages en fonction de leur niveau de richesse et de leur appartenance de classe. Jean Ritter (né en 1938, retraité, ancien ingénieur, mariée à une femme au foyer, 3 enfants), opposé à la mise en place d'une quatrième barrière et de caméras de vidéo-surveillance, m'expose ainsi sa position :

*Jean Ritter* – Mais il y a des gens [comme lui] qui considèrent ça [les vols et les dégradations] comme « Ben oui c'est bien malheureux mais c'est inévitable, et puis on va pas aller se barricader derrière des clôtures » et puis y'a d'autres qui en font une histoire de haute sécurité etc. Et donc je rappelle, je reprecise, il y a parmi les nouveaux



arrivants, et plutôt jeunes, il y a un courant sécuritaire. Moi je lutterai contre, ça c'est clair. [Les gens] ils font ce qu'ils veulent mais moi je veux pas payer, je ne veux ni vivre dans un ghetto, ni subir les contraintes que supposent le ghetto, et je ne veux pas non plus payer un tas de dispositifs.

Jean Ritter ne veut donc pas « payer » pour les dispositifs de « clôture » qui transformeraient le lotissement en un « ghetto ». Sa position sociale est en effet différente de celle de Valérie Devaux. Dès le début de l'entretien, il met l'accent sur son héritage familial « bourgeois », construit autour de valeurs morales mais « modeste sur le plan financier ». Il décrit une gestion ascétique de ses dépenses (cf. chapitre 6) en lien avec ses revenus salariaux d'ingénieur industriel, moins élevés selon ses dires que ceux d'autres cadres, notamment commerciaux et financiers. Cette situation est d'autant plus marquée qu'il est aujourd'hui à la retraite. Le ménage de Valérie Devaux est quant à lui davantage doté. Le couple a d'ailleurs hésité à quitter le Domaine et à déménager au retour d'expatriation – avant de décider finalement d'acquérir plutôt une résidence secondaire. En effet, cette migration a été synonyme d'une « promotion » pour son mari et a constitué un « step financier » pour la famille. Ces revenus salariaux importants les ont fait monter dans la hiérarchie sociale, y compris celle au sein du Domaine de la Vervolière.

La différence générationnelle mise en lumière par les débats autour de la fermeture résidentielle et de la sécurisation des espaces recoupe donc une différence de classe au sein du Domaine. Cette différence s'exprime en termes de dotation en capital économique, notamment de revenus salariaux, et donc également en termes de position socio-professionnelle. En effet la financiarisation de l'économie a entraîné l'explosion des salaires des cadres dirigeants d'entreprises cotées en Bourse, comme c'est le cas du mari de Valérie Devaux. Les époux Fradin (née en 1950, retraitée assistante de direction et né en 1942, retraité ingénieur, 3 enfants), parmi les premiers ménages à avoir emménagé dans le Domaine, témoignent de ce changement de niveau de vie et de position socio-professionnelle :

*Paul Fradin* – On a vu l'évolution, au départ ici y'avait des petits commerciaux, des ingénieurs comme moi, souvent avec deux salaires mais c'était pas...

*Gisèle Fradin* – Non c'était pas des ... des fortunes.

*Paul Fradin* – Les dix premières années on voyait se traîner des vieilles voitures pour payer...

*Gisèle Fradin* – On tirait la langue !

*Paul Fradin* – Et puis au fur et à mesure des reventes, le standing est monté !

*Gisèle Fradin* – Là maintenant y'a des jeunes de 45-50 ans qui visiblement ont, soit deux situations, soit au moins une excellente situation et surtout des héritages ! Parce que c'est très difficile d'entrer ici en payant le prix de la maison et faisant des travaux ! Et qui sont avec des voitures... [...] Ici [ses voisins] vous avez un polytechnicien et une directrice financière, en plus avec des héritages parce que y'a la mère, la grand-mère ! qui ont des biens à Rueil. Donc ça va, ils sont dans un meilleur confort.

*Paul Fradin* – C'est pas le show-biz de la Vervolière [référence au Parc].

Les voitures – à la fois des « anciens » et des « nouveaux » – sont ici un moyen d'objectiver la classe en tant que signe extérieur de richesse distinctif. L'« évolution » dont parle le couple a été relativement éclipsée dans les entretiens au Domaine de la Vervolière, où la standardisation et la mitoyenneté ont surement entraîné une focalisation sur l'antagonisme générationnel plus facilement objectivable. En revanche, elle a été beaucoup plus abordée au sein du Parc de la Vervolière, où le cadre bâti est très hétérogène et où le niveau de vie globalement élevé (« show-biz ») a rendu davantage visibles les différences en termes de position socio-professionnelle.

#### *Les « dinosaures » contre l'élite mondialisée au Parc de la Vervolière*

À quelques dizaines de mètres du Domaine de la Vervolière se trouve le Parc de la Vervolière, ensemble résidentiel huppé et prestigieux situé dans l'ancien parc du château de la Vervolière, appartenant à Napoléon et à sa première femme, Joséphine de Beauharnais. Cet ensemble résidentiel de 40 hectares comprend aujourd'hui 120 vastes<sup>50</sup> propriétés, progressivement construites à partir des années 1880<sup>51</sup>. Il comprend également le château de la Vervolière, propriété de l'État depuis 1905, et un autre château plus petit abritant les salons de réception de

---

<sup>50</sup> Selon les statuts du Parc, les maisons doivent avoir au minimum 2 500 mètres carrés de terrain mais certaines maisons construites avant ces statuts ont de plus petits terrains et d'autres au contraire sont construites sur de larges parcelles (Jean-Claude Loison a une parcelle d'environ un hectare qu'il partage avec son fils).

<sup>51</sup> Ce lotissement rappelle les « vastes lotissements, non clos, du Vésinet, de Maisons-Laffitte ou du Raincy » étudiés par Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot : « La grande bourgeoisie s'installe alors dans des parcs de châteaux ou sur des forêts privées que leurs propriétaires ont lotis, pour des raisons financières, sur le mode de la cooptation sociale et en imposant des règlements d'urbanisme sévères » (2016, p. 61)

l'impératrice, appartenant à un particulier<sup>52</sup>. La présence de ces deux châteaux au sein de l'association de copropriétaires entérine le prestige de cet espace. Aucun équipement collectif n'est à la disposition des habitant·e·s mais de nombreux ménages disposent en propre d'une piscine, comme le montrent les photographies satellite (cela concerne cinq enquêté·e·s sur sept) et parfois même d'un court de tennis (deux sur sept). Au contraire du Domaine de la Vervolière, les valeurs des maisons sont très hétérogènes et dépendent notamment de la superficie des terrains, et dans un second temps du standing des maisons. La plus petite maison s'est vendue quelques années avant l'enquête à 1,1 million d'euros et la plus chère est en vente au moment de l'enquête à huit millions d'euros. D'après le président du conseil syndical le budget annuel de la copropriété est de 200 000 euros : 120 000 euros pour le gardiennage (salaires, gardiennage privé pendant leurs congés, dépenses relatives à leur habitation), et le reste pour l'entretien des arbres et des voies, avec une faible part réservée à l'investissement.

À la fin des années 1980, les entrées du Parc étaient fermées par de simples barrières – comme actuellement au sein du Domaine. En 2002, les copropriétaires décident d'installer de larges grilles à la place, qui laissent un passage pour les piétons jusqu'à 21h, conformément à la charte municipale – il faut donc pour passer appuyer sur un bouton qui déclenche l'ouverture du portillon, ce qui peut être découragé par l'impression de fermeture. À partir de 21h, une seule entrée, sur les cinq existantes, peut s'ouvrir pour les piétons et les voitures – y compris pour les résidents<sup>53</sup>. Quelques années plus tard, des caméras de vidéo-surveillance sont installées dans toutes les allées du Parc, avec une retransmission en direct dans la maison du gardien, et ce pour un budget de 100 000 euros.

Au Parc de la Vervolière, la sécurité, et plus généralement la gestion de la copropriété, est également source de débats. Ici aussi, les discours mettent au jour deux groupes qui se différencient en fonction de leur ancienneté, entre les « nouveaux » et les « propriétaires historiques » (Christian Lesage). Ces différents habitant·e·s n'auraient pas la même vision de

---

<sup>52</sup> Ce château appartient aujourd'hui à un comte, que j'ai rencontré et avec qui j'ai eu des échanges informels mais qui n'a jamais répondu à mes sollicitations pour un entretien.

<sup>53</sup> Du fait de la superficie du Parc de la Vervolière, après 21h, passer par le portail principal peut entraîner un détour d'une vingtaine de minutes à pied.

leur espace de vie et de la manière de le prendre en charge, comme me l'explique le président du conseil syndical :

*Président* – La plupart maintenant des nouveaux arrivants, depuis quatre-cinq ans<sup>54</sup> sont pour des investissements plus importants, des frais généraux plus importants d'entretien et pour un bouclage total du Parc. C'est-à-dire supprimer la convention avec la ville pour boucler. Pour vivre en autarcie. Je schématise un peu mais c'est un peu la tendance. Un, ne pas hésiter à faire des investissements et deux, jouer la sécurité au maximum pour empêcher que les gens circulent librement dans le Parc, même les piétons.

Béatrice Cartier (née en 1969, mère au foyer ancienne cadre à la Direction financière d'une banque, mariée à un avocat, 4 enfants) qui habite au Parc depuis une douzaine d'années au moment de l'enquête, témoigne elle aussi de ce clivage et de la forme conflictuelle qu'il peut parfois prendre :

*Béatrice Cartier* – Chaque année y'a la réunion du syndic, les gens s'engueulent... Entre ceux qui voudraient que ce soit Fort Knox, ils veulent tout fermer, ils veulent pas d'enfants dehors parce que ça fait du bruit... Les anciens qui disent : « Attendez, nous on a connu une époque où c'était de la terre battue dans le Parc et ça se passait bien... » Voilà pfff c'est des querelles... C'est l'inconvénient du Parc.

Au-delà des questions relatives à la fermeture résidentielle, d'autres enjeux liés à la manière dont on gère une copropriété entrent dans ces « querelles » qui opposent les « anciens » et les « nouveaux ». Le président du conseil syndical relate ainsi un épisode survenu quatre ans avant l'enquête où une « équipe dissidente » s'est présentée lors l'assemblée générale des copropriétaires pour « renverser » le conseil syndical de l'époque :

*Président* – Y'a eu une fois un clash, une équipe dissidente qui a voulu renverser l'équipe en place et elle s'y est tellement mal prise, c'est là où moi je suis entré au conseil syndical cette année-là, elle s'y est tellement mal prise qu'elle s'est filé à dos tous les propriétaires. L'équipe de dix qui voulait entrer a tellement mal fait sa communication a été tellement agressive que tout le monde a défendu les anciens syndics. C'était sur le thème « tout le monde dort », ils traitaient les syndics de l'époque de « dinosaures », de « vieux cons », texto ça.

Béatrice Cartier m'explique en entretien qu'elle a fait partie de cette équipe dissidente. Elle partage le constat d'une mauvaise stratégie de leur part et me précise ses motivations :

---

<sup>54</sup> D'après la gardienne, beaucoup plus précise par ailleurs sur les dates, ce débat a commencé dès 2006.

*Béatrice Cartier* – Alors on a essayé, en fait c'est tenu par un groupe de personnes assez âgées, et on a voulu, mais on s'y est très mal pris, les jeunes on a voulu faire une fronde, donc on s'est présenté et ça a pas marché. Ils ont gardé la main dessus. Donc par exemple ben alors ça pose problème parce qu'ils ont pas les mêmes objectifs que nous. Nous on se bat pour avoir la fibre optique et eux ils sont plus dans le rond-point qu'il a fallu refaire alors que franchement c'était pas une priorité. [...] Un peu des conflits de générations.

Encore une fois, la confrontation entre les discours de différents habitant-e-s amène à nuancer l'homogénéité de la catégorie des « nouveaux » et de leurs motivations. En effet, Béatrice Cartier ne souhaite pas un renforcement de la sécurisation du Parc, position qu'elle moque en faisant référence à « Fort Knox » et elle dit s'être impliquée par exemple pour la fibre optique, mais également pour reprendre la main sur la gestion comme le laisse penser son expression : « Ils ont gardé la main dessus. ».

Tout comme au Domaine de la Vervolière, ces différences générationnelles recoupent des différences entre position socio-professionnelles, comme en témoigne Gilles Marzin (né en 1950, architecte, marié à une radiologue avec 2 enfants), qui habite au Parc depuis 35 ans et qui parle lui aussi – comme les époux Fradin – d'une « évolution » du profil des ménages, qui sont selon lui de plus en plus internationalisés :

*Gilles Marzin* – Les catégories socio-professionnelles ont un petit peu changé ces dernières années. [...] On voit des gens qui achètent des propriétés très chères mais qui vont rester un an ou deux ans et puis qui vont partir à l'étranger, qui viennent de l'étranger ou qui repartent à l'étranger. On est dans un monde où les gens bougent. Avant les gens dans le Parc c'était plutôt des familles qui étaient ... Mais ça je pense que c'est partout pareil. C'est l'évolution. Donc ça influence un petit peu l'ambiance. À partir du moment où vous ne savez pas si demain vous, de par votre profil, vous allez pas être nommé à Singapour, vous allez moins vous investir. Ça ça change un peu. Y'a des Russes qui ont acheté, on aura bientôt des Chinois surement! Donc y'a peut-être une petite détérioration dans l'ambiance.

Gilles Marzin oppose des « gens » très mobiles aux « familles » stables d'avant, et cette internationalisation des élites entraîne selon lui une « détérioration de l'ambiance » du Parc de la Vervolière, du fait de leur moindre investissement à l'échelle micro-locale. En effet, la mobilité de ces classes supérieures augmente le turnover parmi les habitants du Parc et rend ces

nouvelles catégories socio-professionnelles très attachées à la valeur de revente de leur bien. On passerait d'une élite locale qui s'investit, pour reprendre les termes de Gilles Marzin, à une élite mondialisée qui investit.

Christian Lesage (né en 1944, retraité chef d'entreprise, veuf avec 2 enfants), qui vit dans le Parc depuis ses 18 ans, me parle également de l'évolution du statut du patrimoine immobilier qui devient de plus en plus un investissement financier comme les autres :

*Christian Lesage* – Y'a eu de plus en plus de gens aisés, quand on a acheté ici, mes parents, ça valait pas grand-chose le terrain, quand j'ai acheté ça valait déjà beaucoup plus cher et maintenant c'est encore encore encore beaucoup plus cher. Donc ne peuvent acheter dans le Parc que des gens ayant un patrimoine et des revenus importants. Et en même temps qui ont cette notion de se dire « putain je mets du pognon là-dedans, il faut que ça se rentabilise et que ça soit un vrai investissement et que mon investissement se bonifie ».

Cette nouvelle génération ne se définit pas uniquement par sa mobilité puisque Gilles Marzin parle de « catégories socio-professionnelles », ce qu'il précise à ma demande :

*Gilles Marzin* – Y'a des professions qui n'existaient pas. Qui sont arrivées ces dernières années. Toutes les professions liées aux banques n'existaient pas sous cette forme actuelle. Les traders, les choses comme ça, ça n'existait pas. Vous aviez plutôt une catégorie d'industriels ou de professions libérales. Là maintenant c'est plus, les gens qui achètent, c'est plus ou des banquiers d'affaire, ou des avocats d'affaire, ou un footballeur, vous voyez. On évolue dans le ... Mais ça va dans le sens de l'histoire. C'est comme ça.

Gilles Marzin a une vision très linéaire de l'évolution historique, et il se place lui-même en tant que profession libérale dans le monde d'avant. Cela permet de sortir d'une vision simpliste des gagnants et des perdants de la mondialisation, dans laquelle les perdants sont sans ressources, immobiles et peu connectés, ce qui est loin d'être le cas de Gilles Marzin. Cependant, ce qu'il décrit comme une évolution historique uniforme peut être nuancé pour trois raisons. Premièrement, les membres de ces nouvelles classes supérieures sont souvent dans une situation de reproduction sociale et n'ont de nouveau que le type de profession occupée (cf. chapitre 1). Deuxièmement, la mobilité peut être combinée par les ménages à des stratégies d'ancrage (Wagner, 1998). Enfin, les notables traditionnels apparaissent dans les propos de Gilles Marzin comme désintéressés par la valeur économique de leur bien alors que beaucoup de ces

« anciens », chefs d'entreprise ou profession libérale, m'ont dit être investis dans les conseils syndicaux pour contrôler et encadrer la valeur de leur patrimoine immobilier par exemple (cf. chapitre 4).

Ces différences générationnelles et de position socio-professionnelle entraîneraient donc des différences dans les stratégies d'investissement financier et immobilier mais également dans la gestion des espaces :

*Président* – Une partie des nouveaux disent « Mais attendez ça sert à rien qu'on ait des gardiens, on paie des sociétés de surveillance, on boucle le Parc, c'est gardé en permanence et puis pour financer ça on vend le pavillon de gardiens, qui vaut 1 million et demi, à peu près. Et puis on finance ça comme ça, et on sous-traite les feuilles, on sous-traite ... »

On peut voir dans les propos du président du conseil syndical du Parc de la Vervolière qu'il y a une importation des logiques capitalistes néo-libérales dans la gestion de l'espace privé résidentiel par ces hauts cadres du secteur privé – notamment à travers la volonté d'un recours généralisé à la sous-traitance. Ces transformations peuvent être également analysées comme un effet de l'internationalisation, puisque ces fractions de classe vivent en expatriation dans des *compound* ou des espaces fermés. Leur internationalisation participe à une circulation de modes d'habiter, et notamment à la diffusion de la fermeture résidentielle.

#### *Frontières internes aux quartiers et différenciation entre voisin·e·s*

Les débats sur le renforcement des dispositifs de sécurité et de fermeture résidentielle ouvrent la brèche à des enjeux de différenciation entre sous-groupes au sein de la fraction de classe étudiée, notamment en fonction de critères générationnel, de position socio-professionnelle et de niveau de revenu. Contrairement à l'impression d'égalité et aux efforts de nivellement, les espaces des micro-quartiers étudiés sont relativement hétérogènes et c'est encore plus le cas à l'intérieur des communes et des quartiers au sens large. D'autres frontières sociales divisent l'espace local en fonction de frontières urbaines, qui sont à la fois matérielles et symboliques. C'est tout d'abord le cas entre les communes étudiées et les communes environnantes : entre Rueil-Malmaison et Nanterre et plus largement entre Saint-Maur-des-Fossés et toutes les communes limitrophes. À Saint-Maur-des-Fossés, la Marne redouble la frontière communale administrative et renforce l'impression d'un franchissement comme le montrent les propos de

Christine Laroche (née en 1968, agente immobilier à mi-temps, marié à un agent immobilier, 3 enfants) qui a quitté le quartier de La Varenne où elle et son mari étaient propriétaire d'un appartement pour acheter une maison à Ormesson – et ce avant de revenir faire construire une maison à Saint-Maur-des-Fossés :

*Christine Laroche* – On a passé la Marne, je dis toujours ça en plaisantant, hein, c'est, y a pas de connotation désagréable, mais on a passé la Marne pour des questions financières, parce que comme la famille s'agrandissait, il fallait qu'on s'agrandisse, voilà. Mais qu'on n'avait pas les moyens de rester sur Saint-Maur

La Marne est une frontière que l'on « passe » et le fait que Christine Laroche souligne qu'il n'y a pas de « connotations désagréables » et qu'elle « plaisant[e] » montre la charge symbolique de cette barrière naturelle.

Il existe également d'autres frontières au sein des communes étudiées, c'est par exemple le cas de la nationale qui traverse la ville de Rueil-Malmaison du nord au sud, comme l'explicite Valérie Devaux lorsqu'elle dit ne pas vivre du bon côté de la nationale, puisque les espaces les moins denses et les plus supérieurs se concentrent de l'autre côté. Roland Allouch (né en 1958, chirurgien-dentiste, divorcé, 6 enfants) habite quant à lui à la « limite » du quartier de La Varenne à Saint-Maur-des-Fossés :

*Roland Allouch* – En fait, l'avenue X qui passe là, côté pair c'est La Varenne et en face ça s'appelle Champignol. C'est la limite, vraiment. Mais nous on est dans le quartier chic, côté pair (il rit).

Contrairement à Valérie Devaux, Roland Allouch habite du « bon côté » de l'avenue mais il reconnaît ne pas être au cœur du « quartier chic » où les rues et les maisons sont d'un plus haut standing. Colette Prévost à Saint-Maur-des-Fossés et Delphine Garnier à Rueil-Malmaison me disent toutes les deux vivre dans le « triangle d'or » de leur ville, ce qui laisse penser que ces labellisations prestigieuses sont courantes dans les communes aisées. Christine Laroche (née en 1968, agente immobilier à mi-temps, marié à un agent immobilier, 3 enfants) mentionne elle aussi le « triangle d'or » pour me dire qu'elle n'y vit pas, contrairement à ses amies :

*Lorraine* – Pour me faire une idée, comment vous décririez votre quartier ?

*Christine Laroche* – Alors, on n'est pas, si c'est ça votre question derrière, on n'est pas dans le triangle d'or. Vous avez peut-être dû en entendre parler...



*Lorraine* – Non.

*Christine Laroche* – Non ? Ça vous a pas été évoqué par mes deux autres amies ?

*Lorraine* – Pas encore, non.

*Christine Laroche* – D'accord. Le triangle d'or, c'est... c'est, c'est, c'est... je pense que c'est quelque chose d'important, faudrait que vous regardiez sur Internet... j'ai un peu de mal à vous le définir... je sais pas si c'est avenue X ou si ça va jusqu'au boulevard X, et ça va s'étendre, [...], je pense que c'est... c'est quelque chose comme ça, le triangle d'or. Mhm. C'est cette partie-là en tout cas. Voilà. Et, non on est dans un quartier, euh... écoutez... agréable. Bon, pas dans le triangle d'or donc, un quartier on va dire, plus... euh... plus simple. Voilà. Un quartier un peu plus simple. Moins avec les maisons avec des colonnes, des trucs et des machins [rires], comme il peut y avoir, que vous avez pu voir si vous vous êtes un peu baladée...

Christine Laroche est sur la défensive à ma question sur la description de son quartier – que je pose à chaque fois que je réalise un entretien hors du domicile comme c'est le cas avec elle qui me reçoit à son agence immobilière. Elle imagine en effet que je pointe le fait qu'elle n'habite pas dans le cœur du quartier de La Varenne et reformule ma question en ponctuant « si c'est ça votre question derrière ». Il est intéressant de noter que ces appellations sont structurantes à l'échelle locale même si en réalité leur découpage précis n'est pas très clair dans la tête des habitant·e·s, c'est le cas de Christine Laroche qui travaille pourtant dans le secteur de l'immobilier. Patricia Bossard (51 ans, femme au foyer, mariée à un cadre, 3 enfants) me dit en entretien que sa belle-sœur – plus dotée qu'elle et à qui elle me recommande – habite La Varenne alors que ce n'est pas le cas : elle habite une très belle maison en bord de Marne dans le quartier de Champignolles. On peut faire l'hypothèse que dans l'imaginaire collectif, les frontières du quartier de La Varenne englobent tous les espaces riches de Saint-Maur-des-Fossés. Ainsi, ces deux exemples montrent que l'important n'est pas forcément de connaître les frontières mais de savoir si on est à l'intérieur ou pas.

## **Conclusion**

Ce chapitre met au jour les frontières qui entourent les formes particulières d'entre-soi en banlieue résidentielle. L'entre-soi des espaces étudiés n'est pas le même que celui des beaux quartiers (Pinçon et Pinçon-Charlot, 2010). À l'échelle locale, trois éléments se conjuguent pour asseoir et fonder l'entre-soi : l'enclavement résidentiel, propre aux quartiers de banlieue, qui

garantit le peu d'accessibilité des espaces, le cadre vert qui entérine le standing d'un espace et sa faible densité et enfin, bien sûr, la proximité sociale avec ses voisin·e·s. De plus, l'entre-soi des quartiers étudiés est garanti par les prix élevés de l'immobilier qui fonctionnent comme une barrière à l'entrée. L'enclavement et la spécialisation résidentielle des quartiers étudiés conduit la majorité des enquêté·e·s à être peu confronté·e·s à la mixité sociale. Elles·ils prennent rarement les transports en commun et sont attentif·ve·s à maintenir un entre-soi scolaire pour leurs enfants. À force de vivre dans des espaces homogènes, les enquêté·e·s ont une vision très marquée de la frontière entre « eux » et « nous ». Ce peu de contact avec des groupes socialement éloignés met en exergue les « intrusions » faites dans l'espace du quartier, qui rappellent contre qui est créé cet entre-soi.

En effet, un travail de marquage des frontières entourant l'entre-soi est à l'œuvre. Tout d'abord, les frontières immatérielles qui séparent les personnes appartenant à la communauté de celles qui lui sont étrangères. Le cercle des proches, ami·e·s et famille, joue un rôle moteur dans cette dynamique d'agrégation affinitaire et plus généralement dans les trajectoires résidentielles. En traçant de telles frontières, les enquêté·e·s essentialisent parfois les classes populaires qu'il s'agit de mettre à distance, et de manière symétrique, attribuent des qualités morales à la possession de richesse. Certains glissements dans les discours des enquêté·e·s prolongent cette essentialisation de classe sur la base de marqueurs raciaux. L'analyse de ces glissements montre comment les rapports sociaux de classe et de race s'articulent et se renforcent.

En dehors des discours de rejet de l'altérité, les personnes enquêtées se mobilisent peu pour protéger l'entre-soi de leur quartier. En général, les enquêté·e·s ne sont pas investi·e·s dans le contrôle des dynamiques de construction et de peuplement à l'échelle locale et sont davantage tourné·e·s vers leur espace privé familial. Cependant elles·ils sont dans des communes où les politiques municipales favorisent l'entre-soi par le biais des politiques d'habitat de concentration ou de rejet des logements sociaux. Les principales mobilisations se font au sujet de la sécurisation et de la fermeture de certains lotissements. Dans ces cas, des frontières physiques marquées par des barrières ou des grilles entérinent l'entre-soi. Nous avons montré que ces mobilisations ne font pas l'objet d'un consensus et qu'elles révèlent des fractures générationnelles et plus largement sociales au sein des espaces étudiés. Mais l'entre-soi dans

les espaces de banlieue résidentielle n'est pas nécessairement accompagné de dispositifs de fermeture résidentielle comme en témoigne l'exemple de Saint-Maur-des-Fossés. La fermeture résidentielle étudiée sur mon terrain – et probablement la majorité des cas de fermeture en France – est avant tout une forme aboutie de ségrégation résidentielle. Les discours recueillis sur l'homogénéité et l'entre-soi ne diffèrent pas de manière nette entre les espaces homogènes fermés ou non, ni les discours sur l'insécurité comme nous le verrons dans le chapitre 7.

Si peu de personnes se mobilisent pour défendre le quartier c'est qu'il est peu menacé : l'homogénéité sociale est forte et l'inertie des aspects physiques des changements urbains ralentit la menace. En revanche, les enquêté·e·s travaillent pour tirer des ressources de leur quartier ségrégué. Les frontières érigées autour de l'entre-soi favorisent le sentiment d'appartenance à la communauté et ainsi augmente les ressources que l'on peut tirer de l'espace. Les enquêté·e·s ne jouissent pas seulement d'un cadre vert et agréable mais aussi d'un capital symbolique lié aux entreprises de patrimonialisation du quartier. Ce travail de patrimonialisation peut également venir conforter les dotations en capital social et économique des ménages enquêtés.

## Chapitre 4

### S'approprier l'espace du quartier et en tirer des ressources

Cécile Lambert est née en 1965 de parents ingénieurs et a grandi en grande couronne dans la vallée de la Chevreuse. Elle a ensuite vécu à Paris pendant ses études où elle a fait une maîtrise de gestion à Dauphine complétée par une année de marketing à Sciences Po (Bac+5). À 30 ans, elle ressent « un appel du vert » et achète son premier appartement à Suresnes, puis quelques années plus tard, après avoir rencontré son mari, une maison à Nanterre – « vraiment limitrophe Suresnes » me précise-t-elle – où naissent ses deux enfants. L'offre scolaire locale ne convient pas à ce couple de cadres dirigeant·e·s de grandes entreprises multinationales et en 2010, elle et son mari achètent une grande maison de 230 mètres carrés datant de 1840 de style Mansart avec piscine à un kilomètre du centre-ville de Rueil-Malmaison. C'est dans cette maison que je la rencontre pour notre entretien.

Elle a désormais cinquante ans et s'est retirée des « postes très prenants » qu'elle occupait pour devenir consultante *freelance* à domicile et être davantage présente pour ses enfants. C'est une de ses amies, avec qui j'ai également fait un entretien, qui l'a sollicitée pour participer à mon enquête et à qui elle a répondu par mail : « Pas de pb, il faut répondre positivement pour faire monter le prix au m<sup>2</sup> de Rueil :-). En effet, Cécile Lambert trouve la commune « méconnue » et, en véritable « fêrue du l'immobilier », « sous-cotée par rapport à ce qu'elle offre, en termes de prix au mètre carré ». Pour y remédier, elle « fai[t] une pub tout le temps » auprès de ses « relations » et a déjà convaincu plusieurs personnes d'emménager dans la commune. En entretien, elle adopte également un véritable discours promotionnel sur la ville, son cadre « bucolique », son centre-ville « quasiment cinématographique », sa place centrale digne d'une « carte postale » et son offre commerciale de qualité.

En plus de produire un discours très laudatif sur la ville, Cécile Lambert souhaite que les habitant·e·s se mobilisent et « fassent marcher les commerces » pour maintenir le dynamisme du centre-ville de Rueil-Malmaison, qui fait selon elle son « charme », contrairement à « Rueil

2000, la RN13, et même Saint-Cucufa [qu'elle] trouve quand même un tout petit peu déshumanisé avec ces grands espaces... » Elle dit être « proche du militantisme » sur ce point et elle me cite d'ailleurs en entretien la localisation et le tarif des différents parkings du centre-ville qui devraient selon elle encourager sa fréquentation. Elle témoigne également d'une volonté de patrimonialisation puisqu'elle souhaite mettre en avant : « l'esthétisme, la noblesse quelque part de la ville, son histoire, son patrimoine culturel » pour faire augmenter la valeur foncière des biens immobiliers. Grâce à sa « publicité » et aux efforts des habitant·e·s pour « préserver » et « défendre » le centre-ville, elle espère que la ville « continuera à voir sa réputation progresser ».

À côté de cet attachement pour la commune, ses aménités, son histoire et son offre commerciale, Cécile Lambert éprouve un sentiment d'appartenance à une communauté à l'échelle de la ville. Même les relations sociales y sont agréables : « Y'a une ambiance qui est quand même assez conviviale, assez douce, assez gaie à Rueil. [...] C'est assez positif, les gens s'entraident. » Toutefois, elle n'est pas proche de ses voisin·e·s, qu'elle trouve « tout à fait urbains et sympathiques » mais dans lequel·le·s elle ne se « retrouve pas ». Elle revendique le « mode de vie », qu'elle associe à son quartier, impliquant « discrétion », « confidentialité » et calme, et où entre voisin·e·s « chacun est assez tranquille chez soi ». Ses relations plus proches se sont nouées autour de l'école primaire privée de ses enfants, institution centrale selon elle de la « socialisation entre guillemets rueilloise ».

Si Cécile Lambert est si impliquée pour son quartier et sa commune, c'est que l'espace n'est pas seulement un cadre où prennent place ses relations sociales et sa vie familiale, mais qu'il est un véritable pourvoyeur de ressources matérielles et symboliques (Elias et Scotson, 1997 ; Pinçon et Pinçon-Charlot, 2010). Elle se mobilise donc afin d'augmenter les profits retirés de son ancrage à Rueil-Malmaison, notamment à travers la hausse de la valeur économique de sa maison. Elle réalise un travail sur l'espace, qui consiste principalement à maîtriser le discours sur la commune – et elle perçoit l'entretien comme une opportunité de valorisation – et à inscrire ses pratiques à l'échelle locale.

De nombreux travaux étudient comment les individus se mobilisent afin de transformer leur quartier pour le faire correspondre à leurs aspirations résidentielles et en tirer des ressources. C'est notamment le cas des gentrificateurs, aussi appelés « pionniers » en référence justement à cette conquête de l'espace au fur et à mesure du travail de revalorisation urbaine (Bidou-Zachariassen, 1984 ; Collet, 2015 ; Smith, 1996 ; Tissot, 2011). Les ménages enquêtés sont dans une situation différente : ils ont les moyens financiers de satisfaire la plupart de leurs critères résidentiels (cf. chapitre 3 et 5), et une fois installés dans leur quartier, ils ne souhaitent donc pas le transformer. Cécile Lambert ne cherche d'ailleurs pas transformer ou à améliorer sa commune mais à la « préserver » et à augmenter encore davantage sa « réputation ». Les travaux de Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot montrent à ce sujet comment dans les espaces des « beaux quartiers », insérés dans les centres urbains, les classes supérieures développent une « griffe spatiale » c'est-à-dire une morphologie similaire composée d'immeubles prestigieux, de grands hôtels et de magasins et commerces de luxe (2016). Ces beaux quartiers peuvent également devenir des « espaces à défendre » pour leurs habitant·e·s lorsque l'évidence de l'entre-soi est ébranlée et qu'une opération immobilière « sociale » est prévue à proximité (Pinçon-Charlot, Pinçon et Lécroart, 2017).

Dans les espaces de banlieue étudiés, il n'y a pas de magasins de luxe, ni de construction de logements sociaux à proximité au moment de l'enquête. Pourtant, cela ne veut pas dire que les habitant·e·s ne s'engagent pas pour leur quartier afin de le préserver, d'augmenter son prestige et les rétributions qui lui sont associées. Il s'agira dans ce chapitre d'analyser à la fois les ressources que les enquêté·e·s tirent de l'espace mais également le travail qu'elles·ils mettent en œuvre afin de les maximiser. La littérature étatsunienne sur les classes supérieures a mis en avant le rôle spécifique des femmes, et notamment des femmes au foyer, dans la valorisation et l'entretien des intérêts de la communauté locale (Kendall, 2002 ; Ostrander, 1984). À travers leurs activités de « *club member* », dans des réseaux locaux institutionnalisés comme l'école ou la paroisse, ces femmes augmentent les ressources de l'espace et favorisent ainsi la reproduction des positions.

On l'a vu dans le chapitre précédent, une dimension fondamentale de l'entre-soi est d'être avec ses semblables. C'est la proximité sociale entretenue avec ces derniers – en l'occurrence

l'appartenance aux classes supérieures et la blanchité – qui permet de se sentir à l'aise, en confiance et d'évoluer dans l'espace local comme « un poisson dans l'eau » (Bourdieu et Wacquant, 1992). Mais cette proximité ne résume pas les sociabilités qui se développent au sein de cet entre-soi et qui se caractérisent par un jeu de distance et de proximité entre voisin·e·s. De nombreux travaux de sociologie urbaine, dans la lignée des analyses de Jean-Claude Chamboredon et Madeleine Lemaire (1970) ont montré qu'une coprésence entre différents groupes sociaux à l'échelle locale impliquait rarement une mixité des sociabilités et induisait au contraire des stratégies d'évitement (Andreotti, Le Galès et Moreno Fuentes, 2016 ; Chalvon-Demersay, 1984 ; Tissot, 2011). Les ménages enquêtés mettent peu en œuvre des stratégies combinant un jeu savant de distance et de proximité avec d'autres groupes sociaux, étant donné leur faible confrontation à la mixité (cf. chapitre 3). Toutefois, nous verrons que la relative homogénéité sociale n'implique pas mécaniquement une forte densité des relations sociales dans les quartiers résidentiels. C'est ce que montre Bruno Cousin au sujet des quartiers refondés où les habitant·e·s sont « entre-soi mais chacun chez soi » (2014), et ce dont témoigne également Cécile Lambert.

Les personnes enquêtées développent tout de même un réseau social à l'échelle locale, notamment grâce à l'engagement des femmes au sein des écoles et de la paroisse. Ce réseau social local est une composante importante du capital social des classes supérieures, lui-même instrument puissant de la reproduction sociale (Bourdieu, 1980). Des travaux, notamment en histoire, sur l'aristocratie et la bourgeoisie, ont montré l'importance de l'espace dans la production des notabilités (Brelot, 1992 ; Zilio, 1999 ; Le Mao et Marache, 2010 ; Laferté, 2018). L'ancrage des ménages enquêtés et les ressources qui en découlent peuvent être apparentés à un capital d'autochtonie (Retière, 2003), un concept développé pour les classes populaires mais déjà utilisé pour analyser les ressources des classes moyennes et supérieures dans leur combat pour réaffirmer leur notabilité locale (Tissot, 2010b ; Clech, 2015). Cependant, nous verrons que ce concept est moins opérant dans le cas étudié par cette thèse étant donné que les personnes enquêtées mobilisent d'autres ressources que celles accumulées à l'échelle locale, contrairement à l'androcراطية ouvrière de Lanester. Notamment, elles jouissent d'une mobilité géographique dont les profits viennent multiplier ceux retirés à l'échelle locale (Wagner, 1998). Dans le cas de ménages de classes supérieures vivant dans des

espaces homogènes, l'importance de l'échelle locale pour comprendre leur positionnement social témoigne davantage de la spatialisation du capital économique, culturel, symbolique et social que de l'accumulation d'un capital d'autochtonie.

Il existe ainsi d'autres stratégies, que ce chapitre vise à analyser, que la fermeture résidentielle présentée dans le chapitre précédent pour contrôler l'espace. C'est par exemple le cas de la valorisation et de la protection du patrimoine historique et écologique du quartier, qui sont des arguments utilisés pour justifier à la fois de son niveau de standing mais également de la nécessité de défendre l'espace local et d'empêcher sa densification (1). Certain·e·s habitant·e·s s'engagent dans des institutions locales comme les conseils syndicaux et de village afin de mieux maîtriser leur cadre de vie. Les ménages enquêtés nouent également des relations et entretiennent des sociabilités à l'échelle locale, marquée par l'homogamie et qui viennent enrichir leur capital social (2). Ces relations peuvent être amicales ou voisinage et sont parfois structurées par l'école, comme le souligne Cécile Lambert, et, pour les ménages pratiquants, par la paroisse. Ces différentes ressources, symboliques et matérielles, tirées de l'espace sont amplifiées par l'intégration du groupe à l'échelle locale (Goblot, 2010) mais également par l'ancrage, parfois intergénérationnel, des ménages, et sa combinaison avec les logiques de mobilité (3).

## **1. Les entreprises de patrimonialisation des quartiers d'entre-soi**

Dans sa définition générale, le patrimoine est l'ensemble des biens transmis par des ancêtres. Il comporte une dimension collective et individuelle : ce peut être à la fois le patrimoine dont on hérite à titre individuel au sein d'une lignée familiale mais aussi de manière plus générale un témoignage du passé dont les individus seraient collectivement responsables, à l'échelle du quartier, de la commune ou même nationale. Cette responsabilité peut avoir des fondements légaux – par le biais de l'impôt par exemple – ou dépendre de volontés individuelles à travers du bénévolat ou du mécénat. Le patrimoine est un bien, qui est donc profitable et dont on tire des ressources symboliques et matérielles – économiques, culturelles ou par exemple écologiques. Le fait d'être érigé en patrimoine découle d'un travail socialement construit, et « tout objet, tout phénomène revêt et recèle une potentialité patrimoniale » (Di Méo, 2007, p. 2).



Il est donc intéressant de s'interroger à la fois à ce qui est mis en avant comme patrimoine et aux personnes qui réalisent ce classement. Des travaux ont montré l'importance de la patrimonialisation historique dans le processus de revalorisation urbaine de certains quartiers gentrifiés (Authier, 1993 ; Tissot, 2010c). Dans cette partie, il s'agira d'analyser comment les habitant·e·s cherchent à transformer l'espace local en patrimoine à travers ce que nous appellerons des « entreprises de patrimonialisation » afin de mettre en avant l'aspect processuel mais aussi l'intérêt économique qui se combine aux ressources symboliques.

Par leur histoire et leur cadre de vie, les quartiers supérieurs étudiés se prêtent particulièrement bien aux entreprises de patrimonialisation développées par les habitant·e·s. En entretien, les personnes enquêtées mettent en avant des héritages historiques locaux prestigieux. Ces stratégies de présentation de l'espace local et de ses habitant·e·s leur permettent de tirer des ressources symboliques de leur *adresse*, qui confortent leur appartenance aux classes supérieures. En parallèle de ces logiques discursives, les enquêté·e·s utilisent également la patrimonialisation pour contrôler l'espace local et maintenir son standing en empêchant sa densification. Les conseils syndicaux, et dans une moindre mesure les conseils de village, sont des institutions qui structurent ces entreprises de patrimonialisation à l'échelle locale, en valorisant le patrimoine historique et écologique du quartier et en élaborant des règlements intérieurs qui permettent d'encadrer la valeur économique des biens.

### **1.1 Tirer du prestige de l'historicité d'un lieu**

Le pouvoir social est aussi un pouvoir sur le temps. Les lignées des grandes familles aristocratiques et la logique de l'héritage participent du contrôle de l'histoire par les fractions les plus dominantes de la société (Bourdieu, 1979). Pour les ménages moins dotés et appartenant depuis moins longtemps aux classes supérieures, la maîtrise du temps peut se faire par le biais de l'appropriation d'une histoire locale. En s'inscrivant dans l'histoire de leur quartier, les ménages enquêtés entérinent leur appartenance de classe et développent un rapport dominant à l'espace, ces richesses symboliques étant un fort pourvoyeur d'assurance et d'estime de soi (Pinçon et Pinçon-Charlot, 2016).

### *Valoriser l'histoire légitime locale*

De nombreux travaux en sociologie urbaine ont montré que le rapport des habitant·e·s à l'histoire de leur quartier est un puissant levier de contrôle de l'espace et d'affirmation de leur positionnement social (Veschambre, 2008). L'histoire d'un lieu est d'autant plus l'objet d'un travail de réappropriations que le profil social d'un quartier change (Blokland, 2009). C'est le cas dans le quartier du South End à Boston, où les propriétaires blancs de classes supérieures se mobilisent au sein de la Société Historique pour construire un patrimoine historique et architectural local (Tissot, 2010c). Elles·ils remettent au goût du jour le style victorien, à la manière de « pionniers » découvrant des « trésors du passé », ce qui leur permet rehausser le prestige symbolique du quartier mais également de contrôler l'espace. Dans le cas du processus de gentrification dans le Bas-Montreuil, les nouveaux·elles habitant·e·s se mobilisent pour neutraliser le passé ouvrier de la ville et travaillent à la patrimonialisation d'éléments historiques alternatifs et plus légitimes comme les vergers royaux ou les studios de cinéma présents sur la commune (Collet, 2012). Les quartiers « refondés » à destination de cadres du privé relativement dotés en capital économique se différencient des espaces gentrifiés car ils se développent à la place de quartiers industriels et ouvriers dont la démolition sert justement à effacer ce passé sans que ce travail n'incombe aux nouveaux·elles habitant·e·s (Cousin, 2008).

Dans mon cas, l'appropriation par les habitants de classes supérieures de l'histoire des quartiers de banlieue résidentielle est plus facile car elle s'inscrit pleinement dans la culture légitime. Ce sont des lieux qui incarnent la haute société et qui ont été faits pour elle : à Rueil-Malmaison, Napoléon et l'impératrice Joséphine ont fait construire le château de la Vervolière au cœur du quartier étudié ; à Saint-Maur-des-Fossés, les bords de Marne deviennent un lieu de villégiature prisé par les riches parisiens à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. L'histoire de ces quartiers étant prestigieuse, elle n'a pas besoin d'être gommée ou transformée, mais simplement d'être rappelée. Les enquêtés cherchent donc à mettre en avant le prestige de leur quartier en mentionnant son histoire et les personnages historiques qui y ont laissé une trace au moment de l'entretien. Pour Catherine Bousquet (née en 1960, femme au foyer mariée à un Directeur financier, 5 enfants) le « passé historique » de Rueil-Malmaison où elle habite est constitutif de ce qu'est son quartier :

*Catherine Bousquet* – Ici c'est un quartier, d'abord c'est un quartier historique qui a un passé historique non négligeable puisque c'est tout Napoléon, Joséphine...

Ce ne sont pas seulement les lieux, témoins physiques de cet héritage, qui fondent le patrimoine historique, mais également les personnalités qui ont marqué l'histoire comme Joséphine de Beauharnais à Rueil-Malmaison. Ces évocations permettent à la fois de planter un décor prestigieux, d'évoquer une proximité au moins résidentielle avec ces destins extraordinaires et d'user d'arguments d'autorité sur le prestige local.

### *Marcher dans les pas de Joséphine*

La mise en avant du patrimoine historique des quartiers choisis par les enquêtés et de leur logement est une source de capital symbolique. C'est une manière pour les enquêtés de s'inscrire dans l'histoire et de se l'approprier. Béatrice Cartier (née en 1969, mère au foyer mariée à un avocat, 4 enfants) est particulièrement sensible au caractère historique de son quartier et de sa maison – une grande maison à colombages datant de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, entourée de 4 000 mètres carrés de terrain, qui manifeste la position sociale élevée de cette passionnée d'immobilier. Sa proximité résidentielle avec le château de la Vervolière l'inscrit dans l'histoire et la rapproche selon elle de l'impératrice Joséphine :

*Béatrice Cartier* – Alors y'a toute une histoire, j'ai pas le dossier, c'est con, j'aurais dû le sortir. C'est en tous cas une maison avec des arbres classés, à la mairie je suis allée voir, ben venez voir, y'a des séquoias plantés par Joséphine (elle me montre à la fenêtre). En fait on aime bien cette maison parce qu'elle a une histoire. [...] On cherche toujours nous des gravures où on voit nous, notre maison, on n'a pas trouvé. [...] Donc c'est extraordinaire. Je veux dire, c'est une richesse... [...] Et j'ai jamais retrouvé la maison. Je cherche toujours quand je vois des vieilles cartes postales pour retrouver un petit peu la maison. Par contre je suis sûre qu'elle est de 1880. [...] On aime bien ce quartier pour son histoire nous. On adore. On va souvent au Château. On y va souvent et à chaque fois on découvre un nouveau truc. On est attaché à l'histoire, de se dire que Joséphine elle a peut-être marché là où on marche... C'est quelque chose... Même les enfants y sont attachés.

Béatrice Cartier cherche à s'approprier cette histoire et à la matérialiser à l'aide de preuves qu'elle consigne dans un « dossier », puisqu'elle me dit chercher des gravures ou de vieilles cartes postales où sa maison serait visible. Cette valeur symbolique influence si fortement le

couple qu'à ma question en fin d'entretien sur un possible déménagement au moment de la retraite, elle me répond avec emphase « mon mari il me dit, non on la vendra jamais ! ».

Au-delà de ce cas exemplaire, l'attachement des ménages rencontrés à cet ancrage historique est apparu à différents moments au cours de l'enquête de terrain. À Rueil-Malmaison, de nombreux enquêtés citent « Joséphine » au cours des entretiens, parfois à brûle-pourpoint et sans me préciser qu'il s'agit de l'impératrice. Une enquêtée a une peinture représentant Hortense de Beauharnais, fille de Joséphine, comme photo de profil de son compte *whatsapp*, une autre un *selfie* pris devant le château de La Vervolière. Ce sentiment de proximité apparaît aussi au cours de l'entretien avec Cécile Lambert qui me propose de lui donner Joséphine comme prénom anonymisé.

Ces personnalités sont également présentes dans les dénominations locales comme les noms de lotissements privés ou les noms de rue. À Rueil-Malmaison, à travers les noms de rues et la mise en récit de l'histoire locale, la municipalité participe elle aussi de cette entreprise de patrimonialisation. Elle cherche à valoriser son passé historique en labellisant la commune de « Ville Impériale ». Lancée en octobre 2011, à l'initiative de la municipalité de Rueil-Malmaison, cette marque « Ville Impériale » a été créée pour donner une visibilité historique et touristique aux villes adhérentes – appartenant toutes aux espaces de classes supérieures de la métropole parisienne (Compiègne, Fontainebleau, Saint-Cloud et Rueil-Malmaison).

La récurrence de ces références montre la prégnance de la patrimonialisation du quartier autour du château de la Vervolière à Rueil-Malmaison. Elle exacerbe le sentiment d'appartenance locale et renforce la cohésion du groupe. En effet, comme le souligne Maïa Drouard, le patrimoine est « une catégorie productrice d'intégration » (Drouard, 2012, p. 120), et ce d'autant plus qu'il est enseigné à l'école et devient un élément de référence pour les enfants des personnes enquêtées, comme me l'explique Gisèle Fradin (née en 1950, retraitée assistante de direction mariée à un retraité ingénieur, 3 enfants) :

*Gisèle Fradin* – Et puis ils [les enfants] savent aussi qu'ils vivent dans un endroit historique, y'a toujours une commémoration de Napoléon ou de Joséphine, etc. Et les enfants ils y travaillent [à l'école]. Est-ce que ça les motive par rapport à la ville? Je suppose.

Le château de la Vervolière fonctionne comme un « bien symbolique rare » (Bourdieu, 1979), dans ces quartiers peu équipés par ailleurs en institutions culturelles. Ce n'est pas juste que la proximité spatiale facilite un intérêt pour l'histoire impériale dans notre cas mais qu'elle renforce les aspirations à s'y intéresser (Ripoll, 2013). Enfants et parents sont « motivés » par cette histoire locale à laquelle ils sont attachés et qui rejaillit sur leur statut résidentiel et plus largement, sur leur statut social. On l'a vu, ce n'est pas n'importe quelle histoire qui est appropriée par les habitant·e·s et à travers les figures de Napoléon et Joséphine de Beauharnais, c'est la gloire impériale qui est valorisée. Le fait que l'impératrice soit répudiée par son mari pour des questions de fertilité et qu'elle passe la fin de ses jours seule dans le château de la Vervolière n'est par contre pas un élément repris dans la mise en récit de l'histoire locale.

#### *Mettre en avant l'histoire récente*

À Saint-Maur-des-Fossés, l'absence de bâtiment historique de grande envergure n'empêche pas certain·e·s enquêté·e·s de faire référence à l'histoire ancienne, comme c'est le cas de Colette Prévost ou encore de Alain Fournel qui mentionnent Catherine de Médicis :

*Colette Prévost* – Le Vieux Saint-Maur a un passé historique très riche, puisque ça date de Rabelais, de la reine Catherine de Médicis, puisque Rabelais est venu rendre visite à la reine donc au XVI<sup>e</sup> siècle. Et y'avait un très très beau château que Mme de Médicis avait fait embellir et qui malheureusement a été détruit à la Révolution.

Mais, en plus de n'avoir laissé aucune trace, ce passé historique ne s'est pas déroulé au cœur des quartiers étudiés. En effet, les quartiers étudiés à Saint-Maur-des-Fossés sont près des bords de Marne, espaces qui sont restés longtemps inutilisés à cause des crues et des épidémies de choléra<sup>55</sup>. Les enquêté·e·s font donc davantage référence à l'histoire plus récente de leur quartier, à partir de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle avec les peintres impressionnistes, mais surtout celle du début du XX<sup>e</sup> siècle avec les guinguettes, les bains et les hôtels des bords de Marne (Eldin, 2016 ; Bellanger et Moro, 2017). C'est le cas de Roland Allouch (né en 1958, chirurgien-dentiste, divorcé, 6 enfants) :

*Roland Allouch* – Si vous voyez par exemple Hôtel du Nord, d'accord, quand y'a la fameuse réplique sur « atmosphère » par exemple, y'a Arletty qui dit à Louis Jouvet : « Mais vas-y tout seul à La Varenne ». C'est-à-dire qu'en fait La Varenne ça a été un

---

<sup>55</sup> La situation sanitaire des zones qui jouxtent les bords de Marne s'améliore à partir de la construction d'un canal qui régule la Marne en 1830.

lieu depuis le début du siècle je crois, un lieu sur les bords de Marne qui était un peu privilégié quoi.

Colette Prévost mentionne également des personnalités historiques en détaillant sa trajectoire résidentielle et son installation sur les bords de Marne à Saint-Maur-des-Fossés (née en 1950, retraitée secrétaire à mi-temps dans l'entreprise de son mari, 1 enfant). Il est intéressant de noter que Colette Prévost mentionne des célébrités comme Camille Pissarro ou Charles Trénet, mais également des personnalités plus ordinaires et plus spécifiquement des notables locaux, chefs d'entreprise comme son mari.

*Colette Prévost* – La Varenne a toujours été donc un fief également au XX<sup>e</sup> siècle, de gens connus, des artistes, puisque nous, cinq villas plus loin que la nôtre, lorsqu'on était quai X, résidait encore Charles Trénet. Y'avait Charles Trénet, au début du siècle, y'avait Pissarro... [...] Si vous voulez [la maison des époux Prévost] c'était la propriété dans les années vingt de Charles Linder<sup>56</sup>. Vous avez entendu parler de Charles Linder?

*Lorraine* – Oui.

*Colette Prévost* – Donc c'était un énorme terrain [...] qui a été morcelé au fil des années. [...] Au milieu, il s'est construit dans les années soixante, une maison un peu plus moderne, qui a été d'ailleurs habité par monsieur et madame, puisque nous étions amis, monsieur et madame Lejeune. Les créateurs des cycles Lejeune. Vous connaissez peut-être aussi.

*Lorraine* – Oui oui.

*Colette Prévost* – Des gens qui étaient, bon qui sont décédés malheureusement aujourd'hui mais nous étions amis avec eux, des gens qui étaient vraiment charmants, adorables. [...] Donc si vous voulez y'a eu quand même des gens ...

L'expression médiévale « fief » utilisée par Colette Prévost montre ici l'importance de l'ancrage historique mais aussi le rapport dominant qu'entretiennent les classes supérieures sur l'espace puisqu'elle désigne un domaine où quelqu'un est maître.

En parallèle des efforts pour mettre en lumière le patrimoine historique local, les enquêté·e·s retirent également du prestige symbolique en évoquant leurs voisin·e·s célèbres. C'est l'occasion d'asseoir leur statut résidentiel, d'évoquer leur capital social (cf. *infra*), mais aussi

---

<sup>56</sup> Je ne sais pas qui est Charles Linder – dont je ne suis pas sûre de l'orthographe du nom – et mes recherches sur une personne d'un nom similaire n'ont pas abouti, ce qui montre que Colette Prévost cite des notables dont la notoriété n'est que locale.

de vérifier mes connaissances comme le fait Colette Prévost au sujet de Charles Linder et des époux Lejeune<sup>57</sup>. La connaissance ou non de ces personnalités est liée à la perception qu'ont de moi les personnes enquêtées. Ainsi, Christian Lesage est étonné que je connaisse Blaise Matuidi, footballeur du Paris Saint Germain au moment de l'enquête, qui réside au Parc de la Vervolière, probablement en raison de mon appartenance de genre. Au contraire, Pascale Desmoulins (née en 1965, sans activité, célibataire) qui habite dans une autre résidence de Rueil-Malmaison est surprise que je ne connaisse pas Jacques Faisan, ancien illustrateur du Figaro, ce qui témoigne de mon appartenance générationnelle mais aussi politique :

*Pascale Desmoulins* – Comme voisin un peu connu nous avons eu Jacques Faisan, je pense que vous connaissez.

*Lorraine* – Non.

*Pascale Desmoulins* – Ah ! Ça vous rajeunit remarquez ! Jacques Faisan c'était le dessinateur attitré du Figaro. Vous lisez peut-être pas le Figaro?

*Lorraine* – Non, je lis pas le Figaro. Il est toujours là?

*Pascale Desmoulins* – Ben en fait il est mort !

En mentionnant cette histoire bourgeoise, les enquêté·e·s transforment l'espace local en patrimoine et elles·ils bénéficient des retombées symboliques de cette patrimonialisation. Mais les ressources qui en découlent ne se résument pas au prestige et sont également matérielles.

## **1.2 Utiliser la patrimonialisation comme argument de préservation du standing**

Les enquêté·e·s recherchent à bénéficier d'avantages matériels en lien avec la patrimonialisation, qui devient alors une entreprise de préservation du standing de leur espace local. Luc Boltanski et Arnaud Esquerre analysent la mise en place de dispositifs narratifs autour d'objets comme un mécanisme de l'enrichissement (2017). La relation mémorielle qui est créée avec ces objets augmente leur valeur. Ces objets sont destinés aux plus riches et ils profitent aux plus riches qui captent la plus-value de cette patrimonialisation. On peut avoir la

---

<sup>57</sup> Je n'avais pas de stratégie définie pour répondre à ces interrogations et malgré leur récurrence, j'étais souvent décontenancée par ces évocations. Quand je ne connaissais pas les personnes évoquées, selon mon état pendant l'entretien, je mentais, j'ignorais la question ou j'avouais mon ignorance (mais rarement deux fois de suite).

même approche avec les quartiers étudiés et les maisons qui les composent, dont la valeur est influencée par la mise en récit d'une histoire légitime.

### *Utiliser le patrimoine historique et naturel pour empêcher la densification*

Le patrimoine historique peut être utilisé comme un argument pour empêcher la densification des quartiers. Sylvie Tissot montre comment le label historique obtenu par la Société historique permet au quartier du South End à Boston de gagner en « dignité culturelle » mais aussi en valeur économique (2011). Le label devient en effet un argument contre la démolition de maisons de style victorien et contre la construction de logements sociaux, qui menacent pour les « nouveaux habitants » la revalorisation du quartier. Cette patrimonialisation à des fins de contrôle sur l'espace est également visible dans les quartiers étudiés. C'est notamment le cas lorsque Luc Jacob justifie que l'on ne construise pas de logements sociaux à Saint-Maur-des-Fossés pour ne pas avoir à détruire de « beaux pavillons » (cf. chapitre 3). Le château de la Vervolière, propriété de l'État, est intégré au sein de l'association de copropriétaires du Parc de la Vervolière, et est représenté lors des assemblées par le conservateur de son musée. Cette situation particulière justifie que les statuts de la résidence empêchent de bâtir sur un terrain inférieur à 2 500 mètres carrés. Ces statuts assurent donc aux résident·e·s du Parc la préservation des faibles densités de leur ensemble résidentiel et donc de sa valeur économique, en partie fondée sur la rareté de tels biens immobiliers et la taille de leurs terrains.

À côté du patrimoine historique, le patrimoine naturel est utilisé pour justifier de l'impératif de préservation du quartier. Les arbres peuvent être un outil des politiques publiques, comme cela a été le cas avec la « politique des villages » menée à Saint-Maur-des-Fossés par Jean-Louis Beaumont à partir de la fin des années 1970 qui consistait notamment à planter des arbres et ainsi favoriser la constitution d'un patrimoine naturel à l'échelle de la ville. En outre, certains grands arbres centenaires sont classés dans les plans locaux d'urbanisme « arbres remarquables » et sont à ce titre protégés pour leur intérêt écologique et historique. À Saint-Maur-des-Fossés il y a 88 arbres remarquables disséminés sur tout le territoire, et à Rueil-Malmaison il y en a 196, en grande majorité concentrés dans les quartiers étudiés. Tout d'abord la présence et la beauté de ces arbres augmentent la valeur économique des biens immobiliers, comme c'est le cas au Parc de la Vervolière. C'était d'ailleurs un argument de vente à la fin du



XIX<sup>e</sup> siècle lorsque les terrains du parc du château sont mis en vente, l’affiche de promotion immobilière mentionnant : « Le parc dut à ses superbes plantations exotiques une réputation universelle. On y retrouve encore la jolie rivière avec ses cascades, les magnifiques ombrages et les sites pittoresques renommés » (cf. annexe). Au moment de l’enquête, Gilles Marzin me décrit encore le Parc comme un espace naturel protégé :

*Gilles Marzin* – Oui parce que Joséphine aimait beaucoup les arbres et donc effectivement on a de très beaux arbres. C'est une réserve ornithologique ici, parce que comme y'a de grands arbres, y'a beaucoup d'oiseaux.

De plus, les arbres peuvent être utilisés pour empêcher la densification. En effet, le statut d’arbre « remarquable » restreint fortement les possibilités de coupe ou d’abattage en vertu du code de l’urbanisme, même si les règles en vigueur dépendent des PLU et des cas de figure. Lors de la division de terrains, il faut donc respecter une zone de protection autour de l’arbre « remarquable », ce qui peut empêcher la création de lots et donc la densification. Pascale Desmoulins (née en 1965, sans activité, célibataire) me raconte la mobilisation à laquelle elle a pris part au sein de son lotissement fermé pour faire classer un arbre et empêcher un propriétaire souhaitant vendre de diviser en trois sa parcelle :

*Pascale Desmoulins* – On a réussi à s'unir pour protéger un arbre. On a demandé à monsieur le maire qu'il nous le classe. Parce qu'en fait cette parcelle-là, elle a été mise en vente, ça faisait 2 500 mètres carrés. [...] C'est un agent immobilier qui a voulu acheter et morceler en trois. Une des résidentes a prévenu les autres et on s'est ligué, on s'est tous entendu, je pense qu'on a été tous signataires, peut-être moins un, pour empêcher que ce soit coupé en trois parties, notamment pour protéger les arbres, et puis pour pas qu'il y ait trop trop de monde. Moi j'ai signé plus pour les arbres, parce que finalement c'est pas plus mal qu'il y ait du monde, surtout dans cette petite rue y'a aucune entrée. Donc on a protégé l'arbre et ça a été vendu à un tennisman.

Elle met en avant dans son récit l’usage instrumental de la préservation écologique – même si elle s’en défend à titre personnel – davantage utilisée pour lutter contre la densification du lotissement. La mobilisation des habitant·e·s fonctionne, notamment car elle bénéficie du soutien de la mairie.

#### *Se mobiliser pour bénéficier d’un traitement exceptionnel*

Pour les personnes enquêtées, mettre en avant le caractère exceptionnel du patrimoine du quartier est une manière de justifier un traitement particulier de la part des pouvoirs publics.

C'est notamment ce que défend Catherine Bousquet (née en 1960, femme au foyer mariée à un directeur financier, 5 enfants), membre du conseil de village, qui déplore l'état de la voirie qui ne serait pas à la hauteur du prestige du quartier qui entoure le château de la Vervolière :

*Catherine Bousquet* – On a beaucoup de mal à faire prendre conscience à la mairie que l'avenue est dans un état épouvantable. [...] C'est immonde, là il faut tout refaire. Y'a eu un projet en 2006 de réfection totale, c'est-à-dire voirie, trottoir, tout, tout devait être aménagé. On était super contents, depuis il a été enterré dans un tiroir parce que c'était plus d'actualité et c'était plus un projet prioritaire pour la mairie. Et depuis on se bat, les riverains et le conseil de village pour que ce projet ressorte et qu'enfin, ce quartier qui est quand même historiquement important soit mieux traité.

Catherine Bousquet est mobilisée pour son quartier, à travers son action au sein du conseil de village, comme le laisse entendre l'expression « on se bat ». De plus, gagner cette bataille pour la rénovation de la voirie contribuerait à améliorer son cadre de vie mais aussi, indirectement à la valeur économique des biens immobiliers de son avenue. Il faut noter que cette volonté de la part des habitant·e·s n'implique pas que la municipalité y réponde. Les habitant·e·s des espaces étudiés sont des électeurs importants pour les équipes municipales en place, mais leurs quartiers sont souvent peu denses, excentrés et font l'objet de peu de passages, et ce d'autant plus qu'ils sont fermés. En observant la voirie des quartiers étudiés, on peut deviner qu'ils ne sont pas la cible privilégiée des investissements de ces deux communes très étendues – sauf pour les bords de Marne et les bords de Seine qui sont des espaces récréatifs majeurs au niveau communal.

Le président du conseil syndical du Parc de la Vervolière m'explique en entretien être également mobilisé avec d'autres résident·e·s afin de bénéficier d'un traitement de faveur de la part de la municipalité. Il me parle tout d'abord des relations particulières qu'entretient le maire avec les habitants de cette résidence fermée et huppée, puisque ce dernier vient au pot suivant l'assemblée générale de copropriété – « il vient voir ses électeurs, ici c'est un terrain assez tranquille [pour lui] » – ce qui n'est pas le cas par exemple au Domaine de la Vervolière. Il m'explique ensuite que la copropriété a demandé son aide à la municipalité pour des travaux « d'intérêt général » consistant à enfouir, pour des raisons esthétiques, les câbles des réseaux des voies privées du lotissement. La municipalité ne pouvant pas financer de tels travaux dans des espaces privés – qui coûtent entre un million et demi et deux millions et demi d'euros – les

résident·e·s engagé·e·s cherchent à obtenir d'autres subventions publiques et notamment le tarif préférentiel dont bénéficie la mairie auprès d'ERDF :

*Président* – Alors l'enfouissement des réseaux, alors là c'est un énorme sujet qui se balade entre un million et demi et deux millions et demi. [...] Alors là on a un de nos syndics qui est un très grand avocat parisien qui a pris en charge avec son cabinet l'étude, et ça gratuitement. [...] [La ville] ils ont pas de soussou dans la popoche et donc ils nous donnent pas de sou. Donc on sait qu'on doit faire sans eux. Et donc par contre notre objectif est d'essayer d'obtenir en tant que association privée les mêmes avantages financiers que les intervenants donnent à la ville. L'ERDF d'abord fait des prix spéciaux et après on reçoit des subventions, la ville reçoit des subventions du conseil général, du département, etc. Et donc on attend nous de notre maire, [...] qu'il nous fasse obtenir les conditions ville de la part des administrations. [...] Donc notre juriste préféré, et intégré, a comme mission de voir si notre copropriété un peu atypique, parce que la ville non seulement c'est pas évident, mais n'a pas le droit de le faire, donc il faut trouver des raisons qui fassent lui dire "mais on n'est pas une copropriété" et donc on aurait le droit. On va chercher de donner à notre maire des munitions pour qu'il puisse aller dire « Ah ben non mais c'est pas une copro ! » parce qu'il n'a qu'une idée après le maire c'est si les autres copros demandent la même chose, ce serait pas possible.

Cet exemple montre la proximité du maire avec ses électeurs les plus riches, contrairement aux « autres copros ». Le maire a dans ce cas la volonté de trouver pour eux des solutions arrangeantes. Les membres de la copropriété collaborent avec l'équipe municipale pour donner au maire des « munitions » pour défendre leur cas. Ils cherchent à mettre en avant le statut « atypique » du Parc – puisque le château de la Vervolière, patrimoine national, appartient à l'association de copropriétaires – tout en sachant que le maire « n'a pas le droit de le faire » étant donné que les investissements ne sont pas dans le périmètre du château. Dans le cas de l'enfouissement des réseaux, cette demande de subventions publiques ne répond pas à un besoin nécessaire de la part du lotissement privé mais bien à un désir d'augmenter le prestige de l'espace en se débarrassant des câbles et des poteaux électriques. Enfin, cet exemple témoigne également de la force du capital social des classes supérieures, que nous aborderons dans la prochaine partie de ce chapitre. Ce capital social permet aux résident·e·s de bénéficier des compétences et des ressources diversifiées des autres membres des classes supérieures, pour augmenter le prestige et le profit du groupe. C'est donc ici un habitant du lotissement, « juriste préféré et intégré », qui va faire bénéficier à la communauté fermée de ses compétences juridiques à titre gratuit au sein du conseil syndical bénévole.

Les exemples de Catherine Bousquet, de Pascale Desmoulins ou encore du Parc de la Vervolière montrent l'importance des conseils syndicaux et des conseils de village dans ces entreprises de patrimonialisation à l'échelle locale. Ces instances fonctionnent comme des cellules de veille de la gestion patrimoniale de l'espace et sont une institution centrale dans la diffusion du pouvoir local. Il est donc important de préciser la motivation de leurs membres ainsi que leur rôle et leurs instruments.

### **1.3 Les conseils syndicaux et de village comme entrepreneurs de patrimonialisation**

On a vu dans le chapitre précédent que des conflits peuvent se cristalliser autour des conseils syndicaux, comme cela a été le cas dans le Parc de la Vervolière avec la constitution d'une équipe dissidente. Mais lorsque les intérêts de chacun s'alignent, les conseils syndicaux canalisent la force collective et deviennent des entrepreneurs de la patrimonialisation, par le biais des règlements et des mobilisations.

#### *S'engager dans les conseils syndicaux et de village*

Les conseils syndicaux et les conseils de village sont des institutions qui structurent les entreprises de patrimonialisation à l'échelle locale. Sur ce point, des différences existent entre les deux communes étudiées. D'une part, étant donné qu'il y a moins de voies privées dans les quartiers étudiés à Saint-Maur-des-Fossés qu'à Rueil-Malmaison au moment de l'enquête, il y a également moins de copropriétés – de maisons – et donc de conseils syndicaux qui en assurent la gestion. D'autre part, les conseils de village – appellation locale des conseils de quartier – ont des rôles différents à l'échelle locale. À Rueil-Malmaison, il y a davantage de communication autour des conseils de village, sur le site de la mairie et parfois sur un site qui leur est propre comme c'est le cas pour le village Jonchères Malmaison Saint-Cucufa (JMSC), où vivent deux tiers des enquêté·e·s rueillois. Ces sites communiquent à propos des réunions publiques organisées sur une base trimestrielle. Durant mes observations, j'ai pu noter que des représentant·e·s de la police nationale, municipale et de la mairie y assistent. Elles·ils communiquent également autour des événements organisés – comme par exemple au moment de l'enquête une galette des rois dans un petit château sur le territoire du village JMSC – ou

encore de leurs actions – par exemple pour la sécurité des déplacements des enfants ou encore pour lutter contre l'isolement des personnes âgées. L'engagement au sein des conseils de village rueillois est prenant, comme me l'explique Michel Perron (né en 1955, agent général d'assurances à une cadre supérieure contrôleuse de gestion, 2 enfants) coopté par le maire en 2008 afin de devenir président du conseil de village JMSC qui regroupe trente personnes. Il parle de son engagement comme d'un « poste », témoignant de sa professionnalisation, et a d'ailleurs adapté sa vie professionnelle à cet engagement en quittant son travail de cadre dans la finance pour devenir agent général d'assurance et bénéficier de la flexibilité du statut d'indépendant.

À Saint-Maur-des-Fossés, il n'y pas la même communication sur le site de la mairie ou dans le journal municipal et une majorité d'enquêtés ne sait pas s'il y a ou non un conseil de quartier. J'ai moi-même eu du mal à identifier une telle structure au moment de l'enquête car celle qui existe a peu de visibilité à l'échelle locale et car les réunions se font entre un membre de tous les conseils de village de la ville et la municipalité à huis clos. D'après les comptes-rendus téléchargeables sur un site dédié au quartier de La Varenne, ces réunions consistent davantage en une liste de doléances à propos des aménagements urbains et commerciaux.

S'engager à l'échelle locale est une manière d'œuvrer pour la communauté, comme en témoigne Catherine Bousquet, impliquée dans son conseil de village et qui dit s'être toujours investie « dans le rendre service ». Ces engagements renforcent l'ancrage des personnes concernées et ils permettent de gagner en respectabilité à l'échelle locale, notamment grâce aux liens développés avec la municipalité. Pour les femmes au foyer ou les personnes retraitées, cet engagement peut également être une manière d'occuper son temps libre. Cécile Lambert, présentée en introduction du chapitre, est engagée dans l'entreprise de valorisation de sa commune. La ferveur avec laquelle elle est impliquée l'amène à considérer le fait de rejoindre un jour l'équipe municipale, et ce d'autant plus qu'elle y a des relations. Cette ambition rejoint les travaux de Marion Paoletti qui montrent que les femmes au foyer sont surreprésentées dans les conseils municipaux, et ce d'autant plus qu'elles sont âgées et de droite (2008). Cependant, c'est la seule personne enquêtée qui évoque cette possibilité, alors que la majorité d'entre elles soulignent plutôt leur distance vis-à-vis de la politique. Elle aussi d'ailleurs précise : « Même

si je suis pas une grande fan de la politique entre guillemets. Mais pouvoir participer à un projet municipal, à la vitalité de son lieu de vie, je trouve ça intéressant. » Ce serait donc un engagement pour la défense de son cadre de vie qui serait également à la hauteur de son « profil managérial ».

L'implication dans ces institutions permet de s'investir pour la communauté mais également de mieux maîtriser son patrimoine immobilier comme l'exprime le président du conseil syndical du Domaine de la Vervolière :

*Président* – Oh c'est parce que si vous voulez quand vous êtes dans un domaine, appartenir au conseil syndical c'est à la fois du temps que vous passez, c'est aussi, vous maîtrisez mieux la gestion de votre patrimoine.

C'est cette volonté de contrôle sur l'espace ainsi que sur les personnes du lotissement qu'exprime Lucie Dubreuil (née en 1964, assistante de direction, en instance de divorce avec son mari ingénieur, 4 enfants) qui a été membre pendant une dizaine d'années du conseil syndical de sa résidence. Pour elle : « c'est intéressant pour savoir avec qui on vit et se tenir au courant des choses ». Le président du conseil syndical du Domaine de la Vervolière compare sa fonction à des positions de pouvoir au sein de conseils d'administration ou d'un gouvernement et témoigne ainsi des dispositions professionnelles propices qu'ont les chefs d'entreprise pour ce type d'engagement à l'échelle locale :

*Président* – Moi je dirige des sociétés depuis trente ans, donc diriger l'AGO c'est comme diriger un conseil d'administration, je suis capable, j'ai fait ça toute ma vie alors, j'en dirige plusieurs... [...] C'est-à-dire que vous êtes à la source des décisions, [...] c'est le conseil qui définit précisément une politique, un peu comme le gouvernement dirige la France, lorsqu'on vous demande votre avis comme citoyen c'est une fois tous les trois/quatre ans, ou tous les deux ans. Donc l'essentiel des décisions est pris par le gouvernement. Ben là c'est pareil pour le conseil syndical, [...] vous vous faites mandater au moment de l'AGO des pouvoirs et après c'est vous qui décidez.

En effectuant de telles comparaisons, le président du conseil syndical valorise son activité et assoit son pouvoir au cours d'un entretien qui a été pour lui l'occasion d'une démonstration de force (cf. chapitre 2). L'idée de la mise en place d'une politique éloigne sa fonction de celle d'une simple gestion des comptes et de l'entretien des espaces collectifs. Le conseil syndical nécessite des personnes éclairées et « capables » afin de prendre des décisions pour valoriser

au maximum l'espace du lotissement et donc la valeur des maisons.

*Préserver le patrimoine grâce aux règlements de copropriété*

Dans les discours tenus par les membres de conseils syndicaux, leur action consiste à préserver le patrimoine existant. Le cas le plus flagrant est celui du Parc de la Vervolière où des bâtisses et des arbres sont classés comme patrimoine remarquable. Gilles Marzin (né en 1950, architecte, marié à une radiologue avec 2 enfants) me décrit sa volonté de « conservation » et de protection du Parc au cœur de son engagement dans le conseil syndical et en lien avec ses dispositions professionnelles :

*Gilles Marzin* – On m'a coopté. Donc j'ai accepté. Parce que bon c'est sûr que c'est intéressant de garder ce Parc ... C'est du travail, mais j'y tiens.

*Lorraine* – Du coup, pour vous c'est quoi cette mission à laquelle vous tenez ?

*Gilles Marzin* – Et bien je crois que bon, le Parc, je pense que c'est un endroit où les gens sont sensibles au Parc. C'est un endroit privilégié donc il est à conserver.

Mais cette volonté de préservation n'est pas visible uniquement dans les espaces ayant une forte charge patrimoniale et historique comme c'est le cas au Parc. Elle est également visible dans des lotissements plus récents, issus de grandes opérations de promotion, qui cherchent à construire un patrimoine à l'échelle micro-locale. Les conseils syndicaux de tels lotissements cherchent par exemple à préserver l'homogénéité visuelle de leur ensemble résidentiel. Les formes bâties deviennent des héritages – récents – qu'il s'agit de perpétuer. Au sein du conseil syndical de sa résidence à Rueil-Malmaison, Lucie Dubreuil s'est occupée de mettre en place « une charte esthétique » pour respecter l'uniformité initiale du lotissement construit dans les années 1970 et son « harmonie » en imposant aux copropriétaires des « contraintes » sur les couleurs, les choix des matériaux, etc. Ce travail d'homogénéisation et de contrôle des rénovations des maisons dans les lotissements les plus récents qui n'ont pas de cachet historique peut être comparé au travail d'esthétisation fait par les gentrificateurs du Bas-Montreuil avec les pavillons des années 1970, à la différence que les gentrificateurs essaient au contraire de rénover afin de faire disparaître les marqueurs de cette époque (Collet, 2012). Ce n'est pas tant que les habitant·e·s des classes supérieures du privé apprécient cette esthétique puisque Lucie Dubreuil me dit par exemple ne pas avoir été « séduite » par l'extérieure de la résidence, qu'elle trouve « austère » (cf. photographie ci-dessous), tout comme Salomé Mercier et Nathalie Sicot au Domaine de la Vervolière (que cette dernière appelle « playmobil land »). Mais ces résidents

valorisent fortement l'homogénéité, à la fois dans les espaces extérieurs de leur lotissement et dans la décoration intérieure de leur logement qui respecte une « esthétique de l'ordre » comme nous le verrons dans le chapitre suivant. Cet ordre (contrairement à la « cacophonie ») qui règne dans leur copropriété est considéré comme une garantie de la valeur économique des maisons, comme l'exprime Lucie Dubreuil :

*Lucie Dubreuil* – Quand on rentre dans une résidence qui est propre, harmonieuse, c'est quelque chose qui est positif pour la vente de tous les biens de cette résidence. Vous arrivez dans une résidence qui est mal gérée, sale et cacophonique, j'ai envie de dire, au niveau esthétique, vous avez beau avoir un appartement hyper sympa, la première impression ça va être « Ohlala c'est bizarre cet endroit ». Ça va pas être une bonne impression. [...] Si le standing de la résidence baisse, le standing de chaque appartement et de chaque maison, même si à l'intérieur c'est parfait, baisse.

Les frontières physiques de ces lotissements recouperaient donc des frontières sociales étant donné l'entre-soi à l'échelle micro-locale mais également d'autres frontières davantage morales : « Au chaos de la ville et au délitement normatif des quartiers pauvres s'opposerait ainsi le sens de l'ordre et de la régularité des beaux quartiers » (Paugam et al., 2017, p. 14).

**Figure 4.1 : Photographie d'une résidence datant des années 1970**



Source : Autrice



L'analyse des prix des maisons du Domaine de la Vervolière, qui sont très peu dispersés entre 2014 et 2018 (cf. chapitre 3) montre que cet attrait pour l'harmonie et l'ordre débouche sur une uniformisation de la valeur des biens immobiliers. Ces logiques de gestion collective et de patrimonialisation garantissent la valeur économique des biens et renforcent l'entre-soi. Elles témoignent de ce que Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot appellent le « collectivisme pratique » à l'œuvre dans les « lotissements chics » : « Il est paradoxal de voir à quel point les grands bourgeois, partisans de l'individualisme théorique, adoptent pour eux-mêmes un collectivisme pratique. Pour construire un environnement social et un cadre de vie hors du commun, ces tenants du libéralisme économique et de l'initiative individuelle font appel à des formes collectives comme le lotissement et le cahier des charges, un service de sécurité contraignant et un enfermement qui prouvent, par l'absurde, que la société de la libre concurrence a ses limites » (2016, p. 51).

L'instrument principal de cette « politique » d'uniformisation est en effet le « cahier des charges » ou plus précisément le règlement de copropriété. Les travaux portant sur les *gated communities* soulignent l'importance des règlements qui encadrent à la fois les bâtiments et la vie des résident-e-s (Le Goix, 2002 ; Low, 2004) et assurent la sécurité de l'investissement immobilier (Atkinson et Blandy, 2006). Ces règlements sont un instrument de la patrimonialisation, comme c'est le cas au Parc de la Vervolière où les statuts imposent une surface minimum de 2 500 mètres carrés pour lotir et donc « protègent le Parc » (Gilles Marzin). Ces règlements sont d'autant plus importants qu'ils ne sont pas des guides de bonnes pratiques, mais qu'ils exercent des contraintes légales sur les copropriétaires, comme me l'explique le président du conseil syndical du Domaine de la Vervolière au sujet des portes de garage, devant être en bois mais également à chevrons (et donc plus chères que les plates) :

*Président* – Celles qui avaient pas la même forme, y'en avait une dans le Domaine, j'ai exigé du copropriétaire qu'il la change. C'est obligatoire, dans un Domaine comme ici d'avoir une certaine unité de style. Sinon, et bien vous obtenez ce qui se passe dans la vie, dans une commune, c'est-à-dire que vous avez des maisons très différentes les unes des autres mais qui n'ont pas du tout la même valeur alors qu'elles sont l'une à côté de l'autre. Alors qu'ici les maisons ont à peu près toutes la même valeur, parce qu'il y a un ensemble.

Il ne faut donc pas s'arrêter à la lecture des règlements de copropriété mais s'intéresser à leur

mise en application par le conseil syndical qui entreprend ainsi une mission de patrimonialisation. La permanence de ces règlements de copropriété, ainsi que leur pouvoir, est un témoin de l'appartenance de classe des habitant·e·s de ces lotissements (Pinçon et Pinçon-Charlot, 2016, p. 58-60), contrairement aux lotissements des « petits-moyens » où la mise en œuvre des règlements est moins durable et davantage conciliante avec les modifications individuelles (Cartier et al., 2008). Ces entreprises de patrimonialisation – pourvoyeuses de ressources symboliques et matérielles – réussissent d'autant plus que les membres de ces conseils syndicaux appartiennent aux classes supérieures et peuvent mobiliser leurs capitaux. Ces institutions démontrent donc la force du capital social accumulé à l'échelle locale.

## **2. L'espace local comme pourvoyeur de capital social**

La comparaison du quartier à un « village », analysée dans le chapitre précédent, charrie avec elle l'idée de relations sociales denses mais également d'un contrôle social fort entre habitant·e·s. À côté de ces représentations, nous allons maintenant chercher à préciser quelles sont les sociabilités réelles à l'œuvre à l'échelle locale. Ces sociabilités nourrissent le capital social des enquêté·e·s. Nous montrerons que les relations de voisinage qui se déploient à l'échelle du quartier sont un pan spécifique de ce capital social et qu'elles peuvent varier en fonction des configurations locales. Enfin, nous verrons que l'école et la paroisse sont des institutions structurantes des relations de sociabilité à l'échelle du quartier.

### **2.1 Des fractions des classes supérieures dotées en capital social**

Mon protocole d'enquête n'a pas été construit dans le but de réaliser une analyse complète des réseaux des personnes enquêtées. Cependant, mon guide d'entretien large, et notamment mes questions sur la présence de membres de la famille en Île-de-France, sur les sociabilités de voisinage, sur les engagements associatifs ou encore sur les sorties entre ami·e·s m'ont permis de saisir des aspects qualitatifs (nature des liens et des positions de leurs relations) et quantitatif (envergure du réseau) de leur réseau social. Le capital social est une ressource difficile à mesurer, l'existence d'une relation ne permettant pas de déduire de son intensité. De plus, les éléments récoltés n'étant pas systématiques, ils ne permettent pas de visualiser, ni même de

comparer les réseaux des personnes enquêtées. En revanche, l'analyse de ces éléments permet d'actualiser la recherche sur le capital social des classes supérieures.

### *Classes supérieures et capital social*

Le champ de recherche sur le capital social des classes supérieures est relativement développé par rapport à l'étude d'autres aspects du monde privé des classes supérieures. En effet, la notion même de capital social a été conçue pour saisir la richesse des dotations relationnelles des classes supérieures (Lenoir, 2016), bien qu'elle ait par la suite été adaptée aux classes populaires (Retière, 2003). Cette spécificité vis-à-vis d'autres aspects du monde privé des classes supérieures n'en est pas vraiment une, étant donné que l'on peut considérer le capital social comme étant à cheval entre les sphères professionnelles et privées dont il mêle les relations et les rétributions<sup>58</sup>.

On reprendra ici la définition faite par Pierre Bourdieu du capital social comme étant « l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un *réseau durable de relations*<sup>59</sup> plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'inter-reconnaissance ; ou, en d'autres termes, à *l'appartenance à un groupe*, comme ensemble d'agents qui ne sont pas seulement dotés de propriétés communes (susceptibles d'être perçues par l'observateur, par les autres ou par eux-mêmes) mais sont aussi unis par des *liaisons* permanentes et utiles » (1980, p. 2). La reproduction sociale ne s'appuie pas sur la simple transmission de capitaux économiques, culturels et symboliques, mais elle s'accompagne de modes de sociabilité spécifiques qui ont un « effet multiplicateur sur le capital possédé en propre » (1980, p. 2). Les classes supérieures ont généralement un volume de capital social important pour deux raisons : d'une part car leur réseau est très étendu – et entretenu – mais également car les personnes qui composent ce réseau sont elles-mêmes fortement dotées en capitaux économiques, culturels et symboliques. Au sein de la fraction de classe étudiée, la relative stabilité résidentielle – avec l'ancrage dans l'espace local (cf. *infra*) – ainsi que la

---

<sup>58</sup> Pour illustrer cette porosité des frontières, Pierre Bourdieu prend notamment l'exemple des professions libérales dont les relations mondaines et amicales peuvent asseoir leur clientèle et donc devenir des relations professionnelles (Bourdieu, 1979).

<sup>59</sup> Passages soulignés dans le texte original.

stabilité des formes conjugales et familiales permettent le maintien de la structure sociale et donc du capital social (Coleman, 1990).

Selon Pierre Bourdieu, le capital social ne se réduit pas aux relations, il n'est pas un synonyme des sociabilités car il consiste également en ce que l'on retire comme profit de l'appartenance plus large au groupe que ces relations impliquent et en la capacité de chacun d'entretenir son réseau et d'interagir selon les « bonnes » manières (Lenoir, 2016). Ce capital peut fonctionner « par procuration » : l'interconnaissance n'est pas nécessaire à l'existence d'une relation. L'appartenance au groupe et l'« inter-reconnaissance » (Bourdieu, 1980) entre ses membres permettent de retirer des profits du capital social (Pinçon et Pinçon-Charlot, 2010). Ces liaisons qui unissent les agents d'un réseau sont à la base d'échanges à la fois symboliques et matériels.

L'analyse du capital social dont Évelyne Fourcade (née en 1960, chargée de mission à la mairie de Paris, mariée à un médecin spécialiste, 2 enfants) me parle en entretien permet, d'une part, de montrer la diversité des rétributions possibles de cette forme de capital et, d'autre part, d'illustrer la manière dont mon enquête sur les styles de vie des classes supérieures du privé a permis de saisir leur capital social. Alors qu'elle me détaille son parcours résidentiel, Évelyne Fourcade me dit avoir trouvé son premier appartement, lorsqu'elle était étudiante et son mari interne, « par relation » : la propriétaire de ce logement à Saint-Cloud était une amie de la grand-mère de son mari, dont la famille est ancrée à Paris, lui-même ayant grandi dans le XV<sup>e</sup> arrondissement. À côté de ce capital social familial, la trajectoire résidentielle d'Évelyne Fourcade renseigne également sur l'importance des positions professionnelles dans le capital social. En effet, les époux trouvent leur deuxième appartement grâce à une annonce publiée dans *Le Quotidien du médecin* et Évelyne Fourcade précise à ce sujet : « comme c'était un médecin il a accepté de louer à un médecin qui était en train de s'installer ». Cet exemple montre l'importance de l'« esprit de corps » qui associe l'identité individuelle à l'identité collective (Bourdieu, 1989). Cet « esprit de corps » entraîne à la fois un sentiment de solidarité avec les membres du groupe mais également la confiance nécessaire à ces échanges de services (Coleman, 1990). Environ un quart des personnes enquêtées ont bénéficié de telles aides au début de leur trajectoire résidentielle, qui ont favorisé la progression résidentielle des ménages et l'accumulation de capital économique (cf. chapitre 5). Ces profits étant liés à la position

sociale du mari d'Évelyne Fourcade, ils montrent le rôle fondamental du mariage dans l'accumulation du capital social, qui, au côté de la naissance, permet de bénéficier de l'appartenance à une lignée familiale<sup>60</sup>.

Le capital social des époux n'est pas simplement ancré en région parisienne où ils ont grandi tous les deux. En effet, Évelyne Fourcade n'a pas rencontré son mari à Paris mais dans la petite ville de Charente-Maritime où ses grands-parents ainsi que ses beaux-parents étaient propriétaires d'une résidence secondaire. Le couple est aujourd'hui propriétaire de la maison héritée des beaux-parents d'Évelyne Fourcade, dans cet endroit où les deux familles sont ancrées. Les relations de sociabilité avec les membres de sa famille, ou encore avec son voisin ayant lui aussi hérité de la maison de sa grand-mère, illustrent l'aspect mondain du capital social des classes supérieures :

*Évelyne Fourcade* – Pour le moment on s'est pas encore reçu [avec son voisin], moi je le connaissais déjà, j'avais eu l'occasion de le rencontrer, on s'est pas encore reçu à des repas, parce que là même chose moi j'ai tous mes cousins qui sont là-bas, mes frères, mes sœurs, mes cousins, machin, ça bouge beaucoup. [...] Y'a un soir j'avais un dîner de quatorze personnes, il me manquait une table, ils m'ont dit « Tu vas pas descendre ta table du premier étage, viens chercher une table chez nous, on prend la table du jardin », alors que je les avais même pas invité !

Cette anecdote montre l'importance de « se recevoir » entre ami·e·s, membres de la famille ou voisin selon un « habitus mondain » (cf. *infra*). En dehors de la description de sa trajectoire résidentielle, Évelyne Fourcade mentionne son capital social à d'autres moments de notre entretien. C'est notamment le cas quand elle me parle d'une blessure qu'elle s'est faite à la hanche, qu'elle n'arrivait pas à faire soigner avant d'envoyer son IRM à une « amie » radiologue à Lyon qui lui diagnostique le problème. De même, alors qu'elle est en litige avec l'armée qui refuse pour des raisons médicales le dossier de son fils voulant s'engager, elle fait appel à la femme d'un ami de son frère, directrice d'un hôpital militaire, qui va faire repasser à son fils des examens en guise de contre-expertise et qui va l'aider à monter le dossier de recours.

---

<sup>60</sup> La révocabilité du mariage en fait un facteur d'appartenance à une lignée familiale moins fort que la naissance.

Les profits retirés du capital social sont donc divers, Évelyne Fourcade en bénéficie pour sa trajectoire résidentielle, pour sa santé ou encore pour la carrière professionnelle de son fils.

### *L'habitus mondain*

L'analyse du profil d'Évelyne Fourcade permet également de mettre en avant l'importance de l'« habitus mondain » (Lenoir, 2016) c'est-à-dire la propension à entretenir son réseau, qui est une dimension essentielle du capital social. Les classes supérieures ont des réseaux de sociabilités à la fois larges et denses. Le poids de l'entretien de ces réseaux est notamment visible dans la fréquence et la réciprocité des invitations à dîner. La plupart des enquêté·e·s témoignent de cet habitus mondain et me disent recevoir souvent des ami·e·s à dîner, comme c'est le cas d'Évelyne Fourcade :

*Évelyne Fourcade* – Alors nous notre problème, c'est qu'on a beaucoup d'amis donc finalement on n'est pas très souvent libre parce que quand on n'est pas reçu, ben j'essaye de recevoir, et du coup... ben voilà. Souvent j'ai du mal à caser tout ce que je voudrais faire comme dîner.

Les membres des classes supérieures ont une sociabilité « planifiée » (Davidoff et Hall, 2014), qui s'oppose à la sociabilité plus spontanée à l'œuvre chez les classes populaires (Coquard, 2016). Cette planification tient également à la forme que prennent ces réceptions, fondées sur un système de « contre-invitations ». Alain Fournel (né en 1958, chef d'entreprise, mariée à une femme au foyer, 2 enfants), qui estime faire des dîners trois fois par mois (« y'a que quatre week-ends par mois ! »), me parle à ce sujet d'« échanges » pour illustrer la norme de réciprocité, centrale dans la définition du capital social (Coleman, 1990). Enfin, la densité des réseaux des classes supérieures implique que ces derniers se recoupent, comme le montre cette anecdote racontée par Agnès Jacob (née en 1957, femme au foyer, mariée à un expert-comptable, 4 enfants) :

*Agnès Jacob* – Les Fourcade on les a connus, c'est rigolo, mais on les a rencontrés dans une soirée à Paris chez des cousins de mon mari et en fait on a appris qu'on était voisins, qu'on fréquentait la même paroisse, etc.

Le fait que les réseaux familiaux et locaux d'Agnès Jacob se recoupent est un indicateur de l'homogénéité à l'échelle locale et de l'homogamie des réseaux sociaux. Les réseaux se recoupent d'autant plus que Paris et sa proche banlieue – où on grandit les enquêté·e·s concerné·e·s – est un lieu où se concentrent les classes supérieures et cette proximité favorise

l'accumulation de capital social. L'homogamie est renforcée par la forme particulière des sociabilités qui se forment en cascade comme me l'explique Christine Laroche (née en 1968, agente immobilier à mi-temps, marié à un agent immobilier, 3 enfants) dont le réseau s'étend « par relations » : « on connaît des couples qui nous font connaître d'autres personnes, etc. ».

Les auteur·trice·s d'*Un monde à la carte* observent également l'importance de ces réceptions au domicile, qualifiée de « privatisation des sociabilités » (Andreotti, Le Galès et Moreno Fuentes, 2016, p. 283). Cette privatisation est également visible chez les classes populaires (Coquard, 2016) dont les sociabilités se déplacent au domicile. Chez les classes supérieures, ces réceptions sont davantage formelles et leur organisation représente un coût économique important. Chez les fractions du pôle privé, les personnes enquêtées mentionnent également des sorties entre ami·e·s au restaurant, dans leur commune et à Paris, qui apparaissent cependant moins fréquentes que les dîners au domicile.

Cette privatisation des sociabilités est d'autant plus forte que les ménages sont mariés et que les femmes ont une forte présence au domicile (Wellman et Wellman, 1992). Le rôle des formes conjugales sur l'habitus mondain met en lumière la dimension genrée de l'entretien du capital social. Au cours de l'enquête, les femmes sont en effet apparues centrales dans l'accumulation et l'entretien du capital social. C'est par exemple le cas lorsqu'Évelyne Fourcade utilise la première personne du singulier pour parler de l'organisation de ces « dîners » (« j'essaye de recevoir », « tout ce que je voudrais faire comme dîner »). C'est aux femmes qu'incombent le travail émotionnel (Hochschild, 2017) de maintien du lien, la charge mentale d'organisation (« caser tout ») et le travail domestique d'organisation de ces réceptions. Ce travail d'entretien du capital social pris en charge par les femmes fait partie du travail du style de vie (Sherman, 2017) propre aux femmes des classes supérieures, comprenant également une part du travail domestique et un travail de consommation. Une des particularités du travail d'entretien du capital social est qu'on ne peut pas le déléguer – contrairement aux tâches domestiques d'entretien du logement – et il peut être rapproché en cela du travail d'éducation des enfants pour les femmes au foyer (cf. chapitre 6).

### *Capital social et demandes de recommandations*

Les demandes de recommandation que j'effectuais auprès des enquêté·e·s afin de progresser sur mon terrain d'enquête peuvent être analysées à l'aune des spécificités du capital social chez les classes supérieures. En effet, ces demandes peuvent être assimilées à des « échanges » entre personnes appartenant au même groupe. Il y a selon Pierre Bourdieu, un enjeu de reconnaissance mutuelle qui se joue à travers les échanges (1980). Ils mettent en jeu la reconnaissance de l'appartenance au groupe qui à son tour, produit le groupe et ses limites. Mon appartenance institutionnelle à Sciences Po, école supérieure prestigieuse associée aux classes supérieures<sup>61</sup>, a été déterminante lors des recommandations. La demande faite à leur réseau d'interconnaissance de participer à mon enquête était engageante – par la durée de l'entretien et sa nature (cf. chapitre 2) – mais par cette demande, les personnes enquêtées réaffirmaient aussi leur appartenance aux classes supérieures en recommandant une étudiante de Sciences Po. Alors que je lui demande de me recommander auprès de ses voisin·e·s ou de ses ami·e·s à la fin de l'entretien, Évelyne Fourcade relie ces recommandations, et sa propre acceptation, à mon appartenance institutionnelle :

*Évelyne Fourcade* – D'accord pas de problème. Ben écoutez je vais faire la promo !

*Lorraine* – Si chacun trouve une ou deux personnes c'est vrai que ...

*Évelyne Fourcade* – Ah ben c'est comme ça que ça fonctionne, y'a pas de problème. Moi c'était un plaisir parce que effectivement d'abord Quentin aurait pu faire Sciences Po, et j'ai un de mes neveux qui a fait Sciences Po mais à Bordeaux.

On peut également faire l'hypothèse qu'en acceptant l'entretien, sur les recommandations d'ami·e·s ou de voisin·e·s, les personnes enquêtées ont imaginé que j'étais davantage intégrée au groupe et que ce service était donc un meilleur « investissement » qu'il ne l'est en réalité. C'est le cas de Colette Prévost (née en 1950, secrétaire à mi-temps dans l'entreprise de son mari, 1 enfant) qui me demande dès mon arrivée dans le hall d'entrée de sa maison comment je connais le couple qui m'a recommandé et si j'habite à Saint-Maur-des-Fossés. Mes réponses à

---

<sup>61</sup> L'« étiquette Sciences Po » joue en ma faveur car elle renvoie aux classes supérieures, même si cette école ne renvoie pas directement à la fraction de classe étudiée, dont les membres les plus dotés sont généralement diplômé·e·s d'écoles de commerce ou d'ingénieur ou de cursus longs menant à des professions libérales – seulement deux enquêtées ont fait Sciences Po sur la centaine de profils recueillis.



ces questions<sup>62</sup> et notre entretien n'ont apparemment pas convaincu Colette Prévost de l'intérêt de s'exposer en me recommandant puisqu'elle refuse en pointant la nature indiscrete de mes questions (cf. chapitre 2). Cette justification lui permet de me montrer que je n'ai pas respecté les codes ni les « bonnes » manières d'entretenir notre relation en posant des questions déplacées.

Les classes supérieures se définissent par leur forte dotation en capital social, dont les profits alimentent la trajectoire sociale et résidentielle. L'analyse du capital social du pôle privé montre la privatisation des sociabilités à travers l'intériorisation d'un habitus mondain. Dans cette économie générale d'échanges réciproques, le quartier et les relations de voisinage qu'il implique, jouent un rôle fondamental dans l'accumulation de capital social.

## **2.2 Spécificités des sociabilités locales dans le capital social**

Le quartier joue un rôle important dans la formation du capital social des classes supérieures (Pinçon et Pinçon-Charlot, 2010). Selon Pierre Bourdieu : « Un quartier chic, tel un club fondé sur l'exclusion active des personnes indésirables consacre symboliquement chacun de ses habitants en lui permettant de participer au capital accumulé par l'ensemble des résidents » (1993, p. 261). La proximité spatiale à d'autres membres des classes supérieures augmente les profits retirés de l'entretien des relations à l'échelle locale et renforce le sentiment d'appartenance à une « élite » locale. Ces habitant·e·s mettent en avant l'importance du quartier dans leurs sociabilités et dans la formation de leur réseau social. L'analyse de ces relations permet de mettre en avant les spécificités en lien avec l'appartenance au pôle privé mais également avec le fait de vivre dans de larges maisons de banlieue. On verra que les sociabilités à l'œuvre, ainsi que leur rentabilité, dépendent du profil des sous-espaces étudiés et que certaines peuvent être comparées à celles des clubs.

---

<sup>62</sup> Pour illustrer cette distance relative, voici la chaîne de recommandation m'ayant conduit à cette enquêtée : une amie doctorante de mon laboratoire m'a présenté un de ses amis de classe préparatoire ayant fait son lycée à Marcellin Berthelot, qui m'a ensuite mis en contact avec une de ses connaissances de lycée – qu'il n'avait pas revu depuis – dont les parents habitaient à La Varenne. J'ai donc fait un entretien avec la mère de cette personne, elle m'a ensuite recommandé à une amie, avec qui j'ai fait un entretien et qui m'a recommandé à son tour à Colette Prévost. La complexité de cette chaîne explique mon embarras pour répondre à la question de Colette Prévost « Vous les connaissez d'où les [nom de son amie], ce sont des amis de vos parents ? ».

### *Réseaux amicaux et engagement à l'échelle du quartier*

L'enquête collective sur les cadres européens souligne le rôle très faible du quartier dans la formation des réseaux amicaux davantage structurés par les sociabilités durant les études secondaires et supérieures (Andreotti, Le Galès et Moreno Fuentes, 2016). Dans le cadre de mon enquête, les personnes interrogées mentionnent souvent des sorties à Paris pour voir leurs ami·e·s, dont elles précisent parfois les avoir rencontré·e·s pendant leurs années d'études. Cependant, contrairement aux cadres européens peu impliqués et peu liés à l'échelle locale, une grande majorité des personnes enquêtées mentionne également des relations sociales forgées à l'échelle de leur quartier. Ces liens sont parfois plus forts que des amitiés plus anciennes en raison de la proximité géographique :

*Évelyne Fourcade* – Finalement on voit plus nos copains de Saint-Maur que ceux de Paris, ben c'est beaucoup plus facile de circuler, même se dire le samedi soir on fait rien, on va se faire un resto et ben finalement qu'est-ce qu'on fait? On appelle nos copains de Saint-Maur, parce que c'est beaucoup plus facile de se donner rendez-vous.

Deux pistes peuvent être formulées pour expliquer cette différence de résultat avec l'enquête collective sur les cadres européens. La première est liée à l'effet des configurations locales. Les auteur·e·s notent une spécificité nationale puisque les enquêté·e·s français·e·s sont celles·ceux qui ont le plus de liens à l'échelle de leur quartier (Andreotti, Le Galès et Moreno Fuentes, 2016). Elle·ils notent également que la localisation résidentielle en banlieue joue : « La proximité géographique est encore plus prononcée quand les interviewé·e·s sont installé·e·s dans une banlieue. Ces cadres ont alors plus de chances d'avoir des amis dans leur quartier. » (Andreotti, Le Galès et Moreno Fuentes, 2016, p. 282). Le fait d'habiter en France, dans des espaces de banlieue, de surcroît homogènes socialement, favoriserait donc la formation d'un capital social à l'échelle locale, que nous retrouvons dans notre enquête.

La deuxième hypothèse que nous pouvons formuler pour expliquer l'existence d'un tissu relationnel davantage développé à l'échelle locale tient à la méthode « boule de neige » utilisée pour le recrutement des enquêté·e·s. Malgré les avantages méthodologiques propres à cette méthode (cf. chapitre 2), cette dernière surreprésente les personnes qui ont du temps pour réaliser un entretien – ou qui sont perçues comme telles – donc potentiellement pour s'engager à l'échelle locale, et donc y développer des liens, notamment les femmes au foyer. Cette

méthode peut également directement surreprésenter les personnes engagées à l'échelle locale, auxquelles les enquêté·e·s pensent en raison de cette implication lors des recommandations. Cependant, j'ai également rencontré des personnes n'ayant jamais eu d'engagement ou ayant à un engagement à l'échelle nationale (7 à Rueil-Malmaison et 10 à Saint-Maur-des-Fossés, cf. tableau 4.1) qui disent elles aussi avoir des liens amicaux à l'échelle locale, comme c'est notamment le cas d'Évelyne Fourcade qui n'a pas d'engagement associatif<sup>63</sup>. *A contrario*, Catherine Bousquet (née en 1960, femme au foyer mariée à un directeur financier, 5 enfants), engagée au sein du conseil de village de son quartier et au sein du lycée privé de sa fille cadette, me dit connaître « beaucoup de gens » à Rueil-Malmaison mais ne pas y avoir ses « vrais amis » qui sont à Paris ou ailleurs dans l'ouest de la banlieue parisienne.

**Tableau 4.1 : Engagements associatifs au moment de l'enquête (dont ceux des femmes entre parenthèses)**

		RM	SMDF
Conseil syndical		6 (2)	0
Conseil de village		5 (3)	1 (0)
Parent d'élève		2 (2)	3 (3)
Paroisse		2 (2)	4 (2)
Autre engagement	Échelle locale	2 (1)	3 (2)
	Ailleurs/Nationale	2 (1)	0
Pas d'engagement	Ayant été parent d'élève	3 (3)	5 (5)
	Ayant été engagé·e à l'échelle locale	2 (2)	2 (2)
	N'ayant jamais eu d'engagement	5 (5)	10 (5)

Source : Autrice

<sup>63</sup> Les femmes actives sont surreprésentées dans la catégorie des personnes n'ayant jamais eu d'engagement : quatre sur les cinq à Rueil-Malmaison et deux sur les cinq à Saint-Maur-des-Fossés.

Les plus impliqu·e·s parmi les personnes enquêtées sont engagé·e·s bénévolement à l'échelle du quartier, dans des structures telles que le conseil syndical et le conseil de village – davantage à Rueil-Malmaison en raison des configurations locales (cf. *supra*) – mais également dans les associations de parents d'élèves et la paroisse, que nous analyserons dans la dernière section de cette partie. Ces engagements rappellent notamment ceux des femmes au foyer étatsuniennes, impliquées pour leur communauté (Kendall, 2002 ; Ostrander, 1984 ; Sherman, 2017). Susan Ostrander souligne notamment l'importance des activités de « club member » des femmes, à côté de celles d'épouse et de mère, qui entretiennent le capital social et participent au renforcement et la reproduction des privilèges (Ostrander, 1984).

#### *Entretenir des relations de « bon voisinage »*

À côté de ces engagements bénévoles et de ces réseaux amicaux, les personnes enquêtées témoignent de l'existence de relations sociales de voisinage. Les trois quart d'entre elles se sentent proches de leur voisin·e·s, avec qui elles entretiennent des relations de « bon voisinage »<sup>64</sup>. De nombreuses personnes décrivent leurs voisin·e·s comme « charmants » (Cécile Lambert, Michel Perron, Sabine Rochet, Évelyne Fourcade, Alain Fournel) ou « adorables » (Sophie Caron, Christelle Duprez, Christiane Joubert) et soulignent leur courtoisie. La nature de ces liens est diverse, les voisin·e·s ont *a minima* des échanges chaleureux mais les personnes enquêtées disent également souvent recevoir leurs voisin·e·s, comme c'est le cas d'Évelyne Fourcade (née en 1960, chargée de mission à la mairie de Paris, mariée à un gastroentérologue, 2 enfants) :

*Évelyne Fourcade* – Ils sont absolument gentils. Et les voisins d'en face sont charmants aussi. Donc on a vraiment des relations... Tout en étant chacun chez soi, on n'est pas tout le temps... Quand on se croise dans la rue on est contents de bavarder, voilà. De temps en temps j'organise un petit pot, enfin quand il fait beau, un petit apéritif dans le jardin. Très très sympa.

Contrairement aux dîners entre ami·e·s ou relations, les personnes enquêtées entretiennent une sociabilité particulière avec leurs voisin·e·s qu'elles reçoivent davantage autour d'un apéritif comme Évelyne Fourcade, ou d'une « galette » (mentionnée par trois enquêté·e·s), comme c'est le cas des époux Fournel qui me disent avoir invité 18 voisin·e·s à leur domicile pour partager

---

<sup>64</sup> Expression utilisée par Philippe Calvetti, Christine Laroche, Catherine Bousquet, Lucie Dubreuil.

une galette des rois quelques semaines avant notre entretien. De plus, les réseaux de voisinage sont denses, puisque les voisin·e·s se connaissent généralement tou·te·s les un·e·s les autres. Cette forte densité des réseaux est particulièrement propice aux événements collectifs, et ce d'autant plus que les liens partagés sont souvent superficiels comme me l'explique Marie Valois (née en 1968, femme au foyer, mariée à un ingénieur commercial, 3 enfants) :

*Marie Valois* – C'est pas forcément des amis, dans le sens où, si je les invite à dîner c'est ensemble, vous voyez ce que je veux dire? On n'a pas tous les mêmes âges, on n'est pas des mêmes générations, forcément c'est un peu... voilà, mais on est contents de se voir. Voilà, on garde des rapports plus que courtois, presque chaleureux.

*Lorraine* – Quand vous parlez d'inviter à dîner, ça arrive?

*Marie Valois* – Oui ça arrive, qu'on fasse des petits pots tous ensemble. Enfin, on en parle beaucoup, on en fait moins mais on en parle régulièrement.

Ces événements sont rares – en moyenne une fois par an – comme le mentionne Marie Valois, qui entretient de bonnes relations avec ses voisins, cinq couples habitant avec elle un petit lotissement fermé et géré en copropriété. Tout comme l'entretien du capital social dans son ensemble, cette sociabilité de voisinage est davantage entretenue par les femmes, comme me le précise Ricardo Santos (né en 1958, journaliste *freelance*, marié à une cadre dans le secteur bancaire, 2 enfants) qui souligne l'investissement de sa femme :

*Ricardo Santos* – Les voisins d'à côté sont assez... sociables, c'est eux qui organisent, ça faisait longtemps qu'ils le faisaient donc c'est un couple moteur, qui sont à la retraite. Et nous aussi on aime bien, enfin ma femme en tout cas adore organiser des fêtes donc on le fait également avec plaisir.

Ce sont en effet majoritairement les femmes qui m'ont parlé de l'entretien des relations de voisinage. L'existence de ces liens de voisinage a également été rendu saillant pendant l'enquête par les chaînes de recommandations, puisque de nombreu·ses·x enquêté·e·s m'ont recommandé à leurs voisin·e·s.

Les relations de voisinage sont plus hétérogènes que les relations amicales, caractérisées par leur homogamie. Il y a tout d'abord des différences de générations au sein des quartiers étudiés qui entraînent souvent une prise en charge par les personnes enquêtées de personnes âgées habitant dans leur entourage direct qui sont perçues comme fragiles. Ces différences sont visibles dans la manière dont ces enquêtées en parlent : « notre [ou ma] petite voisine » (Sophie

Caron, Catherine Bousquet, Agnès Jacob, Sylvie Toussaint) ou encore « notre petite mamie » (Nadine Trajin). Les relations de voisinage sont également hétérogènes car malgré l'entre-soi des quartiers étudiés, des différences de niveaux de vie peuvent se ressentir entre voisin·e·s. Ces différences de niveau de vie peuvent exister d'une part entre les propriétaires et les locataires<sup>65</sup> et d'autre part entre des ménages différemment dotés, souvent en lien avec des différences générationnelles. Au cours de l'enquête, deux anecdotes relatives au fait de servir du « champagne » aux voisin·e·s ont cristallisé ces différences. C'est le cas de Marie-Laure Guillet (née en 1955, présidente d'une association, célibataire) qui sert du champagne à ses voisins, qui sont aussi ses locataires qui ne « s'en remettaient pas » :

*Marie-Laure Guillet* – Y'a eu un couple de messieurs qui vivaient ensemble mais c'était super. C'était super. Le jour où ils ont déménagé, il faisait froid, je suis allée les voir, je leur ai dit « Venez à la maison, venez prendre le champagne, ça va vous réchauffer, ça va vous faire du bien », alors ils s'en sont rappelé de ça, ils s'en remettaient pas (elle rit) !

C'est également le cas de Nathalie Champemont (née en 1963, femme au foyer, mariée à un cadre dirigeant, 3 enfants) qui invite Benoît et Suzanne Guillet<sup>66</sup> (né en 1935, retraité ingénieur, née en 1936, retraitée femme au foyer, 4 enfants) au moment de son arrivée dans le quartier. Cinq ans plus tard, Benoît Guillet me raconte en ces termes l'événement :

*Benoît Guillet* – Y'a une maison un petit peu plus loin, qui a été vendue, un jour je vois le monsieur, je lui dis « Vous êtes peut-être le nouvel occupant de la maison, ben voilà moi je suis à tel numéro, si vous avez besoin de quelque chose, n'hésitez pas, si on peut vous rendre service, bien volontiers ! Dans notre coin, le tronçon où nous nous sommes y'a une très bonne ambiance. » Eh bien, ils nous ont chaleureusement invité quand ils sont rentrés définitivement après les travaux, ils nous ont invité avec les anciens propriétaires, qu'on connaissait un petit peu, juste comme ça, et l'agence immobilière, qui leur a vendu la maison. Mais on était reçu avec petit four, champagne, c'était pas une tartine !

---

<sup>65</sup> Les ménages locataires ne sont pas très présents au sein des quartiers étudiés (cf. chapitre 1) et ils ne rentraient pas dans le champ de mon enquête.

<sup>66</sup> C'est un curieux hasard que l'anecdote du champagne concerne deux membres de la même famille, et leurs positions inversées dans ces anecdotes montrent les différences de trajectoire possibles au sein d'une même famille (cf. 3.3 pour l'analyse de la trajectoire de la famille Guillet).

Cette réception à la fois chaleureuse et soignée, « juste comme ça », entérine la différence de niveaux de vie qui existe entre les deux couples. Alors que les Champemont ont connu une période d'expatriation et que le mari perçoit de hauts revenus salariaux, le couple Guillet, pourtant ancré localement et issu·e·s tou·te·s les deux de la bourgeoisie<sup>67</sup> n'a pas le même niveau de vie. Benoît Guillet n'a pas eu son baccalauréat, il a repris l'entreprise familiale qui a fait faillite, l'obligeant à devenir salarié et occupant une fonction d'ingénieur sans en avoir le titre, à la manière des « cadres de promotion » (Boltanski, 1982). En entretien, les époux Guillet me disent avoir mis un an à trouver un pavillon dans leur budget dans le quartier « très réputé » de La Varenne, cinquante ans plus tôt. Les époux ont finalement acheté un pavillon qui « ne se vendait pas » car mitoyen, sans garage et d'une petite surface (90 m<sup>2</sup>) qu'ils ont ensuite agrandi. Nathalie Champemont me fait un récit assez différent de la recherche de sa maison, puisqu'elle a mis deux ans à trouver une maison répondant parfaitement à ses critères, disposant notamment d'un grand terrain, de cachet historique et de beaux volumes. Enfin, l'appartenance catholique des époux Guillet joue probablement également un rôle dans cette différenciation puisqu'elle entraîne une gestion plus ascétique des dépenses (cf. chapitre 6).

À côté de ces sociabilités conviviales, environ la moitié des enquêté·e·s mentionnent des échanges de services entre voisin·e·s consistant notamment à réceptionner un colis, intervenir en cas de problème avec l'alarme, relever le courrier ou se prêter des outils pour la maison ou le jardinage. Mais les profits tirés de ces relations de voisinage ne s'arrêtent pas à des échanges de services du quotidien. Dans les quartiers d'entre-soi, la proximité avec d'autres membres des classes supérieures augmente le rendement de telles relations, comme en témoigne Alain Fournel (né en 1958, chef d'entreprise, mariée à une femme au foyer, 2 enfants) :

*Alain Fournel* – Y'a une entraide parce que bon chacun a un métier donc on discute... Monsieur X [le mari d'une enquêtée] qui est toubib, voilà j'avais des fois des problèmes, « fais ci, fais ça », il m'a appelé une fois pour l'informatique... notre voisine qui s'occupe du chat, je l'ai dépanné sur l'informatique, Michel Jonasz je lui ai présenté mon jardinier parce qu'il en avait marre de faire son jardin, maintenant il a signé un contrat avec mon jardinier... Y'a une vraie communication avec l'ensemble des voisins.

---

<sup>67</sup> Le père de Suzanne Guillet était magistrat et elle a elle-même un important capital scolaire puisqu'elle a fait l'Institut d'Études Politiques dans les années 1950. Voir plus bas pour une présentation du contexte familial de notables locaux de la famille Guillet.

La proximité géographique joue un rôle important dans ces échanges de service comme le montre l'exemple de la gardienne du Parc de la Vervolière, qui n'appartient pas au groupe des classes supérieures, mais qui bénéficie quand même du capital social forgé à l'échelle locale :

*Natalia Czerny* – L'avantage c'est qu'on peut avoir des très bonnes relations aussi. Des fois ça aide pour trouver un stage. Moi je sais que quand j'ai fini mes études, plusieurs personnes m'ont dit : « Si vous cherchez vous me dites ». Donc c'est très appréciable aussi. J'ai profité d'un stage comme ça. Ma fille aussi a bénéficié.

Natalia Czerny bénéficie plus largement des privilèges de l'entre-soi et du pôle d'excellence scolaire à l'échelle du quartier (Oberti, 2007) qui nourrit des espoirs en termes de mobilité intergénérationnelle et qui s'accompagne d'un investissement fort réalisé dans la scolarité de ses enfants, notamment celle de sa fille aînée en deuxième année de classe préparatoire commerciale.

L'existence de tels liens, mis en avant de manière récurrente au cours des entretiens, est un résultat qui diffère de ceux de l'enquête collective menée sur les cadres européens (Andreotti, Le Galès et Moreno Fuentes, 2016), où la majorité des enquêté·e·s considèrent leurs voisin·e·s comme des « étrangers »<sup>68</sup>. Ces relations de voisinage contrastent également avec la situation des quartiers refondés étudiés par Bruno Cousin où ne se développe pas une intense sociabilité de voisinage (2008). Les enquêté·e·s y regrettent souvent ce « minimalisme », que Bruno Cousin relie à leurs activités professionnelles chronophages, qui les empêchent notamment de s'investir au sein d'associations.

On peut formuler trois hypothèses pour expliquer cette différence. La première tient à l'appartenance de classe, puisque les ménages enquêtés sont en moyenne plus dotés que ceux de l'enquête de Bruno Cousin et de celle d'Alberta Andreotti, Patrick Le Galès et Francisco Javier Moreno Fuentes. On peut donc faire l'hypothèse que les ménages enquêtés maîtrisent

---

<sup>68</sup> « Les voisins sont des étrangers. Nos cadres supérieurs ne communiquent pas et n'échangent ni biens ni services avec leurs voisins de manière régulière » (Andreotti, Le Galès et Moreno Fuentes, 2016, p. 291). De la même manière que pour les réseaux amicaux, le collectif de chercheur·e·s note que les enquêté·e·s de la région parisienne sont celles·ceux qui citent le plus de voisin·e·s dans leur réseau social.



davantage les stratégies d'accumulation et de reproduction du capital social. Mais l'étude plus fine des relations de voisinage dans les espaces les plus supérieurs font douter de cette articulation mécanique entre dotation en capital économique, culturel et symbolique et entretien des relations de voisinage.

La deuxième hypothèse est relative au temps libre dont disposent les enquêté·e·s, qui est sûrement plus important dans mon cas que dans ces deux enquêtes, étant donné la proportion de ménages « mono-actifs » ou retraités interrogés. Cette spécificité est d'ailleurs visible dans la forte proportion d'enquêtées ayant un engagement associatif. Cependant, entretenir des relations de voisinage ne semble pas lié au temps libre de la même manière que l'est l'engagement bénévole. Six femmes actives n'ayant pas d'engagement associatif me disent par exemple avoir des liens importants avec leurs voisin·e·s, comme c'est le cas d'Évelyne Fourcade ou de Sophie Caron (née en 1968, médecin, mariée à un cadre dirigeant, 3 enfants) qui disent toutes les deux recevoir chez elle au moins une fois par an leurs voisin·e·s et participer avec elles·eux à d'autres événements. De plus, on verra plus loin que le lien entre l'entretien de relations de voisinage et le fait d'être au domicile n'est pas non plus automatique, en étudiant les sociabilités de voisinage entretenues par des femmes au foyer habitant le Parc de la Vervolière.

Enfin, la dernière hypothèse pour expliquer cette différence peut tenir aux formes d'habitat, les relations de voisinage à l'œuvre en habitat individuel étant différentes de celles en habitat collectif. Les sociabilités de voisinage observées seraient alors liées au fait que tou·te·s les enquêté·e·s habitent des maisons, contrairement à l'enquête de Bruno Cousin porte sur des locataires et des propriétaires d'appartements dans des espaces transitoires où l'on s'investit moins (2008). L'enquête sur les cadres européens ne précise pas la forme d'habitat étudié mais la récurrence du terme « immeuble » laisse penser que la majorité des enquêté·e·s vit en appartement<sup>69</sup>. Le fait de vivre dans une maison implique des sociabilités de proximité

---

<sup>69</sup> Il arrive cependant que des pavillons en banlieue milanaise soient évoqués à un moment. Cependant, l'enquête en banlieue homogène à Paris s'est déroulée au Vésinet, où pour respecter le critère de ne pas avoir de cadres dans les 5 % les mieux payés, les enquêté·e·s ont probablement dû être recruté·e·s dans les immeubles de la commune.

particulières, en lien notamment avec les jardins (Cartier et al., 2008), comme l'exprime Martine Vasseur (née en 1961, fonctionnaire municipale mariée à un ingénieur, 2 enfants) :

*Martine Vasseur* – Après on est dans nos jardins, dès qu'il fait beau oui on fait des barbecues, on fait des choses comme ça. [...] Quand il fait beau, on s'invite.

La gestion du jardin oblige également à échanger avec ces voisin·e·s direct·e·s, comme le note Cécile Lambert (née en 1962, consultante à domicile, mariée à un directeur financier avec deux enfants) qui relie ses contacts avec ses voisins aux « histoires de haies limitrophes ».

*Entre-soi mais « chacun chez soi »*

Ceci dit, l'étude des formes prises par les relations sociales entre voisin·e·s rejoignent les conclusions de Bruno Cousin au sujet de la valorisation de la discrétion et de la différenciation entre relations amicales et de voisinage. Il note qu'au sein des immeubles étudiés (dont certain·e·s enquêté·e·s sont copropriétaires, alors que d'autres sont locataires), ce minimalisme des relations sociales permet d'« éviter qu'une familiarité excessive ne nuise à la productivité de la relation interpersonnelle » (2014, p. 98). Tout comme les habitant·e·s des quartiers refondés, les personnes enquêtées valorisent elles aussi le « chacun chez soi ». En déménageant au Domaine de la Vervolière où les maisons sont mitoyennes, Valérie Devaux (née en 1969, femme au foyer, mariée à un directeur commercial, 3 enfants) avait peur « d'être envahie par les voisins », mais elle apprécie finalement la « bonne relation de voisins » où « chacun reste chez soi ». Une de ses voisines, Gisèle Fradin (née en 1950, retraitée assistante de direction mariée à un retraité ingénieur, 3 enfants) rapproche les relations de voisinage du Domaine à celle des maisons de ville mitoyennes :

*Gisèle Fradin* – J'ai pas le sentiment que les gens vivent différemment que nous ici, on s'encombre pas en tant que voisins, les uns les autres.

Habitant une rue pavillonnaire à Saint-Maur-des-Fossés, Janine Merle (née en 1944, retraitée femme au foyer, marié à un retraité chef d'entreprise, 2 enfants) met en avant cet équilibre « parfait » entre solidarité et discrétion :

*Janine Merle* – C'est parfait. Franchement, on a beaucoup de chance. Et on peut absolument compter les uns sur les autres. Chacun reste discret et chez soi, mais si y a quoi que ce soit, on va sonner et on sait que... on sera aidés.

Philippe Calvetti (né en 1961, médecin, marié à une enseignante retraitée, 3 enfants) a de bonnes relations avec ses voisin·e·s, à qui il me recommande, et avec qui il partage des moments de convivialité plusieurs fois par an. Toutefois, il dit entretenir avec elles·eux des « relations de proximité » qu'il distingue de celles « d'intimité ». Il explique cette distance notamment par les formes de l'habitat et le mode de vie en banlieue, centré autour de la voiture.

*Philippe Calvetti* – Moi il peut se passer un très long moment sans que je croise mes voisins. On a nos garages, je vais dans ma voiture le matin, je mets la clef de contact, je mets un coup de bip pour ouvrir mon portail, pfouit ! Si je croise pas mon voisin à ce moment-là j'ai très peu de chances de le voir.

Cette distance est également favorisée par la dotation en capital économique des ménages enquêtés qui leur permet d'acheter les biens ou les services qu'ils hésitent à demander à leurs voisin·e·s (Andreotti, Le Galès et Moreno Fuentes, 2016). En entretien, Philippe Calvetti me dit que ses relations de voisinage ne sont par exemple pas propices à se demander du sel :

*Philippe Calvetti* – Peut-être que deux fois ma voisine la plus proche on est allé lui demander un service comme ça, mais on a plus vite fait de prendre sa voiture et d'aller au Shopi ... Ça reste des relations quand même qui sont un peu distantes. C'est du bon voisinage mais c'est pas des relations d'intimité, d'échanges.

L'aisance financière permet notamment de déléguer à des employé·e·s domestiques ces services. C'est le cas de Nadine Trajin (née en 1960, retraitée professeure de chimie, marié à un cadre dirigeant, 4 enfants) qui entretient elle aussi des liens avec ses voisin·e·s avec qui elle discute régulièrement et qu'elle reçoit environ une fois par an. Pourtant, elle me dit en entretien employer une personne qui vient nourrir ses chats et s'occuper de son aquarium pendant ses vacances. De plus, les personnes enquêtées ont des employé·e·s domestiques pour l'entretien de leur maison, à qui elles délèguent plus facilement des tâches qui pourraient être des services demandés aux voisin·e·s. Ainsi, Gisèle Fradin préfère demander à sa femme de ménage plutôt qu'à sa voisine d'arroser ses plantes :

*Gisèle Fradin* – On se rend des petits services. Moi j'en demande pas trop, j'ai l'impression que c'est contraignant de leur demander de venir arroser quand je suis pas là.

*Lorraine* – Vous le faites ou pas du coup?

*Gisèle Fradin* – Je demande à ma femme de ménage comme elle travaille ici toujours dans le coin, elle me dit pas de problème je prends cinq minutes j'arrose.

Cette absence d'échange de services est d'autant plus vraie que les employé·e·s domestiques sont à demeure, comme c'est le cas chez Gilles Marzin (né en 1950, architecte, marié à une radiologue avec 2 enfants) et Jean-Claude Loison (né en 1947, retraité chef d'entreprise, femme retraitée ayant travaillé dans son entreprise, 1 enfant).

Les ménages n'échangent pas non plus de services lorsqu'ils sont dans un lotissement où travaille un gardien, comme c'était le cas dans le lotissement de Lucie Dubreuil (où le gardien a été renvoyé au moment de l'enquête et va être remplacé par une barrière) et comme c'est le cas au Parc de la Vervolière où habite notamment Béatrice Cartier (née en 1969, mère au foyer mariée à un avocat, 4 enfants) :

*Lorraine* – [...] Et par exemple des services entre voisins du type boîte aux lettres, poubelles ?

*Béatrice Cartier* – Y'a le gardien, non non. Non, je vous dis c'est... Et puis même en été, par exemple en été vous confiez les clefs au gardien. Non y'a pas de relations entre voisins, vraiment pas. Les gens sont très... très entre eux.

Toutes les personnes enquêtées habitant au Parc font mention de services demandés au couple de gardiens de la même nature que ceux que des enquêté·e·s d'autres quartiers demandent parfois à leur voisin·e·s (colis, clefs, courrier, alarme et même garde d'animaux comme le fait Sabine Rochet au Parc). L'analyse plus fine des différentes relations de voisinage dans les quartiers des deux communes étudiés montre que ce n'est pas seulement la présence ou non d'un·e gardien·ne qui joue sur la densité des relations de voisinage, qui dépendent davantage du profil socio-économique des micro-espaces résidentiels.

#### *Distance dans les espaces les plus supérieurs*

Lors de la première partie de l'enquête à Rueil-Malmaison, j'ai pu observer une situation très contrastée au sujet des relations de voisinage entre le Domaine et le Parc de la Vervolière. Alors qu'au Domaine les ménages sont liés et que les enfants circulent entre les maisons, les relations au Parc sont décrites comme inexistantes par toutes les habitantes y vivant depuis moins de quinze ans. Léonie Oudot (née en 1966, femme au foyer mariée à un chef d'entreprise avec 3 enfants) déclare que « la plupart des gens » ne sont « pas très tournés vers l'extérieur ». Les autres habitantes comparent ces relations superficielles avec celles plus « serrées » (Isabelle Fabre) entretenues dans leurs anciens quartiers. À son arrivée dans le Parc, Sabine Rochet (née

en 1962, consultante à domicile, mariée à un cadre dirigeant, 3 enfants) organise un pot auquel « malheureusement » « très peu » de ses voisin·e·s assistent malgré ses invitations. Elle déclare à propos du Parc, et en comparaison avec la rue pavillonnaire où elle habitait à Nanterre :

*Sabine Rochet* – Ici y a pas de vie de voisins. C'est chacun sort sa voiture le matin et rentre le soir, donc on voit quasiment personne se promener dans les rues.

Isabelle Fabre (née en 1968, mère au foyer mariée à un directeur financier, 3 enfants), qui habitait au Domaine de la Vervolière avant de partir en expatriation et qui vient d'acheter une maison dans le Parc quelques mois avant notre entretien, décrit ses voisin·e·s comme « refermés sur eux-mêmes » disant à peine bonjour. Elle impute notamment la différence entre les relations au Domaine et au Parc à la distance entre les maisons et à la forme de l'habitat, ce qu'elle résume par : « Vous voyez les grilles, vous voyez pas les gens ». Béatrice Cartier est celle qui regrette le plus cette absence de relations, bien différente des sociabilités de la rue pavillonnaire où elle habitait auparavant à Rueil-Malmaison :

*Lorraine* – Et quand vous êtes arrivés alors, vous avez tout de suite rencontré vos voisins?

*Béatrice Cartier* – Non, ici c'est catastrophique les relations, voilà. On a quitté une rue extraordinaire, avec des gens super sympas, avec une fête de rue chaque année. [...] Et là on est arrivé, et pour tout vous dire nos voisins du fond on a reçu un petit mot, la première semaine de notre arrivée, je l'ai gardé le mot : « Bonjour, bienvenue, pourriez-vous arracher votre lierre qui gêne notre jardin » un truc comme ça<sup>70</sup>. J'ai dit « Bien ! Super ! » Voilà et en fait les gens c'est le gros défaut du Parc, y'a de grandes propriétés et les gens sont chez eux et voilà. [Elle raconte une anecdote où son mari fait une réunion de travail avec son voisin immédiat et les deux hommes le « découvrent » incidemment en discutant à la fin] Et les gens leur ont dit « Non mais attendez, vous êtes voisins et vous le savez même pas? » Donc c'est pas un quartier où vous allez sonner chez les voisins pour demander du sucre.

L'anecdote du mari de Béatrice Cartier qui ne reconnaît pas son voisin dans une réunion de travail est révélatrice d'une part de l'entre-soi et de l'homogamie du quartier qui rend possible

---

<sup>70</sup> La gardienne du Parc, Natalia Czerny, témoigne elle aussi de cette distance : « Parfois ils n'ont pas forcément le contact avec les voisins les plus proches, donc ils préfèrent parfois passer par nous pour nous dire que le voisin aurait des arbres à élaguer par exemple [Elle rit]. [...] Moi je comprenais pas, surtout que je viens d'un pays où les relations étaient toujours très facile et sans trop de... de formalisme. »

le fait de croiser son voisin à une réunion de travail, et d'autre part de cette propension des fractions les plus dotées à « vivre cachés ». Les « voitures », les « grilles » et les « grandes propriétés » : les enquêtées expliquent cette absence de relations par les spécificités de la vie dans ces espaces supérieurs peu denses de banlieue.

Le contraste entre les relations de voisinage au Domaine et au Parc de la Vervolière ne tient pas seulement à la présence d'un gardien d'un côté ou à la forme de lotissement de l'autre. En effet, les enquêtée·s à Saint-Maur-des-Fossés vivant dans les micro-quartiers les plus supérieurs, qui ne sont pas en lotissement et sans gardien, témoignent également de relations plus formelles où la discrétion est de mise, comme le fait Sylvie Toussaint (née en 1964, femme au foyer, mariée à un chirurgien-dentiste, 3 enfants) qui habite une grande maison sur les bords de Marne :

*Sylvie Toussaint* – Et puis vous savez je dirais que les gens qui ont entre guillemets des grandes maisons ils se mélangent pas trop (elle rit) ! Ils se disent pas vraiment bonjour. Alors que nous, quand j'étais rue X [dans le même quartier] c'était des petites maisons, tout le monde se connaissait.

Sa description des relations de voisinage fait écho à celles du Parc de la Vervolière. Elle met elle aussi en avant le rôle de la taille des maisons qui isole davantage des voisins. Brigitte Coste (née en 1960, femme au foyer, mariée à un chef d'entreprise, 3 enfants) qui habite une maison au cœur du quartier de La Varenne me prévient quand je lui demande de parler de ses relations de voisinage : « Alors y'a pas du tout de vie de quartier ici [dans sa rue]. Du tout, du tout. Alors zéro, double zéro, c'est à peine si on connaît les voisins... ». Elle m'explique que malgré le fait qu'elle habite dans cette rue depuis 25 ans, elle ne saurait pas reconnaître des voisins qui habitent deux-trois maisons plus loin que la sienne, ce qu'elle ponctue en rigolant : « On est des sauvages ici ! ». Colette Prévost (née en 1950, secrétaire à mi-temps dans l'entreprise de son mari, 1 enfant), qui habite dans une portion de rue où il n'y a que des grandes propriétés dans le quartier de La Varenne (voir le portrait du chapitre 5 pour une description détaillée de sa trajectoire résidentielle), me dit connaître ses voisin·e·s mais ne jamais faire de « réception » avec elles-eux, ni leur demander des services :

*Colette Prévost* – J'aime bien être tranquille, j'aime bien être toute seule. Bon s'il faut rendre service bien entendu, je vais rendre service. Si ma voisine à côté qui a 84 ans tombait dans son jardin et tout, bien entendu j'appellerais les pompiers. Vous voyez des choses comme ça !

L'exemple des pompiers que donne Colette Prévost montre à quel point un potentiel échange de service avec ses voisin·e·s se ferait à titre exceptionnel. Ainsi, si les trois quart des personnes enquêtées entretiennent des liens avec leurs voisin·e·s, le quart restant habite dans les espaces les plus supérieurs, où les maisons sont les plus grandes et également où les personnes sont les plus dotées, deux éléments identifiés comme favorisant la distance avec ses voisin·e·s (cf. *supra*).

Cependant, les relations de voisinage ne sont pas inexistantes au sein de ces espaces. Brigitte Coste et Colette Prévost mentionnent chacune par exemple un couple voisin avec qui elles sont très proches. Dans les espaces les plus supérieurs, le quartier est donc un pourvoyeur de capital social et de ressources, mais sur une base plus sélective que la simple proximité résidentielle. C'est également le cas au Parc de la Vervolière, où les ménages les plus ancrés ont des réseaux de sociabilité de proximité plus homogènes, en termes de niveaux de vie et de générations, que ceux généralement observés. Ces réseaux soigneusement choisis fonctionnent selon une logique proche de celle des clubs<sup>71</sup>, et ce d'autant plus que le lotissement est fermé. La comparaison avec les cercles ou les clubs tient tout d'abord à la cooptation de nouveaux habitant·e·s, comme lorsque Gilles Marzin me dit à propos de couples d'ami·e·s : « des gens que j'ai fait venir dans le Parc ». D'autre part, tout comme dans les clubs, l'entretien du capital social et l'interconnaissance offre des opportunités – notamment professionnelles. Pour Bruno Cousin et Sébastien Chauvin, les cercles (re)produisent « des relations durables qui favorisent entre les membres une coopération potentielle à des fins communes et donc des partenariats professionnels » (2010, p. 125). C'est ce que me décrit Jean-Claude Loison (né en 1947, retraité chef d'entreprise, femme retraitée ayant travaillé dans son entreprise, 1 enfant) quand il me parle de ses relations de voisinage. Il mentionne notamment le fils de Christian Lesage, son voisin, à qui il loue un espace commercial pour son agence immobilière. Avec d'autres couples de voisin·e·s, ils dînent « les uns chez les autres » et cela « permet aussi un certain

---

<sup>71</sup> Aucun·e enquêté·e ne m'a dit faire partie d'un club ou d'un cercle fermé mais je n'ai pas posé de question précise à ce sujet étant donné que mon enquête portait davantage sur le quartier et le foyer. Cette spécificité peut également provenir du fait que j'ai interrogé moins d'hommes – alors que les sociabilités de club sont davantage masculines – et que ces derniers se sont moins livrés lors des entretiens.

renseignement qui circule, si c'était nécessaire. » Dans les espaces les plus supérieurs, les relations sont donc davantage distantes et formelles, mais lorsque des liens existent, ils sont plus rentables grâce à leur homogénéité et viennent enrichir le capital social des personnes enquêtées.

Cécile Lambert, présentée dans le portrait introductif du chapitre, habite à proximité du Domaine de la Jonchère, un autre lotissement fermé et huppé dans le quartier étudié à Rueil-Malmaison – où réside Pascale Desmoulins. Elle compare l' « esprit bourgeois à l'ancienne » « entre gens de bonnes familles » de la génération de ses parents avec les sociabilités plus électives de sa génération :

*Cécile Lambert* – J'ai l'impression que par le passé, le fait d'habiter dans le Domaine de la Jonchère créait *de facto* une communauté de relations, même si elles étaient probablement plus sociales qu'amicales. Comme je pense qu'aujourd'hui, enfin moi je le vis comme ça, le côté social pur, tel que nos parents pouvaient quelque part le vivre, on va pas dire qu'il existe plus mais c'est plus pareil... Je pense qu'aujourd'hui les relations sont beaucoup plus basées sur des vrais liens émotionnels, et affectifs et amicaux et moins sur un réseau social, où avant fallait connaître le médecin, le notaire, les notables entre guillemets. Cette idée maintenant de notable, enfin peut-être que c'est moi qui élucubre un scénario sociologique faux, mais voilà j'ai le sentiment que sur la génération précédente y'avait un peu cet esprit de communauté de propriétaires de maisons dans le Domaine de la Jonchère. Et je pense que ça aujourd'hui n'existe plus vraiment. [...] La réputation c'est toujours important mais au sens d'il y a trente ans du terme... d'avoir quelque part un rang social qui soit construit sur la base de, avec qui on est amis, et que ce soit important que ce soit vu et su, etc. Ça existe toujours mais j'ai l'impression que c'est moins important qu'avant.

Cécile Lambert développe longuement ses opinions – davantage que ses pratiques – et ses analyses « sociologiques », comme c'est le cas ici à propos de l'évolution des formes de sociabilités chez les classes supérieures. Contrairement aux sociabilités « d'apparat » ou purement « sociales » comme elle les décrit plus loin, Cécile Lambert valorise les « vrais liens émotionnels, et affectifs et amicaux ». Cette évolution des formes du capital social des classes supérieures correspond plus largement à l'effondrement des cercles mondains depuis les années 1920 (Lenoir, 2016), qui existaient – et persistent toujours par exemple au Parc et dans des micro-espaces de La Varenne – dans les espaces les plus supérieurs de la capitale. Cette évolution va notamment de pair avec la disparition progressive du personnel de maison qui



diminue la formalité des dîners. Toutefois, cette impression d'une forte électivité dans les relations est justement le produit du capital social qui transforme des liens sociaux en liens électifs afin que ces stratégies de reproduction n'apparaissent pas directement comme telles (Lenoir, 2016). De plus, si elle déclare que la « réputation » des relations est aujourd'hui moins importante, il n'en va pas de même pour celle de l'espace, comme le montrent ses efforts de valorisation de la commune présentés en introduction du chapitre.

Les enquêtées décrivant des relations de voisinage quasi inexistantes comme Cécile Lambert ou comme les femmes habitant le Parc de la Vervolière ou des espaces sélectifs de La Varenne, n'en sont pas pour autant des personnes sans liens sociaux à l'échelle locale. Au contraire, elles disent entretenir d'intenses relations amicales à l'échelle de leur quartier, créées autour de l'école de leurs enfants.

### **2.3 « Faire son trou » grâce à l'école et la paroisse**

D'après la définition de Pierre Bourdieu du capital social précédemment citée, les ressources qu'il procure proviennent d'un « *réseau durable de relations* plus ou moins institutionnalisées » (Bourdieu, 1980). On a déjà analysé les conseils syndicaux et les conseils de village qui peuvent être des institutions favorisant les relations sociales à l'échelle locale. Deux autres institutions structurent les réseaux de relations à l'échelle locale : l'école, que quasiment tou-te-s les enquêté-e-s ayant des enfants mentionnent comme un élément important de leurs sociabilités, et la paroisse. L'investissement au sein de ces structures et les relations et les profits retirés se font selon des modalités genrées puisque ce sont les femmes qui y sont principalement investies, tout comme dans l'entretien du capital social de manière plus large.

#### *Quand les « copains » des enfants deviennent ceux des parents*

Les personnes interrogées ont mis en avant le rôle de l'école de leurs enfants dans la structuration de leurs sociabilités et de leur ancrage à l'échelle locale. Ces résultats confirment ceux des travaux portant sur les sociabilités des parents parisiens (Singly et Giraud, 2012) et plus généralement sur l'école (Van Zanten, 2001 ; Oberti, 2007 ; Gombert, 2008). L'école est d'abord un lieu où l'on rencontre d'autres parents. Sylvie Toussaint (née en 1964, femme au foyer, mariée à un chirurgien-dentiste, 3 enfants), qui arrive à Saint-Maur-des-Fossés à 30 ans

et qui n'y connaît personne, exprime l'importance prise par l'école dans la création de sociabilité à l'échelle locale :

*Sylvie Toussaint* – Tous les gens qu'on connaît d'ici, c'est grâce à nos enfants. C'est pour ça que quand on déménage il faut penser à faire son trou. Si j'avais pas eu mes enfants pour rencontrer des gens ça aurait été quand même plus compliqué.

L'école est une institution qui permet de s'établir et de s'ancrer à l'échelle locale. Cécile Lambert (née en 1962, consultante à domicile, mariée à un directeur financier avec deux enfants) a forgé son réseau amical autour de l'école primaire privée de ses enfants :

*Cécile Lambert* – Autour de l'école je dirais qu'on a beaucoup de connaissances, de copains et là pour le coup on va se rendre des services. [...] Et puis y'a quand même aussi les vrais gens dont je sais, maintenant dans nos très très bons amis, y'a les parents des meilleurs copains de nos enfants. Donc y'a aussi évidemment dans ces gens-là, des gens où c'est vraiment des vraies vraies relations d'amitié. Et c'est rigolo, parce que le fait d'avoir des enfants... Souvent ses amis on se les fait souvent pendant ses études. On les garde un bon moment, on les garde d'ailleurs pour les meilleurs toute sa vie. Et puis y'a le moment où on a des enfants et où du coup on a un nouveau cercle de proximité qui se crée autour de la crèche, de l'école avec d'autres parents. Et là on a un renouveau de sa vie amicale. Mais très important. Du coup ça fait deux strates.

Le réseau créé autour de l'école, contrairement à celui de voisinage dans lequel Cécile Lambert ne se reconnaît pas, est homogène en termes de position dans le cycle de vie. Cela facilite la création de relations avec les parents d'autres enfants, avec qui il y a selon elle un « intérêt commun qui sont vos enfants ». Cécile Lambert distingue les « connaissances » avec qui elle échange des services des « très très bons amis » rencontrés par le biais de l'école. Il est intéressant de noter l'homologie entre les ami·e·s des enfants et celles·ceux des parents, sans que l'on sache quels liens ont été créés en premier. Sophie Caron (née en 1968, médecin, mariée à un cadre dirigeant, 3 enfants), qui elle aussi identifie l'école comme le principal pourvoyeur de capital social à l'échelle locale, témoigne également de l'existence de cette seconde « strate » de liens amicaux durables puisqu'elle mentionne les « copains de Rueil », rencontrés grâce à l'école, qui sont partis ailleurs et qu'elle continue à voir. Ces réseaux amicaux qui se tissent autour des écoles des enfants favorisent l'ancrage résidentiel des parents, comme me le dit Évelyne Fourcade qui cherche une maison dans le même quartier à La Varenne où elle et son mari ont acheté leur premier appartement afin de ne pas s'éloigner de ses ami·e·s :

*Évelyne Fourcade* – Tant qu'on n'a pas d'enfant on est beaucoup plus mobile. Une fois qu'on a des enfants, on connaît l'école, on a les copains autour, on se fait aussi beaucoup de copains par les enfants, donc on n'a pas très envie de quitter son quartier.

Encore une fois, tout comme les autres facettes du capital social, l'entretien de ces relations est davantage pris en charge par les femmes. Au sein des ménages enquêtés, ce sont en effet principalement elles qui vont chercher les enfants à l'école, selon un modèle traditionnel de division des tâches. Christian Lesage (né en 1944, retraité chef d'entreprise, veuf avec 2 enfants) pointe le rôle de l'école primaire, qui jouxte le Parc de la Vervolière, dans les sociabilités micro-locales, tirées par les « mamans » :

*Christian Lesage* – Et ça amène justement, souvent par les mamans, qui amènent les enfants, parce qu'on a la petite école primaire à côté, de l'autre côté de la nationale, ça amène une communion, des habitudes de se connaître, pas tous ensemble mais par groupe. Les mamans ou les papas qui amènent, mais c'est plus souvent les mamans qui amènent les enfants, ben ça tchathe un peu à la sortie de l'école. Les gens se connaissent.

Le terme de « communion » utilisé par Christian Lesage rappelle l'« intérêt commun » que soulignait Cécile Lambert et entérine cette appartenance à une communauté. Les femmes sont donc les instigatrices de ces relations sociales autour de l'école, qui peuvent devenir des relations amicales de couple. C'est d'autant plus vrai que les femmes sont au foyer et qu'elles ont davantage de temps pour s'investir, comme c'est le cas de Marie Valois (née en 1968, femme au foyer, mariée à un ingénieur commercial, 3 enfants) qui a scolarisé ses enfants quelques années plus tôt dans une école primaire privée :

*Lorraine* – Vous me disiez que vous avez des amis qui habitent à côté, vous avez beaucoup d'amis qui habitent à Rueil ?

*Marie Valois* – Ben en fait oui, principalement par l'école des enfants, le fait de pas travailler, d'être à la sortie de l'école, de s'investir un peu dans l'école, etc. forcément ça aide à s'intégrer dans un quartier. C'est ce qui s'est passé, mais à la vitesse de l'éclair. Je crois que [l'école] Charles Péguy est un exemple connu dans la région pour être un grand fédérateur de copains.

En plus d'être femme au foyer, avoir une famille nombreuse stimule ce capital social forgé « par l'intermédiaire des enfants », selon Agnès Jacob (née en 1957, ancienne infirmière au foyer, mariée à un expert-comptable, 4 enfants) qui me dit : « En plus le fait d'avoir eu quatre

enfants, on s'est assez vite intégrés dans notre vie de quartier ». Au contraire, le fait de ne plus avoir d'enfants scolarisés peut distendre les liens avec les parents qui ne sont pas devenus des ami·e·s proches et accentuer l'isolement de certaines femmes. C'est notamment le cas de Béatrice Cartier (née en 1969, mère au foyer mariée à un avocat, 4 enfants) qui regrette le manque de sociabilité à l'échelle du Parc qui est accentué selon elle par le fait qu'elle n'a plus d'enfant scolarisé à l'échelle locale puisqu'ils sont au moment de l'enquête dans un lycée privé à Saint-Germain-en-Laye :

*Béatrice Cartier* – Et moi j'ai basculé entre guillemets parce que j'ai plus d'enfants à l'école primaire et du coup ben je les vois plus. On se voit moins, les mamans...

Béatrice Cartier conserve tout de même des liens à l'échelle micro-locale grâce aux institutions scolaires puisqu'elle fait par exemple du covoiturage avec une de ses voisines qui scolarise ses enfants dans un autre établissement privé de cette commune limitrophe. L'emploi du verbe « basculer » souligne la prégnance de l'école dans la vie sociale des femmes, surtout celle des femmes au foyer dont le quotidien est notamment rythmé par le fait d'aller chercher leurs enfants à l'école. Brigitte Coste (née en 1960, femme au foyer, mariée à un chef d'entreprise, 3 enfants), dont tous les enfants ont décohabité, relie l'intensité des relations sociales à la routine des horaires scolaires :

*Brigitte Coste* – Et maintenant que je ne vais plus à l'école, je croise les gens de moins en moins. Parce que quand y'a des horaires d'école, malgré tout, on est tous à peu près à la même heure dehors. Quand on ne va plus à l'école, ben finalement moi je sors, si je sors en voiture je vais faire les courses voilà et si je sors à pied c'est pas forcément l'heure où les gens sortent, et on se croise très peu.

L'école est un lieu où l'on rencontre d'autres parents – qui deviennent des connaissances ou des ami·e·s – mais également où l'on s'engage en tant que parents d'élève. Ce sont les femmes qui sont impliquées dans les associations de parents d'élève<sup>72</sup>, qui sont pour elles un moyen d'encadrer la scolarité de leurs enfants (cf. chapitre 8), d'accumuler du capital social et de s'occuper lorsqu'elles sont au foyer. Isabelle Fabre (née en 1968, mère au foyer mariée à un

---

<sup>72</sup> Un seul homme enquêté, Ricardo Santos, est parent d'élève. Mais il me dit avoir été mis sur la liste de l'école de sa fille car il manquait un nom et il déclare ne pas assister aux réunions – ce qui souligne l'importance d'aller saisir les pratiques sans s'arrêter aux déclarations formelles.

directeur financier, 3 enfants) moque son engagement tout en me disant qu'il est pour elle « une porte d'entrée », à la fois sur l'école et ses relations :

*Isabelle Fabre* – Oui je suis parent d'élève. On fait la rubrique des chiens écrasés on sert pas à grand-chose mais on y est<sup>73</sup>. C'est une porte d'entrée. Et je suis aussi dans l'association de la section anglophone. Qui est plus ouverte justement, et ça c'est important, ça permet de justement rencontrer d'autres gens et de faire des activités avec l'école qui sont sympas.

Pour les femmes aux marges du monde salarial, qui développent une activité indépendante à domicile, dont l'intensité et la rémunération sont très variables selon les cas (cf. chapitre 6), ces engagements peuvent aussi être des pourvoyeurs de capital social, cruciaux pour leur activité. C'est notamment le cas de Marie Valois à Rueil-Malmaison qui se décrit mère au foyer et « graphiste *freelance* » pour « mettre du beurre dans les épinards ». Elle me confie que les rares contrats qu'elle obtient se font par le biais du « bouche à oreille » dans « le tissu social autour de nous et de notre milieu », comme par exemple lorsqu'elle réalise des cartons d'invitation pour des rallyes organisés par des amies rencontrées dans les lycées privés de ses enfants (Passy-Buzenval et Daniélou). C'est également le cas de Christelle Duprez (née en 1968, agente immobilier, mariée à un cadre dirigeant dans la finance, 3 enfants), enquêtée au profil atypique qui, suite à son divorce, arrive à 39 ans à Saint-Maur-des-Fossés avec ses deux enfants pour rejoindre son deuxième compagnon, qui est lui ancré localement. Ce changement géographique important – elle vivait à Clermont-Ferrand – est une véritable rupture biographique pour Christelle Duprez puisqu'elle change également d'activité – elle quitte sa profession de professeure des écoles pour faire de la vente à domicile – et connaît une mobilité sociale ascendante, les revenus salariaux importants de son mari contrastant avec la situation financière de sa première vie. Sa connaissance de l'Éducation Nationale et son implication dans les questions scolaires l'amènent à créer une association de parents d'élève dont elle est présidente pendant deux ans. Cette activité très prenante lui fait connaître selon ses dires « beaucoup de monde ». Cet ancrage local l'aide à « monter une clientèle » pour la vente à domicile puis pour sa nouvelle activité d'agente immobilière, initiée quelques mois avant l'enquête et pour laquelle elle utilise son « réseau » pour décrocher des mandats de vente.

---

<sup>73</sup> Cette impression est d'autant plus forte que ses enfants sont dans le privé, où le rôle des parents d'élève est considéré comme moins intéressant par les personnes enquêtées (cf. chapitre 8).

### *Former une communauté grâce à la paroisse*

À l'échelle du quartier, les réseaux de sociabilité de proximité liés au voisinage et à l'école se recoupent avec ceux de la paroisse. Beaucoup d'enquêté·e·s catholiques rencontré·e·s sont engagé·e·s bénévolement au sein de leur paroisse (cours de catéchisme, cours de pastorale, denier de l'Église, organisation d'événements, accueil, etc.). C'est donc un engagement dans le quartier qui vient renforcer leur capital social et l'ancrage local. La pratique religieuse renforce ainsi l'homogamie du capital social local comme me l'explique Agnès Jacob (née en 1957, ancienne infirmière au foyer, mariée à un expert-comptable, 4 enfants) dont les réseaux se « recoup[ent] » :

*Agnès Jacob* – On connaissait déjà, on était entre guillemets bien impliqués dans le quartier, par l'intermédiaire des enfants, l'école, la paroisse, on connaissait déjà beaucoup de monde. [...] Après au niveau de la paroisse on s'est aussi beaucoup impliqué, donc ça c'était pareil ça nous a permis de connaître. Après par l'intermédiaire de la paroisse, on recoupait des parents de l'école.

Cet engagement religieux catholique et la pratique qui en découle s'inscrivent dans un « régime de validation communautaire du croire » (Hervieu-Léger, 2010). Les enquêté·e·s pratiquant·e·s ont le sentiment d'appartenir à une communauté, valorisée pour ses bonnes pratiques, et fondée sur un certain entre-soi. Delphine Garnier (née en 1976, femme au foyer, mariée à un directeur financier, six enfants) se déclare catholique et est investie dans les activités religieuses puisqu'elle dispense des cours de catéchisme à son domicile pour les enfants de sa paroisse. Alors que je lui demande si la vie religieuse est dynamique, Delphine Garnier me parle des gens qui fondent la communauté – à la fois religieuse mais aussi communale – et vante leur engagement :

*Delphine Garnier* – Oui, ben les quatre paroisses sont actives, c'est dynamique ... cette année y'avait soixante-dix premières communions, à chaque fois, par niveaux y'a peut-être quatre-vingts enfants inscrits, c'est très dynamique. Enfin, les quatre paroisses d'ailleurs sont dynamiques. Les gens sont... Ce qui est sympa à Rueil c'est que les gens sont, déjà ils sont polis je trouve, enfin on croise quelqu'un dans la rue, même si on l'a vu ... c'est vrai qu'on se dit facilement bonjour, et puis oui, y'a pleins de gens formidables qui sont très engagés. C'est sympa.

La religion est le ciment d'une communauté fortement valorisée par les enquêté·e·s en elle-même, qui entérine leur appartenance aux classes supérieures. On peut même dire que dans

certains cas, l'appartenance de classe est un élément déterminant de la pratique religieuse. Par exemple, Evelyne Fourcade (née en 1960, chargée de mission à la mairie de Paris, mariée à un gastroentérologue, deux enfants) me confie être impliquée au sein de la paroisse (même si elle n'y occupe pas de fonction spécifique) pour faire vivre cette communauté davantage que pour des raisons religieuses :

*Evelyne Fourcade* – Parce que moi je suis pas... J'ai une relation à la religion qui est très particulière, j'ai été élevée dans la religion catholique mais mon arrière-grand-père était pasteur. Et je suis pratiquante mais je suis pas tellement croyante. Voilà. Donc ce qui fait hurler le curé à chaque fois que je lui dis (rires) ! Je trouve que c'est important. On a une paroisse qui essaye de faire avancer les gens. [...] du coup ça fait quand même effectivement encore un groupe cohérent puisque c'est sur La Varenne.

La fin de cette citation montre qu'appartenir à la communauté, à « un groupe cohérent » est une manière de s'inscrire dans un espace local, en l'occurrence celui du quartier, qui justifie la pratique religieuse. L'Église est un support pour le capital social à l'échelle locale chez les classes supérieures, mais également à l'autre extrême de l'espace social (Portilla, 2018). Dans son travail sur les immigré·e·s d'origines latino-américaines aux Etats-Unis, Ana Portilla analyse le rôle structurant de l'Église et montre notamment que le capital social est conditionné à la « pleine appartenance » au groupe et non pas à la simple interconnaissance. Cette injonction à l'engagement ne semble pas être aussi forte chez les classes supérieures qui bénéficient d'un meilleur rendement de leurs « liens faibles » (Granovetter, 1973). L'entretien de cette communauté religieuse, tout comme l'entretien de l'ensemble des relations sociales, est principalement pris en charge par les femmes. Le travail bénévole réalisé par les femmes au sein des paroisses fait partie intégrante de ce travail sur les sociabilités, vecteur de respectabilité pour le ménage et producteur de capital social. Marie Bertin (née en 1964, professeure des écoles dans le public, mariée à un directeur général, 3 enfants) raconte comment son investissement à la fois dans le voisinage et la paroisse lui a permis de connaître « tout le monde » après son déménagement à Saint-Maur-des-Fossés où elle ne connaissait personne :

*Marie Bertin* – Alors moi je suis assez bonne en voisinage donc ouais assez rapidement j'ai connu tout le monde. Je travaillais pas. J'ai progressivement travaillé en fait. Donc au début je travaillais pas, Nathanaël [son fils] était tout petit, donc j'ai assez vite connu mon voisinage, en plus on est catho, je me suis investie dans la paroisse au départ, du cathé, j'ai connu pas mal de gens.

La pratique religieuse comporte donc une dimension spatiale, en ce qu'elle permet de s'ancrer à l'échelle locale et d'acquérir ou de conforter la position de notables disposant d'un important capital social. La communauté religieuse, entretenue par les femmes, et formée à l'échelle locale par l'appartenance de classe, est marquée par l'entre-soi.

Selon les préceptes bourgeois, les femmes, en tant qu'épouses et que mères, sont les garantes de la moralité du foyer (Davidoff et Hall, 2014) et de l'entretien des relations sociales, à la fois familiales, amicales et de voisinage. Ces relations s'entretiennent dans la durée et l'aspect temporel est un facteur important pour comprendre les logiques d'accumulation du capital social des ménages enquêtés. Pour préciser les ressources que les individus tirent de l'espace local à travers les entreprises de patrimonialisation et l'entretien du capital social, il faut donc analyser l'ancrage de leurs pratiques résidentielles et de consommation, ainsi que leur combinaison avec des pratiques de mobilité.

### **3. Combiner des logiques d'ancrage et de mobilité**

Contrairement aux théories post-modernistes et à l'idée que la vie sociale deviendrait « liquide » (Bauman, 2000), des travaux ont montré que l'internationalisation des classes supérieures ne va pas de pair avec un « désencastrement » à l'échelle locale (Andreotti, Le Galès et Moreno Fuentes, 2016). Les stratégies de mobilité ne concernent pas de la même manière l'ensemble des classes supérieures, et surtout les fractions du pôle privé ne se résument pas à leur mise en réseau à l'échelle transnationale ni à l'individualisme forcené qui en découlerait (Andreotti, Le Galès et Moreno Fuentes, 2016). Au contraire, le capital international accumulé lors des voyages et des migrations par les cadres transnationaux fonctionne comme un multiplicateur des capitaux accumulés à l'échelle locale (Wagner, 1998). Dès lors, il convient d'analyser les modalités de l'ancrage de ces classes supérieures qui consistent, outre l'engagement dans des institutions locales – comme les conseils syndicaux, les associations de parents d'élève et la paroisse – et l'entretien d'un capital social local précédemment étudiés, à inscrire ses pratiques à l'échelle du quartier qui devient un véritable bassin de vie.



### 3.1 « La province à Paris » : ancrer ses pratiques à l'échelle locale

Les personnes interrogées sont attachées à leur quartier et utilisent intensément les services proposés à l'échelle locale. Tout en valorisant la proximité à Paris, elles profitent des espaces verts mais également de l'offre commerciale.

#### *Ancrage résidentiel*

La moitié des ménages enquêtés vivent dans leur commune depuis plus de vingt ans<sup>74</sup>. Hormis le cas des familles ancrées à l'échelle locale sur plusieurs générations, dont nous développerons les spécificités plus bas, si la plupart des personnes enquêtées disent être arrivées à Rueil-Malmaison et à Saint-Maur-des-Fossés « par hasard » (cf. chapitre 3), cela ne les empêche pas de s'ancrer dans un second temps dans le quartier. En effet, la majorité des enquêtés ne se voit pas déménager dans un autre endroit, y compris au moment de la retraite pour les couples actifs. C'est par exemple le cas de Jean-Claude Loison (né en 1947, retraité chef d'entreprise, femme retraitée ayant travaillé dans son entreprise, 1 enfant), né à Nanterre – sa femme à Gennevilliers – et qui ne souhaite pas quitter Rueil-Malmaison et le Parc de la Vervolière où il habite depuis 25 ans, en raison de sa famille – sa mère vit à Nanterre et son fils vit dans une maison construite sur la même parcelle que lui – et de ses « fonctions », puisqu'il est vice-président du théâtre. Il considère Rueil-Malmaison comme son « port d'attache » :

*Jean-Claude Loison* – Parce que c'est vrai qu'on n'a pas eu l'envie de partir habiter à 100 % en province parce qu'on avait nos affaires, notre famille, on a toujours quelques belles-sœurs et beaux-frères qui sont sur Rueil ou limitrophe, Nanterre [...] Bah sur la ville, j'ai un peu disons, j'allais dire des fonctions sociales, le terme est fort, je suis vice-président du théâtre. Donc vous voyez j'ai conservé des attaches et des fonctions qui font... Alors c'est sûr ... Moi je pense qu'on peut pas habiter partout. Y'a forcément un endroit historique d'attachement et sur lequel vous avez plus de vie sociale qu'ailleurs. Ça me paraît difficile aujourd'hui avec ce que je fais encore de partir de Rueil et des environs, ça me paraît difficile d'aller habiter ailleurs et de monter ici, je passerais mon temps dans l'avion. Notre port d'attache il est là.

---

<sup>74</sup> À Rueil-Malmaison, 11 ménages vivent dans la commune depuis plus de 25 ans et 4 depuis plus de 20 ans et à Saint-Maur-des-Fossés, 11 ménages vivent dans la commune depuis plus de 25 ans et 5 depuis plus de 20 ans. À Rueil-Malmaison la durée d'ancrage moyenne est de 23 ans et d'un peu plus de 27 ans à Saint-Maur-des-Fossés. Ces durées d'ancrage sont liées à l'âge moyen des personnes enquêtées, qui est assez similaire : 57 ans à Rueil-Malmaison et 58 à Saint-Maur-des-Fossés.

Malgré ses deux résidences secondaires dans le sud-est de la France et dans les Alpes, Jean-Claude Loison ne se vit pas comme un électron libre puisqu'il pense que l'on ne peut pas « habiter partout ». La plupart des personnes enquêtées ressentent cet ancrage et témoignent en entretien d'un sentiment d'appartenance à leur quartier ou à leur commune, comme l'exprime Martine Vasseur à l'égard de Rueil-Malmaison (née en 1961, fonctionnaire municipale mariée à un ingénieur, 2 enfants):

*Lorraine* – Et donc du coup vous vivez là depuis...

*Martine Vasseur* – Depuis 89. Une Rueilloise jusqu'au bout des doigts.

Cette enquêtée, née à Paris et dont le mari a grandi à Rueil-Malmaison, revendique cette appartenance. Valoriser la commune ou le quartier en entretien est également une manière pour les personnes enquêtées de conforter leurs choix résidentiels, et ce d'autant plus que la dimension élective y occupe pour elles une part importante étant donné leur forte dotation en capital économique. Ricardo Santos (né en 1958, journaliste *freelance*, marié à une cadre dans le secteur bancaire, 2 enfants) habite Saint-Maur-des-Fossés depuis treize ans, il parle en entretien du « plaisir » qu'il prend à contempler l'« harmonie visuelle » de la ville, qui le conforte dans sa décision de venir y vivre :

*Ricardo Santos* : Et lorsque je travaillais et que je rentrais j'avais le plaisir au retour d'arriver à Saint-Maur et de me dire, enfin de me féliciter d'avoir pris cette décision de venir vivre ici. Parce que y a une espèce d'harmonie visuelle dans la ville. Une unité architecturale même si toutes les maisons sont pas de la même époque et même style, mais y a quand même une unité liée aux espaces boisés, enfin les jardins, qui donne du plaisir à traverser les rues, à passer dans les quartiers, ça c'est... c'est quelque chose d'important.

Mettre en avant ce plaisir esthétique est probablement d'autant plus important pour lui que le choix de quitter Paris – où le couple était propriétaire – était d'abord celui de sa femme. Les enquêtés·e·s utilisent souvent le vocabulaire de l'exception pour parler de leur quartier qui justifie leur ancrage. C'est le cas par exemple d'Estelle Guérin, présentée dans le portrait introductif de ce chapitre, qui a trouvé une ville incarnant le « parfait équilibre » ou de Sophie Caron qui vit dans une « banlieue juste magnifique ». Pour Colette Prévost (née en 1950, secrétaire à mi-temps dans l'entreprise de son mari, 1 enfant), le quartier de La Varenne est plus largement un rêve ancré dans « l'imaginaire collectif » :

*Colette Prévost* – Ben parce que si vous voulez dans je dirais l'imaginaire collectif, moi mon mari ayant passé sa jeunesse à Charenton, moi je ne connaissais pas trop précisément. En fait c'était surtout La Varenne, c'est surtout La Varenne. Bon. Mais on parlait toujours des bords de Marne, de ces coins-là donc nous rêvions nous de nous y installer parce que le cadre de vie est agréable, on a beaucoup de verdure, du calme, c'est pas la vie parisienne. Tout en étant pas loin du cœur de Paris.

Colette Prévost insiste : « c'est surtout La Varenne ». Cette spécificité de La Varenne a été mise en avant par la plupart des habitant·e·s de ce quartier. C'est particulièrement le cas des personnes ancrées sur plusieurs générations, comme Richard Honoré (né en 1942, retraité opticien, mariée à une femme au foyer, 3 enfants) qui me précise dès le début de l'entretien : « Ma famille est La Varennoise depuis 1852 » ou encore Marie-Laure Guillet (née en 1955, présidente d'une association, célibataire) qui m'explique la distinction : « Et d'ailleurs les gens de La Varenne on n'est pas des Saint-Mauriens : on est des La Varennois. [...] On est très sectaire les gens de La Varenne. ». Cette spécificité du quartier a même une réalité administrative, le quartier ayant son propre code postal, qui diffère de celui de Saint-Maur-des-Fossés. Cette situation – très rare – est un héritage du passé puisque le quartier obtient sa propre poste en 1935, pour calmer les revendications d'indépendance des habitant·e·s de La Varenne, présentes depuis la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>75</sup>. D'après Marie-Laure Guillet, c'est son « ascendance » qui « animait » le groupe de commerçants indépendantistes. Cette volonté de démarcation n'est pas seulement le fait des ancré·e·s sur plusieurs générations. Brigitte Coste habite La Varenne depuis 23 ans, elle me dit avoir « voul[u] absolument rester » dans son quartier car, même si d'autres quartiers de Saint-Maur-des-Fossés sont agréables, « c'est quand même La Varenne le mieux ! ». Pour me recommander, elle écrit un e-mail à ses ami·e·s intitulé : « Hello boys and girls from La Varenne » témoignant du sentiment d'appartenance au quartier plutôt qu'à la ville de Saint-Maur-des-Fossés.

L'ancrage résidentiel est d'autant plus fort que les personnes enquêtées travaillent dans leur commune de résidence, comme en témoigne Janine Merle qui compare sa situation de femme

---

<sup>75</sup> Cf. exposition sur l'histoire de la ville organisée aux Archives Municipales de Saint-Maur-des-Fossés en 2017 au moment de l'enquête.

au foyer avec celle où elle était bibliothécaire à Paris et « intégrée sans être intégrée » à Saint-Maur-des-Fossés :

*Janine Merle* – Et puis moi quand je travaillais, j'étais intégrée sans être intégrée. Parce que [...] ma vie elle était à Paris. Et c'est vrai qu'après ça a changé...

Au sein du groupe d'enquête·e·s cela concerne les femmes au foyer et les personnes ayant une entreprise. Ces dernières la domicilient souvent dans leur commune de résidence, à l'instar de Christian Lesage et de Jean-Claude Loison à Rueil-Malmaison et de Luc Jacob, d'Alain Fournel, de Christine Laroche et son mari ainsi que du mari de Colette Prévost à Saint-Maur-des-Fossés. Ces ménages font partie des plus ancrés à l'échelle locale. Luc Jacob (né en 1956, expert-comptable, marié à une ancienne infirmière au foyer, 4 enfants) qui a lui-même grandi à Saint-Maur-des-Fossés, s'est installé à son compte il y a plus de vingt ans, d'abord à son domicile puis dans des locaux à cinq minutes à pied de chez lui. Ce choix de localisation diminue probablement ses opportunités professionnelles, mais son ancrage lui procure une certaine « qualité de vie » :

*Luc Jacob* – Non non je regrette pas. J'ai plus l'impression...

*Agnès Jacob* – En plus il faut dire que t'as une qualité de vie, enfin on a fait un choix de qualité de vie, on va dire exceptionnel, (me regarde) puisqu'il rentre manger tous les midis quand même.

*Luc Jacob* – Euh non non non je regrette pas. Qu'est-ce que je peux dire par rapport à ça? Bon je suis installé donc en banlieue, c'est des clients qui ont sûrement moins [...] de potentiel qu'à Paris mais l'un dans l'autre, finalement ça va parce que, c'est quand même deux heures par jour de temps de gagné. Je suis jamais malade, non mais c'est vrai, de prendre le métro, tous les hivers avant je me prenais un bon rhume, une bronchite.

Hormis Luc Jacob, les professions libérales ont un peu moins de marge de manœuvre sur la localisation de leur cabinet ou de leur étude qui dépend davantage des opportunités et de la clientèle – ce à quoi peut s'ajouter le désir de ne pas habiter trop près de sa clientèle comme me l'explique Sophie Caron, médecin généraliste installée dans une commune limitrophe de Rueil-Malmaison. Les professions libérales sont davantage installées dans des communes limitrophes – et profitent donc de la proximité à leur logement – ou à Paris.

### *Profiter des services et des aménités locales*

Les personnes enquêtées s'ancrent dans leur quartier et disent bénéficier de services de qualité à l'échelle communale, notamment vis-à-vis de l'offre sportive et récréative dont leurs enfants ont largement profité. En effet, les communes étudiées ont mis en avant depuis plusieurs dizaines d'années les investissements réalisés dans le cadre de vie des habitant·e·s. C'est tout particulièrement le cas à Rueil-Malmaison, où l'ancien maire Jacques Baumel a largement communiqué sur sa politique de services à destination des habitant·e·s, en particulier la petite enfance, l'éducation et les loisirs. Ainsi, les communes de la banlieue rouge ne sont pas les seules à avoir développé de vastes politiques d'investissements publics à destination des habitant·e·s, puisque cela a aussi été le fait de communes bourgeoises comme Rueil-Malmaison (Oberti, 2007). C'est ce qui fait dire à Catherine Bousquet (née en 1960, femme au foyer mariée à un directeur financier, 5 enfants) qu'il y a « beaucoup de social » à Rueil-Malmaison :

*Catherine Bousquet* – Alors Baumel a été un maire surement très très bien, je le connaissais très peu, il a été très actif pour les milieux associatifs, donc il y a énormément d'associations tous azimuts sur Rueil, ça c'est pas ça qui manque, et c'est vrai que c'est important car pour la vie sociale ça bouge énormément. Y'a beaucoup de social à Rueil. Et je pense qu'il a dû quand même contribuer, y'a eu beaucoup de création de crèches, de trucs comme ça, donc il a dû contribuer à commencer à rajeunir sa ville. Et puis maintenant Patrick Ollier bien sûr a continué sur l'impulsion qu'a donné Baumel et c'est vrai que Rueil je pense aujourd'hui est une ville très attractive pour les jeunes couples.

Les personnes enquêtées mettent en avant cette histoire politique en entretien, notamment sur la question très médiatisée à Rueil-Malmaison des places en crèches, véritable vitrine de la politique municipale locale des années 1990. Delphine Garnier, qui a elle-même six enfants, parle de la « politique nataliste de Jacques Baumel ». Béatrice Cartier (née en 1969, mère au foyer, mariée à un avocat, 4 enfants) souligne l'importance de cette politique, qui assurait à l'époque une place en crèche à chaque ménage installé, dans le choix de venir habiter à Rueil-Malmaison quinze ans plus tôt, alors qu'elle est enceinte de son deuxième enfant :

*Béatrice Cartier* – Et alors ce qui nous avait attiré sur Rueil c'était la politique de la mairie, c'était qu'il y avait une place en crèche assurée. Y'avait plein plein de places en crèche. Donc effectivement, Adrien j'ai pas eu de problème. On n'a pas du tout cherché dans d'autres communes, c'était Rueil uniquement.

Contrairement à Catherine Bousquet, Delphine Garnier et Béatrice Cartier doutent de l'attraction actuelle de la ville pour les jeunes ménages. Certaines personnes enquêtées notent en effet une baisse de l'investissement municipal et une hausse des tarifs des services culturels et sportifs, ce qui fait dire à Isabelle Fabre que la commune « s'est endormie sur ses lauriers ». Le rôle de l'État dans cette diminution de la prise en charge et/ou de la qualité des services est évoqué dans les discours de certaines personnes enquêtées comme c'est le cas de Valérie Devaux (née en 1969, femme au foyer, mariée à un directeur commercial, 3 enfants) qui souligne la qualité des services, mais également leur « dégrad[ation] » du fait de la hausse des prix des activités extra-scolaires :

*Valérie Devaux* – Par exemple au niveau propreté c'est impeccable, quand je vais dans Paris je fais vraiment 1 000 fois la différence. Bon alors là ça c'est un petit peu dégradé avec les problèmes d'aides du gouvernement qui ont été supprimées. Donc c'est vrai que les activités des enfants sont montées en flèche.

On peut faire l'hypothèse que ces discours sont d'autant plus présents que le journal municipal met en avant le rôle de l'État dans les restrictions budgétaires, et ce d'autant plus que le Parti Socialiste gouverne au moment de l'enquête.

En plus de cette offre de services de qualité, les personnes enquêtées valorisent la proximité des espaces verts de leur quartier dans les deux communes étudiées. Les parcs et les bords de Marne et de Seine sont des espaces récréatifs mis en avant dans les discours des enquêtés. La grande majorité des personnes enquêtées déclare se promener seule, en famille, avec leur chien ou encore faire du sport (vélo, jogging) dans les parcs – surtout à Rueil-Malmaison avec la présence du Parc de Bois-Préau et du bois de Saint-Cucufa dans le quartier étudié – et sur les bords de Marne et de Seine. Ce sont ces espaces, avec l'espace privatif de la maison et du jardin, qui incarnent le fait que la ville est un compromis idéal entre la ville et la campagne. Ils assurent de faibles densités et apportent le cadre vert et le calme que les ménages sont venus chercher en banlieue (cf. chapitre 3). Alors que je lui demande quels sont ses déplacements le week-end, Jean-Claude Loison me répond : « On n'a pas besoin d'aller à la campagne en habitant dans la

verdure ici »<sup>76</sup>. L'aménagement de ces espaces verts récréatifs témoigne également du standing de la ville comme l'exprime Valérie Devaux quand elle compare l'aménagement des bords de Seine de Rueil-Malmaison avec celui de Nanterre :

*Valérie Devaux* – Allez jusqu'aux bords de Seine. Vous allez très très loin. C'est très aménagé. En marchant on va jusqu'à Nanterre, on voit la limite. Tout est bien entretenu, coupé, nickel, et à partir de Nanterre, les herbes folles... On voit vraiment la limite, Nanterre/Rueil. Ah ouais. Là ils ont refait, cet été ils ont tout bétonné là, ils ont fait tout un chemin avec des petits gravillons, ils ont tout aménagé, les contre-bas. Non c'est bien entretenu, de ce point de vue-là.

Mettre en avant l'offre locale de services et la beauté ou l'entretien des espaces verts rappelle la logique de patrimonialisation évoquée au début de ce chapitre. C'est notamment le cas lorsque Béatrice Cartier compare le Parc de Bois-Préau à Central Park à New-York ou encore que Colette Prévost me fait la « carte postale » de Saint-Maur-des-Fossés, au début de notre entretien.

#### *Pratiques de consommation à l'échelle locale*

Les personnes enquêtées ont choisi une commune de banlieue suffisamment grande pour qu'elle dispose en son sein d'une offre commerciale complète et de qualité. Toutes les personnes enquêtées ont des pratiques de consommation ancrées à l'échelle locale, même si ces pratiques ne sont pas exclusives de consommations à d'autres endroits et notamment Paris (cf. *infra*). Cette présence dans la commune de tous les services et les commerces nécessaires amène Isabelle Fabre (née en 1968, mère au foyer mariée à un directeur financier, 3 enfants) à comparer Rueil-Malmaison à la province – où elle a grandi et où elle souhaiterait vivre :

*Isabelle Fabre* – Rueil c'est un peu la province à Paris. Voilà. Parce qu'en fait vous êtes très autonome dans Rueil, vous n'avez pas besoin d'aller dans Paris. Sauf si vous voulez voir une expo un spectacle mais vous pouvez très bien vivre sans aller, vous avez pas besoin d'aller dans Paris, vous survivez très très bien à Rueil et aux alentours sans transport loin et dans la galère parisienne.

La comparaison à la province a été faite par d'autres enquêté·e·s qui souhaitent mettre en avant cette facilité de déplacement – en voiture – ainsi que cette impression de proximité et

---

<sup>76</sup> Bien qu'il possède deux résidences secondaires mais qui ont des fonctions de loisirs spécifiques liées au ski et à la mer.

d'espace : Martine Vasseur, Cécile Lambert et Philippe Calvetti à Rueil-Malmaison, dont aucun n'a d'ailleurs jamais vécu en province, et Brigitte Coste et Agnès Jacob qui comparent la vie à Saint-Maur-des-Fossés avec celle qu'elles ont menée en province.

Les quartiers étudiés sont différents les uns des autres en fonction de la morphologie urbaine et de l'offre commerciale présente. Le quartier de La Varenne à Saint-Maur-des-Fossés est le plus particulier à ce sujet, il se distingue par sa densité commerciale et la mixité des usages qui y existe. À partir de la station de RER, qui était anciennement le terminus du train partant de la place de la Bastille, la zone commerçante s'étend autour de la rue du Bac jusqu'à la Marne. L'offre commerciale du quartier est assez diversifiée, on trouve des commerces de bouche, des supermarchés (Picard, Casino), la halle couverte du marché, des restaurants et des cafés mais aussi un cinéma, de nombreuses boutiques de vêtements de marque et des agences immobilières, des banques, etc. Cette offre est à la fois diverse et homogène en termes de standing – Sylvie Toussaint parle à ce sujet d'une « osmose » entre les commerces – puisqu'elle est assez luxueuse<sup>77</sup>, à l'image du quartier. Sylvie Toussaint (née en 1964, femme au foyer, mariée à un chirurgien-dentiste, 3 enfants) valorise cette vie de quartier :

*Sylvie Toussaint* – On a des p'tits restos de quartier, on a une vie quand même. Le week-end jusqu'à deux heures du matin vous avez un café ouvert, c'est plutôt agréable.

Les habitant·e·s du quartier de La Varenne valorisent le fait de pouvoir faire leur courses à pied et la majeure partie d'entre elles·eux fréquente les magasins mais également les restaurants du quartier. L'espace local est segmenté et cette animation n'empêche pas qu'il y ait des rues très résidentielles à proximité, à l'instar de celle de Sylvie Toussaint, à cinq minutes à pied de la halle du marché, où elle déclare que l'on « ne rencontre personne sur le trottoir ».

À Rueil-Malmaison, la spécialisation résidentielle est davantage marquée dans les quartiers étudiés qui ne comportent pas de commerce, à l'exception de deux petits supermarchés alimentaires. Cependant, comme le dit Isabelle Fabre, à condition de prendre la voiture, « on est très autonome dans Rueil ». Sophie Caron (née en 1968, médecin, mariée à un cadre

---

<sup>77</sup> Il y a par exemple trois chocolatiers dans la même rue, les supérettes mettent du champagne en vitrine et un marchand de vin s'appelle « La vie de château ».



dirigeant, 3 enfants) met en avant l’ancrage de ses pratiques à Rueil-Malmaison, puisqu’elle fréquente le centre-ville, que la plupart des enquêté·e·s à Rueil-Malmaison mentionnent, et le théâtre de la ville, où d’autres enquêté·e·s ont également un abonnement :

*Sophie Caron* – Et on va au théâtre, on est abonnés au théâtre.

*Lorraine* – À Rueil?

*Sophie Caron* – Ouais à Rueil. On fait plein de trucs à Rueil. On est Rueillois.

*Lorraine* – Vous allez au marché?

*Sophie Caron* – Je vais au marché à Rueil, dès que je peux. [...] Ben c’est le samedi matin donc des fois je bosse. On va faire nos courses de fringues à Rueil et moi j’aime bien faire marcher les commerces de proximité. Si je peux ne pas prendre ma voiture, je la prends pas quoi. Voilà je vais au marché à pied, je remonte à pied, je prends mon pain à pied. Je reste dans Rueil.

Tout comme Martine Vasseur plus haut, Sophie Caron souligne son sentiment d’appartenance et son attachement à la commune où elle habite depuis seize ans en m’indiquant « On est Rueillois ». Elle met particulièrement l’accent sur son ancrage local et sur son utilisation des « commerces de proximité » bien que son quartier soit très résidentiel, que la boulangerie la plus proche soit à 25 minutes à pied aller-retour et la place du marché à 40 minutes à pied aller-retour. Une voisine d’une rue adjacente, Lucie Dubreuil me dit d’ailleurs être obligée de prendre la voiture pour la plupart de ses déplacements.

Dans les deux communes étudiées, le choix des magasins pour les courses alimentaires relève d’un ajustement entre différentes contraintes. L’offre à disposition est hiérarchisée entre le marché et les commerces de bouche, les supermarchés de proximité (Simply, Casino) où l’on peut se rendre à pied mais où l’on va le plus souvent en voiture à cause du chargement, et enfin, les hypermarchés dans de grands centre-commerciaux : le Leclerc de La Fouilleuse à Rueil-Malmaison et le Carrefour de Créteil Soleil à Saint-Maur-des-Fossés. Cette hiérarchisation se fait selon plusieurs critères : plus l’offre est locale et plus elle est chère mais également plus elle est perçue comme de qualité et surtout moins les courses sont pénibles à réaliser.

Ce sont principalement les femmes des ménages enquêtés qui font les courses pour le foyer, ce qui confirme la prégnance de l’inégale répartition du travail domestique et de la division genrée des tâches (Puech, 2005). C’est par exemple le cas d’Évelyne Fourcade qui s’arrange dans la

semaine pour que les courses soient faites et ce alors qu'elle travaille plus loin que son mari du domicile, que ce dernier est médecin et qu'il pourrait donc profiter de la plus grande flexibilité de ses horaires. Pour justifier cette prise en charge après sa journée de travail elle me dit : « Je trouve ça con de passer le week-end dans une grande surface ». Quelques hommes rencontrés disent faire le marché, soit les courses les plus agréables selon le gradient précédemment exposé. Les hommes mettent en avant le plaisir à « se balader » au marché (Alain Fournel) ou encore à échanger avec les commerçants comme Philippe Calvetti (né en 1961, médecin, marié à une retraitée enseignante, 3 enfants) :

*Philippe Calvetti* : Je vais une fois par semaine au marché [...], où j'ai mes habitudes. Tous les commerçants me connaissent, j'arrive comme un coq en pâte, j'arrive je fais la bise à la charcutière, je prends un café avec le marchand de légumes, voilà.

Ces expériences ne sont pas les mêmes que celles des femmes à qui incombent les courses les moins valorisantes – si partage il y a – et dont elles cherchent à minimiser la pénibilité. En effet, de nombreuses femmes enquêtées me disent privilégier le confort et ne pas faire leurs courses dans les hypermarchés. Ainsi, Christiane Joubert me dit que ces magasins ne sont « pas trop [s]a tasse de thé », Sylvie Toussaint préfère également les éviter : « pour gagner trois francs six sous je vais pas ... », Nadine Trajin trouve ces magasins « trop grands » et « fatigant ». Elles font d'autant plus ce choix qu'elles ont les moyens de le faire et qu'elles n'ont plus d'enfants à domicile, comme le précise Marie Bertin : « c'est devenu trop énorme, j'y allais quand j'avais besoin de couches ». Quasiment tous les ménages enquêtés font le marché et certains consomment également dans les commerces de bouche à l'échelle locale, comme c'est le cas de Cécile Lambert, insistante sur ce point (cf. introduction) :

*Cécile Lambert* - Voilà ça fait partie des choses, c'est vrai qu'à Rueil on a notre pâtissier, notre boulanger, notre chocolatier et c'est vrai qu'il y a je dirais de très très bons commerçants. Gilles Créneau en chocolat c'est extra, moi je m'y connais bien pourtant dans ce domaine-là et vraiment c'est extra. Notre boucher, c'est pareil il est extra.

De plus, les femmes enquêtées disent consommer dans les supermarchés locaux plus petits et plus agréables. Ces femmes de classes supérieures ont donc les moyens d'éviter les grands centres commerciaux et, dans le même temps, les espaces populaires où ils sont implantés, ainsi que leur clientèle, plus mixte que celle des moyennes surfaces des quartiers étudiés. Ce pouvoir d'évitement met à mal la théorie selon laquelle ces centres commerciaux de banlieue sont les

nouveaux espaces publics des zones périphériques, c'est-à-dire le nouveau point de contact entre classes sociales dans une ville toujours plus clivée (Mangin, 2004).

Le choix de ces « moyennes surfaces » (Renate Fournel) renforce l'ancrage des femmes interrogées dans le quartier puisqu'elles y font leur courses et car le supermarché de taille moyenne est un endroit où elles croisent des personnes de leur voisinage, comme me le dit Valérie Devaux (née en 1969, femme au foyer, mariée à un directeur commercial, 3 enfants) :

*Lorraine* – Vous allez où faire vos courses?

*Valérie Devaux* – Je fais le marché et je fais le petit supermarché du coin-là, et puis sinon les commerçants : boucher et poissonnier de Rueil.

*Lorraine* – Vous allez jamais au Leclerc?

*Valérie Devaux* – Non. J'allais au début chez Leclerc. Et puis la caissière chez Leclerc, elle est pas très sympa. Elle vous balance les trucs... Non je vais là je vais juste à côté. Parce que c'est assez sympa, souvent je croise [une enquêtée], je croise quelques relations de voisinage et c'est vrai que c'est sympa.

En parlant des caissières du Leclerc, Valérie Devaux fait de cette pratique de consommation une expérience de classe. L'hypermarché, le monde et le mélange qu'il suppose, font des courses un moment « pas très sympa », contrairement au « petit supermarché » du quartier où les relations sont plus personnalisées. Cécile Lambert rapproche elle aussi ces pratiques de consommation à une expérience sociale avec les commerçant·e·s :

*Cécile Lambert* – Bon, c'est pas donné Rueil, c'est clair, mais y'a une qualité de commerce de bouche qui est très bonne, et en plus les gens sont sympas. Moi je pars faire mes courses dans Rueil, je sais que je vais croiser deux-trois personnes que je connais outre les commerçants, que chez les commerçants on va m'accueillir en me reconnaissant et c'est vrai que c'est sympa.

Ces pratiques de consommation sont donc des pratiques de classe, étant donné le prix à payer pour être reconnue et traitée selon son rang. Privilégier les commerces locaux peut également être justifié par les personnes enquêtées comme un moyen de valoriser la ville ou le quartier et se rapproche dans ce cas des logiques de patrimonialisation développées dans la première partie de ce chapitre. C'est le cas de Sophie Caron, qui dit plus haut qu'elle « aime bien faire marcher les commerces de proximité », ou encore du « militantisme » de Cécile Lambert à ce sujet, présentée en introduction de chapitre.

### *Un « parfait équilibre » entre distance et proximité à Paris*

Si l'offre complète de commerces et de services des deux communes étudiées permet d'y vivre en « autonomie » (Isabelle Fabre), un élément majeur de leur identité est cependant leur lien avec Paris, les quartiers étudiés étant à une demi-heure de la capitale<sup>78</sup>. Les personnes enquêtées profitent à la fois de cette proximité mais aussi de cette distance à Paris, comme le résume l'expression d'Isabelle Fabre comparant Rueil-Malmaison à « la province à Paris ».

La moitié du groupe d'enquêté·e·s dit aller à Paris au moins trois ou quatre fois par mois. D'autres enquêté·e·s valorisent la proximité à Paris mais me disent en entretien ne pas en profiter assez lorsque je les questionne sur la fréquence de leurs déplacements. En règle générale, les femmes au foyer et les personnes retraitées vont davantage à Paris que les personnes travaillant hors de Paris. Les personnes enquêtées déclarent principalement trois types de pratiques spécifiques à Paris : les sorties culturelles (théâtre et musée) et au restaurant, en couple ou entre ami·e·s ; les courses particulières (de vêtements, de décoration, alimentaires spécifiques) ; les rendez-vous avec des professionnel·le·s (médecins spécialistes, dentistes, coiffeurs, etc.). Par exemple, pour Christine Laroche (née en 1968, agente immobilier à mi-temps, marié à un agent immobilier, 3 enfants) il n'y a pas de frontière entre Saint-Maur-des-Fossés et Paris, où elle se rend, de préférence en voiture, entre deux et trois fois par semaine, pour son travail, ses courses ou ses loisirs :

*Christine Laroche* – Je sais pas comment vous expliquer mais pour moi... y'a pas de frontière entre Saint-Maur et Paris. Voyez, c'est comme si j'étais dans la même commune. Voilà. Même si y'a un certain long trajet pour y aller, hein, ça je ne le nie pas. Mais pour moi y'a pas de différence. Ça va vous paraître un petit peu loufoque mais pourtant c'est ainsi. [...] J'ai pas besoin de prévoir en me disant : « oh tiens, la semaine prochaine, tel jour, faut absolument que j'aille à Paris », c'est pas comme si, on est en province on monte à la capitale. Pour moi, y'a pas de frontière, y'a pas de différence. [...] Je suis aussi très parisienne. Très, très, très parisienne, et j'ai gardé toutes mes

---

<sup>78</sup> Cette durée dépend bien sûr du moyen de transport ainsi que des points d'arrivée et de départ. Il faut par exemple 45 minutes pour aller du Domaine de la Vervolière à Châtelet en RER et une heure depuis le Parc avec un changement (quartier enquêté le moins bien relié au RER). À Saint-Maur-des-Fossés, la moitié des enquêté·e·s sont à moins de 40 minutes porte-à-porte de Châtelet sans changement, l'autre moitié entre 40 et 50 minutes. Ceci dit, les ménages étudiés utilisent beaucoup leur voiture (cf. chapitre 3) et les personnes interrogées me disent souvent être à 20 minutes de quartiers proches de leur commune : Porte Maillot ou Champs-Élysées pour Rueil-Malmaison et Nation ou Bastille pour Saint-Maur-des-Fossés.

habitudes parisiennes. Voilà. [...] Si j'ai besoin de choses un petit peu particulières, par exemple en cuisine ou des choses comme ça, je me pose pas de questions, je file au bon marché, parce que je sais que c'est pas ici que je trouverais. Et que je vais trouver à la Grande Épicerie.

Christine Laroche qui a grandi dans la banlieue est parisienne à Vincennes et Nogent-sur-Marne, et qui a habité seulement deux ans à Paris au début de sa vie active, me dit avoir gardé ses « habitudes parisiennes ». Elle utilise elle aussi la comparaison à la province mais davantage en contre-point pour mettre en lumière la proximité de Saint-Maur-des-Fossés à Paris. Elle prend l'exemple de courses alimentaires distinctives réalisées à la Grande Épicerie pour illustrer cet attachement à Paris. Cet exemple fait écho à celui de Nathalie Champemont qui dit aller à Paris pour acheter des « produits bien spécifiques » comme du sirop de maïs à l'épicerie du Bon Marché pour faire « [s]a tarte aux noix de pécan ».

La plupart des enquêté·e·s valorisent leur commune comme étant un compromis entre la ville et la campagne, l'animation et la verdure, la proximité et la distance. Philippe Calvetti apprécie le « côté rurbain »<sup>79</sup> de Rueil-Malmaison :

*Philippe Calvetti* – Ça a un côté rurbain qui est assez sympathique à une demi-heure de Paris quand ça roule, le soir aller sans problème au cinéma au Balzac sur les Champs et en même temps profiter du bois de Saint-Cucufa.

Cécile Lambert résume cette impression en disant que sa commune est un « parfait équilibre » :

*Cécile Lambert* – Je trouve ça très paisible sans être ennuyeux. Vous voyez c'est ce parfait équilibre. Moi je suis quand même née à Paris, j'ai vécu à Paris, hormis ma petite enfance, etc. mais j'ai vécu à Paris de mes 18 à mes 30 ans. J'aime l'animation mais c'est vrai que j'ai eu très envie de verdure aussi. Et c'est vrai qu'il y a peu d'endroits qui proposent à la fois une vraie animation de ville et de la vraie verdure.

Elle met en avant la rareté de sa ville, qui en fait selon elle sa valeur. Elle me cite plusieurs villes de la banlieue ouest parisienne (Suresnes, Saint-Cloud, Asnières, Nanterre) qui, selon

---

<sup>79</sup> L'utilisation de l'expression « rurbain » montre ici l'appropriation par les classes supérieures de concepts scientifiques afin de complexifier leur discours (et donc d'en augmenter l'autorité) même si en l'occurrence l'usage est inadéquat, puisque la première couronne de la banlieue parisienne n'est pas un espace « rurbain ».

elle, ne répondent pas à ses deux critères de prédilection que sont « l'animation de ville » et la « verdure ». Elle s'exclame : « Rueil est dix fois mieux que Suresnes ! ».

Le choix d'habiter en banlieue ne s'est pas fait par défaut – pour au moins un des membres du ménage (cf. chapitre 3) – et la proximité à Paris est d'autant plus appréciée que les personnes enquêtées ne souhaitent pas y vivre. C'est le cas du couple Fournel, qui valorise la proximité à Paris. Alain Fournel (né en 1958, chef d'entreprise marié à Renate Fournel, née en 1952, femme au foyer, 2 enfants) dit aller à Paris trois ou quatre fois par mois tandis que sa femme s'y rend plusieurs fois par semaine. En entretien, elle dit vivre « à la campagne dans la ville » et son mari souligne que leur maison est à onze kilomètres de Paris. La précision de cette information témoigne de l'importance que le couple accorde à la proximité de la capitale :

*Renate Fournel* – On adore Paris, je suis amoureuse de Paris.

*Alain Fournel* – On y est tout le temps.

*Renate Fournel* – On y est très souvent, si on n'a pas des invités et que nous ne sommes pas invités, on va à Paris le samedi soir et le dimanche, on adore.

*Alain Fournel* – On profite vraiment de la vie parisienne.

*Renate Fournel* – Tout ce qui se passe : culture, expo, théâtre, cinéma, et restaurants, on adore aller dans les restaurants. Mais pour y vivre...

*Alain Fournel* – Non.

Malgré l'attachement à la « vie parisienne », ce couple aisé, dont les enfants ne vivent plus au domicile, mais au contraire à Paris, ne souhaite pas y déménager. C'est également le cas de Christiane Joubert (née en 1961, salariée dans l'industrie hospitalière, mariée à un médecin avec 3 enfants) qui est en train de vendre sa maison au moment où je la rencontre. Le prix de vente de la maison – un million d'euros – permettrait au couple, dont les enfants ne vivent plus au domicile, de déménager à Paris, mais elle et son mari préfèrent acheter à La Varenne un grand appartement avec une terrasse de 165 mètres carrés :

*Christiane Joubert* – On aime beaucoup sortir à Paris mais on est très contents de rentrer à Saint-Maur en fait. Et on avait hésité à partir sur Paris et puis on s'est dit que... non. J'aime bien rentrer ici au calme.

La distance à Paris favorise en effet la tranquillité, l'enclavement et donc l'entre-soi des quartiers étudiés, comme nous l'avons montré dans le chapitre précédent. Léonie Oudot (née en 1966, mère au foyer mariée à un chef d'entreprise avec 3 enfants) qui habite au Parc de la

Vervolière à Rueil-Malmaison, profite de l'éloignement à Paris, qui est pour elle synonyme de sécurité lorsque je la rencontre trois mois après les attentats de novembre 2015 :

*Léonie Oudot* – Je vais pas à Paris. Plus le temps passe, plus je suis bien ici à Rueil, où y'a moins de circulation, y'a moins de monde, y'a moins de danger. Vous voyez tout le mois de décembre, janvier [après les attentats de novembre 2015] on n'est pas allés à Paris. On se sentait plus en sécurité chez nous. On avait une sensation de ... [...] donc on s'est un peu enfermés à Rueil.

Quelques années plus tôt, elle s'y rendait au moins une fois par semaine, notamment car ses enfants prenaient des cours de langue étrangère rare. Au moment de l'enquête elle me dit : « J'ai moins de temps. Mes activités sont ailleurs maintenant, c'est golf, le chien, la maison ». Gilles Marzin (né en 1950, architecte, marié à une radiologue avec 2 enfants) qui habite également au Parc de la Vervolière, profite aussi de l'enclavement de son quartier. Cependant cette localisation en banlieue peut selon lui peser sur les enfants, en raison de l'éloignement vis-à-vis des transports en commun, voire les éloigner de la vie culturelle et active de Paris. Il décide donc de les équiper de voitures électriques dès leurs 14 ans afin de leur garantir une forte accessibilité à Paris :

*Gilles Marzin* – Comme je voulais pas les... je voulais qu'ils puissent sortir, à l'époque ça ne se faisait pas mais ils ont eu des voitures sans permis. Dès l'âge de 14 ans. [...] Ce qui fait qu'ils pouvaient aller à Paris. Pour aller au ciné, pour aller voir des expositions, voir leurs copains, leurs grands-parents. Donc c'est aussi, ils sont pas restés confinés Rueil-Malmaison. Très tôt. Voilà.

Le jeu entre distance et proximité dépend donc des moyens financiers, et par conséquent des moyens de mobilité, et de la capacité à articuler plusieurs échelles. L'exemple de Nathalie Champemont qui va à Paris pour acheter le sirop de maïs nécessaire à sa *pecan pie* montre l'imbrication des échelles dans les choix et les pratiques résidentielles. En effet, c'est un déplacement qui témoigne du lien entre son bassin de vie et l'échelle métropolitaine mais également du rôle de l'échelle internationale puisque c'est une habitude alimentaire prise lors de son expatriation aux États-Unis. Il s'agit donc à présent de montrer comment ses logiques d'ancrage s'articulent à des pratiques de mobilité pour ces ménages de classes supérieures du pôle privé.

### 3.2 L’ancrage couplé à des stratégies de mobilité

Être mobile, et notamment à l’échelle internationale, est vu comme un élément fondateur de la puissance des « nouvelles » classes supérieures (Gombert, 2008 ; Wagner, 1998) dont la montée en puissance est liée à la tertiairisation, la mondialisation et plus récemment à la financiarisation de l’économie (Godechot, 2013). Les travaux sur ces nouvelles classes dominantes, montrent que cette mobilité ne supprime pas d’anciennes logiques de notabilité et d’ancrage du pouvoir à l’échelle territoriale (Wagner, 1998). Certes, plus les individus sont mobiles et plus leur capital social est transnational, mais ils n’en sont pas pour autant moins enracinés dans leur contexte local ou national (Andreotti, Le Galès et Moreno Fuentes, 2016). Au contraire, nous avons montré la persistance de l’attachement et de l’ancrage à l’échelle locale. La fraction de classe étudiée est mobile, et ce d’autant plus que le coût des déplacements pèse peu dans le budget familial. Mais tous les ménages ne le sont pas avec la même intensité ni aux mêmes échelles. Il s’agit à présent d’étudier plus finement ces stratégies de mobilité, qui diffèrent selon les sous-groupes étudiés, ainsi que leur articulation avec les logiques d’ancrage et les rétributions spécifiques qui lui sont associées.

#### *Mobilité professionnelle des hommes des ménages enquêtés*

La profession est l’une des principales raisons de la mobilité des classes supérieures, qui s’effectue à la fois de manière quotidienne à l’échelle métropolitaine et de manière plus ponctuelle à l’échelle nationale et internationale, allant parfois jusqu’à l’expatriation. Les personnes en emploi des ménages étudiés effectuent des déplacements quotidiens à l’échelle francilienne dans le cadre de leur travail. Le choix de la localisation de la résidence principale joue un rôle dans ces mobilités. En effet, la localisation en banlieue implique souvent des trajets du domicile au travail assez longs. Cette mobilité francilienne, coûteuse en temps et en énergie, est plus courante chez les hauts cadres du secteur privé<sup>80</sup>, et plus rare chez les chefs d’entreprise et les professions libérales, qui peuvent davantage décider de la localisation de leur activité et font souvent le choix de la proximité (cf. *supra*). Cécile Lambert (née en 1962, consultante à

---

<sup>80</sup> Les ménages de cadres prennent en compte leurs déplacements professionnels dans leurs choix résidentiels mais l’ancrage qui se développe dans un second temps exposé plus haut, peut entraîner un accroissement des temps de trajet domicile-travail en cas de déménagement des entreprises.



domicile, 2 enfants) met en avant le « courage » de son mari, directeur financier, qui réalise des déplacements quotidiens en voiture entre Rueil-Malmaison et Roissy :

*Lorraine* – Et votre mari il travaille à La Défense?

*Cécile Lambert* – Non non, il travaille loin, il travaille près de Roissy. Ouais il est courageux, conduire ne le gêne pas, dans les bouchons. Enfin le gêne pas, le gêne mais il s'en accommode.

En parallèle de ces déplacements quotidiens, les postes à responsabilités occupés par les hommes des ménages étudiés les amènent également à se déplacer régulièrement pour leur travail en France ou à l'étranger, en particulier pour les cadres supérieurs et dirigeants du secteur privé. Ces déplacements peuvent parfois concerner plus de la moitié du temps de travail des personnes concernées. Ils réduisent également le temps de présence des hommes au domicile et donc leur investissement dans le travail domestique et l'éducation des enfants (cf. chapitre 6). Les hauts cadres du secteur privé rencontrés ont parfois connu une période d'expatriation de plusieurs années (cf. *infra*). Ces mobilités professionnelles, qui s'organisent à l'échelle locale, nationale et internationale, sont le pendant d'emplois à grandes responsabilités et fortement rémunérés. Elles apportent donc des ressources financières aux ménages et sont un élément constitutif de l'appartenance aux classes supérieures.

#### *Les bénéfices symboliques tirés de l'expatriation*

L'internationalisation croissante des cadres appartenant au pôle privé des classes supérieures conduit certains ménages à s'« expatrier ». Ces migrations privilégiées sont moins étudiées que celles plus contraintes, malgré un dynamisme récent des travaux s'y intéressant, qui portent d'ailleurs une attention particulière à la sphère familiale et privée (Wagner, 1998 ; Coles et Fechter, 2008 ; Lundström, 2014 ; Gellereau, 2017 ; Cosquer, 2018). Le retour de ces migrant·e·s dans leur pays d'origine est, quant à lui, encore moins étudié que leur départ. Grâce à mon enquête sur les pratiques résidentielles des classes supérieures du pôle privé, j'ai pu rencontrer trois ménages à Saint-Maur-des-Fossés et quatre ménages à Rueil-Malmaison ayant connu une expatriation. L'étude de leurs trajectoires migratoire et résidentielle nous renseigne sur les bénéfices tirés de la migration et sur la nature des efforts de conversion des capitaux accumulés à l'étranger.

Pour les hommes de ces ménages, l'expatriation est une opportunité professionnelle permettant d'accéder à un niveau de responsabilités hiérarchiques et de rémunération supérieur à celui connu en France. L'expatriation entraîne donc une hausse du niveau de vie et du statut social du ménage et elle provoque également l'éloignement des femmes – souvent définitif – du marché du travail (cf. chapitre 6). Cette mobilité à l'échelle internationale leur permet d'acquérir du « capital international » (Wagner, 1998) qui ne se substitue pas à leur ancrage local. Conserver son ancrage implique parfois des coûts supplémentaires comme c'est le cas lorsque les ménages ne louent pas leur maison pour pouvoir y retourner pendant leurs vacances. Valérie Devaux garde par exemple sa maison dans le Domaine de la Vervolière pendant son expatriation de trois ans à Boston pour les allers-retours de la famille, même si ces derniers sont assez rares (entre deux et trois fois par an). Marie Bertin (née en 1964, professeure des écoles, mariée à un directeur général, 3 enfants) fait de même avec son appartement pendant son expatriation de cinq ans au Nigeria :

*Marie Bertin* : On l'a prêté à plein de monde (elle rit) ! On l'a pas loué, on l'avait laissé à dispo, comme ça nous on revenait, on en profitait et on l'a prêté à tous les copains expat qu'on croisait qui voulaient venir à Paris, nos frères et sœurs. Comme il était petit, ça nous permettait d'avoir un pied-à-terre et de revenir, laisser nos affaires...

Garder son logement pendant son expatriation permet donc à la fois de revenir plus facilement mais aussi de rendre service à ses proches et ses ami·e·s, et ainsi entretenir son capital social.

Ces expériences prolongées à l'étranger dotent les familles étudiées d'un « capital international » (Wagner, 2011). Conformément à ces résultats, mon enquête montre également que suite à l'expatriation, l'échelle internationale est inscrite pour longtemps dans les référentiels des ménages étudiés, comme le montre l'attrait pour les langues, l'étude des choix scolaires qui incluent des possibilités à l'international pour les enfants ou encore les choix de sociabilités. Salomé Mercier (née en 1966, femme au foyer mariée à un cadre dans la banque, 3 enfants) souligne l'ouverture que cette expérience lui a apporté :

*Salomé Mercier* – Vous faites connaissance de tas de gens, vous êtes confrontés à des tas de choses... Je pense que ça m'a beaucoup ouvert en fait, parce que bon moi j'étais quand même, pour moi quand je suis partie du 7ème à Levallois c'était déjà une grande étape (rires). Pour ma mère je parlais quasiment en province ! Et franchement maintenant je cherche à me lier avec des nouvelles personnes, ou à rencontrer des gens

ou quand il y a des gens qui sont étrangers aussi etc. j'aime bien, je me suis liée avec plusieurs maman d'amis de mes enfants parce que justement elles venaient d'autres pays et j'aime bien découvrir d'autres cultures. Je pense que c'est le fait d'avoir vécu à l'étranger ça ouvre.

La plupart des personnes rencontrées ayant connu un séjour d'expatriation à l'étranger mettent en avant les bénéfices symboliques tirés de la migration, comme c'est le cas ici avec l'ouverture d'esprit. Elles utilisent cette expérience comme un argument afin de se distinguer de personnes de leur entourage comme c'est le cas d'Isabelle Fabre (née en 1968, mère au foyer mariée à un directeur financier, 3 enfants), qui a vécu à Londres, à Singapour et à Taïwan en expatriation et qui considère que cette expérience l'a transformée. Elle critique notamment ses voisin·e·s du Parc de la Vervolière qui n'ont pas son ouverture d'esprit et créent selon elle des « bisbilles » :

*Isabelle Fabre* – Dès que vous passez à travers quelque chose qui va être un peu difficile, je pense que vous en sortez renforcé. Voilà. Et vous connaissez mieux vos priorités. Par exemple les soucis de voisinage sur le stationnement ça paraît un peu futile ! Bon après tout si y'a des gens que ça amuse, tant mieux, enfin tant pis ! Du coup je pense que j'ai pas le même regard que quelqu'un qui n'a pas bougé, n'a pas vu autre chose.

Marie Bertin se moque de la « dimension paranoïaque » des habitant·e·s de Saint-Maur-des-Fossés au regard du niveau de sécurité de la commune. Elle me dit à ce sujet : « les gens effectivement vivent en insécurité mais ils n'ont pas les réflexes pour repérer si y'a de l'insécurité, moi je les ai. ». Cette forme symbolique de « capital international » est un atout distinctif pour tou·te·s les membres du ménage, y compris pour les enfants qui grandissent à l'étranger et bénéficient d'un autre système éducatif qui leur « ouvre l'esprit » selon Isabelle Fabre :

*Isabelle Fabre* – Ce qui est très intéressant, notamment en histoire, on vous demande pas d'apprendre tant de choses par cœur, on vous demande de prendre position et d'argumenter. Par exemple pensez-vous que Shakespeare a vraiment existé ? [...] Voilà ils ont douze ans on leur demande ça. Voilà on leur serine pas l'esprit, on leur gave pas l'esprit avec les articles partitifs et les superlatifs absolus, relatifs, qui n'ont aucun intérêt mais ils écrivent davantage, ils lisent davantage. Ils ont l'esprit bien plus critique. Voilà. Donc je pense que du coup, le fait qu'ils soient allés à l'étranger ça leur a ouvert l'esprit, ils reviennent et [...] ils ont ce : « Mais c'est ridicule pourquoi on a dû apprendre ça ? À quoi ça sert ? » Et au fond ils ont raison !

Le retour d'« expatriation » pose la question du rapatriement des bénéfices tirés de la migration pris en charge par les femmes. On verra notamment dans le chapitre 8 que les différences de systèmes éducatifs rendent parfois difficile le retour en France pour les enfants concernés et que l'« esprit critique » ne se traduit pas forcément en réussite scolaire, qui plus est dans les lycées prestigieux fréquentés. Les femmes de ces ménages convertissent également le capital économique accumulé par le foyer pendant l'expatriation en capital symbolique à travers l'acquisition d'une grande maison cossue de banlieue. L'« expatriation » et son style de vie particulier modèlent les goûts des ménages enquêtés, davantage à la recherche d'un logement spacieux (cf. chapitre 5) et d'un quartier marqué par l'entre-soi, voire la fermeture résidentielle (cf. chapitre 3).

*Les mobilités de loisirs entre voyages à l'international et séjours dans les maisons secondaires*  
Au-delà des mobilités, surtout professionnelles, à l'échelle francilienne, les mobilités de loisirs occupent une place importante dans les déplacements des membres de la fraction de classe étudiée. Cette mobilité récréative a d'ailleurs parfois compliqué la prise de rendez-vous pour les entretiens durant mon enquête de terrain. Les ménages étudiés mentionnent régulièrement « des voyages très lointains » (Colette Prévost) en entretien, qu'ils organisent fréquemment comme Béatrice Cartier : « Nous on adore New-York, on adore New-York, on y est très souvent ».

Un peu plus d'un tiers des ménages enquêtés possède une résidence secondaire dans laquelle ils se rendent régulièrement et qui structure leurs déplacements à l'échelle nationale, comme c'est le cas de Jean-Claude Loison qui possède deux résidences secondaires, qui ne l'empêchent pas de faire des voyages à l'étranger avec sa femme :

*Jean-Claude Loison* – Honnêtement franchement, où on reste ici, où on part sur Cannes, on peut partir aussi sur la montagne, on est aussi là-bas, où on est en voyage à l'étranger.

Certains ménages achètent une résidence secondaire en Normandie car ils valorisent la proximité à Paris, à l'instar de Christian Lesage qui me dit avoir choisi Trouville car c'est « la mer et le dépaysement » à « une heure et demie deux heures de Paris ». Colette Prévost (née en 1950, secrétaire à mi-temps dans l'entreprise de son mari, 1 enfant), qui me parle d'un voyage sur l'île Maurice deux mois avant notre entretien, a également deux résidences secondaires, une

dans le golfe de Saint-Tropez et l'autre à Deauville, qui remplissent des fonctions différentes selon leur éloignement à Paris :

*Lorraine* – Est-ce que vous avez une maison secondaire?

*Colette Prévost* – Oui. Nous en avons deux. Nous avons une maison dans le golfe de Saint-Tropez, [...] et nous avons une autre maison, que nous sommes en train de rénover à Deauville, c'est beaucoup plus proche. Pour les petites c'est quand même mieux, c'est moins loin, c'est vrai que ça fait 900 km, c'est une expédition de descendre dans le Sud.

Plus rarement, la maison secondaire est à l'étranger, et cette localisation témoigne de la forte internationalisation d'une frange des classes supérieures (Wagner, 1998). C'est le cas de la famille Oudot. Léonie Oudot (50 ans, femme au foyer, mariée à un chef d'entreprise, 3 enfants) est danoise et est arrivée en France à la fin des années 1980 pour ses études en école de commerce. Elle décide de s'installer et travailler en France et rencontre son mari dans les années 1990. En 2001, les beaux-parents de Léonie Oudot partent vivre à Los Angeles et la famille s'installe dans la maison qu'ils ont construite à Rueil-Malmaison. Le ménage achète ensuite à son tour une maison secondaire à Los Angeles, pour pouvoir se rapprocher des beaux-parents. Cette maison, louée la plupart du temps, est également un placement financier. Leur grande mobilité à l'échelle internationale est notamment visible dans leur décoration intérieure avec une carte du monde est affichée dans leur salon, où sont punaisés les multiples endroits qu'ils ont visité. Leur mobilité récréative à l'échelle internationale se combine avec d'autres déplacements à l'échelle nationale, puisqu'ils bénéficient également d'un appartement dans les Alpes.

Les déplacements professionnels et de loisirs des classes supérieures mettent en lumière leur forte mobilité. Ces stratégies de mobilité sont possibles grâce à l'engagement des femmes dans la gestion de l'économie domestique et parfois grâce à leur désengagement de leurs carrières professionnelles. Ces fractions de classe disposent également des ressources nécessaires leur permettant d'être mobiles dans de très bonnes conditions. Au-delà d'un confort matériel, ces stratégies de mobilités leur permettent d'augmenter leurs capitaux, à la fois en termes de statut résidentiel grâce aux maisons secondaires mais également car les postes du secteur privé impliquant une forte mobilité (déplacements ou expatriation) sont fortement valorisés et rémunérés. Les figures plus traditionnelles des « notables » à l'échelle locale (professions

libérales, chefs d'entreprise) sont moins mobiles. Cependant, ces personnes peuvent compenser leur moindre internationalisation par un ancrage intergénérationnel à l'échelle locale.

### **3.3 Ancrage local intergénérationnel**

Les stratégies d'ancrage résidentiel intergénérationnel, centrales dans la captation du capital d'autochtonie chez les classes populaires (Retière, 2003), sont également présentes chez les classes supérieures qui s'inscrivent alors dans des lignées de notables. Cet ancrage intergénérationnel permet aux enquêtés concernés de bénéficier de transmissions matérielles (patrimoine immobilier, entreprise) et immatérielles (prestige, opportunité).

L'ancrage intergénérationnel a été davantage mis en avant sur mon terrain à Saint-Maur-des-Fossés, où j'ai rencontré quatre enquêtés qui avaient grandi dans la commune. C'est le cas notamment de la famille Guillet, ancrée à Saint-Maur-des-Fossés depuis au moins quatre générations. À l'origine de cette lignée, le grand-père paternel de Benoît Guillet naît à Saint-Maur-des-Fossés dans les années 1850. Il part ensuite vivre à Paris mais achète une maison de villégiature sur les bords de Marne. Son fils, le père de Benoît Guillet, naît à son tour à La Varenne, y réside toute sa vie et y fonde une entreprise. Benoît Guillet (né en 1935, retraité ingénieur, marié avec 4 enfants) perpétue cet ancrage : il reprend l'entreprise familiale et après un passage rapide dans un appartement à La Varenne, il achète avec sa femme en 1967 dans ce même quartier la maison dans laquelle le couple me reçoit pour un entretien. Aucune de leur quatre filles n'est restée à Saint-Maur-des-Fossés et toutes vivent en province, sauf une qui habite à Vincennes. Toutefois Benoît Guillet me recommande ensuite à la fille de son cousin, Marie-Laure Guillet (née en 1955, présidente d'une association de réinsertion, célibataire), qui réside elle aussi, ainsi que son frère, à La Varenne. L'ancrage de cette partie de la famille a été facilité par le grand-père de Marie-Laure – l'oncle de Benoît – un architecte de renom qui a construit de nombreuses propriétés à Saint-Maur-des-Fossés, parmi lesquelles certaines sont classées aux Monuments de France. Un patrimoine immobilier d'envergure est resté dans la famille : Marie-Laure habite dans une maison dont elle a hérité, outre des locations, qui a été construite par son grand-père, Louis Guillet. Elle a fait encadrer dans son salon un croquis d'un plan de coupe qu'il a réalisé et milite pour la reconnaissance de son travail et notamment la création d'une rue à son nom.

Cet exemple d'ancrage intergénérationnel rend particulièrement visibles les logiques de reproduction et d'héritages, à la fois de biens matériels (maison, entreprise, etc.) et immatériels (opportunités, renom). Il montre l'importance des bénéfices tirés par les générations les plus récentes<sup>81</sup>, en termes économiques mais aussi symboliques. Le nom de famille fonctionne comme un signal fondamental de cette respectabilité locale, surtout pour les hommes qui le conservent toute leur vie ou pour les femmes qui ne se marient pas, comme c'est le cas de Marie-Laure Guillet.

Cette respectabilité confère à Marie-Laure Guillet un certain pouvoir à l'échelle locale, qui lui a par exemple permis de faire classer son logement construit par son grand-père comme monument remarquable dans le PLU et qui lui permet d'entreprendre des démarches auprès de l'équipe municipale pour la création d'une rue au nom de ce dernier. Cette respectabilité a facilité son engagement à l'échelle locale puisqu'après une carrière de cadre dans la banque, elle a fondé vingt ans avant l'enquête une association de réinsertion qu'elle préside et qui emploie trente-trois salariés. En entretien, elle insiste sur la façon dont elle a pu investir son capital social local dans la réussite de cette association :

*Marie-Laure Guillet* – Ça a été très important que ce soit mon frère [qui travaille avec elle] et moi, que ce soit des Guillet, qui soyons là. Ça a ancré. Parce que vous savez, surtout dans des coins quand même très bourgeois comme ici, la pauvreté ça fait peur, on veut pas la voir, à la limite on veut bien faire des chèques mais on veut surtout pas la voir. Et le fait que ce soit Jean et moi qui étions quand même des bourgeois reconnus de Saint-Maur-des-Fossés, par notre filtre quelque part ça cautionnait et ça rassurait que ce soit la petite mère Guillet avec ses diamants qui viennent, et ça passe bien de faire passer la grande misère comme ça. Aussi paradoxal que ça puisse paraître, moi j'ai sorti mes bijoux à partir du moment où j'ai milité pour la grande misère. Ça rassure.

---

<sup>81</sup> Cependant cette reproduction n'est pas automatique et Marie-Laure Guillet me dit en entretien que le fils de son frère n'a pas pu acheter une maison à Saint-Maur-des-Fossés : « Là mon neveu vient d'acheter de l'autre côté de la Marne, mais ça a été dur d'aller de l'autre côté de la Marne. Parce qu'il était sur Saint-Maur mais bon les prix... Les prix étaient impraticables pour des jeunes sur Saint-Maur. Donc il est quasiment dans la continuité juste de l'autre côté de la Marne, dans le bas de Chennevières, mais on passe le pont c'est différent (elle rit) ! »

Cette association lui donne une forte visibilité sur la scène locale, à la fois auprès des élu·e·s, mais également des habitant·e·s, et traduit la position dominante acquise par sa famille dans le quartier tout en attestant de ses valeurs morales et humaines. Le temps qu'elle consacre à cette activité de la taille d'une PME fait d'elle une véritable entrepreneuse à l'échelle locale.

À Rueil-Malmaison, seule une enquêtée est née et a grandi dans la commune. Mais on observe d'autres cas d'ancrage intergénérationnel, comme c'est le cas de la famille Lesage à Rueil-Malmaison dont trois générations différentes se sont installées au Parc de la Vervolière. Au début des années 1960, les parents de Christian Lesage (né en 1944, retraité chef d'entreprise, veuf avec 2 enfants) quittent leur appartement dans le IV<sup>e</sup> arrondissement de Paris – alors que ce dernier a 18 ans – et achètent un lot dans le Parc qu'ils font construire. Cet achat est facilité par une « opportunité » qu'ils saisissent grâce à l'oncle de Christian Lesage, qui est adjoint au conservateur du musée du Château de la Vervolière – preuve s'il en faut du rôle du capital social dans les trajectoires résidentielles des ménages de classes supérieures. Quelques années plus tard, Christian Lesage se marie, reprend l'entreprise familiale – fondée par son père et installée à Rueil-Malmaison –, quitte le domicile de ses parents et achète à son tour un lot de 5 000 mètres carrés dans le Parc, encore une fois grâce à une « opportunité ». Dans les années 2000, le couple achète une résidence secondaire au Touquet. Suite au décès de sa femme, une réorganisation spatiale de la famille se décide. Christian Lesage s'installe dans la « poolhouse » – appartement avec une grande verrière construit à côté du tennis – qui devient son pied-à-terre quand il n'est pas au Touquet, et ses deux fils viennent habiter avec leur famille sur sa parcelle – ils sont mariés et ont respectivement deux et trois enfants. Son fils aîné reprend la maison familiale, et Christian Lesage déplace le couple d'employé·e·s domestiques qui vivait dans une maison de gardiens pour faire construire à la place une maison pour son fils cadet. Ce « regroupement familial » n'est pas conforme aux règles strictes imposées par les statuts du Parc de la Vervolière qui interdisent que plusieurs familles vivent sur le même lot. Mais le conseil syndical se montre d'autant plus compréhensif que Christian Lesage en est le président, à la suite de son père qui a occupé cette fonction pendant de « longues années ». Contrairement à sa propre trajectoire résidentielle, les enfants de Christian Lesage n'ont pas pu acheter à leur tour une parcelle pour devenir propriétaire dans cet espace d'entre-soi qui a vu la valeur des biens augmenter fortement après les années 1980. Mais ce relatif déclassement est atténué par



la nouvelle configuration qui leur permet de maintenir leur statut résidentiel. Cet exemple n'est pas isolé puisque c'est également le cas de Jean-Claude Loison qui partage avec son fils sa parcelle d'un peu moins d'un hectare.

Comme on l'a montré dans cette sous-partie, la spécificité des classes supérieures n'est pas tant d'être davantage mobiles que d'autres groupes sociaux mais de pouvoir articuler les logiques d'ancrage et de mobilité et de conjuguer les profits matériels et symboliques de ces deux rapports différents à l'espace.

## Conclusion

Dans *Un monde à la carte* les auteur·trice·s concluent que le point d'ancrage des cadres européens étudiés est davantage l'aire urbaine que le quartier (Andreotti, Le Galès et Moreno Fuentes, 2016). Les ménages du pôle privé des classes supérieures enquêtés, sont au contraire résolument ancrés à l'échelle du quartier. Ils sont attachés à son histoire, s'impliquent à son échelle, y développent un réseau social et y ancrent leurs pratiques de loisirs et de consommation. Mais ce quartier n'est pas seulement le cadre où se déroule leur vie familiale et parfois professionnelle : il est également une ressource pour ces ménages. Ce chapitre a montré les stratégies mises en œuvre par les personnes enquêtées afin de maximiser les ressources symboliques et matérielles retirées de l'espace local. Ces ressources sont d'autant plus fortes qu'il existe un sentiment d'appartenance à l'échelle locale et que le groupe constitue une communauté (Lenoir, 2016). La stabilité résidentielle est aussi une condition nécessaire à l'accumulation des ressources tirées de l'espace et elle conforte le pouvoir local forgé à l'échelle du quartier.

D'abord, les personnes enquêtées vivant dans la banlieue résidentielle sont impliquées dans des entreprises de patrimonialisation et de valorisation du patrimoine historique et écologique du quartier afin de rehausser leur statut résidentiel. Elles empêchent ainsi la densification du quartier, augmentent sa valeur et ses rétributions symboliques. Elles s'investissent dans des groupes institutionnalisés – tels que les conseils syndicaux et de village, les associations de parents d'élèves et la paroisse – afin de contrôler l'espace mais également d'encadrer les

conditions de socialisation et d'éducation de leurs enfants. De plus, ces institutions, ainsi que les relations amicales et de voisinage, stimulent leur capital social local, instrument majeur de la reproduction des classes sociales dominantes (Bourdieu, 1980). Ces engagements à l'échelle locale s'accompagnent d'une inscription des pratiques au sein du quartier, qui ensemble consolident le sentiment d'appartenance. Cette appartenance s'inscrit dans la durée puisque la plupart des ménages sont ancrés dans leur commune, et ce parfois sur plusieurs générations. Cet ancrage vient à son tour, renforcer le capital social érigé à l'échelle locale. Les membres des classes supérieures du privé articulent de manière profitable ces logiques d'ancrage avec des pratiques de mobilité, une part importante d'entre-elles-eux faisant partie des élites transnationales identifiées dans la littérature (Andreotti, Le Galès et Moreno Fuentes, 2016).

Cette partie a montré le rôle des quartiers d'entre-soi comme marqueurs statutaires, analysant à la fois le pouvoir qu'ont les habitant·e·s sur l'espace, visible à travers leurs trajectoires résidentielles et à travers le travail de marquage des frontières, ainsi que les ressources qu'elles·ils en retirent. Dans le coton de l'entre-soi, les enquêté·e·s dépeignent des relations « gaies », des espaces « accueillants » et des voisins « charmants ». Si les personnes enquêtées se saisissent de l'entretien pour appuyer qu'il fait bon vivre dans le quartier où elles ont « fait leur trou », c'est tout d'abord pour témoigner du « privilège » qu'elles ressentent, même si elles le minimisent en en faisant un « concours de circonstance » davantage qu'un effet des inégalités sociales. C'est également pour appuyer leur choix résidentiels, dont elles prouvent la rationalité face à l'enquêtrice. C'est enfin une manière de maîtriser le discours porté sur la ville ou le quartier et d'en augmenter les rétributions symboliques et matérielles en appuyant son prestige et sa réputation – selon une logique de prophétie auto-réalisatrice.

Cet investissement à l'échelle du quartier se prolonge au sein du logement, lieu par excellence du repli de cette fraction des classes aisées. Les personnes enquêtées ne s'impliquent pas à l'échelle des quartiers observés au détriment de leur vie familiale et de leur foyer. Au contraire, après avoir trouvé l'endroit où l'homogénéité sociale assure la tranquillité et où la localisation permet d'avoir de l'espace, les ménages enquêtés se tournent de manière préférentielle vers leur foyer. L'implication dans les associations locales permet le plus souvent d'œuvrer pour leurs propres intérêts et ceux du groupe mais elle ne s'accompagne pas d'un engagement ou d'un

intérêt politique plus large comme nous le verrons dans la dernière partie de cette thèse. Ayant choisi un quartier résidentiel où ils peuvent vivre « cachés », les ménages investissent la sphère familiale et privée pour vivre « heureux ».



## **Partie 3**

### **Le repli sur l'espace du foyer**



L'espace domestique est un point d'entrée privilégié pour l'analyse des classes sociales (Gilbert, 2016a) qui permet de saisir les arrangements familiaux. Il est le lieu d'enjeux matériels et symboliques inextricables et rend les dispositions de classe particulièrement saillantes (Bourdieu, 2000). Pourtant, peu de travaux portent sur l'espace domestique des classes supérieures. Une conséquence de ce faible intérêt pour l'espace domestique est que les femmes sont largement invisibilisées au sein des travaux sur les classes supérieures, et ce alors qu'elles effectuent un travail domestique, symbolique et social qui contribue au positionnement du ménage et à sa reproduction (Ostrander, 1984 ; Sherman, 2017).

L'entrée par l'espace domestique semble particulièrement pertinente pour étudier les fractions du privé. Les ménages étudiés se caractérisent par leur repli sur leur monde privé, qui témoigne de l'importance accordée aux logiques familiales et aux besoins des enfants et qui pèse principalement sur les femmes. La socialisation à l'œuvre dans ces foyers participe des dynamiques de reproduction sociale, en transmettant notamment aux enfants un rapport dominant et genré à l'espace. On l'a vu dans la partie précédente, contrairement aux gentrificateurs du Bas Montreuil (Collet, 2015), les ménages enquêtés ne sont pas du tout gênés par l'aspect « banlieusard » de leur quartier et ne cherche pas à recréer des espaces de centralité, de mixité et de circulation. À ces espaces fortement spécialisés correspondent des rôles de genre tout aussi définis au sein de la famille. Cette frontière forte établie entre l'intérieur et l'extérieur qui recoupe une frontière genrée au sein du foyer familial est un principe structurant de l'avènement de la bourgeoisie (Hall, 1987). La distinction d'une élite bourgeoise s'est faite de concert avec « de nouvelles démarcations des rôles dévolus à chaque sexe » (Hall, 1987, p. 82) et l'assignation des femmes à la gestion de l'économie domestique et à la tenue du foyer.

Il s'agira en premier lieu d'étudier en quoi l'acquisition d'une grande maison en banlieue est un déterminant fondamental de l'appartenance à la fraction du privé des classes supérieures (chapitre 5). Ce chapitre portera une attention accrue à la maison comme bien matériel, en s'intéressant à ses modalités de financement, mais également à son incarnation spatiale à travers la disposition des pièces et leur décoration. Nous analyserons ensuite les rapports de genre qui se déploient en son sein, en s'intéressant tout particulièrement aux femmes au foyer ou

travaillant à temps partiel ou à domicile (chapitre 6), qui sont fortement majoritaires au sein du groupe des ménages enquêtés. Il s'agira de comprendre à la fois les déterminants de leur situation professionnelle, de décrire le travail du style de vie qu'elles prennent en charge (Sherman, 2017) et la stigmatisation dont elles font l'objet.

Étudier le logement et la gestion de l'économie domestique nous amènera à nous intéresser aux pratiques de consommation des ménages enquêtés tout au long de cette partie. En effet, le logement peut être considéré comme un bien de consommation et le travail du style de vie pris en charge par les femmes. Il s'agira plus précisément d'analyser le rôle joué par leur forte dotation en capital économique dans la structuration de ces pratiques, et de voir comment, en retour, ce travail de consommation participe au positionnement social des enquêté·e·s.



## **Chapitre 5**

### **Investir de grandes maisons. La propriété et l'aménagement du logement comme moyen de distinction**

J'arrive chez Colette Prévost pour notre entretien en début d'après-midi. Sa « villa », comme elle me l'a décrite au téléphone, est au cœur du quartier de La Varenne à Saint-Maur-des-Fossés. On ne l'aperçoit pas depuis la rue, en raison d'un grand portail noir. Je sonne au visiophone, elle m'ouvre après s'être assurée de mon identité et je m'engage dans une allée bétonnée au bout de laquelle se trouve la maison. Elle est de plain-pied, de style années 1980, entièrement entourée par une bande de terrasse et légèrement surélevée avec des plantations de type rocaille en pente. Colette Prévost m'ouvre, elle a 76 ans, est relativement petite, avec les cheveux gris permanentés. Elle porte un tee-shirt à manches longues épais beige avec des motifs dorés et un pantalon noir. Alors que je pénètre dans la maison, je suis saisie par la richesse de la décoration : l'escalier et les sols sont en marbre, il y a une console en demi-lune en marbre dans l'entrée avec au-dessus un grand miroir d'époque avec des dorures. Les tons sont gris clair/beige rosé aux murs, associés à des rideaux et des fauteuils bordeaux et d'autres éléments de décoration plus ponctuels dorés, ainsi que des tableaux figuratifs classiques et des gravures d'époque. J'aperçois le salon, également très richement décoré, avec de grandes baies vitrées qui donnent sur une piscine, mais nous nous installons dans le bureau qui donne directement dans l'entrée. Elle me demande comment je connais la famille qui m'a recommandé et si j'habite à Saint-Maur-des-Fossés. Elle me prépare un café, qu'elle m'apporte sur un petit plateau, me prie de m'asseoir sur le bureau (« c'est vous qui travaillez ») et s'installe sur une méridienne en face de moi. Colette Prévost et son mari ont grandi dans des espaces traditionnels des classes supérieures – à Versailles pour elle, dans le XVI<sup>e</sup> arrondissement de Paris pour lui – et viennent d'un milieu favorisé : le père de Colette Prévost était colonel et sa mère au foyer, son beau-père était commerçant et sa belle-mère expert-comptable. Elle et il ont tous les deux grandi dans des logements dont leurs parents étaient propriétaires. Le couple a des capitaux scolaires modestes – elle est titulaire d'un BTS commercial et il est titulaire du Bac – mais ils se maintiennent dans les classes supérieures grâce à leur capital économique et à la création par

le mari d'une entreprise de promotion immobilière où sa femme a travaillé en tant que secrétaire. Leur trajectoire résidentielle renseigne sur les enjeux matériels et symboliques attachés aux biens immobiliers. Leur goût pour la propriété est fort puisque les époux deviennent propriétaires pour la première fois très précocement, à 22 ans, lorsqu'ils achètent un appartement de 38 m<sup>2</sup> à Maison-Alfort. Trois ans plus tard, ils achètent leur première villa à La Varenne, que Colette Prévost juge désormais « pas trop bien faite » et que son père appelait à l'époque le « tunnel urbain ». Cinq ans plus tard, à 30 ans, les époux Prévost accèdent à leur « rêve » et deviennent propriétaires d'une « villa » sur les bords de Marne, une véritable « adresse » dans le quartier. Cette maison à colombages de style anglo-normand, construite au début du XX<sup>e</sup> siècle les séduit par sa prestance. Colette Prévost me dit avoir eu le « coup de cœur intérieurement », notamment grâce au « plancher avec des lambourdes en chêne » et à la « superbe cheminée de château ». Mais la maison est mal exposée et aussi mal isolée, et lors d'une vague de froid, son mari déclare une hépatite. Le couple décide, quatre ans après l'avoir achetée, de la revendre pour faire l'acquisition d'un terrain et construire une maison, certes « moins tape-à-l'œil que la précédente », mais faite « d'après [leur] desiderata » et « qui [leur] corresponde ». C'est dans cette maison, où le couple vit depuis près de 30 ans, qu'elle me reçoit. En parallèle de ces acquisitions successives, véritable trajectoire résidentielle verticale, les époux s'engagent également dans une trajectoire horizontale et possèdent, outre leur résidence principale, deux résidences secondaires et plusieurs biens en location. Ils se rendent régulièrement dans leurs deux résidences secondaires, à Saint-Tropez et à Deauville, en parallèle de voyages qu'ils réalisent, comme c'est le cas à l'île Maurice quatre mois avant l'entretien. Colette Prévost s'investit dans la décoration de ses villas. Elle a particulièrement soigné l'aménagement intérieur de sa résidence principale, comme elle me le confie :

*Colette Prévost* – Moi comme j'ai des goûts de luxe de toutes façons (rires), c'est marbre au sol, des boiseries, enfin vous voyiez, des choses comme ça.

Ces aménagements, ainsi que la présence de nombreux éléments de décoration dorés (notamment les interrupteurs), de meubles d'époque XVIII<sup>e</sup> ou rococo et de peintures, peuvent être analysés comme des moyens de compenser la perte du cachet historique par rapport à son logement précédent et d'assurer leur statut résidentiel et le prestige symbolique de leur maison. La construction d'une piscine, qu'ils n'utilisent pas en raison de leurs deux résidences secondaires mais qui « fait bien dans le décor », participe également de ces logiques tout en

augmentant la valeur économique du bien. La trajectoire des époux Prévost peut être analysée à l'aune de leur ancrage dans les classes supérieures : jeunes, la possession d'une maison prestigieuse entérine leur appartenance de classe ; davantage établis au sein des classes supérieures, ils privilégient finalement le confort au prestige symbolique.

Comprendre les logiques d'appropriation du logement par les ménages enquêtés permet de compléter l'analyse de leur trajectoire résidentielle développée dans la partie précédente, qui les conduit à choisir des espaces homogènes de la banlieue résidentielle de la première couronne parisienne et à s'y ancrer. À travers l'achat et l'aménagement de leur maison, les ménages enquêtés construisent un foyer, qui matérialise leur repli sur la vie familiale. Le logement peut être considéré comme un objet de consommation parmi les plus pérennes et les plus conséquents en termes matériels et symboliques pour la famille. En raison de son coût, sa place est centrale dans les budgets familiaux et, dans le cas des ménages propriétaires, son achat est engageant. Du fait de la forte dotation en capital économique de la fraction de classe étudiée, les ménages enquêtés développent de véritables stratégies patrimoniales, au sein desquelles la propriété immobilière occupe une place importante. Le logement est également fondamental en termes symboliques (Bourdieu, 2000 ; Gilbert, 2014 ; Schwartz, 2012), c'est un lieu où les membres de la famille passent du temps et qui représente le projet familial. Le statut d'occupation, la localisation du logement, ainsi que sa forme et sa décoration sont de puissants marqueurs sociaux. Ce pouvoir classant des logements était déjà présent au XIX<sup>e</sup> siècle pour la bourgeoisie anglaise : « La demeure devait offrir davantage qu'un refuge pour abriter la famille, car elle était également le lieu des pratiques sociales et la marque extérieure de son niveau de vie » (Davidoff et Hall, 2014). Afin de témoigner d'une certaine appartenance de classe les ménages de classes supérieures s'investissent dans la décoration de leur intérieur, et en font une pratique particulièrement distinctive (Bourdieu, 1979). Ces enjeux matériels et symboliques liés au logement influencent les conditions de socialisation des membres du ménage.

Par construction, tous les ménages enquêtés sont propriétaires d'une maison. Mais ils forment un type de propriétaire particulier, dont la trajectoire résidentielle se caractérise, à l'instar de celle des époux Prévost, par une progression verticale – montée en gamme de la résidence secondaire – et horizontale – accès au statut de multipropriétaire. Il s'agira donc de comprendre

les spécificités de ces trajectoires de propriétaires (1), qui les distinguent de la majorité des ménages propriétaires, et de saisir notamment la place de l'endettement, qui est à la fois une condition de possibilité de l'enrichissement et un outil pour se distinguer des plus riches. Par ailleurs, les époux Prévost font finalement construire leur maison. Si c'est loin d'être une norme au sein des ménages enquêtés, cela témoigne de la recherche d'individualité (Davidoff et Hall, 2014) et de l'importance des critères qui guident l'achat du bien. Il s'agit pour les ménages enquêtés d'acquérir la maison idéale (2) qui offre suffisamment d'espace à toute la famille, et permette l'incorporation de dispositions de classe et d'un rapport dominant à l'espace. Le processus long et coûteux de la recherche de cette maison idéale est pris en charge par les femmes des ménages enquêtés. Enfin, tout comme Colette Prévost, les femmes prennent également en charge la décoration de leur intérieur. Il s'agira dans cette dernière partie de détailler la nature et la force des styles de décoration (3). Si tous les intérieurs traversés se rapportent à une esthétique de l'ordre, les différences qui ont été visibles au cours de mon enquête de terrain sont révélatrices de logiques de différenciation entre des sous-groupes au sein de la fraction de classe étudiée qu'il s'agira de préciser.

## **1. Accumuler du capital économique en se forgeant un patrimoine immobilier**

Les fractions des classes supérieures du privé conjuguent un goût pour la propriété avec de fortes dotations, qui leur permettent de s'engager dans l'accession à la propriété de manière précoce. Grâce au recours au crédit et à leurs hauts revenus, ces ménages s'engagent dans des carrières résidentielles marquées par une forte progression verticale et horizontale. En effet, ils changent de résidence principale au cours de leur cycle de vie et s'élèvent dans la hiérarchie des biens immobiliers, et acquièrent aussi souvent, plusieurs biens en parallèle. L'accumulation progressive de biens immobiliers, et le recours à l'endettement, permettent aux enquêté·e·s de tenir des discours de privation et ainsi de gommer leur richesse.

## 1.1. S'engager dans des carrières de (multi)propriétaires pour « se sentir chez soi »

Historiquement, la bourgeoisie est attachée au patrimoine immobilier (Davidoff et Hall, 2014) qui lui permet de convertir son pouvoir social en un pouvoir sur l'espace (Pinçon et Pinçon-Charlot, 2016). La propension à accéder à la propriété dépend à la fois du volume mais aussi de la structure du capital : les ménages à droite de l'espace social bourdieusien, davantage dotés en capital économique sont plus attachés à la propriété privée (Bourdieu, 2000). Sur ce point, les classes supérieures du privé se distinguent par leur capital économique important et prédominant. Pour ces fractions, la constitution d'un patrimoine immobilier, est un marqueur social important et un instrument déterminant de la reproduction à l'échelle des familles.

### *Dispositions de classe à la propriété*

L'accession à la propriété ne se décide pas qu'en fonction des revenus disponibles et dépend également des dispositions incorporées pendant la socialisation (Bugeja-Bloch, 2013). Les classes supérieures du privé ont des dispositions importantes à la propriété. En effet, la plupart des enquêté.e.s ont grandi dans des espaces dont leurs parents étaient propriétaires et leur socialisation familiale les a rendu très attachés au statut de propriétaire (Bonvalet et Gotman, 1992 ; Bourdieu, 2000). La force de ces dispositions est visible dans le discours de Nathalie Champemont (née en 1963, femme au foyer, mariée à un cadre dirigeant dans le secteur industriel, 3 enfants) qui m'explique avoir acheté une maison à Boston pour un séjour d'expatriation prévu comme provisoire pour « se sentir chez [elle] » :

*Nathalie Champemont* – On a un petit peu de mal à louer quand on peut acheter [rires]. On aime bien se sentir chez soi avec ses meubles, et puis comme on en avait la possibilité, nous l'avons fait. Non, nous ne pensions pas rester plus longtemps, on savait qu'on partait pour cinq ans maximum.

Les ménages enquêtés perpétuent cet attachement et s'inscrivent à leur tour dans une lignée de propriétaire. Si le fait d'être propriétaire est une situation majoritaire en France, où en 2013, 57,9 % des ménages sont propriétaires (Insee, 2017), ce n'est pas le cas en Île-de-France, où en 2014 ils sont 47,4 %<sup>82</sup>. De plus, les ménages enquêtés se distinguent en achetant leur premier

---

<sup>82</sup> <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3642600#titre-bloc-4>

bien immobilier à un jeune âge, entre 25 et 30 ans, situation très rare en France (Bugeja-Bloch, 2013), et ce d'autant plus que la durée des études s'allonge (Courgeau et Meron, 1995). En effet, selon l'enquête Logement de l'Insee, en 1996, 10,7 % des ménages dont la personne de référence a moins de 30 ans sont propriétaires occupants<sup>83</sup> (Insee, 2017). Béatrice Cartier (née en 1970, femme au foyer, mariée à un avocat associé) présente sa première acquisition comme témoignant de ces dispositions particulières. Elle arrive à Paris à l'âge de 23 ans, après avoir étudié dans une école de commerce à Rouen. Elle rencontre son futur mari, qui a fait ses études supérieures à Paris, et ils s'installent dans le studio du père de Béatrice, enseignant-chercheur en physique, avant d'acheter leur premier appartement à Paris à l'âge de 26 ans. Elle revendique à plusieurs reprises en entretien ce « choix » et cette volonté d'être propriétaire « dès le début » :

*Béatrice Cartier* – On a fait le choix, par rapport à tous nos copains qui se moquaient un peu de nous en fait en nous disant « mais vous êtes fous », parce que c'est vrai que la première année... on n'a pas voyagé, voilà. [...] On n'a jamais été locataire en fait. Et c'est un choix qu'on regrette vraiment pas.

L'accès à la propriété n'est pas seulement décrit comme un ajustement favorable entre des ressources économiques et des aspirations résidentielles, mais bien comme un véritable choix de vie, comprenant une dimension contraignante avec la mise en scène de relatifs sacrifices – ne pas voyager pendant un an. Le fait de n'avoir jamais été locataire, comme Béatrice Cartier, est révélateur de parcours résidentiels atypiques (Bonvalet, 2005), ancrés dans les classes supérieures.

Ce goût pour la propriété est le fruit de dispositions de classe ainsi que de conditions matérielles favorables. En effet, si les ménages restent peu dans le secteur locatif privé et accèdent précocement à la propriété, c'est notamment car beaucoup d'entre elles·eux ont été hébergé·e·s à titre gratuit ou préférentiel par leurs parents ou leurs grands-parents multipropriétaires. À leur tour, les ménages enquêtés cherchent à reproduire ces conditions favorables pour leurs enfants,

---

<sup>83</sup> Propriétaires au sens large d'accédant et non-accédant. Cette statistique est celle disponible la plus pertinente, étant donné qu'en 1996, une partie de mes enquêté·e·s avait moins de 30 ans. Pour information, ils sont 13,6 % en 2013 et 15,1 % en 1984 (Insee, 2017). Il serait intéressant d'avoir ce pourcentage pour l'aire urbaine parisienne, où l'on peut imaginer que les prix élevés retardent l'accession à la propriété et où les propriétaires non accédant sont deux fois moins nombreux que dans le reste de la France (Bugeja-Bloch, 2013).

en achetant des appartements qu'ils peuvent mettre à leur disposition. Malgré la pression immobilière grandissante en région parisienne, les enfants des ménages enquêtés deviennent propriétaires à un âge similaire à celui de leurs parents. La trajectoire résidentielle de Nadine Trajin (57 ans, retraitée professeure de chimie, marié à un cadre dirigeant, 4 enfants) illustre l'importance de ces lignées de propriétaires. À sa naissance en 1960, ses parents, qui étaient respectivement institutrice et ingénieur, étaient logés à titre gratuit chez leurs parents à Paris, avant de devenir propriétaires au Raincy. À 22 ans, au moment de son mariage, Nadine Trajin décohabite de chez ses parents et passe deux ans en location pour finir ses études. Elle, professeure de chimie, et son mari, cadre dirigeant dans l'industrie pharmaceutique, sont ensuite hébergés à titre gratuit pendant trois ans dans une maison de ses grands-parents avant d'acheter leur premier appartement à Saint-Maur-des-Fossés à l'âge de 28 ans, puis leur maison actuelle cinq ans plus tard. Par la suite, le couple achète un studio dans le 5<sup>e</sup> arrondissement de Paris dans lequel ils hébergent tour à tour trois de leurs quatre enfants, et les aident ainsi dans leur accession précoce à la propriété en proche banlieue : l'aîné achète un appartement à 31 ans et le deuxième achète une maison à 27 ans.

#### *Monter en gamme : des carrières résidentielles progressives*

La trajectoire résidentielle de Nadine Trajin, en plus de montrer l'importance de l'hébergement à titre gratuit ou préférentiel pour les ménages enquêtés, est révélatrice par sa progression. Les jeunes ménages s'engagent en effet dans une « carrière » de propriétaires, et progressent au fur et à mesure de leurs acquisitions vers des biens toujours plus prestigieux. Le recours au crédit est généralisé chez les ménages enquêtés du fait de l'accession à un jeune âge à la propriété, cumulé au très haut niveau des prix du foncier des quartiers étudiés – et pour certains ménages, selon leur cohorte, ces prix élevés sont renforcés par l'explosion des prix du secteur immobilier autour de 1990 puis à partir des années 2000 (cf. annexes). De plus, le recours au crédit est également stimulé ces dernières années par les taux d'intérêt faibles. Pour ces propriétaires accédant d'un logement de grande valeur, l'endettement est un moyen d'enrichissement. Grâce à leur apport, à leurs hauts revenus ainsi qu'à leur stabilité conjugale<sup>84</sup>, les ménages enquêtés deviennent également très précocement propriétaires non accédant, et peuvent réinvestir leur

---

<sup>84</sup> Pour les personnes seules, le coût du logement est beaucoup plus « oppressant » et source de précarisation sur le marché du logement (Bugeja-Bloch, 2013).

capital dans un logement plus cher. C'est pour cela que l'on peut considérer leurs trajectoires résidentielles comme des « carrières », qui se distinguent de la norme, puisqu'« en France, la carrière de logement s'achève souvent dans le logement correspondant à la seule et unique acquisition du cycle de vie » (Bugeja-Bloch, 2013, p. 70). Au moment où je les rencontre, ces ménages se considèrent généralement en fin de carrière résidentielle – en ce qui concerne leur logement principal.

La trajectoire résidentielle de Béatrice Cartier (47 ans, mère au foyer, marié à un avocat, 4 enfants) illustre cette progression. Elle et son mari achètent leur premier appartement à 26 ans et empruntent la totalité du montant de leur appartement, soit 100 000 euros. Étant au tout début de leur vie active, le budget est un critère important qui guide leur achat et les pousse à acheter dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris, en dépit du cadre qu'elle·il ne valorisent pas<sup>85</sup>. Trois ans plus tard, l'arrivée de leur premier enfant fonctionne comme un élément déclencheur de leur décision de quitter Paris : « là on a senti que Paris avec des enfants c'est pas terrible ». Le couple achète une maison dans le centre de Rueil-Malmaison en 2000, où naît leur deuxième enfant. Elle·il sont contraints de déménager deux ans plus tard lorsque Béatrice Cartier est enceinte de jumelles. Elle quitte son emploi de cadre dans l'audit financier et devient mère au foyer pour s'occuper de ses quatre enfants. Dans le même temps, le mari devient avocat associé de son cabinet qui emploie plus de 200 avocats, et bénéficie donc, en plus de ses hauts revenus salariaux, de revenus non-salariaux, ayant particulièrement augmenté depuis les années 2000 et l'accélération de la financiarisation de l'économie. Le couple achète donc à 33 ans une maison beaucoup plus imposante et chère<sup>86</sup> (plus de 300m<sup>2</sup> dans un terrain de 4 000m<sup>2</sup>) dans un vaste lotissement fermé et arboré. C'est le recours au crédit cumulé à de hauts revenus qui permet cette très forte progression résidentielle. Le crédit est donc une source d'enrichissement pour ces ménages, comme me l'indique Béatrice Cartier qui aurait voulu en profiter encore davantage :

---

<sup>85</sup> Sur le choix de la localisation, Béatrice me dit : « à l'époque c'était rempli de drogués, mais nous on le savait pas. Et puis à l'époque on a acheté ça, maintenant je ferais attention aux écoles, mais on avait acheté ça sans réfléchir. »

<sup>86</sup> Cette maison est d'une valeur d'environ deux millions d'euros. Cette estimation a été faite grâce à la consultation d'annonces similaires, ainsi que par comparaison avec d'autres prix connus dans le même lotissement.



*Béatrice Cartier* – Le seul regret qu'on ait c'est d'avoir vendu l'appartement. Parce que on pense qu'on aurait pu acheter la maison sans apport pareil, parce que là maintenant les prix de l'immobilier à Paris c'est hallucinant. On l'a acheté 600 000 francs, ça faisait 59m<sup>2</sup>. Non pas euros, francs ! Ça fait 10 000 francs le m<sup>2</sup>, ça fait 1 500 euros ! Maintenant dans le 18<sup>e</sup>, je sais pas combien c'est, mais c'est à 6 000-8 000 euros le m<sup>2</sup>, voilà c'est multiplié par six ! C'est quand même dément. Mais bon on fait des erreurs dans la vie.

L'attachement au statut de propriétaire est en fait un véritable goût pour la propriété, comme en témoigne la passion de Béatrice Cartier pour l'immobilier :

*Béatrice Cartier* – Et puis moi j'adore l'immobilier, je suis toujours à l'affut même si... voilà c'est un truc que j'aime bien.

Elle continue à me parler longuement d'immobilier à la fin de l'entretien, me montre des annonces de maisons similaires à la sienne dans son quartier et me dit regarder régulièrement, mais sans but précis, certaines offres immobilières comme les appartements à Paris ou encore les terrains sur l'île de Ré.

#### *Le privilège de la multipropriété*

Au-delà de ces acquisitions progressives, la carrière de propriétaire des ménages enquêtés se définit également par l'accumulation de plusieurs biens. Si le fait d'être propriétaire est une situation répandue en France, la multipropriété demeure un privilège. Ainsi, seulement 15 % des ménages sont propriétaires d'un logement qui n'est pas leur résidence principale. Au-delà des ménages qui sont propriétaires bailleurs, c'est surtout la possession d'une résidence secondaire qui est particulièrement discriminante, puisque cela concerne 4,9 % des ménages (source insee). L'attachement à la propriété des ménages enquêtés se traduit donc également par le fait que deux tiers d'entre eux sont multipropriétaires, et possèdent outre leur résidence principale, un ou plusieurs biens qu'ils louent et/ou dont ils jouissent. Ces ménages correspondent au profil des ménages propriétaires d'une résidence secondaire<sup>87</sup> en France : ils sont plus aisés que la moyenne, sont plus souvent cadres (cf. annexes), vivent plus souvent en

---

<sup>87</sup> La catégorie des propriétaires d'une résidence secondaire est plus homogène que celle des propriétaires bailleurs en général (Kwok, 2010).

couple et sont franciliens<sup>88</sup> (Kwok, 2010). Parmi le dernier tiers restant des ménages enquêtés que je n'ai pas identifiés comme multipropriétaires, certains ménages sont sûrement multipropriétaires mais ont davantage investi dans des biens de rapport – qui ne faisaient malheureusement pas l'objet d'une question spécifique dans ma grille d'entretien ; d'autres sont relativement jeunes et/ou ont acquis un bien immobilier cher – comme c'est le cas de Béatrice Cartier ; les autres, enfin sont ceux qui ne font pas partie du cœur de ma cible. Ces biens supplémentaires sont généralement acquis dans un second temps de la carrière résidentielle. Les chefs d'entreprise et les professions libérales sont particulièrement touchés par la multipropriété : ils conjuguent les dispositions de classe à la propriété ainsi que les ressources élevées avec l'obligation professionnelle de se procurer leur lieu de travail, qu'ils préfèrent acheter plutôt que louer. Il y a légèrement plus de multipropriétaires parmi les ménages enquêtés à Saint-Maur-des-Fossés qu'à Rueil-Malmaison. Deux hypothèses peuvent être avancées pour expliquer ce constat : cela pourrait être en lien avec le fait qu'il y ait plus de cadres à Rueil-Malmaison – qui n'ont donc pas d'obligations professionnelles relatives à la propriété de leur lieu de travail – ou que le prix du foncier soit un peu moins élevé, ce qui libère davantage de revenu pour l'acquisition d'un bien immobilier supplémentaire.

La carrière résidentielle des époux Trajin illustre cette progression horizontale : ils sont en effet propriétaires d'au moins quatre biens immobiliers. Outre leur maison à Saint-Maur-des-Fossés et l'appartement dans le V<sup>e</sup> arrondissement de Paris mis à disposition de leurs enfants, ils sont également propriétaires d'un appartement dans la banlieue Ouest, occupé dans la semaine par le mari, et ils viennent tout juste d'acheter une résidence secondaire dans les Alpes au moment de l'entretien. La multipropriété complexifie le « système résidentiel » des ménages enquêtés et les déplacements entre ces différents « lieux de famille » (Bonvalet et Lelièvre, 2005). De manière générale, le choix de la localisation de la maison secondaire se fait parfois pour des raisons d'ancrage familial, mais plus couramment en fonction des activités sportives et de loisirs qui sont possibles dans l'environnement immédiat (Perrot et La Soudière (de), 1998). Pour la fraction de classe étudiée, la localisation de la maison secondaire se fait souvent dans les lieux

---

<sup>88</sup> Les Franciliens représentent 20 % des ménages et 30 % des propriétaires de résidence secondaire (Kwok, 2010).

emblématiques du tourisme français de classe supérieure et notamment sur le littoral Atlantique (Le Touquet, La Baule, Deauville), sur la côte d’Azur ou dans les Alpes. Ces choix de localisation pour les résidences secondaires correspondent à ceux des ménages franciliens en général puisque leurs résidences secondaires sont disséminées sur tout le territoire français et se fixent particulièrement sur les littoraux et les stations de ski alpines (Kwok, 2010). Ce profil est d’autant plus percutant qu’il est comparé à celui des habitants des grandes agglomérations de province, dont les résidences secondaires s’établissent majoritairement dans les départements d’habitation ou ceux limitrophes (cf. annexes). Le choix de ces lieux de villégiature pour les ménages enquêtés témoigne d’une recherche d’entre-soi qui se prolonge au-delà du choix de la résidence principale, et qui consolide leur statut résidentiel et envoie un signal fort quant à leur appartenance de classe. La résidence secondaire est un bien immobilier très distinctif, comme en témoigne Christian Lesage (né en 1944, retraité chef d’entreprise, veuf avec 2 enfants) qui tient à me souligner le caractère exceptionnel de sa résidence secondaire :

*Christian Lesage* – Trouville, parce que c'est à une heure et demie, deux heures de Paris, et puis que c'est la mer et le dépaysement. [...] J'ai eu la chance d'acheter une villa sur la plage. Sur le sable. Y'en a pas beaucoup.

Les ménages retraités, comme celui de Christian Lesage ou encore de Colette Prévost présentée en introduction, ont les moyens de garder leur résidence principale en Île-de-France, et de continuer à utiliser leur résidence secondaire de manière intermittente, contrairement à certains ménages ayant le projet de déménager dans leur résidence secondaire au moment de la retraite (Insee, 2017, p. 134). Toutefois, le terme de « secondaire » est parfois inapproprié (Perrot et La Soudière (de), 1998) et il peut y avoir une inversion entre les résidences principale et secondaire en fonction de transformations familiales ou dans le statut d’occupation, comme c’est le cas pour Christian Lesage, devenu retraité et veuf, et ayant légué une partie du terrain de sa résidence principale à ses fils.

Certains ménages font le choix de ne pas avoir de maison secondaire, qu’ils considèrent comme une contrainte trop importante :

*Alain Fournel* – On a beaucoup d'amis qui ont des résidences secondaires et lorsqu'on parle avec eux, [...] on sent qu'ils sont *prisonniers* entre guillemets un peu de cette maison. C'est-à-dire dès qu'il y a un peu de vacances ou même si y'a pas de vacances ils

se sentent un peu dans l'obligation d'y aller pour la sécurité, pour l'entretien, pour voir si tout va bien, pour aérer. [...] Je vous parle pas de l'impact fiscal. Hyper important. [...] Nous on voyage pas mal, là on rentre de Thaïlande par exemple, et cette notion de liberté, je pense que Renate comme moi, on y est fortement attachés, on se décide souvent au dernier moment, c'est-à-dire qu'on part en vacances comme ça en 72h.

Le couple Fournel (né en 1958, chef d'entreprise et née en 1952, femme au foyer, 2 enfants) se dit attaché à sa « liberté » et n'ont pas, contrairement à leurs ami·e·s, de résidence secondaire. Cela ne les empêche pas d'être multi-propiétaire, notamment grâce à un héritage, le grand-père d'Alain Fournel ayant investi au début du siècle dans l'immobilier de rapport dans une ville moyenne de province. Contrairement au couple Fournel, dont les parents n'avaient pas de maison secondaire, pour certain·e·s enquêté·e·s la mise en exergue de la contrainte relative à une résidence secondaire découle de leur propre socialisation résidentielle :

*Lorraine* – Et est-ce que vous avez une maison secondaire?

*Marie-Laure Guillet* – Non, non non, j'en veux surtout pas. Ici j'ai déjà cette maison avec le jardin, je vais très souvent chez maman, et moi je préfère aller à l'hôtel quand je pars. *Mes parents avaient ça*, une résidence secondaire, mais c'est un esclavagisme, c'est des frais et un esclavagisme... Pfff.

C'est également le cas pour Évelyne Fourcade (née en 1960, chargée de mission à la mairie de Paris, mariée à un gastroentérologue, 2 enfants) qui a séjourné dans des maisons de famille lorsqu'elle était enfant. Elle revient en entretien sur sa volonté, contraire à celle de son mari, de ne pas acheter une maison secondaire après avoir fini de rembourser l'emprunt de leur appartement à Saint-Maur-des-Fossés lorsqu'elle a 33 ans et lui 38 ans. Des logiques genrées expliquent ces positions divergentes au sein du couple puisqu'Évelyne Fourcade met en avant le poids du travail d'« entretien » qu'elle serait seule à prendre en charge (cf. chapitre suivant sur l'inégale répartition du travail domestique au sein des couples) :

*Évelyne Fourcade* – Et en plus, quand on avait quasiment fini de payer l'appartement, mon mari avait envie d'une maison de campagne. Alors là je lui ai dit « Il est hors de question d'acheter une maison de campagne ! », parce que moi je me vois pas la semaine entretenir l'appartement et recommencer le week-end dans une maison. En plus, moi je suis la sixième d'une famille de sept enfants, dès que les enfants sont un peu plus grands, dès qu'ils sont à l'adolescence, ils veulent plus aller en maison de ... de week-end parce que eux ils ont qu'une envie c'est de voir leurs potes qui sont à l'endroit où ils vivent.

Douze ans plus tard, le mari d'Évelyne Fourcade hérite finalement de la maison de vacances de ses parents sur le littoral Atlantique, et c'est elle qui gère seule les travaux de rénovation. Ces différent·e·s enquê·t·e·s, hostiles aux résidences secondaires, sont finalement tou·te·s multipropriétaires. Les carrières de multipropriétaires que nous venons de détailler se font dans le cercle restreint de la famille qui constitue un cadre privilégié d'accumulation du capital économique.

## **1.2 La famille comme lieu privilégié d'accumulation du capital**

La famille n'est pas uniquement un lieu de transmission de dispositions, mais également de biens, dont l'usage et la propriété circulent entre les membres. Contrairement au récit sur la famille moderne occidentale, selon lequel elle se structurerait désormais prioritairement autour de la relation conjugale et de l'amour filial, la famille reste un lieu privilégié d'échanges matériels (Bessière, 2017). On l'a vu notamment vu avec les hébergements à titre gratuit ou préférentiel des enfants ou petits-enfants afin de faciliter leur carrière de propriétaire. La propriété de maisons secondaires est également particulièrement révélatrice d'échanges au sein de la famille. L'achat d'une résidence secondaire se fait généralement dans un second temps de la carrière de propriétaire, afin d'avoir accumulé les ressources économiques nécessaires mais également au moment de la décohabitation des enfants, pour trouver un nouveau lieu de fixation familiale. Le choix d'une résidence secondaire témoigne des échanges intrafamiliaux, qui se font à une échelle plus large que celle de la famille nucléaire. S'inscrire dans une lignée non plus seulement de propriétaires mais de multipropriétaires permet également de profiter de plusieurs espaces de villégiature, comme c'est le cas de Nadine Trajin qui bénéficie des espaces de ses parents et ses beaux-parents. Ce capital immobilier familial influence le choix de la localisation de sa résidence secondaire :

*Nadine Trajin* – Alors on a beaucoup hésité pour la résidence secondaire, parce que mon mari fait beaucoup de plongée, donc [le chalet dans les Alpes] c'est pas tout à fait l'endroit [rires], mais en fait on est plus pour partir, quand on part en vacances, on va euh... loin, quoi. Donc on va visiter des pays... autres. Et puis après, bon mon mari a sa mère qui habite en Bretagne-Nord, moi ma mère elle a une résidence secondaire à Arcachon. Donc bon, on a des possibilités d'aller au bord de la mer si on veut, quoi. Donc on s'est dit ce qui manquait, c'était la montagne.

Plusieurs enquêté·e·s font référence à ce capital immobilier – et parfois aussi mobilier – de la famille élargie, dont l'importance est liée à l'appartenance aux classes supérieures. Ce capital immobilier de la famille a deux conséquences principales pour les ménages enquêtés : il entraîne un travail de gestion des biens et il accélère les carrières résidentielles avec l'héritage. Ce sont principalement les femmes qui accomplissent le travail de gestion patrimoniale des ménages enquêtés, et ce d'autant plus qu'elles sont au foyer (voir chapitre 6). On peut faire l'hypothèse que la gestion du patrimoine mobilier reste un travail masculin, mais malheureusement l'enquête n'a pas permis de saisir avec précision les contributions masculines à l'économie domestique, en dehors de la description par les femmes de leur engagement au travail. Léonie Oudot, dont on a présenté la trajectoire fortement internationalisée, me parle de son travail de gestion du patrimoine de sa famille et de sa belle-famille, qui se fait en parallèle de la location de la résidence secondaire en Californie, qu'elle détient en propre avec son mari :

*Léonie Oudot* – La famille de mon mari ils ont une société civile qui gère des propriétés qu'ils ont achetées au fur et à mesure des années. Des propriétés en France et quand mes beaux-parents sont partis vivre aux États-Unis, ils m'ont non seulement laissé la maison mais aussi la gestion de l'entreprise et donc c'est moi qui ai repris ça derrière. Donc je gère la SCI familiale et c'est quatre propriétés, dont celle-là, et les trois autres, donc le studio à Chamonix et puis deux maisons sur la Côte d'Azur, dont je gère l'entretien, les locations. [...] Donc je gère ça d'une part et d'autre part je gère aussi une société d'investissement dans ma famille à moi. Donc je gère les placements du portefeuille, j'ai des relations avec nos banquiers, je monte régulièrement voir les banquiers, au Danemark.

Léonie Oudot et son mari font partie de fratries, elle réalise donc ce travail pour ses frères et sœurs et sa belle-sœur à titre gratuit. Ce capital immobilier appartenant à la famille élargie est également présent dans les familles de la bourgeoisie traditionnelle, comme c'est le cas de la famille Guillet à Saint-Maur-des-Fossés. Marie-Laure Guillet se montre très détachée de ce patrimoine immobilier en entretien et elle met en avant le lien affectif qui l'unit à son frère pour contrebalancer la matérialité de ces échanges. Se faisant elle incarne davantage un rôle de passeur aux générations futures – même si elle n'a pas d'enfants – selon un précepte valorisé dans les familles bourgeoises et aristocratiques où la lignée de la famille prime sur la capitalisation personnelle (Elias, 2008).

*Marie-Laure Guillet* – Mon grand-père a construit près de 1 000 maisons dans la ville. Donc nous avons un patrimoine immobilier important. Nous avons [des biens ont été

vendus mais d'autres sont toujours en location]. [...] Dans la famille, je n'ai qu'un frère, on s'entend très bien, on s'est toujours très bien entendus avec nos parents. Cette maison-là je sais même pas si je suis propriétaire, nue propriétaire, usufruitière... Non, je dois pas être en pleine propriété ici, enfin peu importe, c'est pareil pour mon frère dans une autre maison de mon grand-père.

Enfin, la présence d'un capital immobilier à l'échelle de la famille élargie renforce la progression des carrières résidentielles de mes enquêté·e·s grâce à l'héritage<sup>89</sup>. L'âge à l'héritage reculant avec l'allongement de la durée de la vie, l'héritage n'est pas un élément constitutif des patrimoines immobiliers des jeunes ménages enquêtés. Mais il vient parachever les carrières résidentielles et consolider les patrimoines immobiliers, comme c'est par exemple le cas pour Alain Fournel qui hérite à 55 ans d'un immeuble comprenant quatre appartements en location dans une ville moyenne de province ou encore de Salomé Mercier<sup>90</sup> qui hérite à 48 ans de quatre appartements dans le VII<sup>e</sup> arrondissement de Paris. La famille est donc un lieu privilégié d'échanges matériels et notamment de biens immobiliers dans des fractions de classe attachées à la propriété.

### **1.3 L'endettement comme support à des mises en scènes de la privation**

Dans les récits des accessions à la propriété des ménages enquêtés, le budget est rarement mentionné comme un critère à part entière ou comme un cadre contraignant. Une enquêtée ne se souvient par exemple pas si elle a contracté ou non un emprunt pour acheter sa maison. Cela contraste avec le fait qu'elles·ils sont nombreux·ses·x à avoir acheté leur maison dans les années 1990 et 2000, au moment de l'explosion de la bulle immobilière en Île-de-France. L'absence du budget dans l'explication des trajectoires résidentielles a été rendue particulièrement saillante par la comparaison avec les entretiens réalisés avec les ménages les moins dotés de mon groupe d'enquêté·e·s, pour qui le budget a été un facteur déterminant dans le choix de leur logement. C'est notamment le cas de Patricia Bossard (51 ans, femme au foyer, mariée à un

---

<sup>89</sup> Si les revenus salariaux sont davantage l'apanage des hommes au sein de mon groupe d'enquêté·e·s, les soutiens et les héritages familiaux peuvent être une contribution importante des femmes à l'économie familiale.

<sup>90</sup> Salomé Mercier illustre également un genre particulier d'échanges à l'échelle de la famille élargie puisqu'elle loue à l'année à ses cousin·e·s la maison familiale qui appartenait à sa grand-mère et que son oncle avait récupéré au moment du décès de cette dernière.

cadre, 3 enfants) qui devient propriétaire pour la première fois à 40 ans avec son mari d'une maison de 70 m<sup>2</sup> à Saint-Maur-des-Fossés d'un montant de 375 000 €. Le couple est alors locataire d'un appartement de 140 m<sup>2</sup> à Paris, et lorsque ce dernier est mis en vente par leur propriétaire, ils saisissent l'opportunité de la fin de leur bail, « le dernier moment où on avait encore une fenêtre » selon elle, pour devenir propriétaire.

*Patricia Bossard* – C'était un compromis entre le lieu, la qualité de vie qu'on pouvait avoir et renoncer à ... enfin pour moi c'était plus dur de renoncer à Paris. [...] On n'en a pas visité beaucoup [de biens immobiliers] parce que en fait sur Saint-Maur y'a peu de biens pas cher, tout est très cher. Donc les biens qui étaient accessibles à notre budget avait forcément des grosses contraintes genre pas de jardin, mitoyen. [...] Notre budget nous permettait pas d'avoir un choix immense...

*Lorraine* – Les critères c'était... ?

*Patricia Bossard* – Proximité des transports [elle ne conduit pas], proximité des écoles et des commerces.

*Lorraine* – Et pour la maison ?

*Patricia Bossard* – Rentrer dedans ! La maison on n'était pas hyper difficiles... C'était d'avoir deux chambres minimum, parce que quand on a, la première fois qu'on l'a visité j'avais que deux enfants. [...] Quand on a visité la première fois, j'avais pas du tout de projet de troisième enfant. Donc ça s'est compliqué... Mais de toutes façons on s'est dit il faudra bien que ça rentre !

Le choix de la maison se complique puisque Patricia Bossard tombe enceinte au moment de la signature pour l'achat de la maison. L'accession à la propriété pour le couple Bossard se fait donc en sens inverse de celle des autres ménages rencontrés : alors que la taille de leur famille augmente, celle de leur espace de vie diminue drastiquement, du fait de leurs contraintes budgétaires. La gestion des espaces de vie de chacun·e devenant un problème, le couple réalise de gros travaux, huit ans après l'achat de la maison, et transforme la cave en chambre pour leur fils aîné.

Pour le reste de mes enquêté·e·s, quand le budget est mentionné, on a l'impression d'être face à une contrainte relative et à des budgets « extensibles » qui n'ont de contraignant que le nom et qui s'adaptent aux envies des enquêté·e·s. C'est par exemple le cas d'Alain Fournel qui m'explique avoir acheté une maison « hors-budget » à un million d'euros grâce à un emprunt sur 20 ans mais m'avouera plus tard l'avoir remboursé en sept ans. Sophie Caron (née en 1968, médecin, mariée à un cadre dirigeant, 3 enfants) mentionne également le budget à plusieurs



reprises au cours de l'entretien, en parlant de ses deux acquisitions. Elle me dit en premier lieu avoir fait le choix de ne pas devenir propriétaire tôt, contrairement à la stratégie de Béatrice Cartier développée plus haut, en raison de son petit budget :

*Sophie Caron* – On avait décidé de pas acheter dans un premier temps pour mettre de l'argent de côté, [...] pour que notre premier achat soit un achat plus conséquent quoi. On voulait pas se retrouver à cinq dans 45 m<sup>2</sup> vu le budget qu'on avait au départ.

En 1999, à 31 ans – à un âge relativement jeune pour la moyenne nationale – elle achète avec son mari un appartement de 142 m<sup>2</sup> à Rueil-Malmaison, qui répond à tous ses critères puisqu'il dispose de quatre chambres, deux salles de bain, une grande cuisine où il est possible de manger à cinq et un séjour de 42 m<sup>2</sup>. Grâce à leur apport, ils prennent un crédit sur sept ans pour financer le bien. Au terme du crédit<sup>91</sup>, le couple décide d'acheter une maison, principalement pour avoir un jardin : « on s'est dit ben on va enfin pouvoir avoir une maison ». Entre-temps, le couple s'est ancré localement avec la scolarisation des enfants et l'achat d'un cabinet médical à proximité. Ce souhait d'acheter une maison à Rueil-Malmaison avec des meilleures prestations que celles de l'appartement se heurte apparemment à un problème : « ici c'est très joli mais c'est très très très cher ». Pendant plusieurs mois, Sophie Caron cherche une maison qui réponde à ses critères et qui soit entre 800 000 et 900 000 €. Finalement, elle « tombe amoureuse » d'une maison à 1 360 000 €, « absolument pas dans le budget », et me dit : « Donc mon mari m'a dit "ben t'oublie !" ». L'impossibilité d'avoir cette maison, véritable coup de cœur, entraîne une remise en question pour Sophie Caron :

*Sophie Caron* – J'étais désespérée, parce que je me disais, tout ce que je vois c'est merdique ... [...] Donc j'étais écœurée, en plus j'avais vu cette maison, je me disais « ah c'est horrible, j'aurai jamais ce que je veux ... » En plus, bon, on a deux belles professions et on bossait comme des malades tous les deux, on se disait « mais c'est pas possible quoi », de pas y arriver.

Face à ces doutes et ces difficultés dans la recherche de sa maison, elle décide de partir en vacances :

---

<sup>91</sup> À 38 ans, le ménage est donc pleinement propriétaire de son appartement, situation minoritaire en France (Insee, 2017).

*Sophie Caron* – J'en ai eu ras-le-bol de chercher et de pas trouver ce que je voulais donc j'ai décidé de partir en voyage avec mes enfants et mon mari, on a décidé de partir au Canada [pour trois semaine], ce qui était un gros budget.

Finalement, elle retrouve l'annonce de cette maison quelques semaines plus tard à 1 150 000 € et son offre de 1 070 000 € est acceptée.

*Sophie Caron* – 1 070 000, putain c'est monstrueux. Donc on est endetté pour des milliers d'années, c'est génial. Voilà ! [...] Quand j'y pense, je me dis mais c'est de la folie. Enfin c'est la région. Après moi je considère que je vis bien dedans, je suis ravie d'être là, je regrette mais alors pas mon choix, mais à 0 %. Et je me dis que je fais ma retraite quoi.

Ce crédit « monstrueux » ne les empêche pas de faire chaque année des petits travaux et des investissements pour la maison<sup>92</sup> – construction d'une terrasse, changement des radiateurs, installation d'une porte électrique, d'un insert à bois, remplacement du système d'alarme. Il ne les empêche pas non plus de partir en voyage, de soutenir leurs trois enfants pendant leurs études, ni même d'avoir le projet de faire construire une maison secondaire en bois. Finalement, les emprunts servent de support à une mise en scène de contraintes budgétaires. En tenant de tels discours, les enquêté·e·s se comparent implicitement aux ménages qui ne contractent pas de crédit, pourtant extrêmement minoritaires (Bugeja-Bloch, 2013). À l'instar des enquêté·e·s de Rachel Sherman (2017), elles-ils minimisent leur richesse en se comparant à plus riches qu'eux (*upward-oriented*).

Une certaine distorsion peut donc apparaître entre ces discours de relative privation et la position résidentielle et sociale occupée. C'est également le cas pour Sylvie Toussaint, femme au foyer, née en 1964, de parents coiffeurs, propriétaires de leur pavillon dans la proche banlieue parisienne, mariée à un chirurgien-dentiste né à Paris d'un père cadre supérieur et d'une mère au foyer. Pour elle, ces discours de privation sont également l'occasion de justifier des positionnements politiques conservateurs et des principes économiques libéraux. Je rencontre Sylvie Toussaint dans sa maison de plus de 350 m<sup>2</sup> sur une parcelle de 1 200 m<sup>2</sup>, située sur les bords de Marne à Saint-Maur-des-Fossés, à 20 minutes en RER du centre de Paris.

---

<sup>92</sup> Ce qui était par exemple impossible pour le couple Bossard dans les huit premières années après leur emménagement.

Elle m'explique dès le début de l'entretien avoir « emprunté vraiment à la gorge » pour acheter avec son mari leur première maison à 29 ans, après avoir passé quatre ans en location à « mettre de l'argent par les fenêtres ». Elle décrit ce choix comme « pas facile financièrement », mais une fois le « cap » de l'acquisition passé, le couple y prend goût et se constitue au fil des années un patrimoine immobilier : « mais on a beaucoup... on a acheté des biens, on a retapé des biens, on a fait beaucoup de travaux avec mon mari dans notre vie, voilà on a une certaine compétence à se projeter ... ». Si elle me précise qu'elle n'a pas « 10 000 biens » elle ne me dira pas le nombre exact, et je sais seulement qu'elle a au moins, en plus de sa résidence principale, une maison secondaire dans le Sud de la France, un appartement à Paris et le cabinet de son mari à Paris également. C'est elle qui s'occupe de gérer les locations de ses biens, qui sont désormais toutes saisonnières : « ras-le-bol de la location traditionnelle parce qu'on n'est pas protégé et que malgré tout, tout ça c'est pas venu sous le pied du cheval et qu'on a des crédits à payer, des charges énormes... Et que tout ça on l'a fait à crédit. ». Le fait d'acheter à crédit est ici utilisé comme argument prouvant l'effort consenti par le ménage, et sa prise de risque dans un système qui « surprotège le locataire » et qui a oublié que « le propriétaire est pas forcément blindé », même si le capital immobilier dans lequel il investit atteint plusieurs millions d'euros.

Cette mise en scène d'une contrainte financière est d'autant plus présente que la richesse de mes enquêté·e·s est d'abord le fruit d'une accumulation progressive de capital économique. Si les ménages interrogés s'inscrivent dans des lignées de propriétaires, et que la famille reste un cadre privilégié de transmission, ils n'héritent pas dès le début de leur trajectoire résidentielle. Leur capital économique résulte donc d'abord d'un processus d'accumulation et c'est cette logique d'accumulation progressive qui permet aux enquêté·e·s de tenir des discours de privation et de remettre parfois en question leur situation de privilégiés. Le fait d'avoir accumulé leur richesse est pour elles·eux un gage de moralité (Sherman, 2017).

Le statut de propriétaire recouvre donc des situations extrêmement hétérogènes, y compris au sein du statut de propriétaire accédant. Il existe une grande disparité selon le degré de sacrifices consentis pour accéder à la propriété, et également en fonction de la possibilité pour les ménages de se projeter à plus ou moins long terme. Sophie Caron me dit en plaisantant être endettée pour des « milliers » d'années, mais on l'a vu, cela contraint peu son style de vie. Surtout, c'est un

investissement peu risqué et la projection dans la revente de ce bien d'une valeur « monstrueus[e] » est sécurisante, comme le laisse penser sa réflexion « je fais ma retraite ». Au contraire, Patricia Bossard et son mari ont acheté tardivement leur bien, sans apport et se sont endettés sur 23 ans. Elle me dit au sujet de l'emprunt : « Je sais même pas si on arrivera [à finir de rembourser] un jour ». Cette insécurité est compensée par la localisation de sa maison, qui lui assure une certaine stabilité de la valeur de la maison. L'usage que font les classes supérieures du crédit est donc très différent de celui des classes moyennes, et encore plus des « petits-moyens » et des franges stabilisées des classes populaires qui accèdent à la propriété au prix de grands sacrifices, d'un éloignement des centres urbains et parfois d'une mise en péril de leur situation financière. Pourtant, mes enquêté·e·s, qui réalisent des placements extrêmement rentables, soulignent le fait qu'elles·ils ne « regrette[nt] pas » (Sophie Caron, Béatrice Cartier) ces investissements plutôt que de pointer la chance d'avoir pu les réaliser. L'endettement est donc à la fois une condition de possibilité de cet enrichissement et un argument pour le minimiser. Accumuler progressivement des biens en s'endettant permet à ces ménages de se distinguer des « super riches » (Hugrée, Penissat et Spire, 2017 ; Sherman, 2017) et de se positionner aux marges du groupe des élites. Ce faisant, ils contribuent à ce que finalement la richesse ne se rencontre jamais (Herlin-Giret, 2018), faute que quiconque accepte de l'incarner.

La reproduction du statut de propriétaire influence la nature de la socialisation résidentielle. Être propriétaire d'un logement favorise tout d'abord l'ancrage des individus dans leur espace local et l'accumulation de capital social. La propriété immobilière participe également de la légitimité qu'ont les individus à être là où ils sont, qui est une modalité du rapport dominant à l'espace. Enfin, elle permet aux ménages de pouvoir transmettre d'une part du capital économique matérialisé dans un bien immobilier et d'autre part un capital symbolique lié à l'ancrage spatial d'une famille.

## **2. Acquérir la maison idéale**

Au-delà du quartier où les ménages deviennent propriétaires, les biens immobiliers qu'ils acquièrent font l'objet d'une attention particulière. Pour la bourgeoisie naissante au XIX<sup>e</sup> siècle

au Royaume-Uni, l'investissement dans le logement est une manière d'affirmer son individualité (Davidoff et Hall, 2014). Pour les ménages interrogés également, le choix de la maison puis son aménagement et sa décoration intérieure font l'objet d'une attention particulière, et ce d'autant plus que leur capital économique le leur permet.

## **2.1 Prise en charge par les femmes de la recherche de la maison**

On l'a vu dans le chapitre 3, certains ménages ont des critères de localisation très précis pour s'ancrer dans des espaces résidentiels marqués par l'entre-soi et dans des pôles d'excellence scolaire. En plus du critère géographique, plusieurs critères guident la recherche du logement : le jardin et l'aspect extérieur de la maison, les volumes intérieurs ou la possibilité de les transformer et enfin la disposition des pièces et leur nombre, une chambre individuelle pour chaque enfant étant par exemple un souhait très répandu, même dans les familles nombreuses.

Ce sont majoritairement les femmes qui sont en charge du processus long et coûteux de recherche du logement (Lambert, 2016). L'importance qui lui est accordée peut avoir des répercussions sur les carrières professionnelles des femmes qui seront analysées plus en détail dans le chapitre suivant. Nathalie Champemont me dit par exemple en entretien ne pas avoir recherché d'emploi au retour d'expatriation pour se consacrer à la recherche d'une maison correspondant à leurs critères. Beaucoup de femmes interrogées disent avoir visité entre 50 et 100 biens immobiliers avant l'achat de leur maison. Cette recherche intense, qui dure parfois plusieurs années, témoigne de l'importance du marquage social établi par le logement. Il convient en effet d'acheter la maison parfaite, qui signale la position sociale adéquate. La majorité des femmes interrogées disent avoir visité seules ces nombreux biens immobiliers et en avoir montré une très faible part à leur mari.

*Marie Valois* – J'en avais visité un paquet et en fait quand j'aimais pas, j'appelais même pas mon mari et quand je trouvais ça sympa, je l'appelais.

Les hommes des ménages enquêtés ont donc un rôle secondaire dans la visite des maisons, et on peut supposer, *a fortiori* en amont dans la sélection des annonces et les contacts auprès des agences immobilières. Ces pratiques concordent avec celles mises en avant par Rachel Sherman, pour qui une partie du travail de consommation des femmes est de « diminuer les options » (*narrow down the options*) (Sherman, 2017, p. 162). Ce travail de rétrécissement des

options est par définition invisible et assez peu valorisant. Christelle Duprez (née en 1968, agente immobilier, mariée à un cadre dirigeant dans la finance, 3 enfants) – qui a visité une quarantaine de maisons – utilise le verbe peu valorisant « écumer » pour décrire son activité de recherche :

*Christelle Duprez* – En fait la recherche de la maison, globalement j'allais visiter pour écumer tout ce qui n'était pas nécessaire de visiter à deux parce que ça ne correspondait pas.

Nathalie Champemont me dit avoir « passé deux ans à visiter » seule une cinquantaine de maisons, et avoir organisé à quatre reprises une « contre-visite » avec son mari. Le terme de « contre-visite » traduit bien la volonté de contrôle des maris qui surveillent le processus de choix du logement, comme le confirme également l'usage de l'expression « inspection finale » :

*Évelyne Fourcade* – Et puis c'est pas lui qui visitait ! Enfin moi je visitais les maisons, lui il venait faire l'*inspection finale* quand je lui disais « oui ça vaut le coup », moi j'en ai visité plus de cent maisons en deux ans !

Ces deux expressions sont également des tentatives de professionnalisation du travail de recherche du logement, dont la longueur et la complexité le rendent particulièrement technique. Cette compétence n'est pas toujours valorisée par les hommes des ménages enquêtés. Évelyne Fourcade (née en 1960, chargée de mission à la mairie de Paris, mariée à un gastroentérologue, 2 enfants), qui a acquis une certaine expérience au fil de sa centaine de visites, me dit avoir dû « travailler au corps » son mari pour le « convaincre » d'acheter la maison dans laquelle je la rencontre. Elle explique ses réticences en répétant trois fois au cours de l'entretien qu'il avait « beaucoup de mal à se projeter » :

*Évelyne Fourcade* – Et en fait, ben la maison était pas du tout comme ça, quand on est arrivé, tout était rose (rires). Y'avait des cloisons là, en fait y'avait deux petites pièces, un couloir et puis ici un espèce de cagibi qui correspondait à l'ancienne cuisine. Voilà. Et donc mon mari *tout de suite* a dit « *Il n'en est pas question* ». Moi je me disais « y'a quand même un sacré potentiel ». [...] L'agent immobilier m'a filé les plans, et avec les plans j'ai montré à mon mari, « voilà, tu sais là voilà on peut abattre les cloisons, réunir les deux fenêtres des deux petites pièces pour en faire une grande baie vitrée avec un escalier qui descendrait directement dans le jardin... » [elle continue à énumérer les travaux qu'elle propose à son mari] Et voilà ! Et donc du coup après avoir *bien travaillé mon mari au corps*, j'ai réussi à la convaincre !

La manière dont Évelyne Fourcade rapporte l'attitude de son mari laisse entrevoir une décision de sa part immédiate et péremptoire, peu ouverte aux compromis, qu'elle contourne grâce à un « travail » de persuasion. La prise en charge de ce travail de recherche de la maison par les femmes nourrit leur goût pour la propriété abordé dans la sous-partie précédente. Au point pour Christelle Duprez, de se reconvertir et de quitter la vente à domicile pour devenir agente immobilier en indépendante.

Ce travail de recherche de biens immobiliers, ainsi que celui de décoration, qui sera abordé dans la sous-partie suivante, font partie de ce que Rachel Sherman nomme le travail du style de vie, comprenant le travail domestique et celui de consommation (2017), et qui sera traité dans sa globalité dans le chapitre suivant. Comme pour le reste du travail du style de vie, le temps passé par les femmes au foyer, contrairement aux femmes actives, pour la recherche du logement est un cas extrême d'asymétrie, mais le principe d'une division sexuelle du travail de recherche du logement se retrouve chez tous les ménages enquêtés. Contrairement aux couples biactifs de classe moyenne soucieux de montrer leur bonne volonté vers plus d'égalité (Lambert, 2016), l'asymétrie de la répartition des tâches est exposée clairement à l'enquêtrice, et « va de soi » (*take[n] for granted*) (Sherman, 2017, p. 160) par les enquêté·e·s. La prise en charge par les femmes de la recherche du logement témoigne de leur investissement plus fort dans les tâches domestiques. En effet, elle est aussi justifiée par les enquêtées car cette recherche concerne leur espace, où elles vont passer plus de temps, qu'elles ont en charge et pour lequel elles peuvent plus facilement se « projeter » (Evelyne Fourcade).

L'expérience de l'expatriation, connue par une partie des ménages enquêtés, augmente le poids de la recherche du logement. Le retour d'« expatriation » pose en effet la question du rapatriement des bénéfices tirés de la migration. Les femmes sont des actrices principales des efforts de rapatriement de la position sociale expatriée : malgré leur perception (et leur stigmatisation) comme « inactives »<sup>93</sup>, elles accomplissent une grande partie du travail du style de vie propre au retour de migration. Elles convertissent notamment le capital économique en

---

<sup>93</sup> L'expérience « expatriée » provoque une disjonction entre les carrières des hommes, qui progressent, et celles des femmes qui pâtissent de la rupture et s'éloignent souvent définitivement du marché du travail (cf. chapitre 6).

capital symbolique à travers l'acquisition d'un logement. De plus, les femmes sont en charge d'assurer la conversion des ressources scolaires des enfants, dans un contexte où la réadaptation au système français peut s'avérer délicate et rendre la reproduction sociale incertaine (cf. chapitre 8). Comme de nombreuses femmes ayant connue une expérience « expatriée », Isabelle Fabre (née en 1968, mère au foyer mariée à un directeur financier, 3 enfants) revient en France plusieurs mois avant son mari afin de prendre en charge l'achat d'une maison et les inscriptions scolaires de leurs enfants :

*Isabelle Fabre* – Je vais vous dire que cette maison je l'ai achetée mon mari l'a même pas visitée, il l'a vue sur Internet. Y'avait d'autres personnes dessus, je l'ai visitée j'étais en train de chercher les écoles pour les enfants, on savait pas encore où on allait habiter, quand on revenait de Hong Kong.

L'« expatriation » et son style de vie particulier modèlent les goûts des ménages enquêtés, davantage à la recherche d'un logement spacieux et d'un quartier marqué par l'entre-soi, voire de fermeture résidentielle (cf. chapitre 4). Nathalie Champemont (née en 1963, femme au foyer, mariée à un cadre dirigeant dans le secteur industriel, 3 enfants), attachée au statut de propriétaire et « passionnée de décoration » relie ce besoin d'espace à son expérience résidentielle étatsunienne :

*Nathalie Champemont* – Aux États-Unis notre maison était grande, on vit dans des espaces beaucoup plus vastes. Souvent la cuisine est associée à une grande pièce qu'on appelle la *family room* où la famille regarde la télévision... fait un peu tout. Et du coup nous avons pris de mauvaises habitudes ! D'avoir besoin d'espace.

Ainsi, avec l'expatriation, ce ne sont pas seulement les personnes qui circulent, mais aussi les goûts (Wagner, 1998). La plus difficile adéquation entre ces goûts et l'offre immobilière locale peut entraîner un sentiment de relatif déclassement au moment du retour.

*Valérie Devaux* – Non mais ça [l'expérience expatriée] correspond à une promotion, c'est normalement un step. Donc quand vous rentrez ben parfois y'a du changement. On s'est dit est-ce qu'on revient, parce que c'est pas évident de revenir, d'avoir connu un habitat bien plus grand, et de revenir dans plus petit, et de revenir dans sa vie d'avant. Ça c'est pas évident. De revenir, retrouver les mêmes voisins, les mêmes habitudes. Et puis finalement on a opté pour garder ici parce que les enfants ben ils reprenaient leurs repères et ça c'était bien. Ils retrouvaient leurs copains, et voilà. C'est plus les parents qui ont ce sentiment-là. Et du coup on a préféré une résidence secondaire à La Baule.



Cette envie d'avoir un logement spacieux, particulièrement présente chez les ménages ayant connu une expatriation, se retrouve de manière plus générale chez tous les ménages enquêtés.

## **2.2. « Et si le luxe c'était l'espace ? »**

À partir du XIX<sup>e</sup> siècle, la bourgeoisie impose une nouvelle vision de l'espace domestique, désormais exclusivement tournée vers la vie du noyau familial restreint (Duby, Ariès et Perrot, 1987 ; Davidoff et Hall, 2014). Le logement fait l'objet d'un travail de rationalisation, avec des espaces dédiés – comme une chambre par enfant – et des pièces spécifiquement consacrées aux loisirs apparaissent. Les choix résidentiels des ménages enquêtés s'inscrivent dans ce temps long et le choix d'une maison en banlieue s'explique en premier lieu par l'importance accordée à la vie de famille qui s'incarne dans la recherche d'espace et d'un jardin. Grâce à leur capital économique, les ménages enquêtés investissent dans de vastes maisons, souvent de plus de 200 m<sup>2</sup> (pouvant aller jusqu'à 600 m<sup>2</sup>) avec de grands espaces de réception et de nombreuses chambres. Plusieurs enquêté·e·s éludent ma question sur la taille de leur maison et ne souhaitent pas donner le nombre précis de mètres carrés. La taille des maisons est donc un attribut de leur richesse que les enquêté·e·s ne souhaitent pas manifester (cf. chapitre 2). L'espace au sens de ce qui entoure l'individu sans lui opposer d'obstacle est une composante essentielle du rapport dominant au monde des classes supérieures.

Pour que le repli sur la vie familiale soit effectif il faut avoir un cadre de vie adapté et spacieux. Malgré les grandes fratries fréquentes au sein de mon groupe d'enquêté·e·s (en moyenne trois enfants par femme), les parents interrogés ont à cœur que chaque enfant ait sa propre chambre. Le respect de ce critère s'inscrit dans une perspective individualiste de développement personnel des enfants, mais également d'un traitement égalitaire entre eux (Brun et Fagnani, 1991). La taille des logements permet de combiner le fait que chaque enfant ait sa chambre mais aussi que les enfants jouissent d'une relative indépendance entre eux en tant que fratries. Les chambres des enfants sont ainsi souvent regroupées dans un espace cohérent, distinct de la « suite parentale ». Léonie Oudot (née en 1966, mère au foyer mariée à un chef d'entreprise avec 3 enfants) me parle de sa maison de 600 m<sup>2</sup> organisée en deux parties distinctes chacune sur deux niveaux : à droite de l'entrée, un espace « jour » avec un séjour de plus de cinq mètres de hauteur de plafond et une mezzanine sous laquelle se trouve la cuisine et à gauche, un espace

« nuit » sur deux étages avec quatre chambres au rez-de-chaussée et trois chambres à l'étage. Elle m'explique avoir « gardé » ses enfants en bas jusqu'à ce que ses filles aient 13 et 15 ans et qu'elles s'installent à l'étage :

*Léonie Oudot* – Y'a deux ans [...] les filles se sont installées là-haut et à terme mon fils qui a 12 ans il va aussi monter là-haut mais pas tout de suite, il est encore un peu jeune. Parce que une fois qu'elles montent là-haut c'est comme si elle avait leur propre appartement.

*Lorraine* – À ce point-là?

*Léonie Oudot* – C'est très grand là-haut y'a 100 m<sup>2</sup>, y'a trois chambres de chacun 30m<sup>2</sup> et deux salle-de-bain donc c'est vraiment... Je monte pas souvent ! Juste avant que vous arriviez, je suis montée un petit peu pour ranger mais sinon je monte pas forcément tous les jours.

Chez Valérie Devaux aussi, les enfants ont « leur étage à eux » :

*Valérie Devaux* – Donc ce qu'on aimait bien, c'était l'étage où tous les enfants étaient regroupés. Avec des chambres équivalentes et en fait ça leur faisait leur étage à eux. Ils s'entendent très bien et je pense que ça ça joue. Le fait d'être tous, avoir leur espace de vie quoi.

Cette configuration est valorisée par les parents qui la perçoivent comme un facteur de solidarité et de complicité fraternelles. En offrant aux enfants « leur espace de vie » propre, on peut penser que ces ménages favorisent une socialisation à la propriété de l'espace. Le fait d'avoir de la place mais aussi d'avoir son propre espace inculque un rapport dominant à l'espace et une faible intériorisation de la contrainte vis-à-vis de l'espace domestique (Pinçon et Pinçon-Charlot, 2016). Les maisons sont également évolutives et elles sont rénovées ou agrandie en fonction des « besoins » des enfants et de l'évolution de la famille, selon qu'elle s'agrandit ou que les enfants grandissent, comme me l'expliquent Janine et Pierre Merle (née en 1944, retraitée femme au foyer, né en 1945 retraité chef d'entreprise, 2 enfants) :

*Janine Merle* – Bah au départ [dans l'entresol] on a fait une salle de jeu. Parce que notre fils avait une chambre en haut qu'était toute petite. Donc on a fait une salle de jeu. Et puis après la salle de jeu a été transformée...

*Pierre Merle* – En chambre.

*Janine Merle* – La chambre de notre fille. Quand elle a eu quinze ans, elle a souhaité descendre. Et puis après, bah on avait refait une petite salle de jeu à côté... et puis après, notre fils à quinze ans a dit, je veux mon indépendance donc on a créé une nouvelle chambre.

En plus des chambres individuelles, les ménages rencontrés valorisent le fait que la maison comporte un espace dédié aux enfants ou à la famille. Selon les familles cet espace s'appelle la « family room »<sup>94</sup>, comme chez Nathalie Champemont, ou bien la salle de jeux ou encore le salon des enfants, et certains y installent une télé, des étagères avec des BD, une table de ping pong, etc. Pour Isabelle Danais (née en 1960, chargée de mission, mariée à un gastroentérologue, 2 enfants), la présence d'un sous-sol aménageable pour que ses deux fils aient un espace à eux, était un critère important au moment de l'achat :

*Isabelle Danais* – On l'a [le sous-sol] transformé en espace de jeu pour les enfants. Donc en bas vous avez une table de salle à manger, les télé, les canapés, voilà [...]. Nous on pouvait avoir nos copains ici et eux pouvaient aussi avoir leurs copains en bas sans qu'on se gêne.

Le logement est choisi en fonction de la possibilité qu'il offre de pouvoir recevoir, à la fois pour les parents mais aussi pour les enfants. Les sociabilités au domicile (dîners, fêtes, rallies) occupent en effet une place importante dans la culture bourgeoise (Pinçon et Pinçon-Charlot, 2016). Les enquêtés valorisent le fait d'avoir de larges espaces de réception qui leur permettent d'accueillir leurs proches. Sylvie Toussaint (née en 1964, femme au foyer, mariée à un chirurgien-dentiste, 3 enfants) habite depuis quelques années dans une maison plus grande que la précédente – 230 m<sup>2</sup>, à laquelle s'ajoutent des extensions totalisant plus de 100 m<sup>2</sup> – et me décrit sa joie de vivre dans une maison spacieuse et « facile à vivre ». Elle met tout particulièrement en avant sa pièce à vivre – cuisine ouverte, salon, salle à manger – de plus de 60 m<sup>2</sup>, décorée d'un sapin de Noël de plusieurs mètres au moment de l'entretien, qui est « compliqu[ée] de meubler », mais lui permet de recevoir :

*Sylvie Toussaint* – Que malgré tout la maison principale est à taille humaine, c'est sûr que c'est grand mais on n'est quand même pas dans un château... Je sais pas comment dire, c'est prétentieux ce que je veux dire, c'est une maison facile à vivre, voilà. On a cette grande pièce où on est tout le temps qui fait cuisine, salle à manger, salon et c'est notre vie. On aime bien recevoir des copains, on aime bien avoir nos enfants réunis, on fête Noël à la maison depuis trois ans, depuis qu'on est là. Donc on réunit la famille, parce que maintenant on a une grande pièce pour pouvoir réunir la famille.

---

<sup>94</sup> La « family room » est une pièce où la famille peut se réunir pour manger, mais également passer du temps ensemble et qui est distinct du salon salle à manger, davantage conçu pour la réception.

Ce goût pour la réception se transmet aux enfants qui peuvent inviter leurs ami·e·s chez eux. Lors d'entretiens avec des femmes au foyer, j'ai eu l'occasion de voir leurs enfants venir avec des amis pour déjeuner ou goûter. À la fin de mon entretien chez Marie Chevalier, sa fille et cinq de ses amis de lycée arrivent par exemple pour déjeuner de manière impromptue. Nous nous replions dans le sous-sol aménagé en salle de projection pour finir l'entretien et être tranquilles tout en leur laissant le salon – salle à manger. Elle me dit : « ils aiment bien débarquer ici, même si la bouffe est certainement moins bonne [qu'à la cantine] ! ». Le fait de disposer d'espaces de convivialité dès l'adolescence où l'on peut passer du temps avec ses amis contribue à la fois à l'intériorisation d'un rapport dominant à l'espace, qui ne souffre pas de restriction, mais aussi à la socialisation aux sociabilités mondaines, et enfin, à augmenter la présence des enfants au domicile et donc à renforcer le contrôle qui s'exerce sur eux et leurs fréquentations (Rivière, 2014).

Ces différents critères relatifs aux pièces et à leur disposition renvoient au projet familial que porte le ménage et à la volonté, après avoir choisi les meilleures écoles, de construire le meilleur des cadres possibles pour le développement des enfants. En plus de la surface habitable, la présence d'un jardin participe à cet environnement favorable et est souvent la raison qui justifie l'acquisition d'une maison plutôt que d'un appartement. Le jardin représente à la fois un symbole et une pratique (Davidoff et Hall, 2014). C'est un symbole au sens où il entoure la propriété, crée un espace tampon avec le monde extérieur et matérialise le repli sur le foyer et le monde privé de ces fractions des classes supérieures<sup>95</sup>. Mais c'est également un lieu de pratiques, qui est régulièrement mis en scène dans le discours de mes enquêté·e·s comme un espace de jeu et d'intenses sociabilités enfantines et familiales. Des équipements de loisirs sont d'ailleurs très souvent visibles dans les jardins traversés, comme des balançoires ou des trampolines mais aussi, des équipements plus conséquents et plus distinctifs comme des piscines et à deux reprises, un court de tennis. Cette volonté d'intégrer des espaces récréatifs à l'intérieur du logement permet de ne pas avoir forcément à sortir (Coutras, 1987) et donc de pouvoir choisir les moments où l'on souhaite se confronter au monde extérieur. Cécile Lambert (née en 1962, consultante à domicile, mariée à un directeur financier avec deux enfants) valorise

---

<sup>95</sup> De même que certains murs d'enceinte et de clôtures opaques.

énormément son jardin de 800 m<sup>2</sup> aménagé autour de sa piscine, qui permet à la famille de profiter du grand air sans avoir, ni à sortir, ni à se mélanger :

*Cécile Lambert* – On dit souvent « et si le luxe c'était l'espace », pour moi c'est et si le luxe c'était le jardin ou la terrasse. Voilà, le fait de ne pas être obligé d'aller dans un parc avec plein de monde, de prendre la voiture pour aller à la campagne, de pouvoir vivre chez soi, y être bien et s'y reposer sans avoir besoin de partir en week-end nécessaire ou d'aller dans un parc, je trouve que c'est un vrai luxe.

La présence de ces équipements de loisirs induit ainsi une socialisation pour les enfants dans un espace domestique où tout est à leur disposition. Le jardin est également un espace de travail manuel, qui est parfois délégué à du personnel domestique (cf. chapitre 6), mais est aussi souvent approprié par les enquêté·e·s. La bourgeoisie anglaise du XIX<sup>e</sup> siècle le percevait déjà comme un travail « digne de leur condition » (Davidoff et Hall, 2014). L'entretien du jardin comprend une « valeur morale » qui peut notamment être utilisée dans l'éducation des enfants : nécessité d'être soigneu·se·x, de faire preuve de patience et idée que l'on récolte ce que l'on sème. Sophie Caron (née en 1968, médecin, mariée à un cadre dirigeant, 3 ans) met en avant ce travail manuel en lien avec la nature, qui conjugue le caractère esthète avec un effort physique :

*Sophie Caron* – La preuve vous m'avez rencontré dans mon jardin en train de tondre ma pelouse. En plus avec trois enfants, avoir un jardin c'est génial. Donc en fait notre but c'était quand même d'avoir une maison. Tous les deux [...] on aime bien travailler de nos mains, vous voyez y'a un feu chez nous, on aime bien couper le bois, on aime bien tondre la pelouse, on aime bien avoir des fleurs ...

L'aménagement du jardin peut être l'occasion de témoigner de son bon goût ou de sa capacité à mettre en ordre et peut donc faire l'objet d'un travail de distinction. Sophie Caron me précise par exemple : « surtout [j'ai] un jardin qui a de la... c'est pas l'étendu de vert avec aucun arbre, j'ai huit pruniers, j'ai deux noyers, j'ai deux noisetiers, j'ai deux cerisiers, voilà j'ai un jardin qui a vécu et qui vit encore. ». Mais au-delà de l'aménagement du jardin, c'est d'abord l'aménagement et la décoration de la maison, après sa recherche intensive, qui compte aux yeux des ménages enquêté·e·s.

### **3. Faire une maison à son image**

La décoration des intérieurs est révélatrice des goûts des individus et des ménages, qui se transmettent par la socialisation familiale mais s'apprennent et se travaillent difficilement et ont par conséquent un très fort pouvoir classant (Bourdieu, 1979). Les intérieurs traversés pendant cette enquête se rapportent tous à une esthétique de l'ordre, savamment pensée et exécutée. Mais le rapport au cachet historique et l'analyse plus fine des aménagements intérieurs laissent voir différents styles de décoration, qui témoignent de l'hétérogénéité des classes supérieures du privé.

#### **3.1 Le pouvoir de la décoration**

La décoration est entendue ici dans un sens large recoupant à la fois des choix d'aménagement intérieur, comme ceux de couleurs, de matériaux et de revêtement, et les choix de meubles et d'éléments de décoration, ayant en partie une fonction pratique (nappe, vase, bougie, etc.) ou purement esthétique (bibelots, tableaux, sculptures, etc.). Ces choix se font sur des critères d'ordre pratique, matériel, mais aussi bien évidemment symbolique. La décoration est un témoin des goûts des individus, elle est particulièrement révélatrice de dispositions profondes intériorisées dans le cadre familial, et sur lesquelles l'école a peu de prise. Selon Pierre Bourdieu, ces goûts en matière de décoration sont en grande partie inconscients et comportent une dimension corporelle. Ils renseignent et entérinent l'appartenance de classe et « on peut lire tout le style de vie d'un groupe dans le style de son mobilier et de son vêtement » (Bourdieu, 1979, p. 83). La décoration objective les rapports sociaux dans l'espace du logement et donne à voir des différences entre fractions de classe : « chaque intérieur exprime, dans son langage, l'état présent et même passé de ceux qui l'occupent, disant l'assurance sans ostentation de la richesse héritée, l'arrogance tapageuse des nouveaux riches, la misère discrète des pauvres ou la misère dorée des parents pauvres qui prétendent vivre au-dessus de leurs moyens » (Bourdieu, 1979, p. 84).

Si la décoration est si centrale dans l'analyse des classes sociales c'est aussi car les individus s'investissent dans le travail de consommation pour faire du logement un « chez-soi » qui leur corresponde (Segalen et Le Wita, 1993). C'est un travail transclasse qui ne s'arrête pas au seuil

des maisons des ménages les plus dotés. Richard Hoggart décrit les intérieurs qu'il traverse et montre que le logement ouvrier et populaire ne se résume pas à une gestion de l'insalubrité (1970). En effet, chez les classes populaires, le coût du logement occupe une part très importante du budget des ménages (Halbwachs, 1913), mais la consommation pour son aménagement et sa décoration reste un poste budgétaire important. Olivier Schwartz décrit les pratiques de consommation de ménages nouvellement arrivés en cité HLM ; il montre comment les dépenses liées à l'aménagement du nouveau logement sont autant de mises à distance du logement insalubre précédent et témoignent d'un investissement matériel et symbolique dans la nouvelle résidence (Schwartz, 2012). L'achat d'un salon ou d'une chambre à coucher (Perrin-Heredia, 2013) permet aux individus de s'approprier leur domicile et d'en faire un marqueur de leur position sociale. À ce titre, il devient une dépense nécessaire, quitte à s'endetter (Perrin-Heredia, 2011 ; Schwartz, 2012). Les budgets restreints des ménages de classes populaires les amènent également à davantage investir en temps et en énergie dans l'aménagement intérieur de leur logement. La décoration fait l'objet d'un travail manuel (Lion, 2018) et certaines pratiques d'auto-construction relèvent de formes d'aménagement intérieur (Lambert, 2015). Le savoir-faire qui transparaît de ces activités de bricolage et de ce travail manuel est une source de respectabilité chez les membres des classes populaires (Weber, 1989 ; Rosa Bonheur et al., 2017).

Dans les fractions des classes supérieures du privé dotées en capital économique, le travail de consommation en lien avec le logement fait également l'objet d'un investissement en temps et en argent conséquent. Le statut de propriétaire, analysé plus haut, permet d'aménager plus librement son logement, de s'investir davantage dans la décoration – le statut de locataire étant un frein pour certain·e·s (Gilbert, 2014) – et donc « de se l'approprier au plein sens du terme » (Bonvalet, 2005, p. 57). Cependant, le temps investi par les ménages enquêtés dans la décoration est davantage un temps de recherche qu'un temps de travail manuel. Les époux Fournel me décrivent ce temps passé à définir la décoration de leur intérieur.

*Alain Fournel* – En fait comme mon épouse est artiste je pense qu'elle a quand même... Alors on en a aussi parlé ensemble, sur la partie déco on s'est débrouillés tous les deux. Parce que bon elle a quand même l'œil.

*Renate Fournel* – Oui au niveau des couleurs.

*Alain Fournel* – Elle est très patiente, moi je suis impatient. Donc je l'emmenais dans des endroits pour voir, dans des showrooms, des trucs bidule, elle me disait oui, elle me disait non, elle expliquait pourquoi oui, pourquoi non. On a fait venir des tapis, on les a emmenés ici, on les a ramenait car ça nous plaisait pas. La décoration a duré longtemps, a été un peu compliquée parce que...

*Renate Fournel* – Oui mon mari voulait acheter des meubles où moi j'étais pas d'accord du tout, je trouvais ça aurait fait trop froid dans les pièces, ici cette grande pièce, haute aussi, il faut plutôt des meubles chauds, qui donnent une certaine chaleur. [...]

*Alain Fournel* – Ces compromis inévitables et permanents dans la vie du couple, on l'a aussi vécu pour la décoration (elle rit) ! C'est la vie de couple, c'est comme ça. C'est vrai pour tout. Un set d'assiette il faut discuter, c'est un compromis permanent.

Le « compromis » trouvé est que Alain Fournel repeigne certains meubles. Ce travail de légère rénovation des meubles est fortement valorisé dans le couple, et au-delà dans leur cercle de sociabilité.

*Alain Fournel* – Je peux rajouter elle a eu raison parce que j'ai extrêmement bien peint les vieux meubles. Et tous les gens qui voient les meubles ils disent "Mais comment t'as fait ça?"

*Renate Fournel* – C'est exact, ils sont tous étonnés que t'as fait ça, tout le monde !

*Alain Fournel* – Merci.

*Renate Fournel* – Non mais c'est vrai.

En effet, à part les époux Fournel et les individus passionnés de peinture, les ménages ne disent pas beaucoup bricoler et valorisent peu cette activité, préférant acheter des objets adhoc et faire faire les petits travaux d'aménagement intérieur. Les ménages qui bricolent sont ceux qui sont les moins dotés de mon groupe d'enquête·e·s. Patricia Bossard, dont on a présenté la trajectoire résidentielle contrainte plus haut, « adore » la décoration et le bricolage mais se « débrouille » du fait de son « budget pas énorme ». Chez elle, je reconnais des objets de décoration de chez Ikea et son discours sur la décoration contraste fortement avec le reste des ménages enquêtés, elle me dit : « je fais à ma sauce, je transforme, voilà je fais des vide-greniers... ».

L'investissement dans la décoration est un travail fortement genré. Renate Fournel note la spécificité de son mari :

*Renate Fournel* – Oui mais bon, il y a aussi des hommes qui s'intéressent pas du tout ...

*Alain Fournel* – Oui la majorité des mecs n'en n'ont rien à faire je pense.



*Renate Fournel* – Qui s'intéresse pas à la déco, ni aux assiettes. C'est toi qui est un peu particulier, toi tu aimes bien.

En effet, le travail de décoration et de création d'un cadre de vie parfait, et parfaitement adéquat, est pris en charge par les femmes des ménages étudiées, comme en témoigne Colette Prévost qui me dit que la décoration est une occupation « féminine ». Elle assigne les femmes à leur rôle de maîtresse de maison et vient s'ajouter à la forte différenciation existant entre les rôles dévolus à chaque sexe et à la division genrée de la gestion de l'économie domestique, deux dynamiques structurantes chez les classes supérieures du privé (Le Wita, 1988 ; Pinçon et Pinçon-Charlot, 2016 ; Sherman, 2017). Pierre Bourdieu notait le rôle particulier des femmes à l'endroit de ce travail : « [...] les femmes de la bourgeoisie [...], partiellement exclues de l'entreprise économique, trouvent leur accomplissement dans l'aménagement du décor de l'existence bourgeoise, quand elles ne cherchent pas dans l'esthétique un refuge ou une revanche » (1979, p. 58). Nathalie Champemont (née en 1963, femme au foyer, mariée à un Directeur logistique et stratégie d'une grande entreprise, 3 enfants) se décrit par exemple comme une « passionnée » de décoration. Le soin avec lequel elle décore son logement témoigne à la fois des moyens financiers du ménage, de l'importance symbolique que le couple y attache, mais aussi du potentiel émancipateur de cette activité pour elle (voir le chapitre suivant pour une analyse du logement comme support d'activités émancipatrices pour les femmes).

*Nathalie Champemont* – J'aime bien *passer du temps* à choisir un tissu, à choisir une couleur de peinture. Je suis capable de faire... Vous voyez pour les fenêtres j'étais très exigeante parce que je voulais du bois à l'intérieur, de l'aluminium à l'extérieur et je ne voulais pas que les montants soient trop présents, je voulais une large surface vitrée. Et du coup j'ai fait peut-être une dizaine de fabricants de fenêtres. Je fais pareil pour les tissus d'ameublement, je passe autant de temps (rires) ! [...] Non [je ne fais] pas trop de bricolage parce que je trouve que... ça se voit. Je dirais chacun son métier. Vous avez des peintres qui peignent admirablement bien, si vous voulez faire la même chose vous allez passer un temps fou et je suis très maniaque, enfin de ce côté-là, sur l'ameublement. Donc si je vois que j'ai des loupés ça va m'énervé, je préfère que ce soit le professionnel qui le fasse et s'il l'a mal fait, je lui fais refaire. Après c'est une question de moyens. Nous pouvons faire faire, si nous ne le pouvions pas, à ce moment-là je me mettrais à peindre, mais j'y passerais du temps parce que je n'aime pas les imperfections (rires) !

Elle se décrit « exigeante » et « maniaque » en ce qui concerne l'ameublement, et cela pèse considérablement sur son travail de consommation.

Choisir de dépenser du temps mais aussi de l'argent pour ce poste budgétaire précis témoigne de l'importance accordée à ce travail d'agencement intérieur qui fonctionne comme un révélateur de l'appartenance de classe (Sherman, 2017). Les objets et les tissus d'ameublement des ménages enquêtés sont parfois faits sur mesure, achetés chez des antiquaires ou chez des « éditeurs » italiens du VI<sup>e</sup> arrondissement de Paris situés autour de la rue du Bac. Certains enquêté·e·s ont recours à des architectes et/ou décorateurs·trices d'intérieur pour les aider dans l'aménagement des espaces. Christiane Joubert (née en 1961, cadre dans l'industrie hospitalière, mariée à un médecin avec 3 enfants) m'indique par exemple qu'une décoratrice l'a aidée à refaire son salon et sa chambre. Le fait de payer quelqu'un pour décorer la chambre à coucher – espace qui n'est plus consacré à la réception depuis la diffusion des styles de vie bourgeois et la rationalisation des espaces intérieurs (Duby, Ariès et Perrot, 1987) – montre que la décoration n'est pas seulement un signal de l'appartenance de classe à l'attention des personnes extérieures mais également un élément important de l'ethos de classe pour les personnes elles-mêmes. Christiane Joubert me fait visiter sa chambre, décorée selon un style moderne, dans les tons gris foncé, organisée autour d'un grand lit recouvert par un dessus de lit fait sur mesure en satin gris foncé avec des fleurs violettes brodées sur le dessus. La chambre est parfaitement rangée et elle ressemble sûrement beaucoup à ce que la décoratrice a suggéré quelques années plus tôt. L'ordre qui règne dans cette chambre, où l'enquêtée et son mari vivent pourtant, est symptomatique de la plupart des intérieurs traversés, savamment agencés.

### **3.2 Esthétique de l'ordre et objectivation du capital culturel dans la décoration**

Les intérieurs des ménages enquêtés sont minutieusement décorés et répondent à une esthétique de l'ordre : ils sont ordonnés, coordonnés dans le choix des couleurs, et peu chargés. Cette esthétique de l'ordre se définit par son homogénéité et s'oppose à l'« esthétique de l'hétéroclite et du dépareillement » (Chalvon-Demersay, 1984, p. 114) ou celle de « l'hybridation » (Collet, 2012) propre aux classes moyennes et supérieures dotées en capital culturel qui recherchent l'originalité, détournent des objets de leur fonction originelle et mêlent des éléments industriels

ou populaires à d'autres plus légitimes. Les intérieurs des « intellos » du triangle du XIV<sup>e</sup> arrondissement sont caractéristiques d'une « logique de l'encombrement » (Chalvon-Demersay, 1984, p. 116), qui s'oppose à l'ordre des intérieurs des classes supérieures du privé. On peut mettre en parallèle la maxime citée dans *Family Fortunes* au sujet des intérieurs de la bourgeoisie du XIX<sup>e</sup> siècle : « Une place pour chaque chose et chaque chose a sa place » (Davidoff et Hall, 2014) et l'adage propre aux intérieurs des habitant·e·s du XIV<sup>e</sup> arrondissement: « chaque chose est bien partout » (Chalvon-Demersay, 1984, p. 117). Cet ordre dans les intérieurs étudiés se traduit notamment par la présence de collections d'objets choisis et exposés, comme des canards en différentes matières, des presse-papiers en verre, des boîtes en argent, des services à thé en porcelaine, etc. C'est un « univers d'objet » où les babioles sont sélectionnées et ne sont pas hétéroclites, symbole de l'« art du détail » décrit comme un pilier de la culture bourgeoise par Béatrix Le Wita (1988). Ces collections, méprisées par les habitant·e·s du XIV<sup>e</sup> arrondissement étudié·e·s par Sabine Chalvon-Demersay à la fin des années 1970, se retrouvent dans les intérieurs de classes populaires (Gilbert, 2014 ; Lion, 2018), même si les objets ne sont pas similaires, ni de même valeur. On peut faire ici l'hypothèse qu'il doit y avoir également un effet de génération, ces collections se retrouvant plus souvent chez les ménages les plus âgés. Enfin, cette esthétique de l'ordre s'incarne dans la sobriété qui s'oppose au kitch des « couches moyennes cultivées et dissidentes » (Chalvon-Demersay, 1984, p. 120). La modération dans le choix des couleurs – qui rappelle les vêtements des femmes bourgeoises étudiées par Béatrix Le Wita – et la relative parcimonie des agencements sont en lien avec le style de vie ascète bourgeois.

Cet antagonisme presque parfait entre les intérieurs des couches intellectuelles et ceux des classes supérieures du privé n'est pas étonnant puisque « l'esthétique de l'hétéroclite » s'est développé en réaction au modèle des intérieurs bourgeois, pour « faire éclater les règles de l'agencement » (Chalvon-Demersay, 1984, p. 108). Malgré cette opposition, des mouvements de circulation sont visibles. En effet, certains éléments qui étaient alternatifs à la fin des années 1970 sont maintenant entrés dans le goût dominant. C'est notamment le cas des verrières, aujourd'hui à la mode et visibles dans certains intérieurs traversés, qui étaient originellement des formes décoratives décalées, présentes dans d'anciens ateliers transformés en loft (Chalvon-Demersay, 1984, p. 14). C'est également le cas des planisphères, aujourd'hui largement

généralisés et qui étaient des éléments plus distinctifs dans les années 1970 attestant du cosmopolitisme. Mettre en avant ces circulations des couches moyennes intellectuelles vers le goût dominant permet d'une part de remettre en question l'idée selon laquelle il y aurait une diffusion univoque des classes supérieures aux classes populaires, et d'autre part que cette diffusion naîtrait d'une volonté d'imitation de la part de ces dernières. En effet pour le cas des classes supérieures du privé, on peut douter de la volonté d'imiter les intellos précaires du XIV<sup>e</sup>. Cette circulation est complexe, puisqu'elle se fait à la fois entre les groupes sociaux et entre les époques (avec des effets de mode assez cycliques). Il ne faut pas négliger le rôle de l'effet d'offre, et le fait que cette imitation soit non pas consciente ou volontaire, mais médiée par les professionnel·le·s du secteur de l'aménagement et la décoration.

La décoration renseigne également sur le capital culturel<sup>96</sup> des enquêté·e·s et témoigne de sa structure particulière chez les fractions appartenant aux classes supérieures du privé. Tout d'abord, sur mon terrain, de nombreuses personnes entretenaient un rapport privilégié à la peinture. Tous les ménages enquêtés possédaient des tableaux comme éléments décoratifs, la plupart du temps figuratifs – très peu d'enquêté·e·s possédaient de l'art abstrait. Ces tableaux attestent de leur « goût légitime » et de leur capital économique : « la consommation matérielle ou symbolique de l'œuvre d'art constitue une des manifestations suprêmes de l'aisance, au sens à la fois de condition et de disposition que la langue ordinaire donne à ce mot » (Bourdieu, 1979, p. 58). Cette aisance, visible dans la taille des maisons, se retrouve dans sa décoration, qui contribue également à l'intériorisation d'un rapport dominant au monde. Les œuvres d'art sont un cas exemplaire d'objets de la « forme collection » définis par Luc Boltanski et Arnaud Esquerre par leur non-uniformité et leur caractère soustraits à l'usage (2017). Ces objets sont destinés aux riches et leur profitent étant des placements financiers lucratifs grâce à la fiscalité avantageuse et à la spéculation importante sur le marché de l'art, qui nourrit un espoir de plus-value conséquente. Les tableaux, les meubles et les bibelots, au-delà de leur aspect esthétique, sont des biens de valeur qui témoignent de l'appartenance de classe (Pinçon et Pinçon-Charlot, 1989). Ils tirent leur valeur de leur particularité, qui tient aussi de l'endroit où ils ont été achetés

---

<sup>96</sup> Hormis pour la partie relative au capital scolaire, le capital culturel a fait l'objet de peu de questions lors de mon enquête. Les enquêté·e·s ont parfois parlé elles-mêmes des autres facettes du capital culturel en mentionnant leurs loisirs.

– pour Bourdieu les modes d’acquisition compte autant que les objets acquis – qui n’est souvent pas un lieu de production de masse. Certains objets sont issus d’une production de masse, et sont commercialisés dans les grandes enseignes destinées aux classes moyennes et supérieures comme le BHV, et appartiennent davantage à la « forme tendance » (Boltanski et Esquerre, 2017). Au-delà de la possession de tableaux, la peinture est également un loisir pour certain·e·s de mes enquêté·e·s, qui peignent sur leur temps libre, prennent parfois des cours, ou en donnent, et visitent des musées et/ou fréquentent des galeries. Concernant la musique, j’ai aperçu à quelques reprises des pianos dans les espaces de réception, beaucoup d’enfants des ménages enquêtés suivaient des cours de musique – dans des écoles de musique et pas au conservatoire. Mais je n’ai réalisé qu’une seule fois un entretien avec de la musique jazz en fond sonore<sup>97</sup> et les enquêté·e·s mentionnent très rarement des concerts, et le cas échéant, de variétés. Enfin, aucun·e enquêté·e n’a parlé de lecture et je n’ai jamais aperçu de bibliothèque dans les salons et autres espaces de réception des logements où j’ai été reçue<sup>98</sup>, où les seuls livres visibles étaient souvent des albums de grand format mis en scène comme des objets de décoration. Dans *La Distinction*, Pierre Bourdieu donne des exemples des livres présentés avec ostentation dans les intérieurs bourgeois : « revues de décoration et livre d’art, guides bleus et récit de voyage, romans régionalistes et biographies de grands hommes » (Bourdieu, 1979, p. 334).

Les ménages enquêtés adoptent davantage des pratiques ritualisées et ostentatoires, plutôt que des pratiques libres. Cette structure particulière de capital culturel fait écho aux évolutions analysées par Philippe Coulangeon dans *Les métamorphose de la distinction*, où il montre comment le renforcement des inégalités de revenus et de patrimoine s’accompagne d’une « revanche des philistins » (2011, p. 161) qui entretiennent un rapport plus démonstratif et plus

---

<sup>97</sup> Le couple Merle illustre un cas de conversion du capital économique en capital culturel, principalement portée par la femme – comme c’est souvent le cas (Bessière et Gollac, 2017). Fille de militaire et mère au foyer, n’ayant pas son Bac, Janine Merle devient femme au foyer avant de reprendre ses études pour devenir bibliothécaire. Cette reconversion est particulièrement visible dans leur intérieur (pas moins de trente tableaux dont certains mis en valeur par des éclairages spécifiques dans leur pièce à vivre, des sculptures, et faits inédits dans l’enquête : le livre *Le capital au XXI<sup>e</sup> siècle* de Thomas Piketty sur la table du séjour et l’album de jazz en fond sonore). Elle l’est moins dans le capital scolaire des enfants puisque leur fille fait un BTS commercial et leur fils intègre l’entreprise du mari après son Bac.

<sup>98</sup> Si je ne peux pas être sûre qu’il n’y a pas de bibliothèque chez les ménages enquêtés, en tous cas les livres, n’étant pas des albums grand format, ne sont pas mis en scène comme des éléments de décoration.

extériorisé à la culture, à travers l'acquisition de biens et de services onéreux, dont les profits de distinction demeurent particulièrement élevés. L'exemple de la lecture est significatif et on peut se demander si le fait que cette pratique soit délaissée par certaines fractions des classes supérieures n'est pas sans lien avec l'objet même du livre qui, surtout depuis la création du livre de poche en 1953, tient bien plus de la « forme standard » que de la « forme collection »<sup>99</sup> (Boltanski et Esquerre, 2017). Les cadres orientent donc leurs pratiques culturelles vers les formes les plus manifestées – contrairement à celles incorporées – qui sont les plus rentables, et qui nécessitent peu de temps et beaucoup de capital économique. De plus, afin de minimiser le risque, les ménages enquêtés privilégient le style classique, dont les preuves ne sont plus à faire. Le capital culturel des fractions de classe enquêtées les place dans une situation marginale vis-à-vis de ménages plus dominants, cumulant un capital économique à des ressources scolaires plus prestigieuses et à un capital culturel plus diversifié.

La décoration des intérieurs est un moment clé pour les enquêté·e·s pour démontrer leur habileté à manier les goûts légitimes. Alain Fournel, né en 1958, fils de commerçant et chef d'entreprise, et sa femme acquièrent une maison du XVII<sup>e</sup> siècle, entièrement rénovée et aménagée autour de grands espaces. Sa femme est peintre, elle est très investie dans la décoration de leur intérieur qui mêle des éléments classiques avec d'autres plus modernes. Il me parle longuement de l'histoire de sa maison et notamment d'un médaillon sculpté au-dessus de sa porte d'entrée :

*Alain Fournel* – Et en sortant vous verrez y'a un médaillon au-dessous, qui est la duchesse douairière, qui date du XVII<sup>e</sup> siècle. C'est pas nous qui avons fait ce truc-là, ça ferait *kitch*.

Alain Fournel se prémunit d'un jugement de mauvais goût en me précisant ne pas être à l'origine du médaillon. Il trace ainsi la frontière entre le bon et le mauvais goût : l'imitation d'un style ancien n'est pas valorisée contrairement à l'introduction d'éléments modernes dans un ensemble plus éclectique. Cette précision démontre que la décoration n'est pas anodine, et qu'elle est un support de luttes de classement. La décoration est un élément important de la

---

<sup>99</sup> Il serait ainsi intéressant de regarder le profil des consommateurs·trices de livres de collection, et voir s'ils-elles entretiennent tou·te·s un rapport privilégié à la lecture, ou si cette pratique peut être uniquement investie dans sa forme la plus ostentatoire.

différenciation interne au sein des classes supérieures et l'étude des différents styles d'intérieurs permet d'apercevoir des différences entre sous-fractions des classes supérieures du privé.

### **3.3 Différenciations entre sous-fractions des classes supérieures du privé**

Au-delà de l'esthétique de l'ordre, il y a des différences dans les styles des intérieurs traversés. Le principal clivage se fait en fonction de l'attrait pour l'ancien ou le moderne, à la fois pour l'époque des maisons en elles-mêmes et le style d'aménagement intérieur. On distinguera ici quatre styles de décoration : design, traditionnel, rococo et mixte<sup>100</sup>. Ces différences renvoient à des différences de position sociale, et notamment de volume de capital culturel mais elles sont également liées aux trajectoires des ménages, entre les plus anciennement établis au sein des classes supérieures et ceux en petite mobilité sociale ascendante grâce à l'accumulation de capital économique. Enfin, ces différents styles témoignent aussi de clivages générationnels mais également de systèmes de valeurs (Lamont, 1995), d'appartenances politique et religieuse distinctes. Je vais donc présenter ces styles, en décrivant leurs caractéristiques et en essayant au maximum de les replacer dans l'espace des propriétés sociales des enquêté·e·s.

Malheureusement, je n'ai pas de photographies des intérieurs des enquêté·e·s. Ce n'est pas que ces photographies m'ont été refusées mais je n'ai jamais demandé à en prendre, sûrement dans un mouvement d'auto-censure. Cependant, les barrières importantes que mes enquêté·e·s ont opposé tout au long de l'enquête, ainsi que la peur qu'elles·ils entretiennent au sujet de l'intrusion dans leur monde privé<sup>101</sup> (cf. chapitre 2) laissent penser que ces requêtes auraient été mal perçues – et aurait pu remettre en question la possibilité de recommandations, que parfois mes seules questions ont rendue caduc. De plus, étant donné que je n'anonymise pas les

---

<sup>100</sup> La dénomination des styles est le produit d'un arbitrage délicat entre précision, clarté et jugement de valeur : « On a toujours le choix, pour désigner les styles de vie, entre une terminologie neutre (goûts ascétiques), mais peu évocatrice, et les « étiquettes » indigènes (goût pédant, goût bourgeois) qui risquent de faire retomber sur le terrain de la lutte symbolique où elles ont été forgées. » (Bourdieu, 1979, p. 335). Le nom du style « rococo » a été choisi pour désigner l'aspect relativement chargé des intérieurs, et le recours à l'imitation de styles plus classiques. Il aurait pu dans une tradition bourdieusienne s'appeler « nouveau riche », mais j'ai trouvé que « rococo » avait une connotation un peu moins négative, et surtout qu'elle était plus exacte au vu des trajectoires (voir plus loin).

<sup>101</sup> Rappelons à ce sujet qu'un des ménages rencontrés a par exemple fait les démarches auprès de Google afin de faire flouter sa maison sur Google Maps Street View.

communes étudiées, la publication des photographies des maisons, d'autant plus qu'elle aurait été rattachée aux noms des familles anonymisées, aurait posé un problème en matière d'anonymat. Toutefois, la portée heuristique d'éléments visuels en matière de décoration n'est pas à démontrer. C'est pourquoi j'ai décidé d'inclure des photographies de maisons similaires à celles de mes enquêtés. J'ai donc sélectionné des images à partir d'annonces immobilières de maisons situées dans les quartiers étudiés et comparables en termes de standing à celles visitées (source : [www.bellesdemeures.com](http://www.bellesdemeures.com)). La ressemblance, parfois frappante, avec certains intérieurs de mes enquêtés montre que les styles de décoration peuvent être assez homogènes au sein de sous-groupes des classes supérieures du privé et témoigne de l'importance des effets de mode dans cette diffusion.

### *Style design*

Le style design est très homogène et offre une cohérence d'ensemble marquée. Il se caractérise par la présence d'une grande majorité d'éléments modernes. Il privilégie les tons sombres et unis comme le noir et le gris foncé associés au blanc, et les matières vernies, brillantes et lisses comme la pierre, le métal ou le verre. Les intérieurs design se retrouvent le plus souvent dans des maisons modernes organisées autour d'une grande pièce à vivre avec parfois une cuisine ouverte (comme c'est le cas de la photo) ou séparée par une verrière. La pièce à vivre s'ouvre généralement sur le jardin. Cette pièce à vivre comporte généralement plusieurs espaces différenciés : un coin salon souvent délimité par un grand tapis épais et uni, beige ou gris, composé de canapés autour d'une table basse et un coin salle à manger. Les meubles sont modernes et unis (pas couleur bois) ; les tables, les chaises et d'autres meubles peuvent avoir des parties – notamment les pieds – métalliques et des étagères avec des plateaux en verre sont également courantes. Dans ces intérieurs, j'ai aperçu des tableaux parfois d'art abstrait, souvent figuratifs, notamment des grands portraits dessinés multicolores. D'autres éléments décoratifs sont notables comme un baby-foot de luxe en bois laqué blanc dans un salon ou encore une sculpture extérieure de plus d'un mètre de hauteur composée des lettres de « *love* » en acier rouillé. Ces éléments modernes et design peuvent être combinés avec des éléments en cuir vieilli, de type fauteuil aviateur, très à la mode également. Les ménages ayant des intérieurs design sont en général assez jeunes (entre 40 et 55 ans), ce sont le plus souvent des cadres du secteur privé, fortement doté en capital économique.



Extrait journal de terrain – Décembre 2016

Entretien avec Brigitte Garcia (56 ans, femme au foyer, mariée à un chef d'entreprise, 3 enfants)

La maison est dans une rue calme, plantée de cyprès, dans le quartier de La Varenne à Saint-Maur-des-Fossés. Un grand portail noir plein de 2m50 sépare leur terrain de la rue et cache la maison. Je sonne au visiophone et elle m'ouvre à distance le portail électrique. Une allée de graviers très propre mène jusqu'à la maison, rénoverée dans un style Mansart. Sur la gauche, une Mini et un 4x4 Mercedes sont garés en épi. Elle m'ouvre la porte d'entrée qui est fermée à double tour en tenant dans ses bras son teckel. Brigitte Garcia est blonde décolorée, a les cheveux longs et porte un jean foncé et un tee-shirt bleu marine à manche longue.

L'entrée débouche directement sur la grande pièce à vivre. En face, se dresse l'escalier qui mène aux chambres, à gauche il y a une cuisine moderne semi-ouverte délimitée par des cloisons en verre, à droite l'espace salle à manger et au fond, le salon avec une véranda donnant sur le jardin, dans lequel j'aperçois une sculpture en forme de vache à taille réelle striée multicolore. Les tons sont froids, blancs et gris foncé. La décoration est sobre et minimaliste. Brigitte Garcia ne me propose rien à boire et suggère qu'on s'installe dans les canapés mais je préfère me mettre sur la grande table à manger pour prendre des notes. La table est grise, rangée, avec seulement un bouquet de fleurs à son centre et des chaises à l'assise allongée disposées autour. Derrière il y a un meuble design, de type buffet bas et foncé. Un tableau est accroché en face de moi, avec une lumière dédiée, il représente des femmes racisées assises et rappelle le style de Gauguin. Le coin salon est composé de deux canapés en cuir avec des fauteuils autour d'une table basse et d'un tapis gris clair épais. Je ne vois pas de livres.

**Figure 5.1 : Maison à Rueil-Malmaison (400 m<sup>2</sup> sur 2 500 m<sup>2</sup>) - 4 500 000€**



**Figure 5.2 : Maison Rueil-Malmaison (190 m<sup>2</sup> sur 500 m<sup>2</sup>) – 1 390 000 €**



**Figure 5.3 : Image de synthèse pour achat d'une maison sur plan à Rueil-Malmaison**



### *Style traditionnel*

Le deuxième style rencontré est lui aussi homogène mais se définit au contraire du précédent par un goût prononcé pour l'ancien. Les intérieurs traditionnels sont décorés avec une majorité de meubles d'époque en bois et se retrouvent plus souvent dans des maisons anciennes ayant du cachet historique, mais aussi des pièces plus étroites et parfois peu lumineuses. Les tons de ces intérieurs sont chauds : à la couleur marron du bois sont fréquemment associés du jaune, du rouge et de l'orangé. Les couleurs sont également moins souvent unies, les tapis et les toiles des fauteuils sont par exemples ornés de motifs anciens. Les collections – presse papiers en verre, services à thé en porcelaine, etc. – sont plus fréquentes que dans les autres styles et on retrouve aussi des éléments de décoration anciens comme des récipients en cuivre ou encore des meubles datés comme des horloges sur pied en bois. Les pièces de réception de ces maisons sont décorées par des tableaux anciens, souvent figuratifs – notamment de paysage. On aperçoit dans certaines maisons des pianos et également des objets religieux comme des croix accrochées ou encore des icônes. Le style traditionnel est moins épuré que le précédent et certains meubles comme des buffets ou des armoires peuvent être imposants. La majorité des

meubles ont été hérités. Pour les ménages les plus ancrés au sein de la bourgeoisie, les meubles de famille sont le témoin de leur contrôle du temps (Bourdieu, 1979). Marie-Laure Guillet (née en 1955, présidente d'une association de réinsertion, célibataire) se dit très « attachée à la famille », ce qui est visible dans son intérieur :

*Marie-Laure Guillet* – J'ai beaucoup de mobilier de famille, cette salle à manger c'est du mobilier de famille, le secrétaire derrière en marqueterie c'est de famille, là-haut j'ai un grand Trumeau, j'ai une très belle commode, dans la chambre je sais pas si vous l'avez vu, tout ça c'est des trucs de famille. Les tableaux c'est pareil, c'est de famille.

Ses achats récents entérinent également l'homogénéité de son intérieur :

*Marie-Laure Guillet* – Quand j'ai soulevé le marbre [de petites tables de chevet récemment acquises], il y avait le nom du magasin de meuble dans lequel ma grand-mère en 1950 achetait ses meubles, donc c'est vraiment le même style et le même fournisseur. [...] Et en effet c'était tellement le style des autres meubles, c'était pas étonnant que j'ai flashé là-dessus !

Les ménages ayant des intérieurs traditionnels sont en moyenne plus âgés et/ou plus anciennement établis au sein des classes supérieures, appartenant davantage à la bourgeoisie traditionnelle. Ils sont généralement un peu moins dotés en capital économique que les autres – ou en tous cas ne s'attachent pas à le dépenser avec ostentation – et sont davantage religieux. Pierre Gilbert distingue également un style traditionnel et note au sujet des ménages qui l'adoptent qu'il y a un effet de génération pour cette tendance au « classicisme assumé » mais aussi un effet d'âge puisque « la diffusion des logiques de distinction domestique semble avoir moins de prise sur les ménages les plus âgés » (2014, p. 573).

Extrait du journal de terrain – Février 2017

Entretien avec Evelyne Fourcade (56 ans, chargée de mission à la mairie de Paris, mariée à un gastroentérologue, 2 enfants)

La maison est dans le quartier de La Varenne à Saint-Maur-des-Fossés, elle est en meulière et date du début du XX<sup>e</sup> siècle. La clôture est composée d'un mur en pierre et d'une grande grille ajourée noire. Je sonne, Evelyne Fourcade m'attend sur le perron, et me salue très chaleureusement en m'appelant Lorraine. Elle est assez grande, les cheveux châtons raides au carré et porte une robe droite en dessous du genou, verte à boutons et épaulettes avec un chandail en mohair vert foncé. Malgré le fait que les cloisons ont été abattues entre le vestibule, le salon et la salle à manger, la maison ne semble pas très spacieuse. Elle est surélevée de quelques marches et le salon ne donne donc pas directement dans le jardin, qui est en contrebas et peu aménagé. Les tons sont



chauds : meubles d'époque en bois, rideaux orangés et au sol tapis persans. Le coin salon est composé de deux canapés en cuir marron disposés en angle face à une télévision. À côté, il y a une étagère vitrée avec différents objets exposés dont une collection de boîtes en argent et plus bas des CD. Entre les deux canapés, il y a un guéridon en bois sur lequel est posé un vase avec des plumes de paon. Il y a également une cheminée avec un miroir doré au-dessus, des plantes vertes, une commode rustique derrière les canapés et une table ronde en bois dans l'espace salle à manger. On s'installe sur les canapés, Evelyne Fourcade a préparé à l'avance un thermos de thé. Durant l'entretien, elle me dit n'avoir quasiment rien eu besoin d'acheter : tous les meubles et les éléments de décoration proviennent d'héritages, ou leur ont été offerts à Noël.

**Figure 5.4 : Maison à Rueil-Malmaison (190 m<sup>2</sup> sur 800 m<sup>2</sup> de terrain) – 1 295 000 €**



**Figure 5.5 : Maison à Rueil-Malmaison (180 m<sup>2</sup>) – 1 250 000 €**



### *Style rococo*

Le style rococo est le plus chargé de ceux présentés, et également celui dont les éléments de décoration ont souvent le plus de valeur. Il se caractérise par la reproduction d'un style ancien dans une maison récente, qui permet d'allier des exigences de confort – voire des attentes très précises en termes d'agencement quand les ménages ont fait construire leur maison pour qu'elle soit parfaitement adaptée à leurs besoins – tout en valorisant des éléments de la culture légitime. Ces éléments très classiques se retrouvent dans l'aménagement (marbre, colonnades) et dans la décoration avec des meubles d'époque, mais également quelques tableaux et des gravures richement encadrés. Les meubles d'époque sont choisis parmi les plus travaillés, souvent en bois vernis et avec finitions dorées, comme les consoles mouvementées en bois doré à décors ajourés avec plateau en marbre. De même, les fauteuils ont généralement une large assise, et à côté de grands canapés en cuir, souvent clair, incarnent la recherche de confort. Les ménages

ayant un intérieur rococo sont davantage dotés en capital économique et peu dotés en capital scolaire et culturel. Ils ont des positions politiques conservatrices, et le mari est souvent chef d'entreprise. Ils peuvent être en petite ascension sociale ou reproduire une position dominante.

Philippe Coulangeon parle des « fautes de goûts » des « nouveaux riches », à qui ce style pourrait renvoyer. Il note par ailleurs que « la fortune des « nouveaux riches » ne demeure jamais nouvelle très longtemps » (2011, p. 141) du fait des jeunes générations socialisées dans des espaces d'entre-soi résidentiels et scolaires qui incorporent les dispositions dominantes et l'habitus de l'élite. Il existe pourtant des « fautes de goût » – ou du moins décrites comme telles depuis le pôle savant doté en capital culturel des classes supérieures – qui relèvent davantage de la structure des capitaux possédés que de leur ancienneté et qui, de manière consécutive, se transmettent et perdurent au fil des générations. Cela explique pourquoi le style rococo n'est pas réservé à des mobiles ascendants – comme c'est le cas des Prévost présentés en introduction de ce chapitre et qui ont été socialisés dans les espaces de la grande bourgeoisie. Mais cela permet également de rendre compte du fait qu'au contraire, certains « nouveaux riches » convertissent avec succès leur capital économique en capital culturel – comme c'est le cas des Merle (voir note X) et des Fournel (voir plus bas)<sup>102</sup> – et sont davantage adeptes d'intérieurs mixtes, dernier style à présenter.

*Extrait du journal de terrain – Avril 2016*

Entretien avec Jean-Claude Loison (69 ans, retraité chef d'entreprise, femme retraitée ayant travaillé dans son entreprise, 1 enfant)

Je sonne au portillon, c'est le grand portail électrique qui s'ouvre sur une allée plantée et très entretenue d'une vingtaine de mètres. Au bout de l'allée se dresse la maison, très cossue et invisible depuis la rue. Elle est blanche, récente et construite dans un style classique avec des colonnes au rez-de-chaussée et un petit fronton au-dessus de l'entrée. De larges baies vitrées s'ouvrent le jardin et on aperçoit dans le coin opposé à l'entrée un espace avec piscine intérieure [sur une parcelle qui comprend également un terrain de tennis mais que je n'aperçois pas]. Jean-Claude Loison a les cheveux blancs mais

---

<sup>102</sup> Leurs propriétés sociales témoignent d'un ancrage moins à droite de l'espace social bourgeoisien, mais également de l'espace politique. Un exemple révélateur est le fait que ces deux couples aient voulu faire l'entretien à deux, demande très rare sur mon terrain, ce qui pourrait révéler une volonté de mise en scène d'une répartition moins asymétrique des rôles de genre (même si pendant l'entretien les logiques de domination masculine en termes de prise de parole ou de rappel à l'ordre domestique font surface comme on le verra dans le chapitre suivant).



une allure assez jeune, habillé avec un pantalon et une veste sur un polo. On rentre par le hall d'entrée, très haut de plafond (environ cinq mètres), décoré avec du marbre et des gros pots de style amphore en céramique turquoise. Nous rentrons tout de suite à gauche dans son bureau, petite pièce qui s'ouvre sur des salons en enfilade que j'aperçois trop rapidement. La pièce est aménagée avec des boiseries avec en son centre un bureau de style Louis XV. Sur des étagères en bois derrière lui, j'aperçois de nombreuses photos de ses petits-enfants encadrées, beaucoup de petites sculptures de personnages et quelques livres, plutôt de grand format (cuisine, vieilles collections encyclopédique, art, etc.).

**Figure 5.6 et 5.7 : Maison dans le Parc de la Vervolière à Rueil-Malmaison (400 m<sup>2</sup> sur 3000 m<sup>2</sup>) – 2 150 000€**







### *Style mixte*

Le dernier style de décoration rencontré est le plus hétérogène puisqu'il se définit par l'alliance entre des éléments de décoration modernes, parfois design, avec d'autres plus traditionnels, dont certains peuvent être détournés, comme une Vénus de Milo en porte-manteau. Dans les intérieurs mixtes, plusieurs matériaux sont mélangés : du bois, souvent brut, avec d'autres matériaux plus à la mode comme le métal ou encore des tommettes artisanales au sol. Ces intérieurs sont également moins homogènes dans les tons choisis : on y trouve souvent des motifs dans les rideaux et les tapis (mais pas anciens comme dans le style traditionnel) et des touches de couleurs parsèment l'ensemble. De nombreux tableaux ornent les murs, plutôt modernes, et parfois réalisés par un membre du couple, adepte de la peinture. Mais ces intérieurs restent peu chargés dans l'ensemble, ils témoignent d'une esthétique de l'ordre, et font l'objet d'une faible prise de risque dans les choix décoratifs. Les ménages travaillant un style mixte ont une forte préférence pour les maisons anciennes avec une façade extérieure cossue et une « âme » (Nathalie Champemont). Le cachet historique est pourtant difficilement compatible avec les standards du confort moderne (isolation, luminosité, etc.) et de ceux de la mode en

matière d'aménagement et de décoration, notamment avec l'attrait pour les grands volumes ouverts sur l'extérieur. Ces ménages recherchent donc des maisons qui peuvent être rénovées pour être agrandies et disposer de pièces avec de grands volumes et qui soient lumineuses. Les maisons sont rénovées « dans leur jus » en conservant des tommettes anciennes, des moulures au plafond, une cheminée, un œil-de-bœuf, etc. Ces éléments en font un bien économique rare mais viennent aussi ajouter, à la valeur purement économique de la maison, une épaisseur historique. Les ménages ayant un intérieur de style mixte sont ceux qui cumulent le plus de capital économique et de capital culturel parmi mes enquêtés. Ils sont relativement jeunes (40-55 ans).

*Extrait du journal de terrain – Avril 2017*

Entretien avec Alain Fournel (né en 1958, fils de commerçant et chef d'entreprise) et Renate Fournel (née en 1952, fille d'industriels, femme au foyer et artiste peintre)

La maison est sur les bords de Marne à Saint-Maur-des-Fossés. De la rue, on aperçoit à peine la maison à cause d'un mur de deux mètres de haut en pierre incrusté de têtes de lion vert foncé. Renate Fournel m'ouvre le portillon, le jardin est bien entretenu, il y a des azalées en pot le long d'une allée sinueuse de quelques mètres qui mène à la maison, une imposante bâtisse en pierre datant du XVII<sup>e</sup> siècle. Renate Fournel porte une coupe courte auburn avec des boucles d'oreille modernes composées d'une sphère en argent martelé pendant au bout d'une tige. Elle est habillée avec un jean et un pull noir. Elle me demande si je dois prendre des notes et nous décidons de nous installer dans la salle à manger.

C'est une pièce lumineuse, séparée du salon, avec de grandes fenêtres peintes en blanc, trois murs blancs et un mur recouvert d'une toile peinte avec de larges rayures marron et beige. L'ensemble de la pièce est dans les tons blanc et crème. Elle est organisée autour d'une grande table noire avec huit chaises foncées sur un tapis blanc avec des motifs géométrique. Sur un chemin de table blanc est posé un grand vase avec des narcisses et des branches de coton où sont accrochés de petits animaux de Pâques qui pendent. Il y a également un vide-poche avec des sphères en osier tressées. Au-dessus de la table, deux luminaires contemporains composés de fils de fer entremêlés avec des petits carrés métalliques. Il y a également un buffet en bois brut assez clair où est posé une lampe rayée, une photo et des éléments de décoration – bougies, plantes grasses etc. À côté, une petite étagère qui a une porte vitrée repeinte en blanc avec des verres à l'intérieur. Dans un coin on peut voir un petit bureau ancien, et derrière moi une console noire moderne. Il y a beaucoup de tableaux accrochés, certains abstraits – notamment un grand bleu et zébré – mais aussi beaucoup de portrait, et une pile de toiles entassées à côté de la porte de la salle à manger. Tous les tableaux ont été faits par Renate Fournel, comme elle me l'expliquera pendant l'entretien.

Je m'installe et elle me félicite d'emblée pour mes études – c'est mon avant-dernier entretien et c'est la première fois que ça arrive. Elle me dit que son mari va arriver, en attendant j'allume l'enregistreur. Il arrive, on se sert la main, il a les cheveux courts bouclés, porte un pull gris clair assez moulant à col en V avec un jean. Pendant l'entretien, il souligne la difficulté à allier le goût de sa femme pour l'ancien et son goût pour les grands volumes. Il me propose de visiter le rez-de-chaussée. On repasse par l'entrée, il y a un mannequin qui sert de décoration, un gros rideau noir et blanc avec des motifs (il me précise que tous les tissus viennent de chez Pierre Frey). Le sol du rez-de-chaussée est carrelé blanc et noir. Dans le salon, il y a une cheminée qui date du XVI<sup>e</sup> qui provient du château de Blois (récupérée par le précédent propriétaire, qui a fait tous les travaux d'agrandissement et de mise aux normes du confort moderne). Il me signale également un œil de bœuf qui est d'époque. Au centre du salon, deux canapés en cuir marron sont orientés vers une télévision moyenne posée sur un meuble rouge laqué chinois. Il y a un gros pot de papyrus et une table basse dans un coin de la pièce recouverte d'orchidée. J'aperçois également un meuble en bois brut avec des portes vitrées, à l'intérieur sont disposés des grands livres sur la géographie de type atlas. Il y a également deux tables Louis-Philippe repeintes en noir partiellement repliées et utilisées comme guéridons. On retourne dans l'entrée pour accéder par une porte sous l'escalier à la cuisine, faite sur mesure par un cuisiniste avec qui ils avaient déjà travaillé pour leur précédente maison. Elle est composée de meubles en bois massifs assez clairs et donne sur une terrasse qu'ils ont fait refaire.

**Figure 5.8, 5.9 et 5.10 : Maison à Rueil-Malmaison (370 m<sup>2</sup> sur 600 m<sup>2</sup>) – 2 180 000 €**







Ces différents styles de décoration renvoient à des systèmes de préférences qui s'incarnent dans les choix d'aménagement intérieur et dessinent des principes de différenciations au sein de la fraction de classe étudiée. Mais ces principes ne sont pas figés et ces différents styles fonctionnent davantage comme des pôles autour desquels se structurent les goûts dans le champ de la décoration bourgeoise. Comme on l'a vu, si certains profils se dégagent, les classements ne sont pas mécaniques étant donné la complexité des trajectoires, et ce pour chacun des membres du ménage. On ne peut donc pas dire par exemple qu'un chef d'entreprise se tournera vers tel ou tel style<sup>103</sup>. De plus, si la présentation des différents styles de décoration a l'avantage d'introduire de la nuance au sein des fractions des classes supérieures du privé, il est difficile d'en tirer une typologie de sous-groupes clairement délimités. En effet, premièrement l'attrait pour un certain style de décoration n'est pas figé dans le temps comme en témoigne la trajectoire de Colette Prévost, présentée en introduction de ce chapitre, qui illustre un certain « tâtonnement ». De plus, ces ménages sont souvent multipropriétaires et ces différents styles peuvent se combiner en fonction du type du maison – principale ou secondaire. Enfin, ces styles de décoration peuvent même se combiner à l'intérieur d'une maison, entre les pièces – et avoir par exemple une salle de bain rococo dans une maison design.

## Conclusion

À la suite de l'analyse des mécanismes conduisant à construire et travailler l'entre-soi (cf. partie 2), l'étude approfondie des logements des classes supérieures du privé montre l'importance de la dimension spatiale des classements sociaux. Les ménages enquêtés sont à la recherche d'une maison qui leur corresponde parfaitement, et peuvent financièrement concrétiser leur « rêve » (Colette Prévost, Sophie Caron) et devenir propriétaire de ces biens prestigieux. Le goût pour la propriété s'accompagne également d'un goût pour la décoration qui fait l'objet d'un travail, dans lequel les ménages investissent et s'investissent pour s'assurer que leur maison renvoie une image sociale adéquate. L'espace de la maison participe donc à la construction du statut résidentiel des enquêté·e·s et plus largement à leur statut social. Les

---

<sup>103</sup> Les hommes des ménages présentés dans les portraits pour les styles design, rococo et mixte sont d'ailleurs des chefs d'entreprise.

vastes maisons des ménages enquêtés transforment les individus, au sens où elles accentuent leur ancrage dans les fractions du privé des classes supérieures. Ces espaces de vie favorisent et entretiennent en effet le repli sur la sphère du foyer grâce à l'isolement qu'ils permettent et à l'aisance spatiale qui s'y développe.

Le fait de vivre dans un quartier ségrégué et dans de grandes maisons inculque à mes enquêtés et leur famille un rapport particulier à l'espace, assuré et légitime. Leur socialisation de classe les a habitués aux espaces homogènes et à la propriété. Elle s'active dans le choix du logement, qui va ensuite produire une socialisation de renforcement pour les adultes et permettre la transmission de ces goûts et de ce rapport particulier à l'espace aux enfants. Le logement fonctionne donc comme une instance de socialisation : il permet de reproduire les styles de vie des classes supérieures du privé, notamment le goût pour la propriété, l'importance accordée aux logiques familiales et aux sociabilités mondaines. Le capital symbolique tiré de la propriété d'une maison et de sa décoration, renforce l'appartenance de classe et contribue à faire des ménages enquêtés des membres à part entière des classes supérieures.

Au-delà des effets socialisateurs, mon travail met en lumière les processus d'incorporation du capital économique, notamment par le logement, chez les classes supérieures du privé. De la même manière que la transmission du capital culturel gagne à être étudiée à travers les dispositions incorporées (Serre, 2012), ce chapitre montre l'importance des biens matériels et de leurs usages dans l'intériorisation d'un rapport dominant à l'espace.

En plus d'être un bien économique, le logement est également un espace de pratiques. Le logement des classes supérieures a pourtant peu été étudié sous cet angle-là, contrairement aux logements des classes populaires (Gilbert, 2014 ; Lion, 2018). Contrairement à ces derniers, le logement des ménages enquêtés n'est pas l'occasion d'une réappropriation de leur existence et de leur autonomie. En effet, les membres de ces ménages expérimentent peu la subordination et la domination dans d'autres domaines de leur vie sociale. Cependant, il est nécessaire de préciser comment s'articulent les rapports sociaux de classe et de genre pour les femmes des ménages enquêtés, et le rôle joué dans cette imbrication par le logement, qui peut être à la fois une prison dorée et un support d'activités émancipatrices. En plus de l'étude des pratiques de

décoration qui a été faite dans ce chapitre, saisir les arrangements conjugaux et les formes sexuées différenciées d'investissement dans la gestion de l'économie domestique et dans l'éducation des enfants, permet d'étudier le logement en tant qu'espace de pratiques et d'analyser le poids de la domination masculine s'exerçant sur les femmes des ménages enquêtés.

## Chapitre 6

### Ce que le genre fait à la classe : des femmes au foyer privilégiées ?

Lorsque j'arrive chez Nathalie Champemont un jour de semaine en début d'après-midi, je trouve porte close car cette dernière a oublié notre entretien et est allée à la piscine. À son retour une heure plus tard, elle se confond en excuse, me dit qu'elle avait noté notre rendez-vous mais qu'elle n'a pas regardé son agenda en précisant : « depuis que j'ai arrêté de travailler je vis un peu au jour le jour ». Elle m'offre un jus de pomme framboise et nous débutons l'entretien, installées autour de la table basse en verre, sur le canapé en cuir beige du salon salle à manger. C'est une pièce très lumineuse et soigneusement décorée dans les tons crème, qui rassemble du mobilier design – larges plafonniers métalliques, fauteuils aviateurs en cuir vieilli avec accoudoirs chromés, etc. – et des meubles d'époque et de famille – comme cette grande armoire en bois avec détails de marqueterie et serrure en argent. Comme elle me le dit en entretien elle a beaucoup investi en temps et en argent dans l'aménagement intérieur et la décoration de sa maison. Nathalie Champemont est née en 1964 à Nice. Son père était chef d'entreprise et sa mère travaillait avec lui comme assistante. Nathalie Champemont arrive à Paris pour finir ses études en gestion des entreprises (niveau Bac+5, DESS) et y rencontre son mari qui a fait les mêmes études qu'elle en province et dont le père est directeur d'usine et la mère au foyer. Elle commence sa carrière professionnelle à Paris comme consultante en informatique. À la naissance de leur troisième enfant au début des années 2000, le couple quitte Paris pour acheter un appartement à Saint-Maur-des-Fossés. Au même moment, Nathalie Champemont prend un congé parental – ce qui facilite l'installation – mais recommence à travailler deux ans plus tard. Un an après sa reprise, elle est obligée de démissionner pour suivre son mari qui est muté à Dijon pour prendre la direction d'une usine. Elle cherche un travail à Dijon, qu'elle trouve très facilement (« dans ce secteur-là à partir du moment où vous avez le profil y'avait du travail ») mais qui l'oblige à faire des déplacements sur toute la région. Son mari voyageant lui-même à l'international (« C'est son lot quasiment quotidien les voyages »), elle refuse l'offre et décide de rester mère au foyer : « Je m'occupais des enfants et d'une maison que nous avions achetée, qui avait des travaux en cours... Voilà, donc je gérais les travaux et les enfants. ». Son mari



connaît ensuite une seconde progression de carrière, il devient directeur logistique et la famille s'expatrie à Boston pour quatre ans. Nathalie Champemont s'investit dans une association communautaire, puis lasse de ne pas travailler à l'extérieur (« à la fin je commençais à en avoir assez, en me disant : “c'est bien beau mais je peux peut-être mettre à profit mes compétences pour autre chose” »), elle fait les démarches nécessaires pour obtenir un permis de travail, qui arrive malheureusement au moment où son mari est rappelé en France. À son retour en France, Nathalie Champemont se consacre à deux tâches : « réintégrer les enfants dans un système scolaire français » et trouver une maison à Saint-Maur-des-Fossés. Elle cherche donc de « bonnes » écoles privées pour ses enfants et visite seule une cinquantaine de maisons avant de trouver celle qui convient parfaitement à la famille et dont elle coordonne les lourds travaux de rénovation. Au moment de l'entretien, la famille emploie deux employées domestiques, une femme de ménage et une repasseuse, qui permettent à Nathalie Champemont d'avoir du temps libre, qu'elle consacre notamment à des activités sportives. Notre entretien dure plus de trois heures et se transforme en discussion pendant la dernière demi-heure où elle me pose de nombreuses questions sur Sciences Po et me demande mon avis sur les questions d'orientation scolaire. En me raccompagnant au portail, elle me remercie.

Contrairement aux espaces pavillonnaires regroupant fractions stables des classes populaires et petites classes moyennes, où la biactivité des ménages les plus dotés constitue un « enjeu statutaire » et un « signe de leur appartenance aux classes moyennes » (Lambert, 2016), dans les espaces de banlieue résidentielle aisée étudiés, l'activité des femmes n'est pas un enjeu de classement à l'échelle locale. À l'« ethos égalitaire »<sup>104</sup> cher aux classes moyennes (Clair, 2011) et aux groupes davantage dotés en capital culturel, correspondent des valeurs différentialistes du point de vue du genre répandues chez les classes supérieures du privé. C'est pourquoi leurs arrangements conjugaux, comme ceux à l'œuvre dans le ménage Champemont, peuvent plus systématiquement déboucher sur l'éloignement de la femme d'un emploi rémunéré, les ménages concernés étant ceux poussant à son paroxysme la division sexuelle du travail qui prévaut dans la majorité des couples. De plus, ce statut particulier pour les épouses peut être considéré comme un héritage du passé dans les familles les plus catholiques et

---

<sup>104</sup> Cet ethos égalitaire ne correspond pas forcément à une répartition égalitaire des tâches.

bourgeoises valorisant la suprématie du mari (Davidoff et Hall, 2014 ; Le Wita, 1988). L'« inactivité » des femmes peut aussi devenir un attribut de la richesse et de l'appartenance aux fractions des classes supérieures du privé. Rachel Sherman parle à propos des hommes des ménagés aisés new-yorkais qu'elle interroge, d'un potentiel « desire [of] the status of having a nonworking wife » (Sherman, 2017, p. 175). Les femmes au foyer sont donc une figure phare du repli sur le monde privé propre à cette fraction des classes supérieures du privé. Elles ont un statut révélateur d'une certaine appartenance de classe, mais aussi d'un ancrage résidentiel particulier. Si des spécificités locales en lien avec l'inactivité des femmes et qui seraient propres aux communes étudiées ne sont pas ressorties de mon enquête, la localisation en banlieue résidentielle est structurante. Elle fait écho à la figure davantage étudiée et représentée de la femme au foyer vivant dans des quartiers de banlieues huppées américaines. Être femme au foyer à Rueil-Malmaison et à Saint-Maur-des-Fossés renforce l'isolement géographique tout en rapprochant de réseaux d'interconnaissances de femmes au foyer organisés à l'échelle locale, généralement autour de l'école. Il est difficile d'énoncer un lien de causalité directe entre le statut d'activité des femmes et la localisation en banlieue, qui entretiennent davantage une relation d'interdépendance. Il s'agit dans cette partie de mieux cerner les déterminants de l'inactivité des femmes de classe supérieures (1), la nature du travail qu'elles accomplissent – qui produit le style de vie – (2) et la manière dont elles justifient et (dé)valorisent ce statut particulier (3). Les femmes au foyer sont pour Christine Delphy « des situations exemplaires de certains aspects de l'oppression commune » (Delphy, 1983, p. 3) que subissent les femmes – avec notamment les ouvrières et les prostituées. À ce titre, la description du quotidien de ces femmes nous renseigne sur les logiques genrées à l'œuvre de manière plus générale dans les arrangements conjugaux, et notamment chez les couples biactifs appartenant aux classes supérieures.

Le poids des socialisations est visible dans la trajectoire de Nathalie Champemont qui reproduit le statut de la mère de son mari, tandis que sa mère occupait également un emploi subalterne dans l'entreprise de son père. Pour elle, l'impossible conciliation entre vie familiale et vie professionnelle – qui pèse ainsi uniquement sur elle – ainsi que les mutations de son mari semblent avoir joué primordial dans l'arrêt de son emploi. L'effet du genre se distingue d'autant plus qu'elle est diplômée d'une institution plus prestigieuse que son mari. Il s'agira donc dans

une première partie de mieux saisir qui sont ces femmes éloignées d'emplois rémunérateurs à l'extérieur et de comprendre pourquoi elles ont fait ce choix, en détaillant à la fois le poids des socialisations mais également celui de la difficile conciliation entre vie professionnelle et familiale. En effet, la progression des carrières des hommes se traduit par un investissement en temps important de leur part mais aussi, pour les cadres des fractions étudiées, par des mutations à l'échelle internationale qui entraînent l'expatriation de la famille. Ces mutations ont de lourds effets sur les trajectoires professionnelles des femmes, à un moment où elles sont touchées par la « *motherhood penalty* » (Waldfoegel, 1997 ; Budig et England, 2001 ; Meurs, Pailhé et Ponthieux, 2011), l'arrivée des enfants contraignant leurs carrières professionnelles.

Le récit de Nathalie Champemont laisse voir ses deux principales activités : s'occuper des enfants et de la maison. En effet, une fois devenues femmes au foyer, les femmes de classe supérieure prennent en charge le travail domestique, couplé à un travail de consommation propre à leur fraction de classe, que Rachel Sherman appelle le « *labor of lifestyle* » (Sherman, 2017), et qu'il s'agira de détailler dans une deuxième partie. Ce travail est allégé par l'externalisation des tâches les plus ingrates à des femmes de classes populaire. Il permet également de produire le style de vie et d'entériner l'appartenance de classe du ménage.

Enfin, Nathalie Champemont me dit en entretien ne pas regretter son choix d'avoir arrêté de travailler à l'extérieur, pourtant sa trajectoire montre qu'elle a cherché à renouer avec une activité professionnelle rémunérée à de multiples reprises sans jamais y parvenir. C'est pourquoi il est primordial de s'intéresser à comment est vécue cette situation par les femmes concernées. Si leur appartenance de classe peut alléger le poids de l'enfermement domestique, elle place également les femmes face à des injonctions contradictoires et les obligent à produire des discours de légitimation de leur travail de mère et à se distinguer de la « figure repoussoir » des femmes au foyer (Lambert, 2016 ; Landour, 2015).

## **1. L' « inactivité » chez les femmes de classes supérieures**

La plupart des femmes au foyer interrogées sont nées dans les années 1960. Contrairement à la situation qui prévalait dans la bourgeoisie quarante ans plus tôt (Le Wita, 1988 ; Ostrander,

1984), la plupart ont été élevées dans l'optique d'avoir un emploi rémunéré à l'extérieur. Pourtant, les hommes et les femmes de cette génération ont également incorporé des dispositions différencialistes du point de vue du genre, et ont notamment intériorisé comme allant de soi l'aspect secondaire de l'emploi féminin ainsi que leur prise en charge quasiment intégrale du travail domestique et du soin porté aux enfants. Ces dispositions, couplées à des effets structurels sur le marché du travail, amènent certaines femmes à rester au foyer. La compréhension du cheminement aboutissant à cette situation peut être analysée comme une « carrière ». Muriel Darmon signale la portée heuristique de l'usage à contre-emploi de la notion de carrière, qui oblige à ne pas s'appuyer sur certains lieux communs et au contraire à redoubler de rigueur dans l'analyse scientifique (Darmon, 2008a). Elle sera ici mobilisée, non pas pour identifier des parcours professionnels auréolés de succès mais pour comprendre comment on devient femme au foyer. Cet usage n'implique pas de développer les enjeux liés à la question du pathologique mais permet l'objectivation de cette situation, à côté des discours sur le penchant « naturel » des femmes à se retirer du marché du travail pour s'occuper de leurs enfants. Il ne s'agit pas d'adopter une posture surplombante mais d'analyser dans leurs discours les moments de rupture, et ce alors même qu'ils sont difficiles à énoncer, étant donné que l'inactivité est perçue comme un « luxe » mais aussi pour ne pas perdre la face ni incriminer le noyau familial qui donne du sens à leur quotidien. Enfin parler de carrières de femmes au foyer permet de s'intéresser aux processus de labellisation et d'étiquetage des femmes concernées, et ce d'autant plus que les frontières de l'« inactivité » sont floues et mouvantes (1.1).

## **1.1 Le halo des femmes au foyer**

La question de l'« inactivité » des femmes, au sens statistique du terme, pose des questions de mesure et de terminologie. L'enquête Emploi isole parmi les inactives un groupe de femmes qui se déclarent « femmes au foyer » et que l'on peut considérer comme le cœur du groupe étudié. Mais pour parler des femmes qui sont éloignées d'emplois rémunérateurs à l'extérieur à cause de la prise en charge de l'économie domestique et du soin porté aux membres de la famille, l'étude de ce noyau ne suffit pas et doit être complétée par celle d'un « halo » regroupant des situations très hétérogènes. L'enquête de terrain a été sur ce point éclairante pour mettre en avant la diversité des situations de femmes qui se déclaraient au foyer, et encore davantage de femmes qui, ne se déclaraient pas forcément au foyer, mais partageaient le même quotidien

avec la prise en charge du travail domestique, étaient confrontées au même isolement géographique ou encore à la même dépendance financière. C'est le cas notamment des femmes qui travaillent à temps partiel dans l'entreprise de leur mari, ou encore qui développent une activité indépendante, peu ou pas rémunératrice à domicile. À la question sur leur profession, certaines femmes hésitent entre leur ancienne profession, leur statut de mère au foyer ou l'activité qu'elles réalisent de manière gratuite (gestion de patrimoine ou de biens locatifs) ou encore l'activité qu'elles cherchent à développer en auto-entrepreneure mais dont l'existence est parfois très ténue.

**Tableau 6.1 : Le halo des personnes éloignées d'emplois rémunérateurs en 2015<sup>105</sup>**

	Femmes	Hommes
<b>Emploi</b>	<b>71,1</b>	<b>80,4</b>
Dont aide familiale	0,2	0
Dont indépendantes qui gagnent moins de 500 euros	0,5	0,2
Dont à temps partiel de 50% ou moins	7,1	2,1
<i>Dont pour raisons familiales*</i>	1,1	0,1
<b>Chômage</b>	<b>8,2</b>	<b>9,3</b>
<b>Inactivité</b>	<b>20,7</b>	<b>10,4</b>
Dont en congé parental à temps plein ou au foyer	10	0,4
Halo des personnes éloignées d'emplois rémunérateurs	36,7	22

\*Modalité qui cumule les raisons justifiant le temps partiel "pour s'occuper d'enfants ou d'une personne dépendante" et "pour faire des travaux domestiques ».

Champ : Personnes entre 25 et 60 ans en France

Source : Enquête Emploi 2014 – 2016, INSEE (producteur), ADISP (diffuseur), traitements de l'autrice

Cette hétérogénéité se reflète dans la diversité des définitions utilisées dans la littérature sur les femmes au foyer, qui souligne la complexité de la mesure (Dieu, Delhaye et Cornet, 2010), mais aussi dans les dénominations choisies pour désigner ces femmes. Liliane Fiori-Astier

<sup>105</sup> En raison des faibles effectifs, j'ai choisi de calculer la moyenne sur trois années consécutives (2014, 2015, 2016) pour donner plus de solidité aux résultats.

considère par exemple que le passage de l'expression « mère au foyer » à celle de « femme au foyer » est une essentialisation, où la femme se résume à son rôle de mère (Fiori-Astier, 2006). Mais parler de « mère au foyer » laisse dans l'ombre la prise en charge du travail domestique, et plus encore leur travail d'épouse, pourtant déterminant pour la situation professionnelle du mari et son positionnement social, comme nous le verrons tout au long de ce chapitre. En accord avec mon expérience de terrain, où les femmes utilisaient les deux expressions, j'ai donc choisi de parler de femmes au foyer, et de manière plus générale de femmes éloignées d'emplois rémunérateurs à l'extérieur pour capter l'hétérogénéité des situations constituant le halo de l'« inactivité » pour raisons familiales et domestiques.

En 2015, 10% des femmes de 25 à 60 ans<sup>106</sup> sont en congés parental à temps ou se déclarent femmes au foyer ; elles sont le noyau central du groupe étudié. Cette situation est fortement liée à la position de genre puisqu'elle concerne seulement 0,4% des hommes aux mêmes âges. Au vu de l'hétérogénéité des situations présentes sur le terrain, certaines personnes considérées comme « actives » peuvent être rapprochées du groupe des femmes au foyer. C'est le cas des aides familiales, non salariées, qui réalisent un travail administratif, commercial ou artisanal pour leur conjoint ou encore des femmes travaillant à temps partiel – 50% ou moins. Notons encore une fois un effet de genre important puisque c'est une modalité qui rassemble 7,1% des femmes contre 2,1% des hommes entre 25 et 60 ans en 2015<sup>107</sup>. Enfin, on peut prendre en compte dans le halo des personnes éloignées d'emplois rémunérateurs à l'extérieur, les indépendantes qui gagnent moins de 500 euros, les inactives qui ne se déclarent pas femme au foyer, ou encore les chômeuses, dont on peut supposer le temps fortement occupé par la prise en charge du travail domestique, étant donné la prégnance de la division sexuelle du travail.

---

<sup>106</sup> Ces bornes d'âge ont été choisies afin de minimiser la présence des étudiantes et des retraitées dans le halo ainsi esquissé.

<sup>107</sup> Les femmes sont davantage touchées que les hommes par le temps partiel et ce dernier n'a pas le même statut pour les hommes et les femmes. Il permet pour les femmes de « se consacrer davantage à son foyer », alors qu'il n'augmente quasiment pas l'investissement domestique des hommes (Allègre et al., 2015).

## 1.2 Des rôles genrés perçus comme complémentaires au sein de la maisonnée

Parmi les ménages enquêtés, un tiers des femmes sont au foyer, et près d'un autre tiers travaillent de manière occasionnelle, à temps partiel dans l'entreprise familiale, sont indépendantes à domicile ou ont pris leur retraite de manière très anticipée. Cette forte présence de femmes éloignées d'emplois rémunérateurs peut être analysée comme un effet de dispositions de classe, intériorisées durant une socialisation primaire bourgeoise. Les dispositions différentialistes du point de vue du genre fondent un modèle « traditionnel » – qui se caractérise notamment par la prise en charge par les femmes du soin porté aux enfants – véritable ferment des carrières d'« inactives ». L'implication première des femmes dans le travail familial et domestique n'est jamais remise en question et la figure de la mère, dévouée à sa famille et ses enfants, est le pendant de celle du père absent, travaillant dur pour subvenir aux besoins de sa famille.

### *Le poids des socialisations*

Une part conséquente des mères des hommes et des femmes des ménages enquêtés étaient elles-mêmes femmes au foyer. À ma question sur la profession des parents et beaux-parents, les enquêté·e·s présentent systématiquement le métier du père en premier et certain·e·s ne pensent même pas à préciser le statut des mères, comme si le fait d'être à la maison allait de soi pour ces femmes. Avoir été élevé·e par une mère au foyer crée des effets de reproduction et d'imitation chez les hommes et les femmes. Valérie Devaux, (née en 1969, mariée à un directeur commercial, 3 enfants) devenue femme au foyer au moment de l'expatriation de sa famille suite à une promotion de son mari, s'interroge sur la force de ces dispositions intériorisées :

*Valérie Devaux* – Et ma maman, elle était secrétaire mais elle a été mère au foyer, avec quatre enfants c'est pareil, et un papa qui voyageait beaucoup. J'ai peut-être recréé le même schéma, je sais pas...

Si la reproduction du statut et des modèles familiaux n'est pas mécanique, les personnes interrogées ne cherchent pas, au moins dans leur discours, à se distinguer de leurs parents, contrairement aux ménages stabilisés des classes populaires qui témoignent souvent de leur volonté de s'éloigner de modèles masculins constituant de véritables « figures repoussoirs » pour elles·eux (Cartier, Letrait et Sorin, 2018). Ces effets de reproduction sont renforcés par les socialisations secondaires puisque les femmes au foyer sont nombreuses dans leur entourage,

leur voisinage ou encore parmi les mères impliquées dans les associations de parents d'élève ou dans les activités religieuses des écoles privées. L'appartenance religieuse catholique est également un facteur important dans l'analyse des choix professionnels des femmes. D'une part, car elle augmente les chances de grandes fratries et donc le temps nécessaire à l'éducation des enfants. D'autre part car l'appartenance religieuse peut être vue comme une garantie pour les femmes au foyer des ménages de classes supérieures contre le risque de divorce (Biland et Mille, 2017), qui facilite peut-être le choix d'être monétairement dépendante de leur mari.

Cette organisation familiale entraînant les femmes à rester au foyer repose sur la différenciation des rôles de genre que l'on sait être très marquée aux deux extrêmes de l'espace social (Darmon, 2010) et facilite leur transmission aux enfants qui grandissent au sein de ces foyers marqués par une division genrée du travail domestique (Court et al., 2016). La prégnance de ces dispositions différentialistes est visible dans le recours à de nombreux stéréotypes de genre de la part des enquêté·e·s. Les stéréotypes de genre participent d'une « logique essentialiste, en ce sens qu'[ils] explique[nt] ce que les gens font (leurs conduites) par ce que qu'ils sont (leur essence) » (Duru-Bellat, 2016, p. 90). Ainsi Catherine Bousquet (née en 1960, femme au foyer mariée à un directeur financier, 5 enfants) assimile les « gens [qui] travaillent » aux hommes quand elle me parle de la difficulté à faire naître une implication des habitant·e·s à l'échelle du quartier :

*Catherine Bousquet* – Parce que les gens travaillent toute la journée, ils rentrent chez eux, ils ont envie de retrouver leur femme, leurs enfants, ils ont pas envie de ressortir pour aller à des réunions, ils ont envie qu'on leur fiche la paix je crois.

Ces stéréotypes genrés sont également visibles à propos du caractère masculin ou féminin de certaines activités domestiques :

*Lorraine* – Pour l'entretien du jardin vous avez personne?

*Isabelle Fabre* – Si si, parce que j'ai pas un grand mari jardinier et puis il a quand même des gros gros horaires donc on a quelqu'un pour le gros entretien du jardin. Parce que y'a beaucoup d'arbres, y'a beaucoup d'élagages.

*Lorraine* – Et sinon sur la décoration c'est vous qui vous en occupez?

*Colette Prévost* – Oh ben oui c'est féminin quand même (rires) ! [Plus loin, à propos du bricolage] Un mari qui bricole pas c'est dur, c'est très très dur. C'est dur hein.



Si les stéréotypes de genre sont encore prégnants au sein de la société française, leur adhésion est liée au genre et à l'âge des individus mais également à leur degré de religiosité, qui joue un rôle important (Papuchon, 2017). Ces discours différentialistes du point de vue du genre isolent les fractions appartenant au pôle privé des classes supérieures, souvent religieuses, d'autres fractions des classes moyennes et supérieures davantage dotées en capital culturel et scolaire, beaucoup plus attachées à mettre en avant une volonté égalitariste dans leurs discours – pouvant néanmoins être en totale déconnexion avec les pratiques des individus (Lambert, 2016). Ces stéréotypes genrés et ces dispositions différentialistes sont également au fondement d'une vision naturalisée du rôle de la mère devant, et pouvant seule, répondre aux besoins des enfants.

### *Naturalisation de la figure de la mère*

L'appartenance à des milieux traditionnels, plutôt bourgeois et souvent catholique, va de pair avec un penchant pour les familles nombreuses (Davidoff et Hall, 2014) et une adhésion au « modèle de la mère au foyer » (Papuchon, 2017). Les femmes interrogées mettent en avant la place centrale accordée au projet familial dans le choix de rester à la maison. Les femmes qui travaillaient disent avoir eu le besoin de se consacrer à leur famille au moment de la naissance de leurs enfants, comme me l'explique Cécile Lambert (née en 1962, mariée à un directeur financier, 2 enfants), ancienne cadre dirigeante, devenue consultante à domicile à temps partiel lorsque ses enfants ont eu respectivement sept et neuf ans :

*Cécile Lambert* – La première motivation c'est surtout les enfants évidemment, c'est de profiter au mieux des enfants, de les accompagner au mieux dans leur croissance, dans leur développement mais c'est vrai qu'il arrive un âge où on peut avoir envie d'arrêter de courir et de passer sa vie sur le plan pro. Voilà. [...] Moi j'ai vraiment senti ce tiraillement. Et plus les enfants grandissent je trouve, plus finalement ils ont besoin de nous, et plus ce tiraillement est important.

Cette prise en charge par les femmes du soin porté aux enfants est décrite comme « naturelle » dans les arrangements conjugaux. En effet, l'arrivée des enfants correspond à une véritable « révélation » qui entraîne même une interrogation sur le sens donné à sa vie et à son investissement professionnel (Landour, 2015).

*Léonie Oudot* – Une fois que j'ai eu mon premier enfant je me suis redécouvert autrement et j'avais vraiment une envie de fonder une famille et avoir une vie familiale cohérente.

Les femmes interrogées développent donc des argumentaires justifiant leur éloignement d'emplois rémunérateurs en termes de « besoins » des enfants. Identifier des qualités féminines comme « naturelles » revient à nier les compétences des femmes, qui seraient « innées et non acquises » (Kergoat, 1982) et donc à les dévaloriser. Le processus de naturalisation des compétences d'éducation participe donc de l'entreprise de déqualification des femmes (Maruani, 2017). Cette révélation qui guide les femmes loin de leur emploi rémunéré ne semble pas toucher les hommes des ménages enquêtés<sup>108</sup> et leur très faible implication dans la vie familiale n'est pas remise en question.

#### *Faible investissement de la part des hommes*

Les dispositions différentialistes du point de vue du genre des personnes interrogées vont de pair avec une vision complémentaire des rôles de genre au sein de la famille. À la figure de la mère naturellement dévouée aux besoins de ses enfants, et prompte à arrêter son activité rémunérée pour prendre en charge leur soin, correspond celle du père absent, investi dans son travail fortement rémunérateur, dont il faut préserver le confort à la maison en lui épargnant un quelconque investissement domestique. Cet investissement dans le travail fait du père une figure absente du ménage malgré l'importance affichée du projet familial.

*Lorraine* – Il travaille beaucoup?

*Béatrice Cartier* – Beaucoup. [...] Oui oui il travaille 70 heures par semaine. Les enfants le voient pas quoi. Il part le matin, je vous dis là ce matin il est parti à 6h et demie et il rentre le soir vers 10h-11h. Du lundi au vendredi et le samedi dimanche il travaille à la maison. Il est souvent au téléphone, voilà avec peu de vacances.  
(née en 1969, mère au foyer, marié à un avocat, 4 enfants)

*Sylvie Toussaint* – Mais il rentre entre 9h et 10h. Mais on est habitué ça a toujours été comme ça. Les enfants ont toujours été habitués à ces horaires-là.  
(née en 1964, femme au foyer, mariée à un chirurgien dentiste, 3 enfants)

*Isabelle Fabre* – Ah oui, il part à 7h, 7h15, il rentre, au mieux il est 9h. Dans la semaine, les enfants voient à peine leur père.  
(née en 1968, mère au foyer mariée à un directeur financier, 3 enfants)

---

<sup>108</sup> Sauf pour un homme indépendant à temps partiel à domicile.

Cette figure absente du père relève de l'évidence pour l'ensemble de la famille, et n'est jamais remise en question par les femmes au foyer interrogées. Isabelle Fabre explicite cette évidence lorsqu'elle me dit n'avoir pas de soutien familial dans son environnement direct :

*Isabelle Fabre* – N'ayant pas de soutien familial ici ben dès qu'il y en a un qui est malade, quand ils sont petits, dès qu'il y en a un qui a quelque chose, ben voilà vous êtes seule pour assurer. Parce que mon mari voyage beaucoup. A l'époque il voyageait plus de 50% de son temps donc ça vous donne une idée. Donc vous pouvez pas compter dessus. (née en 1968, mère au foyer mariée à un directeur financier, 3 enfants)

En parlant d'absence de « soutien familial », Isabelle Fabre fait référence au fait que ses parents vivent à Bordeaux, où elle est née, et qu'ils n'ont donc pas pu l'aider au quotidien avec ses enfants. Ce faisant elle n'envisage pas son mari comme un potentiel soutien familial et elle occulte également le fait que ses beaux-parents vivent en proche banlieue parisienne, sur la même ligne de RER qu'elle.

L'arrivée des enfants n'a pas poussé les hommes des ménages rencontrés à diminuer leur investissement au travail, au contraire elle signe un moment critique dans la disjonction des trajectoires professionnelles (Meurs, Pailhé et Ponthieux, 2011 ; Pailhé et Solaz, 2010). L'arrivée des enfants correspond à un moment où la carrière des hommes interrogés s'intensifie, et où ils accèdent à des postes, souvent de direction, avec de fortes responsabilités. Ces postes à responsabilité occupés par les hommes enquêtés sont fortement rémunérés. Les ressources patrimoniales du ménage et le salaire du conjoint assurent à ces femmes les conditions matérielles pour arrêter leur travail rémunérateur. À partir de la trentaine, contrairement aux classes moyennes, la biactivité n'est pas une condition nécessaire au maintien d'une position sociale privilégiée (Lambert, 2016).

*Brigitte Coste* – Y'a beaucoup de famille de trois enfants, et puis c'est vrai que quand on a les moyens financiers de pouvoir vivre confortablement et d'élever ses enfants en même temps bon ben c'est bien. Après, les femmes qui font d'autres choix, qui font le choix de travailler et c'est très bien aussi. En tous cas le nôtre ça a été que moi je m'occupe des enfants. Donc voilà.

Ces postes impliquent également de nombreux voyages, voire un séjour d'expatriation qui accentue également le décrochage entre les carrières au sein des couples biactifs : forte progression de carrière pour les hommes (ainsi que « step financier » pour la famille), qui prime

sur celle des femmes qui entrent dans l'inactivité. C'est par exemple le cas de Nathalie Champemont présentée en introduction de ce chapitre ou encore de Valérie Devaux (née en 1969, femme au foyer, mariée à un Directeur commercial, 3 enfants), ancienne ingénieure :

*Valérie Devaux* – J'ai démissionné en 2005, oui parce qu'on est parti à l'étranger. J'ai pu mettre des congés parentaux, pour ma deuxième et mon troisième enfant. Mais après une fois que ça arrive à échéance il faut démissionner quoi. Je pouvais pas rentrer en France.

*Lorraine* – Et quand vous êtes rentrée en 2008, vous vous êtes posé la question?

*Valérie Devaux* – De reprendre? Non. J'ai un mari qui voyage beaucoup beaucoup et j'avais toujours trois enfants (rires). [...] Non et puis j'ai un mari qui a énormément voyagé qui était quasiment absent une semaine sur deux. Donc avec trois, à part d'être wonder woman, on peut pas gérer une carrière et trois enfants de front. C'est pas possible.

Les professions occupées par les hommes des ménages enquêtés dont la femme est inactive sont donc à fois les conditions de possibilités et les déclencheurs d'un tel statut. L'« inactivité » des femmes peut être envisagée comme une condition de possibilité pour les hommes des ménages enquêtés de s'investir si largement dans leur travail tout en étant assurés d'avoir le statut attaché à leur position de classe, notamment en termes de cadre de vie et de réussite scolaire des enfants.

### **1.3 « Lui ce qu'il voulait c'était le calme ! » : avoir le « luxe » de devenir femme au foyer**

Le poids des socialisations pèse sur les trajectoires professionnelles des femmes et sur leur engagement dans la vie familiale et domestique. Elles sont attachées à cette figure de la mère dévouée, et dans le même temps ont intériorisé l'aspect secondaire de leur travail et de leur salaire (Baudelot et Serre, 2006). C'est dans cette optique qu'elles s'arrêtent pour des congés parentaux qu'elles envisagent au départ comme temporaires, mais qui débouchent parfois sur leur « inactivité », le poids de la conciliation entre vie familiale et professionnelle étant trop lourd à porter seule. Cette conciliation ratée, ainsi que l'enchaînement des congés sont des éléments déclencheurs des carrières de femmes au foyer. Ce point de rupture n'est toutefois pas le même pour toutes les femmes : les carrières des femmes éloignées d'emplois rémunérateurs

diffèrent selon leur niveau de diplôme et la qualification des emplois qu'elles occupent avant la maternité.

### *Le « piège » des congés parentaux*

Assurer le meilleur cadre de développement possible pour les enfants est une nécessité qui repose principalement sur la mère et qui commence avec la prise en charge du travail reproductif défini comme l'ensemble des tâches visant la naissance (Boulet, 2018). Les capacités reproductives des femmes mais surtout les normes de genre autour de la procréation amènent les femmes à prendre en charge le travail reproductif (op. cit.). Marie Valois, née en 1968, diplômée en droit, exerce la profession d'avocate pendant quatre ans après ses études, tandis que son mari est ingénieur commercial. Elle et son mari cherchent à « démarrer une famille », mais la complexité du processus – qu'elle ne détaille pas plus – l'incite à trouver un travail avec moins de responsabilités et des horaires plus cadrés afin d'être plus « disponible » pour prendre en charge ce travail émotionnel (Hochschild, 2017) :

*Marie Valois* – Profession d'avocat passionnante mais épuisante, hyper stressante. Et à l'époque on essayait de démarrer une famille c'était un peu compliqué et difficilement compatible avec ma profession. En tous cas *moi j'ai pas réussi*, je sais qu'il y a des filles qui y arrivent mais moi pas. Et du coup j'ai trouvé un job de responsable juridique dans un syndicat professionnel. [...] Être avocat c'est hyper prenant. [...] Vous partez en vacances, vous dormez... vous ne pensez qu'à ça. Donc c'est difficile d'avoir une vie personnelle à côté. A mon sens. Enfin en tous cas *moi je sais pas* cloisonner comme certains font et du coup au bout d'un moment j'ai fait un choix. J'ai choisi d'être plus disponible pour ma famille. Et donc voilà.

Pour certaines, la difficulté à fonder leur famille les a aidées à hiérarchiser leurs aspirations en termes professionnels et familiaux. C'est le cas d'Isabelle Fabre (née en 1968, 3 enfants), cadre supérieure diplômée d'une grande école de commerce, devenue femme au foyer au moment d'une expatriation pour son conjoint, directeur financier, diplômé de la même école qu'elle :

*Isabelle Fabre* – Mais en même temps moi j'ai pris un certain recul parce qu'on a eu beaucoup de mal à avoir nos enfants. Voilà, on a attendu cinq ans pour avoir le premier, on a eu des traitements pour avoir les enfants. Donc je pense que ça vous remet les priorités en place. Quelqu'un qui a eu ses enfants facilement, voilà il se pose peut-être moins la question. Nous à partir du moment où il était clair que l'objectif c'était la famille, les enfants.

Si Isabelle Fabre utilise le « nous », cette priorité donnée aux enfants ne touche pas de la même manière les deux parents puisque cette difficulté à avoir eu leurs enfants n'empêche pas son mari d'être très impliqué dans son travail, à tel point que « dans la semaine les enfants voient à peine leur père ».

Une fois les enfants nés, les femmes interrogées prennent leur congé maternité, qu'elles prolongent ensuite par d'autres congés, qu'elles pensent au départ temporaires mais qui marquent fortement leur trajectoire professionnelle. En effet, ces interruptions les empêchent d'accumuler de l'expérience professionnelle, variable clé avec le niveau de diplôme de la position sur le marché du travail (Meurs, Pailhé et Ponthieux, 2011). C'est ainsi que Béatrice Cartier me parle de l'enchaînement de son congé maternité avec trois ans de congé parental puis trois ans de congé sans solde comme d'un « piège » :

*Béatrice Cartier* – Je suis rentrée à [nom d'une banque] à la Défense. [...] Et puis après j'ai arrêté en 2002. [...] J'étais au service comptable, à la Direction financière. Et puis ben je suis rentrée dans le *piège* du congé maternité, des trois ans de congés parentaux, et puis... ben c'était un *choix* aussi. Je veux dire, mon mari travaille beaucoup, moi je gère tout.

À côté des discours rétrospectifs lissés sur le penchant « naturel » des femmes à s'occuper de leurs enfants, Béatrice Cartier témoigne de l'ambivalence de son statut de femme au foyer, à mi-chemin entre le « piège » et le « choix ». Comme elle, d'autres femmes interrogées enchaînent tous les congés possibles avant de « devoir » démissionner, signe de leur attachement au travail.

*Valérie Devaux* – Donc j'ai bossé pendant un peu plus de cinq ans, mais j'ai fait des enfants, donc ça a un peu coupé et après je suis partie à Boston. J'ai enchaîné avec un congé parental pour ma deuxième et après on est parti en 2004 à Boston. Donc là j'ai dû démissionner en 2005.

Ces interruptions liées à la maternité « coup[ent] » la carrière professionnelle. Au retour des congés parentaux, beaucoup d'entre elles sont confrontées à de mauvaises conditions de reprise qui entravent leur évolution professionnelle et les découragent, comme Salomé Mercier, ancienne contrôleuse de gestion :

*Lorraine* – Après quand vous êtes partie à Londres vous avez posé un congé?

*Salomé Mercier* – Oui, un congé parental, puis après j'ai eu une année sabbatique, puis un autre congé parental parce que j'ai eu mon troisième enfant. En fait quand j'ai posé mon congé sabbatique je crois que j'étais déjà enceinte donc c'était pour faire la liaison entre les deux. Voilà et puis en fait ça c'est mal passé au retour, ils m'ont d'abord fait une proposition qui était pas mal, qu'ils ont retiré, pour m'en mettre une autre qui était carrément moins bien, que j'ai refusé, donc ils m'ont licencié.

Contrairement à la loi qui oblige les entreprises à garantir un poste équivalent avec au minimum la même rémunération après un congé parental, les entreprises pénalisent les femmes qui paient seules les conséquences de ce « projet » familial. Hélène Baudin, née en 1960, mariée à un directeur logistique, était cadre dans la banque avant de devenir femme au foyer. Elle explicite cette idée d'une déconnexion entre les carrières des hommes et des femmes en me disant qu'avoir eu trois enfants n'est pas « la voie royale pour progresser ». Le cas d'Hélène Baudin nous renseigne également sur la difficulté d'évaluer les dispositifs mis en place pour alléger le poids de la maternité, du fait des potentiels effets pervers que ces mesures peuvent entraîner. En effet, elle mentionne la convention collective du secteur bancaire qui prévoit un allongement possible du congé maternité, mesure conçue pour améliorer les conditions de travail des femmes mais qui peut cependant les stigmatiser encore plus, en augmentant leur « décrochage » (Hélène Baudin). Ces effets négatifs de la maternité sur les carrières et les rémunérations des femmes, qui proviennent à la fois d'anticipations de la part des entreprises, de choix contraints de la part des femmes et de discriminations, sont analysées sous le terme de *family pay gap* (Meurs, Pailhé et Ponthieux, 2011 ; Waldfogel, 1997) ou encore de *motherhood penalty* (Budig et England, 2001). La recherche sur ces questions montre qu'il existe un effet propre de la maternité, qui se conjugue par la suite aux difficultés à articuler vie professionnelle et familiale.

#### *« Jongler » entre sa vie familiale et sa carrière professionnelle*

Les récits des femmes ayant été actives tout en ayant des enfants à un moment donné de leur vie permettent de saisir les difficultés d'articulation et la façon dont elles peuvent conduire à

quitter la sphère professionnelle<sup>109</sup>. Elles décrivent un quotidien chargé, où la conciliation<sup>110</sup> entre vie professionnelle et familiale pèse uniquement sur elles. Elles subissent la « double journée de travail » – ou le *second shift* (Hochschild et Machung, 2012) – et mettent en place des stratégies pour « jongler » entre leurs obligations familiales et professionnelles. La situation la plus délicate à gérer semble être celle de l'enfant malade qui par son caractère imprévu vient perturber l'organisation délicate de cet équilibre précaire. Marie Valois (née en 1968, femme au foyer, mariée à un ingénieur commercial, 3 enfants) utilise l'expression d'un « grain de sable dans l'engrenage » pour parler de ces imprévus aux lourdes conséquences :

*Marie Valois* – Quand il y a un grain de sable dans l'engrenage et qu'on bosse c'est le stress maximum. Quand il faut emmener un enfant chez le toubib en milieu d'après-midi et que vous avez une réunion, un machin, un bidule... Tout le monde le fait, on l'a toutes fait mais c'est un stress terrible. Donc c'est un luxe énorme de pas travailler.

En précisant « on l'a toutes fait » Marie Valois témoigne de la force des inégalités dans la prise en charge de l'articulation entre vie professionnelle et familiale, qui reste une affaire de femmes. Les femmes subissent les contraintes de cette difficile conciliation, qui entraîne notamment une charge mentale importante et une pression forte, décrite par Marie Valois comme « un stress terrible ». Pourtant, Marie Valois avait fait le choix de quitter sa profession d'avocate pour travailler dans un syndicat professionnel et pouvoir mieux articuler les différentes sphères de

---

<sup>109</sup> Sept femmes ayant des emplois rémunérés à l'extérieur ont été interrogées (une médecin généraliste, une professeure des universités, une chargée de mission à la mairie de Paris, une fonctionnaire municipale, deux assistantes de direction, et une cadre commerciale dans l'industrie hospitalière). Cinq femmes ayant des emplois à temps partiels ou à domicile – et dont certaines expériences peuvent se rapprocher des femmes étudiées ici – ont également été interrogées (deux professeures des écoles à temps partiel, une formatrice indépendante, une comptable à mi-temps dans une école privée et une agent immobilier free-lance à domicile). Sept autres femmes n'ont jamais été femmes au foyer mais étaient à la retraite au moment de l'entretien. Pour des raisons liées au guide d'entretien, ces femmes ont beaucoup moins évoqué la question de leur implication dans la vie familiale et domestique que les femmes au foyer. Elles sont généralement moins qualifiées que leur mari, et bénéficient d'horaire de bureau ou d'horaires atypiques favorisant la présence au domicile, contrairement à la majorité des cadres. Le peu de femmes cadres rencontrées laisse penser que ces dernières ont peu de temps libre à consacrer à une telle enquête. Mon sujet d'étude centré sur le logement les intéressait peut-être également moins.

<sup>110</sup> L'usage du terme conciliation est controversé notamment car il donne une image harmonieuse du processus et surtout parce qu'il laisse penser qu'il est résolu (Pailhé et Solaz, 2010). Il sera ici employé au même titre qu'articulation, sans présupposer qu'il incombe aux femmes mais pour montrer la prégnance des inégalités de genre dans la prise en charge de cette conciliation qui pèse davantage, et souvent uniquement, sur les femmes.



sa vie. Mais cet emploi avec moins de responsabilités et des horaires mieux cadrés qu'elle occupe pendant dix ans ne suffit pas à une conciliation harmonieuse, et elle décide d'arrêter complètement son travail à l'extérieur pour s'occuper de ses trois enfants alors qu'ils ont respectivement neuf, sept et quatre ans.

Marie Valois – [La nounou] s'occupait bien [des enfants] mais elle leur interdisait rien et ils avaient 50 idées à la seconde. [...] Elle me téléphonait souvent au bureau en larmes en me disant « J'y arrive plus ». Donc je me suis dit donc voilà maintenant y'a un choix à faire.

Marie Valois décrit l'arrêt de son travail salarié comme un soulagement (« un luxe »), qui contraste avec la gestion simultanée de son travail et sa famille. Les moments où il faut « emmener un enfant chez le toubib » mais aussi lorsque la « nounou » lui téléphone en pleurs à son bureau sont de bons exemples de situations où la famille « déborde » sur la sphère professionnelle (Bozon, 2009). Patricia Bossard illustre également ces interférences entre la vie familiale et professionnelle lorsqu'elle parle de son ancien « travail à l'extérieur » et qu'elle décrit organisation minutée où il est nécessaire de « jongler pour prendre un rendez-vous entre deux trucs pour le dernier » ou de « faire 15 trucs en même temps ».

Face à la difficulté de prendre en charge l'économie domestique en travaillant à l'extérieur, les femmes interrogées envisagent d'autres types d'emplois : à temps partiel, proches de leur domicile, avec moins de responsabilités et de contraintes horaires et en termes de déplacements (Meurs, Pailhé et Ponthieux, 2011). Gisèle Fradin (née en 1950, retraitée, ancienne assistante de direction, marié à un ingénieur, 2 enfants), qui souffrait d'un temps de transport trop long qui s'ajoutait à sa « deuxième journée » lorsqu'elle travaillait, est parvenue à faire déménager sa famille à proximité du RER A pour faciliter sa prise en charge de l'économie domestique.

*Gisèle Fradin* – Je trouvais que les transports pouvaient être épuisants quand on avait une deuxième journée en rentrant avec les enfants. Donc c'est moi qui ait fait pression pour que nous quittions le Val d'Oise. Et j'avais bille en tête l'idée que j'irais sur la ligne A du RER. Ce qui peut être tout à fait contestable aujourd'hui mais il y a 32 ans quand même c'était la ligne la plus en même temps bourgeoise, en même temps sécurité et puis en même temps du point de vue travail [...] le trajet de Rueil vous emmène à La Défense, à l'Etoile, à l'Opéra, c'est quand même un centre d'affaire extraordinaire.

Pour les femmes occupant des emplois qualifiés, ces postes sont parfois difficiles à trouver. C'est le cas pour Nathalie Champemont, dont on a vu en introduction du chapitre la difficulté à trouver un travail à Dijon, où son mari est muté, qui n'implique pas de déplacements. Isabelle Fabre (née en 1968, mère au foyer mariée à un directeur financier, 3 enfants) m'explique elle aussi ses efforts vains pour trouver un travail à temps partiel correspondant à ses qualifications et ses attentes :

*Isabelle Fabre* – Quand je suis rentrée je voulais pas reprendre à plein temps, je cherchais un 3/5ème. Et en étant franchement extrêmement raisonnable... parce que bon j'ai fait une certaine école, j'avais un certain travail, voilà j'ai travaillé pour des bonnes entreprises, mais je me rends bien compte qu'en travaillant à 60% vous pouvez pas avoir un job super bien payé avec de grosses responsabilités c'est pas possible. Mais après avoir fait plusieurs cabinets de recrutement, [...] ils m'ont dit « Mais écoutez Madame entre l'école que vous avez fait et les entreprises que vous avez faites [...], je vous retrouve un job à plein temps sans problème mais dès que vous cherchez un mi-temps les gens ont peur que vous vous ennuyiez ». [...] En fait vous êtes étiquetée et vous avez pas l'étiquette de la femme qui veut un temps partiel avec un job pas forcément le plus passionnant de la terre mais enfin bon, histoire de... Oui mais moi je veux balancer mon équilibre familial et professionnel.

Avant de quitter son emploi de cadre dans le secteur bancaire, Hélène Baudin envisage elle aussi, « comme tout le monde », de travailler à temps partiel :

*Hélène Baudin* – Ça c'est fait que je suis retournée voir ma boîte, ce qu'il me proposait m'inspirait pas plus que ça, que mon mari était énormément en déplacements, que donc à deux ça devenait compliqué de etc. Je me suis dit « Bon je vais faire comme tout le monde, je vais bosser que quatre jours sur cinq » et puis... pfff. Et puis ... et puis je me suis dit aller prendre mon RER tous les jours pour me retrouver ... j'avais trois grossesses donc c'est pas la voie royale pour progresser... Pour me retrouver avec un petit chef etc. à déprimer je me suis dit.... J'ai pu avoir ce luxe disons de m'arrêter de travailler, voilà.

Les effets négatifs de la *motherhood penalty*, combinés à la difficulté à trouver des postes à la fois qualifiés et compatibles avec leur vie de famille et ce alors qu'elles n'ont pas de nécessité financière à travailler les amènent à s'éloigner des emplois rémunérateurs pour devenir femme au foyer. En effet, pour ces femmes qualifiées, le travail qui leur permettrait de concilier vie professionnelle et familiale est synonyme de déqualification. Cette déqualification peut être mal vécue (« job pas forcément le plus passionnant de la terre », où l'on « déprime » sous les ordres d'un « petit chef »). Hélène Baudin évoque cette décision, prise après la naissance de son

troisième enfant, à un moment difficile pour elle (« J'en pouvais plus à cette époque-là, je me souviens, j'avais qu'une envie c'était de m'arrêter ») comme un « luxe ». C'est en effet une situation privilégiée par rapport aux femmes moins dotées qui ne peuvent pas éviter cette déqualification par l'exit. Mais c'est un « luxe » en comparaison d'une situation où les femmes sont les seules concernées par la prise en charge de l'économie domestique et où elles doivent « tout faire ».

*Lorraine* – Et quand vous avez décidé d'arrêter, votre mari il en pensait quoi de ce choix?

*Hélène Baudin* – Ah aucun problème... *Ce qu'il voulait c'était le calme* (elle rit) ! Non mais c'est vrai *quand il faut tout faire*... Moi je me souviens les années où j'ai travaillé avec des enfants petits en plus c'était... faut reconnaître... Je pense être plutôt organisée donc... Non, aucun problème de ce côté-là, au contraire, si je voulais, pas de souci. Je pense même que c'était plus confortable pour lui, évidemment.

En regard de sa propre situation, Hélène Baudin valorise des activités professionnelles moins prenantes, notamment celle des « profs ». Sa position concernant ses amies professeures semble être contradictoirement influencée par sa position de genre d'une part, qui les valorise, et sa position de classe d'autre part, dont le positionnement dans la fraction du privée est associée à une représentation négative de l'État et des fonctionnaires (voir partie 4).

*Hélène Baudin* – Ensuite les femmes que j'ai pu connaître par mes activités diverses, ben par exemple je joue beaucoup au tennis, je suis dans un club où y'avait des tas de femmes qui bossaient et en fait, qu'est-ce qu'elles faisaient ces femmes-là ? Pour beaucoup elles étaient profs. Moi quand je travaillais j'aurais jamais pu aller jouer au tennis deux-trois fois par semaine. Clairement. Et c'est vrai qu'avec un emploi du temps de prof... Bon je critique pas, c'est comme ça ! Ça laisse des sacrées libertés, vraiment... Ça fait une vie assez équilibrée je trouve. Parce que moi si j'ai arrêté de travailler c'est aussi parce que ... emmener mes gamins chez le médecin à huit heure du soir ça devenait délirant. Y'a un moment faut choisir un peu ou ... Ou c'est quelqu'un qui prend le relais en permanence.

Le statut de femme au foyer est un « luxe » aux lourdes contreparties comme on le verra dans ce chapitre, qui expose les femmes concernées à une dépendance financière, les confronte à des injonctions contradictoires et au stigmate d'être inactives (voir *infra*), mais qui est pour le reste de la famille très « confortable ».

*Intermittentes, précoces ou diplômées : trajectoires au sein du groupe d'enquêtées*

Au-delà d'un effet de dispositions de classe plutôt traditionnelles et différencialistes du point de vue du genre assez répandues chez les personnes enquêtées, on peut différencier trois types de trajectoire chez les femmes au foyer rencontrées. Le travail des premières a servi de variables d'ajustement aux logiques familiales, les secondes ont fait des études courtes et ont peu investi leurs carrières professionnelles, alors que pour les dernières le choix de rester à la maison est venu tardivement et est davantage lié à leur configuration familiale.

Le travail souvent peu qualifié du premier groupe de femmes est considéré comme une variable d'ajustement au service des besoins familiaux. Ces femmes sont « intermittentes » au sens où elles ont un « rapport en pointillé au marché du travail » (Dieu, Delhay et Cornet, 2010) et adaptent leur activité selon les moments dans le cycle de vie et les besoins en temps ou en argent de la famille, qui les amène respectivement à arrêter ou reprendre une activité rémunérée. Gisèle Fradin, née en 1950, diplômée d'une licence d'anglais, mariée à un ingénieur dans l'industrie pétrolière, profite de la « période de plein emploi » pour ajuster son activité d'assistante aux besoins de ses enfants :

*Gisèle Fradin* – Je partais du principe que moi je travaillais si je pouvais en même temps suivre mes enfants donc il fallait que je puisse démissionner quand je ne pouvais plus... quand je voulais m'en occuper. [...] je me suis retrouvée avec plutôt une assez grande facilité en période de plein emploi, à retrouver un travail chaque fois que je lâchais pour x ou y raisons, parce que mes enfants, ma nourrice m'avait lâché et que j'en trouvais pas de valable, etc. L'important pour moi : les études des enfants, leur bien-être... donc c'était quelque chose de très important. Comme vous avez vu à Rueil, beaucoup de maman ont même arrêté de travailler, y compris avec des diplômes en poche, pour leurs enfants. Moi j'en connais ici un certain nombre.

Agnès Jacob (née en 1957, ancienne infirmière au foyer, mariée à un expert-comptable, 4 enfants), alors qu'elle est au foyer avec ses deux premiers enfants de cinq et deux ans, reprend une activité de nuit au moment de l'achat de leur maison, sur l'injonction de son mari, hostile à la contraction d'un crédit.

*Agnès Jacob* – On savait qu'on avait quand même un beau potentiel au niveau de la vente de l'appartement mais il était toujours pas vendu et on avait déjà la maison sur le dos. Donc du coup moi j'ai recommencé à travailler de nuit à l'époque, avec les trois enfants. Parce que je suis infirmière puéricultrice, et donc du coup j'ai retravaillé avec

les enfants de manière à juste assurer un petit peu. [...] On aime bien avoir un peu d'assurance par derrière et donc du coup mon mari m'a dit "oulala pas de crédit relais" donc j'ai retravaillé, puis après les choses se sont arrangées, on a vendu quand même l'appartement assez vite mais j'ai continué à travailler un petit peu de nuit.

Ces femmes ont des carrières hachées, dont les multiples interruptions les empêchent de progresser hiérarchiquement, comme l'ont fait au contraire certains hommes peu diplômés des ménages enquêtés, dont la stabilité de l'engagement professionnel leur a permis d'occuper des fonctions avec d'importantes responsabilités, en tant que « cadre maison » ou encore chef d'entreprise.

Le deuxième groupe de femmes se caractérise par un penchant pour l'inactivité mis en scène dans les discours comme étant plus naturel. Ces femmes ont plus systématiquement reproduit le statut occupé par leur mère et ont fait des études relativement plus courtes que les autres (maximum Bac+2), comme c'est le cas de Catherine Bousquet (née en 1960, femme au foyer mariée à un Directeur financier, 5 enfants) :

*Catherine Bousquet* – J'ai eu des études assez courtes. J'ai fait un peu de droit à Nantes, et puis en fait je crois que les études ça m'intéressait pas tellement, j'avais envie d'être active tout de suite. Donc en fait je suis montée à Paris et j'ai assez vite démarré dans un cabinet de conseil en marketing à Rueil.

Catherine Bousquet avait « envie d'être active », pourtant à 25 ans, après avoir travaillé moins de cinq ans, elle s'arrête de travailler pour suivre son mari au Gabon, puis à leur retour reste au foyer pour s'occuper de leurs cinq enfants. Un choix qu'elle dit n'avoir jamais regretté :

*Catherine Bousquet* – Quand je suis revenue j'aurais pu continuer parce qu'ils m'avaient gardé ma place mais j'ai souhaité, en concertation avec mon mari, j'ai préféré rester chez moi m'occuper de mes enfants. Et j'ai jamais regretté. Voilà, c'était un choix, un choix que j'ai jamais regretté. Puisque j'ai eu cinq enfants donc j'avais de quoi m'occuper.

En lien avec leurs études courtes, les emplois occupés par ces femmes n'étaient pas des postes qualifiés, comme c'est le cas de Sylvie Toussaint (née en 1964, femme au foyer, mariée à un chirurgien dentiste, 3 enfants) qui a fait un BTS et s'est arrêté de travailler à 25 ans :

*Sylvie Toussaint* – Pfff j'ai été ... alors à l'époque quand je me suis arrêté je travaillais dans une boutique de luxe, voilà. Mais j'ai fait plein de petits métiers mais surtout dans la vente. Mais j'ai fait différents domaines, bijoux, prêt-à-porter, souvenirs de Paris,

enfin j'ai fait plein de trucs... Des petits métiers au départ avant d'essayer de trouver ma voie et puis finalement je me suis arrêtée. Avant d'avoir trouvé ma voie !

Contrairement aux autres femmes appartenant au groupe des plus diplômées, ces femmes ne me parlent pas avec précision de leur ancien emploi. Brigitte Coste (née en 1960, femme au foyer, mariée à un chef d'entreprise, 3 enfants), titulaire du Bac, oublie même au cours de l'entretien cette vie professionnelle lointaine durant laquelle elle a été assistante :

*Brigitte Coste* – Et moi je ne travaille pas, je n'ai jamais travaillé, enfin je travaillais avant d'avoir des enfants mais bref ça fait 25 ans que je ne travaille plus, donc du coup j'étais à l'école tout le temps, j'allais chercher mes enfants ...

Elle est mariée avec un homme également peu diplômé qui n'a pas le Bac, mais qui contrairement à elle, a eu une vie professionnelle couronnée de succès en tant que chef d'entreprise, comme en atteste sa fonction de président d'une société qu'il a fondé, l'existence d'une notice personnelle dans le Who's Who ou encore son diplôme récent d'une grande école de commerce. Ces femmes au foyer ont tendance à avoir des familles encore plus nombreuses que leurs homologues plus diplômées et expriment également moins de regrets qu'elles quant au choix de l'inactivité.

Le troisième groupe de femmes, plus nombreux, est constitué des femmes au foyer ayant fait de longues études, généralement Bac+5, parfois diplômées d'école de commerce et plus rarement d'ingénieur. Ces femmes ont souvent des niveaux d'études similaires à leurs maris (qu'elles ont d'ailleurs pu rencontrer pendant leurs études ou leur premier emploi), elles ont occupé des postes à responsabilités après leurs études mais la maternité les a assignées à domicile. Contrairement aux femmes des autres groupes, la plupart ne se sont pas arrêtées à leur premier enfant. Pour elles, les contraintes professionnelles du mari, et notamment l'expatriation, ont joué un rôle crucial dans le fait de s'arrêter de travailler, comme détaillé plus haut pour Valérie Devaux. Elles se sont également confrontées à la difficulté d'articuler vie professionnelle et vie familiale (voir *supra*), et se sont retrouvées dans des situations où le manque de soutien à la maison les a obligé à devoir faire un choix, rendu d'autant plus facile qu'il ne remettait pas en cause les conditions matérielles d'existence du ménage. Le choix d'arrêter son emploi rémunéré est également lié aux mauvaises conditions de reprise offertes

par les entreprises après les congés parentaux, qui témoignent d'une pénalité pesant sur les femmes (Budig et England, 2001 ; Meurs, Pailhé et Ponthieux, 2011 ; Waldfogel, 1997). Ces femmes au foyer fortement diplômées sont enfin les plus touchées par les injonctions contradictoires liées à leur position de classe et de genre et ce sont elles qui vont davantage exprimer un regret quant à leur situation en entretien et avoir recours à des discours de justification, voire d'auto-dérision sur elles-mêmes qui seront abordées dans les deuxième et troisième parties de ce chapitre.

Utiliser la notion de carrière pour parler du cheminement conduisant à l'« inactivité », permet de mettre en lumière les déterminants institutionnels, notamment sur le marché du travail, et à aller au-delà des discours sur le penchant naturel des femmes à se retirer du marché du travail. Il faudrait réaliser un travail entièrement consacré aux femmes au foyer pour mettre en lumière les différentes étapes ou « phase » (Darmon, 2008b) de ces carrières. Le travail du style de vie, pris en charge par les femmes des classes supérieures du privé, qui sera développé dans la deuxième partie de ce chapitre, peut être analysé comme une manière de se maintenir dans ces carrières. Enfin, la notion de carrière implique de mettre l'accent sur le potentiel stigmatique auquel s'exposent les femmes au foyer, une fois qu'elles sont labellisées en tant que telle par les « normaux » (Goffman, 1975), incarnés ici par les personnes actives. Il sera important d'analyser comment les femmes jouent avec ces enjeux de labellisation et tentent d'échapper au stigmatisme.

## **2. Des femmes en charge du travail du style de vie**

Malgré la progression du taux d'activité des femmes en France, et de leur nombre d'heures passées à exercer une activité rémunérée (Maruani, 2017), la répartition des tâches domestiques et du soin porté aux enfants reste très inégalitaire au sein des ménages hétérosexuels, où les femmes réalisent encore deux tiers du travail domestique (Champagne, Pailhé et Solaz, 2015). Cette répartition est encore plus asymétrique si on restreint au « noyau dur » des tâches domestiques les plus pénibles et les plus répétitives (Puech, 2005) et elle illustre la prégnance de la division sexuelle du travail entre hommes et femmes (Kergoat, 2005). Elle est *a fortiori* renforcée dans le cas des ménages où la femme est au foyer, et où elle est alors souvent

considérée comme exclusivement en charge des tâches domestiques (Allègre et al., 2015 ; Maison, 2006). À la suite des travaux féministes matérialistes (Delphy, 1983), les activités familiales et domestiques sont analysées ici comme du travail. Ce travail domestique se distingue par l'absence de contreparties financières, et par le fait qu'une partie importante soit invisible – notamment les activités dites de « care » – et donc symboliquement peu valorisante. Comme c'est le cas dans les familles d'indépendant·e·s, les tâches des femmes sont également peu définies (Bessière et Gollac, 2007), ce qui rend les femmes responsables de l'intégralité du foyer. Il s'agira dans cette partie de détailler la nature de ce travail en regardant ce que font les femmes au foyer de classes supérieures, et comment leurs positions de genre et de classe s'articulent pour forger leur quotidien, avant d'analyser les répercussions sur leur identité sociale dans la troisième partie. Parler de *travail* domestique permet de mettre en avant la contribution de ces femmes – notamment dans les carrières professionnelles des hommes (Bessière et Gollac, 2014) – mais ne doit pas empêcher de saisir comment leur appartenance de classe modifie la pénibilité de ce travail (Avril et Marichalar, 2016) et participe à l'exacerbation des rapports sociaux de classe à travers la délégation des tâches les plus ingrates à des femmes précaires.

Dans son étude sur les ménages new-yorkais aisés de classes supérieures, Rachel Sherman parle de « labor of lifestyle » pour qualifier le travail des femmes au foyer, qui ont en charge les activités domestiques de base auxquelles s'ajoute – ou se substitue lorsqu'elles les délèguent – un travail de consommation propre à leur niveau de revenus, qui entérine l'appartenance de classe du ménage (Sherman, 2017). Ce « travail du style de vie » peut être comparé au « travail de subsistance » réalisé par les femmes de classe populaire, notamment les femmes au foyer vivant en périphérie de Roubaix, étudiées par le collectif Rosa Bonheur (Rosa Bonheur, 2017). Les tensions existant entre ces deux types de travaux montrent comment ces pratiques domestiques sont étroitement imbriquées, non pas seulement dans des rapports sociaux de genre, mais également de classe. Le principal point commun du travail de ces femmes aux deux extrêmes de l'échelle sociale est son aspect quotidien et le poids de sa charge mentale, même si leur nature est différente. Cependant, contrairement au travail de subsistance, le travail du style de vie n'occupe pas l'intégralité du temps des femmes de classe supérieure, qui dégagent du temps pour elles et leurs loisirs. Le travail de subsistance déborde également la sphère du



foyer pour être réalisé, collectivement avec d'autres femmes, dans l'espace public, notamment celui des centres sociaux (*Ibid.*), alors que le travail du style de vie se concentre sur l'espace domestique, preuve supplémentaire du caractère privé des fractions de classe étudiées. Mais tout comme le travail de subsistance est essentiel pour l'économie familiale, le travail du style de vie détermine le positionnement social du ménage au sein des fractions du privé des classes supérieures.

À côté des rémunérations conséquentes des maris, prendre en charge le travail du style de vie est une contribution nécessaire faite par les femmes pour fonder l'appartenance de classe du ménage. L'« inactivité » entraîne un « surplus de travail domestique » qui joue un rôle important dans l'augmentation du niveau du vie (Allègre et al., 2015). Au sujet des ménages d'agriculteurs, Christine Delphy note que lorsque les ressources financières le permettent, l'arrêt du travail des femmes à l'extérieur entraîne une hausse du niveau de vie familial (Delphy, 1983). En effet, le travail gratuit réalisé par les femmes améliore le standing familial, en faisant par exemple bénéficier ses membres d'une « cuisine plus élaborée » ou d'un « intérieur coquet » (*Ibid.*, p.13). Il s'agit de voir comment ce surplus de temps est utilisé par les classes supérieures du privé pour façonner le style de vie en entretenant le capital économique, social et scolaire ou encore en réalisant un travail de consommation entérinant l'appartenance de classe. Les femmes au foyer aisées investissent en temps dans la recherche de biens de consommation socialement situés, comme les vacances, le logement, les loisirs, etc. Cependant, ce travail du style de vie place les femmes face à une double injonction contradictoire : d'une part elles sont responsables de tâches domestiques potentiellement indignes de leur condition, voire de leur niveau d'études, et d'autre part, elles doivent acheter et consommer sans paraître trop dépensières, afin d'éviter les stéréotypes genrés de la consommation les faisant passer pour oisives.

## **2.1 Prendre en charge le travail domestique**

L'appartenance de genre des femmes rencontrées, combinée à leur présence extensive au domicile, les assignent à prendre en charge le travail domestique et le soin porté aux enfants. Mais les tâches domestiques les plus basiques peuvent entrer en conflit avec leur position de classe. C'est justement cette dernière, et plus précisément leurs ressources financières, qui

permettent de répondre à cette contradiction en rendant possible la délégation de certaines tâches à des employé·e·s domestiques<sup>111</sup>. L'externalisation des tâches les plus ingrates à des femmes des classes populaires, souvent d'origine immigrée, permet la pacification des relations au sein des couples bourgeois sans remettre en question la division sexuelle du travail (Kergoat, 2005). Pour les femmes étudiées, le recours à des employé·e·s domestiques amoindrit fortement la charge physique et la pénibilité du travail domestique sans en effacer la charge mentale.

### *Assumer l'entière responsabilité du travail domestique*

Alors que le guide d'entretien ne comportait pas de questions spécifiques sur la prise en charge et la répartition des tâches domestiques au sein des ménages<sup>112</sup>, les femmes interrogées ont abordé d'elles-mêmes ces activités en parlant de leur organisation familiale et de leurs déplacements, et ce d'autant plus qu'elles étaient femme au foyer. La prise en charge du travail domestique n'est pas uniquement liée au statut de femmes au foyer, et découle plus généralement d'une appartenance de genre, accentuée par les dispositions différentialistes particulièrement marquées chez ces fractions des classes supérieures. En effet, les quelques femmes interrogées (voir note 6) ayant un travail rémunéré à l'extérieur de leur domicile, utilisent la première personne du singulier en parlant du travail domestique et organisent souvent leur courses ou d'autres activités relationnelles ou de soin depuis leur lieu de travail (Bozon, 2009). Mais pour ces femmes, l'entretien a moins été l'occasion de détailler leur travail domestique que pour les femmes au foyer, pour qui ces tâches occupent une place plus importante au sein de leur emploi du temps et dans la définition de leur identité. La « mono-activité » accentue l'inégalité du partage des tâches entre hommes et femmes, même si ce n'est pas forcément une conséquence directe de l'inactivité puisque les ménages les plus inégalitaires sont également ceux où la femme aura le plus tendance à se retirer du marché du travail (Allègre et al., 2015). L'examen de la répartition du travail domestique au sein des ménages interrogés dont les femmes sont au foyer montre en effet que la charge de la gestion du foyer pèse intégralement sur elles.

---

<sup>111</sup> On observe une division genrée des employé·e·s domestiques en fonction des tâches : des hommes pour le jardin et des femmes pour le ménage, le repassage et le soin porté aux enfants.

<sup>112</sup> Je posais en revanche une question sur l'emploi de personnes pour aider à l'entretien de la maison et du jardin, et une question sur les déplacements liés aux courses.

*Patricia Bossard* – Finalement moi je gère tout, vu que mon mari bosse, que il considère que vu qu'il bosse à l'extérieur et que moi je fais rien, c'est moi qui doit m'occuper de tout donc finalement ça fait une charge, je dirais morale, importante.

Les femmes au foyer rencontrées utilisent par exemple la première personne pour parler des pratiques relatives à la consommation et au foyer, actant le fait que leur statut décharge totalement les hommes du travail domestique. L'évolution vers une répartition plus égalitaire du travail domestique étant souvent imposée par les contraintes professionnelles des femmes (Lesnard, 2009), notamment les horaires décalés (Cartier, Letrait et Sorin, 2018), il n'est pas surprenant que l'arrêt de leur profession et leur présence prolongée au domicile entraîne un désengagement total de la part des hommes. La situation d'inactivité des femmes renforce l'ordre genré de la division sexuelle du travail et l'institutionnalise. Si les femmes interrogées ne revendiquent pas ce modèle – qu'elles savent ne pas être dominant au sein des classes supérieures – elles ne cherchent pas non plus à le négocier, à l'instar de Nathalie Champemont, évoquée en introduction du chapitre qui me confie : « Il faut bien que je sois là pour m'occuper de la maison et des enfants : il n'a pas du tout de temps pour ça ». Ne pas chercher à atténuer ni dénoncer cette prise en charge intégrale du travail domestique permet aux femmes concernées de justifier leur statut de femme au foyer. Cela permet également de maintenir les apparences d'une famille unie, pour des individus qui valorisent le projet conjugal et la cohésion familiale. Les femmes au foyer interrogées ne sont pas à la recherche d'une « aide » de la part de leur conjoint, comme c'est visible chez les femmes de ménages stabilisés de classes populaires (Cartier, Letrait et Sorin, 2018), d'autant plus qu'elles délèguent le travail domestique le plus ingrat, comme on l'analysera plus loin. Ces conditions matérielles avantageuses, combinées à la nécessité de justification du statut d'« inactive » amènent les femmes à rechercher, non pas une meilleure répartition, mais davantage de reconnaissance (cf. 3.1).

Les femmes interrogées prennent en charge les tâches domestiques classiques, et mettent particulièrement en avant la préparation des repas<sup>113</sup>. La cuisine est en effet une tâche conséquente au sein du travail domestique : elle est quotidienne, difficilement ajournable et

---

<sup>113</sup> Les ménages mono-actifs utilisent prioritairement leur « surplus » de temps de travail domestique pour la cuisine et la vaisselle, puisqu'ils y consacrent une demi-heure de plus par jour que les couples biactifs à temps plein (Allègre et al., 2015).

plus rarement déléguée. Patricia Bossard, me parle avec un certain épuisement des tâches culinaires, qu'elle est seule à prendre en charge et qui sont mal reconnues – voire minimisée – au sein de son foyer :

*Patricia Bossard* – [à propos de travaux dans la cuisine] C'était surtout pour moi une pièce importante qui devait être fonctionnelle.

*Lorraine* – Est-ce que vous faites beaucoup de cuisine?

*Patricia Bossard* – Ben oui ! Mes enfants vous diront pas assez mais moi je trouve que oui. Parce que j'ai trois enfants donc, trois garçons, qui font que manger, c'est leur principale occupation, un mari aussi qui mange beaucoup. Voilà. Non mais je fais à manger, tous les soirs, tous les week-ends, parfois le midi. Enfin voilà.

Le système scolaire peut parfois institutionnaliser la « disponibilité permanente » des femmes éloignées d'emplois rémunérateurs, et renforcer la charge afférente à la préparation des repas. C'est le cas de l'école primaire publique de secteur du quartier enquêté à Rueil-Malmaison, qui, pour désengorger la cantine, empêche les femmes au foyer d'y mettre leurs enfants.

*Léonie Oudot* – J'ai souffert pendant des années du manque de place dans la cantine. Ils avaient décidé que les gens qui ne travaillent pas, les mamans qui ne travaillent pas n'ont pas le droit de mettre leurs enfants à la cantine, donc moi j'avais mes enfants à manger tous les jours.

Tout comme la description de la conciliation entre vie professionnelle et familiale qui est décrite comme une affaire de femmes (voir *supra*), le passage des « gens » aux « mamans » qui ne travaillent pas montre la prégnance de la division sexuelle du travail. La charge de la préparation des repas peut être alourdie pour les femmes en couple avec un mari exerçant une profession libérale ou étant chef d'entreprise, étant donné la plus grande flexibilité de leurs horaires, qui implique souvent une plus grande présence à domicile, notamment au moment des repas, sans pourtant s'accompagner d'une plus grande prise en charge, étant donné la faible propension de ces catégories socio-professionnelles à participer aux tâches domestiques (Brousse, 2015). C'est le cas d'Agnès Jacob, qui a eu pendant de nombreuses années son mari, expert-comptable, ainsi que ses trois enfants à déjeuner :

*Agnès Jacob* – En plus il faut dire que t'as une qualité de vie, enfin on a fait un choix de qualité de vie, on va dire exceptionnel, [elle me regarde] puisqu'il rentre manger tous les midis quand même. [...] J'avais mes journées bien remplies, entre mes enfants qui rentraient manger, le mari, bon, donc j'étais bien occupée.

Le fait qu’Agnès Jacob dise « le mari », alors même qu’il participe à l’entretien, dénote de son extériorité vis-à-vis du foyer et renvoie à son statut conjugal et à l’ordre genré qu’il charrie et qui implique que, loin d’être une aide, ce dernier alourdit sa tâche de préparation des déjeuners. La préparation des repas peut être d’autant plus pesante qu’elle est souvent moins source de valorisation pour les femmes de classes supérieures. Contrairement aux femmes de classes populaires, pour qui l’expertise et le savoir-faire culinaires sont une source importante de production de légitimité et de respectabilité (Rosa Bonheur, 2017), les femmes de classes supérieures semblent avoir d’autres sources de valorisation, notamment dans leurs activités artistiques. Ainsi, de nombreuses femmes interrogées disent ne pas beaucoup cuisiner, voire plaisantent sur leurs talents culinaires :

*Marie Valois* – [à sa fille qui vient d’arriver avec cinq de ses ami·e·s pour déjeuner] Bon y’a des pâtes, y’a des pommes de terre mais si vous êtes nombreux y’en aura pas assez. Y’a du jambon, tu gardes la viande rouge pour papa et Max<sup>114</sup>. [...] [à moi] Ils peuvent aller à la cantine, ils ont une cafeteria, mais ils aiment bien débarquer ici, même si la bouffe est certainement moins bonne !

Beaucoup de femmes interrogées ont un rapport utilitaire à la cuisine, et diminuent leur investissement en temps grâce à des équipements électro-ménagers, comme Nathalie Champemont qui a un robot.

*Lorraine* – La cuisine est-ce que vous cuisinez beaucoup?

*Nathalie Champemont* – Par moment (rires gênés). Je ne peux pas dire que je cuisine beaucoup. Je cuisine beaucoup quand je reçois. Je reçois souvent, je reçois un week-end sur deux j’ai du monde à la maison. Mais dans la semaine il faut que ce soit rapide, j’aime bien que ce soit vite fait. Et du coup j’ai investi dans un robot qui me facilite les choses.

*Lorraine* – Vous avez un Thermomix?

*Nathalie Champemont* – Oui !

Le rire gêné de Nathalie Champemont révèle qu’elle a conscience de s’écarter d’une norme de genre en disant ne pas beaucoup cuisiner, qui détonne avec la figure naturalisée de la mère « dévouée » (Schwartz, 2012), ce que Marie Valois exprimait peut-être également avec ironie.

---

<sup>114</sup> On voit ici les logiques genrées à l’œuvre dans les pratiques alimentaires, les aliments les plus chers et considérés comme les plus nourrissants (ici la viande rouge) étant réservés aux hommes du ménage : le mari de Marie Valois et son fils.

Enfin, lorsque les enquêté·e·s parlent plus en détail de cuisine, elles·ils le font en mentionnant l'achat de poisson ou d'une pièce de viande, comme Alain Fournel :

*Alain Fournel* – Ben clairement on a des invités samedi soir, samedi on va aller se balader au marché. On va acheter du poisson au marché, *a priori*, et puis on va acheter certainement du magret de canard au marché.

Cela prolonge l'hypothèse d'un moindre investissement en temps, puisque la cuisson de ces produits bruts est plus rapide que la préparation d'un plat mijoté, et laisse penser qu'elles·ils valorisent davantage la qualité du produit que sa transformation. Ces éléments corroborent l'analyse de la hiérarchisation des consommations alimentaires réalisée par Christiane et Claude Grignon au début des années 1980 qui identifie la « cuisine sans souci des classes dominantes ». Elle·Il distinguent chez les classes supérieures une « alimentation publique de luxe » et une « alimentation privée » caractérisée par « l'usage fréquent de produits ou de services chers mais économiques en temps et en travail domestique » (Grignon et Grignon, 1980, p. 533). Cette dichotomie entre une alimentation « publique » avec des personnes extérieures au foyer ou dans des espaces extérieurs et une alimentation « privée » est visible dans le discours de Nathalie Champemont. D'autres activités généralement considérées comme plus mixtes ou familiales, comme les courses (Brousse, 2015) sont prises en charge par les femmes au foyer et réalisées en semaine<sup>115</sup>. Contrairement aux ménages biactifs (*Ibid.*), les ménages en question réalisent peu de travaux domestiques le week-end, où le temps libre des hommes est davantage tourné vers les loisirs (notamment de longues sorties à vélo).

Contrairement aux femmes les plus précaires pouvant s'approprier positivement leur assignation aux tâches domestiques (Avril, 2014), assumer l'entière responsabilité du travail domestique peut placer les femmes de classes supérieures dans une situation qui contraste avec leur identité de classe. Plusieurs d'entre elles tournent en dérision leurs tâches domestiques, gênée par la trivialité de ces activités, qui contrastent peut-être avec leur identité de classe.

*Lorraine* – Donc vos déplacements, quels sont les lieux que vous fréquentez à Rueil?

*Marie Valois* – Le Leclerc ! Fascinant. Beaucoup. Parce que je suis pas du tout organisée donc du coup il manque toujours quelque chose.

---

<sup>115</sup> Sauf dans de rares cas où les couples, à l'instar des Fournel, font ponctuellement le marché ensemble mais pas les courses en supermarché, moins agréables.

*Lorraine* – Et quels sont les lieux que vous fréquentez?

*Léonie Oudot* – Je fréquente beaucoup les bords de Seine et le bois Saint-Cucufa parce que j'ai mon chien à sortir tous les jours. [...] Ensuite je fréquente les supermarchés [elle rit], le pressing, le centre-ville, mais je fréquente pas le centre-ville pour aller boire un café, de temps en temps mon shopping de vêtement ou d'autre chose, mais rarement.

Ces marques d'ironie peuvent également être analysées comme des manières de mettre à distance l'ordre genré et montrer pour le groupe des plus diplômées qu'elles n'adhèrent pas complètement au modèle de la division sexuelle du travail.

Les hommes inactifs des ménages interrogés ne prennent pas davantage en charge les tâches domestiques. L'inégale répartition du volume et de la nature des tâches se retrouve également dans les discours des couples retraités. Colette Prévost (née en 1950, retraitée secrétaire à mi-temps dans l'entreprise de son mari, 1 enfant) prend en charge les courses, qu'elle fait plusieurs fois par semaine pour s'assurer de la fraîcheur des produits, le ménage et la cuisine. Une activité domestique à laquelle prennent davantage part les hommes, ou que les couples interrogés réalisent ensemble le week-end, est le jardinage. Cette participation ne remet pas en cause la division sexuelle du travail domestique puisque le jardinage est une activité qui se déroule à l'extérieur et dont le résultat est visible et valorisant, deux éléments décisifs dans la participation des hommes aux activités domestiques (Brousse, 2015). De plus, le jardinage est une activité qui comporte une dimension morale importante – notamment le fait de voir ses efforts récompensés – déjà appréciée par la bourgeoisie anglaise au XIX<sup>ème</sup> siècle et considérée comme une activité domestique plus appropriée vis-à-vis de leur condition que les tâches domestiques de base, comme les courses et le ménage (Davidoff et Hall, 2014). Toutefois les ménages interrogés ont généralement de grands jardins et la majorité délègue une partie importante de son entretien.

Une partie du travail domestique consiste également en un travail financier (paiement des factures, gestion des impôts, suivi des placements financiers, etc.) et de gestion locative. Le suivi des travaux de rénovation peut rentrer au moins partiellement dans ce travail financier, car il consiste, pour ces fractions de classe qui font faire la majorité des travaux, à budgétiser et

sélectionner les devis. Dans les ménages de classes supérieures qui bénéficient de revenus importants, ce sont davantage les hommes qui prennent en charge ce travail financier (Wilson, 1987). Dans les ménages interrogés, ces frontières genrées se déplacent puisque beaucoup de femmes sont responsables du « *moneywork* ».

*Béatrice Cartier* – Je veux dire, mon mari travaille beaucoup, moi je gère tout. Mon mari s'occupe de rien, rien du tout, les travaux c'est moi qui gère, les vacances, tout tout tout, payer les impôts, tout.

Ces activités sont particulièrement importantes car elles participent pleinement à la gestion et à la reproduction du capital économique dont ces ménages sont fortement dotés. C'est à ce titre qu'elles sont un volet essentiel du travail du style de vie.

*Lorraine* – Et après y'a pas eu d'autres moments où vous avez voulu reprendre?

*Léonie Oudot* – Non. Parce qu'en fait, la famille de mon mari ils ont une société civile qui gère des propriétés qu'ils ont achetée au fur et à mesure des années. Des propriétés en France et quand mes beaux-parents sont partis vivre aux États-Unis, ils m'ont non seulement laissé la maison mais aussi la gestion de l'entreprise et donc c'est moi qui ai repris ça derrière. Donc je gère la SCI familiale et c'est un, deux, trois, quatre propriétés, dont celui-là. Et les trois autres, donc le studio à Méribel et puis deux maisons sur la Côte d'Azur dont je gère... l'entretien, les locations. [...] Donc je gère ça d'une part et d'autre part je gère aussi une société d'investissement dans ma famille à moi. Donc je gère les placements du portefeuille, donc j'ai des relations avec nos banquiers, je monte régulièrement voir les banquiers, au Danemark. Voilà donc ces deux choses-là m'occupent pleinement.

Plusieurs femmes au foyer m'ont parlé de leurs activités de gestion locative, qui pouvaient être initialement une prérogative du couple et sont devenues progressivement leur « activité » (Salomé Mercier). Cette activité est primordiale au sein de la fraction des classes supérieures du privé où les ménages sont souvent multi-propriétaires, du fait de leurs importantes ressources en capital économiques, conjuguées à un attachement fort au statut de propriétaire (voir chapitre précédent). Mais cette prise en charge du travail financier n'implique pas forcément que ces femmes exercent du pouvoir au sein des arrangements conjugaux, comme on montre de récents travaux distinguant la gestion de l'argent du contrôle qu'il apporte (Belleau et Henchoz, 2008). Pour prolonger mon travail, il serait intéressant d'analyser comment s'effectue la répartition de l'argent au sein de ces couples mono-actifs de classes supérieures (Vogler et Pahl, 1994) et notamment de voir si les femmes au foyer reçoivent une allocation pour leurs dépenses



personnelles ou encore si les hommes profitent de leur position pour bénéficier d'un meilleur train de vie que le reste du ménage. Ce travail financier effectué par les femmes, qui découle de leur socialisation économique genrée (Perrin-Heredia, 2018), confirme qu'on ne peut pas réduire le capital économique à ses manifestations les plus visibles comme le revenu ou le patrimoine (Herlin-Giret, 2018), notamment car il est nécessaire de travailler à son rendement.

Enfin, le travail du style de vie réalisé par les femmes au foyer de classes supérieures comprend le travail d'entretien du capital social du ménage. Les extraits d'entretiens sur les repas mettent en avant le fait que les couples interrogés « reçoivent » et rappellent l'importance des sociabilités chez les classes supérieures consistant en invitations réciproques entre ami·e·s ou voisin·e·s. Au-delà de la préparation des espaces de réception et du repas, entretenir ces liens de sociabilité est une partie importante du travail du style de vie qui entérine leur appartenance de classe en stimulant le capital social. Dans son travail sur les activités des femmes au foyer américaines de classes supérieures au début des années 1980, Susan Ostrander souligne l'importance des activités de « club member », à côté de celles d'épouse et de mère, dans le renforcement et la reproduction des privilèges (Ostrander, 1984). Ce travail communautaire permet de bénéficier d'avantages qui ne découlent pas uniquement de relations interpersonnelles mais aussi de l'appartenance au groupe qui permet d'activer des liens faibles (Pinçon et Pinçon-Charlot, 2010). Le travail bénévole réalisé par les femmes au sein des paroisses peut être analysé comme partie intégrante de ce travail sur les sociabilités, vecteur de respectabilité pour le ménage et producteur de capital social. Contrairement aux tâches domestiques, les femmes interrogées recourent fréquemment au « nous » conjugal quand elles abordent les engagements associatifs, notamment religieux. Cette forme d'hyper-correction, mettant en scène un travail familial et collectif, tient au statut de ces activités, qui impliquent le couple en tant qu'entité mais qu'elles sont les seules à prendre en charge, comme l'indique finalement Agnès Jacob en se reprenant.

*Agnès Jacob* – Et sinon, au niveau de la paroisse, on a été, j'ai été quand même impliquée de nombreuses années puisque j'ai donné un peu de mon temps pour la catéchèse des enfants.

Le statut de ces activités se rapproche de celui des tâches d'éducation des enfants, qui impliquent les deux membres du couple en tant que « parents ».

### *Éducation des enfants et enjeu de reproduction sociale*

À côté des tâches domestiques visant l'entretien de la maison et la préparation des repas, les femmes au foyer prennent en charge la majeure partie du travail d'éducation et de soin des enfants. Elles ont en charge le suivi de la scolarité des enfants, comme en témoigne certains discours de mères utilisant majoritairement la première personne du singulier pour décrire le processus de choix des établissements :

*Nathalie Champemont* – Donc je me suis orientée vers le privé. J'ai commencé les démarches en février aux États-Unis pour le mois de septembre 2011, vous aviez déjà des lycées privés dans le Val-de-Marne qui étaient complets. [...] Donc il a fallu que je trouve pour eux un établissement public, parce que je ne voulais plus du privé.

Elles effectuent le suivi quotidien de la scolarité des enfants ainsi que les activités de parent d'élève, que toutes les mères au foyer rencontrées, sauf une, prennent en charge. Valérie Devaux a été parent d'élève tout au long de la scolarité de ses trois enfants. Elle souligne le poids et la répétitivité de cette activité : « J'en suis à je sais pas combien d'années de conseils de classe, j'avoue que je commence à m'épuiser ». Patricia Bossard assimile par réflexe son activité de parent d'élève à un loisir, alors même qu'elle me confie plus tard dans l'entretien que le suivi scolaire de ses deux premiers fils a été lourd à porter pour elle.

*Lorraine* – Et vous est-ce que vous avez des loisirs à Saint-Maur-des-Fossés ?

*Patricia Bossard* – Oh oui ! Non en fait... mes loisirs... si j'ai fait du dessin aussi, dans le même cours, y'a un très bon cours à côté. Arts plastique, dessin, sculpture. Sinon mes loisirs à Saint-Maur-des-Fossés, je suis investie dans les parents d'élève. C'est pas vraiment un loisir... une activité.

Le travail d'éducation des enfants et d'encadrement de leur trajectoire scolaire fait partie du travail du style de vie car il vise la reproduction du statut dominant des parents par les enfants. C'est notamment en raison de l'importance accordée par ces ménages à la reproduction sociale (voir chapitre 8), que l'arrivée des enfants constitue un facteur déclenchant pour les femmes dans l'éloignement d'emplois rémunérateurs à l'extérieur. Leur investissement dans la sphère familiale permet selon elles d'offrir aux enfants le meilleur cadre de développement possible et de s'assurer de l'éducation reçue :

*Valérie Devaux* – Bon et j'ai son emploi du temps affiché là, donc là normalement elle finit à 16h, c'est vrai que si je la vois pas arriver au bout d'une heure, elle a droit à son

petit sms, son petit appel. C'est ce qui fait aussi, voilà, on rentre vite dans le droit chemin quand y'a quelqu'un qui vous attend à la maison, forcément.

(née en 1969, femme au foyer, mariée à un Directeur commercial, 3 enfants)

La prise en charge par les femmes de ce travail permet aux hommes de se désengager sans craindre pour l'éducation des enfants et donc la position sociale de la famille dans son ensemble. L'investissement bénévole réalisé dans les établissements scolaires privés – majoritaires dans les choix scolaires des ménages enquêtés (voir chapitre 8) – fait écho au cas américain (Ostrander, 1984 ; Sherman, 2017) et illustre le travail du style de vie en ce qu'il permet de faire fonctionner des institutions qui participent à leur appartenance de classe et à sa reproduction.

L'investissement des mères auprès de leurs enfants ne s'arrête pas avec leur entrée dans l'âge adulte. Les femmes rencontrées réalisent également d'autres formes d'accompagnement, y compris après la décohabitation de leurs enfants, pour les aider dans l'aménagement ou la recherche de leur logement. De plus, certaines femmes interrogées me parlent du rôle de leur propre mère dans l'aide pour la garde de leurs enfants. Colette Prévost (née en 1950, retraitée secrétaire à mi-temps dans l'entreprise de son mari, 1 enfant) me détaille un conflit qui l'oppose à son mari, et qui témoigne de deux visions genrées de l'entraide intergénérationnelle. En effet, afin d'aider davantage sa fille habitant le 16<sup>ème</sup> arrondissement de Paris, mais aussi de moins se fatiguer en déplacements, elle aimerait quitter Saint-Maur-des-Fossés ou acquérir un pied-à-terre à Paris :

*Lorraine* – Est-ce que vous vous pensez parfois à déménager?

*Colette Prévost* – Moi oui, moi si y'avait que moi au jour d'aujourd'hui j'aimerais bien m'installer à Paris pour me rapprocher de ma fille et de mes petites-filles mais bon, mon mari n'est pas trop trop chaud. C'est pas qu'il est pas trop trop chaud, c'est qu'il l'est pas du tout ! Alors j'attends. Je pense que j'aurai mon heure mais pour l'instant j'attends (rires). [...] Moi je me verrais bien habiter Paris.

*Lorraine* – Et quel quartier vous plairait?

*Colette Prévost* – Oh ben j'aime bien le 16<sup>ème</sup> parce que nos enfants habitent par-là donc c'est sûr... [...] Ma fille s'est retrouvée toute la semaine toute seule à s'occuper des deux petites [car la « nounou » n'était pas là]. [...] Donc hier ma fille m'avait demandé « est-ce que tu peux venir ? », ben j'ai dit « oui ça mercredi je suis libre, tu peux y aller ! ». Donc j'ai gardé ma deuxième petite puce et puis je suis allée le midi chercher l'aînée à

l'école. Donc c'est vrai que ça rendrait service à ma fille si on avait, ne serait-ce que même un pied-à-terre sur Paris. C'est vrai que faut aider ses enfants !

Pour Colette Prévost également, l'état du rapport de pouvoir au sein du couple n'est pas en sa faveur puisque ses revendications ne sont pas prises en compte par son mari, et ce alors même qu'elle sort d'une grave maladie qui l'oblige à beaucoup de repos. Cet exemple montre le poids des contraintes exercées par les hommes sur les trajectoires et les choix de localisation des femmes (voir chapitre 3). Il est aussi significatif de noter que Colette Prévost et son mari n'envisagent pas de louer un appartement, démarche qui serait beaucoup moins lourde et coûteuse mais ne correspondrait pas avec l'ethos de propriétaire propre à cette fraction de classe, développé dans le chapitre précédent. Enfin, sa fille semble avoir reproduit le modèle familial d'une division sexuelle du travail puisqu'elle la décrit comme entièrement en charge du travail parental (« toute seule ») et ce alors même qu'elle est mariée avec un indépendant, avec qui elle travaille également et dont les horaires flexibles pourraient permettre de mieux répartir les conséquences d'imprévus vis-à-vis des enfants, plutôt que de faire peser intégralement ces contraintes sur elle et sa mère.

#### *Déléguer les tâches ménagères les plus ingrates*

Les femmes au foyer interrogées sont donc en charge de la gestion du foyer et de son économie domestique. Mais elles n'ont pas les mêmes conditions de vie et de travail que leurs homologues des classes moyennes ou populaires. En effet, alors que les couples « mono-actifs » ont toutes choses égales par ailleurs plus de trois fois moins souvent recours à une aide rémunérée pour les tâches domestiques (Allègre et al., 2015), les ressources économiques des ménages enquêtés leur permettent de déléguer le « sale boulot », c'est-à-dire les tâches ménagères les plus ingrates ou invisibles, à d'autres femmes précaires, souvent étrangères. Cette externalisation auprès d'autres femmes entérine les rapports sociaux de genre et la division sexuelle du travail (Kergoat, 2005), et confronte les femmes concernées aux enjeux de domination liés à la race et à la classe. Exemple phare de la cumulativité des inégalités et de l'articulation des rapports sociaux de genre, de classe et de race, la relation entre les employées domestiques et leurs « patronnes », ne sera ici que rapidement abordée, étant donné qu'elle n'était pas un objet d'étude lors de l'enquête. Les entretiens qui se sont déroulés au domicile des personnes, en milieu de journée, ont souvent été l'occasion d'apercevoir les employé·e·s domestiques en train

de travailler, parfois d'assister à des interactions (ou au contraire des non-interactions) entre elles·eux et mes enquêté·e·s mais jamais d'interagir directement avec elles et eux.

Tous les ménages interrogés, sauf un, emploient une femme de ménage, parfois plusieurs (pour différentes tâches comme le ménage et le repassage) mais également des jardiniers (de manière mensuelle, rarement hebdomadaire) ainsi que des personnes pour les enfants (baby-sitter, professeur·e particulier, personne parlant une langue étrangère avec les enfants). Deux ménages interrogés ont des employé·e·s domestiques à demeure, qui sont alors désignés comme des « gardiens », mais cette pratique est très rare étant donné le coût que représente le logement du personnel dans les quartiers étudiés. Au sein des classes supérieures, le fait d'être au foyer pour une femme ne signifie donc pas de devoir prendre en charge l'intégralité du travail domestique. Les ménages interrogés dont la femme est au foyer ont également recours à des employé·e·s domestiques, surtout pour l'accomplissement des tâches ménagères. Cependant, ces ménages externalisent moins que les ménages biactifs, car les femmes au foyer délèguent moins les activités de garde des enfants. Ces activités sont souvent présentées comme moins pénibles et plus gratifiantes que les tâches ménagères et surtout les femmes interrogées les considèrent difficilement déléguables étant donné l'importance de l'enjeu d'éducation des enfants (voir troisième partie). Ce moindre recours à des employé·e·s domestiques est visible chez les ménages qui étaient auparavant biactifs, qui ont généralement réduit leur degré d'externalisation avec l'arrêt d'un emploi rémunérateur pour la femme. Patricia Bossard est la seule personne enquêtée à ne pas avoir de femme de ménage, elle m'explique en entretien qu'elle en avait quand elle « travaillait » mais que depuis qu'elle « ne travaille plus » elle s'occupe seule du travail domestique. Le fait de ne pas pouvoir déléguer certaines tâches rend le statut de femme au foyer plus difficile à vivre :

*Patricia Bossard* – On ne m'allège pas du tout la tâche que je dois assumer au quotidien et qui est toujours entre guillemets : corvéable à merci.

Patricia Bossard est la seule enquêtée qui profite de l'entretien pour remettre en question l'ordre genré sur lequel s'appuient ses arrangements conjugaux et protester de manière plus générale sur le fonctionnement familial. Pour les autres femmes au foyer, déléguer les tâches ménagères permet de diminuer le temps dévolu au travail domestique ainsi que sa pénibilité, et donc de se dégager du temps libre. Mais la charge mentale associée à ces tâches reste présente car elles

sont les « maîtresses de maison » en charge du bon fonctionnement de l'économie domestique du foyer et de l'encadrement des employé·e·s domestiques le cas échéant.

Les personnes interrogées ont généralement trouvé leurs employé·e·s domestiques par le bouche à oreille entre voisin·ne·s. Lors de l'entretien, les enquêté·e·s mettent parfois en avant les relations de long terme qui les unissent aux personnes travaillant chez elles·eux. C'est par exemple le cas lorsqu'un ancien propriétaire demande aux futur·e·s occupant·e·s de garder sa femme de ménage ou encore lorsqu'une personne en charge de la garde des enfants est reconvertie en femme de ménage à l'adolescence de ces derniers. Cette forme de fidélité peut être mise en scène au moment de l'entretien comme témoignant de la générosité des enquêté·e·s, mais elle s'explique aussi par l'avantage qu'elles·ils retirent à avoir un lien de confiance fort avec la personne qui pénètre leurs intérieurs et plus généralement les espaces réservés aux membres des classes supérieures (Elguezabal, 2015).

*Nathalie Champemont* – J'ai juste ma repasseuse qui a nos clefs. Parce qu'en fait c'est une personne de confiance. C'est la première personne que j'ai rencontrée quand je suis arrivée à Saint-Maur-des-Fossés, nous louions une maison et en fait le propriétaire nous avait demandé de garder sa ... son aide à domicile. Voilà, de conserver cette dame, sur le créneau qu'elle utilisait. Donc c'est ce que nous avons fait et donc du coup c'est la dame qui est ici aujourd'hui et c'est elle qui a les clefs.

Derrière la mise en avant d'une certaine fidélité, les observations faites au domicile des enquêté·e·s m'ont donné à voir des employées domestiques essayant de se faire les plus discrètes possible, empruntant des portes dérobées, et quittant le domicile après leur travail sans annoncer leur départ pour ne pas perturber la situation d'entretien. Une employée m'a un jour reçu et fait patienter dans le salon en m'indiquant « Madame arrive ». Un autre jour, une enquêtée s'est absentée au milieu de l'entretien pour aller chercher ses enfants à l'école, me laissant seule à son domicile avec deux employées domestiques. Je me suis absentée pour aller aux toilettes et à mon retour, l'une d'elle a précipitamment mis fin à sa discussion téléphonique, se méfiant de ma position et m'associant à sa patronne.

Pour certains ménages, majoritairement de confession catholique, cet emploi domestique est également l'occasion d'aider des personnes en difficulté et de se présenter comme

bienfaiteur·trice faisant acte de charité. Evelyne Fourcade (née en 1960, chargée de mission à la mairie de Paris, mariée à un gastroentérologue, 2 enfants) me détaille par exemple les différents jardiniers qui se sont succédés chez elles, et qu'elle a engagé par le biais d'une association locale :

*Evelyne Fourcade* – J'ai eu d'abord un monsieur qui avait des gros problèmes de santé et d'alcool, et je l'ai gardé plusieurs années, alors j'ai pas forcément excessivement contente de ce qu'il faisait, bon c'était ma « B.A. » quoi. Ensuite il a eu trop d'ennuis de santé il pouvait plus travailler, donc il y a eu Alfa qui est venu, Alfa c'était un... je crois qu'il était ivoirien. Il était super gentil, il avait une vraie formation de jardinier lui. [...] Et actuellement j'ai un roumain, Vasil, [...] il est gentil comme tout, il est adorable, il bosse bien, et il a déjà deux enfants, il vient d'avoir une troisième petite fille et il a besoin de travailler.

Elle met également en avant cette dimension sociale pour sa femme de ménage, qu'elle n'a pas « eu » par une association mais par « le bouche à oreille » :

*Evelyne Fourcade* – Elle est d'origine cap-verdienne mais elle a la nationalité française donc elle a absolument pas de problème de papier, mais je pense qu'elle a beaucoup de difficultés avec l'écriture et la lecture. Et elle avait déjà trois petits garçons de trois pères différents, et elle était jeune fille, mademoiselle, voilà. Elle était dans un logement insalubre, etc. Donc je l'ai pas mal aidé pour... demander des logements, tous les papiers, elle a des enfants qui ont aussi un petit peu des difficultés scolaires, etc. voilà je lui lis ces papiers, etc.

Cette personnalisation de l'aide dénote une prise en charge individualisée de la pauvreté. Elle ne s'accompagne par ailleurs pas d'un discours plus général sur les inégalités<sup>116</sup>.

Les personnes interrogées n'ont généralement pas détaillé les conditions d'emploi et de rémunération de leurs employé·e·s domestiques. Cela peut être dû au fait que l'externalisation du travail domestique est un attribut de la richesse, d'autant plus qu'elle est conséquente (en nombre d'heures et d'employé·e·s) et que les femmes sont au foyer – elle est alors davantage

---

<sup>116</sup> Béatrix Le Wita note à propos de la nécessité d'ouverture au monde présente dans l'éducation des jeunes filles dans les écoles confessionnelles de la bourgeoisie parisienne : « Cette ouverture à l'autre n'est pas une ouverture sur le monde social. On apprend à des enfants privilégiés à être sensibilisés aux malheurs des autres. Cela demeure un rapport personnel : un individu en prise avec un autre individu. Cette expérience à l'autre faite d'actes bénévoles et généreux permet à ces jeunes femmes de ne pas penser « l'inégalité sociale » en termes de conflits » (Le Wita, 1988, p. 129).

perçue comme un luxe. En tant que tel, la délégation des tâches domestiques n'était pas des plus faciles à aborder en entretien (voir chapitre 2). Cette difficulté témoigne d'un rapport particulier à l'argent et donc à la consommation, d'autant plus difficile à gérer pour les femmes au foyer que cette activité fait partie intégrante de leur travail du style de vie.

## **2.2 Prendre en charge le travail de consommation**

Rachel Sherman définit le travail du style de vie comme la conjugaison du travail domestique, qui vient d'être détaillé, et d'un travail de consommation, fortement façonné par la position sociale des ménages enquêtés (Sherman, 2017). Cette attention portée à la consommation s'inscrit dans la lignée des travaux initiés par Miriam Glucksmann sur le « *consumption work* » qui prend une place de plus en plus importante au sein de la division du travail (Glucksmann, 2013). Il s'agit ici de montrer que si les classes supérieures sont loin d'avoir le monopole de la consommation, elles ont des modes de consommation spécifiques, qui ne se résument pas à un plus grand pouvoir d'achat. Leurs modes de consommation sont imbriqués dans les rapports sociaux de genre et de classe en ce qu'ils entérinent leur rang social et renforcent des stéréotypes genrés au sein des couples.

### *« Pouvoir le faire »*

Le travail de consommation consiste à transformer les revenus salariaux en « monnaie domestique » (Zelizer, 2005) qui assure la survie et parfois le style de vie du ménage. Tout comme le travail domestique, il est majoritairement pris en charge par les femmes. Le collectif Rosa Bonheur décrit la consommation comme un des piliers du travail de subsistance effectué par les femmes au foyer (Rosa Bonheur, 2017). Pour les femmes des ménages de classes populaires, le travail de consommation est encadré par des contraintes budgétaires très serrées mais également par des contraintes sociales (Perrin-Heredia, 2011). Ces contraintes les obligent à déployer un ensemble de stratégies de consommation, coûteuses en temps et en déplacements, afin de minimiser le coût financier (Perrin-Heredia, 2013 ; Rosa Bonheur, 2017). Pour les femmes des ménages enquêtés appartenant aux fractions du privé des classes supérieures, ce travail de consommation prend un sens différent. Il est plus facile étant donné leur plus grande liberté vis-à-vis des contraintes budgétaires (Sherman, 2017), tout en étant encadré par des valeurs morales.



En haut de l'espace social, on peut distinguer les pratiques de consommation ascétiques et de prestige. Certains ménages mettent en avant des pratiques de consommation ascétiques qui privilégient l'épargne et l'investissement immobilier et rappellent les pratiques de la bourgeoisie professionnelle du XVIII<sup>ème</sup> siècle étudiées par Norbert Elias. Il assimile cette prudence à une réaction aux pratiques des aristocrates dépensant l'argent en « grand seigneur » et cherchant par cette « consommation de prestige » à témoigner de leur rang (Elias, 2008). La consommation de prestige n'est pas seulement un signal envoyé aux membres d'autres classes sociales pour mettre en scène la puissance, comme l'est davantage la « consommation ostentatoire » de Theorstein Veblen (1979). Elle est moins un témoin qu'un élément fondateur du rang, que les aristocrates se doivent d'honorer (« noblesse oblige »), même si cela doit entraîner leur ruine (Elias, 2008). Avec le brouillage quasiment total des frontières entre bourgeoisie et aristocratie (Pinçon et Pinçon-Charlot, 2016), les pratiques ascétiques d'un côté et de prestige de l'autre, constituent deux pôles, non exclusifs, autour desquels se structurent les pratiques de consommation des classes supérieures en France aujourd'hui.

Agnès et Luc Jacob (né en 1956, expert-comptable et née en 1957, ancienne infirmière au foyer, 4 enfants) illustrent le pendant ascète et la volonté de contrôler leur budget :

*Agnès Jacob* – On a toujours essayé dans la manière de vivre, on essaie quand même de regarder un petit peu. Donc du coup on habite sur La Varenne mais on consomme pas systématiquement La Varenne. Si on veut être honnête, on aimerait bien que ça coûte un peu moins cher. Les commerces.

*Lorraine* – Y'a des restaurants que vous fréquentez à Saint-Maur?

*Agnès Jacob* – On y va très peu.

*Luc Jacob* – On va peu au restaurant d'une manière générale.

*Agnès Jacob* – On y va peu parce que justement on *trouve* que c'est un peu cher. Bon, bref.

Agnès et Luc Jacob ne disent pas ne pas avoir les moyens de consommer dans les commerces locaux ou encore d'aller au restaurant mais énoncent un jugement sur ces dépenses qu'ils « trouve[nt] » démesurées. Ce faisant, elle·il mettent en scène une « rule of frugality » (Sherman, 2017, p. 99) et prouvent que malgré leur position sociale elle·il restent économiquement prudent. Les restrictions faites sur les dépenses non nécessaires, comme les sorties au restaurant, témoignent de l'importance accordée à l'épargne, qui a permis aux Jacob

de se constituer un patrimoine immobilier comprenant, outre leur maison, deux studios à Paris et deux appartements à Saint-Maur-des-Fossés. Les ménages qui ont le plus mis en avant des pratiques ascétiques étaient en général plus religieux, mais également, moins dotés en capital économique. Jean Ritter (né en 1938, retraité, ancien ingénieur, mariée à une femme au foyer, 3 enfants) revendique dès le début de l'entretien un héritage « bourgeois », construit autour de valeurs morales importantes mais « modeste » sur le plan financier. L'examen de ses déplacements et de ses loisirs l'amène à aborder la gestion ascétique de ses finances, en lien avec ses revenus salariaux, moins élevés que ceux d'autres cadres :

*Jean Ritter* – Donc d'un côté on s'est pas saigné, mais de l'autre côté nos goûts... et aujourd'hui encore notre mode de vie est plutôt modeste sur un certain nombre de plans. Et puis bon, j'avais aussi une carrière en cours de progression mais j'étais dans un gros groupe multinational qui n'est pas connu pour verser des hauts salaires, j'étais dans la partie industrielle ce qui est nettement moins bien payé que dans le commercial ou dans le département financier etc.

La gestion maîtrisée du budget familial peut également être perçue comme une tentative de contrôle sur la reproduction sociale de leurs enfants – notamment par le biais d'une accumulation de capital économique, que les parents anticipent moins sereinement que les ménages les plus dotés (voir chapitre 8).

Beaucoup d'enquêté·e·s, si elles·ils ne décrivent pas leurs pratiques de consommation comme contrôlées et ascétiques, mettent en avant ce qu'elles·ils considèrent comme des efforts et des privations réalisés au début de leur cycle de vie (voir chapitre 6). Evelyne Fourcade souligne par exemple les petits revenus de son ménage lors de sa mise en couple (« on n'avait pas beaucoup de sous », « mon mari lui venait de s'installer donc il perdait plutôt de l'argent qu'il n'en gagnait donc louer un truc dans ces conditions-là c'est pas commode ») mais se montre moins diserte sur sa situation financière actuelle. De la même manière, les personnes enquêté·e·s détaillent les travaux qu'elles·ils ont réalisés elles·eux-mêmes, mais ne précisent pas quand, dans la grande majorité des cas, elles·ils font faire leurs travaux. C'est à la fois une manière de valoriser leur travail, mais également de se montrer comme n'ayant pas toujours été riches, et d'en retirer du mérite, voire un certain gage de moralité (Sherman, 2017).

D'autres enquêté·e·s assument plus ouvertement leurs conditions matérielles d'existence, et les dépenses non nécessaires qui en découlent.

*Isabelle Fabre* – Y'a des gens qui adorent [jardiner], pour qui c'est une détente, c'est pas le cas de mon mari, voilà il se détend autrement. Alors écoutez on peut payer quelqu'un, on le fait.

*Lorraine* – Le marché de La Varenne est plus cher qu'Adamville non?

*Nathalie Champemont* – Alors je n'en sais rien ! Moi j'avoue que je suis très *mauvaise acheteuse* parce que ... pff... C'est un peu selon mon humeur et du coup je ne fais pas toujours attention au prix. J'achète ce dont j'ai besoin, mais je ne fais pas toujours attention au prix, *c'est pas très bien*, mais bon... Parfois je me dis « On a qu'une vie ! » et quand on peut se le permettre, on fait comme ça. [...] J'avais des amies autour de moi, elles regardent précisément parce qu'elles me disent « Oh ben non là les courgettes je les achète pas », moi je dis « si j'ai envie de courgettes je les achète, tant pis ! ».

La réponse de Nathalie Champemont résonne comme un effort de justification. L'usage de termes à connotation morale pour décrire ses pratiques de consommation – « mauvaise acheteuse », « c'est pas très bien » – témoigne de la force des normes sociales selon lesquelles consommer sans faire attention, même lorsque l'on a les moyens, est moralement répréhensible. Le décalage entre l'exemple des courgettes et l'injonction faite à soi-même « On n'a qu'une vie ! » montre le degré d'intériorisation de ces normes, mais également renseigne sur le fait que le suivi scrupuleux du budget est de mise, même pour les petites dépenses qui représentent peu de choses dans l'économie familiale. Ces petits achats rappellent les burritos ou les courses de taxi pour lesquels les enquêté·e·s de Rachel Sherman se sentent « morally conflicted », et ce malgré leur coût dérisoire (2017, p. 110). La figure de la « mauvaise acheteuse » que mentionne Nathalie Champemont est très genrée puisque ce sont les femmes qui par définition s'occupent du travail de consommation et sont en charge de l'économie familiale.

### *Stéréotypes genrés de la consommation*

Avec l'avènement de la société de consommation, la femme est en charge de dépenses nouvelles : « Gardienne de la morale au siècle précédent, elle était donc censée désormais, au XX<sup>ème</sup> siècle, se conduire comme l'experte en achat et en budget du foyer : [...] l'aptitude à dépenser convenablement devint au contraire la mesure dominante et visible de l'expertise domestique, conséquemment à l'expansion de l'économie de la consommation. » (Zelizer,

2005, p. 83). Mais cette charge nouvelle qu'est le travail de consommation expose les femmes à la critique de la femme vénale et dispendieuse. En effet, derrière l'idée que consommer sans faire attention est moralement répréhensible, il y a l'idée que ce travers est féminin. Viviana Zelizer note à ce propos que beaucoup des femmes de classes moyennes et supérieures sont au début du XX<sup>ème</sup> siècle dans l'ignorance la plus complète de l'état des finances du ménage, et ce alors même qu'elles sont en charge des dépenses et du travail de consommation. L'« incapacité des maris de parler de leurs ressources financières » (2005, p. 93) met les femmes dans la position difficile où leurs dépenses peuvent être jugées *a posteriori* trop conséquentes, et ce alors qu'elles ont été faites à l'aveugle.

Viviana Zelizer souligne que mener à bien ce travail de consommation est particulièrement délicat pour les femmes au foyer qui n'ont pas de revenu propre et doivent donc dépendre de la « libéralité de leur mari ». Les femmes au foyer sont en charge de la transformation du salaire de leur mari en « monnaie domestique ». Elles doivent réaliser des transactions financières, sans jamais bénéficier de légitimité vis-à-vis de ce travail, étant donné que l'argent ne leur appartient pas. En plus de ce manque de légitimité financière, les femmes au foyer font l'objet de critiques au sujet de leur emploi du temps quotidien qui leur laisserait de larges plages de temps libre. La « lady-who-lunch », qui passe son temps à déjeuner avec ses amies, est le pendant de la « welfare queen » à l'autre extrême de l'échelle sociale (Sherman, 2017). Le travail de consommation qu'elles doivent prendre en charge pour assurer la survie et le style de vie de leur ménage se répercute négativement sur elles – et pas collectivement sur tous les membres du ménage qui en bénéficient pourtant – et les renvoie à la figure de femmes riches et oisives. C'est cette double culpabilité liée à l'argent et au temps qu'exprime Béatrice Cartier à travers une remarque qu'elle s'inflige à elle-même sur le ton de la plaisanterie :

*Lorraine* – [lors du questionnaire récapitulatif en fin d'entretien] Votre profession ?

*Béatrice Cartier* – Ben mère au foyer. Oisive et entretenue comme je dis.

Les discours recueillis témoignent de la force de ces préjugés genrés liés à la consommation. Beaucoup d'enquêté·e·s décrivent leurs pratiques ou celles de leur conjoint, avec en creux, la figure de la femme dépensière et du mari regardant qui transparaissent. Deux enquêté·e·s expriment de manière parfaitement symétrique, leur « chance » d'être en couple avec une personne différente de ces supposées normes :

*Jean Ritter* – Nous n'avons jamais fait de grands frais pour les toilettes, moi les histoires de marques etc. j'ai le plus gros mépris pour ça et j'ai la *chance* que ma femme c'est à peu près pareil.

*Colette Prévost* – [sur la décoration] Bon ça va j'ai la *chance* d'avoir un mari qui me suit, qui est pas trop ... Bon je ne suis pas non plus, je ne suis pas dépensière à outrance donc ... Bon il arrive des moments il faut bien faire les choses. Faut changer, faut changer.

C'est selon cette norme de la femme riche et oisive que les pratiques de certaines enquêtées vont être moquées, notamment lorsqu'elles retirent du plaisir de la consommation de biens et de services pour elles-mêmes. En entretien avec Janine et Pierre Merle (née en 1944, retraitée femme au foyer, né en 1945 retraité chef d'entreprise, 2 enfants), alors que je leur demande si elle·il vont à Paris pour y réaliser du shopping, il s'exclame « Bah tiens ! » sur le ton de l'évidence, et la pousse à se justifier sur ses visites dans les « grands magasins ». Mais ce n'est pas uniquement la consommation de biens et de services qui leur sont destinés qui est reprochée aux femmes au foyer, mais également la consommation faisant partie du travail du style de vie et qui est pourtant à destination de la famille entière, comme le montre la réflexion faite sur le ton de l'humour par Pierre Merle à sa femme à propos de son investissement dans la décoration :

*Janine Merle* – Et puis progressivement, bah on a fait repeindre, on a arrangé à notre goût.

*Pierre Merle* – Ben elle a pris son panard (il rit) !

*Janine Merle* – (rires) Oh bah bien sûr !

Enfin, les femmes au foyer sont également soupçonnées de dérober de l'argent à leur mari. Viviana Zelizer documente ces « stratégies financières souterraines » effectuées par les femmes au début du XX<sup>ème</sup> siècle consistant à voler la petite monnaie ou encore à gonfler les factures (2005). Elles témoignent du manque de transparence des finances au sein des familles et des conflits et des revendications qu'il engendre. Luc Jacob, se moque de sa femme<sup>117</sup> qui m'avoue avoir été chez le boucher de son quartier dans un souci de commodité, et ce contrairement à leurs pratiques ascétiques et leur refus de consommer chez les commerçants locaux (voir *supra*) :

---

<sup>117</sup> Réalisés à six reprises, les entretiens en couple donnent à voir les rapports de pouvoir à l'œuvre au sein du couple, comme on le verra également dans la troisième partie de ce chapitre.

*Agnès Jacob* – Bon à un moment donné j'allais chez le boucher à La Varenne parce que c'était un monsieur que je connaissais et que c'est à l'époque où j'avais les enfants donc j'avais opté pour la facilité mais c'était pas forcément donné...

*Luc Jacob* – [sur le ton de la plaisanterie] Et tu me dis ça maintenant?

*Agnès Jacob* – Ben non, non mais c'est vrai ...

*Luc Jacob* – En boutique c'était plus cher.

Ces remarques, visant à enlever aux femmes au foyer leur légitimité à réaliser le travail de consommation qu'elles prennent pourtant en charge pour l'ensemble du foyer, ont été faites sur le ton de l'humour. Cependant, il convient de « prendre le rire au sérieux » (Mainsant, 2008). L'humour, pouvant être un véritable instrument de contrôle ou un révélateur des conflits, permet en l'occurrence de renforcer les inégalités de genre par le biais d'un rappel à l'ordre. Ces remarques participent également à l'invisibilisation du travail de consommation, réduit à une activité plaisante pour les femmes, dont on plaisante.

#### *Un exemple du travail du style de vie : le logement*

Le logement est un bien essentiel pour la famille. En raison de son coût, sa place est centrale dans les budgets familiaux, et dans le cas des ménages propriétaires, son achat est engageant. Le logement est également fondamental en termes symboliques (Bourdieu, 2000 ; Gilbert, 2014 ; Schwartz, 2012), c'est un lieu où les membres de la famille passent du temps et qui représente le projet familial. Le statut d'occupation, la localisation du logement, ainsi que sa forme et sa décoration sont de puissants marqueurs sociaux. Il peut être considéré comme un objet de consommation parmi les plus pérennes et les plus conséquents en termes matériels et symboliques pour la famille. La recherche du logement, puis son aménagement et sa décoration, font partie du travail de consommation pris en charge par les femmes.

Même si le coût du logement occupe une part très importante du budget des ménages de classes populaires, la consommation pour son aménagement et sa décoration reste un poste budgétaire important. Olivier Schwartz décrit les pratiques de consommation de ménages nouvellement arrivés en cité HLM ; il montre comment les dépenses liées à l'aménagement du nouveau logement sont autant de mises à distance du logement insalubre précédent et témoignent d'un investissement matériel et symbolique dans la nouvelle résidence (Schwartz, 2012). L'achat d'un salon ou d'une chambre à coucher (Perrin-Heredia, 2013) permet aux individus de

s'approprier leur domicile et d'en faire un marqueur de leur position sociale. À ce titre, il devient une dépense nécessaire, quitte à s'endetter (Perrin-Heredia, 2011 ; Schwartz, 2012). Dans les fractions du privé dotées en capital économique, le travail de consommation en lien avec le logement est également marqué symboliquement et fait l'objet d'un investissement en temps et en argent conséquent. La recherche d'une résidence secondaire peut s'ajouter à ce travail de consommation. On ne prendra pas en compte ici, la recherche de biens immobiliers à des fins d'investissement, ni la gestion locative qui s'ensuit, car elle ne revêt pas la même charge symbolique, et se rapproche davantage du travail financier de contrôle de l'épargne et des actifs familiaux.

Ce sont majoritairement les femmes qui sont en charge du processus long et coûteux de recherche du logement (Lambert, 2016), et ce d'autant plus qu'elles sont au foyer. La majorité des femmes interrogées disent avoir visité seules de nombreux biens immobiliers et en avoir montré une très faible part à leur mari.

*Marie Valois* – J'en avais visité un paquet et en fait quand j'aimais pas, j'appelais même pas mon mari et quand je trouvais ça sympa, je l'appelais.

Les hommes des ménages enquêtés ont donc un rôle secondaire dans la recherche des maisons, et on peut supposer, *a fortiori* en amont dans la sélection des annonces et les contacts auprès des agences immobilières. Ces pratiques concordent avec celles mises en avant par Rachel Sherman, pour qui une partie du travail de consommation des femmes est de « narrow down the options » (Sherman, 2017, p. 162). Ce travail de rétrécissement des options est par définition invisible. Nathalie Champemont me dit avoir « passé deux ans à visiter » seule une cinquantaine de maisons, et avoir organisé à quatre reprises une « contre-visite » avec son mari. Le terme de « contre-visite » traduit bien la volonté de contrôle des maris qui surveillent le processus de choix du logement, comme le confirme également l'usage de l'expression « inspection finale » :

*Caroline Pecriaux* – Et puis c'est pas lui qui visitait ! Enfin moi je visitais les maisons, lui il venait faire l'*inspection finale* quand je lui disais « oui ça vaut le coup », moi j'en ai visité plus de 100 maisons en deux ans !

Ces deux expressions sont également des tentatives de professionnalisation du travail de consommation, notamment celui ayant trait au logement, dont la longueur et la complexité (en

lien avec les nombreux de critères qui orientent la recherche, voir chapitre 5) le rendent particulièrement technique. Pour certains maris, le gain procuré par le désengagement est plus fort que la volonté de contrôle, et ils peuvent aller jusqu'à ne pas visiter la maison avant son achat :

*Isabelle Fabre* – Je vais vous dire que cette maison je l'ai achetée mon mari l'a même pas visitée, il l'a vu sur Internet. Y'avait d'autres personnes dessus, je l'ai visitée j'étais en train de chercher les écoles pour les enfants, on savait pas encore où on allait habiter, quand on revenait de Hong Kong.

Comme pour le reste du travail du style de vie, le temps passé par les femmes au foyer, contrairement aux femmes actives, pour la recherche du logement est un cas extrême d'asymétrie, mais le principe d'une division sexuelle du travail de recherche du logement se retrouve chez tous les ménages enquêtés. Contrairement aux couples biactifs de classe moyenne soucieux de montrer leur bonne volonté vers plus d'égalité (Lambert, 2016) l'asymétrie de la répartition des tâches est exposée clairement à l'enquêtrice, et est « take[d] for granted » (Sherman, 2017, p. 160) par les enquêtés·e·s. La prise en charge par les femmes de la recherche du logement témoigne de leur investissement plus fort dans les tâches domestiques et dans le travail du style de vie. Mais elle est aussi justifiée par les enquêtées car cette recherche concerne leur espace, où elles vont passer plus de temps, qu'elles ont en charge et pour lequel elles peuvent plus facilement se « projeter » (Evelyne Fourcade).

La recherche du logement est un travail de consommation coûteux en temps. Beaucoup de femmes interrogées disent avoir visité entre 50 et 100 biens immobiliers avant l'achat de leur maison. Cette recherche intense témoigne de l'importance du marquage social établi par le logement. Il convient en effet d'acheter la maison parfaite, qui signale la position sociale adéquate. Cet effort se prolonge dans l'aménagement et la décoration du logement, toujours pris en charge par les femmes, et à forte charge symbolique également. Nathalie Champemont se décrit comme une « passionnée » de décoration. Le soin avec lequel elle décore son logement témoigne à la fois des moyens financiers du ménage, de l'importance symbolique qu'y attache le ménage, mais aussi du potentiel émancipateur de cette activité pour elle (voir 3.2.2 sur le logement comme support d'activités émancipatrices).



*Nathalie Champemont* – J’aime bien passer du temps à choisir un tissu, à choisir une couleur de peinture. Je suis capable de faire... Vous voyez pour les fenêtres j’étais très *exigeante* parce que je voulais du bois à l’intérieur, de l’aluminium à l’extérieur et je ne voulais pas que les montants soient trop présents, je voulais une large surface vitrée. Et du coup j’ai fait peut-être une dizaine de fabricants de fenêtres. Je fais pareil pour les tissus d’ameublement, je passe autant de temps (grand rire) ! [...] Non [je ne fais] pas trop de bricolage parce que je trouve que... ça se voit. Je dirais chacun son métier. Vous avez des peintres qui peignent admirablement bien, si vous voulez faire la même chose vous allez passer un temps fou et je suis très *maniaque*, enfin de ce côté-là, sur l’ameublement. Donc si je vois que j’ai des loupés ça va m’énervé, je préfère que ce soit le professionnel qui le fasse et s’il l’a mal fait, je lui fais refaire. Après c’est une question de moyens. Nous pouvons faire faire, si nous ne le pouvions pas, à ce moment-là je me mettrais à peindre, mais j’y passerais du temps parce que je n’aime pas les imperfections (elle rit) !

Elle se décrit « exigeante » et « maniaque » en ce qui concerne l’ameublement, et cela pèse considérablement sur son travail de consommation. Choisir de dépenser du temps mais aussi de l’argent pour ce poste budgétaire précis témoigne de l’importance d’avoir un intérieur soigneusement aménagé. L’intérieur des Champemont (présenté en introduction) est en effet très ordonné et coordonné, et signale bien la position sociale du couple. Cette consommation n’est pas forcément ostentatoire (Veblen, 1979) mais elle est nécessaire pour être perçu·e et positionné·e au bon endroit de l’espace social.

La recherche, puis l’aménagement et la décoration du logement sont de bons exemples d’un travail de consommation qui prend du temps et qui rejaillit sur l’ensemble des membres du ménage, leur procurant le plaisir d’avoir une maison agréable à vivre au quotidien mais aussi d’occuper un espace signalant leur appartenance de classe. Malgré la matérialité du logement, le travail fait par les femmes pour la création d’un « intérieur coquet » (Delphy, 1983) est la plupart du temps invisible, à l’instar des dizaines de fenêtres examinées par Nathalie Champemont qui ne convenaient pas à ses exigences. Ce travail de consommation va de pair avec le travail domestique d’entretien du logement et de gestion des employé·e·s domestiques le cas échéant, et participent tous deux au travail du style de vie. Le style de vie des fractions du privé des classes supérieures n’est en effet pas là d’emblée. Il est le résultat d’un travail, pris en charge par les femmes. Elles produisent le style de vie, et ce faisant s’exposent à des

situations conflictuelles où leurs identités de genre et de classe peuvent entrer en contradiction. Le fait d'appartenir aux classes supérieures d'une part – et la délégation que cela entraîne de certaines tâches ménagères ingrates – mais également celui de s'arrêter de travailler à l'extérieur pour un emploi rémunéré, leur permettent de se consacrer pleinement au travail du style de vie. Mais être au foyer place les femmes interrogées face à d'autres contradictions et les expose à de fortes contraintes qui les obligent à travailler, pour elle-même, à se forger une identité valorisante.

### **3. Échapper au stigmat**

Après avoir examiné dans une première partie les trajectoires des femmes au foyer, l'influence des dispositions incorporées ainsi que les effets de la difficile conciliation entre vie professionnelle et vie familiale, puis avoir analysé dans une seconde partie leur contribution à l'économie domestique avec la prise en charge du travail du style de vie, cette dernière partie cherche à comprendre comment ces femmes vivent ce statut et se forment une identité sociale valorisante. L'« inactivité » des femmes est davantage répandue au sein des fractions du privé qu'au sein d'autres groupes plus dotés en capital culturel et elle peut même être pour ces groupes un élément positif dans la définition du statut du ménage (voir introduction de chapitre). Il existe donc peu de luttes de classement entre ménages sur la base de l'activité des femmes dans les espaces étudiés, contrairement aux espaces périurbains étudiés par Anne Lambert (Lambert, 2016). On peut même penser que dans ces espaces la pression est plus forte qu'ailleurs pour les femmes qui travaillent à l'extérieur et qui peuvent être soupçonnées de négliger leur(s) enfant(s) et de manquer à leur rôle de mère.

Par contre, les femmes au foyer interrogées n'échappent pas au stigmat de la femme « inactive » peu productive et peu utile à la société, mis en avant notamment par les travaux de Rachel Sherman (2017). Les femmes au foyer des riches ménages new-yorkais interrogés, ressentent davantage de conflits moraux : elles peinent à produire un récit les rattachant au groupe des « gens biens » (*good people*) étant donné la difficulté pour elles de se présenter comme travaillant dur face à l'enquêtrice. Pour échapper au stéréotype d'être « *dilettante* », elles tentent de professionnaliser leur activité et de légitimer leur travail de mère qu'elles

décrivent comme un « *full-time job* ». Les femmes au foyer rencontrées sont confrontées aux mêmes jugements négatifs qui les poussent à souligner leur travail domestique et à se justifier sur leur choix de rester à la maison. Elles oscillent entre des discours de valorisation et de dévalorisation de leur statut particulier et confessent – souvent avec difficulté – ressentir un certain enfermement domestique et un manque vis-à-vis d’une activité rémunérée. Leur quotidien illustre bien la différence entre travail et emploi (Maruani, 1996) : le travail domestique et de consommation qu’elles réalisent les occupent grandement mais n’est pas rémunéré et ne leur offre que peu de reconnaissance et de contacts avec le monde extérieur. La grande majorité d’entre elles envisagent des reconversions, qui n’évoluent quasiment jamais vers des reprises d’emploi, et/ou s’investissent dans des activités d’appoint, bénévoles ou faiblement rémunérées. Leur statut de femme au foyer les place face à des injonctions contradictoires vis-à-vis de leur appartenance de classe, et ce d’autant plus qu’elles sont diplômées, ce qui les amène à se distinguer les unes des autres mais aussi parfois à créer des espaces de résistance collectifs.

### **3.1 À la recherche d’une identité valorisante**

L’importance accordée au projet familial et à l’éducation des enfants conjuguée à une vision naturalisante des rôles de genre au sein de la famille, et notamment du rôle de la mère, entraîne certaines femmes des classes supérieures du privé à s’éloigner d’emplois rémunérés (voir 1.2). Cependant ce choix n’est pas facile à assumer, surtout pour les femmes appartenant au groupe des « diplômées », qui avaient commencé leur carrière professionnelle. Elles adoptent un discours de justification qui consiste à légitimer leur travail de mère, qu’elles considèrent être seules à pouvoir prendre en charge, et à se distinguer de la figure « repoussoir » des supposées femmes au foyer traditionnelles.

#### *Légitimer son travail de mère*

Avoir des enfants, et qui plus est une famille nombreuse de plus de trois enfants, est déterminant dans le fait de devenir femme au foyer. Les femmes interrogées mentionnent souvent leurs enfants dès le début de l’entretien lorsqu’elles se présentent, preuve qu’ils occupent une place importante dans la définition de leur identité sociale :

*Catherine Bousquet* [au tout début de l’entretien] – Et là, donc on a habité dans le 17<sup>ème</sup> arrondissement, de 87 à 91. Et ensuite, on a acheté ici, donc je suis là depuis, je suis

Rueilloise depuis 1991. Voilà. Et donc et entre temps j'ai eu cinq enfants, dont la dernière est née à Rueil. En 2001. Voilà, voilà mon parcours résidentiel.

Alors que Catherine Bousquet décrit très succinctement son parcours résidentiel, elle y inclut ses cinq enfants dont l'éducation a constitué son activité principale pendant 25 ans. L'éducation des enfants est une source de fierté, c'est la contribution des femmes à l'économie domestique la plus visible et la plus valorisante, comme le montre la fierté que retire Colette Prévost (née en 1950, retraitée, secrétaire à mi-temps dans l'entreprise de son mari, 1 enfant) à ne pas avoir mis sa fille à la crèche ou à la cantine :

*Colette Prévost* – Avec mon mari [j'ai travaillé] à temps partiel, à mi-temps. Ah oui parce que *moi j'ai élevé ma fille*, moi ma fille a pas connu la crèche, elle a pas connu, je la mettais de temps en temps à la halte-garderie, de temps en temps, quand j'avais des petites courses à faire sur Paris mais c'est tout.

*Lorraine* – Est-ce que vous mangiez avec elle le midi?

*Colette Prévost* – Ah oui oui, ah oui oui, non non elle est jamais restée à la cantine.

Ce travail d'éducation des enfants a un statut particulier au sein du travail domestique. C'est un travail qui est décrit comme impossible à déléguer, qui doit être pris en charge par les mères et qui les pousse à devenir femmes au foyer. Marie Valois, dont la trajectoire d'avocate devenue femme au foyer a été détaillée dans la première partie de ce chapitre, distingue le travail « logistique », dont la délégation est un « rêve », du travail d'éducation, qui ne peut pas être pris en charge par les employées domestiques :

*Marie Valois* – En fait j'ai décidé d'arrêter parce que les enfants partaient en vrille complètement. J'avais une nounou à plein temps qui était sensationnelle mais qui *les éduquait pas du tout*. Toute la logistique c'était un vrai rêve, je faisais partir une machine le matin avant de partir au bureau, je la retrouvais repassée rangée pliée dans les placards. [...] Elle s'occupait bien [des enfants] mais elle leur interdisait rien et ils avaient 50 idées à la seconde. Et pas forcément les mieux, les idées [...] ils ont fait une bataille de Nesquick, ils ont déchiqueté des boîtes de kleenex pour faire de la neige, descendu les luges par l'escalier, arrosé le parquet pour voir s'il allait repousser [...] En classe ils partaient en vrille. Ça a coïncidé aussi avec le fait que j'en avais marre de mon job et du coup j'ai arrêté sans me sentir coincée par ma famille. C'était pas un sacrifice. C'était pas un sacrifice. Un peu financier, mais pas tant que ça. Et c'était très gratifiant parce que je crois qu'en même pas un mois tout est rentré dans l'ordre. En classe ça se passait beaucoup mieux, les enfants étaient plus calmes, c'était bien.

S'occuper de ses enfants est une activité « gratifiante » puisqu'elle permet aux femmes de sentir l'influence positive de leur présence auprès d'eux. Isabelle Fabre (née en 1968, mère au foyer mariée à un directeur financier, 3 enfants) prend l'exemple des « syndromes » des enfants des couples biactifs expatriés pour montrer cette impossibilité de déléguer le travail d'éducation des enfants :

*Isabelle Fabre* – Les infirmières des lycées français vous le diraient, ils voient à Singapour et à Hong Kong, alors vous avez donc, deux parents qui travaillent, vous avez beaucoup d'aide, parce que une maid ça coûte pas cher. [...] Alors effectivement vous pouvez déléguer le ménage, les courses, les bains des enfants, ça c'est vrai. Mais vous pouvez pas déléguer l'écoute, l'enrichissement personnel, l'ouverture d'esprit, parce que la maid elle est pas là pour ça. D'abord elle ... enfin *elle vient pas forcément...* Si elle est maid, c'est qu'elle a pas forcément une qualification fantastique. Et puis voilà, et donc les infirmières se rendaient compte qu'elles trouvaient des syndromes chez les enfants dignes des *enfants de banlieues défavorisées, de famille d'abandon* si vous voulez.

C'est cette impossibilité d'être délégué dans de bonnes conditions qui fonde la valeur et la légitimité de leur travail d'éducation auprès des enfants. Certaines femmes au foyer rencontrées cherchent également à professionnaliser leur travail, à l'instar des enquêtées de Rachel Sherman. Suzanne Guillet (né en 1935, retraité ingénieur, marié avec 4 enfants), qui a quitté son emploi chez EDF à son mariage, alors qu'elle était bien plus diplômée que son mari – puisqu'elle est diplômée de Sciences Po alors qu'il n'a pas le bac – légitime par exemple ce choix en comparant le statut de mère au foyer à celui d'assistante maternelle, qui nécessite des diplômes et des qualifications :

*Suzanne Guillet* – Je me suis dit finalement on exige des diplômes pour s'occuper d'enfants, pourquoi pas moi-même m'en occuper directement.

Patricia Bossard va plus loin, en remettant en question la gratuité du travail de femme au foyer :

*Patricia Bossard* – On a de crédibilité que à partir du moment où on rapporte un petit peu d'argent. Mais je dirais que c'est pareil pour le travail d'une mère de famille entre guillemets, que moi je considère comme un travail, enfin une réelle activité, mais qui n'est pas rémunératrice donc qui finalement n'a pas le sens qu'elle pourrait avoir si elle était... bon je vais pas faire ma féministe de base mais c'est un fait.

C'est une des rares enquêtées à avoir parlé de féminisme. Cette mention, qui contraste avec la prégnance des stéréotypes sexistes et différentialistes observée chez d'autres enquêté·e·s (cf.

1.2), confirme la position marginale de Patricia Bossard, diplômée d'un master en psychologie de l'orientation, vis-à-vis des fractions du privé des classes supérieures dont elle ne partage pas les ressources financières, ni les modes de vie. Pourtant, les choix résidentiels du ménage qu'elle forme avec son mari, ancien militaire reconverti comme cadre dans le secteur sanitaire, et les sacrifices qu'ils impliquent (voir chapitre 3), témoignent d'une volonté de proximité sociale et spatiale à l'égard des fractions du privé. Léonie Oudot cherche également à professionnaliser son activité de femme au foyer. Alors qu'elle travaille à mi-temps de manière ponctuelle dans une start-up depuis trois mois au moment où je la rencontre, elle parle de cet engagement comme d'un « troisième travail », à côté de la gestion de sociétés familiales et de son travail de mère au foyer :

*Léonie Oudot* – C'était sympa [l'expérience dans la star-up] mais le plus important c'est quand même ce que je fais déjà à la base : la SCI familiale et notre société d'investissement au Danemark donc c'est pas compatible. C'est vraiment pas compatible avec un troisième travail à l'extérieur. Et puis plus tout le reste. Avoir une grande maison comme ça ça demande beaucoup de temps de ménage, d'entretien. Voilà. Mon mari il le fait pas donc...

En lien avec cette volonté de maintenir des apparences professionnelles, les femmes au foyer ont été nombreuses à avoir mis en scène l'entretien auprès de leurs enfants et de leurs proches qui les appelaient ou qui arrivaient au domicile, en mettant en avant l'aspect officiel du rendez-vous et mon appartenance à Sciences Po. Comme Nathalie Champemont – qui m'avait également dit avoir noté notre rendez-vous sur son agenda – certaines d'entre elles me remercient d'avoir fait le déplacement, ou encore me disent avoir trouvé l'entretien intéressant. Alors qu'il est midi et que nous sommes en entretien, Marie Valois (née en 1968, femme au foyer, mariée à un ingénieur commercial, 3 enfants) reçoit un appel de sa fille qui lui dit en décrochant : « Je pensais que tu dormais... » et sa mère lui répond : « Non mais tu plaisantes ou quoi? Non mais t'es quand même gonflée, je suis en rendez-vous, en rendez-vous à la maison. » Au vu du doute qui plane socialement et au sein de la famille sur les activités des femmes au foyer, elles ont eu davantage tendance à rendre plus solennel l'entretien, qui devenait une obligation se rapprochant d'une contrainte professionnelle.

Les femmes au foyer rencontrées insistent également sur le bénéfice de leur statut pour tous les membres de la famille. Elles s'ajustent aux besoins de leurs enfants et de leur mari, cherchent à satisfaire leur « confort » (Delphine Garnier), dont la priorité n'est pas remise en question et qui semble primer sur le leur, en lien avec les dispositions de genre et de classe qu'elles ont intériorisées et qui font d'elles des mères « dévouées » (Schwartz, 2012). Elles soulignent ainsi les retombées positives de leur travail qu'elles savent ne pas apparaître d'emblée aux observateurs·trices extérieures. Au vu du travail de care et de sociabilité qu'elles prennent en charge, leur statut de femme au foyer bénéficie à la famille plus élargie, à leurs ami·e·s et à leur voisinage, voire à la doctorante en sociologie que je suis :

*Marie Valois* – Ne pas travailler est un luxe. Dont je pense que tout le monde profite dans la famille. Par exemple j'ai le temps de vous recevoir.

Le travail d'éducation et de soin porté aux enfants est rarement revendiqué comme spécifiquement féminin, mais les femmes interrogées ne remettent pas non plus en question son inégale répartition, dans un contexte qui offre pourtant aux pères de plus en plus de place dans les discours sur la famille. Elles sont davantage attachées à avoir plus de reconnaissance qu'à négocier ou dénoncer une situation inégale qu'elles présentent comme allant de soi du fait de leur statut de femme au foyer. Si « ne pas travailler est un luxe », avoir une mère ou une femme au foyer l'est aussi. Mais contrairement aux enfants et aux maris, les femmes interrogées sont confrontées aux jugements négatifs de celles et ceux qui les perçoivent comme oisives. En plus de légitimer leur travail de mère, elles doivent se distancier de la figure traditionnelle de la femme au foyer, qu'elles participent dans le même temps à réifier, afin de se forger une identité valorisante.

*Se positionner entre la figure repoussoir de la femme au foyer et l'idéal rêvé des « wonder woman » conciliant vie familiale et professionnelle*

Pour beaucoup de femmes étant dans la « zone grise » de l'activité féminine, il est important de se démarquer des femmes au foyer qui font souvent office de figure repoussoir (Lambert, 2016). Certaines « mompreneurs », jeunes mères indépendantes ou en création d'entreprise, étudiées par Julie Landour, affichent du « mépris » pour les femmes au foyer, et se servent de l'ambiguïté de leur statut pour « main[tenir] des apparences professionnelles » (ref thèse Landour). Cet effort de mise à distance du stigmat pesant sur les femmes perçues comme

inactives était également visible chez les quelques femmes interrogées qui ne se définissaient pas comme femme au foyer, mais déclaraient une activité d'indépendante à domicile. Cécile Lambert, née en 1966, fait le choix, après avoir « longtemps beaucoup beaucoup travaillé, à des postes très prenants », de devenir consultante free-lance à domicile afin de passer plus de temps auprès de ses deux enfants et « d'arrêter de courir ». Elle me raconte son expérience peu concluante en tant que parent d'élève dans l'école primaire privée de ses enfants et en profite pour se distinguer des femmes au foyer traditionnelles n'ayant pas son profil « managérial » :

*Cécile Lambert* – On s'était inscrit, on était membre de la PEEP et [...] c'est vrai que les parents d'élève étaient confinés dans un rôle d'animateur de kermesse. Bon, dans lequel nous on avait pas vocation à apporter grand-chose et on n'était pas très très intéressé. C'est intéressant quand on peut participer au projet pédagogique, je trouve que c'est intéressant. Quand c'est simplement une animation, kermesse, sorties de classe, c'est très sympa aussi, y'a des gens qui font ça très bien ! Je dirais nous, on a tous les deux des profils plus managériaux, plus entrepreneuriaux, ça nous intéresse de travailler sur une valeur ajoutée plus centrale. Même si c'est très important, toujours pareil, nous on est ravis qu'il y ait des gens qui s'occupent des ventes de gâteaux et des kermesses, etc. Mais c'est moins notre créneau !

Il est possible de reprendre la typologie esquissée plus haut (cf. 1.3.3) pour analyser les luttes de classement à l'œuvre entre les femmes. Alors que les « intermittentes » peuvent jouer le flou de leur situation vis-à-vis de l'emploi, les « diplômées » mettent en avant leur vie professionnelle passée pour se différencier d'autres femmes au foyer dont elles partagent pourtant souvent le même quotidien. Ce faisant elles essentialisent leurs homologues n'ayant pas eu de carrière professionnelle et en font un groupe particulier, perçu comme plus traditionnel :

*Hélène Baudin* – En fait, je pense que moi-même ayant bossé, je me suis peut-être mieux sentie avec des femmes qui travaillaient ou qui avaient travaillé.

Alors que Marie Valois m'explique les raisons pour lesquelles elle souhaite développer une activité à son compte (voir 3.3.2), elle se saisit de l'occasion pour se distinguer de la figure de la femme au foyer traditionnelle et stigmatisée :

*Marie Valois* – Et en même temps pour pas avoir l'impression d'être une femme au foyer qui fait de la broderie ou qui passe son temps à faire des cafés avec des copines.



Les « précoces » ont moins de ressources pour mener à bien ce travail de distinction et de mise à distance du stigmaté. Leur attribut de femme au foyer peut plus facilement « contaminer » le reste de leur identité sociale (Goffman, 1975), qui n'est pas marqué par une expérience professionnelle. Elles peuvent tout de même s'appuyer sur leurs engagements associatifs, comme c'est le cas Catherine Bousquet, qui profite du détail de ses activités bénévoles pour dresser en creux la figure de la femme au foyer oisive qui passe son temps avec ses « copines » à faire du sport, des ventes à domicile, ou jouer au bridge :

*Catherine Bousquet* – Je fais beaucoup de choses pour ma ville [elle détaille ses activités au conseil de village, dans les associations de parents d'élèves, au comité de la fête de l'école privée de sa dernière fille]. [...] Contrairement à beaucoup de femmes que je connais, j'ai plus un investissement social et je vais dire presque politique que amical par exemple, je vais pas faire du sport avec des copines, je fais pas de bridge avec des copines, je fais pas de vente à domicile avec des copines. [...] Je me suis plutôt investie dans le milieu associatif et dans le rendre service, c'était plutôt ça qui m'intéressait. Une fois que les enfants étaient partis et volaient de leurs propres ailes.

Ces exemples témoignent des forts enjeux de distinctions qui sont à l'œuvre au sein du groupe des femmes interrogées étant éloignées d'un emploi rémunéré à l'extérieur du foyer. Ces descriptions renseignent sur ce que serait être normalement une femme au foyer, image qui rappelle fortement certains traits des « ladies-who-lunch », figure des femmes au foyer riches et oisives développée dans la deuxième partie du chapitre. Le stigmaté social associé au fait d'être au foyer, qui amène Dominique Maison à qualifier le statut de ces femmes comme étant déviant (2006) entraîne d'importantes luttes de classement au sein du groupe. Beaucoup de femmes interrogées signalent que « c'était vraiment un choix de vouloir faire ça » (Léonie Oudot), et se distinguent par là même de leurs homologues de classes populaires, dont l'« inactivité » est davantage perçue comme étant lié à des problèmes de garde d'enfants, d'offre locale du marché de l'emploi ou encore de contraintes de mobilité (Lambert, 2016). Cette dimension élective accroît leur légitimité symbolique, elle-même renforcée par l'importance accordée à la sphère privée au sein de ces fractions de classe.

À côté de ces discours de valorisation construits en se comparant à d'autres femmes au foyer, les femmes interrogées mobilisent également des discours plus négatifs et dévalorisants vis-à-vis d'elles-mêmes lorsqu'elles se comparent aux femmes ayant un emploi rémunéré, dont le

succès dans la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale les renvoie à leur propre échec.

*Marie Valois* – En tous cas moi j'ai pas réussi, je sais qu'il y a des filles qui y arrivent mais moi pas.

*Léonie Oudot* – Oui c'est une grande famille. Mes trois enfants ! Mais bon y'a des gens qui arrivent à tout faire, moi j'arrive pas donc ...

Une manière de ne pas trop pâtir de la comparaison avec ces femmes « actives » est de souligner que leur investissement professionnel les oblige à déléguer une grande partie du soin porté aux enfants, ce qui on l'a vu peut être considéré par ces femmes comme une sorte d'« abandon » des enfants. En mobilisant la figure de *Wonder Woman*, Valérie Devaux explicite l'impossibilité de concilier vie familiale et professionnelle, et la nécessité de choisir entre son travail et ses enfants.

*Valérie Devaux* – J'ai un mari qui a énormément voyagé qui était quasiment absent une semaine sur deux. Donc avec trois, à part d'être *Wonder Woman*, mais on peut pas gérer une carrière et trois enfants de front. C'est pas possible. Ou alors d'être beaucoup aidé, mais c'était pas un souhait de ma part.

Quel que soit le choix fait par les femmes : travailler à l'extérieur à temps complet, à temps partiel ou quitter son emploi pour devenir femme au foyer, l'équilibre nécessaire entre les sphères professionnelle et familiale est une affaire de femmes. Les hommes ne sont jamais pris à partie dans ces aveux d'échec ou ces exemples de réussite, témoignant de la faiblesse de leur contribution à l'organisation familiale. Ce poids de la conciliation pesant uniquement sur les femmes entraîne une situation de mise en concurrence généralisée des femmes.

Ces luttes de classement internes témoignent de la force et de la prégnance des représentations négatives associées aux femmes au foyer qualifiées d'inactives. Elles étaient perceptibles dans la relation d'enquête. Les femmes interrogées ont en effet anticipé mon jugement, d'autant plus fortement que j'étais moi-même diplômée, et ont souhaité, face à moi, se distinguer des femmes au foyer « traditionnelles » et se justifier à propos de leur choix de rester à la maison :

*Isabelle Fabre* – Donc ça fait un peu famille traditionnelle de ce point de vue-là mais je pense qu'on n'est pas si traditionnel que ça !

*Léonie Oudot* – Je pensais jamais faire ça, parce que j'ai toujours eu beaucoup d'ambition de reprendre des entreprises, de beaucoup voyager, et tout ça, mais une fois que j'ai eu mon premier enfant je me suis redécouvert autrement et j'avais vraiment une envie de fonder une famille et avoir une vie familiale cohérente.

Les femmes au foyer interrogées se justifient également car elles savent, qu'à l'heure de l'augmentation constante et accrue de l'activité féminine, leur situation n'est pas la norme, et ce encore moins au sein des classes supérieures prises dans leur ensemble. François De Singly définit la famille moderne comme participant à la construction d'une « identité individualisée » pour chaque membre du ménage (ref De Singly, *Le soi le couple et la famille*). Cette fonction est peu compatible avec l'arrêt de sa profession pour répondre aux besoins familiaux, d'autant plus que la situation n'est pas dictée par des contraintes économiques. Cette forme de déviance (Maison, 2006) par rapport à la norme, rend les enquêtées promptes à se justifier. Marie Valois utilise quant à elle l'humour comme une manière de retourner le stigmate :

*Marie Valois* – Quand je travaillais et qu'on m'avait dit "tu vas voir un jour t'arrêteras de travailler et t'iras prendre des cafés avec des copines" je disais non mais ça va pas, vous vous rendez pas compte, c'est pas moi... En fait si, si si. Ça a beaucoup beaucoup d'avantages le café avec les copines !

Si les femmes au foyer font ce travail de légitimation et de positionnement, c'est parce qu'elles sont confrontées à des jugements extérieurs négatifs. Leur identité sociale est en effet difficile à assumer vis-à-vis des autres, à commencer par leurs maris, qui ne leur renvoient pas souvent une image d'elles-mêmes valorisante. La tendance à dévaluer le travail domestique des femmes est courante et transclasse (Sherman, 2017). Elle est visible dans le discours de Patricia Bossard, dont le mari considère qu'elle ne « fai[t] rien » :

*Patricia Bossard* – Finalement moi je gère tout, vu que mon mari bosse, que il considère que vu qu'il bosse à l'extérieur et que moi je fais rien, c'est moi qui doit m'occuper de tout, donc finalement ça fait une charge, je dirais morale, importante.

Cette prégnance des jugements négatifs sur leur activité poussent certaines femmes interrogées à mettre en avant que leur mari ne leur renvoie pas cette image dévalorisée :

*Isabelle Fabre* – J'ai la chance d'avoir un mari qui me valorise par rapport aux enfants. Parce que ça je l'ai vu chez les femmes expatriées en particulier où des enfants, un mari qui a forcément une bonne situation, un peu caricatural, et qui ne valorise pas le travail effectué à la maison, c'est vrai que ça peut être un travail peu valorisé.

(née en 1968, mère au foyer mariée à un directeur financier, 3 enfants)

Invoquer les discours valorisant des maris est également une manière de légitimer leur travail pour celles qui sont le moins confiantes, leurs avis faisant alors office d'argument d'autorité :

*Béatrice Cartier* – Ben c'est grâce à lui tout ça (elle me montre avec ses mains le salon et plus généralement la maison). Alors lui il me dit que j'en fais partie aussi parce que je suis là derrière.

(née en 1969, mère au foyer, marié à un avocat, 4 enfants)

Cette difficulté est renforcée par leur appartenance de classe, où sont valorisés l'argent et le pouvoir, et qui les amène à côtoyer des personnes ayant des postes à responsabilités.

*Marie Valois* – Alors de temps en temps c'est vrai la vie professionnelle manque. On a l'impression d'être un petit peu *en marge*. Dans les dîners quand on vous demande ce que vous faites et que vous dites que vous vous occupez des enfants en général votre voisin se tourne vers l'autre voisine (elle rit).

Enfin, les femmes ayant connu une période d'expatriation, décrivent généralement l'entre-soi des groupes expatriés comme synonyme d'un « poids » social moins pesant à l'égard de leur statut de femmes au foyer, étant donné la banalité de ce statut pour les femmes suivant leur mari à l'étranger.

*Lorraine* – Qu'est-ce que ça a changé pour vous d'arrêter de travailler?

*Isabelle Fabre* – Alors, au début, alors quand vous êtes à l'étranger c'est pas un souci, parce que vous n'êtes pas la seule dans cette situation. Y'a beaucoup de femmes qui ont arrêté de travailler, parce que retravailler à l'étranger c'est pas toujours évident. Quand on était à New-York avec trois enfants de moins de trois ans je peux vous dire que c'était un peu chaud, donc la question ne se posait pas. Et puis en rentrant en France vous sentez quand même qu'il y a plus de poids, parce qu'il y a quand même moins de gens dans votre situation.

Le statut que femme au foyer dépend des scènes sociales où elles interagissent, et des représentations qu'elles anticipent de la part de leurs interlocuteurs. L'expatriation est un moment et un espace où le fait d'être au foyer est plus normalisé, mais également où le temps est davantage occupé par diverses activités communautaires développées face à la nécessité de « faire nation » à l'étranger (ref Claire). Si être au foyer est la norme au sein des espaces fermés de l'expatriation, ce n'est plus le cas à leur retour en France où cette situation est minoritaire, qui plus est chez les femmes diplômées (cf. 1.1).

### 3.2 Enfermement domestique et espaces de résistance

Par définition, les femmes au foyer interrogées passent beaucoup de temps à leur domicile. C'est le lieu où elles réalisent la plupart du travail du style de vie qu'elles ont en charge, alors que les femmes de classes populaires réalisent une partie de leur travail de subsistance collectivement dans des espaces publics ou des centres sociaux (Rosa Bonheur, 2017). En revanche, les femmes au foyer de classe supérieure libèrent davantage de temps libre qu'elles peuvent passer à l'extérieur. Elles utilisent également ce temps pour faire des activités collectives entre femmes au foyer qui peuvent être analysées comme une forme de résistance.

#### *Enfermement domestique*

Être femme au foyer implique d'investir fortement son espace domestique. Certaines femmes interrogées laissent percevoir dans leurs discours que cette assignation à domicile leur pèse. C'est par exemple le cas de Salomé Mercier (née en 1965, femme au foyer mariée à un cadre dans la banque, 3 enfants), qui me dit à propos des activités qu'elle réalise dans le lycée privé de ses enfants : « je fais un peu de bénévolat aussi, en plus, pour me sortir de chez moi ». Léonie Oudot, ancienne directrice logistique d'une entreprise de recyclage pendant huit ans, femme au foyer depuis la naissance de son deuxième enfant il y a une quinzaine d'années, me parle également de son isolement à l'occasion de notre entretien. Au moment où je la rencontre elle a « repris » un travail « temporaire » d'assistante dans une startup en face de chez elle. Elle me décrit le bien que lui fait cette expérience à l'extérieur mais pourtant conclut qu'elle souhaite arrêter à la fin du mois cette nouvelle activité pour s'occuper de ses enfants qui ont 12, 15 et 17 ans.

*Léonie Oudot – À la fin de 2015 [l'entretien est en février 2016] où on m'a demandé si je pouvais donner un coup de main dans cette petite start-up et en fait, ça m'a fait beaucoup de bien, je savais pas, mais ça m'a fait beaucoup de bien de sortir en fait. Parce que moi je fais tout à la maison, j'ai mon bureau dans la mezzanine, je suis pas en contact physique avec des gens et j'ai découvert que c'est quelque chose qui me plaisait. Maintenant, depuis que je travaille dans cette start-up, ce qui est quand même entre trois et six heures par jour, je n'ai plus du tout le temps de gérer tout le reste. C'est pour ça qu'il faut que je réduis, que je m'arrête. Parce que je peux pas faire tout en même temps.*

Comme l'exprime Léonie Oudot, être femme au foyer implique de faire « tout à la maison ». Pour certaines cette assignation à domicile va de pair avec une réduction de leur identité sociale :

*Patricia Bossard* – De toutes façons je suis totalement confondue avec mon lieu de vie et avec ma fonction principale qui est mère de famille donc ...

Ce temps passé au domicile a des effets socialisateurs sur les femmes et les inscrit dans un ordre sexué matérialisé (Cartier et al., 2008 ; Lambert, 2016). Les femmes ressentent cet enfermement domestique, peu dicible en entretien et difficilement conciliable avec les discours de légitimation analysés plus haut.

Les ménages interrogés sont propriétaires d'une maison, grande, agréable à vivre et disposant d'un jardin, qui est aussi un espace de loisirs pour la famille. Le fait d'avoir un logement qui soit investi les week-ends et les vacances vient renforcer l'enfermement domestique des femmes au foyer, qui ont déjà une présence extensive au domicile la semaine. Cette tendance à être « casaniers » (Delphine Garnier) s'inscrit dans un ordre genré, et est perçue comme compensant les déplacements et l'engagement professionnel des hommes.

*Béatrice Cartier* – Il supporte tous ces kilomètres parce que y'a le calme. On a la chance d'avoir une piscine donc l'été on est dans le jardin. Voilà, il en profite quoi. [...] Nous on reste beaucoup là le week-end, parce que mon mari est crevé et on apprécie la maison, la cheminée. Non on est très casaniers, très très casaniers. [...] On a tout ce qui faut, on a un grand jardin, on sort très peu. Je pense qu'on serait à Paris on ferait beaucoup plus d'expo, beaucoup plus de sorties.

(née en 1969, mère au foyer, mariée à un avocat, 4 enfants)

De plus, habiter un quartier résidentiel huppé en banlieue favorise cet enfermement domestique. Si les banlieues étudiées sont mieux desservies que les quartiers périurbains de classes moyennes et populaires (Lambert, 2016), l'ambiance à l'échelle locale est peu animée (« le buzz de Paris me manque » Marie Valois), voire parfois hostile. En effet dans ces espaces d'entre-soi, la discrétion et la distance sont de mise, et l'impératif de vivre « entre soi mais chacun chez soi » (Cousin, 2014) peut également accentuer l'isolement de ces femmes au foyer.

*Béatrice Cartier* – Non, ici c'est catastrophique les relations, voilà. [...] C'est l'inconvénient du Parc. Moi je m'en suis pas rendu compte parce que quand on a déménagé j'étais avec mes quatre loulous là, donc j'étais à fond là-dedans mais je pense

qu'une femme au foyer peut facilement se retrouver isolée. Y'a pas de vie de quartier, y'a rien du tout...  
(née en 1969, mère au foyer ancienne cadre à la Direction financière d'une banque, marié à un avocat, 4 enfants)

La localisation en banlieue oblige les femmes à beaucoup se déplacer en voiture, surtout pour les obligations scolaires et extra-scolaires de leurs enfants. Le temps passé dans la voiture à faire le « taxi » renforce l'impression d'enfermement :

*Marie Valois* – Et je suis dans ma voiture tout le temps. Tout le temps, tout le temps, tout le temps. Je fais des conduites tout le temps, le week-end on est une compagnie de taxi à nous tout seul.

Dans son article sur l'enfermement domestique des femmes habitant un pavillon dans le périurbain, Anne Lambert montre comment cet enfermement ne peut être compensé par des stratégies de résistance collective en raison des luttes de classement à l'œuvre dans ces espaces entre les femmes. Au contraire, beaucoup de femmes au foyer me parlent de leurs « copines », qu'elles voient régulièrement et avec lesquelles elles organisent des sorties qui rompent avec l'enfermement domestique.

### *Pratiques de résistance*

Afin de contrebalancer le stigmatisme associé à l'« inactivité » ainsi que l'enfermement domestique, les femmes au foyer interrogées ont davantage de ressources matérielles que leurs homologues des classes moyennes et populaires. Tout d'abord, elles peuvent investir leur logement, qui est grand et qui n'est pas extensivement utilisé par les autres membres de la famille<sup>118</sup>, comme c'est plus le cas chez les classes populaires (Gilbert, 2016b ; Rosa Bonheur et al., 2017 ; Schwartz, 2012). Ce logement est aussi le support d'activités émancipatrices, facilitées par la possession de capital économique, comme la décoration pour Nathalie Champemont<sup>119</sup> (voir deuxième partie), et les activités artistiques et créatives. La création artistique peut être un moyen de se forger une identité valorisante autre que celle de femme au

---

<sup>118</sup> Cette moindre utilisation est liée aux horaires extensifs et aux nombreux déplacements des hommes des ménages enquêtés, et aussi au fait que les enfants ont beaucoup d'activités extra-scolaires.

<sup>119</sup> Et ce contrairement aux ménages de classes moyennes et populaires, pour qui la décoration est une activité souvent délaissée au moment de l'installation à cause des contraintes budgétaires qui le relèguent à un poste de dépense non nécessaire (Lambert, 2016).

foyer (Dieu, Delhay et Cornet, 2010). Beaucoup des femmes au foyer rencontrées peignent, prennent des cours de peinture, accrochent leurs tableaux chez elles et ont pu installer un espace dédié à leur pratique artistique. Les femmes s'approprient donc l'espace de leur logement, où elles se « sentent bien » (Cécile Lambert), et ce d'autant plus que l'intensité du travail d'éducation des enfants diminue avec leur entrée dans l'âge adulte. Hélène Baudin me raconte avec enthousiasme sa « liberté » depuis que ses enfants ont décohabité, visible notamment dans le contenu et l'horaire de ses repas qu'elle adapte à ses envies, contrairement au temps où elle devait les adapter aux envies et aux besoins de ses enfants et de son mari.

*Hélène Baudin* – Là je suis à un moment charnière je pense où ben ça y est ils [ses enfants] font leur chemin... [...] D'autant plus par exemple le mois qui vient de s'écouler mon mari était très très souvent parti donc là ça devient à peu près *n'importe quoi* au niveau des repas et des courses.

*Lorraine* – Vous êtes plus autonome...

*Hélène Baudin* – Oui et puis à mon heure, etc. Enfin bon. C'est une *grande liberté*, une très grande liberté.

*Lorraine* – Et une redécouverte du quotidien ?

*Hélène Baudin* – Oui, plus cool, plus *perso*.

Mais le statut de ces pratiques de résistances est souvent précaire et subordonné aux besoins familiaux. La possibilité de négocier un espace à soi dépend du bon vouloir des membres de la famille, et notamment des contraintes scolaires et du statut d'occupation du mari. Hélène Baudin me confie en effet appréhender le moment où son mari prendra sa retraite et qu'il sera davantage présent au domicile.

*Hélène Baudin* – Ce qui est à craindre c'est le moment de la retraite du conjoint dans ces cas-là. Parce que on est avec des messieurs qui sont habitués à tailler, à trancher parce qu'ils ont des postes... bon. Et on a intérêt à sacrément préparer la suite parce que je pense que du jour au lendemain, en ayant eu cette liberté-là, enfin quand je dis liberté, c'est pas qu'il me menottait mais c'est vraiment ce qu'on veut quand on veut, sans compte-rendu, sans rien. C'est vrai que du jour au lendemain, paf, monsieur à la maison, 24h sur 24, ça peut être difficile. Même en s'entendant bien. Donc c'est pas comme des professions libérales, ou un médecin, il va plus que bosser deux jours par semaine tranquillement... Là c'est tout ou rien quand on est salarié. Donc faut faire assez attention à ça.

Se saisir de l'entretien pour dénoncer – même de manière nuancée – le comportement de son mari, est en soi une pratique de résistance, qui a été très peu utilisée par les femmes interrogées,



qui ont plus souvent préféré ne pas rompre l'unité familiale par leur récit. Hélène Baudin établit une distinction entre les femmes en couple avec un cadre et celles en couple avec un indépendant, un chef d'entreprise ou encore une personne en profession libérale. Elle met en lumière le fait que la rupture entre monde professionnel et monde privé est beaucoup plus nette chez les cadres – et ce d'autant plus que ce sont des hommes, en couple avec une femme au foyer – que chez les indépendants qui bénéficient d'horaires et de lieux de travail plus souples et sont donc davantage présents au domicile. Cependant, les épouses de chefs d'entreprise et de professions libérales tendent à prendre davantage en charge les tâches ménagères (Brousse, 2015) et sont plus susceptibles de réaliser du travail gratuit pour leur mari (Bessière et Gollac, 2014). Cette liberté que peuvent ressentir les femmes au foyer à leur domicile lorsqu'elles y sont seules se retrouve également dans les discours sur leur statut d'« inactive ». Ce statut n'est pas synonyme de privations matérielles – tout du moins à l'échelle du ménage – et peut donc être envisagée comme un gage d'indépendance par rapport à un travail salarié :

*Béatrice Cartier* – Et ça me plaît. Je suis mon propre patron, c'est moi qui décide. Voilà, donc j'ai pas repris le travail.

*Sylvie Toussaint* – Y'a des tas de choses que je me dis que je pourrais faire mais que j'ai pas envie de faire parce que je veux pas bosser le week-end, que je veux pouvoir m'absenter quand j'ai envie... Je crois que j'ai envie d'être libre et que au jour d'aujourd'hui, passé 50 ans, je vais sûrement pas me faire emmerder par ni un patron, ni un diktat de pression où je pense que là j'ai passé l'âge et voilà j'ai passé un cap quoi.

Quel que soit le sentiment de liberté ressenti, la critique de la subordination salariale offre *a minima* à ces femmes un registre de légitimation de leur statut. Cette critique est intimement liée à leur appartenance de classe, et les distingue des ouvrières étudiées par Margaret Maruani, qui bien que détestant leur travail cadencé, soulignent la « liberté que procure le fait d'avoir un emploi » (Maruani, 1996, p. 51).

Les femmes trouvent également des espaces de résistances au sein de leurs réseaux de femmes au foyer. Elles se retrouvent en effet très souvent en groupe dans des rendez-vous plus ou moins institutionnalisés (Ostrander, 1984). Les moments les moins institutionnalisés sont les cafés, pris parfois à l'improviste, entre femmes au foyer du même quartier. Lorsque j'arrive chez Sandrine Vignolles pour notre entretien à 15h, elle a oublié notre rendez-vous et boit un café

avec une voisine. Marie Valois, qui m'avait confié avec humour trouver « génial » de boire le café avec des « copines », cite les maisons de ses amies comme lieux où elle passe du temps :

*Marie Valois* – Les lieux que je fréquente à Rueil? Les maisons des copines !

*Lorraine* – D'autres mamans qui travaillent pas?

Marie Valois – Ouais.

D'autres rendez-vous sont davantage cadrés, comme des sorties mensuelles dans des musées parisiens, ou encore des rendez-vous quotidiens pour faire des balades sur les bords de Marne ou de Seine. Cette homosociabilité est souvent évoquée sur le ton de l'humour, comme si révéler ces pratiques d'entre-soi féminin et afficher ce temps libre était une confidence au vu du contrôle social qui pèse sur leur emploi du temps.

*Lorraine* – À Saint-Maur c'est quoi les endroits où vous aimez bien aller?

*Patricia Bossard* – Moi je fréquente les cafés (elle rit) je retrouve les copines au café, des fois nous on sort un peu entre copines, y'a le bistrot du marché à La Varenne où on va de temps en temps, y'a la pizzeria, y'a des petits restaurants à La Varenne...

Ces pratiques de résistances sont propres aux femmes de classes supérieures puisque cette homosociabilité de loisirs nécessite d'avoir du temps libre, ce que ne permet pas la prise en charge du « travail de subsistance » (Rosa Bonheur, 2017). En ce qui concerne le logement, s'il peut être un espace de loisirs approprié par les femmes, il est plus difficilement le support d'une activité d'indépendante à domicile, aspiration pour certaines femmes au foyer qui vivent mal leur éloignement vis-à-vis de l'emploi.

### **3.3. Les conséquences irréversibles de l'éloignement de l'emploi**

Les femmes au foyer interrogées oscillent entre deux registres de discours, l'un valorisant leur activité pour ne pas perdre la face en entretien ni paraître sous-estimer les avantages matériels de leur condition (voir 3.1), l'autre dressant un portrait d'elles-mêmes plus contraint que ce que leur statut ne laisse penser de prime abord (voir 3.2.1). Comme exposé dans la première partie de ce chapitre, les femmes au foyer se sont généralement arrêtées de travailler à l'extérieur après l'enchaînement de plusieurs congés maternité, parentaux, voire sabbatiques, pour une durée qu'elles pensent au départ comme temporaire. L'activité professionnelle des plus qualifiées leur manque, elles expriment une forme de regret, même s'il est difficilement dicible. Pour combler ce manque, elles mettent en place des stratégies de reconversion qui échouent la

plupart du temps car elles sont rattrapées par la primauté accordée aux logiques familiales qui les empêche de s'investir dans une nouvelle activité. Contrairement à ce que leur statut d'« inactive » laisse entendre, elles réalisent également toutes des travaux bénévoles au sein d'associations ainsi que du travail gratuit pour leur famille.

### *Regretter son travail*

En lien avec l'enfermement domestique qu'elles vivent (voir *supra*), les femmes au foyer interrogées avouent généralement ressentir un manque vis-à-vis d'une activité professionnelle. C'est le cas de Béatrice Cartier, qui me confie que l'envie de reprendre une activité professionnelle rémunérée la « démange ». Ce sentiment de manque vis-à-vis d'une activité professionnelle est d'autant plus fort que leurs enfants – la raison première pour ces mères de rester à la maison – grandissent, voire décohabitent. C'est le cas de Béatrice Cartier, qui relie son envie de reprendre une activité au fait que ses filles cadettes ont 13 ans au moment de l'entretien. Au moment où elles s'arrêtent, certaines anticipent déjà que ce choix pourrait s'avérer difficile. C'est le cas d'Hélène Baudin, cadre dans la banque, qui refuse la proposition de son entreprise à son retour de congé parental, qu'elle ne juge pas satisfaisante et qu'elle redoute d'être incompatible avec sa vie familiale (voir 1.3).

*Hélène Baudin* – Je me disais si vraiment c'est plus possible, je pourrais bien retrouver quelque chose. Bon là aujourd'hui ce serait un peu plus dur. Ou alors totalement autre chose, ou du bénévolat je ne sais quoi mais enfin faut reconnaître que là c'est un peu juste...

*Lorraine* – Et vous y pensez?

*Hélène Baudin* – Pas plus que ça.

Si le choix de l'inactivité est salvateur, elle anticipe déjà cette nouvelle situation comme potentiellement impossible à vivre. Suzanne Guillet, lors de l'entretien avec elle et son mari, regrette les sociabilités qu'offre un emploi :

*Lorraine* – Et c'est pas un choix que vous avez regretté ?

*Suzanne Guillet* – De temps en temps, j'ai regretté surtout la pause déjeuner où tranquillement on pouvait déjeuner tranquillement avec des collègues, au lieu de faire la, comment dire, de pacifier la table avec les enfants. Surtout que je les prenais aussi à midi. (Silence) Et puis je suis pas d'un naturel à regretter quoique ce soit en général, je suis pratique et ça mène à rien le regret en général.

Mais l'aveu d'un regret ou d'un sentiment de manque est difficile à exprimer en entretien face à la peur de perdre la face. Il est plus facile de rester « pratique » et ne pas remettre en cause les années passées à s'occuper de ses enfants. Avouer un regret peut également faire passer ces femmes pour de mauvaises mère ou encore redoubler le stigmate associé au statut de femme au foyer et risquer pour ces femmes de passer pour plaintives, en plus d'oisives. C'est ce qui arrive en entretien avec Agnès et Luc Jacob, une infirmière mariée à un expert-comptable à son compte. Après avoir travaillé de nuit de manière intermittente en fonction des besoins financiers de la famille (voir 1.3), elle quitte son emploi à l'hôpital pour travailler partiellement dans l'entreprise de son mari, avant d'arrêter complètement. Alors qu'Agnès est surprise de mes questions sur son choix de rester au foyer – qu'on ne lui pose peut-être pas souvent – et qu'elle se confie progressivement, son mari cherche à délégitimer ses regrets, la rappelle à l'ordre sur ses obligations familiales – notamment le soin qu'elle doit porter à son père – et lui indique en plaisantant pouvoir lui donner du travail de son cabinet pour combler ce manque d'une activité professionnelle :

*Lorraine* – Est-ce que vous avez regretté de...

*Agnès Jacob* – De m'être arrêté?

*Lorraine* – Oui.

*Agnès Jacob* – Bon c'est vrai que j'aimais beaucoup ce que je faisais. C'est vrai que j'aimais beaucoup beaucoup ce que je faisais. Et puis bon en plus, bon après je... regretter, pff non parce que j'ai eu d'autres compensations quoi, ma vie de famille...

*Luc Jacob* – Oui et puis attend peut-être que le travail à l'hôpital s'est quand même largement dégradé.

*Agnès Jacob* – Oui oui alors après oui. Non c'est peut-être là où j'arrive entre guillemets à un âge où bon peut-être le fait d'avoir moins besoin d'être à la maison, parce que jusqu'ici bon j'avais mes journées bien remplies, entre mes enfants qui rentraient manger, le mari, bon, donc j'étais bien occupée. Là maintenant je reconnais, en plus ne travaillant plus pour... [elle s'adresse à son mari] parce que j'ai travaillé un petit peu pour toi donc ça m'occupait.

*Luc Jacob* – Je peux t'en redonner hein !

*Agnès Jacob* – Oui oui oui, j'ai pas forcément envie...

*Luc Jacob* – Ben tiens !

*Agnès Jacob* – Comme y'a déjà Blandine [leur fille travaille dans le cabinet d'expertise-comptable] qui travaille tout ça, mais c'est vrai que là maintenant je me dis que j'ai un peu de temps devant moi, je pourrais... Retourner travailler maintenant... bon.

*Luc Jacob* – Et puis faut que tu t'occupes de ton papa quand même de temps en temps.

Se confier sur ses doutes, voire sa possible détresse en lien avec le statut de femme au foyer est délicat auprès des membres de sa famille, pour qui cet aveu revient à négliger les « compensations » familiales qui devraient combler les mères. L'« inactivité » semble perçue par les autres membres de la famille davantage comme une aubaine pour ces femmes que comme un sacrifice. Pourtant, les multiples entreprises de reconversions, qui échouent dans la plupart des cas, laissent penser que ce statut ne convient pas à ces femmes en quête d'une reconnaissance professionnelle.

### *Échouer à se reconvertir*

Le désir de travailler est fréquemment énoncé par les femmes au foyer, mais il évolue rarement vers une recherche d'emploi (Dieu, Delhaye et Cornet, 2010). La description des trajectoires professionnelles des femmes au foyer interrogées et de leur carrière d'« inactives » révèle, à travers leurs tentatives de reconversions, leur volonté de développer une activité gratifiante à côté de la prise en charge du travail du style de vie. La trajectoire de Salomé Mercier illustre l'aspect contraint du choix de devenir femme au foyer et la difficulté à mettre en place une reconversion professionnelle. Initialement contrôleuse de gestion, elle prend un congé parental pour suivre son mari qui s'expatrie à Londres pour des raisons professionnelles à la naissance de leur troisième enfant. À son retour, elle souhaite reprendre son travail mais ses négociations avec son employeur se passent « mal » :

*Salomé Mercier* – En fait ça c'est mal passé au retour ils m'ont d'abord fait une proposition qui était pas mal, qu'ils ont retiré, pour m'en mettre une autre qui était carrément moins bien, que j'ai refusé, donc ils m'ont licencié.

*Lorraine* – Et du coup maintenant vous êtes...

*Salomé Mercier* – Ah ben maintenant je suis mère au foyer !

Ce statut, qui lui est alors imposé, ne lui convient pas et elle décide d'entamer une reconversion professionnelle pour devenir professeure des écoles. Elle obtient le concours mais abandonne finalement la formation pour des raisons d'organisation familiale.

*Salomé Mercier* – Donc j'ai passé le concours de professeur des écoles, que j'ai eu, mais que j'ai eu dans le 95 et comme ma dernière fille avait que quatre ans à l'époque, c'était un peu compliqué il aurait fallu que je prenne une nounou qui arrive à 7h30 du matin pour les emmener à l'école, etc. enfin bon ça aurait été un peu compliqué. Donc j'ai pas fait l'année de formation, donc j'ai perdu le bénéfice du concours.

Quelque temps après avoir renoncé à son concours, Salomé Mercier est de nouveau accaparée par des obligations familiales puisqu'elle s'occupe pendant deux ans de sa mère malade, puis doit ensuite gérer son héritage (travaux et mise en location de plusieurs appartements dans le 7<sup>ème</sup> arrondissement de Paris). Au moment où je la rencontre, Salomé Mercier veut se « sortir de chez [elle] » et « [s']occuper », mais elle pense ses possibilités de reprise d'une activité rémunérée limitées et envisage de professionnaliser son engagement bénévole dans le lycée privé de sa fille :

*Salomé Mercier* – Évidemment ce sera difficile de retrouver un poste de contrôleur de gestion à 50 ans passé, mais ce que je me dis c'est que je pourrais toujours remettre un pied par l'associatif ou un truc comme ça si je suis pas trop regardante sur les salaires. Bon là je vois j'ai une de mes amies qui est devenue adjointe en pastorale à Passy, voilà bon ben c'est pas des jobs qui paie beaucoup mais bon c'est à la fois, ça va avec mes convictions, ça pourrait me permettre de m'occuper.

Marie Valois (née en 1968, femme au foyer, mariée à un ingénieur commercial, 3 enfants), avocate devenue salariée dans un syndicat professionnel puis finalement mère au foyer, entreprend elle aussi une stratégie de reconversion au moment où ses enfants grandissent, pour « mettre du beurre dans les épinards » mais également, à l'instar de Salomé Mercier, « pour [s]'occuper l'esprit » :

*Marie Valois* – Et donc en fait je cherchais à avoir une activité professionnelle qui soit pas uniquement un hobby mais qui soit aussi un truc qui me... voilà, la chance que j'ai c'est qu'il n'y a pas de nécessité financière à ce que je travaille. Mais en même temps du beurre dans les épinards permettrait de partir un peu plus en vacances, vous voyez ce genre de chose... C'est plus pour le superflu qu'autre chose.

Envisager un éventuel salaire comme étant destiné au « superflu » correspond parfaitement au marquage traditionnellement effectué sur l'argent des femmes, qui devrait être consacré aux dépenses inhabituelles, de loisirs et donc non essentielles, contrairement celui des hommes (Zelizer, 2005). Pour « gagner trois ronds », Marie Valois décide de transformer son attrait pour la création artistique, simple « hobby » où elle peint des « tableaux qui n'intéressent personne », en compétence professionnelle. La création artistique est une « opportunité de valorisation » qui est pourtant très difficile à transformer en activité rentable pour les femmes au foyer (Dieu, Delhaye et Cornet, 2010). Elle suit une formation du Greta pendant un an pour

devenir graphiste, mais choisit de ne pas de faire la formation diplômante elle aussi pour des raisons familiales :

*Marie Valois* – La formation diplômante que j'aurais bien aimé faire était une formation sur un an, à plein temps, avec stage, soutenance, machin, etc. Et j'avoue que j'ai pas eu le courage. Ça voulait dire faire pas mal de sacrifice sur la gestion de la famille. Partir le matin à 8h et revenir à 8h du soir, avoir pas mal de boulot perso, voilà ça veut dire que pendant un an j'étais plus à la maison. [...] Le fait d'avoir choisi aussi de vivre ici [choix qui était plus en accord avec les désirs de son mari, voir chapitre 3], où les enfants sont moins autonomes que si on était dans Paris par exemple, ben ils comptent sur moi pour les allers-retours.

Au moment de notre entretien, Marie Valois est graphiste auto-entrepreneure depuis un an et elle a réalisé des projets pour des ami·e·s, grâce au « bouche à oreille », de cartes de visite ou de carton d'invitation à des rallyes et autres soirées privées. Cependant elle me confie : « là j'avoue c'est la crise », et considère le fait de ne pas être diplômée comme un « handicap » qui l'empêche de « promouvoir » son travail et d'avoir davantage de projets.

Comme celles d'autres femmes interrogées, les démarches de Salomé Mercier et de Marie Valois indiquent leur besoin d'exercer une activité gratifiante et (légèrement) rémunératrice qui leur confèrerait une certaine indépendance vis-à-vis de l'espace familial du foyer. Cependant, ces femmes très diplômées appartenant aux classes supérieures n'arrivent pas à mobiliser leurs ressources pour que leur entreprise de reconversion réussisse. En effet, elles sont rattrapées par des logiques familiales qui les empêchent de mener à bien leur projet. Même lorsque c'est pour une durée déterminée – le temps d'un stage ou d'une formation – un potentiel, et relatif, désengagement du travail parental et domestique ne peut pas être compensé par leur conjoint et/ou par une externalisation.

D'autres femmes cherchent à professionnaliser un hobby ou des compétences acquises par le travail domestique (soutien scolaire, etc). Cela passe souvent par le lancement d'une activité d'indépendante à domicile. Patricia Bossard cherche par exemple à se reconvertir en coach scolaire free lance grâce à son diplôme en psychologie de l'orientation et à son investissement dans les associations de parents d'élèves et l'orientation de ses enfants. Si elle n'exprime pas un sentiment d'enfermement domestique – « j'aime beaucoup être chez moi, ça me pèse pas du

tout au contraire, j'aime beaucoup la maison moi » – développer une activité professionnelle à domicile la confronte à la difficulté de dégager du temps et un espace pour son projet. Tout comme Béatrice Cartier qui parlait de « piège » pour l'enchaînement des congés parentaux, Patricia Bossard, comparant avec son précédent travail à « l'extérieur », considère le travail à domicile comme un « piège ».

*Patricia Bossard* – Travailler de chez soi c'est beaucoup plus difficile je trouve que de travailler à l'extérieur. [...] Pour moi, c'est une lutte permanente contre... essayer de cloisonner l'activité professionnelle par rapport à l'activité familiale qui est quand même très prenante.

Patricia Bossard ne dit pas contre qui elle mène cette « lutte permanente » mais elle déplore le manque de soutien de la part de ses enfants et surtout de son mari, qui considère qu'elle ne fait « rien » (cf. 2.1).

*Patricia Bossard* – Quand moi par exemple je développe un projet professionnel à l'intérieur de chez moi, vu que j'ai pas d'autres endroits où aller, personne le considère vraiment autour de moi comme étant un véritable projet professionnel. Je parle de la famille proche, de l'entourage familial, [...] on est très content que j'ai un projet professionnel en développement mais d'un autre côté on ne m'allège pas du tout la tâche que je dois assumer au quotidien et qui est toujours entre guillemets : corvéable à merci.

Ces sollicitations familiales lui pèsent et l'empêchent de se consacrer à son projet professionnel:

*Patricia Bossard* – Et des fois ouais ça me pèse, enfin des fois, souvent ouais ! Et c'est lié à l'habitat. Comme je suis là, je suis sensée tout faire. [...] Tant que je suis là, même si je mets une pancarte "je suis en train de travailler" ils s'en foutent ! S'ils ont un truc à me demander, ils viennent, le petit il rentre de l'école on fait les devoirs, l'autre il rentre il a rien à manger il me demande ce qu'il peut... enfin voilà.

Patricia Bossard relie le manque de considération de sa famille à l'absence de valeur monétaire de son travail (« c'est comme si on faisait rien »). Tout comme Marie Valois, Patricia Bossard envisage un éventuel salaire comme un « complément » :

*Patricia Bossard* – C'est clair que je vais pas en vivre tout de suite, de toutes façons c'est pas mon intention non plus, moi c'est d'un complément de revenu dont j'ai besoin et voilà. C'est le grand défaut des femmes<sup>120</sup> mais ...

---

<sup>120</sup> Encore une fois (cf. 3.1.2), Patricia Bossard exprime ici un positionnement féministe qui la place en marge du groupe étudié.



Si Patricia Bossard pointe les sollicitations excessives de son mari et ses enfants, elle se considère la « responsable » de ces comportements : en prenant en charge le travail domestique elle confirme, selon elle, sa disponibilité à le faire :

*Patricia Bossard* – Je pense que je renvoie aussi ça à tout le reste de la famille donc tout le monde compte sur moi. Pour tout. [...] J'en supporte la responsabilité, c'est à moi aussi de mieux répartir les choses mais j'y arrive pas encore très bien. [...] Ça va être à moi de plus délimiter les choses, de dire "même si je suis là, je suis pas là, et c'est pas la peine de demander des choses". Mais ça, c'est pas facile. Pour moi, en tous cas, après y'en a qui y arriverait peut-être très bien... [...] Je peux pas attendre des autres que tout d'un coup ils me disent "non mais on comprend tu travailles". Je sais que ça ne viendra pas, donc c'est à moi d'imposer un autre rythme.

Ce discours de dévalorisation à l'encontre d'elle-même rappelle les discours précédemment développés de femmes qui déploraient ne pas avoir réussi à concilier leur vie familiale et professionnelle, contrairement à d'autres femmes. C'est une manière de reporter le blâme sur la victime, et de faire payer aux femmes le poids de leur absence de réussite professionnelle et donc d'indépendance financière.

## Conclusion

Ce chapitre cherche à remettre en question l'idée selon laquelle les classes supérieures seraient plus égalitaires dans leurs pratiques ou *a minima* dans leurs discours en termes de répartition genrée du travail domestique, grâce à une analyse affinée à l'échelle des fractions du privé des classes supérieures. Ce groupe se distingue en effet des classes supérieures davantage dotées en capital culturel, ou encore des classes moyennes cherchant à se distinguer des classes populaires. Ainsi, il s'agit de montrer que les classes populaires n'ont pas le monopole de la division sexuelle du travail, et que « la figure de la femme des classes populaires soit soumise, soit attachée à son rôle traditionnel » (ref Hamel et Siméant 2006) peut être davantage transclasse que l'imaginaire collectif ne le concède.

Ce travail s'inscrit dans le prolongement et l'incarnation de la littérature sur les disjonctions de carrières entre les femmes et les hommes ainsi que sur la conciliation entre vie professionnelle

et familiale, à l'aune de l'exemple extrême des femmes de classes supérieures qui décident de quitter leur emploi pour se consacrer à leur famille et à leur espace domestique. Les femmes interrogées portent seule le poids des tâches domestiques et prennent en charge une grande partie du soin porté aux enfants. Accorder la primauté aux logiques familiales, et plus spécifiquement au bien-être des enfants, est présenté comme une volonté familiale, correspondant aux valeurs de la fraction du privé, mais pèse uniquement sur les femmes. Elles sont confrontées au stigmate de l'« inactivité » et à l'échec de l'articulation entre leur vie professionnelle et familiale.

Le fait d'être au foyer pour ces femmes de classe supérieure découle de leur double appartenance de genre – qui les assigne à la division sexuelle du travail – et de classe, puisque leur appartenance au pôle privé des classes supérieures leur assure quant à elle une situation matérielle avantageuse et les dote de dispositions bourgeoises et différentialistes du point de vue du genre. Les femmes interrogées ne cherchent pas à négocier la division sexuelle du travail, elles ne remettent pas en question le fait qu'elles aient l'entière responsabilité du travail domestique mais sont à la recherche de davantage de reconnaissance de leur contribution. Si elles sont attachées à leur rôle de mère, elles ne revendiquent pas non plus le modèle de la femme au foyer. Pour les plus diplômées, parler de « piège » ou faire de l'ironie est une manière de montrer qu'elles n'adhèrent pas pleinement à cet ordre genré.

L'articulation entre leur appartenance de genre et de classe ne se fait pas sans heurts et place parfois les femmes face à des injonctions contradictoires. Elles sont en effet responsables de tâches domestiques potentiellement indignes de leur condition, voire de leur niveau d'études, qu'elles peuvent cependant déléguer à d'autres femmes précaires, souvent étrangères, et ce faisant exacerbent les enjeux de domination liés à la race et à la classe. Elles doivent également prendre en charge le travail de consommation qui participe du « style de vie » de ces fractions de classe sans paraître trop dépensières, afin d'éviter les stéréotypes genrés de la consommation les faisant passer pour oisives. Enfin, être au foyer les expose à des jugements négatifs quant à leur utilité sociale, et ce d'autant plus qu'elles appartiennent à des fractions où sont valorisée l'argent et le pouvoir. Ces jugements les obligent à réaliser un travail de légitimation et de justification et entraînent des luttes de classement internes au groupe des femmes au foyer. Au-

delà de ces tentatives de distinction, les femmes interrogées éloignées d'emplois rémunérateurs ne forment pas un groupe homogène et se distinguent notamment par leurs trajectoires. Certaines femmes peu qualifiées alternent des périodes d'emploi et de travail à la maison (les « intermittentes ») ; d'autres n'ont pas investi leurs études et se sont retirées tôt, parfois avant même leur premier enfant, du monde du travail (les « précoces ») ; enfin, pour les dernières, très diplômées, l'arrêt s'est fait à cause de la difficulté à concilier emploi de cadre et vie familiale, conjugée à la forte mobilité de leurs maris (les « diplômées »).

Les femmes interrogées prennent en charge le travail domestique, d'éducation des enfants, de consommation et parfois également de gestion d'actifs financiers ou de propriétés immobilières. Pour toutes ces raisons, on ne peut pas parler de femmes « inactives ». De plus, le travail qu'elles réalisent assure la survie et le style de vie de l'ensemble des membres du ménage. Il est nécessaire au foyer pour conforter, signaler et reproduire sa position de classe, ancrée dans le pôle privé des classes supérieures.



## **Partie 4**

### **La privatisation de services publics**



Le pendant de ce repli sur l'espace du quartier et encore plus du foyer est la distanciation vis-à-vis de l'État, et la prise en charge par les habitant·e·s de services publics. Cet éloignement à la chose publique de la part de certaines fractions des classes supérieures a notamment été documenté au sujet de leur défiance vis-à-vis de l'impôt (Spire, 2012 ; Herlin-Giret, 2016). À côté de ces réticences à participer aux finances publiques à travers la fiscalité, on observe également des processus de privatisation de certains services publics de la part d'une partie des classes supérieures, qui profitent de leurs conditions matérielles d'existence avantageuses pour investir dans des services privés. Ce mouvement de privatisation a notamment été démontré dans le chapitre 3 au sujet des transports en commun, qui sont peu appréciés des personnes enquêtées. Il s'observe également dans les stratégies scolaires, puisque le choix d'une scolarisation dans le privé est fréquent pour les fractions du pôle privé, surtout pour les études secondaires et supérieures (Gombert et van Zanten, 2004 ; Oberti, 2007). L'offre scolaire privée, et notamment ses segments les plus prestigieux, permettent de convertir le capital économique en capital scolaire et de légitimer les trajectoires de reproduction au sein des classes supérieures du pôle privé (Parienty, 2015). Mais ce mouvement de privatisation n'est pas synonyme d'une sécession complète : l'ouvrage collectif *Un monde à la carte* montre comment les habitant·e·s mettent en œuvre un « *exit partiel* » en recourant à la fois à des services privés, mais aussi aux services publics lorsque ces derniers sont de meilleure qualité (Andreotti, Le Galès et Fuentes, 2013). Cette combinaison est particulièrement visible au sujet des stratégies scolaires.

Dans cette partie, il s'agira d'analyser ce mouvement de privatisation à l'aune de la sécurité. En matière de sécurité, on observe en France une transformation des politiques publiques, qui correspond à un véritable changement de paradigme. C'est en effet la fin du monopole de l'État en matière de sécurité (Garland, 2001 ; Roché, 2001 ; de Maillard, 2010) : il y a une diversification des acteurs, et notamment une montée en puissance de l'échelle locale avec les municipalités et certains acteurs privés. Le secteur de la sécurité privée est florissant<sup>121</sup>, de plus en plus de ménages s'équipent à l'échelle individuelle en alarmes, visiophone, plus rarement

---

<sup>121</sup> « The security economy ». 2004. Report of OECD.

en systèmes de caméra, mais également à l'échelle collective ce qui entraîne une dynamique de fermeture résidentielle que nous avons présenté dans le chapitre 3.

Cette diversification des acteurs passent également par le rôle croissant pris par les habitant·e·s dans les politiques de sécurité. Ce phénomène n'est pas spécifique à la France, ni aux politiques de sécurité, mais il est visible notamment à travers la participation citoyenne et les programmes de vigilance à l'échelle des quartiers inspirés des *neighborhood watch* anglo-saxons. Le phénomène de *neighborhood watch* se développe au Royaume-Unis et aux États-Unis à partir des années 1970, avant d'arriver en Europe continentale dans les années 2000. Le principe est simple : il s'agit d'une collaboration entre les citoyens, la police et la municipalité qui nécessite généralement un·e habitant·e coordinateur·trice et un soutien financier ou infrastructurel de la part de la police et/ou de la municipalité. L'initiative Voisins Vigilants<sup>122</sup> en France est un bon exemple de la diffusion de ces projets de *neighborhood watch*. La rhétorique autour de ces projets promeut davantage la solidarité, l'entraide ou encore la fin de l'individualisme au service de la sécurité que le vigilantisme et la protection.

Peu de travaux français étudient ces transformations structurelles des politiques de sécurité, et la plupart d'entre eux portent sur des quartiers de « banlieue » dits difficiles, où des éléments structurels comme le traitement racialisé de la part de la police ou encore la forte victimation des habitant·e·s créent une situation extrêmement tendue. Ce sont des configurations et des espaces qu'il est crucial d'étudier mais il est également important d'aller regarder dans des quartiers plus homogènes, marqués par la sécurité privée et dont l'analyse nous renseigne plus largement sur les modes de vie des classes dominantes et sur les logiques de cohabitation ou de non cohabitation entre classes sociales. De plus, l'idée que les « bonnes pratiques » en

---

<sup>122</sup> C'est une entreprise, fondée en 2012, qui propose d'aider à la mise en œuvre d'une plateforme collaborative entre les citoyens, la mairie et la police, afin d'améliorer la transmission de l'information. Plus de 3 000 communautés sont recensées sur le site Internet de l'entreprise et arborent le panneau dissuasif « voisins vigilants » à l'entrée de leur quartier. L'inscription est gratuite pour les particuliers mais payante pour les collectivités, entre 400 et 2 500 euros. Le statut de l'entreprise pose problème, si les créateurs la présentent comme un service bénévole, certains médias et certaines préfectures la perçoivent plus comme une initiative commerciale que citoyenne : ils s'étonnent du chiffre d'affaire qui s'élevait à plus de 20 000 euros en 2013 et de la marque « Voisins vigilants » déposée, en marge de l'initiative publique, qui a d'ailleurs beaucoup moins de succès.



matière de sécurité (et notamment coopération avec la police) se font dans les quartiers de classes moyenne et supérieure est répandue dans le milieu de la police (Bozouls, 2013). Mais qu'en est-il vraiment ? Quel rapport entretiennent les classes supérieures à l'enjeu de sécurité et de sécurisation du logement et du quartier ? L'investissement dans les dispositifs de sécurité privée n'est-il pas un moyen de se substituer aux politiques publiques de sécurité ?

Il s'agira donc dans cette dernière partie de s'intéresser aux politiques de sécurité à l'œuvre dans les communes étudiées. Si les personnes enquêtées ne ressentent pas un sentiment fort d'insécurité, elles sont pourtant engagées dans la prise en charge de leur sécurité, qui repose principalement sur le recours à la sécurité privée (chapitre 7).

## Chapitre 7

### Prendre en charge sa sécurité

La diversification des acteurs impliqués dans les politiques de sécurité, et notamment l'encouragement de la participation des habitant·e·s, se conjugue à la forte médiatisation des questions de sécurité et à leur importance croissante au sein du débat public. Un travail collectif portant sur la perception de la victimation en fonction des espaces montre que le rapport à la sécurité et à la police dépend davantage du « rang social » que du quartier alors que l'exposition au risque d'être victime est en lien direct avec l'implantation géographique (Zauberman, Robert, Beck, et al., 2013). En effet, les classes supérieures implantées dans des arrondissements centraux parisiens et certaines communes « huppées » de banlieue sont plus exposées que la moyenne au risque de victimation et n'ont pourtant pas de « crispation sécuritaire », la délinquance et l'insécurité n'étant pas de vrais enjeux pour ces classes aisées. Dans une logique inverse, les catégories moyennes et populaires de grande banlieue sont peu victimes, et ce encore moins que proportionnellement dans leur quartier de résidence, mais ont peur de la délinquance et donnent l'impression d'un « excès des positions sécuritaires ». Le rapport à la police change également en fonction du quartier : là où les classes supérieures définissent la présence policière comme « suffisante » voire « excessive », les habitants de grande banlieue et des quartiers « relégués » de banlieue proche la jugent « insuffisante ».

C'est le lien qui existe, d'une part entre le profil socio-économique des habitant·e·s d'un quartier et leur rapport à la sécurité et aux policier·ère·s et d'autre part, entre l'attitude policière et les caractéristiques de l'espace occupé, qui nous pousse à nous intéresser à l'articulation entre la sociologie urbaine et la sociologie de la police. Comment la production de l'ordre local est-elle mise en œuvre ? Quel est le rôle de la police dans ces quartiers et quels types d'interactions les policiers ont-ils avec les riverains ? Cette production dépend-elle du profil socio-économique des habitants ?

L'objet de ce chapitre est d'analyser le rapport à la sécurité individuelle et à la police des ménages du pôle privé des classes supérieures et aux rapports entretenus à la sécurité, à la fois dans les discours et les pratiques des enquêtés. Il s'agira tout d'abord d'analyser quelle place occupe la sécurité dans ces quartiers de classes supérieures, en montrant notamment qu'il n'y a en général pas de « crispation sécuritaire » (Zauberman, Robert, Névanen, et al., 2013) même si la plupart des ménages sont tout de même équipés (1). Dans une deuxième partie, je montrerai comment ce rapport à la sécurité s'incarne dans le rapport à la police, qui est plutôt distancié et pessimiste, voire parfois même méfiant et comment il conduit à la privatisation de la question sécuritaire par les ménages enquêtés (2).

## **1. Des quartiers « sécurisés, sécurisant » (Catherine Bousquet)**

### **1.1 Comment j'en suis arrivée à ne pas parler que de sécurité**

La thématique de la sécurité était le point d'entrée de mon travail de thèse. M'appuyant sur les travaux sur la fermeture résidentielle, mon objectif initial était de m'intéresser au maintien de l'ordre local et à la question du contrôle social dans des quartiers très homogènes socialement. Au fur et à mesure que mon travail de terrain avançait, la question de la sécurité est passée au second plan, et est devenue une des thématiques analysées dans le cadre d'un travail plus vaste sur les styles de vie des classes supérieures du pôle privé. Le rapport des enquêtés à la sécurité témoigne du travail de maintien de l'entre-soi et de l'importance des frontières physiques et implicites, érigées entre groupes sociaux, à côté d'autres thématiques comme l'école, mais aussi comme le rapport au quartier, au voisinage et au logement.

#### *L'importance des questions de sécurité à l'échelle municipale*

Cet intérêt initial pour les questions de sécurité découlait notamment de l'importance prise par la sécurité dans certaines communes aisées de la banlieue parisienne. C'est le cas à Rueil-Malmaison, où j'ai débuté mon enquête de terrain, et où la sécurité est un enjeu majeur, visible à la fois dans les discours et les pratiques de la municipalité.

Deux échelons prévalent pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques publiques de sécurité : celui de l'État, avec notamment l'organisation de la police nationale, et celui de la

commune. La protection de l'ordre public est une mission traditionnelle des communes, du fait du « pouvoir de police » du maire, responsable de la sécurité de ses administrés. Le maire est un officier de police judiciaire par délégation de l'État qui a la possibilité de créer une police municipale et la charge d'organiser des missions de prévention de la délinquance.

La municipalité de Rueil-Malmaison met en œuvre des politiques de sécurité de grande envergure, dont le système de vidéosurveillance mis en place sur la ville est emblématique. Équipé de 96 caméras, dont une qui est mobile, le système est conséquent et sert souvent de modèle pour d'autres communes d'Ile-de-France. La ville est également dotée d'une police municipale, composée d'une soixantaine de policiers, aidés par des agents de surveillance de la voie publique (ASVP). Très visibles dans l'espace public, ils se déplacent majoritairement à pied et en voiture mais également à cheval ou sur des segway. De plus, la ville a un contrat avec une société de gardiennage qui organise les patrouilles quotidiennes d'un maître-chien. Enfin, la municipalité distribue régulièrement aux habitants des tracts sur les mesures de sécurité à adopter (fermer toutes les portes et fenêtres, s'équiper d'une alarme, d'un éclairage avec une minuterie, prévenir ses voisins en cas de départ en vacances). Elle compte également beaucoup sur les personnes chargées des commissions sécurité au sein des douze conseils de village que comporte la ville (appellation locale des conseils de quartier) pour relayer ces informations.

La sécurité à Rueil-Malmaison est donc une priorité municipale, organisée par l'ancien premier adjoint et ami du maire grâce à une politique multiforme. Il existe un enjeu électoral fort lié à la sécurité, du fait de fortes attentes en la matière de la part des habitants. C'est pourquoi la municipalité cherche à rendre visibles les policiers municipaux et leurs actions, comme me l'explique le directeur du pôle cadre de vie à la municipalité :

*Directeur* – Parce que le problème c'est qu'on a souvent l'impression que la police ne fait rien parce que les jeunes qu'on arrête ils sont le lendemain dehors. Mais les gens ils ont pas vu qu'ils ont été arrêtés, donc tout ça on leur explique.

Le journal municipal est très souvent utilisé à ces fins, pour mieux décrire l'action de la police à la population. On s'appuiera ici sur une analyse de l'occurrence du terme « sécurité » dans le journal municipal, *Rueil Infos*, entre Janvier 2015 et Avril 2016. La thématique de la sécurité est très présente, puisque qu'un article spécifique lui est consacré dans huit des seize numéros

étudiés. Ces articles ont souvent un ton « pédagogique », ils mettent en scène le travail réalisé par la municipalité et rappellent la position favorable de la commune dans le classement des villes les plus sûres (cf. annexes). À côté des articles sur le niveau général de sécurité à Rueil-Malmaison, les rubriques du journal municipal sont également l'occasion de développer avec plus de précision le récit de certaines interventions des forces de l'ordre, notamment celles déclenchées par la vidéosurveillance ou l'appel d'habitants pour justifier les investissements (Menichelli, 2012) et inciter les habitants à appeler la police (cf. annexes).

Ces références à l'action de la police et aux « affaires déjouées » (*Rueil Infos*, Septembre 2015) se limitent aux actes d'incivilités (tapage, regroupement) et de délinquance, portant essentiellement sur les biens. Pourtant, dans un dossier spécial de mars 2016, faisant le bilan de la « politique sécuritaire » municipale et des acteurs concernés par cette question, les statistiques énoncées par la commissaire de police montrent l'importance des violences intrafamiliales dont il n'est jamais fait mention dans les articles précédents.

#### *Un sujet annexe pour les personnes interrogées*

Ce glissement dans mon parcours de recherche s'explique principalement par le fait que, malgré la médiatisation des questions de sécurité à l'échelle communale, la plupart des enquêté·e·s n'étaient pas très intéressé·e·s par les thématiques de sécurité. En abordant le volet sécurité de mon guide d'entretien j'avais souvent l'impression d'imposer une thématique qui n'était pas centrale dans le mode de vie des enquêté·e·s. Beaucoup ont tenu à me prévenir sur leur position à l'égard de la sécurité : « c'est pas un truc qui me préoccupe beaucoup » (Marie Valois), « je suis pas une excitée de la sécurité » (Isabelle Fabre), « je suis pas un acharné de la surprotection » (Philippe Calvetti), « on n'est pas angoissés par ça » (Luc Jacob), « on se sent pas en insécurité, au départ c'était le sujet de votre interview. Moi j'ai vraiment pas un sentiment d'insécurité à Rueil du tout. Mais pas du tout. C'est comme une bonne ville de province. » (Cécile Lambert). La plupart du temps, les enquêtés n'ont pas mentionné la sécurité durant l'entretien avant mes questions sur le sujet<sup>123</sup>, et quand ils l'ont fait c'est aussi probablement

---

<sup>123</sup> Mes entretiens ont duré en moyenne deux heures, et la sécurité n'a que très rarement été abordée pendant l'heure et demie qui précédait mes questions sur le volet sécurité, où nous parlions pourtant du logement et du quartier.

parce que j'avais moi-même parlé de la sécurité en les contactant.

De plus, la sécurité est devenue moins structurante dans mon travail de thèse pour des raisons pratiques d'accès au terrain. Alors que j'ai pu m'entretenir avec des élus et des policiers à Rueil-Malmaison, et observer une journée de travail au poste de police municipal, les mêmes démarches effectuées à Saint-Maur-des-Fossés n'ont pas abouti. Ces difficultés ont eu lieu alors même que trouver des personnes avec qui je pouvais réaliser un entretien était difficile, et j'ai concentré mes efforts sur la constitution de mon corpus d'enquêtés. Sans que je l'ai anticipé, la sécurité a néanmoins été une entrée utile pour moi au moment de la prise de contact avec mes enquêtés, bien plus parlante et rassurante pour eux que la question de leur monde privé (cf. chapitre 2). Les classes supérieures sont en effet plus à l'aise pour parler de leurs opinions, plutôt que de leurs pratiques, a fortiori celles qui ont lieu hors du monde professionnel (Le Wita, 1988 ; Pinçon et Pinçon-Charlot, 2005). La sécurité était donc pour moi une manière de présenter l'entretien qui n'allait pas uniquement porter sur leurs pratiques dans leur maison et leur quartier, mais aussi sur leur avis sur les politiques de sécurité.

## **1.2 Une mobilisation collective autour de la sécurité**

Si les ménages enquêtés ne se déclaraient pas insécures, ils étaient toutefois majoritairement équipés en sécurité privée. En effet, deux tiers des ménages enquêtés étaient équipés d'une alarme au moment de l'entretien, et certaines maisons faisaient partie de lotissements fermés par des barrières et/ou surveillés par des systèmes de vidéo-surveillance<sup>124</sup>. Il existe néanmoins de fortes variabilités entre les personnes qui sont équipées de dispositifs de sécurité, allant de simples alarmes à des systèmes plus sophistiqués qui surveillent le jardin ou qui sont associés à des contrats de télésurveillance, voire des systèmes de vidéo-caméras et de portes blindées intérieures. L'utilisation d'une alarme est souvent vue par les personnes concernées comme étant ou contraignante ou devenue un réflexe. Dans les deux cas, elle modifie les routines quotidiennes des personnes et matérialise le risque de manière régulière, ce qui peut avoir un effet direct sur le sentiment d'insécurité.

---

<sup>124</sup> Comme on l'a vu dans le chapitre 3, cette forme urbaine enclavée était beaucoup plus présente à Rueil-Malmaison qu'à Saint-Maur-des-Fossés.

L'importance de la sécurité dans l'espace local est également visible dans les anecdotes racontées par plusieurs enquêtés au sujet d'interventions policières inutiles et disproportionnées, qui témoignent d'une ambiance assez tendue autour de la sécurité. Le déroulé des événements est relativement similaire : des voisins préviennent la police de bruits ou d'individus suspects dans la maison de leurs voisins (des coups de feu qui sont en réalité un voisin qui fait exploser des ballons de baudruches, des aboiements intempestifs qui semblent liés à une prise d'otage alors que le chien des voisins veut seulement rentrer dans la maison, des intrus dans la maison des voisins partis en vacances qui sont en fait les amis des enfants qui organisent une fête en secret, etc.). La police intervient rapidement, et en nombre conséquent, arrête la circulation, encercle le quartier, avant de se rendre compte de l'inutilité de l'opération.

*Philippe Calveti* – Oui d'ailleurs j'étais impressionné par le bazar que ça avait foutu quand j'avais appelé la police, ils sont arrivés à deux bagnoles, à 10, enfin c'est pas Fort Knox mais c'est pas juste ils viennent juste pour contrôler, c'est ils viennent en bande ... C'est ... On voit que ça mobilise du monde.

*Evelyne Fourcade* – Tout d'un coup je vois une échelle, je savais que ma voisine était absente le week-end, et je vois une échelle qui se dresse, [...] qui se pose sur les fenêtres du second et je vois un mec qui monte et qui passe par la fenêtre. Donc j'ai eu une petite puce à l'oreille parce que les voisins à côté m'avaient dit « ouais Mme Lacombe a plusieurs enfants et un de ses fils passe son temps à oublier ses clefs », donc je me dis si ça se trouve c'est son fils qui a oublié ses clefs. Mais je savais qu'elle était pas là. Donc je me dis je vais téléphoner, si c'est son fils ou si c'est quelqu'un de la maison il va répondre. J'appelle, ça répond pas, je rappelle deux-trois fois, je tombe à chaque fois sur le répondeur. Je me dis qu'est-ce que je fais nom d'un chien ! J'étais un peu embêtée, et puis je me suis dit je vais quand même appeler la police municipale. Donc ils sont venus, ils ont encerclé le quartier, ils sont monté, et y'en avait un, alors ils avaient posé une échelle sur le mur pour surveiller la maison, y'en avait un qui était monté sur le petit toit de leur abris de jardin, y'en avait un au second dans ma salle de bain à travers le velux qui surveillait. À un moment y'a une tête qui passe à la fenêtre donc à ce moment-là : « bougez plus ! » Etc. Et en fait ça a fait tout un cirque et il s'est avéré que c'était le fils de Mme Lacombe... [...] Donc ça a duré 1h... Un cirque ! [...] Il était tranquillement chez lui jusqu'à ce que la police l'agresse (rires) ! Et après, donc voilà, Christine m'a gentiment dit "La prochaine fois, c'est pas la peine d'appeler la police !". Donc c'était, ça aurait pu être un film ! Mais en tous cas ils ont été efficaces, quartier bouclé, machin...

Pour autant, cette « préoccupation » sécuritaire n'est pas une peur et ne correspond pas non plus à un sentiment d'insécurité. Interrogés sur le fait de ressentir ou non des nuisances dans leur quartier, mes enquêtés sont unanimes sur le fait de vivre dans un quartier agréable, comme Isabelle Fabre (née en 1968, mère au foyer mariée à un directeur financier, 3 enfants) :

*Lorraine* – Est-ce que vous percevez des nuisances?

*Isabelle Fabre* – Non. On est privilégiés là où on est (rires) !

Ils font preuve d'un certain réalisme sur le risque de cambriolage, s'en protègent souvent du mieux qu'ils peuvent sans en faire une obsession, comme c'est le cas de Cécile Lambert (née en 1962, consultante à domicile, mariée à un directeur financier avec deux enfants) :

*Cécile Lambert* – Et puis on espère toujours ne pas être visité, et une maison est quand même plus facile d'accès qu'un appartement. Mais on vit pas dans cette psychose-là. Pas du tout.

C'est justement parce que les ménages sont équipés en sécurité privée, que les individus peuvent évacuer ce sentiment d'insécurité. D'où l'expression de quartier « sécurisé, sécurisant » (Catherine Bousquet, née en 1960, femme au foyer mariée à un Directeur financier, 5 enfants). L'entre-soi des espaces résidentiels est également une garantie pour mes enquêtés, qui font référence à leur voisins quand il s'agit de parler de la sécurité à l'échelle locale.

*Agnès Jacob* – Ben non, non, au niveau sécurité on s'est toujours senti bien. [...]

*Luc Jacob* – Non non on n'a jamais senti agressé par les populations ambiantes.

*Lorraine* – Je sais pas si vous avez quelque chose à ajouter sur la question de la sécurité ici à Saint-Maur...

*Colette Prévost* – Ben écoutez-moi je vous dis, on est bien entouré.

Les ménages interrogés sont donc généralement équipés en sécurité privée sans pour autant faire preuve d'une crispation sécuritaire particulière. Il s'agit toutefois de distinguer différents profils d'enquêtés en fonction de leur rapport à la sécurité et d'identifier les facteurs de différenciation interne.

### **1.3 Différenciations internes au groupe sur les manières de se protéger**

Il existe une grande diversité en termes de comportements vis-à-vis de la sécurité entre les ménages enquêtés. Les rapports sociaux de genre, de classe et générationnels, ont un effet sur



le rapport à la sécurité, tout comme les expériences résidentielles et les expériences vécues ou non d'atteinte aux biens.

Il existe en effet un gradient de classe, puisque les ménages non équipés d'une alarme (environ un tiers des ménages rencontrés) sont généralement parmi ceux qui possèdent le moins de capital économique, et qui ont donc également le moins d'objets de valeur à domicile. Les ménages non équipés sont également plus âgés, que les enquêtés équipés.

Le genre a également un effet sur le rapport à la sécurité des personnes enquêtées, puisque les hommes des ménages enquêtés étaient généralement davantage préoccupés par la sécurité du foyer et davantage enclins à une utilisation stricte de l'alarme, comme c'est le cas du mari de Marie Valois (née en 1968, femme au foyer, mariée à un ingénieur commercial, 3 enfants) :

*Marie Valois* – Non mais je suis peut-être inconsciente, et naïve et optimiste. Mon mari est beaucoup plus sensible que moi à ce genre de chose. C'est lui qui nous pousse à fermer à clef.

Cette différence genrée gagnerait à être davantage approfondie, mais elle va dans le même sens que certaines analyses sur la plus grande méfiance des hommes de classes supérieures (Sherman, 2017).

De plus, les expériences résidentielles, et notamment l'expérience de l'expatriation ont un effet sur le rapport à la sécurité des personnes. Pour Marie Bertin (née en 1964, professeure des écoles, mariée à un directeur général, 3 enfants) l'expatriation dans un pays perçu comme dangereux relativise la situation d'insécurité dans ces quartiers aisés de banlieues parisiennes :

*Lorraine* – Est-ce que vous ressentez des nuisances ou des risques?

*Marie Bertin* – Alors moi j'ai vécu cinq ans au Nigéria ! Donc je suis effarée par la dimension paranoïaque des gens qui vivent à Saint-Maur alors que ... plus safe tu meurs. [...] Ma mère, ma sœur, les Parisiens, les Normands, les personnes âgées, ils sont tous complètement hystériques. Moi je pense qu'il y a une névrose en France de sécurité.

Mais les expériences résidentielles aux États-Unis, comme celle à Boston de Valérie Devaux (née en 1969, femme au foyer, mariée à un Directeur commercial, 3 enfants), servent de contrepoint à une situation française perçue comme davantage préoccupante :

*Valérie Devaux* – C'est difficile [de partir] parce que là-bas on a un sentiment de sécurité qui est incroyable. La clef de la maison c'est la clef de la boîte aux lettres ici. Alors là-bas y'avait pas d'alarmes, des toutes petites portes, des accès partout, des portes derrière, des portes ... Et on a aucun sentiment d'insécurité. Les flics on les voit tout le temps, partout, tous les jours. C'est-à-dire ils sont un par voiture, ils sont armés comme des shérifs, quand vous voyez arriver un flic vous êtes terrorisés. Et ils sont un par voiture c'est-à-dire qu'au niveau couverture géographique c'est pas comme chez nous où ils sont quatre dans une Scénic.

Enfin, les expériences vécues par le ménage ou des proches de cambriolage(s) ont également un effet de rappel, qui matérialise la menace et renforce les préoccupations sécuritaires et les pratiques qui en découlent, comme me l'explique Valérie Devaux :

*Valérie Devaux* – On a volé tout le système GPS de mon mari. Très proprement, ça a été fait très très bien. Donc c'est vrai que quand vous vous réveillez le matin et que vous constatez ça, y'a quand même un sentiment un peu d'insécurité.

Cet effet de rappel peut également avoir lieu lorsqu'un cambriolage se produit à proximité géographique, comme me le raconte Béatrice Cartier (née en 1969, mère au foyer, marié à un avocat, 4 enfants) au sujet d'un cambriolage particulièrement violent au sein du lotissement où elle habite, le Parc de la Vervolière :

*Béatrice Cartier* – Le seul truc qui nous a refroidi, alors ça c'est un peu... quand on a emménagé on fermait jamais les volets la nuit, on avait quand même mis une alarme je crois parce que en fait c'est l'assurance qui nous avait demandé de mettre une alarme, on n'y avait pas pensé. Et puis y'a une dizaine d'années, y'a des gens qu'on connaissait, qui ont été pris en otage dans leur maison dans le Parc. Donc ça a été très très violent. Les enfants gazés, les parents pris en otage dans la cave et tout ça. Et là on s'est dit « wahou ! », du coup ça nous a fait un peu peur. On s'est dit « on vit dans quel endroit ? » Et puis bon après coup, apparemment y'a des gens qui sont vraiment très très très très riches dans le Parc, apparemment c'était commandé, nous on roule avec des voitures qui ont 10 ans d'âge, certes notre maison elle est... elle est grande et tout ça, mais bon...

Il existe donc un rapport particulier des ménages de classes supérieures vivant dans des banlieues aisées à la sécurité. La plupart de ces ménages sont équipés en sécurité privée, peuvent manifester une préoccupation sécuritaire pour certains mais pas une peur ou un « souci » comme le distingue un enquêté. Ce rapport ambivalent s'illustre et s'incarne dans la relation à l'institution policière et aux policiers.

## **2. Ignorer – sinon dénigrer – la police et prendre en charge sa sécurité**

La question des relations et des interactions entre la police et son public a été abondamment traitée par la sociologie de la police. Comme l'explique John Van Maanen : « Police relies on citizens to report crimes and to cooperate in the investigation and apprehension of criminals » (Manning et Van Maanen, 1978). Les citoyens peuvent à la fois influencer l'action policière (Wilson, 1968) et y participer, notamment en déclenchant des interventions. Si les profils des quartiers ont un impact sur la manière de contrôler un espace, cette influence ne se traduit pas forcément par une collaboration, au contraire (Ocqueteau, 2005). La police a traditionnellement été envisagée par la sociologie comme une profession fermée, fortement cohésive, méfiante et donc peu encline à la coopération.

Dominique Monjardet a montré comment les interventions déclenchées par des citoyens sont celles qui sont le plus dévaluées par les policiers, notamment par rapport aux affaires déclenchées par le « flair » (Monjardet, 1996). Mais cette hiérarchie des types de déclencheurs de l'activité policière semble plus applicable à la police judiciaire qu'à la police urbaine en charge du maintien de l'ordre public, ancrée dans des réseaux locaux et recherchant une meilleure considération et collaboration de la part des habitants. Dans le cas des quartiers de classes moyennes et supérieures, la coopération entre police et habitants est bien souvent prise en exemple et opposée aux relations d'extrêmes tensions dans les quartiers populaires, décrites par de nombreux sociologues (Jobard, 2006 ; Fassin, 2011 ; Jobard et al., 2012). Pourtant, il peut exister du conflit au sein de cette coproduction de l'ordre (Zauberman, Robert, Névanen, et al., 2013).

Le constat selon lequel l'effectivité du maintien de l'ordre dépend de la population locale et de la manière dont elle formule ses problèmes et les communique peut être rapproché des travaux d'Aaron V. Cicourel à propos de la coproduction du diagnostic médical par le patient et le médecin, où il note l'influence que peuvent avoir des différences sociales, sexuelles ou ethno-raciales : « Les langages adoptés d'un côté comme de l'autre sont révélateurs des différences de statut qui caractérisent telle ou telle stratification sociale » (Cicourel, 2002). Elles peuvent

influencer le médecin dans l'élaboration du diagnostic et peuvent avoir un impact sur la confiance du patient et donc sa disposition à poursuivre le traitement jusqu'à son terme. Les classes supérieures du pôle privé semblent assez indifférentes aux policiers qui travaillent dans leur quartier d'habitation. Les personnes les plus concernées par la coproduction de l'ordre saluent les efforts des policiers, là où d'autres se montrent davantage sceptiques, voire méfiantes, et se reposent sur leur propre prise en charge des questions de sécurité.

## **2.1 Saluer les efforts d'une police de proximité**

De même que pour la thématique de la sécurité, les personnes interrogées n'ont pas d'avis tranché sur la police : ils se souviennent rarement l'avoir appelé, ils voient les policiers dans le centre-ville de leur commune sans trouver leur présence excessive ou lacunaire, et ne se sentent souvent pas très légitimes à juger de leur action.

La police municipale est souvent mise en avant pour sa présence dans l'espace local, notamment par les mères qui vont chercher leurs enfants à l'école et qui croisent des agents de surveillance de la voie publique (ASVP), avec qui elles entretiennent parfois des rapports personnalisés, à l'instar d'Isabelle Fabre (née en 1968, mère au foyer mariée à un directeur financier, 3 enfants) :

*Isabelle Fabre* – Ça tourne, on les voit beaucoup à Rueil. Parce que vous allez en centre-ville, vous les voyez au niveau des écoles aussi beaucoup. Et j'ai vu, on voit de temps en temps même la police montée. Mais pas toutes les semaines quand même. Donc on voit une présence de police municipale, pas vraiment de la police nationale en fait. Et plus dans un objectif je dirais de faciliter, c'est plus pour le stationnement et les enfants je dirais en général.

Si la distinction entre la police municipale et nationale est généralement effectuée par les enquêtés, ils comprennent également leurs différentes marges de manœuvres et ne considèrent pas leur utilité de la même manière.

*Valérie Devaux* – Mais à leur décharge je pense qu'il y a vraiment beaucoup de boulot. [...] Ils doivent avoir du boulot. Je pense qu'ils ont du boulot. Alors on les voit sous toutes leurs formes, on les voit à cheval, on les voit sur les espèces de petits engins à roulettes, on les voit en vélo, donc ça je pense que c'est la police nationale en vélo. Et par contre tous ceux qui sont municipaux ils se baladent sur des petits engins, c'est assez drôle d'ailleurs. On les voit beaucoup au carrefour des écoles, ça c'est la police municipale. Des ASVP aussi on les voit beaucoup, souvent. Par contre je crois pas qu'ils

soient très efficaces. [...] C'est juste dissuasif, c'est pareil, c'est une présence en centre-ville.

*Nathalie Champemont* – Alors, bon, la police municipale. A Saint-Maur nous avons à la fois la police municipale et la police nationale. La police municipale, c'est simple mon fils dit "ah voilà ceux qui ne servent à rien". Bon (rires) ! Je ne vais pas généraliser mais le fait est que [...] je les appelais et régulièrement ils me répondaient: ah nous n'avons que 2 voitures, alors c'est aussi une question de moyen, nous n'avons que deux voitures, elles sont occupées, nous ne pouvons pas intervenir tout de suite.

Ce constat d'une présence suffisante de la police dans l'espace local, est teinté par un certain pessimisme sur ce que peut réellement faire la police. En effet, de nombreux enquêtés, comme Roland Allouch (né en 1958, chirurgien-dentiste, divorcé, 6 enfants) partage un constat d'impuissance sur l'action des forces de l'ordre :

*Roland Allouch* – Ils peuvent rien faire. Je pense qu'ils ont pris des empreintes. Chez ma mère en tous cas ils ont pris des empreintes, ça je m'en souviens. Mais ils n'ont jamais rien retrouvé.

## **2.2 « Voilà ceux qui servent à rien » (Nathalie Champemont)**

Cette relation assez indifférente à la police peut être teintée en fonction des prises de position politique et en fonction du degré de préoccupation sécuritaire. En effet, les personnes les plus préoccupées par leur sécurité vont être les plus à mêmes à souligner l'inutilité de la police, voire à la tourner en ridicule comme le fait Brigitte Coste (née en 1960, femme au foyer, mariée à un chef d'entreprise, 3 enfants) au sujet de la police municipale :

*Lorraine* – Et la municipale, le fait de l'avoir à côté ça vous rassure?

*Brigitte Coste* – Non. Rien du tout non (rires) ! Le jour où mon fils s'est fait agressé, bon y'a longtemps, il a rebroussé chemin pour aller voir la police municipale, parce que le type avait volé son téléphone. Ils ont rien fait donc autant vous dire que ça me rassure pas du tout de les avoir là. [...] Mais disons que mon fils s'attendait à ce qu'éventuellement ils courent après le type qui l'avait agressé mais enfin ils sont partis en voiture donc bon comme l'autre avait dû partir depuis bien longtemps déjà ça a pas été d'une efficacité redoutable quoi. Mais bon, ils sont gentils, peut-être que maintenant ils sont plus efficaces, je sais pas, tout ça remonte. J'ai pas eu besoin de leurs services récemment.

*Bernard Mangin* – Je veux pas donner un jugement de valeur sur la police mais il faut reconnaître que quelque fois ils sont un peu lents à la détente. [...] Je sais pas si vous

connaissez à la mairie M. Frantz qui s'occupe de la sécurité, j'ai souvent discuté de ça avec lui mais le monde politique est un monde qui souvent est trop isolé du monde réel et alors d'une certaine façon il nie un peu l'évidence.

Parfois, au-delà d'un constat d'une certaine inefficacité, des enquêtés peuvent témoigner d'une mauvaise relation avec les policiers comme Salomé Mercier (née en 1966, femme au foyer mariée à un cadre dans la banque, 3 enfants) qui accuse les policiers d'empêcher les habitants de porter plainte :

*Salomé Mercier* – Les flics évidemment voulaient pas prendre ma déposition, parce qu'ils veulent jamais qu'on porte plainte (petits rires). [...] Enfin mais moi très sincèrement, à chaque fois que j'ai été à la Police Nationale j'avais toujours l'impression que c'est moi qui avait fait quelque chose de mal. Ils vous reçoivent ... Bon déjà ils vous demandent : "C'est pour quoi?" (elle imite un ton dédaigneux) le machin, bon, d'accord, alors ils essaient de trouver toutes, toutes, les parades possibles pour ne pas prendre votre plainte et une fois que ils peuvent pas faire autrement ils vous laissent dans un couloir puis ils vous font attendre une heure, une heure et demie pour voir si peut-être on se découragerait pas un peu, hein?

Au-delà d'une préoccupation particulière vis-à-vis de la sécurité, ces jugements négatifs sur l'institution policière et les policiers sont également liés à des positionnements politiques, qui se cristallisent autour de la question des fonctionnaires et de la bureaucratie.

*Jean Ritter* – Maintenant qu'on est au Conseil de village, petit à petit on connaît aussi plus les flics avec lesquels on a l'occasion de bavarder [...] Donc on commence à mieux les connaître, on connaît plus leurs problèmes, ça brise le mur entre pour ou contre la police. [...] Ce que je déplore c'est que on avait une police nationale, représentant tant et tant de personnes, de fonctionnaires de police, et on a rajouté de la police municipale. On n'a pas pris un morceau de la police nationale pour en faire de la police municipale pour s'organiser autrement, non on a encore une fois rajouté une couche de fonctionnaires.

La police est ainsi vue comme une institution sclérosée et passéiste, qui souffre d'un manque de moyen, voire de volonté.

*Valérie Devaux* – Ça reste très archaïque. Je pense qu'ils auraient besoin d'un peu de neuf.

*Salomé Mercier* – Bah oui oui. Après on n'a pas de budget donc on peut pas ouvrir des prisons supplémentaires parce qu'on veut pas consacrer plus d'argent à ça. Je sais pas

quelle est la solution, y'a sûrement des économies à faire à des endroits pour remettre l'argent ailleurs. C'est sûr quand vous entendez le flic qui entre la vie et la mort parce que y'en a un qui lui a tiré dessus et que ce gars-là il était en prison et qu'il s'est sauvé parce qu'il a eu une permission. Ça fait un peu mal au cœur. Je n'aime pas tellement Christiane Taubira, je trouve qu'elle est un peu laxiste.

Le rapport aux forces de l'ordre des personnes les plus préoccupées par leur sécurité s'illustre bien dans la question de la participation à l'opération tranquillité vacances (OTV) mise en place dans les deux communes étudiées. Participer à l'OTV consiste à signaler à la police la période où la maison est inoccupée afin que les policiers municipaux et nationaux puissent la surveiller lors de rondes spécifiques organisées de manière quotidienne. Une dizaine de personnes interrogées m'ont ainsi confié ne pas participer sciemment à cette opération car ils se méfiaient de la police et ne voulaient pas leur divulguer ces informations compromettantes<sup>125</sup>, à l'instar de Valérie Devaux (née en 1969, femme au foyer, mariée à un Directeur commercial, 3 enfants) ou encore de Nathalie Champemont (née en 1963, femme au foyer, mariée à un Directeur logistique et stratégie d'une grande entreprise, 3 enfants), toutes les deux par ailleurs critiques sur l'action de la police :

*Valérie Devaux* – Oui je sais que ça existe [l'OTV], j'ai failli le faire cette année. Et bêtement au départ il y avait un bruit qui courait que si on déclarait que notre maison était ... ben que y'avait des absences, on risquait des cambriolages. Au départ, tout au départ quand ça s'est mis en place.

*Lorraine* – Et est-ce que vous connaissez l'OTV?

*Nathalie Champemont* – Oui.

*Lorraine* – Vous y participez?

*Nathalie Champemont* – Alors j'y ai participé au début, je me disais « oh c'est pratique » etc. et puis j'ai un ami qui m'a dit "tu fais ça? Alors là moi c'est le dernier truc que je ferais parce que tu laisses justement toutes tes coordonnées dans un bureau où tu ne connais pas après tout le monde... et qui te dit qu'il n'y a pas une mauvaise âme dans le circuit qui repère et qui sait forcément qu'à cette période-là vous n'êtes pas là?" Donc ben l'été dernier je ne l'ai pas fait. C'est peut-être aussi manquer de confiance vis-à-vis de sa police de proximité mais nous vivons actuellement dans un monde tel que nous devenons méfiants de tout.

---

<sup>125</sup> À ce sujet, il est intéressant également de noter que mes propres questions sur la sécurité ont parfois gêné les enquêtés.

Ces déclarations des personnes enquêtées ont été corroborées par mes observations. Par exemple, j'ai appris lors d'un conseil de village que des habitants prenaient en photo des voitures de police mal garées pour les envoyer à la mairie. Ces deux autres exemples issus de mes notes d'observation du poste de police municipale attestent également de relations difficiles entre certains habitants et la police :

« À la fin de notre repas à la cantine, un homme travaillant pour les espaces verts passe et s'arrête pour nous parler. Il me regarde étonné et Ahmed lui fait croire que je serai bientôt aux parcs et jardins. L'homme y croit un peu et m'explique les tâches qu'il a à faire, notamment parfois la sortie des écoles en soutien des agents de la sécurité publique, il ajoute : « Nous on est aimé, c'est pas comme eux ! ». »

« Observation dans la salle de vidéosurveillance, je suis avec la personne qui regarde les caméras et j'ai moi aussi un ordinateur qui me permet de choisir des caméras et de zoomer sur certaines scènes. Derrière, deux gradés prennent les appels du public. Un riverain appelle le poste de police, on entend le gradé qui lui répond. Apparemment le riverain lui parle extrêmement mal et hurle au téléphone. Il appelle pour signaler un chantier sauvage, avec du bruit, des stationnements abusifs et des odeurs. Le gradé lui demande de se calmer, il lui demande si c'est contre ce chantier ou contre la police qu'il est énervé. Le gradé répète à haute voix sa réponse « Contre l'administration française ! ». Le gradé envoie une patrouille et raccroche, il est lui-même furieux et il râle contre cet interlocuteur qui lui a si mal parlé, avec une impression que ce n'est pas exceptionnel. La brigade arrive sur place et ne trouve rien, le gradé s'énervé : « Avec eux y'a jamais rien ! ». La policière en charge de la vidéo surveillance tempère en lui disant que « ses » hommes sont bien sur place, elle les voit et que elle non plus elle ne voit rien de suspect. Le gradé hésite à rappeler la personne, mais c'est plus dans une dynamique de revanche que d'information. »

En définitive, il y a une place pour le conflit au sein de la production de l'ordre, entre policiers et habitants, et ce même dans les espaces de classes moyennes et supérieures. En effet, la recherche d'un entre-soi de la part des catégories supérieures passe également par l'éviction des autres individus, y compris la police qui peut remettre en question l'équilibre local trouvé parmi les pairs et réinstaurer un climat de peur ou de crainte que les catégories dominantes cherchent justement à éradiquer. Cette hypothèse coïncide avec l'analyse des enquêtes de victimation : « plus que le reste des enquêtés ils jugent la présence policière suffisante, voire excessive, dans leur quartier. [...] Bien que leur exposition à la victimation ne soit pas négligeable, délinquance



et insécurité ne sont pas vraiment la préoccupation essentielle des aisés. » (Zauberman, Robert, Névanen, et al., 2013, p. 128).

### **2.3 Se protéger sans la police : privatisation de la sécurité et entre-soi**

Si les ménages enquêtés ont une relation distante à la police c'est justement parce qu'ils ont les moyens de s'équiper à l'échelle individuelle et de s'investir dans le maintien d'un certain entre-soi dans leur quartier. Ils prennent en charge leur sécurité, d'une manière qu'ils jugent plus efficace, et qui les dispense de dépendre des politiques publiques de sécurité, comme en témoigne Gilles Marzin (né en 1950, architecte, marié à une radiologue avec 2 enfants), qui habite dans le Parc de la Vervolière, espace particulièrement enclavé :

*Lorraine* – Et de la politique de sécurité, la police municipale, vous en pensez quelque chose?

*Gilles Marzin* – Le parc c'est une enclave, donc je pense que ça fonctionne bien en dehors du Parc mais bon j'ai pas d'idée... (pause).

*Lorraine* – Vous n'en bénéficiez pas ?

*Gilles Marzin* – Non on en bénéficie pas tant que ça. On s'est auto-protégé avant que ça devienne à la mode. Voilà. La fermeture du parc, la vidéo, c'est des choses qui existent maintenant, ça se banalise, avant c'était pas banal.

On l'a vu, cette prise en charge s'inscrit dans un mouvement plus large de privatisation des services publics de la part des classes supérieures, particulièrement celles appartenant au pôle privé (Singly et Thélot, 1989) et surtout dotée en capital économique. Cette privatisation touche également les stratégies scolaires dans les quartiers étudiés (Gombert, 2008) et s'illustre aussi dans le rapport qu'entretiennent les personnes interrogées aux transports en commun. Les ménages enquêtés utilisent donc leurs ressources économiques pour se substituer aux politiques publiques. Ce faisant, ils garantissent également le standing de leurs quartiers et travaillent au maintien de l'entre-soi à l'échelle micro-locale. La prise en compte de la sécurité n'est en effet pas l'unique raison de l'installation d'équipement de sécurité privée, d'autant plus à l'échelle collective, avec la mise en place de caméra ou de barrières dans un lotissement. A propos du Parc de la Vervolière, Gilles Marzin m'explique également qu'au moment de la mise en place des grilles au Parc, la question de la sécurité n'était pas centrale :

Note du journal de terrain : A la fin de l'entretien, alors que j'ai rentré mon dictaphone, il continue : « Progressivement on a un peu fermé le Parc. Mais c'est pas la fréquence

des cambriolages qui nous ont fait fermer le Parc. C'est plus... on est dans un Parc, on ferme le Parc. »

Comme décrit plus haut, la plupart des personnes interrogées ne se sentent pas en insécurité et n'ont pas de nuisances à déclarer. Ils considèrent vivre dans un « quartier sécurisé, sécurisant » (Catherine Bousquet) ou plus couramment dans un espace « privilégié » (cf. chapitre 3) où la délinquance se fait rare.

Dans ce contexte, alors que la mise en place d'alarme au domicile est directement liée au risque de cambriolage, celle d'équipements collectifs, et en premier lieu de barrières et de grilles ne paraît pas directement liée au problème de sécurité. La sécurité peut en effet être un moyen détourné de produire de la distinction ou une hiérarchisation des espaces (Elguezabal, 2015). Dans les espaces fermés étudiés, les habitants cherchent avant tout à créer un environnement calme et protégé des nuisances extérieures (personnes, voitures, etc.). Cette « agrégation affinitaire » (Cousin, 2014) participe à la création d'un entre soi et à la dynamique de fermeture résidentielle à l'échelle locale. De plus, la mise en place de ces dispositifs de sécurité privée est aussi un marqueur qui correspond à l'offre immobilière (Sabatier, 2005) et témoigne du standing d'un espace. La sécurité est donc aussi un prétexte qui permet de conforter l'entre-soi et s'insère plus largement dans des stratégies de valorisation patrimoniale.

## **Conclusion**

L'objet de ce chapitre a été de faire un état des lieux du rapport à la sécurité des classes supérieures. L'investissement réalisé dans les équipements en sécurité privée ne dénote pas forcément un sentiment d'insécurité, ni même parfois une préoccupation sécuritaire. Il peut correspondre, à côté de l'objectif de réduire le risque de cambriolage, à un effet d'entraînement à l'échelle locale, être lié à la volonté de ne pas dépendre des politiques publiques et permettre de préserver l'entre-soi à l'échelle locale. Il ne faut donc pas simplement s'intéresser à la forme physique des quartiers de classes supérieures ou à leur taux d'équipement pour comprendre leur rapport à la sécurité.

## Conclusion générale

Tout au long de cette thèse, nous avons mis en avant les mécanismes à travers lesquels l'espace contribue à la formation du groupe des classes supérieures du pôle privé. En effet, l'espace est à la fois un pourvoyeur de capital économique (chapitre 5), de capital social (chapitre 4), de capital symbolique à travers le statut résidentiel (chapitres 3 et 5) et de capital culturel, à la fois scolaire (chapitre 3) et dans la décoration (chapitre 5). Cette démonstration plaide pour la prise en compte de l'espace dans la formation des groupes sociaux du fait de la spatialisation des capitaux. Par ailleurs, la forme particulière de cette spatialisation, qui tient aux formes urbaines des quartiers homogènes de banlieue étudiés participe à la construction de la fraction du pôle privé des classes supérieures. Ce groupe principalement défini par sa proximité au secteur privé, sa forte dotation en capital économique et son attachement à des formes familiales traditionnelles, est marquée par un fort privatisme à l'échelle du quartier et du logement et est également investie dans un mouvement de privatisation, visible au sujet de la sécurité.

Les choix familiaux et résidentiels développés dans cette thèse sont le résultat de la conjugaison de stratégies (les individus comparent des communes, des écoles, des maisons selon des critères souvent objectivés) et de dispositions de classe incorporées (davantage visibles pour les goûts notamment l'attrait pour l'esthétique de l'ordre), auxquelles viennent s'ajouter des caractéristiques structurelles comme l'offre sur le marché immobilier, le cadre législatif en vigueur, etc. Certains aspects des styles de vie ont été rapidement esquissés (notamment au sujet de l'alimentation, des consommations, loisirs, vêtements, etc.), faute de matériaux pour les traiter. Le parti pris de la thèse a été de ne pas les éluder et de les mentionner pour contribuer à l'accumulation de connaissances collectives, dans un contexte de relative parcimonie des travaux sur les styles de vie des classes supérieures.

Cette thèse s'intéresse particulièrement à la contribution des femmes au positionnement social du ménage, malgré le fait que la plupart d'entre elles ne contribuent pas aux revenus du ménage. Hormis la contribution économique par l'héritage (Salomé Mercier), j'ai surtout analysé leur contribution à travers l'investissement dans le travail du style de vie, déterminant pour fonder l'appartenance aux classes supérieures. L'esquisse de ces frontières genrées laisse voir en filigrane des discours des femmes interrogées une masculinité du monde privé prudente et (ren)fermée. Cette prudence s'incarne dans la gestion économique et les préoccupations sécuritaires. Elle va souvent de pair avec une recherche de calme, qui s'accompagne du désengagement vis-à-vis des relations amicales et familiales ainsi que du travail émotionnel pris en charge par les femmes. Les discours des hommes interrogés corroborent cette vision d'une masculinité prudente et pragmatique mais les entretiens avec les hommes ont donné peu de prises pour l'enquêtrice sur leur travail domestique et leur investissement dans le monde privé. Pourtant, on peut supposer que ces hommes prennent en charge une partie du travail financier, et participent aux décisions déterminantes pour la maisonnée – s'ils ne les décident pas – comme c'est le cas des choix scolaires des enfants. Cette réserve a été analysée dans cette thèse comme la conjugaison d'un triple effet : d'une part comme la preuve de leur moindre engagement dans la prise en charge de ce travail du style de vie – qui a parfois été rendu explicite par les femmes (cf. chapitre 6) ; d'autre part comme un effet de cette prudence et de cette volonté de préservation de l'intimité qui les rendaient davantage méfiants vis-à-vis de l'enquête ; et enfin, par leur engagement plus fréquent dans des fonctions à l'échelle locale se rapprochant des logiques professionnelles qu'ils mobilisaient plus facilement en entretien.

En dehors du genre, l'importance des générations a été rendue saillante par l'enquête, puisqu'elles se trouvent au cœur des conflits relatifs à la fermeture résidentielle. Les quartiers fermés ne doivent pas être nécessairement considérés comme étant de nature différente que d'autres quartiers homogènes, comme nous l'avons montré grâce à la comparaison des deux communes étudiées. De plus, mon travail plaide ne pas avoir une vision trop simpliste des questions de sécurité. En effet, l'investissement dans les dispositifs de sécurité privé ne s'accompagne pas d'un sentiment d'insécurité dans les quartiers étudiés et cette demande en matière de sécurité peut être instrumentalisée au service du contrôle sur l'espace comme moyen d'asseoir son statut résidentiel et sa position sociale.

Les réflexions méthodologiques n'ont pas été séparées de l'analyse en raison de leur portée heuristique et, à côté de l'exposition des conditions de production de l'enquête dans le chapitre 2, d'autres retours réflexifs ont été développés tout au long de ce travail. Dans les hésitations, la gêne, les questions rhétoriques ou encore les piques qui m'étaient adressées, on peut lire à la fois l'ambiguïté du statut de la richesse et la nécessité de protéger le monde privé. Ces deux éléments sont liés, car on doit d'autant plus protéger la sphère familiale qu'elle est marquée par l'appartenance aux classes supérieures qui est plus facile à vivre entre semblables qu'à exprimer en entretien. Étant donné cette gêne relative à la richesse conjugée à la maîtrise du discours par les personnes enquêtées, il est nécessaire de confronter les discours aux pratiques. L'analyse des efforts de justification, qui témoignent des luttes intérieures des classes supérieures (Sherman, 2017) ne doit pas être déconnectée de l'analyse des pratiques qui mettent au jour les rapports de pouvoir et les efforts distinctifs. Certaines références euphémisent la richesse et sont en cela connotées positivement par les personnes enquêtées alors même qu'elles comportent une charge distinctive, comme c'est le cas du recours au crédit, qui est en réalité un support de l'enrichissement ou encore de la valorisation du village qui célèbre en creux les déterminants de l'entre-soi.

Mon travail a donc montré les mécanismes par lesquels le quartier et logement contribuent à forger chez les membres des classes supérieures du pôle privé une aisance, au double sens de richesse matérielle et de rapport assuré et légitime à l'espace. En effet, le quartier et le logement dans lesquels la famille s'installe fonctionnent à la fois comme un signal de leur appartenance de classe et comme une instance de socialisation pour les membres du ménage. L'espace participe à la construction de styles de vie marqués par un privatisme, qui s'illustrent dans la maxime entendue au cours de mon enquête : « Pour vivre heureux, vivons cachés ».

# Bibliographie

**AGRIKOLIANSKY** Éric, 2014, « La politisation ordinaire d'une population extra-ordinaire : les électeurs des « beaux quartiers » en campagne électorale (2006-2008) », *Politix*, 106(2), p. 135- 157.

**ALLEGRE** Guillaume, **BART** Victor, **CASTELL** Laura, **LIPPMANN** Quentin, **MARTIN** Henri, 2015, « Travail domestique: les couples mono-actifs en font-ils vraiment plus? », *Economie et statistique*, 478-479- 480, p. 189- 208.

**AMAR** Michel, 2010, « Les très hauts salaires du secteur privé », *INSEE Première*, 1288.

**AMOSSE** Thomas, **DE PERETTI** Gaël, 2011, « Hommes et femmes en ménage statistique : une valse à trois temps », *Travail, genre et sociétés*, n° 26(2), p. 23- 46.

**ANDREOTTI** Alberta, **LE GALES** Patrick, **FUENTES** Francisco Javier Moreno, 2013, « Controlling the Urban Fabric: The Complex Game of Distance and Proximity in European Upper-Middle-Class Residential Strategies: European upper-middle-class residential strategies », *International Journal of Urban and Regional Research*, 37(2), p. 576- 597.

**ANDREOTTI** Alberta, **LE GALES** Patrick, **MORENO FUENTES** Javier Francesco, 2016, *Un monde à la carte: villes et mobilités des cadres supérieurs européens*, traduit par **Mennesson** Isabelle, Paris, France, PUF, DL 2016.

**APUR**, 2015, « Les logements sociaux dans le Val-de-Marne ».

**ATKINSON** Rowland, 2006, « Padding the Bunker: Strategies of Middle-class Disaffiliation and Colonisation in the City », *Urban Studies*, 43(4), p. 819- 832.

**ATKINSON** Rowland, **BLANDY** Sarah (dir.), 2006, *Gated communities*, London, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, xvi+169 p.

**ATKINSON** Rowland, **FLINT** John, 2004, « Fortress UK? Gated communities, the spatial revolt of the elites and time-space trajectories of segregation », *Housing studies*, 19(6), p. 875–892.

**AUTHIER** Jean-Yves, 1993, *La vie des lieux: un quartier du vieux-Lyon au fil du temps*, Lyon, France, Presses universitaires de Lyon, 268 p.

**AUTHIER** Jean-Yves, 2012, *Espace et socialisation: regards sociologiques sur les dimensions spatiales de la vie sociale*, Saarbrücken, Allemagne, Editions universitaires européennes, 2012, 206 p.

**AUTHIER** Jean-Yves, **BACQUE** Marie-Hélène, **GUERIN-PACE** France, 2007a, « Introduction », in *Le quartier*, Paris, La Découverte, Recherches, p. 7- 11.

**AUTHIER** Jean-Yves, **BACQUE** Marie-Hélène, **GUERIN-PACE** France, 2007b, *Le quartier*, Paris, La Découverte, 304 p.

**AUTHIER** Jean-Yves, **BIDET** Jennifer, **COLLET** Anaïs, **GILBERT** Pierre, **STEINMETZ** Hélène, 2012, « État des lieux sur les trajectoires résidentielles », report.

**AVANZA** Martina, 2008, « Comment faire de l'ethnographie quand on n'aime pas « ses indigènes », in **Fassin** Didier, **Bensa** Alban (dir.), *Les politiques de l'enquête: épreuves ethnographiques*, Paris, La Découverte, Recherches, p. 41-48.

**AVRIL** Christelle, 2014, *Les aides à domicile : Un autre monde populaire*, Paris, La Dispute, 289 p.

**AVRIL** Christelle, **MARICHALAR** Pascal, 2016, « Quand la pénibilité du travail s'invite à la maison », *Travail et emploi*, 3, p. 5–26.

**BARRAULT-STELLA** Lorenzo, 2017, « De fausses adresses pour contourner la carte scolaire: Arrangements avec le droit et fidélité à l'État », *Sociétés contemporaines*, 108(4), p. 125.

**BARRAULT-STELLA** Lorenzo, **SPIRE** Alexis, 2017, « Introduction: Quand les classes supérieures s'arrangent avec le droit », *Sociétés contemporaines*, 108(4), p. 5.

**BASTIN** Gilles, 2012, « Le “cas Mathieu” ou l'entretien renversé », *Sur le journalisme*, 1(1).

**BAUDELLOT** Christian, **SERRE** Delphine, 2006, « Les paradoxes d'une satisfaction: Ou comment les femmes jugent leur salaire », *Travail, genre et sociétés*, N° 15(1), p. 121.

**BAUMAN** Zygmunt, 2000, *Liquid modernity*, Cambridge, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Polity Press, vi+228 p.

**BEAUMONT** Amélie, **CHALLIER** Raphaël, **LEJEUNE** Guillaume, 2018, « En bas à droite. Travail, visions du monde et prises de position politiques dans le quart en bas à droite de l'espace social », *Politix*, 122(2), p. 9-31.

**BELLANGER** Emmanuel, **MORO** Julia, 2017, *Nogent-sur-Marne: cité modèle : histoire d'une banlieue résidentielle aux XIXe-XXe siècles*, Paris, France, Carré : Éditions la Découverte, 223 p.

**BELLEAU** Hélène, **HENCHOZ** Caroline, 2008, *L'usage de l'argent dans le couple : pratiques et perceptions des comptes amoureux. Perspective internationale*, Paris, Editions L'Harmattan, 326 p.

**BERTRON** Caroline, 2016, *Les scolarités des fortunes internationales entre refuge et placement: socio-histoire des pensionnats privés suisses*, Thèse de doctorat, France, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

**BESSIERE** Céline, 2004, « Les « arrangements de famille » : equite et transmission d'une exploitation familiale viticole », *Sociétés contemporaines*, 56(4), p. 69-89.

**BESSIERE** Céline, 2017, *La richesse des familles*, Mémoire d'HDR, Paris, Université Paris-Dauphine, 288 p.

**BESSIERE** Céline, **GOLLAC** Sibylle, 2014, « Des exploitations agricoles au travers de l'épreuve du divorce: Rapports sociaux de classe et de sexe dans l'agriculture », *Sociétés contemporaines*, 96(4), p. 77-108.

**BESSIERE** Céline, **GOLLAC** Sibylle, 2017, « Un entre-soi de possédant·e·s: Le genre des arrangements patrimoniaux dans les études notariales et cabinets d'avocat·e·s », *Sociétés contemporaines*, 108(4), p. 69.

**BESSIERE** Céline, **GOLLAC** Sybille, 2007, « Le silence des pratiques. La question des rapports de genre dans les familles d'« indépendants » », *Sociétés & Représentations*, 24(2), p. 43-58.

**BIDOU-ZACHARIASEN** Catherine, 1984, *Les aventuriers du quotidien: essai sur les nouvelles classes moyennes*, France, 200 p.

**BILAND** Émilie, **MILLE** Muriel, 2017, « Ruptures de riches: Privilèges de classe et inégalités de genre au sein de la justice québécoise », *Sociétés contemporaines*, 108(4), p. 97-124.

**BILLARD** Gérald, **MADORE** François, 2010, « Une géographie de la fermeture résidentielle en France. Quelle(s) méthode(s) de recensement pour quelle représentation du phénomène ? », *Annales de géographie*, 675(5), p. 492-514.

**BLAKELY** Edward James, **SNYDER** Mary Gail, 1997, *Fortress America: gated communities in the United States*, Washington (D.C.), Etats-Unis d'Amérique, Brookings Institution Press, xi+209 p.

**BLANCHARD** Marianne, 2015, *Les écoles supérieures de commerce: sociohistoire d'une entreprise éducative en France*, Paris, France, Classiques Garnier, 411 p.

**BLANDY** Sarah, 2009, « La peur de la délinquance et du désordre et l'extension des quartiers résidentiels sécurisés en Angleterre », *Déviance et Société*, 33(4), p. 557-572.

**BLOKLAND** Talja, 2009, « Celebrating Local Histories and Defining Neighbourhood Communities: Place-making in a Gentrified Neighbourhood », *Urban Studies*, 46(8), p. 1593-1610.

**BOLTANSKI** Luc, 1982, *Les cadres: la formation d'un groupe social*, Paris, France, les Éditions de Minuit, 523 p.

**BOLTANSKI** Luc, **ESQUERRE** Arnaud, 2017, *Enrichissement: une critique de la marchandise*, Paris, France, Gallimard, 663 p.

**BONVALET** Catherine, 2005, « Logement et vie familiale », *Informations sociales*, 3, p. 56–65.



**BONVALET** Catherine, **GOTMAN** Anne, 1992, *Le Logement, une affaire de famille: L'approche intergénérationnelle des statuts résidentiels*, Paris, Editions L'Harmattan, 168 p.

**BONVALET** Catherine, **LELIEVRE** Éva, 2005, « Les lieux de la famille », *Espaces et sociétés*, 120-121(2), p. 99.

**BOUDREAU** Julie-Anne, **DIDIER** Sophie, **HANCOCK** Claire, 2004, « Homogénéisation résidentielle et indépendance politique : de la sécession urbaine et autres incorporations à Los Angeles », *Espace géographique*, 33(2), p. 131-148.

**BOUFFARTIGUE** Paul, **GADEA** Charles, 2000, *Sociologie des cadres*, Paris, La Découverte, 128 p.

**BOULET** Elsa, 2018, « Avant que l'enfant paraisse: La grossesse en milieu populaire, entre reconduction et renforcement des rapports de domination », *Genèses*, 111(2), p. 30.

**BOURDIEU** Pierre, 1972, *Esquisse d'une théorie de la pratique ; Précédé de Trois études d'ethnologie kabyle*, Genève, Suisse, France, 12 p.

**BOURDIEU** Pierre, 1979, *La Distinction : Critique sociale du jugement*, Paris, Les Éditions de Minuit, 672 p.

**BOURDIEU** Pierre, 1980, « Le capital social », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 31, p. 2-3.

**BOURDIEU** Pierre, 1984, « Espace social et genèse des "classes" », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 52(1), p. 3-14.

**BOURDIEU** Pierre, 1989, *La noblesse d'État: grandes écoles et esprit de corps*, Paris, France, Les Éditions de Minuit, 568 p.

**BOURDIEU** Pierre (dir.), 1993, *La misère du monde*, Libre examen, Editions du Seuil, Libre examen, 948 p.

**BOURDIEU** Pierre, 2000, *Les structures sociales de l'économie*, Paris, France, Seuil, 289 p.

**BOURDIEU** Pierre, **WACQUANT** Loïc, 1992, *An Invitation to Reflexive Sociology*, Chicago, University of Chicago Press.

**BOZON** Michel, 1984, *Vie quotidienne et rapports sociaux dans une petite ville de province: la mise en scène des différences*, Lyon, France, Presses universitaires de Lyon, 300; 5 p.

**BOZON** Michel, 2009, « Comment le travail empiète et la famille déborde : différences sociales dans l'arrangement des sexes », in *Entre famille et travail: des arrangements de couple aux pratiques des employeurs*, Paris, La Découverte.

**BOZOULS** Lorraine, 2013, *Contrôler les prostituées: la gestion policière d'une prostitution diversifiée dans les abords de la Porte Saint-Denis (Paris 2ème)*, Paris, France, 105 p.

**BRELOT** Claude-Isabelle, 1992, *La noblesse réinventée, nobles de Franche-Comté de 1814 à 1870 : Tome 2, De la tradition à l'innovation*, Besançon : Paris, PU de Franche-Comté - PUFC.

**BROUSSE** Cécile, 2015, « Travail professionnel, tâches domestiques, temps «libre»: quelques déterminants sociaux de la vie quotidienne », *Économie et statistique*, 478(1), p. 119–154.

**BRUN** Jacques, **FAGNANI** Jeanne, 1991, « Paris ou la banlieue, le choix d'un mode de vie ? Avantages et inconvénients des deux localisations », *Les Annales de la recherche urbaine*, 50(1), p. 93-100.

**BRUN** Solène, 2019, *Trouble dans la race : construction et négociations de frontières raciales dans deux types de familles mixtes en France*, Ph.D. thesis, Sciences Po Paris.

**BRUN** Solène, **GALONNIER** Juliette, 2016, « Devenir(s) minoritaire(s). La conversion des Blanc-he-s à l'islam en France et aux États-Unis comme expérience de la minoration », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, 30, p. 29-54.

**BUDIG** Michelle J., **ENGLAND** Paula, 2001, « The Wage Penalty for Motherhood », *American Sociological Review*, 66(2), p. 204.

**BUGEJA-BLOCH** Fanny, 2013, *Logement, la spirale des inégalités*, Paris, Presses Universitaires de France, Le lien social, 320 p.

**CALDEIRA** Teresa Pires do Rio, 2000, *City of walls: crime, segregation, and citizenship in São Paulo*, Berkeley, Etats-Unis d'Amérique, xvii+487 p.

**CAPRON** Guénola, 2004, *Les ensembles résidentiels fermés: Caracas, Los Angeles, Buenos Aires*, Paris, France, Belin-Reclus.

**CARTIER** Marie, **COUTANT** Isabelle, **MASCLET** Olivier, **SIBLOT** Yasmine, 2008, *La France des « petits moyens » : Enquêtes sur la banlieue pavillonnaire*, Paris, La Découverte, 324 p.

**CARTIER** Marie, **LETRAIT** Muriel, **SORIN** Matéo, 2018, « Travail domestique : des classes populaires conservatrices ? », *Travail, genre et sociétés*, n° 39(1), p. 63.

**CAYOINETTE-REMBLIERE** Joanie, 2015, « De l'hétérogénéité des classes populaires (et de ce que l'on peut en faire) », *Sociologie*, 6(4), p. 377-400.

**CHALVON-DEMERSAY** Sabine, 1984, *Le triangle du XIVe. Des nouveaux habitants dans un vieux quartier de Paris.*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l'homme, Ethnologie de la France, 177 p.

**CHAMBOREDON** Hélène, **PAVIS** Fabienne, **SURDEZ** Muriel, **WILLEMEZ** Laurent, 1994, « S'imposer aux imposants. A propos de quelques obstacles rencontrés par des sociologues débutants dans la pratique et l'usage de l'entretien », *Genèses*, 16(1), p. 114-132.

**CHAMBOREDON** Jean-Claude, **LEMAIRE** Madeleine, 1970, « Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement », *Revue française de sociologie*, 11(1), p. 3–33.

**CHAMPAGNE** Clara, **PAILHE** Ariane, **SOLAZ** Anne, 2015, « Le temps domestique et parental des hommes et des femmes: quels facteurs d'évolutions en 25 ans? », *Économie et statistique*, 478(1), p. 209–242.

**CHARMES** Éric, 2011, *La ville émiettée: essai sur la clubbisation de la vie urbaine*, Paris, France, Presses universitaires de France, vi; 288 p.

**CICOUREL** Aaron Victor, 2002, *Le raisonnement médical: une approche socio-cognitive*, **Bourdieu** Pierre, **Winkin** Yves (dir.), Paris, France, Seuil, 234 p.

**CLAIR** Isabelle, 2011, « La découverte de l'ennui conjugal: Les manifestations contrariées de l'idéal conjugal et de l'ethos égalitaire dans la vie quotidienne de jeunes de milieux populaires », *Sociétés contemporaines*, 83(3), p. 59-81.

**CLAIR** Isabelle, 2016, « La sexualité dans la relation d'enquête. Décryptage d'un tabou méthodologique », *Revue française de sociologie*, 57(1), p. 45-70.

**CLECH** Pauline, 2015, *Engagement et mobilité sociale par la culture: étude de trois configurations politiques et artistiques en banlieue rouge (1960-2014)*, Thèse de doctorat, Paris, France, Institut d'études politiques.

**COLEMAN** James Samuel, 1990, *Foundations of social theory*, Cambridge (Mass.), Etats-Unis d'Amérique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, xvi+993 p.

**COLES** Anne, **FECHTER** Anne-Meike, 2008, *Gender and Family Among Transnational Professionals*, Routledge, 256 p.

**COLLET** Anaïs, 2012, « Montreuil, "le 21ème arrondissement de Paris"? La gentrification ou la fabrication d'un quartier ancien de centre-ville », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 195(5), p. 12-37.

**COLLET** Anaïs, 2015, *Rester bourgeois*, Paris, La Découverte, 288 p.

**COQUARD** Benoît, 2016, « « Nos volets transparents »: Les potes, le couple et les sociabilités populaires au foyer », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 215(5), p. 90-101.

**COSQUER** Claire, 2018, *Expat' à Abu Dhabi: blanchité et construction du groupe national chez les migrant.e.s français.es*, Thèse de doctorat, Paris, France, Institut d'études politiques.

**COULANGEON** Philippe, 2011, *Les métamorphoses de la distinction. Inégalités culturelles dans la France d'aujourd'hui*, Paris, Grasset, Mondes vécus, 166 p.

**COURGEAU** Daniel, **MERON** Monique, 1995, « Mobilité résidentielle, activité et vie familiale des couples », *Economie et Statistique*, 290, p. 17-31.

**COURT** Martine, **BERTRAND** Julien, **BOIS** Géraldine, **HENRI-PANABIERE** Gaële, **VANHEE** Olivier, 2016, « Qui débarrasse la table ? : Enquête sur la socialisation domestique primaire », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 215(5), p. 72-89.

**COUSIN** Bruno, 2008, *Cadres d'entreprise et quartiers de refondation à Paris et à Milan : contribution à l'analyse différenciée du rapport des classes supérieures à la mixité socio-spatiale et aux dynamiques d'auto-ségrégation*, Ph.D. thesis, Sciences Po Paris - Università degli studi di Milano Bicocca.

**COUSIN** Bruno, 2014, « Entre-soi mais chacun chez soi: L'agrégation affinitaire des cadres parisiens dans les espaces refondés », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 204(4), p. 88-101.

**COUSIN** Bruno, **CHAUVIN** Sébastien, 2010, « La dimension symbolique du capital social : les grandes cercles et Rotary clubs de Milan », *Sociétés contemporaines*, 77(1), p. 111.

**COUTRAS** Jacqueline, 1987, *Des villes traditionnelles aux nouvelles banlieues : l'espace public au féminin*, CDU SEDES.

**CSEFALVAY** Zoltán, 2009, « Le développement des quartiers sécurisés et la peur de la délinquance : le cas de Budapest », *Déviance et Société*, 33(4), p. 573-591.

**CSEFALVAY** Zoltán, **WEBSTER** Chris, 2012, « Gates or No Gates? A Cross-European Enquiry into the Driving Forces behind Gated Communities », *Regional Studies*, 46(3), p. 293-308.

**DARMON** Muriel, 2005, « Le psychiatre, la sociologue et la boulangère : analyse d'un refus de terrain », *Genèses*, 58(1), p. 98.

**DARMON** Muriel, 2008a, « La notion de carrière : un instrument interactionniste d'objectivation », *Politix*, 82(2), p. 149.

**DARMON** Muriel, 2008b, *Devenir anorexique*, La Découverte.

**DARMON** Muriel, 2010, *La socialisation : Domaines et approches*, 2e édition, Armand Colin, 128 p.

**DAVIDOFF** Leonore, **HALL** Catherine, 2014, *Family Fortunes : Hommes et femmes de la bourgeoisie anglaise*, Paris, La Dispute, 440 p.

**DE LEONARDIS** C., 1997, « Declino della sfera pubblica e privatismo », 38(2), p. 169-194.

**DE LEONARDIS** Ota, **VITALE** Tommaso, 2002, « Les coopératives sociales et la construction du tiers secteur en Italie », *Mouvements*, 19(1), p. 75-80.

**DE MAILLARD** Jacques, 2010, « Chapitre 2 / Les politiques de sécurité », in *Politiques publiques 2*, Paris, Presses de Sciences Po, Académique, p. 57-77.

**DELESPIERRE** Adrien, 2016, *L'internationalisation des grandes écoles d'ingénieurs françaises: une recomposition de la noblesse d'Etat*, Thèse de doctorat, France, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

**DELPHY** Christine, 1983, « Agriculture et travail domestique: la réponse de la bergère à Engels », *Nouvelles questions féministes*, p. 2–17.

**DEMAZIERE** Didier, 2008, « L'entretien biographique comme interaction négociations, contre-interprétations, ajustements de sens », *Langage et société*, 123(1), p. 15.

**DENORD** François, **LAGNEAU-YMONET** Paul, **THINE** Sylvain, 2011, « Le champ du pouvoir en France », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 190(5), p. 24.

**DESAGE** Fabien, 2016, « « Un peuplement de qualité »: Mise en œuvre de la loi SRU dans le périurbain résidentiel aisé et discrimination discrète », *Gouvernement et action publique*, 3(3), p. 83-112.

**DESAGE** Fabien, **MOREL JOURNAL** Christelle, **SALA PALA** Valérie (dir.), 2014, *Le peuplement comme politiques*, Rennes, France, Presses universitaires de Rennes, 385 p.

**DI MEO** Guy, 2007, « Processus de patrimonialisation et construction des territoires », p. 1-19.

**DIEU** Anne-Marie, **DELHAYE** Christine, **CORNET** Annie, 2010, « Les femmes au foyer. Des activités méconnues et peu valorisées en employabilité », *Travail et emploi*, 122, p. 27–38.

**DORIER** Elisabeth, **DARIO** Julien, 2018, « Les espaces résidentiels fermés à Marseille, la fragmentation urbaine devient-elle une norme ? », *Espace géographique*, 47(4), p. 323-345.

**DRIHL HAUTS-DE-SEINE**, 2016, « Les chiffres du logement et de l'hébergement dans les Hauts-de-Seine en 2015 », *Repères Territoires*, 11, Nanterre, DRIHL Hauts-de-Seine.

**DROUARD** Maïa, 2012, « Préserver le patrimoine et conserver l'ordre social », *Savoir/Agir*, 20(2), p. 117-121.

**DRUEZ** Elodie, 2016, « Réussite, racisme et discrimination scolaires. L'expérience des diplômé·e·s d'origine subsaharienne en France », *Terrains & travaux*, 29(2), p. 21-41.

**DUBY** Georges, **ARIES** Philippe, **PERROT** Michelle (dir.), 1987, *Histoire de la vie privée. Tome 4, De la Révolution à la Grande guerre*, Paris, France, Seuil, 636; 16 p.

**DUDOUET** François-Xavier, **GREMONT** Eric, **JOLY** Hervé, **VION** Antoine, 2014, « Retour sur le champ du pouvoir économique en France: L'espace social des dirigeants du CAC 40 », *Revue Française de Socio-économie*, 13(1), p. 23-48.

**DURU-BELLAT** Marie, 2016, « À l'école du genre », *Enfances & Psy*, 69(1), p. 90-100.

**ELDIN** Lucas, 2016, *De la province à la banlieue: les « villages » de Saint-Maur ou le refus d'une ville moderne (1959-1983)*, Lieu de publication inconnu, France, 128 p.

**ELGUEZABAL** Eleonora, 2015, *Frontières urbaines. Les mondes sociaux des copropriétés fermées*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, Géographie sociale, 248 p.

**ELIAS** Norbert, 2008, *La société de cour*, Paris, Editions Flammarion, 330 p.

**ELIAS** Norbert, **SCOTSON** John L., 1997, *Logiques de l'exclusion: enquête sociologique au coeur des problèmes d'une communauté*, Paris, France, Fayard, 278 p.

**FACK** Gabrielle, **GRENET** Julien, 2009, « Sectorisation des collèges et prix des logements à Paris », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 180(5), p. 44.

**FASSIN** Didier, 2006, « Nommer, interpréter. Le sens commun de la question raciale », in **Fassin** Didier, **Fassin** Eric (dir.), *De la question sociale à la question raciale? Représenter la société française*, Paris, La Découverte, Cahiers libres, p. 280.

**FASSIN** Didier, 2011, *La force de l'ordre: une anthropologie de la police des quartiers*, Paris, France, Éditions du Seuil, 392 p.

**FAVIER** Elsa, s. d., *Enarques mais femmes: carrières, travail et vie privée des hauts fonctionnaires issus de l'Ecole Nationale d'Administration.*, Ph.D. thesis.

**FERRANTE** Aline, **GUILLAS** David, **SOLOTAREFF** Rosalinda, 2016, « Entre 2010 et 2015, les inégalités de patrimoine se réduisent légèrement », *INSEE Première*, 1621.

**FIORI-ASTIER** Liliane, 2006, *Les femmes au foyer: objectivation et subjectivation d'une invisibilité sociale*, Thèse de doctorat, (PIEMES) (Metz-Nancy, France, Ecole doctorale Perspectives Interculturelles : Ecrits, Médias, Espaces, Sociétés, 345 p.

**FLEMMEN** Magne, 2012, « The Structure of the Upper Class: A Social Space Approach », *Sociology*, 46(6), p. 1039-1058.

**FLEMMEN** Magne Paalgard, **TOFT** Maren, **ANDERSEN** Patrick Lie, **HANSEN** Marianne Nordli, **LJUNGGREN** Jørn, 2017, « Forms of Capital and Modes of Closure in Upper Class Reproduction », *Sociology*, 51(6), p. 1277-1298.

**FONDATION ABBE PIERRE**, 2018, « Loi SRU : des centaines de cancrs malgré une bonne loi - Palmarès 2014-2016 ».

**FOURQUET** Jérôme, 2018, « 1985-2017 : Quand les classes favorisées ont fait sécession », Fondation Jean Jaurès.

**FRANTZ** Klaus, 2000, « Gated Communities in the USA - A New Trend in Urban Development », *Espace Populations Sociétés*, 18(1), p. 101-113.

**FREEMAN** Jonathan B., **PENNER** Andrew M., **SAPERSTEIN** Aliya, **SCHEUTZ** Matthias, **AMBADY** Nalini, 2011, « Looking the Part: Social Status Cues Shape Race Perception » **Gilbert** Sam (dir.), *PLoS ONE*, 6(9).

**GALONNIER** Juliette, 2017, *Choosing faith and facing race: converting to Islam in France and the United States*, Thèse de doctorat, Paris, France, Institut d'études politiques.

**GARLAND** David, 2001, *The culture of control: crime and social order in contemporary society*, Chicago, Etats-Unis d'Amérique, University of Chicago Press, xiii+307 p.

**GEAY** Kevin, 2019, *Enquête sur les bourgeois: aux marges des beaux quartiers*, Paris, France, Fayard, 258 p.

**GELLEREAU** Claire, 2017, *Life is easy here": Migrer, travailler, se loger, s'éduquer, pratiques et privilèges des Nord-Américains, Britanniques et Français à Séoul*, Thèse de doctorat, Villeneuve-d'Ascq ; 1970-2017, France, Université Lille 1 - Sciences et technologies.

**GILBERT** Pierre, 2014, *Les classes populaires à l'épreuve de la rénovation urbaine. Transformations spatiales et changement social dans une cité HLM*, Ph.D. thesis, Université Lumière-Lyon II.

**GILBERT** Pierre, 2016a, « Classes, genre et styles de vie dans l'espace domestique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 215(5), p. 4-15.

**GILBERT** Pierre, 2016b, « Troubles à l'ordre privé: Les classes populaires face à la cuisine ouverte », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 215(5), p. 102-121.

**GIRAUD** Colin, 2014, *Quartiers gays*, Paris, France, Presses universitaires de France, xi+332 p.

**GLASZE** G., **WEBSTER** C. J., **FRANTZ** K., 2006, *Private cities: global and local perspectives*, Routledge.

**GLUCKSMANN** Miriam, 2013, « Working to consume: consumers as the missing link in the division of labour »,.

**GOBLOT** Edmond, 2010, *La barrière et le niveau. Etude sociologique sur la bourgeoisie française moderne*, 1925<sup>e</sup> édition, Paris, France, Presses Universitaires de France, Le lien social.

**GODECHOT** Olivier, 2007, *Working rich: salaires, bonus et appropriation du profit dans l'industrie financière*, Paris, France, Editions La Découverte, 306 p.

**GODECHOT** Olivier, 2013, « Financiarisation et fractures socio-spatiales », *L'Année sociologique*, 63(1), p. 17-50.

**GOFFMAN** Erving, 1975, *Stigmate*, Paris, Les Editions de Minuit, 176 p.

**GOLLAC** Sibylle, 2003, « 9. Maisonnée et cause commune : une prise en charge familiale », in *Charges de famille*, Paris, La Découverte, TAP / Enquêtes de terrain, p. 274-311.

**GOMBERT** Philippe, 2008, *L'école et ses stratèges : Les pratiques éducatives des nouvelles classes supérieures*, Rennes, PU Rennes, 250 p.

**GOMBERT** Philippe, **VAN ZANTEN** Agnès, 2004, « Le modèle éducatif du pôle “privé” des classes moyennes : ancrages et traductions dans la banlieue parisienne », *Education et sociétés*, 14(2), p. 67-83.

**GOTMAN** Anne, 1999, « Géographies familiales, migrations et générations », in **Gotman** Anne, **Grafmeyer** Yves, **Bonvalet** Catherine (dir.), *La famille et ses proches: l'aménagement des territoires*, Paris, France, Presses Universitaires de France: Institut National d'Etudes Démographiques.

**GRANOVETTER** Mark S., 1973, « The Strength of Weak Ties », *American Journal of Sociology*, 78(6), p. 1360-1380.

**GRIGNON** Claude, **GRIGNON** Christiane, 1980, « Styles d'alimentation et goûts populaires », *Revue Française de Sociologie*, 21(4), p. 531.

**HALBWACHS** Maurice, 1913, *La classe ouvrière et les niveaux de vie: recherches sur la hiérarchie des besoins dans les sociétés industrielles contemporaines*, Paris, France, Félix Alcan, xvii+495 p.

**HALL** Catherine, 1987, « Sweet home », in **Perrot** Michelle (dir.), *Histoire de la vie privée. Tome 4, De la Révolution à la Grande guerre*, Paris, France, Seuil.

**HASSENTEUFEL** Patrick, 2011, *Sociologie politique : l'action publique*, Paris, Armand Colin, U, 320 p.

**HENRI-PANABIERE** Gaëlle, 2010, *Des héritiers en échec scolaire*, Paris, La Dispute, 190 p.

**HERAN** François, 1990, *Le bourgeois de Séville: terre et parenté en Andalousie*, Paris, France, Presses universitaires de France, 222 p.

**HERLIN-GIRET** Camille, 2016, *Les mondes de la richesse. Travailler et faire travailler le capital.*, Ph.D. thesis, Université Paris-Dauphine.

**HERLIN-GIRET** Camille, 2018, « En quête de richesse: Comment faire parler d'argent ? », *Genèses*, 111(2), p. 137-155.

**HERVIEU-LEGER** Danièle, 2010, « Le partage du croire religieux dans des sociétés d'individus », *L'Année sociologique*, 60(1), p. 41-62.

**HOCHSCHILD** Arlie, 2017, *Le prix des sentiments. Au coeur du travail émotionnel*, Paris, La Découverte, Laboratoire des sciences sociales, 250 p.

**HOCHSCHILD** Arlie, **MACHUNG** Anne, 2012, *The Second Shift: Working Families and the Revolution at Home*, Revised, New York, N.Y, Penguin Books, 352 p.

**HOGGART** Richard, **PASSERON** Jean-Claude Traduction, 1970, *La culture du pauvre: étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, traduit par **Garcias** Jean-Claude, **Garcias** Françoise, Paris, France, Les Éditions de Minuit, 420 p.



**HUGREE** Cédric, 2016, « Les sciences sociales face à la mobilité sociale. Les enjeux d'une démesure statistique des déplacements sociaux entre générations », *Politix*, 114(2), p. 47-72.

**HUGREE** Cédric, **PENISSAT** Etienne, **SPIRE** Alexis, 2017, *Les classes sociales en Europe : Tableau des nouvelles inégalités sur le vieux continent*, Marseille, Agone, 263 p.

**INSEE**, 2017, « Les conditions de logement en France », *Insee Références*, Insee.

**JOBARD** Fabien, 2006, « 11. Police, justice et discriminations raciales », in *De la question sociale à la question raciale?*, La Découverte, p. 211–229.

**JOBARD** Fabien, **LEVY** René, **LAMBERTH** John, **NEVANEN** Sophie, 2012, « Mesurer les discriminations selon l'apparence : une analyse des contrôles d'identité à Paris », *Population*, 67(3), p. 423.

**KEISTER** Lisa A., 2014, « The One Percent », *Annual Review of Sociology*, 40(1), p. 347-367.

**KENDALL** Diana, 2002, *The Power of Good Deeds: Privileged Women and the Social Reproduction of the Upper Class*, Lanham, Rowman & Littlefield Publishers, Inc., 204 p.

**KERGOAT** Danièle, 1982, *Les ouvrières*, Paris, Editions du Sycomore.

**KERGOAT** Danièle, 2005, « Rapports sociaux et division du travail entre les sexes », in *Femmes, genre et sociétés, l'état des savoirs*, Paris, Découverte, Collection L'état des savoirs, p. 94-101.

**KWOK** Patrick, 2010, « Cinq millions de ménages multi-propriétaires », *Le point sur*, 49, Commissariat général du développement durable.

**LAFERTE** Gilles, 2018, *L'embourgeoisement: une enquête chez les céréaliers*, Paris, France, Raisons d'agir, 363 p.

**LAMBERT** Anne, 2012, « Des « pionniers » prisonniers : immobilité résidentielle et déclassement social des pavillonnaires en ville nouvelle », *Espaces et sociétés*, 148-149(1), p. 53.

**LAMBERT** Anne, 2015, *Tous propriétaires! Politiques urbaines et parcours d'accédants dans les lotissements périurbains (1970-2010)*, Ph.D. thesis.

**LAMBERT** Anne, 2016, « Échapper à l'enfermement domestique: Travail des femmes et luttes de classement en lotissement pavillonnaire », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 215(5), p. 56-71.

**LAMBERT** Anne, **DIETRICH-RAGON** Pascale, **BONVALET** Catherine (dir.), 2018, *Le monde privé des femmes: genre et habitat dans la société française*, Paris, France, Ined éditions, 308 p.

**LAMONT** Michele, 1995, *La Morale et l'argent : Les Valeurs des cadres en France et aux États-Unis*, Paris, Métailié, 320 p.

**LANDOUR** Julie, 2015, « Quand les mères deviennent entrepreneurs : Image et expériences des « Mompreneurs » », *Sociétés contemporaines*, 98(2), p. 137-168.

**LASCOUMES** Pierre, **NAGELS** Carla, 2014, *Sociologie des élites délinquantes: de la criminalité en col blanc à la corruption politique*, Paris, France, Armand Colin, DL 2014, 303 p.

**LAURENS** Sylvain, 2007, « « “Pourquoi” et “comment” poser les questions qui fâchent ? »: Réflexions sur les dilemmes récurrents que posent les entretiens avec des « imposants » », *Genèses*, 69, p. 112-127.

**LAURENS** Sylvain, 2015, *Les courtiers du capitalisme: milieux d'affaires et bureaucrates à Bruxelles*, Marseille, France, Agone, 464 p.

**LE GALES** Patrick, 2003, *Le retour des villes européennes: sociétés urbaines, mondialisation, gouvernement et gouvernance*, Paris, France, Presses de Sciences Po, impr. 2003, 454 p.

**LE GALES** Patrick, 2019, « 1. Pourquoi si peu de comparaison en sociologie urbaine ? », in *D'une ville à l'autre*, Paris, La Découverte, Recherches, p. 21-41.

**LE GOIX** Renaud, 2002, « Les gated communities à Los Angeles, place et enjeux d'un produit immobilier pas tout à fait comme les autres », *Espace géographique*, 31(4), p. 328-344.

**LE GOIX** Renaud, 2003, *Les « “Gated Communities” » aux Etats-Unis. Morceaux de villes ou territoires à part entière?*, Thèse de doctorat en géographie, Paris, France, Université Panthéon Sorbonne - Paris 1, 493 p.

**LE MAO** Caroline, **MARACHE** Corinne (dir.), 2010, *Les élites et la terre. Du XVI<sup>e</sup> siècle aux années 1930*, Paris, Armand Colin, 348 p.

**LE WITA** Béatrix, 1988, *Ni vue ni connue : Approche ethnographique de la culture bourgeoise*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 200 p.

**LENOIR** Rémi, 2016, « Capital social et habitus mondain. Formes et états du capital social dans l'œuvre de Pierre Bourdieu », *Sociologie*, 7(3), p. 281-300.

**LESNARD** Laurent, 2009, *La famille désarticulée*, Presses Universitaires de France.

**LIGNIER** Wilfried, 2012, *La petite noblesse de l'intelligence: une sociologie des enfants surdoués*, Paris, France, la Découverte, impr. 2012, 356 p.

**LIGNIER** Wilfried, 2013, « Comment rester dominant?: Les classes supérieures face aux incertitudes de leur reproduction », *Savoir/Agir*, 26(4), p. 51.

**LION** Gaspard, 2018, *Habiter en camping. Trajectoires de membres des classes populaires dans le logement non-ordinaire.*, Ph.D. thesis, Paris, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales.

**LOUDIER-MALGOUYRES** Céline, 2013, *Le retrait résidentiel: à l'heure de la métropolisation*, Paris, France, Presses universitaires de France, impr. 2013, 96 p.

- LOW** Setha, 2004, *Behind the Gates*, New York, NY, Routledge, 288 p.
- LOW** Setha, 2009, « Maintaining whiteness: the fear of others and niceness », *Transforming Anthropology*, 17(2), p. 79-92.
- LOW** Setha M., 1997, « Urban Fear: Building the Fortress City », *City & Society*, 9(1), p. 53-71.
- LUNDSTRÖM** C., 2014, *White Migrations: Gender, Whiteness and Privilege in Transnational Migration*, 2014<sup>e</sup> édition, Palgrave Macmillan, 213 p.
- MAINSANT** Gwénaëlle, 2008, « 5: Prendre le rire au sérieux. », in *Les politiques de l'enquête*, La Découverte, p. 99–120.
- MAISON** Dominique, 2006, *Grandeurs et servitudes domestiques. Expériences sociales des femmes au foyer*, Thèse de doctorat en sociologie, Bordeaux 2.
- MANGIN** David, 2004, *Infrastructures et formes de la ville contemporaine: la ville franchisée*, Paris, France, Éditions de la Villette, 398 p.
- MANNING** Peter K, **VAN MAANEN** John, 1978, *Policing: a view from the street*, Santa Monica, Calif., Goodyear Pub. Co.
- MARUANI** Margaret, 1996, « L'emploi féminin à l'ombre du chômage », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 115(1), p. 48-57.
- MARUANI** Margaret, 2017, *Travail et emploi des femmes*, Paris, La Découverte, Repères, 128 p.
- MCGARRY** Aidan, 2017, *Romaphobia: the last acceptable form of racism*, London, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Zed Books.
- MENICHELLI** F., 2012, « What's crime got to do with it? CCTV, urban security and governing elites »,.
- MEURS** Dominique, **PAILHE** Ariane, **PONTHEUX** Sophie, 2011, « Enfants, interruptions d'activité des femmes et écart de salaires entre les sexes », in *Les discriminations entre les femmes et les hommes*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, p. 139-162.
- MILLS** Charles Wright, 2012, *L'élite au pouvoir*, traduit par **Chassigneux** André, Marseille, France, Agone, xxvii+580 p.
- MOHAMMED** Marwan, 2011, *La formation des bandes*, Presses Universitaires de France, Le lien social, 468 p.
- MONJARDET** Dominique, 1996, *Ce que fait la police: sociologie de la force publique*, Paris, France, Éd. la Découverte, 316 p.

**NAUDET Jules, OBERTI Marco**, 2012, *Entrer dans l'élite: parcours de réussite en France, aux États-Unis et en Inde*, Paris, France, Presses universitaires de France, xii+315 p.

**OBERTI Marco**, 2007, *L'école dans la ville : Ségrégation - mixité - carte scolaire*, Sciences Po.

**OCQUETEAU Frédéric**, 2005, *La collaboration policière : confiance et défiance dans le partage de l'information policière*, Autrement.

**OFFERLE Michel** (dir.), 2017, *Patrons en France*, Paris, France, la Découverte, 658 p.

**OSTRANDER Susan A.**, 1984, *Women of the upper class*, Philadelphia, Temple University Press, Women in the political economy, 183 p.

**PAILHE Ariane, SOLAZ Anne**, 2010, « Concilier, organiser, renoncer : quel genre d'arrangements ? », *Travail, genre et sociétés*, n° 24(2), p. 29.

**PAOLETTI Marion**, 2008, « Les grillons du foyer municipal, les femmes au foyer en politique », *Travail, genre et sociétés*, N° 19(1), p. 111.

**PAPUCHON Adrien**, 2017, « Rôles sociaux des femmes et des hommes. L'idée persistante d'une vocation maternelle des femmes malgré le déclin de l'adhésion aux stéréotypes de genre », *Insee Références*, p. 81-96.

**PARIENTY Arnaud**, 2015, *School business. Comment l'argent dynamite le système éducatif*, Paris, France, La Découverte, Cahiers libres, 250 p.

**PASSERON Jean-Claude, BOURDIEU Pierre**, 1964, *Les héritiers : Les étudiants et la culture*, Paris, Les Éditions de Minuit, 192 p.

**PAUGAM Serge, COUSIN Bruno, GIORGETTI Camila, NAUDET Jules**, 2017, *Ce que les riches pensent des pauvres*, Paris, Le Seuil, 352 p.

**PECH Thierry**, 2011, *Le Temps des riches. Anatomie d'une sécession*, Seuil.

**PERRIN-HEREDIA Ana**, 2011, « Faire les comptes : normes comptables, normes sociales », *Genèses*, 84(3), p. 69-92.

**PERRIN-HEREDIA Ana**, 2013, « Le "choix" en économie. Le cas des consommateurs pauvres. », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 4(199), p. 46-67.

**PERRIN-HEREDIA Ana**, 2018, « La gestion du budget: un pouvoir paradoxal pour des femmes de classes populaires », in *Le monde privée des femmes. Genre et habitat dans la société française.*, Ined, Questions de populations, p. 288.

**PERROT Martyne, LA SOUDIERE (DE) Martin**, 1998, « La résidence secondaire : un nouveau mode d'habiter la campagne ? », *Ruralia [En ligne]*.

**PIKETTY Thomas**, 2013, *Le capital au XXIe siècle*, Paris, France, Éditions du Seuil, 969 p.

**PINÇON** Michel, **PINÇON-CHARLOT** Monique, 1989, *Dans les beaux quartiers*, Paris, France, Éditions du Seuil, 257 p.

**PINÇON** Michel, **PINÇON-CHARLOT** Monique, 2005, *Voyage en grande bourgeoisie. Journal d'enquête*, Paris, Presses Universitaires de France, 186 p.

**PINÇON** Michel, **PINÇON-CHARLOT** Monique, 2010, *Les Ghettos du gotha. Au cœur de la grande bourgeoisie*, Seuil, 352 p.

**PINÇON** Michel, **PINÇON-CHARLOT** Monique, 2016, *Sociologie de la bourgeoisie*, 4e édition, La Découverte, Repères, 128 p.

**PINÇON-CHARLOT** Monique, **PINÇON** Michel, **LECROART** Étienne, 2017, *Panique dans le 16e !: une enquête sociologique et dessinée*, Montreuil, France, Éditions la Ville brûle, 91 p.

**PORCU** Manuela, 2013, « Gated communities et contrôle de l'espace urbain. Un état des lieux », *Déviance et Société*, 37(2), p. 229.

**PORTILLA** Ana, 2018, « Une famille dans l'église. Sociabilités des classes populaires immigrées aux Etats-Unis », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 5(225), p. 42-53.

**PRETECEILLE** Edmond, 2006, « La ségrégation sociale a-t-elle augmenté? La métropole parisienne entre polarisation et mixité », *Sociétés contemporaines*, 62(2), p. 69.

**PUECH** Isabelle, 2005, « Le non-partage du travail domestique », in *Femmes, genre et sociétés, l'état des savoirs*, Paris, Découverte, Collection L'état des savoirs, p. 176-183.

**RAPOSO** Rita, **COTTA** Diogo, 2009, « Quartiers sécurisés, perceptions du (dés)ordre socio-spatial et mé(con)fiance envers l'Etat : le cas de la métropole de Lisbonne », *Déviance et Société*, 33(4), p. 593-612.

**RENAHY** Nicolas, 2005, *Les gars du coin: enquête sur une jeunesse rurale*, Paris, France, La Découverte, 284 p.

**RETIERE** Jean-Noël, 1994, *Identités ouvrières: histoire sociale d'un fief ouvrier en Bretagne, 1909-1990*, Paris, France, Editions L'Harmattan, 236 p.

**RETIERE** Jean-Noël, 2003, « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », *Politix*, 16(63), p. 121-143.

**RIPOLL** Fabrice, 2013, « Quelle dimension spatiale des structures sociales chez Bourdieu ? Localisations résidentielles et jeux d'échelles dans La Distinction », in *Trente ans après La distinction de Pierre Bourdieu*, Paris, Éditions la Découverte, Collection « Recherches ».

**RIVIERE** Clément, 2014, *Ce que tous les parents disent? Approche compréhensive de l'encadrement parental des pratiques urbaines des enfants en contexte de mixité sociale (Paris-Milan)*, Thèse de doctorat en sociologie, Ecole Doctorale de Sciences Po.

**ROCHE** Sébastien, 2001, « Sécurité publique, marché, État. Vers la métropolisation de la sécurité », *Le Débat*, 115(3), p. 87-98.

**ROSA BONHEUR** Collectif, **BORY** Anne, **CALDERON** José-Angel, **COHEN** Valérie, **MORTAIN** Blandine, **MULLER** Séverin, **VERDIERE** Juliette, **VIGNAL** Cécile, 2017, « Les garages à ciel ouvert : configurations sociales et spatiales d'un travail informel », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 216-217(1), p. 80-103.

**ROSA BONHEUR** Collectif, 2017, « Des « inactives » très productives. Le travail de subsistance des femmes de classes populaires », *Tracés*, 32, p. 91-110.

**SABATIER** Bruno, 2005, « Les résidences fermées à Toulouse : une offre immobilière construisant la “ville privée” », *Espaces et sociétés*, 123(4), p. 129-149.

**SAVAGE** Mike, 2015, *Social Class in the 21st Century*, London, Pelican, 352 p.

**SAVAGE** Mike, **HECHT** Katharina, **HJELLBREKKE** Johs, **CUNNINGHAM** Niall, **LAURISON** Daniel, 2017, « The anatomy of the British economic “elite” », *in* p. 150-174.

**SCHWARTZ** Olivier, 2012, *Le monde privé des ouvriers*, Paris, Presses Universitaires de France, 552 p.

**SEGALEN** Martine, **LE WITA** Béatrix (dir.), 1993, *Chez-soi: objets et décors : des créations familiales ?*, Paris, France, Éditions Autrement, 217 p.

**SERRE** Delphine, 2012, « Le capital culturel dans tous ses états », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 191-192(1), p. 4-13.

**SHERMAN** Rachel, 2017, *Uneasy Street: The Anxieties of Affluence*, Princeton, Princeton University Press, 328 p.

**SIBLOT** Yasmine, **CARTIER** Marie, **COUTANT** Isabelle, **MASCLET** Olivier, **RENAHY** Nicolas, 2015, *Sociologie des classes populaires contemporaines*, Paris, France, Armand Colin, 363 p.

**SINGLY** François de, **GIRAUD** Christophe, 2012, *En famille à Paris*, Paris, France, Armand Colin, 211 p.

**SINGLY** François de, **THELOT** Claude, 1989, *Gens du privé, gens du public: la grande différence*, Paris, Dunod, 256 p.

**SMITH** Neil, 1996, *The New Urban Frontier: Gentrification and the Revanchist City*, London ; New York, Routledge, 288 p.

**SPIRE** Alexis, 2012, *Faibles et puissants face à l'impôt*, Paris, France, Raisons d'Agir éditions, 134 p.

**TELLER** Jacques, 2009, « Développement de l'entre-soi communautaire dans les espaces résidentiels périurbains », *Déviance et Société*, 33(4), p. 547-556.

**TISSOT** Sylvie, 2007, *L'État et les quartiers: genèse d'une catégorie de l'action publique*, Paris, France, Seuil, 300 p.

**TISSOT** Sylvie, 2010a, « Quand la mixité sociale mobilise des gentrificateurs. Enquête sur un mot d'ordre militant à Boston », *Espaces et sociétés*, 140-141(1), p. 127-142.

**TISSOT** Sylvie, 2010b, « De l'usage de la notion de capital d'autochtonie dans l'étude des catégories supérieures », *Regards sociologiques*, 40, p. 99-109.

**TISSOT** Sylvie, 2010c, « Naissance d'un quartier « historique » : patrimonialisation architecturale et luttes politiques dans le South End de Boston (1965-1995) », *Sociétés contemporaines*, 80(4), p. 5.

**TISSOT** Sylvie, 2011, *De bons voisins: enquête dans un quartier de la bourgeoisie progressiste*, Paris, France, Raisons d'agir, impr. 2011, 313; 16 p.

**TISSOT** Sylvie, 2014, « Entre soi et les autres », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 204(4), p. 4-9.

**TRANCHANT** Lucas, 2016, « Des musiciens à bonne école Les pratiques éducatives des classes supérieures au prisme de l'apprentissage enfantin de la musique », *Sociologie*, 7(1), p. 23-40.

**VAN ZANTEN** Agnès, 2001, *L'école de la périphérie: scolarité et ségrégation en banlieue*, Paris, France, Presses universitaires de France, xiv+424 p.

**VAN ZANTEN** Agnès, 2009, *Choisir son école: stratégies familiales et médiations locales*, Paris, France, Presses universitaires de France, xiii+283 p.

**VEBLEN** Thorstein, 1979, *Théorie de la classe de loisir*, Paris, Gallimard, 322 p.

**VERRET** Michel, 1979, *L'espace ouvrier*, Paris, France, Armand Colin, 231 p.

**VESCHAMBRE** Vincent, 2008, *Traces et mémoires urbaines: enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition*, Rennes, France, Presses universitaires de Rennes, 315 p.

**VOGLER** Carolyn, **PAHL** Jan, 1994, « Money, Power and Inequality within Marriage », *The Sociological Review*, 42(2), p. 263-288.

**WAGNER** Anne-Catherine, 1998, *Les nouvelles élites de la mondialisation : Une immigration dorée en France*, Paris, Presses Universitaires de France - PUF, 240 p.

**WAGNER** Anne-Catherine, 2011, « Les classes dominantes à l'épreuve de la mondialisation », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 190(5), p. 4-9.

**WAITKUS** Nora, **GROH-SAMBERG** Olaf, 2017, « The Space of Capital: A Latent Class Analysis of Capital Portfolios in Germany », SSRN Scholarly Paper, ID 3099354, Rochester, NY, Social Science Research Network.

**WALDFOGEL** Jane, 1997, « The Effect of Children on Women's Wages », *American Sociological Review*, 62(2), p. 209.

**WEBER** Florence, 1989, *Le travail à-côté: étude d'ethnographie ouvrière*, Paris, France, Institut national de la recherche agronomique : Éd. de l'École des hautes études en sciences sociales, 212 p.

**WEBER** Florence, 2005, *Le sang, le nom, le quotidien: une sociologie de la parenté pratique*, La Courneuve, France, Aux lieux d'être, 264 p.

**WEBER** Florence, **BEAUD** Stéphane, 2010, *Guide de l'enquête de terrain*, 4e édition, Paris, La Découverte, 336 p.

**WEBER** Max, 1971, *Économie et société. Tome premier*, traduit par **Dampierre** Éric de Directeur de la publication, **Freund** Julien, **Kamnitzer** Pierre, **Bertrand** Pierre, **Chavy** Jacques (dir.), Paris, France, Librairie Plon, xxi+650 p.

**WEBSTER** Chris, **GLASZE** Georg, **FRANTZ** Klaus, 2002, « The Global Spread of Gated Communities », *Environment and Planning B: Planning and Design*, 29(3), p. 315-320.

**WELLMAN** Beverly, **WELLMAN** Barry, 1992, « Domestic Affairs and Network Relations », *Journal of Social and Personal Relationships*, 9(3), p. 385-409.

**WIEVIORKA** Michel, 2019, « Rumeur sur les Roms : quand la fragmentation sociale et culturelle produit du non-sens », *The Conversation*, 31 mars 2019.

**WILSON** Gail, 1987, *Money in the Family: Financial Organization and Women's Responsibility*, Aldershot, Hants., England ; Brookfield, USA, Gower Pub Co, 271 p.

**WILSON** James Q., 1968, *Varieties of police behavior: the management of law and order in eight communities*, Cambridge, Mass, Harvard University Press, xi, 309 p.

**WIRTH** Louis, 1938, « Urbanism as a Way of Life », *American Journal of Sociology*, 44(1), p. 1-24.

**YAVORSKY** Jill E., **KEISTER** Lisa A., **QIAN** Yue, **NAU** Michael, 2019, « Women in the One Percent: Gender Dynamics in Top Income Positions », *American Sociological Review*, 84(1), p. 54-81.

**YOUNG** Michael, **WILLMOTT** Peter, 2010, *Le village dans la ville: famille et parenté dans l'est londonien*, traduit par **Gotman** Anne, **Hellencourt** Bernard d', **Déchaux** Jean-Hugues, **Marchal** Hervé, **Stébé** Jean-Marc (dir.), Paris, France, Presses universitaires de France, DL 2010, xl+188 p.

**ZALIO** Pierre-Paul, 1999, *Grandes familles de Marseille au XXe siècle: enquête sur l'identité économique d'un territoire portuaire*, Paris, France, Belin, 315 p.



**ZAUBERMAN** Renée, **ROBERT** Philippe, **BECK** François, **NEVANEN** Sophie, 2013, « Mesurer l'implication des jeunes dans la violence », *Déviance et Société*, 37(1), p. 89-115.

**ZAUBERMAN** Renée, **ROBERT** Philippe, **NEVANEN** Sophie, **BON** David, 2013, « Victimation et insécurité en Île-de-France. Une analyse géosociale », *Revue française de sociologie*, 54(1), p. 111-153.

**ZELIZER** Viviana A., 2005, *La signification sociale de l'argent*, Seuil, Liber, 348 p.



## **Annexes**



## Annexe A – Annexes du chapitre 4

**PARC DE LA MALMAISON**

**TERRAINS BOISÉS A VENDRE**  
**DEPUIS 3 FRANCS LE MÈTRE**

**S'ADRESSER SUR PLACE, TOUS LES JOURS A M. MOULIN, VILLA DES ROCHERS**

Le domaine de La Malmaison, célèbre avant la Révolution par Marmontel et par Deille, devint la résidence préférée de Bonaparte, Premier Consul, et de Joséphine, qui l'embellirent à grands frais, et en firent le rendez-vous de toutes les illustrations de l'époque. Il appartint à la reine Christine d'Espagne.

Le parc dut à ses superbes plantations exotiques une réputation universelle. On y retrouve encore la jolie rivière avec ses cascades, les magnifiques ombrages et les sites pittoresques si renommés.

Le Parc de La Malmaison est situé à une demi-heure de Paris, près des bords de la Seine, grande route de Saint-Germain, entre Rueil et Bougival.

On s'y rend, soit par le chemin de fer de Saint-Germain, station de Rueil (Prix : 1 fr. 50), (plusieurs express par jour) et un tramway à vapeur (Prix : 1 fr. 50), longeant le Parc et correspondant à tous les trains, soit en voiture, par l'Avenue des Champs-Élysées, le Pont de Neuilly et la route de Saint-Germain ou bien par le Bois de Boulogne, les hauteurs de Suresnes ou de St-Cloud.

Volontiers sollicitons parait-il trois fois par jour de la rue du Château-St-Henri, 6.

Beaux environs.

**PARC DE LA MALMAISON**

**PLAN LOTISSEMENT DU PARC MALMAISON**

**FACILITÉS DE PAIEMENT**

**POUR LES RENSEIGNEMENTS**  
 S'ADRESSER TOUS LES JOURS DANS LE PARC DE LA MALMAISON  
**A. M. MOULIN**  
 AVENUE DE LA LÉGLÈRE, A L'ANGLE DE L'AVENUE BONAPARTE  
**VILLA DES ROCHERS**

**FACILITÉS DE PAIEMENT**

**POUR LES RENSEIGNEMENTS**  
 S'ADRESSER TOUS LES JOURS DANS LE PARC DE LA MALMAISON  
**A. M. MOULIN**  
 AVENUE DE LA LÉGLÈRE, A L'ANGLE DE L'AVENUE BONAPARTE  
**VILLA DES ROCHERS**

(127) Imp. CHAIX (Succ<sup>e</sup> Chéret) 18, rue Brunel, Paris.

W005274

B. n° 1063

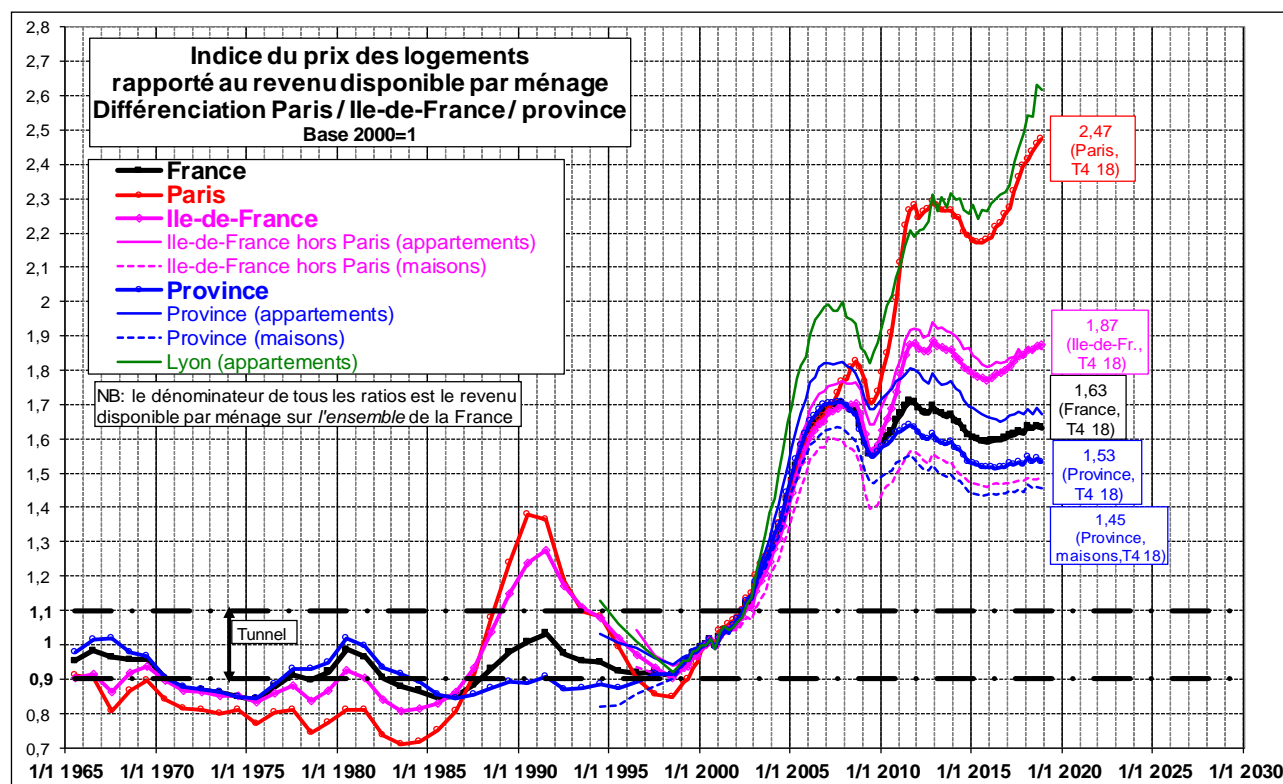
Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Source : gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Description : Affiche promotionnelle réalisée en 1883 par Jules Chéret.

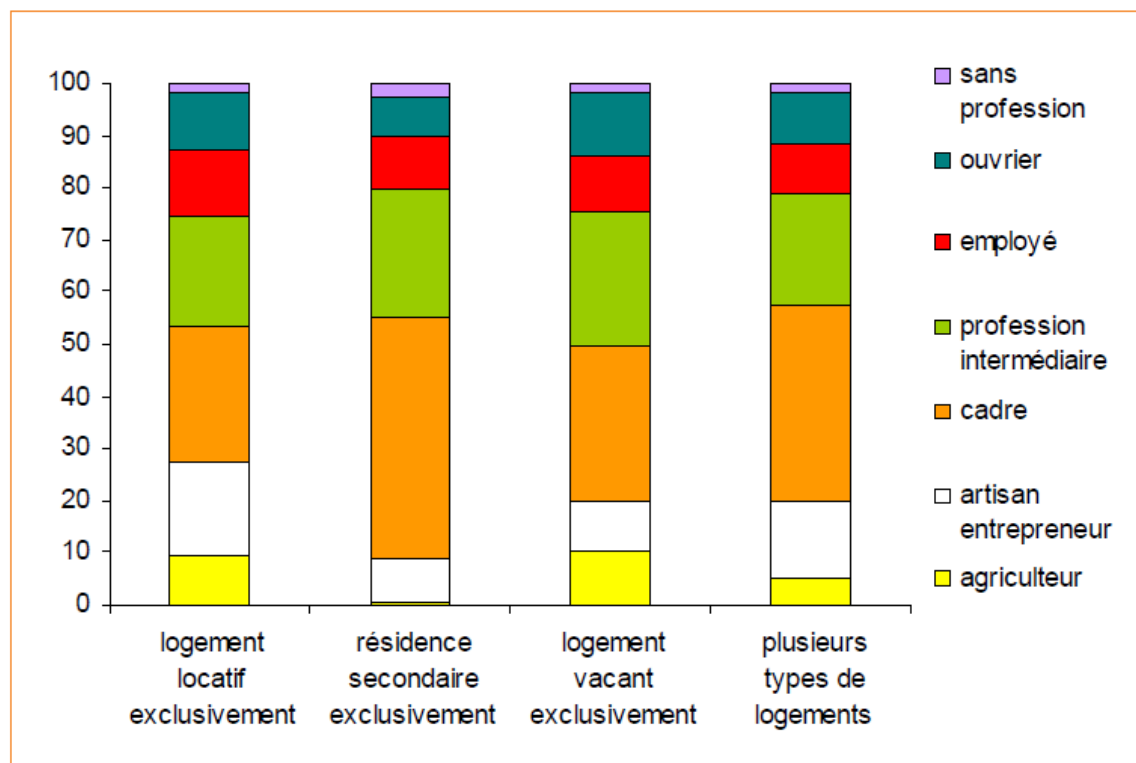
## Annexe B – Annexes du chapitre 5

### Annexe 1 : Indice de prix des logements rapporté au revenu disponible par ménage. Différenciation Paris/Ile-de-France/province



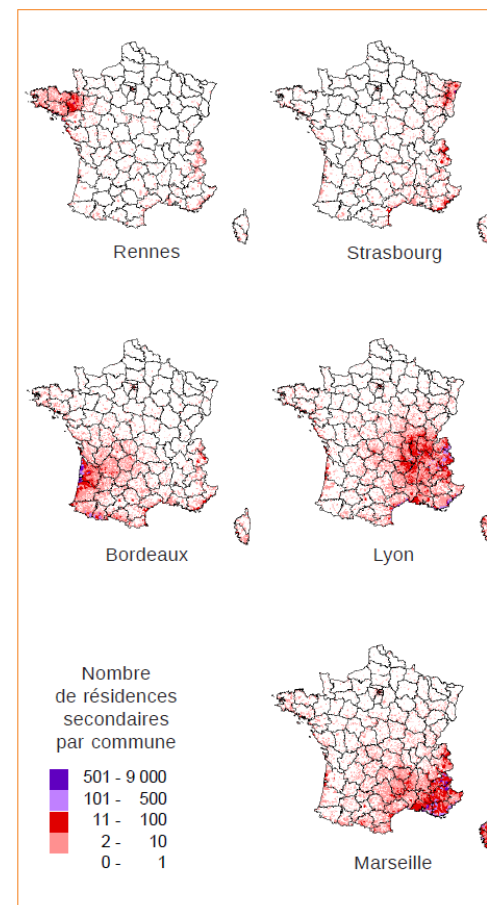
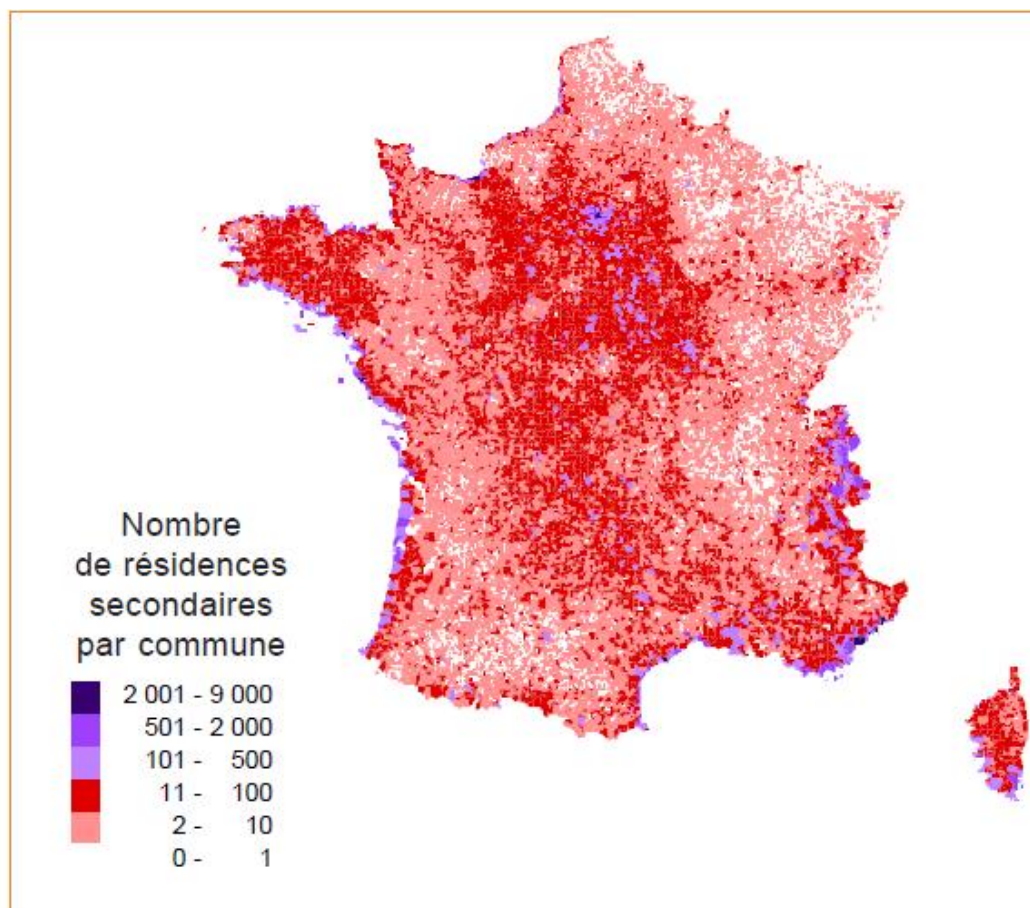
Source : [CGEDD](#) d'après INSEE, bases de données notariales et indices Notaires-INSEE désaisonnalisés.

## Annexe 2 : Usage des logements supplémentaires selon la catégorie socioprofessionnelle (en %)



Source : Patrick Kwok, Cinq millions de ménages multipropriétaires, *Le point sur*, 49, 2010 (d'après les données Insee, ENL 2006)

### Annexe 3 : Localisation des résidences secondaires des Franciliens (à gauche) et d'autres grandes agglomérations françaises



Source :

Patrick  
*Le point sur*, 49, 2010 (d'après les données Filoco)

Kwok, Cinq millions de ménages multipropriétaires,



## **Annexe C – Annexes du chapitre 7**

Annexes – Extraits du journal municipal de Rueil-Malmaison

Article intitulé « Stop aux rumeurs » (mars 2015) : « Les chiffres le démontrent : Rueil est une ville sûre ! Certes, le risque zéro n'existe pas, et force est de constater que certains Rueillois sont malheureusement victimes d'actes de délinquance, notamment de cambriolages. Mais ceci ne remet pas en cause l'efficacité de la police (nationale et municipale) qui, tous les jours, est présente le terrain. ».

Article intitulé « Que fait la police ? » (septembre 2015) : « Mais que fait la police ? Chaque fois que les autorités n'arrivent pas à empêcher un événement, les Rueillois (comme tous les Français) s'interrogent. [...] Cependant, en dépit de ces événements, Rueil continue à se situer parmi les villes les plus sûres de France et parmi les trois plus sûres de la région parisienne. Ce n'est certainement pas le fruit du hasard, mais celui du travail constant et méthodique encadré par une politique sécuritaire très forte menée par le maire depuis dix ans. »

Article intitulé « 24h avec la police municipale » (Avril 2016) : « 9h Départ pour intervention(s) - L'un des agents reçoit un appel téléphonique (systématiquement enregistré) : une dame signale un stationnement sauvage. Aussitôt, un équipage est envoyé sur place. En effet, une voiture est mal garée sur un trottoir : l'amende est de 135 euros ! Les policiers [...] repartent pour une autre intervention. Il s'agit d'une suspicion de squat dans une maison abandonnée : les agents enjambent la grille pour surprendre les occupants clandestins. À l'évidence, ils sont partis, mais il faudra rester vigilant... »

Mars 2015 : « un signalement de dégradation dans le quartier de Plaine-Gare a permis de déjouer des vols à la roulotte et d'interpeller deux individus », « grâce à un signalement téléphonique concernant un rodéo urbain en cours, la patrouille qui est intervenue a pu mettre sous séquestre deux motos en situation irrégulière. »

Juin 2015 : « Le 8 juin, l'agent de la police municipale affecté à la vidéoprotection aperçoit sur l'un des écrans de surveillance un individu en train de crever les pneus d'un véhicule de la

Police nationale. Le policier prévient immédiatement ses collègues du commissariat qui interpellent le délinquant. »

Septembre 2015 « le 30 mai, la Police nationale a interpellé une jeune femme écoulant de faux billets chez les commerçants du centre-ville [...] ou encore le 10 juin, deux individus ont été interpellés par la Police nationale pour des violences commises sur une personne. », « en mai dernier, arrestation d'individus d'Europe de l'Est pour trois cas d'effraction dans notre ville ».

Octobre 2015 « [...] 30 août [...] un incendie de véhicule dans un parking du centre-ville. L'auteur des faits, un mineur de 15 ans, a ainsi été interpellé et déféré au parquet. »

Article intitulé « La sécurité, une affaire collective » (Mars 2016) : « Très attendue, l'intervention du commissaire de police de Rueil, Nathalie Faynel, a permis à l'assistance de prendre connaissance des dernières statistiques de la délinquance. Premier motif de satisfaction, les atteintes aux biens ont baissé de 22 % à Rueil, les cambriolages ont chuté de 35 %, et les violences physiques crapuleuses (actes d'appropriation) ont diminué de 29 %. En outre, aucune attaque à main armée n'a été constatée en 2015. En revanche, on a assisté à une progression des violences physiques non crapuleuses, essentiellement dans la sphère privée, et des menaces de violence, qui requièrent en conséquence une vigilance accrue. »

Rueil Infos, article intitulé « Halte aux cambriolages » (Juin 2015) : la commissaire de Rueil déclare : « J'invite les Rueillois à procéder à un autodiagnostic de leur domicile et à investir quelques dizaines d'euros dans une alarme, dispositif fortement dissuasif, une minuterie et/ou un système de contrôle à distance par Webcam. Des moyens efficaces de ne pas laisser le champ libre aux intrusions! »

Rueil Infos (février 2015) : « Patrick Ollier a appelé à « être plus vigilant et plus citoyen ». « Il faut imaginer des initiatives de vigilance, telles que le dispositif « Voisins vigilants », et rendre les jeunes plus citoyens par des mesures pédagogiques pour éviter les dérives ».

Rueil Infos (mars 2015) : « Différents dispositifs de participation citoyenne sont à l'étude, en particulier dans la lutte contre les cambriolages. « Il s'agirait de solliciter des volontaires qui s'engageraient à recueillir un maximum d'informations (surveillance de logements temporairement inhabités, ramassage du courrier des vacanciers, véhicules suspects) et à les signaler ensuite aux autorités compétentes », indique Denis Gabriel. »

# Table des matières

<b>Sommaire.....</b>	<b>2</b>
<b>Introduction.....</b>	<b>4</b>
La place du capital économique dans les recompositions des classes supérieures .....	5
L'espace au cœur de la définition des positions sociales .....	9
Placer la focale sur l'espace domestique et le monde privé des classes supérieures ...	12
Placer au cœur de l'analyse les logiques de genre .....	16
Une fraction de classe marquée par le mouvement de privatisation .....	18
Réaliser des monographies de quartiers pour saisir les modes de vie.....	20
Plan de la thèse .....	23
<b>Partie 1 Enquêter sur le pôle privé des classes supérieures.....</b>	<b>26</b>
- <b>Chapitre 1 Les ménages aisés résidant dans des quartiers de banlieue homogène au cœur du pôle privé des classes supérieures .....</b>	<b>29</b>
1. Appartenir aux classes supérieures du pôle privé .....	29
1.1 Des statuts professionnels ancrés dans le secteur privé .....	29
Les professions hautement qualifiées des hommes dans le secteur privé .....	29
Une majorité des femmes investies dans l'espace privé .....	30
1.2 La richesse comme élément prédominant dans la définition du statut social .....	32
1.3 Des capitaux scolaires incertains.....	33
1.4 Attachement aux formes conjugales traditionnelles.....	36
2. Saisir l'hétérogénéité au sein du groupe.....	37
2.1 Les facteurs structurels qui organisent la diversité au sein des classes supérieures du pôle privé.....	37
Volume de capital .....	37
Genre et âge .....	38
2.2 Trajectoires.....	38
2.3 Valeurs.....	38
3. Espaces résidentiels des classes supérieures du privé .....	40
3.1 Des espaces de banlieue homogènes .....	41
3.3 Des spécificités locales.....	43
Conclusion.....	47
- <b>Chapitre 2 Accéder au monde privé des classes supérieures du privé : enjeux méthodologiques d'une enquête « intrusive ».....</b>	<b>48</b>
1. Enquêter sur le privé des classes supérieures .....	49
1.1 Contourner les barrières en se faisant recommander.....	50

1.2 Aborder le privé des gens aisés .....	53
2. Rapports de pouvoir en situation d'entretien .....	56
2.1 Résister à la démarche d'enquête et protéger son monde privé .....	56
2.2 L'aspect genré des réactions à l'enquête .....	60
2.3 Contrer l'autocensure .....	61
Conclusion.....	63
<b>Partie 2 La construction du privilège local à l'échelle du quartier .....</b>	<b>64</b>
<b>- Chapitre 3 Les frontières de l'entre-soi : délimiter symboliquement et matériellement le groupe d'appartenance .....</b>	<b>69</b>
1. Choisir un quartier marqué par l'entre-soi .....	73
1.1 Des trajectoires résidentielles conduisant aux banlieues.....	73
Diversité des trajectoires résidentielles .....	74
Le poids des localisations familiales dans les trajectoires résidentielles.....	76
Le genre des contraintes pesant sur les trajectoires résidentielles .....	77
1.2 Qui se ressemble s'assemble ? .....	81
Révéler les préférences pour l'entre-soi.....	81
Mettre au jour la blanchité de l'entre-soi .....	85
Comparer l'espace local à un village .....	88
Entre-soi résidentiel et entre-soi scolaire .....	90
1.3 Mettre à distance l'altérité .....	93
« Ces malfrats qui nous surveillent » : intrusion dans l'espace du quartier et suspicion de vol .....	93
Les « jeunes » en « sweat-capuche » : figures d'un antagonisme social .....	98
Usage de la voiture et privatisation des déplacements .....	104
2. Les habitant·e·s face aux politiques municipales de préservation de l'entre-soi .....	106
2.1 Des politiques locales comme garante de l'entre-soi .....	107
La politique des villages .....	107
Les politiques locales vis-à-vis du logement social .....	109
2.2 La politique des villages à l'échelle des discours des enquêté·e·s .....	111
Rejet des grands ensembles et racialisation de leurs habitant·e·s .....	111
Regretter « un peu » le manque de mixité à Saint-Maur-des-Fossés .....	115
Vivre dans l'entre-soi et promouvoir la mixité à Rueil-Malmaison.....	117
3. Les espaces enclavés à l'échelle locale : des « ghettos de riches » ? .....	121
3.1 Dynamique de fermeture résidentielle .....	121
État de l'art sur les gated communities : des effets aux processus .....	121
Enclavement et fermeture résidentielle à Rueil-Malmaison et Saint-Maur-des-Fossés .....	123
Une fermeture tolérée par les autorités locales .....	129
3.2 Renforcer les frontières physiques et buter sur des frontières sociales .....	131
Transformer un lotissement « convivial » en un « ghetto de riches » dans le Domaine de la Vervolière .....	132
Les « dinosaures » contre l'élite mondialisée au Parc de la Vervolière .....	137
Frontières internes aux quartiers et différenciation entre voisin·e·s .....	142

Conclusion.....	144
<b>- Chapitre 4 S'approprier l'espace du quartier et en tirer des ressources.....</b>	<b>147</b>
1. Les entreprises de patrimonialisation des quartiers d'entre-soi .....	151
1.1 Tirer du prestige de l'historicité d'un lieu.....	152
Valoriser l'histoire légitime locale.....	153
Marcher dans les pas de Joséphine.....	154
Mettre en avant l'histoire récente.....	156
1.2 Utiliser la patrimonialisation comme argument de préservation du standing .....	158
Utiliser le patrimoine historique et naturel pour empêcher la densification.....	159
Se mobiliser pour bénéficier d'un traitement exceptionnel.....	160
1.3 Les conseils syndicaux et de village comme entrepreneurs de patrimonialisation .....	163
S'engager dans les conseils syndicaux et de village .....	163
Préserver le patrimoine grâce aux règlements de copropriété.....	166
2. L'espace local comme pourvoyeur de capital social.....	169
2.1 Des fractions des classes supérieures dotées en capital social .....	169
Classes supérieures et capital social.....	170
L'habitus mondain .....	173
Capital social et demandes de recommandations .....	175
2.2 Spécificités des sociabilités locales dans le capital social.....	176
Réseaux amicaux et engagement à l'échelle du quartier.....	177
Entretenir des relations de « bon voisinage ».....	179
Entre-soi mais « chacun chez soi » .....	185
Distance dans les espaces les plus supérieurs .....	187
2.3 « Faire son trou » grâce à l'école et la paroisse.....	192
Quand les « copains » des enfants deviennent ceux des parents .....	192
Former une communauté grâce à la paroisse .....	197
3. Combiner des logiques d'ancrage et de mobilité .....	199
3.1 « La province à Paris » : ancrer ses pratiques à l'échelle locale .....	200
Ancrage résidentiel .....	200
Profiter des services et des aménités locales .....	204
Pratiques de consommation à l'échelle locale.....	206
Un « parfait équilibre » entre distance et proximité à Paris .....	211
3.2 L'ancrage couplé à des stratégies de mobilité.....	215
Mobilité professionnelle des hommes des ménages enquêtés.....	215
Les bénéfices symboliques tirés de l'expatriation.....	216
Les mobilités de loisirs entre voyages à l'international et séjours dans les maisons secondaires ....	219
3.3 Ancrage local intergénérationnel.....	221
Conclusion.....	224
<b>Partie 3 Le repli sur l'espace du foyer .....</b>	<b>228</b>

-	<b>Chapitre 5 Investir de grandes maisons. La propriété et l'aménagement du logement comme moyen de distinction.....</b>	<b>232</b>
1.	Accumuler du capital économique en se forgeant un patrimoine immobilier .....	235
1.1.	S'engager dans des carrières de (multi)propriétaires pour « se sentir chez soi »	236
	Dispositions de classe à la propriété .....	236
	Monter en gamme : des carrières résidentielles progressives.....	238
	Le privilège de la multipropriété.....	240
1.2	La famille comme lieu privilégié d'accumulation du capital .....	244
1.3	L'endettement comme support à des mises en scènes de la privation .....	246
2.	Acquérir la maison idéale.....	251
2.1	Prise en charge par les femmes de la recherche de la maison .....	252
2.2.	« Et si le luxe c'était l'espace ? » .....	256
3.	Faire une maison à son image .....	261
3.1	Le pouvoir de la décoration.....	261
3.2	Esthétique de l'ordre et objectivation du capital culturel dans la décoration.....	265
3.3	Différenciations entre sous-fractions des classes supérieures du privé.....	270
	Style design .....	271
	Style traditionnel .....	274
	Style rococo .....	277
	Style mixte .....	280
	Conclusion.....	284
-	<b>Chapitre 6 Ce que le genre fait à la classe : des femmes au foyer privilégiées ?</b>	<b>287</b>
1.	L' « inactivité » chez les femmes de classes supérieures .....	290
1.1	Le halo des femmes au foyer.....	291
1.2	Des rôles genrés perçus comme complémentaires au sein de la maisonnée .....	294
	Le poids des socialisations .....	294
	Naturalisation de la figure de la mère .....	296
	Faible investissement de la part des hommes.....	297
1.3	« Lui ce qu'il voulait c'était le calme ! » : avoir le « luxe » de devenir femme au foyer.....	299
	Le « piège » des congés parentaux.....	300
	« Jongler » entre sa vie familiale et sa carrière professionnelle .....	302
	Intermittentes, précoces ou diplômées : trajectoires au sein du groupe d'enquêtées .....	307
2.	Des femmes en charge du travail du style de vie .....	310
2.1	Prendre en charge le travail domestique.....	312
	Assumer l'entière responsabilité du travail domestique.....	313
	Éducation des enfants et enjeu de reproduction sociale .....	321
	<i>Déléguer les tâches ménagères les plus ingrates</i> .....	323
2.2	Prendre en charge le travail de consommation.....	327
	« Pouvoir le faire ».....	327
	Stéréotypes genrés de la consommation.....	330

Un exemple du travail du style de vie : le logement .....	333
<b>3. Échapper au stigmate.....</b>	<b>337</b>
3.1 À la recherche d'une identité valorisante .....	338
Légitimer son travail de mère .....	338
Se positionner entre la figure repoussoir de la femme au foyer et l'idéal rêvé des « wonder woman » conciliant vie familiale et professionnelle.....	342
3.2 Enfermement domestique et espaces de résistance .....	348
Enfermement domestique .....	348
Pratiques de résistance .....	350
3.3. Les conséquences irréversibles de l'éloignement de l'emploi .....	353
Regretter son travail.....	354
Échouer à se reconvertir.....	356
Conclusion.....	360
<b><i>Partie 4 La privatisation de services publics .....</i></b>	<b><i>364</i></b>
- <b>Chapitre 7 Prendre en charge sa sécurité .....</b>	<b>369</b>
1. Des quartiers « sécurisés, sécurisant » (Catherine Bousquet) .....	370
1.1 Comment j'en suis arrivée à ne pas parler que de sécurité .....	370
L'importance des questions de sécurité à l'échelle municipale .....	370
Un sujet annexe pour les personnes interrogées.....	372
1.2 Une mobilisation collective autour de la sécurité .....	373
1.3 Différenciations internes au groupe sur les manières de se protéger .....	375
2. Ignorer – sinon dénigrer – la police et prendre en charge sa sécurité .....	378
2.1 Saluer les efforts d'une police de proximité.....	379
2.2 « Voilà ceux qui servent à rien » (Nathalie Champemont) .....	380
2.3 Se protéger sans la police : privatisation de la sécurité et entre-soi .....	384
Conclusion.....	385
<b><i>Conclusion générale .....</i></b>	<b><i>386</i></b>
<b><i>Bibliographie .....</i></b>	<b><i>389</i></b>
<b><i>Annexes .....</i></b>	<b><i>410</i></b>
Annexe A – Annexes du chapitre 4 .....	412
Annexe B – Annexes du chapitre 5 .....	413
Annexe C – Annexes du chapitre 7 .....	416
<b><i>Table des matières.....</i></b>	<b><i>419</i></b>



